

hung der Zahl der ordentlichen Bundesrichter notwendig ist. Entscheiden wir heute, wird diese OG-Revision zum vorneherein in einem wichtigen Punkt präjudiziert. Wir können also erst zusammen mit der Revision des OG auch über die Zahl der ordentlichen Bundesrichter befinden.

Zum Votum des Herrn Aregger möchte ich bemerken: Es ist zu Recht gesagt worden, dass es als Ersatzrichter qualifizierte Leute braucht. Es ist tatsächlich so: Wenn wir qualifizierte Leute haben wollen, müssen wir sie auch entsprechend honorieren. Im übrigen besteht in dieser Honorierung auch für den einzelnen Ersatzrichter ein gewisser Anreiz, mehr Fälle zu übernehmen. Das ist natürlich auch einer der «Zwecke der Übung». Der Bundesrat ist nicht der Meinung, dass mit diesen Ansätzen übertrieben werde.

In diesem Sinne stelle ich Antrag, auf die Vorlage des Bundesrates einzutreten. Den Änderungen, welche die vorbereitende Kommission beschlossen hat, stimmt der Bundesrat zu.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten) 104 Stimmen
Für den Antrag Weber-Arbon (Nichteintreten) 44 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 et 3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

... Ersatzrichter nicht anzurechnen. (Rest des Artikels streichen)

Art. 2

Proposition de la commission

... le nombre maximum de suppléants. (Biffer le reste de l'article)

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

... gilt bis zum 31. Dezember 1988.

Art. 4

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

... a effet jusqu'au 31 décembre 1988.

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 105 Stimmen
Dagegen 35 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

81.065

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

Botschaft, Beschluss- und Gesetzentwürfe vom 28. September 1981 (BBI III, 737)

Message, projets de loi et d'arrêté du 28 septembre 1981 (FF III, 705)

Beschlüsse des Ständerates vom 2. und 6. Dezember 1982 und vom 31. Januar 1983

Décisions du Conseil des Etats des 2 et 6 décembre 1982 et du 31 janvier 1983

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Antrag Braunschweig/Carobbio

Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat mit dem Auftrag, eine Vorlage zu unterbreiten, die Massnahmen zur materiellen Steuerharmonisierung und die Schaffung von Rahmengesetzen vorsieht, vor allem in den sozialen Bereichen (im weitesten Sinne des Wortes), um Mindestleistungen auf dem ganzen Gebiet der Eidgenossenschaft aufrechtzuerhalten und zu verbessern.

Proposition Braunschweig/Carobbio

Renvoi du projet au Conseil fédéral en l'invitant à présenter un nouveau projet qui prévoit des mesures au titre de l'harmonisation fiscale matérielle ainsi que la création de lois-cadres, notamment en matière sociale (au sens le plus large du terme), de manière à sauvegarder ou à améliorer les prestations minimales sur tout le territoire de la Confédération.

Allgemeine Eintretensdebatte

Débat général d'entrée en matière

M. Kohler Raoul, rapporteur: Le problème de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons est en discussion depuis plus de dix ans. La motion de notre ancien collègue, Julius Binder, approuvée par notre conseil le 3 octobre 1972 et par le Conseil des Etats le 20 mars 1973, qui chargeait le Conseil fédéral notamment d'élaborer des propositions en vue d'une nouvelle répartition des tâches publiques entre la Confédération, les cantons et les communes, puis d'indiquer comment les ressources financières seraient réparties et de proposer aux Chambres fédérales les mesures constitutionnelles et législatives indispensables, cette motion donc, a déclenché une série d'opérations de grande envergure sous la forme d'enquêtes, d'études, d'inventaires, de propositions, de constatations et finalement de contacts au plus haut niveau. Il faut remercier ici le Conseil fédéral, et plus particulièrement MM. Furgler et Friedrich, conseillers fédéraux, ainsi que tous les collaborateurs qui les ont aidés dans cette tâche, mais aussi tous les gouvernements cantonaux et leurs représentants au sein du groupe de contact des cantons, d'avoir abordé, examiné en profondeur et mené à chef une première phase d'une grande opération à la fois difficile et délicate. La tâche est très loin d'être achevée, certes, mais elle nous permet aujourd'hui d'aborder le sujet de façon très concrète. Il serait bien trop long de revenir ici sur tous les travaux qui ont conduit aux propositions relatives aux premières mesures pour une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Je me bornerai donc à relever un certain nombre de réflexions qui ont marqué cette longue démarche. Tout d'abord le constat. Un groupe de travail

chargé de faire un inventaire aussi complet que possible des attributions de la Confédération d'une part et de celles des cantons d'autre part, appréciait en 1974 les résultats de ces travaux de la manière suivante: «La répartition actuelle des tâches entre la Confédération et les cantons se caractérise par un enchevêtrement extraordinairement poussé des compétences fédérales et cantonales. Il n'existe guère d'autre Etat fédératif où les attributions de l'Etat central et celles des Etats fédérés soient autant entremêlées. Cela paraît avoir deux causes principales. La première est que, sur le terrain fédéral, on préfère procéder par petits pas et que les règles de compétences adoptées par la Confédération sont souvent rédigées de manière détaillée. La seconde est que les compétences fédérales ont été établies suivant des principes divers. Au cours des décennies, ces règles ont foisonné à un point tel qu'il n'existe plus guère de domaines où la Confédération n'ait plus accès. Les compétences cantonales sont devenues simultanément des compétences résiduelles qu'il est toujours plus difficile de définir et que les cantons peuvent de moins en moins exercer de leur propre autorité.»

Le remède à cette situation toujours plus confuse: faire de l'ordre, démêler, redistribuer. Mais une nouvelle répartition des tâches ne pourra pas être réalisée d'un seul coup, en faisant table rase de ce qui existe actuellement et qui est le fruit d'une longue histoire. Il faudra plutôt désenchevêtrer progressivement tâches et compétences dans des domaines particuliers, cette démarche revêtant davantage la forme d'un correctif que celle d'une modification fondamentale du système. Il sera préférable de commencer à démêler les tâches dans les domaines où les cantons ont eu de tout temps leur mot à dire et qui doivent leur être conservés. Les objectifs de la nouvelle répartition des tâches ont été définis de la façon suivante: redonner des domaines de compétences bien définis aux cantons, libérer les cantons de la part qui leur échoit dans l'accomplissement des tâches que la Confédération devra assumer intégralement, empêcher les doubles emplois et les dépenses administratives disproportionnées, accorder la priorité à la compétence politique plutôt qu'à l'enchevêtrement administratif, enfin, rétablir la transparence du système des subventions fédérales.

La nouvelle répartition des tâches donne donc la priorité au maintien et au renforcement de notre structure fédérative et à la revalorisation des cantons en tant que centres autonomes de décision. Cette vaste opération devra se faire en appliquant le processus du désenchevêtrement, en retenant le critère de la subsidiarité, c'est-à-dire le critère selon lequel les tâches publiques doivent incomber aux collectivités inférieures aussi longtemps qu'elles sont capables de les maîtriser elles-mêmes et en veillant à faire coïncider la compétence matérielle avec la compétence financière.

Il est bien évident que la nouvelle répartition des tâches implique inévitablement une nouvelle répartition des charges et il est non moins évident que les répercussions financières qui en résultent chargent plus fortement les cantons financièrement faibles que les cantons financièrement forts. Mais, il y a lieu de se réjouir de ce qu'une solution préconisée par la Conférence des directeurs cantonaux des finances ait rencontré le consensus de toutes les parties; elle exprime bien la solidarité qui existe entre les cantons. Cet accord sur la compensation des effets financiers est un des piliers de l'ensemble des mesures que nous allons examiner en détail tout à l'heure. Il consiste en un relèvement du taux actuel de 7,5 pour cent à 13 pour cent de la quote-part des rentrées de l'impôt fédéral direct destinée à la péréquation financière; 10 pour cent seront répartis en fonction de la capacité financière et 3 pour cent seront réservés à la compensation des cas de rigueur. Les calculs détaillés ont confirmé que les charges entre les cantons ont ainsi pu être réparties uniformément et équitablement, compte tenu de leur force fiscale.

Une remarque encore concernant la procédure d'adaptation et la mise en vigueur des mesures qui nous sont proposées. Le premier train de mesures comprend 19 modifications

d'actes législatifs au moyen desquelles il s'agit de réviser six articles constitutionnels et quatorze lois. Dans les domaines suivants: école obligatoire, subsides de formation, santé publique, encouragement à la construction de logements, part des cantons au produit net des droits de timbre et aux recettes nettes provenant de l'imposition des boissons distillées, le Conseil fédéral propose simultanément une modification de la constitution et une modification de la loi. Cette procédure législative accélérée, c'est-à-dire le traitement simultané de dispositions constitutionnelles et de dispositions législatives se justifie objectivement mais doit, après son adoption par l'Assemblée fédérale, être à nouveau séparée en raison des droits populaires. Aussi, le Conseil fédéral a-t-il l'intention de faire tout d'abord procéder aux votations obligatoires sur les modifications constitutionnelles. C'est seulement après l'adoption de l'article constitutionnel par le peuple et les cantons que la loi y relative sera publiée dans la *Feuille Fédérale*, le délai référendaire de trois mois commençant à courir à partir de cette date. Les dispositions finales préciseront que la loi devient caduque si la révision constitutionnelle y relative est rejetée.

Dans les domaines suivants: exécution des peines et des mesures, protection civile, gymnastique et sports, AVS-maisons de retraite, prestations complémentaires à l'AVS/AI, aide aux réfugiés et péréquation financière, le Conseil fédéral ne propose qu'une révision de loi. Les arrêtés y relatifs seront publiés dans la *Feuille Fédérale* dès que les deux conseils les auront approuvés dans les dispositions finales. C'est à ce moment-là que le délai référendaire commencera à courir.

Pour tous les arrêtés, ainsi que pour les modifications constitutionnelles et de lois, l'entrée en vigueur sera fixée par le Conseil fédéral. On pourra ainsi mettre en vigueur les mesures dans certains domaines bien qu'il faille attendre encore les votations populaires dans d'autres domaines touchés par le premier train de mesures. Le Conseil fédéral devra se charger de la coordination permettant d'exécuter les mesures. Cela signifie que les dispositions finales n'auront pas forcément besoin d'être adoptées simultanément par les conseils pour toutes les modifications d'actes législatifs.

Une mesure proposée par le Conseil fédéral dans le cadre du premier train de mesures a déjà été adoptée par nos deux conseils. Il s'agit de la loi fédérale sur les subventions en faveur de la culture et de la langue dans les cantons des Grisons et du Tessin. Le délai référendaire étant expiré sans avoir été utilisé, cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier de cette année.

Nous tenons à préciser que d'autres projets ont un rapport avec la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Il y a lieu de mentionner, en particulier, la révision partielle de l'assurance-maladie qui a été examinée par la commission du Conseil national.

Votre commission a examiné au cours de six séances, dont quatre de deux jours, les problèmes que pouvaient poser la nouvelle répartition des tâches en général et chacune des mesures en particulier. Elle a prêté une très grande attention aux domaines qui avaient été l'objet d'une vive opposition que ce soit lors de la procédure de consultation ou lors des débats au Conseil des Etats. Il s'agit de l'exécution des peines et des mesures, des subsides de formation, de l'AVS-maisons de retraite et des prestations complémentaires ainsi que de l'encouragement à la construction de logements. Elle a tenu à entendre, chaque fois que cela était possible, des membres de gouvernements cantonaux. Elle a invité à de nombreuses auditions partisans, mais surtout adversaires des propositions du Conseil fédéral dans chacun de ces domaines particuliers, de sorte qu'avec la volumineuse documentation dont chaque membre a été gratifié, une information aussi complète que possible a pu être donnée et toutes les questions ont pu être posées chaque fois aux experts des deux parties. Deux directeurs cantonaux des finances, accompagnés du chef de l'Administration des finances du canton de Zurich, ont donné leur avis sur la péréquation financière et les parts cantonales. Les

débats de la commission se sont tous déroulés avec la participation de M. Friedrich, conseiller fédéral, ainsi que celle de tous les collaborateurs directement concernés de son département. Assistaient aussi aux débats un représentant du Département fédéral des finances, de même que les directeurs d'offices fédéraux qui étaient concernés par l'une ou l'autre des mesures.

M. Lanz, des services du Parlement, a parfaitement préparé le travail et organisé les séances de la commission. Il a été, pour le président, un collaborateur extrêmement précieux. J'en viens maintenant, et pour terminer, au débat d'entrée en matière au sein de la commission. Il y a lieu de relever que personne ne s'est opposé à ce que l'on entre en matière. Une seule proposition de renvoi a été déposée; elle visait à obtenir que le Conseil fédéral joigne à ses propositions concernant la nouvelle répartition des tâches des dispositions légales qui garantissent des prestations minimales dans le pays tout entier. En outre, des propositions touchant l'harmonisation fiscale sur le plan intercantonal étaient exigées. Cette proposition de renvoi a été rejetée par 15 voix contre une et de nombreuses abstentions.

Une autre proposition de renvoi, rejetée par 12 voix contre 8, exigeait du Conseil fédéral la présentation d'un rapport complémentaire sur les relations entre les projets visant une nouvelle répartition des tâches et la révision totale de la constitution, ainsi que les diverses conceptions globales, sur les possibilités de lois-cadres et sur les répercussions financières des deux premiers trains de mesures.

Le chef du département et ses collaborateurs ont, depuis, donné les renseignements demandés par écrit ou oralement.

Bien que l'entrée en matière n'ait pas été contestée au cours du débat général, les avis sur le projet différaient considérablement quant au fond. La majorité de la commission estimait, sans faire de réserve, qu'il fallait entrer en matière au sujet des propositions concernant les premières mesures pour une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. On fit notamment remarquer que les responsabilités et les attributions de la Confédération et des cantons se sont fortement imbriquées au cours de ces dernières années, que la Confédération s'est vu attribuer un nombre sans cesse croissant de nouvelles tâches dont l'exécution a été confiée aux cantons, que des difficultés en ont résulté et qu'il a même été question d'une crise dans l'exécution des tâches. Le projet du Conseil fédéral permet, dans une certaine mesure, selon la majorité de la commission, de mieux répartir les attributions, d'alléger et de rationaliser le système ainsi que de clarifier la situation.

Le soin de régler les tâches de l'Etat et de les financer doit être délégué davantage aux cantons et aux communes, afin de faciliter le contact avec le citoyen. Il est particulièrement important, du point de vue politique, que les responsabilités et les charges financières coïncident davantage, à l'avenir. Il est fâcheux que les cantons fassent des contributions notables à l'AVS, par exemple, sans avoir la possibilité d'exercer une influence sur la législation y relative. A l'inverse, les tâches que les cantons peuvent mieux résoudre que la Confédération doivent être entièrement confiées aux cantons, c'est-à-dire que ces derniers devront en assumer le financement et la réglementation. Les différences dans l'exécution des tâches par les cantons découlent de la structure fédéraliste elle-même. Elles doivent être acceptées.

Certains membres de la commission ont émis des réserves de principe envers les conceptions du Conseil fédéral sur la répartition des tâches. Ils estiment qu'il faut mettre l'accent sur la coopération et la solidarité entre la Confédération et les cantons, et non sur ce qui les sépare. La plupart des difficultés qu'il convient de résoudre actuellement ne peuvent l'être que par un effort commun. Ils reprochent aussi au Conseil fédéral d'avoir accordé la priorité, dans son projet, au principe fédéraliste et à la désimbrication des tâches, et d'avoir fait passer au second plan le souci d'assurer un bon rendement des activités de l'Etat et son efficacité, ainsi que le sens des responsabilités envers les personnes les plus

faibles de notre société. Ils doutent que les cantons, et surtout les cantons économiquement faibles, veuillent prendre en charge les tâches que l'on entend désormais leur confier, par une nouvelle répartition des attributions, et ils doutent aussi qu'ils soient en mesure de le faire. Ils craignent que les différences ne s'accroissent entre les régions, que l'Etat social ne soit affaibli et que l'égalité des citoyens devant la loi ne soit plus assurée. Ils soulignent aussi le fait que les subventions de la Confédération ont jusqu'ici fortement déterminé les prestations des cantons. Afin de garantir un niveau minimal dans toute la Suisse, ils demandent que la Confédération fasse un usage accru des lois-cadres. Cette suggestion a cependant été rejetée par de nombreux membres de la commission. Ceux-ci ont fait remarquer que les lois-cadres n'ont généralement pas donné satisfaction et qu'elles sont incompatibles avec l'objectif principal d'une nouvelle répartition des tâches qui est de séparer clairement les responsabilités et les attributions des cantons d'une part et de la Confédération d'autre part. Aussi recommandent-ils de ne recourir que modérément aux lois-cadres.

Répondant à l'objection principale des opposants, la majorité constate que les cantons sont parfaitement en état de compenser les subventions de la Confédération que l'on entend supprimer. La nouvelle répartition des tâches n'apportera pas une modification profonde de celle des charges. Elle confiera simplement aux cantons la pleine responsabilité dans les domaines dans lesquels ils ne l'exercent pas entièrement.

Il faut aussi prendre en considération le fait que la péréquation financière sera considérablement renforcée, de sorte que l'on pourra exiger, même des cantons économiquement faibles, qu'ils prennent en charge les tâches qu'on leur confiera. On ne saurait concevoir de fédéralisme sans confiance et celle que l'on a dans la capacité des cantons de pouvoir faire face à la situation se justifie pleinement.

Il faut enfin relever que les dispositions transitoires ont été conçues dans un esprit particulièrement généreux. La majorité ne dénie pas que la Confédération a joué un rôle de locomotive dans certains domaines, par exemple dans celui des bourses, mais les cantons sont maintenant en mesure de prendre ces prestations à leur charge. Cela permettra aussi à la Confédération de se consacrer à de nouvelles tâches.

Quelques membres de la commission ont fait remarquer que la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons est liée à un assainissement des finances fédérales. Si l'on réalise toutes les propositions du Conseil fédéral visant à cette nouvelle répartition, que la commission soutient, ainsi que la réduction prévue des charges fédérales en matière d'assurance-maladie, les cantons devront consentir des dépenses supplémentaires de 99 millions de francs à partir de 1990. L'amélioration de la situation des finances fédérales qui en résultera sera une conséquence bienvenue de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons certes, mais son importance restera tout de même fort modeste dans l'ensemble.

En résumé, on peut affirmer que la commission a admis unanimement qu'il est nécessaire de procéder à un examen de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, et qu'il s'agit d'ailleurs en l'occurrence d'une obligation permanente de tout Etat fédéral. Les premières mesures proposées à cet effet par le Conseil fédéral et que le Conseil des Etats a déjà approuvées permettent d'entreprendre une révision souhaitable des rapports entre la Confédération et les cantons. Leur importance ne doit être ni sous-estimée ni exagérée. L'essentiel est qu'elles constituent un pas dans la bonne direction. La poursuite de la grande opération qui a été déclenchée il y a plus de dix ans, ainsi que le succès de toutes les démarches futures pour une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, dépendront pour une large part du sort qui sera réservé par notre conseil à ce premier train de mesures. Au nom de la commission, je vous prie d'entrer en matière et d'examiner les premières mesures proposées par le Conseil

fédéral pour une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.

Nebiker, Berichterstatter: Zuerst zu den Kommissionsberatungen: Der Ständerat hat bekanntlich im Januar 1983 seine Beratungen über das Geschäft «Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen» abgeschlossen. Er ist mit seinen Beschlüssen im wesentlichen den Anträgen des Bundesrates gefolgt, mit Ausnahme allerdings der beiden rein finanzpolitischen Geschäfte, die mit der Aufgabenteilung nichts zu tun haben: das sind die unbefristete Aufhebung der Kantonsanteile am Reingewinn der Alkoholverwertung unter Beibehaltung des Alkoholzehntels und die Aufhebung der Kantonsanteile am Reinertrag der Stempelsteuer. Im Gegensatz zum Ständerat beantragt Ihnen die nationalrätliche Kommission, auch auf die beiden finanzpolitischen Vorlagen einzutreten.

Die vorberatende Kommission des Nationalrates konnte die Beratungen nach zehn Sitzungstagen am 10. November 1983 abschliessen. Für die wichtigsten und namentlich für die umstrittensten Vorlagen wurden Experten angehört, und zwar bei den Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug, bei den Ausbildungsbeiträgen, bei den Anträgen bezüglich AHV und Altersheime, bei den Bundesbeiträgen für die Wohnbauförderung und schliesslich für die Bereiche Finanzausgleich und Kantonsanteile.

Die Beratungen waren für die Kommission sehr anspruchsvoll, weil sich die Vorschläge für die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen auf ganz verschiedene Sachgebiete beziehen. Es wurde auch deutlich, dass es relativ einfach ist, sich zum Prinzip der Aufgabenentflechtung zu bekennen, dass die Meinungen aber dann hart aufeinanderprallen, wenn es darum geht, im einzelnen und konkret dem Bund oder den Kantonen bestimmte Aufgaben zuzuweisen, namentlich wenn dies finanzielle Konsequenzen hat. Das wird auch bei den Beratungen in diesem Rate nicht anders sein.

Das Eintreten zum gesamten ersten Paket der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen war in der Kommission nicht bestritten. Wir beantragen Ihnen also Eintreten.

Der Kommission lagen allerdings zwei Rückweisungsanträge vor. Der eine verlangte zusätzliche gesetzliche Bestimmungen, die für das gesamte Gebiet der Eidgenossenschaft Mindestleistungen garantieren. Ein ähnlicher Antrag liegt auch jetzt auf dem Tisch dieses Rates: der Antrag Braunschweig. Der andere Rückweisungsantrag verlangte einen Zusatzbericht über das Verhältnis der Vorschläge zur Totalrevision der Bundesverfassung und zu den verschiedenen Gesamtkonzeptionen sowie über die Möglichkeiten von Rahmengesetzen mit der Vorschrift von Mindestleistungen. Beide Rückweisungsanträge sind abgelehnt worden. Der Bundesrat hat aufgrund dieser Anträge der Kommission weitere Unterlagen über die Zusammenhänge mit der Totalrevision der Bundesverfassung und den verschiedenen Gesamtkonzeptionen zur Verfügung gestellt.

Um Ihnen den Überblick zu erleichtern, fasse ich die Hauptentscheide der Kommission kurz zusammen. Im wesentlichen ist die Kommission des Nationalrates den Anträgen des Bundesrates bzw. des Ständerates gefolgt, allerdings mit folgender Ausnahme:

Bei der Wohnbauförderung stimmte die Kommission mit 15 zu 13 Stimmen für Nichteintreten, und bei den Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug und für die Ausbildungsbeiträge sind die Übergangsfristen gegenüber dem Beschluss des Ständerates um je drei Jahre verlängert worden. Stark umstritten waren namentlich die folgenden Vorlagen: Kommissionsmehrheit und Bundesrat wollen die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug auf die Baubeiträge beschränken, also die Betriebsbeiträge streichen. Eine starke Minderheit will an den Betriebsbeiträgen festhalten. Bei den Ausbildungsbeiträgen (Stipendien) wollen Mehrheit und Bundesrat die Beiträge des Bundes aufheben; Ausbildung und Erziehung sei in erster Linie Aufgabe der Kantone. Eine starke Minderheit

votiert für Nichteintreten, d. h. Beibehalten der Bundesbeiträge. Bei der Wohnbauförderung schliesslich votiert eine sehr knappe Mehrheit der Kommission für Nichteintreten, d. h. Beibehalten der Bundesbeiträge; die Minderheit möchte die Wohnbauförderung voll kantonalisieren.

Zur Ausgangslage für die gesamte Vorlage: Es ist für jedermann unbestritten, dass die Schweiz ein föderalistisches Staatswesen ist. Dies entspricht der Vielfalt unseres Landes und der geschichtlichen Entwicklung. Zum Föderalismus gehört, dass der Bund nur diejenigen Aufgaben erfüllen soll, die nicht durch die Kantone bewältigt werden können. Das gleiche Prinzip der Subsidiarität gilt auch im Verhältnis zwischen den Kantonen und ihren Gemeinden. Das Prinzip des Föderalismus und eben der Subsidiarität findet seinen rechtlichen Ausdruck in Artikel 3 der Bundesverfassung, der lautet: «Die Kantone sind souverän, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist, und üben als solche alle Rechte aus, welche nicht der Bundesgewalt übertragen sind.»

Trotz der seit 1848 unverändert gebliebenen föderativen Struktur unseres Landes hat sich nun die staatliche Tätigkeit von den Kantonen weg zum Bund verschoben. Besonders in den Nachkriegsjahren 1950 bis 1970 wurden dem Bund grosse und neue Aufgaben übertragen, namentlich im Sozialbereich, im Wirtschaftsbereich, im Bereich des Umweltschutzes und auf anderen Gebieten. Dem Bund wurden stets neue Kompetenzen eingeräumt, und er sorgte mit teils grosszügigen Subventionen dafür, dass die Kantone ihre eigenen Aufgaben und Infrastrukturprobleme bewältigen konnten. Vielfach wurden die Kantone auf einem Gebiet erst aktiv, wenn Bundesbeiträge in Aussicht standen. Es gibt heute kaum ein Tätigkeitsfeld, in dem der Bund nicht in irgendeiner Form mitwirkt.

Diese Übernahme von Aufgaben durch den Zentralstaat war zweifellos in vielen Fällen richtig und effizient. Sie führte aber auch zu unübersichtlichen Verflechtungen der Zuständigkeitsbereiche, zu Doppelspurigkeiten und verwöhnte die Kantone, indem sie nicht mehr bereit waren, Aufgaben selbständig zu lösen. Die Aufgabenneuverteilung gehört beim Bund schon seit Jahren zum Schwerpunkt seiner Regierungspolitik. Die Frage wurde auch im Parlament durch eine Motion des seinerzeitigen Nationalrates Julius Binder aufgegriffen. Das war vor elf Jahren. Nach verschiedenen Vorstudien und einem Vernehmlassungsverfahren bei den Kantonen hat eine Studienkommission, die Kommission Voyame, konkrete Vorschläge zur Aufgabenteilung ausgearbeitet. Diese wurden im Jahre 1980 einem erneuten Vernehmlassungsverfahren unterbreitet. Die angestrebte Neuverteilung der Aufgaben nach Sachgebieten wurde mehrheitlich begrüsst. Die Aufgabenteilung wurde allgemein befürwortet und als staatspolitisches Vorhaben beurteilt. Die finanzpolitischen Überlegungen, eine Entlastung des Bundes, sollten nur zweitrangige Bedeutung haben.

Das Hauptziel der Aufgabenneuverteilung ist unbestrittenermassen ein staatspolitisches. Dies ging aus allen Verhandlungen in der Kommission und aus dem Vernehmlassungsverfahren hervor. Es geht darum, den Föderalismus zu stärken und den Kantonen nicht Aufgaben zu entziehen, die sie ebensogut selbst lösen können. Den Kantonen sollen wieder mehr Eigenständigkeit, Verantwortung und Kompetenzen eingeräumt werden. Die Aufgabenteilung darf nun aber nicht zu einem Leistungsabbau führen. Gegner der Vorlage und Gegner einzelner Abschnitte befürchten, dass die Delegation von Aufgaben an die Kantone einen Leistungsabbau zur Folge habe. Dies ist nicht Absicht der Gesamtvorlage. Echter Föderalismus setzt voraus, dass die Kantone, genauso wie der Bund, gewillt sind, für seine Bürger zu tun, was zu tun notwendig ist. Kantone und Gemeinden sind heute finanziell stärker. Sie sind bereit und in der Lage, Aufgaben zu übernehmen. Sie haben sich im Vernehmlassungsverfahren eindeutig dazu bekannt. Die Aufgabenerfüllung wird zweifellos von Kanton zu Kanton unterschiedlich sein. Auch dies entspricht dem föderalistischen Gedanken und der schweizerischen Vielfalt.

Aufgabenteilung bedeutet auch Entflechtung der Aufgaben.

Kompetenz, Verantwortung und Finanzierung müssen übereinstimmen, bei der gleichen staatlichen Instanz liegen. Wer befiehlt, soll auch bezahlen. Die Kantone sind nicht nur Vollzugsorgane des Bundes. Wenn ihnen schon eine Aufgabe zur Finanzierung übertragen wird, sollen sie auch über die Aufgabe selbst entscheiden können. Dies bedeutet, dass man mit der Rahmengesetzgebung und mit Vorschriften für Mindestleistungen – was von gewissen Antragstellern gewünscht wird, zum Beispiel im Antrag Braunschweig – eher zurückhaltend sein sollte.

Aus der Aufgabenteilung erhofft man eine gewisse Einsparung an administrativem Aufwand, das Vermeiden von Doppelspurigkeiten und von unnötigem Perfektionismus und auch eine Einsparung von Personal.

Die Stelleneinsparung beim Bund allerdings dürfte bescheiden sein. Eine Übersicht ergab eine Einsparung von 27 Stellen, wovon 18 allein beim Bundesamt für Wohnungswesen, einem Bereich, bei dem die Mehrheit der Kommission die weitere Beteiligung des Bundes befürwortet.

Von der Aufgabenteilung erwartet man aber, dass die Entscheide für den Bürger übersichtlicher, verständlicher und demokratischer – kurz: bürgernäher – werden. Das heute bestehende komplizierte Gefüge zwischen Gemeinden, Kanton und Bund führt zu Unübersichtlichkeit und Kompliziertheit. Der Bürger versteht den Ablauf nicht und resigniert.

Zu den finanziellen Folgen: Obschon – wie mehrfach erwähnt – die Aufgabenteilung grundsätzlich ein staatspolitisches Problem darstellt, wird für den Bund auch eine bescheidene finanzielle Entlastung angestrebt. Dies ist aufgrund der bekannten finanziellen Situation beim Bund notwendig. Mit dem ersten hier vorliegenden Paket gemäss Anträgen der Kommissionsmehrheit würde der Bund ab 1990, nach Inkrafttreten aller Massnahmen, um rund 99 Millionen entlastet. Sie haben eine zusätzliche Dokumentation, finanzielle Auswirkungen Stand 1983, erhalten. Mit dem zweiten Paket, das sich in Vorbereitung befindet, ist eine weitere Entlastung des Bundes um 70 Millionen Franken vorgesehen. Insgesamt ist mit dem ersten und zweiten Paket der Aufgabenteilung zusammen eine Entlastung des Bundes von rund 170 Millionen bis 190 Millionen in Aussicht genommen. Wie erwähnt, sind die Kantone grundsätzlich bereit, diese Mehrbelastung auf sich zu nehmen; allerdings ist der Finanzausgleich zu verstärken, denn mit der Neuverteilung der Aufgaben werden besonders die finanzschwachen Kantone, also die Kantone mit den höchsten Subventionsansätzen, am stärksten betroffen. Im Rahmen des ersten Paketes der Aufgabenteilung ist deshalb auch eine deutliche Verbesserung des Finanzausgleiches vorgesehen. Der Kantonsanteil der direkten Bundessteuer von 30 Prozent wird beibehalten; hingegen wird die Finanzausgleichsquote von 7,5 Prozent auf 13 Prozent erhöht. Diese Auswirkung sehen Sie ebenfalls in der ausgeteilten Dokumentation auf Seite 13 oder in der Botschaft. Die Mehrbelastung für den Kanton Zürich nach den neuen Zahlen beträgt beispielsweise, nach Finanz- und Härteausgleich, rund 18 Millionen Franken, für den Kanton Basel-Stadt 4,6 Millionen Franken, für den Kanton Bern 11,8 Millionen Franken und für den Kanton Luzern beispielsweise 3,1 Millionen Franken. Das sind also Beiträge, die unter Berücksichtigung des staatspolitischen Zieles der Aufgabenteilung durchaus tragbar sind.

Diese Gesamtzahlen sind wichtig, wenn Sie bei der Detailberatung der einzelnen Vorlagen die finanzielle Tragbarkeit beurteilen. Auf das Endergebnis für die einzelnen Kantone kommt es an, nicht auf die finanziellen Konsequenzen aus den einzelnen Teilbereichen. Insgesamt entspricht die Mehrbelastung der Kantone aus der Aufgabenteilung nur 0,44 Prozent der Steuerkraft. In den beiden Kantonen Appenzell und Obwalden treten sogar Entlastungen ein.

Bei der Beurteilung des Saldos aus der Aufgabenteilung, also im ersten Paket 99 Millionen Franken, wird man den finanziellen Ergebnissen der Aufgabenteilung nicht gerecht. In Wirklichkeit sind viel grössere Geldströme betroffen. Einerseits beträgt der Abbau von Bundesbeiträgen an die

Kantone in elf Bereichen rund 400 Millionen Franken, das sind 20 Prozent der gesamten Bundesbeiträge an die Kantone; andererseits sollen die Kantonsbeiträge an die AHV von rund 800 Millionen Franken aufgehoben werden. Diese werden teilweise kompensiert durch den Abbau von Bundesbeiträgen an die Krankenkassen von 490 Millionen. Netto vermindern sich also die Leistungen der Kantone an den Bund um rund 300 Millionen. Die Aufgabenteilung nach dem ersten Paket betrifft mit anderen Worten einen Finanzstrom von rund 800 Millionen Franken, der zwischen Bund und Kantonen hin und her geschoben wird.

Mit dem Antrag auf Eintreten befürwortet die vorberatende Kommission grundsätzlich das Prinzip der Aufgabenteilung. Die Aufgabenteilung ist staatspolitisch von Bedeutung. Sie bedeutet die Stärkung des föderalistischen Gedankens und vereinfacht die Entscheidungsabläufe durch Übereinstimmen von Verantwortung und Finanzierungszuständigkeit. Einige Kommissionsmitglieder melden grundsätzliche Vorbehalte an. Sie betonen, dass Kooperation, Solidarität zwischen Bund und Kantonen im Vordergrund stehen sollte und nicht das Trennende. Sie bezweifeln, dass die Kantone, insbesondere die finanzschwächeren, bereit und fähig sein werden, die durch die Neuverteilung der Aufgaben zusätzlich entstehenden Lasten auf sich zu nehmen. Sie befürchten, dass sich regionale Unterschiede verschärfen und dass der Sozialstaat geschwächt werde und der Bürger rechtungleich behandelt werde. Diese Kommissionsmitglieder wünschen vermehrt Rahmengesetze, die einen Mindeststandard garantieren. Doch gerade diese Rahmengesetze widersprechen nach Meinung der Kommissionsmehrheit dem Prinzip der Aufgabenteilung und fördern den Vollzugsnotstand bei den Kantonen.

Das erste Paket der Aufgabenteilung stellt nur einen ersten Schritt zur besseren Gestaltung des Verhältnisses zwischen Bund und Kantonen dar. Es ist nach Meinung der Kommissionsmehrheit ein wichtiger Schritt in der richtigen Richtung. Es wird das zweite Paket folgen. Im weiteren ist die Aufgabenteilung eine permanente Aufgabe, auch im Bereiche unserer weiteren gesetzgeberischen Arbeit.

Zum Schluss möchte ich Herrn Bundesrat Friedrich und seinen zahlreichen Mitarbeitern herzlich danken für die Begleitung und Beratung während der Kommissionssitzungen. Wir wurden jeweils sehr gut dokumentiert. In den Dank einschliessen möchte ich auch die ausserparlamentarische Kommission und namentlich das Kontaktgremium mit seinem Verständnis für die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen.

Im Namen der Kommission bitte ich Sie, auf die ersten Massnahmen zur Neuverteilung einzutreten.

Präsident: Es folgen die Fraktionssprecher. Für die Fraktion der PdA/PSA/POCH spricht Herr Carobbio, der zugleich seinen Rückweisungsantrag begründen wird.

M. Carobbio: Le groupe du Parti du travail, du PSA et des Organisations progressistes, prenant position sur la question générale qui est soumise à la discussion aujourd'hui, tient à fixer et à mettre en évidence quatre points principaux qui, dans une certaine mesure, constituent les critères selon lesquels nous avons examiné aussi bien le message du Conseil fédéral que la copieuse documentation mise à notre disposition, critères qui tiennent également compte des considérations qui viennent d'être exposées par nos deux rapporteurs.

Tout d'abord, à notre avis, un réexamen des tâches entre Confédération et cantons constitue en soi une idée valable et sous certains aspects une nécessité. Sur ce point, nous rejoignons la position de la commission unanime. Ensuite, un tel examen ne peut pas oublier le fait que dans plusieurs domaines les tâches du pouvoir central et celles des pouvoirs locaux ne sont pas alternatives mais bien complémentaires, c'est-à-dire que l'activité des uns serait difficilement possible, surtout pour les cantons à faible capacité financière, sans la contribution de l'autre. D'autre part, toute proposition dans ce domaine ne peut pas et ne doit pas faire

abstraction des réalités géographiques, économiques et sociales des diverses régions du pays. Cela signifie qu'une mesure qui serait valable, ou tout au moins supportable pour un canton riche comme Zurich, Bâle ou d'autres, ne le sera pas nécessairement pour une autre région ou un canton tel que le Tessin ou les Grisons. Enfin, toute mesure que nous adopterons, au-delà des aspects institutionnels et juridiques des rapports entre les deux collectivités concernées, vise et touche en définitive des personnes, des citoyens et des couches sociales dont les conditions ne sont pas identiques.

De ces quatre constatations, presque banales dirai-je, notre groupe tire une première indication: il faut être très prudent lorsqu'on propose des mesures pour une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Toute mesure dans ce domaine devrait notamment éviter soigneusement, premièrement, de favoriser une accentuation des disparités régionales et sociales; deuxièmement, de remettre en discussion des acquis, notamment sur le plan social, dont la réalisation a été possible grâce au rôle de la Confédération; troisièmement, d'aggraver les difficultés financières des régions et des cantons économiquement faibles. Cela ne veut absolument pas dire que nous sommes par principe contre la recherche de mesures concrètes visant à mieux définir les tâches entre les deux collectivités.

Sur le plan du principe, comme le dit le message du Conseil fédéral, nous sommes également d'avis qu'un renforcement du fédéralisme est aujourd'hui important. Que ce soit du point de vue de la participation démocratique des citoyens aux affaires qui les concernent, mais également du point de vue d'une élimination ou tout au moins d'une limitation des entraves bureaucratiques qui compliquent souvent les activités des pouvoirs publics.

Nous croyons aussi qu'aujourd'hui, dans notre société suisse confrontée à la crise économique et les problèmes financiers de l'Etat, une meilleure utilisation des ressources dont nous disposons et le dépassement de l'Etat-providence ainsi que de la pratique de la dispersion des interventions et des contributions financières, ne vont pas sans une meilleure définition des compétences et des tâches des collectivités locales, régionales, cantonales et fédérales.

Mais si nous considérons les conceptions globales du Conseil fédéral dans ce domaine, et plus particulièrement les propositions concrètes de ce premier train de mesures, nous devons malheureusement constater que si l'idée de départ était bonne en soi, le résultat final est plutôt discutable et dans quelques cas – bourses d'études, logement – fort critiquable. A ce propos une première remarque d'ordre générale s'impose à l'adresse du Conseil fédéral et des rapporteurs. En effet, à notre avis, tout l'exercice que nous proposent le Conseil fédéral et la majorité de la commission, et notamment celui dont nous discutons aujourd'hui, se base sur une insuffisance, volontaire ou pas, je l'ignore, voire une grave lacune de départ. A notre avis, le renforcement du fédéralisme et du rôle des collectivités régionales et locales ainsi que tout discours sur une nouvelle répartition des tâches dont il est question, présupposent avant tout et en priorité la prise de mesures dans le domaine de la distribution de la richesse, donc de la fiscalité et de la politique économique régionale. Cela afin de créer une base minimale commune à toutes les régions du pays et, je le souligne, à toutes les couches sociales.

A mon avis, c'est justement cet aspect-là qui n'est pratiquement pas pris en considération dans les propositions qui nous sont soumises. Je pense ici en particulier au domaine de l'harmonisation fiscale matérielle qui est autre chose que la simple péréquation prévue dans le projet et qui constitue en soi une mesure positive – je suis d'accord sur ce point avec les rapporteurs et le Conseil fédéral.

Afin de mieux préciser mon point de vue, je dirais que tant qu'il n'est pas possible en Suisse de contrôler fiscalement les personnes morales qui peuvent déplacer leurs revenus d'un canton à l'autre au mieux de leurs intérêts, il n'y aura jamais de renforcement du fédéralisme et toute répartition nouvelle des tâches risque d'être contradictoire. On pourrait

faire les mêmes considérations à propos de la décentralisation des activités économiques. Le fait que, dans le projet en discussion, de telles mesures soient pratiquement inexistantes, constitue à notre avis la plus grande limite à tout l'exercice, c'est un élément négatif important qu'en tant que groupe, nous devons prendre en considération lors du jugement que l'on portera sur les propositions en discussion. En outre, les mesures qui nous sont proposées soulèvent de notre part trois autres réserves d'importance. La première concerne le fait que, contrairement aux bonnes intentions initiales selon lesquelles la nouvelle répartition des tâches aurait dû être financièrement neutre, l'exercice s'est transformé, chemin faisant, en une occasion pour la Confédération d'entériner des mesures financières et d'économie. Certes, par rapport au projet initial du Conseil fédéral, l'on est descendu de 180 millions à 100 millions, pour ce premier train de mesures, mais à cela il faut ajouter les 290 millions des quotes-parts sur les droits de timbre et sur l'alcool qui constituent une mesure qui touche particulièrement les cantons faibles. Il faut encore ajouter les 70 millions pour le deuxième train de mesures, sans parler des diverses mesures de compensation, en particulier dans le domaine de l'assurance-maladie. Plutôt que de nouvelle répartition des tâches, je crois qu'il faudrait parler ici de nouvelle répartition des charges, d'autant plus que dans divers cas, par exemple celui de l'exécution des mesures et des peines, il n'y a pas de transfert de compétences mais seulement des charges. Le résultat d'une telle orientation sera que, dans la pratique, les cantons et les régions les plus faibles seront pénalisés ainsi que les couches de la population à revenus modeste et les couches marginalisées.

Ma deuxième remarque concerne le fait que dans ce premier train de mesures, on propose le pur et simple désistement de la Confédération dans le domaine du logement, de la formation, qui, à mon avis, sont des tâches typiques de la Confédération plutôt que des cantons et dans lesquelles le rôle de la Confédération est important et indispensable. Accepter de telles dispositions, non accompagnées de mesures sur le plan de la fiscalité et de la répartition des richesses, reviendrait à admettre le principe que de telles prestations peuvent être mises en discussion ou même, dans certains cantons, abandonnées. Ce sera le cas en particulier, je le rappelle, pour les cantons qui connaissent déjà des difficultés financières. Or, la péréquation financière prévue ne suffira pas à modifier cette situation.

La troisième réserve que nous formulons concerne le fait que, souvent, l'on nous propose un transfert des charges qui, en soi, pourrait être acceptable, mais sans fixer des prestations minimales, lesquelles devraient être assurées à tous les citoyens suisses. Ne pas le prévoir, revient à admettre le principe que la nouvelle répartition des tâches pourrait bien se traduire par une accentuation des disparités et des discriminations soit régionales, soit sociales.

Partant de toutes ces considérations, le groupe du Parti du travail, du Parti socialiste autonome et du POCH a décidé de reprendre la proposition – que j'avais faite en séance de commission – de renvoi du projet au Conseil fédéral, proposition qui malheureusement avait été repoussée par 15 voix contre une, la mienne.

Aujourd'hui, je constate avec plaisir que les socialistes, avec la proposition du collège Braunschweig, reprennent cette idée. Il est positif qu'ils aient finalement décidé de prendre une position plus claire par rapport à la politique du gouvernement. Ma proposition demande au Conseil fédéral, tout d'abord, que le projet soit revu avec la présentation de propositions qui concernent le domaine de la fiscalité, en particulier de l'harmonisation fiscale matérielle concernant les personnes morales. Deuxièmement, que les propositions contenues dans ce premier train de mesures concernant le droit au logement, les subsides de formation, ne soient plus proposées comme mesures de transfert de compétences – il serait mieux de parler de transfert de charges – aux cantons. Troisièmement, que des dispositions-cadre légales soient fixées dans tous les domaines où l'on propose de transférer des compétences aux cantons, afin que soient assurées des

prestations minimales à tous les citoyens suisses, quelle que soit leur situation.

En conclusion, nous ne sommes pas opposés en principe à examiner, dans les cas concrets, le problème des nouvelles répartitions des tâches, mais nous nous refusons à considérer cette opération comme une opération à buts financiers, de délégation des charges de la Confédération aux cantons. Et nous nous opposons en particulier aux mesures dans le domaine de la formation, de la construction des logements à bon marché et nous demandons de fixer aussi des loiscadres qui réglementent équitablement la situation pour tous les citoyens de notre pays. De plus, comme cela sera précisé au cours de la discussion de détail, nous nous opposons aussi à ce que soit ajoutée à ce premier train de mesures la question des quotes-parts des cantons sur l'impôt sur l'alcool et sur le droit de timbre. Au vu de ces considérations, je vous invite donc à appuyer ma proposition de renvoi du projet au Conseil fédéral, afin qu'il soit revu dans le sens que je vous ai expliqué.

Braunschweig: Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion beantrage ich Ihnen Rückweisung dieser ersten Neuverteilungsvorlage.

Ausserdem schlagen wir Ihnen die Überweisung der vorliegenden Petition für die Weiterführung der Bundesbeiträge an Erziehungsheime für Kinder und Jugendliche sowie der Petition der Schweizerischen Studentenschaften «gegen den Subventionsabbau – für gerechtere Stipendien» vor, mit dem Ersuchen an den Bundesrat, die Vorschläge der Petenten in einer neuen Vorlage zu berücksichtigen.

Der Wichtigkeit, der Transparenz und der politischen Klarheit zuliebe verlangen wir für die Abstimmungen über drei Teilvorlagen den Namensaufruf.

Die Vernehmlassungsantworten der sozialdemokratischen Partei und des Gewerkschaftsbundes waren schon vor vier Jahren sehr zurückhaltend bis strikte ablehnend gewesen. Im gleichen Sinne argumentierten im Ständerat unsere ehemaligen Kollegen Frau Lieberherr und Willy Donzé und in der nationalrätlichen Kommission Anton Muheim und Félicien Morel. Sie befürchteten – und wir befürchten heute – mit guten Gründen einen schleichenden Sozialabbau, der durch die Kantone höchstens teilweise vermindert werden kann. Dabei denken wir in erster Linie an die Betriebsbeiträge für Erziehungseinrichtungen und Altersheime, an die Stipendien für Studenten und Lehrlinge (immer sind es die Jugendlichen, die daran glauben müssen!) und an die Wohnbauförderung des Bundes.

Das erste Beispiel, die Betriebsbeiträge an Erziehungseinrichtungen für Kinder und Jugendliche: Ich weiss, dass Bundesrat und Kommissionsmehrheit diesen Sozialabbau bestreiten – wer gibt schon den Sozialabbau zu? – und auf die Verlagerung der Verantwortung auf die Kantone verweisen. Darauf werde ich zurückkommen. Aber gerade in bezug auf die Erziehungseinrichtungen zeigte die Erfahrung der letzten Jahre, dass die Kantone aus politischen und anderen Gründen nicht in der Lage waren, die Fristen des Jugendmassnahmenrechtes einzuhalten, und in der vorletzten Session mussten wir mit Zorn und Zerknirschung gesetzliche Fristen verlängern. Nun sollen wir glauben, dass die Kantone auch noch die Betriebsbeiträge übernehmen, von denen sich der Bund befreien will!

Das zweite Beispiel betrifft die Stipendien. Ausgerechnet in einer wirtschaftlich sehr schwierigen Zeit, da wir alle spüren, dass unser Land auch auf einzelnen Gebieten der Ausbildung in Rückstand geraten ist, in einer Zeit, da wir als Kleinstaat Mühe haben, europäisch und weltweit Schritt zu halten, bauen wir eidgenössische Beiträge an Stipendien ab und verlassen uns auf den kantonalen Weg der Unsicherheit. Wir verlangen für diese Abstimmung den Namensaufruf; Studenten, Schüler, Lehrlinge, junge Menschen auf dem zweiten Bildungsweg haben ein Anrecht darauf, zu wissen, wer Stipendien gewährleistet und wer nicht.

Das dritte Beispiel: Die Änderung des AHV-Gesetzes ist vergleichbar einer sehr bitteren Pille. Zuerst kommt der Zuckerguss: die Entlastung der Kantone von den bisherigen

AHV-Beiträgen – obwohl durch Abgeltung früherer Fürsorgeleistungen auch heute noch begründet –; diese Entlastung wird aber sogleich verrechnet mit den Beiträgen des Bundes an die Krankenversicherungen. Wir rechnen mit Sicherheit auf Rückwirkungen auf die Spitalkosten, zum Nachteil der Patienten und der Krankenkassen. Zum bitteren Teil gehört der Verzicht auf die Altersheimbeiträge, obwohl der Nachholbedarf an Altersheimplätzen lange nicht in allen Kantonen abgebaut ist; ganz abgesehen davon, dass dieser Verzicht den heutigen Anforderungen an ein Altersheim nicht Rechnung trägt.

Die Vorlage bringt aber auch noch unter dem folgenden Buchstaben L eine Reduktion der Bundesbeiträge an die kantonalen Ergänzungsleistungen von 35 bis 70 auf 10 bis 35 Prozent, und das wird zur Folge haben: weniger Maximalrenten und Verzicht auf Ausschöpfung möglicher Rentenerhöhungen.

Ich höre den Schlachtruf der Neuverteiler, der in der Kommission zur Ideologie hochstilisiert worden ist: Habt Vertrauen in die Kantone! Ja, wir haben Vertrauen in die Kantone, aber kein blindes Vertrauen, sondern Vertrauen verbunden mit Voraussicht und Klugheit. Es ist kein Zufall, dass man auf die Kantonalisierung der Ergänzungsleistungen verzichtet, der entsprechenden Verfassungsrevision aus dem Weg ging und die politische Auseinandersetzung scheute. Wir verlangen auch für diesen Teil der Vorlage die Abstimmung mit Namensaufruf, denn auch ältere Mitbürgerinnen und Mitbürger haben ein Recht, zu wissen, wer zur AHV steht und wer am System «nagt».

Als viertes und letztes Beispiel nenne ich die Wohnbauförderung durch den Bund. Die Diskussion wird später stattfinden, nachdem die Mehrheit der Kommission befunden hat, auf diesen Sozialabbau sei zu verzichten. Es versteht sich von selbst, dass wir den Eintretensantrag von Kollege Jeaneret bekämpfen und im Interesse der Wohnungssuchenden und der Mieter den Namensaufruf verlangen.

Soweit vier Beispiele des Sozialabbaus und der Leistungsver schlechterung, gegen die sich unser Rückweisungsantrag richtet.

Fairerweise bestreiten wir nicht, dass einzelne Teilvorlagen sinnvoll und zeitgemäss sind, zum Beispiel die Aufhebung der Beiträge für den Primarschulunterricht. Aber diese Ausnahmen ändern an der Tendenz des schleichenden Sozialabbaus nichts.

Nach der politischen Praxis zu den grundsätzlichen Bemerkungen: Ursprünglich lagen der Idee der Neuverteilung der Aufgaben föderalistische Absichten zugrunde. Ihnen standen wir positiv gegenüber. Bürgernähe, sich wohl fühlen im Staat, weniger Anonymität und weniger Bürokratie, mehr menschliche und direkte Beziehungen, Förderung der kleinen Gemeinschaft, des Dorfes und des Quartiers; solchen Postulaten stimmen wir gerne und mit Freude zu.

Im Verlaufe der Ausarbeitung dieser Vorlage wurde aber diese Richtung durch fremde Tendenzen ergänzt und verdrängt. Bundesfinanzpolitische Überlegungen liessen die Leistungsfähigkeit des Staates und die soziale Wirksamkeit vergessen. Diese Tendenzwende ist zu offensichtlich, als dass sie in Abrede gestellt werden könnte. Eine Kurve bleibt eine Kurve, auch wenn der rasende Automobilist geradeaus rast. Was nützen uns die schönen Worte von Herrn Bundesrat Friedrich über den Sozialstaat als konstitutives Element, wenn föderalistische Ideen in einseitiger Weise über soziale Errungenschaften siegen! Wenn schon finanzpolitische Aspekte, dann müsste auch die materielle Steuerharmonisierung Bestandteil dieser Vorlage sein. Die Vorlage ist aus dem Gleichgewicht geraten, und gegen dieses Ungleichgewicht richtet sich der Rückweisungsantrag. Der Bundesrat soll und muss diese Vorlage ins Lot bringen, und wenn das nicht möglich ist, dann muss er das Paket aufknüpfen und uns Teilvorlagen unterbreiten.

Seit Jahren wiederholen wir: Den Sozialstaat lassen wir uns nicht abstehlen, auch nicht auf Schleichwegen. Föderalismus auf Kosten sozialer Einrichtungen, das riecht nach «Zurück zum Staatenbund». Bürgernähe darf nicht auf Kosten des Schwächeren erkaufte werden. Wenn es um die

Solidarität zwischen den Bessergestellten und den Weniger-gutgestellten geht, gibt es für uns keinen Kompromiss, kein Markten und kein Taktieren.

In der Kommission wurde uns immer wieder gesagt, es gehe nicht um Sozialabbau, sondern um Verlagerung von Verantwortlichkeiten auf die Kantone; die Mehrheit der Kantone hätte Bereitschaft und Fähigkeit signalisiert, die neuverteilten Aufgaben ohne Leistungseinbusse zu übernehmen. Wir zweifeln nicht am guten Willen, müssen aber feststellen: Diese Zusagen gehen teilweise auf das Jahr 1977 zurück. In der Zwischenzeit hat sich die Wirtschaftslage wesentlich verschlechtert. Wie steht es mit der Minderheit der Kantone, die nicht willens und nicht fähig sind, neue Aufgaben zu übernehmen? Im Falle der Wohnbauförderung sind es beispielsweise zehn Kantone.

Unsere Kommission war mehrheitlich recht unkritisch. Das ist nicht verwunderlich. Sie setzte sich fast zur Hälfte aus aktiven oder ehemaligen Regierungsräten zusammen, die von Amtes oder von Ansehens wegen die Kapazität der Kantone nicht hinterfragen durften. Vier Kommissionsmitglieder waren gleichzeitig Mitglieder des ständigen Kontaktgremiums der Kantone. Typisch schweizerischer Polit-Filz durch und durch! Daneben gab es auch noch eine Studienkommission der Kantone. Wozu ist eigentlich der Ständerat noch gut? Von Verfassungen wegen wäre er das ständige Kontaktgremium der Kantone. Aber offenbar hat bei uns das Parlament nur noch am Ende, wenn alle Aspekte in vielen Kommissionen gekaut und zerkaut worden sind, ja und amen zu sagen, sehr feierlich natürlich. Auf Umwegen hörten wir aus verschiedenen Kantonen ganz andere Stimmen; das gab beachtliche Disharmonien zur Einheitsmeinung, wie sie in der Kommission vertreten worden ist.

Einem Bericht zum Staatsvoranschlag 1984 des Kantons Luzern entnehmen wir: «Gesamthaft sind die den Kantonen zugemuteten Lastenverschiebungen als untragbar zu bezeichnen... Die Kantone können das im Gespräch stehende gesamte Massnahmenpaket nicht akzeptieren.» (Seiten 10 und 11.) Offenbar ist es kein Zufall, dass der Ständerat zur Aufhebung des Kantonsanteils am Reinertrag für Stempelabgaben und zur Neuverteilung des Reinertrages aus der fiskalischen Belastung gebrannter Wasser Nichteintreten beschlossen hat.

Nehmen wir dennoch an, die Mehrheit der Kantonsregierungen könnte ihre Versprechungen einhalten: Welche Gewähr ist geboten, dass auch jedes kantonale Parlament mithält? Und das Volk? Wir pflegen Volksentscheide zu respektieren, wir sind ja hier im Berner Bundeshaus und nicht am Genfer Autosalon.

Sie spüren, wir haben handfeste Gründe, weswegen wir nicht auf das strapazierte Vertrauen in die Kantone einschwenken können. Unsere Bedenken sind sorgfältig erwogen, bedacht und sondiert worden. Wir dürfen keinen Leistungsabbau zu Lasten jener riskieren, die in einer Zeit der Wirtschaftskrise und der Arbeitslosigkeit Unterstützung und Schutz am nötigsten haben.

Vergeblich haben wir in der Kommission nach Rahmen- und Harmonisierungsgesetzen, nach Mindestgarantien und Besitzstandgarantien gerufen, wohlwissend, welche Funktionen der Lenkung, der Koordination, des Anreizes und der Ausstrahlung in der Vergangenheit eidgenössische Erlasse und Beiträge gehabt haben. Das erschwere die Aufgabe der Kantone und schränke ihre Freiheit ein. Wirklich eine sehr magere Begründung! Auch Herr Nebiker konnte im heutigen Referat keine bessere Begründung hinzufügen. Der Bundesrat sagte uns, der Bund müsse sich freimachen, um neue Aufgaben zu übernehmen. Vielleicht dachte er an die neue Aufgabe der Gewaltopferentschädigung, die wir ihm voraussichtlich noch in dieser Session in Zusammenarbeit mit den Kantonen übertragen werden. In dieser Woche versuchen wir zu entflechten, und übernächste Woche werden wir wieder verflechten, auf dass unsere Nachkommen in 20 Jahren vielleicht das wieder entflechten, was wir heute verflechten und – wer weiss – auch wieder verflechten, was wir heute entflechten. Das ist der Lauf der Zeit, der Leerlauf der Zeit.

Zum Schluss: Föderalismus könnte auch anders verstanden werden, Nicht Stärkung der Kantone allein mit dem Risiko des Sozialabbaus, sondern Stärkung der Mitwirkung der Kantone im Bunde durch Kooperation, Koordination in bezug auf Leistungsfähigkeit, Wirksamkeit und Vollzug. Weil es bessere Lösungen gibt, bitte ich Sie, das Vorlagenpaket zurückzuweisen.

M. Jeanneret: Vous allez entendre pendant quelques minutes un langage quelque peu différent de ce que vous venez d'entendre de M. Braunschweig ou de M. Carobbio, vous vous en doutez.

En effet, le dossier de la répartition des tâches entre les cantons et la Confédération a toujours été considéré par le Parti libéral suisse comme devant bénéficier d'une priorité essentielle. Ce langage, nous l'avons toujours tenu, dès l'origine de ce dossier, que ce soit au sein des gouvernements des cantons où nous sommes représentés, dans le cadre du groupe contact entre les conseils d'Etat et le Conseil fédéral, au niveau de la consultation sur les projets de textes constitutionnels ou législatifs, lors des débats au Conseil des Etats – où M. Jean-François Aubert est beaucoup intervenu et de manière décisive en la matière – enfin, à l'occasion de nos congrès politiques et de la campagne du renouvellement des Chambres fédérales l'automne dernier. Nous n'avons pas cessé d'apporter notre appui à tout ce qui pouvait contribuer à clarifier et simplifier les rapports qui existent par essence entre les deux composants de notre Etat fédératif, à savoir la Confédération et les cantons.

En apportant notre adhésion sans réserve à ce qu'il est convenu d'appeler le «premier paquet» et en vous proposant de rejeter les propositions minoritaires qui viennent de vous être faites, nous n'hésitons pas à parler d'un choix politique essentiel tant il est vrai que le fédéralisme est, à côté de la démocratie directe, l'un des deux piliers sans lesquels nos institutions ne seraient pas ce qu'elles sont et la Suisse ne serait pas ce qu'elle est.

Au moment de l'entrée en matière sur l'ensemble des mesures – et nous aurons prochainement l'occasion de redire pourquoi nous combattons la non-entrée en matière – nous soulignerons les trois points suivants.

Tout d'abord la répartition des tâches est conforme à la nature des choses. Une communauté comme la Suisse, reposant constamment sur un équilibre fragile, doit être conduite selon des principes qui trouvent leur enracinement dans l'histoire. Nous devons bannir tout ce qu'il peut y avoir chez nous d'artificiel provenant de concepts abstraits importés ou ne reflétant aucun besoin légitime. C'est pourquoi nous n'avons jamais cru à une hypothétique révision de la Constitution fédérale ne reposant sur aucune nécessité réelle et profonde; sans régénération politique il n'y a pas de nouvelle charte et la Suisse n'a pas besoin de révolution. De même, comme beaucoup, nous sommes fatigués de ces conceptions globales qui permettent de belles définitions générales mais ne conduisent finalement à aucune réforme utile et souhaitée. Par contre, un Etat fédératif est fait d'incessants mouvements à la fois verticaux et horizontaux. Il convient de les harmoniser et de les canaliser. Lorsqu'ils sont devenus trop touffus par la réalité complexe des préoccupations techniques et quotidiennes, il devient indispensable de désengorger et de procéder à ce désenchevêtrement. Il est urgent aussi de trouver un équilibre entre des lois-cadres nécessaires – M. Braunschweig a parlé des lois-cadres – et de prescriptions souvent trop détaillées, qui étouffent l'esprit d'entreprise et la souple liberté d'action dont devraient jouir ceux qui appliquent les décisions de principe.

Enfin, nous ne voulons pas de solution qui nous soit contraire. Les communes, les districts, les cantons font partie de notre paysage commun; il est par contre de fausses décentralisations régionales et de pseudo-démocraties de quartier qui ne reposent sur rien.

Il est étonnant à cet égard que la gauche qui tient maintenant à durcir le ton dans ce débat, qui ne cesse de réclamer que l'Etat se rapproche plus du citoyen, combatte justement

la répartition des tâches qui est la manière la plus naturelle d'établir des relations à mesure humaine entre les collectivités publiques et les individus. Elle est la réponse la plus positive à ceux qui ne cessent, avec raison, de réclamer une meilleure adéquation entre financement et responsabilités, entre efficacité technologique et sensibilité politique, et qui souhaitent une administration proche de l'homme.

La répartition des tâches doit ensuite être un état d'esprit et même un état d'esprit permanent. L'entreprise à laquelle nous nous sommes attelés avec le Conseil fédéral n'a rien de figé, elle est au contraire le reflet d'un pays qui vit. Elle ne saurait être réglée une fois pour toutes de manière statique, bien au contraire. Comme son nom l'indique d'ailleurs, c'est à un premier paquet que nous travaillons. La réalité politique est constamment parcourue par des forces centripètes et centrifuges. Il convient d'ajuster périodiquement le tir et nous devons régulièrement revoir l'équilibre des forces de la Confédération. Etat d'esprit, parce qu'elle veut mettre fin au mythe de l'uniformisation abstraite et schématique. A cette occasion, nous réaffirmons le droit inaliénable de l'homme, donc également des communautés sociales, d'être dissemblables dans leur mécanisme et leur sensibilité. Il y a entre les cantons suisses un droit à la différence qui ne peut leur être contesté et qui de surcroît est bénéfique au pays tout entier, tant il est vrai que la solidarité confédérale ne repose pas seulement sur ce qui nous réunit mais aussi sur ce qui fait la richesse de chaque canton.

La répartition des tâches est aussi un état d'esprit dans la mesure où elle contraint à répondre de manière constructive à ceux qui expriment des craintes quant à son application par les cantons. Ces craintes nous paraissent infondées. Les gouvernements cantonaux ont manifesté tout au long de la procédure la ferme volonté d'assumer, selon le génie propre de leur Etat, les responsabilités qui ne seraient plus exclusivement ou complètement d'ordre fédéral. Il est faux de croire que le progrès n'est envisageable chez nous que s'il est conçu dans un moule commun, bien au contraire. Toute l'histoire suisse enseigne que les initiatives les meilleures partent le plus souvent des différentes régions du pays, qu'elles sont ensuite développées sur un plan plus général, et qu'en maintes occasions ce n'est qu'après un lent et délicat processus qu'elles deviennent une réalité nationale. Les textes que nous allons voter ne brisent en rien une nécessaire harmonie de la législation fédérale, ils ajustent modestement le tir. En redéfinissant les compétences au niveau où il est préférable qu'elles soient exercées, il n'y a aucune intention de mettre en cause les principes sociaux sur lesquels repose la solidarité confédérale, il s'agit au contraire de les mettre en œuvre de manière à toucher le citoyen de façon précise, directe et efficace.

Enfin, il s'agit d'un dossier qui exige un dialogue permanent entre autorités responsables, plus particulièrement entre Conseil fédéral et conseils d'Etat. C'est en effet au niveau des magistrats de nos vingt-sept exécutifs que la Confédération et les cantons doivent être conduits ensemble et journalièrement. Il convient une fois encore de remettre les choses bien au point quant à l'objectif poursuivi. Ce que nous faisons est d'abord œuvre politique tendant à mieux définir la répartition des tâches, Monsieur Braunschweig, et non un exercice d'ordre financier consistant à se renvoyer de part et d'autre des charges. Certes, la situation des finances fédérales est rapidement devenue une toile de fond particulièrement claire de nos débats, mais ici aussi il faut savoir se dégager de la conjoncture pour apprécier des questions de principe.

En parlant de magistrats, tant au niveau fédéral que cantonal, nous voulons aussi dire qu'ils doivent s'imposer fermement à un corps de fonctionnaires fédéraux et cantonaux de grande qualité mais peut-être enclins à régler entre eux et selon le seul ordre de vue de leurs préoccupations des problèmes qui doivent être traités politiquement. Il faut savoir distinguer les choses verticalement, mais il faut plus encore que Confédération et cantons aient une vue horizontale claire de leur propre ménage.

Dialogue permanent avons-nous dit, mais surtout dans la

confiance. Nous en appelons à un rassemblement des énergies entre le Conseil fédéral et les gouvernements cantonaux pour assurer à l'avenir clairement mais solidairement les responsabilités quant à la marche du pays, qui se trouvent dans le projet qui vous est présenté aujourd'hui et que nous vous invitons à soutenir en rejetant les propositions de non-entrée en matière.

Martignoni: Am 17. Mai 1967, also vor rund 17 Jahren, veröffentlichte der Bundesrat eine Botschaft über Einsparungen bei Bundesbeiträgen. Es handelte sich dabei um modifizierte Anträge einer Expertengruppe, welche unter dem Vorsitz von Prof. Stocker im Auftrage des Parlamentes eine Überprüfung der Bundessubventionen vorgenommen hatte. Es mag in unserem Zusammenhang irrelevant sein, dass die damalige Übung mit einem totalen Fiasko endete. Die vom Bundesrat vorgeschlagenen 110 Millionen Franken Kürzungen bei damaligen Gesamtausgaben von 5,9 Milliarden Franken strich das auftraggebende Parlament praktisch auf ein Nichts zusammen. Wenn man die Anträge auf Nicht-eintreten auf unseren Tischen sieht, könnte fast ein ähnliches Schicksal unserer heutigen Vorlage befürchtet werden. Das Programm unserer heutigen Aufgabenteilung – oder besser gesagt: Aufgabenentflechtung – wurde nämlich im erwähnten Bericht Stocker schon damals fest umrissen. Es kann im folgenden Satz ausgedrückt werden: «Je mehr Entscheidungen auf Bundesebene getroffen werden, desto mehr verliert die Tätigkeit in den kantonalen und lokalen Behörden an Gewicht und Anziehungskraft.»

Bekanntlich hat sich die Bundespolitik in den sechziger Jahren und zu Beginn der siebziger Jahre nicht an diesen Satz gehalten. Es wäre nun zweifellos unfair, den damals verantwortlichen Bundesbehörden, die notabene kräftig von den Kantonen unterstützt wurden, alle Schwarzpeterkarten in die Taschen zu stecken. Bei aller Kritik an der heutigen Situation dürfen nämlich die positiven Seiten nicht übersehen werden. Die enge Verquickung von Kompetenzen und Finanzströmen zwischen Bund und Kantonen hat auf zahlreichen Gebieten öffentlicher Tätigkeit zu einheitlichen Regelungen im ganzen Bundesgebiet geführt, die sonst unmöglich geworden wären. In einzelnen Bereichen, zum Beispiel im Sozialwesen oder bei der beruflichen Ausbildung, wurde ein Wettrennen zwischen finanzstarken und finanzschwachen Kantonen vermieden. Und schliesslich kam auf indirektem Wege ein ausserordentlich substantieller Finanzausgleich unter den Kantonen zustande, welcher verhinderte, dass die finanzstarken Stände noch stärker und die finanzschwachen Stände noch schwächer wurden. Es darf auch nicht übersehen werden, dass die Aufgabenverflechtung mit zahlreichen neuen und teuren Automatismen und Mechanismen in eine Zeit fiel, da eine schier unerschöpfliche Wachstumsrate in der Wirtschaft geradezu nach öffentlichen Massnahmen für eine einigermaßen gerechte Verteilung des Wirtschaftsertrages rief.

Es kommt nicht von ungefähr, dass der Anstoss zu einer Aufgabenentflechtung in jene Zeit fällt. Verstärkt machten sich nämlich Abnutzungserscheinungen und Friktionen bemerkbar. Zum Beispiel: Institutionen und Kantone unterstützen Subventionsgesuche an den Bund, weil damit Bundesmittel in die betreffende Region fliessen, und nicht etwa, weil die damit finanziell unterstützte Sache erste Priorität hat. Oder: Der Bund seinerseits veranlasst Kantone und Gemeinden zur Realisierung von Projekten, die in den Kantonen nicht erste Priorität haben. Oder: Entscheidung und Übernahme der finanziellen Konsequenzen liegen nicht auf derselben Ebene. Der Bund entscheidet beispielsweise allein über die AHV, die Kantone brauchen nur zu zahlen. Und umgekehrt: In den Kantonen wird souverän über Spitaltarife entschieden; die finanziellen Konsequenzen trägt aber der Bund mit seinen Beiträgen an die Krankenkassen.

Die SVP-Fraktion ist der Auffassung, dass es auch im nachhinein nicht zu spät sei, einige Gedanken des Stocker-Berichtes zu reaktivieren. Nach unserer Auffassung beruht der Föderalismus auf zwei Grundgedanken, nämlich auf jenem der Solidarität und jenem der Anerkennung einer

Vielfalt. Unter diesem Gesichtspunkt kann auf jeden Fall im Zusammenhang mit unseren Vorlagen nicht von einem «retour à l'ancienne Confédération d'Etats» gesprochen werden, wie das im Ständerat behauptet wurde. Vielmehr wird der Versuch unternommen, den Kantonen wieder vermehrt Eigenverantwortung zu übertragen. Nicht nur in bezug auf den inneren Gehalt des echt gelebten Föderalismus stellen sich Ermessensfragen ein, sondern ebenso sehr hinsichtlich Sicherstellung der Leistung. Bereits im Ständerat hat die SVP-Fraktion dargelegt, dass die Erhaltung des Leistungsniveaus zentrales Anliegen bleibt. Wir drängen deshalb auch auf angemessene Übergangsfristen, damit sich die Kantone genügend auf die neuen Verantwortungen vorbereiten können.

Unsere Fraktion schliesst sich jener Gruppe an, die im Zusammenhang mit den uns unterbreiteten Vorlagen vom Prinzip ausgeht: im Zweifel der Kanton. Wir werden in der Folge immer wieder vor die Frage gestellt werden, ob im Zweifel dem Bund und damit der zentralen Lösung oder den Kantonen, d. h. der föderativen Vielfalt, der Vorzug zu geben sei. Wir sind in der SVP zur Überzeugung gelangt, dass die kantonalen Parlamente und Souveräne durchaus in der Lage sind, die ihnen wieder zurückdelegierten Aufgaben zu lösen, und damit keinen kantonalen Weg der Unsicherheit einschlagen, wie das hier an der Tribüne Herr Braunschweig dargelegt hat. Dies ist die eine Reihe von Gründen, welche unsere Fraktion veranlasst, das ganze Paket der Aufgabenteilung zu unterstützen.

Die zweite Überlegung zielt in Richtung der Referendumsdemokratie. Es wäre für breiteste Volkskreise recht unverständlich, wenn das Parlament nun nach jahrelanger intensiver Vorarbeit klein beigäbe und dem Volk einen Entscheid vorenthielte. Ich muss Sie nun einmal fragen: Wer hat eigentlich Angst vor Virginia Woolf, oder: wer hat eigentlich Angst vor dem Entscheid von Volk und Ständen? Eine stille, eine heimliche Beerdigung der Vorlagen würde nicht staatspolitische Trauer, vielmehr aber staatspolitischen Schaden auslösen.

Für die SVP-Fraktion handelt es sich bei diesem Vorlagenpaket letzten Endes trotz allen Unkenrufen um eine Vertrauensfrage, nämlich ob das Vertrauen in die Kantone vorhanden ist, dass sie die neugewonnenen Kompetenzen und Verantwortungen auch wirklich wahrnehmen. Ob Vertrauen vorhanden ist auch in unseren Bundesstaat, dass er Regelungen in wichtigen Bereichen öffentlicher Tätigkeit erträgt, die gleichwertig, aber auch verschiedenartig und damit nicht deckungsgleich sind.

Die SVP-Fraktion bejaht dieses Vertrauen, und sie wird auf die unterbreiteten Vorlagen eintreten.

Ziel: Unserem Land geht es – weltweit gesehen – ausgezeichnet; das ist nicht unser Verdienst, das wissen wir. Denn wir wissen gleichzeitig, dass einiges nicht stimmt an unseren Institutionen, sonst würden wir nicht eine solche Debatte wie heute führen. Es ist in dem Zusammenhang doch interessant, wie schon vor 20 Jahren Max Imboden in seinem berühmten «Helvetischen Malaise» festgehalten hat: «Unsere staatlichen Institutionen sind gewiss nicht überholt, aber sie stehen in vielem schief. Sie greifen im einen zu weit und im anderen zu kurz. Hier überfordern sie, und da bleiben sie stumpf. Dieses Verharren bei dem, was unter ganz anderen soziologischen Gegebenheiten im vergangenen Jahrhundert Verfassungsrecht wurde, hat unsere Haltung zur Umwelt und zu uns selbst von Grund auf geändert. Im 19. Jahrhundert waren wir eine revolutionäre Nation, heute sind wir eine der konservativsten der Welt.»

Die Schweiz ist effektiv staatlich ein ausserordentlich kompliziertes Gebilde geworden. Wir haben eine engmaschige Verzahnung, die uns allen die Übersicht erschwert oder gar verunmöglicht. Wir haben einmal auf der rein staatlichen Ebene die komplizierte Verzahnung Bund/Kantone und Kantone/Gemeinden. Wir haben aber auch im Verhältnis Staat/Wirtschaft eine immer engere Verzahnung. Als Drittes haben wir auch die enge Verflechtung Staat/einzelner Bürger. Rein quantitativ ist diese Verflechtung beeindruckend.

Wenn Sie nur die Grundzüge der Aufgabenlösung im Bundesstaat ansehen, haben wir hier ein Buch von 104 breiten Seiten, in dem alles nur in den Grundzügen beschrieben ist. Allein das zeigt Ihnen doch, wie weit wir schon gekommen sind mit dieser Verflechtung. Hinzu kommt das rein Finanzielle: Zwischen Bund und Kantonen bzw. Kantonen und Gemeinden werden Jahr für Jahr 8,5 Milliarden Franken hin- und hergeschoben. Das sollte uns doch zu denken geben. Ein weiterer bekannter Autor, nämlich Herbert Lüthy, hat dazu – auch vor 20 Jahren; es ist interessant – in seiner Philippika «Geist und Ungeist des Föderalismus» geschrieben: «Die Durchwässerung der Eidgenossenschaft mit Bundesubventionen und die wachsende Komplexität der Finanzausgleiche sind die greifbarsten Indizien dafür geworden, dass die formal so eifersüchtig gewährten Kompetenzausscheidungen zwischen dem Bund und den Gliedern längst keiner sauberen und sachgerechten Verteilung der Aufgaben mehr entsprechen.»

Zwar ist unsere Bundesverfassung wahrscheinlich jene, die am meisten geändert wurde, aber es war eine «Einbahnstrasse». Wir haben nichts anderes getan, als dem Bund neue Kompetenzen zu geben, und die Gesetzgebung hat ihrerseits immer wieder dazu geführt, dass die Verflechtung noch enger geworden ist. Das führt letztlich dazu, dass sich zahlreiche Bürger von diesem Staat distanzieren. Man sieht nicht mehr durch; man fühlt sich eigentlich nicht verantwortlich. Auf diese Haltung passt ein Satz, den Balzac in seiner bekannten Physiologie des Beamten schon vor 140 Jahren geschrieben hat: «Der Staat ist heute jedermann, und jedermann kümmert sich um niemanden.» Wenn wir so weitermachen mit der Verflechtung, dann sind wir soweit. Und wir haben gelegentlich sogar Anlass, anzunehmen, dass diese Haltung bei vielen Leuten vorhanden ist.

Welches sind nun die Ziele, die wir mit der Neuverteilung der Aufgaben eigentlich anstreben? Nach dem, was ich heute gehört habe, habe ich den Eindruck, wir sollten diese Ziele doch noch einmal kurz ansehen. Einmal möchten wir damit die Erhaltung und Stärkung der bundesstaatlichen Ordnung fördern: das bedeutet andererseits, dass die Kantone ebenfalls genügend Raum brauchen, um ihre Angelegenheiten regeln zu können. Dann haben wir aber auch das zweite Zielbündel zu verfolgen, nämlich die Erhaltung und Steigerung der Leistungsfähigkeit der öffentlichen Hand. Mit anderen Worten: Wir wollen durch eine Neuverteilung der Aufgaben mithelfen, dass sachgerechtere Lösungen möglich werden. Schliesslich gibt es das dritte Ziel, nämlich die Wirtschaftlichkeit der bundesstaatlichen Aufgabenerfüllung, dass wir im ganzen Bereich ein vernünftigeres Kosten/Nutzen-Verhältnis erzielen. Wenn Sie an den Streit um die sogenannte Staatsquote denken (ein Streit, der immer virulenter geworden ist), dann sehen Sie auch, dass wir in diesem Bereich ansetzen müssen. Worum geht es? Es geht darum, dass wir mit gleichen oder sogar weniger Mitteln eine bessere Aufgabenerfüllung erzielen. Für mich ist das ein wesentliches Ziel, das wir anstreben müssen.

Nun gibt es natürlich verschiedene Kriterien, nach denen wir dieses Ziel verfolgen können. Da sind sicher einmal die staatspolitischen Kriterien, die immer wieder genannt werden, Kriterien der Subsidiarität und damit verbunden der Selbstverantwortung. Es gibt aber auch das Kriterium der nationalen Ziele, die vor allem auf nationaler Ebene verfolgt werden sollen, und es gibt auch das Kriterium der Gleichbehandlung der Regionen. Man möchte eine angemessene, gleichmässige Aufgabenerfüllung, eine gleichmässige Versorgung der Regionen mit öffentlichen Gütern. In diesem Bereich sind wir schon sehr weit gekommen, nicht zuletzt durch den Ausbau des Finanzausgleiches. Dann haben wir aber auch finanzwirtschaftliche und technisch-institutionelle Kriterien. Eine Ebene muss die finanziellen Möglichkeiten haben, um ihre Aufgaben zu erfüllen. Sie muss technisch-administrativ dazu geeignet sein, und sie muss auch die nötige Flexibilität haben.

Sodann haben wir vor allem auch die ökonomischen Kriterien. Es geht einmal darum, dass ein öffentliches Gemeinwesen die erforderliche Grösse haben muss, um bestimmte

Aufgaben zu erledigen. Schliesslich – hier hapert es am meisten; Sie haben einige Beispiele von Kollege Martignoni gehört – erwähne ich die sogenannten externen Effekte. Die Entscheidungsbefugnis sollte haben, wer den Nutzen aus öffentlichen Einrichtungen zieht und auch für ihre Finanzierung aufkommt. Hier haben wir wahrscheinlich am meisten gesündigt, und das hat mit dazu geführt, dass allgemein Unzufriedenheit herrscht.

Dazu kommt ein weiteres Kriterium – und ich habe, wenn ich alle verteilten Anträge ansehe, den Eindruck, dass das letztlich im Nationalrat das wichtigste ist –: ich nenne es das opportunistische Kriterium. Dieses heisst: Im Prinzip bin ich für die Aufgabenneuverteilung – selbstverständlich –, aber genau hier nicht, bei dem Thema, das wir jetzt diskutieren. Wenn wir so weitermachen, werden wir natürlich nie zu einer Neuverteilung der Aufgaben kommen.

In diesem Zusammenhang muss auch wieder einmal ein Problem aufgeworfen werden. Ist es tatsächlich so, dass nur der Bund sozial ist? Sind die Kantone, in denen Sie alle mit Ihren Parteien ja mitbestimmen, nicht viel unsozialer als der Bund? Wir haben ja einiges getan. Wir bauen jetzt wieder mit der Vorlage den Finanzausgleich weiter aus, damit genau auch die Kantone in der Lage sind, ihre Aufgaben zu lösen. Da sollte man mit dem Begriff sozial oder unsozial etwas vorsichtiger sein. Ich habe schon wiederholt in Debatten gesagt: Das Unsozialste ist ein Staat, der überfordert ist, der grosse Defizite hat und nicht mehr in der Lage ist, seine Aufgaben richtig zu erfüllen. Wir sind heute so weit, dass wir den Bund überfordert haben.

Unsere Fraktion ist für Eintreten auf die Vorlage. Wir legen grosses Gewicht auf die Entflechtung. Allerdings werden einzelne der verschiedenen Vorlagen unterschiedlich gewertet. Wenn wir versuchen, nach den drei Grundzielen, die ich genannt habe, und nach den verschiedenen Kriterien diese Vorschläge zu gewichten, komme ich gelegentlich zu anderen Schlüssen. Das trifft insbesondere auf den Wohnungsbau zu. Das ist ein sehr gutes Beispiel dafür, wie man eben eine Aufgabenneuverteilung nicht vornehmen soll, weil wir genau in diesem Bereich eine wirtschaftliche Aufgabenerfüllung erschweren oder sogar verunmöglichen. Mir scheint, dort sollten wir zurückhalten.

Uns bleibt aber kein anderer Weg, wenn wir überhaupt vorwärts kommen wollen, als diese mühsame Arbeit des Auseinandernehmens von Strukturen, die nicht nur alle gewachsen sind, sondern die wir gelegentlich, vor allem zu Zeiten, als es dem Bund finanziell recht gut ging, auf die eidgenössische Ebene verschoben haben. Wir müssen nun versuchen, sie von dort wieder wegzuschieben.

Für uns ist eines klar: Es bleibt kein anderer Weg als eine neue, angemessene Form des Förderalismus, auch in der Schweiz von 1984, zu finden.

Noch einmal ein Wort von Herbert Lüthy. Er hat ebenfalls gemahnt: «Der Förderalismus ist die Staatsform der Zukunft. In der schweigenden Zersetzung der klassischen Staatssouveränitäten, die überall im Gange ist, bleibt zwischen tödlicher Balkanisierung und unmöglicher Universalmonarchie nirgends ein anderer Weg als der des Förderalismus, so schwer es auch fällt, ihn zu finden.» Wir sind dazu da, diese schwere Aufgabe des Zurückgehens miteinander zu gehen, miteinander zu diskutieren, aber vergessen wir nicht das Ziel, das wir eigentlich ursprünglich vor Augen haben sollten: das Ziel einer Entflechtung dort, wo es eben sinnvoll ist.

Vetsch: Unser Rat hat sich für diese Woche die anspruchsvolle wie auch zeitgemässe Aufgabe gestellt, über das Verhältnis zwischen Bund und Kantonen nachzudenken, und nicht nur nachzudenken, sondern auch Entscheide zu fällen. Dies ist eine anspruchsvolle Aufgabe, weil wir grundsätzliche Staatspolitik über tatsächliche und vermeintliche finanzpolitische Alltagssorgen stellen müssen, und eine zeitgemässe Aufgabe, weil ein Umdenken dringend nötig geworden ist, wenn wir verhindern wollen, was der Bundesrat in seiner Botschaft zutreffend schreibt: «Die unteren staatlichen Ebenen beziehen ihr Recht und ihre Mittel mehr und mehr vom Bund, so dass auf die Dauer ihre Autonomie

im Kern geschwächt wird. Damit büsst der Förderalismus als politisches Organisationsprinzip an Gestaltungskraft ein. Die Staatlichkeit der Kantone, sichtbar in ihrer eigenen Verfassung, in ihrer demokratischen Organisation, in ihrer Steuerhoheit, würde überflüssig oder zum blossen Ritual, mit dem vergangene Grösse zelebriert wird.»

Wer unseren föderalistischen Staatsaufbau auch für die Zukunft bejaht, wer den Bürgerschaften unserer Gemeinden und Kantone noch politischen Gestaltungsraum belassen will, unterstützt die eingeleiteten Bemühungen um eine sach- und stufengerechte Zuteilung der öffentlichen Aufgaben an Kantone und Bund. Dabei geht es nicht darum, zur Ordnung der sogenannten guten alten Zeit zurückzukehren. Mit dieser könnten wir die Bedürfnisse unserer modernen Gesellschaft nicht mehr befriedigen. Der Einfluss des Bundes musste sich ausweiten. Damit verbunden war aber unvermeidlich ein Verlust kantonaler Souveränität. Es gilt jetzt, die Grenzen der Kräfteverschiebung wieder besser sichtbar zu machen. Es geht darum, sich auf den Wert grösstmöglicher Eigenständigkeit und Verantwortlichkeit der unteren und kleineren politischen Gebietseinheiten für das Funktionieren unserer direkten Demokratie (sprich Bürgernähe) und für die Erhaltung der Vielfalt unserer Kulturen und regionalen Eigenheiten zu besinnen.

Es ist richtig, was im Ständerat gesagt worden ist: Der Förderalismus muss der staatlichen Aufgabenerfüllung förderlich sein; er ist nicht Selbstzweck. Ebenso gilt aber, dass die staatliche Aufgabenerfüllung nicht zu unkontrollierbarer staatlicher Aktivität und unnötiger Belastung oder gar Überlastung des Zentralstaates unter gleichzeitiger Schwächung der Gliedstaaten führen darf.

Kollege Biel hat es gesagt: Das Unsozialste, was uns begegnen könne, sei ein überlasteter Staat, in unserem konkreten Fall, ein überlasteter Bund. Das wäre zum Schaden von Demokratie und Wohlfahrt. Unsere Vorlage steckt sich also ein hohes Ziel. Sie ist denn auch mit der ihr gebührenden Gründlichkeit zusammen mit den Kantonen vorbereitet worden. Sie kann sich auf weitgehende Übereinstimmung abstützen. Es handelt sich einmal mehr und richtigerweise nicht um einen grossen Wurf, dafür aber um so mehr um einen ersten Schritt in der richtigen Richtung.

Im grundsätzlichen sind wir uns hier in diesem Saal weitgehend einig. Leider aber befürchten viele einen Leistungsabbau. Ein solcher ist nicht beabsichtigt. Vertrauen wir den Kantonen, dass sie die in ihrer Kompetenz liegenden Aufgaben erfüllen. Sie taten das schon bis jetzt. Die politische Willensbildung liegt auch in den Kantonen letztlich und noch näher als im Bund beim Stimmvolk und den Parteien. Zugegeben: Die Autonomie der Kantone bejahen bedeutet auch, unterschiedliche Lösungen zwischen den Kantonen akzeptieren. Bei sachgerechter Aufteilung der Zuständigkeiten bedeutet dies keinen Nachteil, sondern den regionalen Bedürfnissen angemessenere Lösungen.

Aus den genannten Gründen befürwortet die FDP-Fraktion Eintreten auf das erste Gesamtpaket und Zustimmung zu allen Einzelvorlagen. Wir hoffen, dass dieser erste Schritt zur Stärkung von Bund und Kantonen gelingt, so dass ihm weitere folgen können. Dies im Interesse einer optimalen Aufgabenerfüllung mit und für unser Volk auch in Zukunft.

Frau Blunschy: Es geht bei diesem ersten Massnahmenpaket zur Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen nicht etwa um ein kleinliches Herumflücken an verschiedenen Verfassungs- und Gesetzesbestimmungen, die von aussen gesehen gar nicht viel Gemeinsames aufweisen. Eine grosse Idee steht dahinter. Der Förderalismus, der ein Wesenselement unseres Staates ist, soll gestärkt werden.

Die CVP-Fraktion befürwortet diese Bestrebungen. Sie entsprechen dem von uns hochgehaltenen Subsidiaritätsprinzip, wonach das untergeordnete Gemeinwesen diejenigen Aufgaben lösen soll, die es aus eigener Kraft lösen kann. Damit wird die staatliche Tätigkeit überschaubarer und bürgernäher.

Im Laufe der Zeit wurden immer mehr Aufgaben mit den

damit verbundenen finanziellen Konsequenzen dem Bund zugeschoben. Die unterschiedliche wirtschaftliche Entwicklung in den Kantonen hat die Verschiebung der Aufgaben nach oben gefördert. Die Kantone sind jedoch selbständige Staaten und nicht einfach Verwaltungsbezirke des Bundes. Wenn nun Aufgaben an die Kantone zurückdelegiert werden, dann wird die Bedeutung und Stellung der Kantone gestärkt. Es sei daran erinnert, dass Anfang der siebziger Jahre von CVP-Seite, nämlich durch die Motion Binder, ein wesentlicher Anstoss zu einem Neuüberdenken der Aufgabenteilung gegeben wurde. Staatsaufgaben sind mit Kosten verbunden. Mehr Verantwortung für die Kantone bedeutet daher stärkere finanzielle Belastung der Kantone und Entlastung des Bundes. Das ist ein nicht ganz unerwünschter Nebeneffekt der Aufgabenteilung, dem aber keineswegs erste Priorität zukommt. Mit dem verbesserten Finanzausgleich soll es auch finanzschwachen Kantonen möglich sein, die Verlagerung der Kosten zu verkraften. Der Saldo zugunsten der Bundeskasse ist mit etwas mehr als 100 Millionen Franken nicht derart spektakulär, dass die finanzielle Seite allein vom Bund aus gesehen die komplizierte Übung rechtfertigen würde. Die Stärkung des Föderalismus bleibt das erste und wichtigste Ziel. Das ist die positive Seite der Aufgabenneuverteilung.

In diesem Zusammenhang muss aber auch auf mögliche negative Folgen hingewiesen werden. Wenn bisher einheitlich dem Bund zustehende Kompetenzen den Kantonen zugeteilt werden, besteht die Gefahr der rechtungleichen Behandlung der Bürger. Wer den Föderalismus bejaht, nimmt in Kauf, dass kantonale Regelungen unterschiedlich sein können. Es geht hier um die Frage des Masses.

Unser besonderes Augenmerk muss darauf gerichtet sein, dass sozial schwächere Kreise durch die Aufgabenneuverteilung nicht benachteiligt werden. Die Aufgabenteilung darf nicht zum Abbau wichtiger Staatsaufgaben führen, vor allem nicht im sozialen Bereich. Zwar besteht eine grundsätzliche Bereitschaft der Kantone, die neuen Verantwortungen zu übernehmen, doch sind auch für die Kantone die fetten Jahre der Hochkonjunktur vorbei. Der gute Wille der Kantone könnte an mangelnden Finanzen scheitern. Wir müssen daher bei jeder einzelnen Vorlage prüfen, ob die Kantone tatsächlich die vom Bund abgegebenen Aufgaben übernehmen können und es auch tun werden.

Die CVP-Fraktion ist in Übereinstimmung mit der Kommissionmehrheit für Eintreten auf die einzelnen Vorlagen mit Ausnahme der beiden Vorlagen N und O betreffend die Wohnbauförderung. In diesem Punkt unterstützen wir den Nichteintretensantrag der Kommissionmehrheit. Kantone und Gemeinden brauchen den Anstoss und den finanziellen Zustupf des Bundes für die Wohnbau- und Eigentumsförderung. Ohne sie wäre der Anreiz für die Erstellung preisgünstiger Wohnungen nicht mehr in gleichem Masse vorhanden. Das wäre weder im Interesse der Familien und der kleineren Einkommensbezüger noch im Interesse des Baugewerbes, das um die Erhaltung der Arbeitsplätze bangt. Die CVP-Fraktion ist somit mit Ausnahme der beiden Wohnbauvorlagen für Eintreten.

Nachdem seitens der SP-Fraktion Abstimmungen unter Namensaufruf angekündigt wurden, muss ein Zweifaches klargestellt werden:

1. Soweit wir für Eintreten stimmen, heisst das keineswegs, dass wir für den Abbau von staatlichen Aufgaben sind. Es wird selbstverständlich erwartet, dass dort, wo der Bund sich von Aufgaben zurückzieht, die Kantone voll in die Lücke treten. Zustimmung bedeutet nicht Abbau von Staatsaufgaben, sondern Verlagerung auf die Kantone, die näher an den Problemen sind und die sie auch besser überblicken können.

2. Dort, wo wir für Eintreten stimmen, behalten wir uns vor, Minderheitsanträge zu unterstützen, die in Teilbereichen gewisse Bundeskompetenzen beibehalten wollen, und zwar gezielt dort, wo aus sozialen Gründen eine Weiterführung der Bundesaufgabe angezeigt ist. So wird die Mehrheit unserer Fraktion bei Vorlage A, wo es um die Reduktion der

Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug geht, den Antrag der Kommissionminderheit zu Abschnitt 2bis unterstützen. Der Bund soll weiterhin Betriebsbeiträge gewähren an Erziehungsheime für Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene. Die Bemühungen der Kantone um den Abschluss eines interkantonalen Konkordates über die Jugendheime haben bisher nicht zum Erfolg geführt, was beweist, dass die einzelnen Kantone durch die diesbezüglichen Vorschriften des Strafgesetzbuches überfordert und versucht sind, zu Verlegenheitslösungen zu greifen, wie Unterbringung von jugendlichen Straffälligen in psychiatrischen Anstalten oder in Strafanstalten für Erwachsene. Der Bund darf sich hier nicht einfach aus der Mitverantwortung zurückziehen, geht es doch um junge Menschen, die einer guten erzieherischen Beeinflussung noch zugänglich sind.

Schliesslich hat unsere Fraktion auch die Fragen besprochen, die sich aus dem Abbau der Ausbildungsbeiträge von seiten des Bundes ergeben. Obwohl Bedenken geäussert wurden, ist die Mehrheit der CVP-Fraktion der Auffassung, dass die Kantone den Ausfall der Bundesleistungen bei den Stipendien wettmachen können sollten. Ein Teil unserer Fraktion wird den Minderheitsantrag unterstützen, wonach der Bund die Bestrebungen der Kantone auf Harmonisierung der Stipendienansätze unterstützt und Beiträge im Rahmen der Mindestansätze an die Aufwendungen der Kantone gewähren kann.

Auch bei der definitiven Festlegung der Kantonsanteile an der Alkoholsteuer auf 5 Prozent sind Bedenken aus der Sicht der Volksgesundheit nicht von der Hand zu weisen, dient doch dieser Anteil der Bekämpfung des Alkoholismus. Da die Kantone in anderen Bereichen, namentlich bei der Mitfinanzierung der AHV, wesentlich entlastet werden, darf von den Kantonen erwartet werden, dass sie diese freierwerdenden Mittel dort einsetzen, wo sich der Bund inskünftig von der Mitfinanzierung zurückzieht.

Wir dürfen die verschiedenen Vorlagen nicht einzeln und losgelöst vom ganzen Massnahmenpaket beurteilen. Die Neuverteilung der Aufgaben ist mit einem grossen Gebäude vergleichbar: Man kann ohne weiteres auf den einen oder anderen Balkon oder Anbau verzichten. Aber wenn tragende Elemente herausgebrochen werden, dann fällt das ganze Gebäude zusammen. Was verbleiben würde, wäre eine Ruine.

Abschliessend halte ich fest, dass die CVP-Fraktion voll hinter den grossen Zielen der Neuverteilung der Aufgaben steht, die Aufwertung der Eigenständigkeit der Kantone begrüsst und in einer Stärkung des Föderalismus eine notwendige Korrektur gegenüber der Entwicklung der letzten Jahrzehnte sieht. Wir behalten uns vor, in Einzelfragen weiterhin für eine Bundeskompetenz einzutreten, so bei der Wohnbauhilfe, bei der Gewährung von Betriebsbeiträgen an Erziehungsheime und bei der Harmonisierung der Stipendienansätze.

Im übrigen vertrauen wir darauf, dass die Kantone die Neuverteilung der Aufgaben nicht zum Anlass für Aufgabenabbau nehmen, sondern die ihnen vom Bund abgetretenen Aufgaben in eigener Verantwortung zum Wohl der Bürger weiterführen werden.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 19.40 Uhr
La séance est levée à 19 h 40*

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.065
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.03.1984 - 15:30
Date	
Data	
Seite	12-23
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 220

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Zweite Sitzung – Deuxième séance**Dienstag, 6. März 1984, Vormittag****Mardi 6 mars 1984, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Gautier

81.065

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben**Confédération et cantons.****Nouvelle répartition des tâches**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 12 hiervoor – Voir page 12 ci-devant

M. Rebeaud: Les écologistes, par principe et par conviction, sont favorables à la décentralisation du pouvoir. C'est dire qu'ils sont en principe favorables à l'exercice d'une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons et c'est par cette conviction qu'aujourd'hui nous entrerons en matière sur le projet qui nous est présenté. Malheureusement, des convictions dans l'élaboration de ce projet il y en a eu beaucoup, dont certaines étaient contradictoires, en particulier celles qui voulaient à la fois donner plus de pouvoir aux cantons et renflouer les caisses de la Confédération.

Le projet, par rapport à l'ambition initiale du point de vue du renforcement de l'autonomie des cantons et de la structure fédérative du pays, est profondément décevant. J'ai entendu hier M. Jeanneret et d'autres porte-parole de groupe dire que l'autonomie cantonale allait être renforcée et grandie par ce premier paquet puis par le deuxième, que les tâches respectives de la Confédération et des cantons allaient être désenchevêtrées. J'ai le sentiment, en analysant dans le détail les propositions qui nous sont présentées aujourd'hui, qu'on a en effet désenchevêtré, mais beaucoup pour enchevêtrer d'une autre manière et que les citoyens dans les cantons n'y verront guère plus clair qu'auparavant.

Au départ de tout l'exercice, il aurait fallu une volonté politique plus claire. Je ne sais pas si elle existait, mais si elle existait elle a disparu en partie en cours de route. Il aurait également fallu qu'on définisse au départ, par souci de cohérence et non pas par goût de placer la Suisse sous l'empire des idées abstraites, il aurait fallu définir quelques critères. Celui de la subsidiarité a déjà été défini, qui veut qu'en principe on attribue et on laisse aux cantons les tâches qu'ils sont capables d'assumer seuls et qu'on ne donne à la Confédération que les tâches étatiques qu'elles est seule à pouvoir assumer correctement. On n'est pas allé jusqu'au bout de l'exploitation de ce critère, loin de là.

Mais surtout, dans une perception plus moderne du problème, on aurait pu faire un pari sur l'imagination, les ressources culturelles et le sens des responsabilités des cantons. On parle toujours de ce sens des responsabilités, de cette capacité de responsabilité des cantons, et on s'aperçoit dans le détail que chaque fois qu'on leur donne une responsabilité, ou presque chaque fois, on s'arrange pour que la Confédération puisse continuer à surveiller malgré tout. En acceptant, bien sûr, si on veut faire confiance aux cantons, quelques risques – on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. On aurait par exemple pu se poser systématiquement la question de savoir quel était le type d'encadrement étatique le plus favorable à l'éclosion de la créativité, de l'initiative et du sens des responsabilités des cantons, mais aussi, dans les cantons, des citoyens.

Pour nous écologistes, c'est la réponse à cette question qui dicte prioritairement nos positions, face aux projets dont nous devons discuter cette semaine. Nous pensons que d'une manière générale l'organisation et le fonctionnement de l'Etat à tous les niveaux devrait favoriser à l'avenir la créativité, l'invention, la diversité surtout, et donc aussi la tolérance d'un canton à l'autre, pour améliorer nos chances de sortir un jour ou l'autre de la crise, cette crise que nous connaissons, une crise des valeurs, une crise de l'économie et pas seulement une crise économique, et d'une manière plus générale et plus profonde, une crise des rapports de l'homme dans nos sociétés, avec la nature.

J'en reviens au projet qui a tout de même le mérite d'exister, c'est de cela qu'il faut parler. Il a au moins un avantage, c'est que les propositions qui nous sont faites, nous en sommes à peu près sûrs, ont l'agrément du Conseil fédéral, du corps des fonctionnaires et de la plupart des gouvernements cantonaux. On espère pouvoir les considérer comme un premier pas, timide peut-être, expérimental espérons-le, vers un réel processus de réappropriation du pouvoir politique par les cantons.

Les écologistes n'acceptent pas telles quelles toutes les propositions. Nous entrerons en matière mais nous combattons les propositions qui n'ont rien à voir avec la répartition des tâches et dont le seul but est de renflouer la caisse fédérale en privant les cantons de recettes qui doivent leur revenir. C'est dire que nous nous opposerons notamment à la suppression des parts cantonales au produit des droits de timbre et aux bénéfices de la Régie fédérale des alcools. Nous nous opposerons également, pour des raisons diverses qui tiennent à la volonté de stimuler la créativité, à la suppression des subsides de formation et des bourses d'études allouées par la Confédération. Nous vous proposons encore de renvoyer en commission la question de l'aide fédérale à la construction de logements, et enfin nous vous proposerons de renforcer de manière plus substantielle la péréquation financière intercantonale.

Les autres propositions sont probablement acceptables, avec un peu d'optimisme on peut espérer que le retour aux cantons de compétences concrètes dans le domaine de la santé, de la gymnastique et des sports, de la protection civile ou de l'exécution des peines aille dans la direction souhaitée ou du moins dans la direction que nous souhaitons, c'est-à-dire que les cantons soient mis dans une situation où ils ne puissent pas, ou difficilement, faire autre chose que redevenir des acteurs politiques adultes, que disparaisse l'impuissance réelle ou prétendue des uns, et la mentalité d'assistés des autres, et qu'en fin de compte les citoyens aient à leur portée un pouvoir politique clairement responsable, au niveau cantonal, parlant la même langue qu'eux. Il ne faut pas qu'au premier conflit, ou à la première contestation interne, on réponde aux citoyens, que la décision vient de Berne et qu'on n'y peut rien.

J'ai parlé au nom des écologistes – c'est une intervention personnelle et on a droit à cinq minutes comme l'a dit M. le président tout à l'heure, je les dépasse. C'était le début d'une déclaration d'entrée en matière du groupe écologiste qui n'existe pas puisque nous sommes quatre alors je cède la parole pour la suite à Leni Robert et je suggère à ceux de nos amis romands qui ne maîtrisent pas totalement la langue allemande de prendre leurs écouteurs pour la suite du débat.

Frau Robert: Ich fahre im Eintretensvotum der grünen freien Fraktionslosen dort weiter, wo Laurent Rebeaud aufgehört hat. Auch wir sind also, wie offenbar ausnahmslos alle in diesem Saal – wir haben es gestern gehört –, überzeugte Föderalisten. Auch wir sind wie Walter Biel der Überzeugung, dass ein richtig verstandener, sinnvoller Föderalismus die Staatsform der Zukunft ist. Nur ist damit noch gar nichts gesagt. Hier fangen ja die Probleme erst an. Was heisst richtig verstanden und sinnvoll? Dass damit nicht unser heute praktizierter Föderalismus gemeint sein kann, sondern dass dieser in verschiedener Hinsicht in einer Krise steckt, darüber sind wir uns wohl auch noch alle einig. Aber

schon beim Versuch einer Diagnose der heutigen Krise gehen die Meinungen auseinander – und erst recht bei der Therapie!

Zweifelloso ist richtig, wenn in der Vorlage festgestellt wird, dass sich das Gewicht bei der Erfüllung öffentlicher Aufgaben seit langem immer mehr auf den Bund verlagert hat, dass sich rechtlich und finanziell eine zunehmend unübersichtliche Verflechtung der Zuständigkeiten und daraus eine zunehmende Intransparenz, Anonymität und Bürgerferne entwickelt hat und dass darin einer der Hauptgründe für die zunehmende Abwendung der Bürger vom öffentlichen Leben und für den Verlust an Verantwortungsgefühl im öffentlichen Leben zu suchen sein dürfte. Ist es aber realistisch, wenn die Botschaft feststellt: «Diese Entwicklungen bergen die Gefahr in sich, dass die schöpferische Kraft des Föderalismus erstickt und die Bereitschaft der Kantone verkümmert, Aufgaben selbständig zu lösen»? Was hier als drohendes Risiko irgendwo am fernen Horizont dargestellt wird, ist doch schon längstens Wirklichkeit. Die schöpferische Kraft des Föderalismus ist allen rituellen Beteuerungen schweizerischer Eigenart und Vielfalt der Traditionen zum Trotz doch längst weitestgehend verschüttet.

Wo finden wir in Kantonen heute noch Bereitschaft zum Risiko, zu Eigenständigkeit, zu politischer Eigenverantwortung, die Kräfte also, die einen lebendigen Föderalismus ausmachen? Die schwächsten unter den Kantonen sind der Not gehorchend schon lange so weit, dass sie ihre politischen Entscheidungen praktisch nur noch im Hinblick auf die Bundessubventionen treffen, die sie damit auslösen, selbst wenn ihnen im Grunde genommen durchaus bewusst ist, dass sie sich damit oft für eine schlechtere, eine ihren effektiven Bedürfnissen weniger angemessene Lösung entscheiden. Unzählige hässliche und überdimensionierte Betonbauten, Alpstrassen usw. zeugen unter anderem davon, dass der Gestaltungsspielraum eines sinnvollen Föderalismus längst zur Fiktion geworden ist. Sieht es in den starken, vermögenden Kantonen viel anders aus? Ich war selber zu lange in der Legislative eines stolzen, grossen Kantons, der sich auf seine Eigenständigkeit viel zugute hält, um nicht zu wissen, dass auch hier praktisch jeder Blödsinn machbar und rechtfertigbar wird, wenn nur genügend Bundessubventionen winken, und dass man auf eigenständige, angepasste Lösungen, in welchem Bereich auch immer, schon gar keine schöpferischen Gedanken mehr verschwendet, wenn man davon ausgehen muss, dass damit nicht das Maximum an Bundessubventionen erhältlich ist. Vieles, das für ganze Kantonsteile dringend nötig wäre, wird einfach während Jahrzehnten liegengelassen, weil man sich von vorneherein auf solche Bundessubventionslösungen versteift! Ich denke zum Beispiel in unserem Kanton an den Rawil respektive an die 30 Jahre hinausgeschobene, für die Talbevölkerung dringend notwendige Sanierung der Simmentalstrasse. Das ist doch die Realität. Von ihr haben wir auszugehen. Wir haben uns schon allzu lange in Wirtschaft und Politik auf die Zentralisierung von Geld und Macht aus- und eingerichtet. Die einflussreichen Kräfte in Politik und Wirtschaft, in Bund und Kantonen sind weiterhin emsig damit beschäftigt, alles weiter zu rationalisieren, zu informieren und zu zentralisieren, weil dies kurzfristig den grössten finanziellen Profit verspricht. Was dabei zugrunde geht, das wird in Kauf genommen als Preis für den sogenannten Fortschritt. Dieses Credo ist links und rechts bei den Fortschrittsgläubigen ungefähr das Gleiche.

Wer diese Realität zu beschönigen versucht, wird auch nicht zu einer Therapie bereit sein, die an die Wurzel der Fehlentwicklung greift, sondern sich lieber mit etwas Kosmetik begnügen. Genau das ist nun mit dieser Vorlage geschehen. Man hat die Therapie einer falschen Realität angepasst. Von der hohen Zielsetzung ist nichts übrig geblieben. Was daraus geworden ist, ist eine reine Subventionsabbauvorlage. Ich bitte Sie deshalb, dass wir von jetzt an auf die hochstaplerische Benennung verzichten, dass es um eine Neuverteilung der Aufgaben geht. Es geht nicht um eine Neuverteilung, es geht um einen Subventionsabbau. Auch das kann sinnvoll sein, und darum werden wir eintreten. Es kann

sinnvoll sein, wenn es nicht genau das Gegenteil dessen bewirkt, was wir möchten, wie zum Beispiel im Falle der Stipendienvorlage, dass man Potentielles, Schöpferisches verhindert, dass man das schöpferische Potential des Föderalismus noch vermindert, indem man Stipendien abbaut. Dagegen werden wir uns zur Wehr setzen.

Herr Brélaz wird das Eintretensvotum der freien grünen fraktionslosen Kräfte weiterführen.

M. Brélaz: Par ce projet, on aurait pu saisir l'occasion de mener une véritable réflexion sur la réalité et l'avenir du fédéralisme et de proposer à cette assemblée de véritables décisions politiques. En lieu et place, nous avons droit à un programme minimum consistant à changer quelques millions de caisses et à déménager quelques bureaux. Ce qui nous préoccupe dans ce débat, c'est plutôt l'immobilisme qui caractérise toute cette opération. Ce n'est pas la première fois évidemment qu'un projet ambitieux se perd dans les sables des consultations d'experts. Mais cette fois, se posait une question relativement simple et d'essence purement politique. Il s'agissait au fond de savoir où se situe le pouvoir? C'est ensuite, après avoir donné une réponse à cette question qu'il fallait chercher à répartir les ressources financières, conformément à la répartition des compétences. Malheureusement il s'est produit à peu près le contraire. On a commencé par répartir les ressources en s'arrangeant pour remplir le plus possible les caisses fédérales ou plutôt pour les ménager au maximum, en transférant toutes sortes de charges sur les cantons. Ensuite, on s'est senti tellement fatigué qu'on a oublié de renforcer dans une mesure équivalente, l'autonomie concrète des cantons. L'erreur principale a probablement été de consulter avant tout des fonctionnaires pour l'élaboration du projet. Les fonctionnaires aujourd'hui sont pratiquement les seuls à connaître dans le détail et à maîtriser l'extraordinaire complexité des rapports entre la Confédération et les cantons, les seuls à bien en connaître la mécanique. Il semble aussi que la plupart des fonctionnaires cantonaux s'accommodent assez bien du réseau de réglementations fédérales et de surveillance auquel ils sont soumis.

Ils sont en effet dans une machine qui les a, d'une certaine manière, façonnés. Une partie de leurs compétences et je dirais même de leur valeurs, tient à cette connaissance intime qu'ils ont – et qu'ils sont pratiquement les seuls à avoir – des étapes, des étages, des délais, des usages de l'administration quotidienne. Il est clair que, pour tout fonctionnaire, quel qu'il soit, un changement important dans l'attribution des compétences peut sembler de nature à provoquer un cataclysme professionnel et personnel. Il est donc bien normal qu'ils voient d'un mauvais œil ledit changement. Mais fallait-il pour autant, à ce point, se fier à leur avis?

En attendant, il nous semble important de préserver l'avenir, c'est-à-dire de ménager les chances d'une renaissance du fédéralisme. Pour cela, il faut au moins éviter de soustraire aux cantons une partie des ressources auxquelles ils ont droit et dont ils auront besoin s'ils entendent manifester quelque créativité à l'avenir. Or, si l'on suivait toutes les propositions présentées par le Conseil fédéral et la majorité de la commission, on retirerait globalement aux cantons environ 500 millions de francs de ressources annuelles. J'inclus dans le compte les parts cantonales au produit du droit de timbre et aux bénéfices de la Régie fédérale des alcools qui n'ont été cédées, du moins en théorie, que provisoirement à la Confédération, pour lui permettre d'éviter une grave crise financière. Je vois mal comment, si l'on s'en tient au principe: qui paie commande, les cantons pourraient gagner en autonomie, alors qu'ils perdent en moyens financiers!

On nous a dit qu'on voulait, par la répartition des tâches, avoir des cantons forts dans une Confédération forte. Ce que l'on aura avec ces projets financiers, ce seront des cantons faibles dans une Confédération confuse.

Je comprends bien que l'on cherche par tous les moyens à limiter les déficits de la Confédération. On a réussi quelque

chose en obtenant du peuple suisse qu'il accepte récemment deux nouvelles taxes. Que l'on continue sur cette voie dans les domaines propres de la Confédération ou que l'on réduise l'ampleur de certaines prestations fédérales, cela pourrait au moins avoir les apparences de la logique! Mais vouloir réaliser des économies sur le dos des cantons est profondément vicieux. D'abord, on fait croire au peuple que l'on a assaini quelque chose, alors que l'on a fait que transférer des charges. Ensuite, on s'en prend à des collectivités dont l'état de santé financier est aussi important sinon plus pour les citoyens.

Il est vrai que tous les cantons ne sont pas également touchés par la récession économique. Les plus riches ont des budgets équilibrés et même bénéficiaires. Il y a donc une chose intelligente que nous pouvons faire à l'occasion de cette nouvelle répartition des tâches, c'est d'améliorer la péréquation financière intercantonale. Cette péréquation est l'instrument de la solidarité intercantonale. Les calculs qui ont été faits visent à compenser pour les cantons pauvres les effets de la nouvelle répartition des tâches, sans plus; nous trouvons que c'est insuffisant. Si la Confédération impose, par exemple à ces cantons, des lois pour que l'air que nous allons respirer chez eux reste pur – et nous sommes pour – ou pour leur interdire de vendre leurs immeubles à des étrangers, nous devrions aussi manifester concrètement notre sens de la solidarité confédérale. C'est pourquoi nous vous proposerons d'augmenter légèrement la part de l'impôt fédéral direct affecté à la péréquation financière intercantonale.

Künzli: Eine Neugestaltung der bundesstaatlichen Kompetenzordnung zwischen Bund und Kantonen ist nach wie vor ein dringliches Anliegen, ein Anliegen besonders der Kantone. Zwar wird sich das Problem der richtigen Aufgabenteilung immer wieder stellen, da sie nicht losgelöst von der dynamischen Entwicklung von Wirtschaft und Gesellschaft betrachtet werden kann. Wir anerkennen grundsätzlich den Zielkatalog dieser Aufgabenteilung, der die Stärkung der föderativen Ordnung – ich betone das: der föderativen Ordnung –, die Erhaltung und Steigerung der staatlichen Leistungsfähigkeit und Wirtschaftlichkeit sowie die Übereinstimmung der Aufgaben- und Finanzierungszuständigkeit in den Mittelpunkt stellt. Verschiedene Rahmenbedingungen setzen jedoch der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen relativ enge Grenzen, das müssen wir zugeben. Die steigende Mobilität der Bevölkerung, der vorwiegend nationale Wirtschaftsraum Schweiz, die weit fortgeschrittene, immer engmaschigere Normierung des Bundes auf vielen Gebieten und die immer grösseren Versorgungsräume in den einzelnen Aufgabenbereichen bestärken eher zentralistische Tendenzen. Der Wunsch zur Stärkung der Kleinstaatlichkeit und die vor allem in neuerer Zeit wieder zunehmende Forderung nach bürgernaher Aufgabengestaltung sowie der für unsere Demokratie stets fruchtbar gewesene Pluralismus bestärken die Aufwertung der Kantone.

Mit dem ersten Paket der Reform der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen wird das Ergebnis einer langjährigen Reformarbeit dem politischen Entscheid endlich zugeführt. Es ist in engster Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen entstanden; es ist also kein Diktat gegenüber den Kantonen. Mit dieser Vorlage soll unsere bundesstaatliche Ordnung gestärkt und die Wirtschaftlichkeit und Leistungsfähigkeit bei der Erfüllung öffentlicher Aufgaben verbessert werden. Die Kantone haben diese staatspolitische Komponente stets hervorgehoben. Sie muss daher auch bei der Überprüfung der Einzelmassnahmen im Mittelpunkt stehen. Der bundesrätlichen und der weitgehend mit ihr identischen ständerätlichen Fassung ist ganz allgemein politische Ausgewogenheit und staatspolitische Qualität zu attestieren. Abgesehen von kleinen Retouchen sollte daher am eingeschlagenen Weg festgehalten und insbesondere von grundlegenden Änderungsanträgen abgesehen werden, sonst fällt unsere Vorlage sicher vollständig ins Wasser.

Hinter solchen Änderungsanträgen verbirgt sich oft ein

erhebliches staatspolitisches Misstrauen gegenüber den Kantonen, das keineswegs gerechtfertigt ist. Die Kantone wissen, dass ihnen im einen oder im anderen Fall vermehrte finanzielle Belastungen aufgebürdet werden. Dazu haben sie sich bereit erklärt, um einer vernünftigen Aufgabenteilung endlich zum Durchbruch zu verhelfen. Die Kantone sind bereit und in der Lage, auch Aufgaben wie den Straf- und Massnahmevollzug sowie die Wohnbauförderung und das Stipendienwesen – um nur diese zu erwähnen – zu lösen. Die Kantone werden durch die Aufgabenteilung in verschiedenen Bereichen aber auch entlastet. Wenn man einfach argumentiert, gewisse Kantone hätten die Wohnbauförderung bis jetzt nicht betrieben, also würden sie es ja auch in Zukunft nicht tun, so entspricht das keineswegs den Tatsachen. Einen Abbau staatspolitisch zentraler Aufgaben werden wir entschieden bekämpfen. Die Zusicherungen, die die Kantone abgegeben haben, dürfen nicht einfach als leere Worte bezeichnet werden.

Besonderes Gewicht lege ich abschliessend auf folgende Bemerkungen: Wenn wir damit fortfahren, gleichzeitig Subventionen zu kürzen und zu streichen und die Vollzugsvorschriften für die Kantone auszubauen, begeben wir uns auf einen gefährlichen Weg. Die Staatsqualität der Gliedstaaten wird ausgehöhlt, die Kantone werden vermehrt zu Verwaltungsbehörden, welche die Befehle des Bundes lediglich auszuführen, sie aber in zunehmendem Masse zu finanzieren haben. Abgesehen davon, dass dieser Weg unserem föderalistischen Verständnis des Bundesstaates zuwiderläuft, bewirkt er einen Ausbau der Verbundwirtschaft, die auch in diesem Haus bei mancher Gelegenheit beklagt wurde. Die Kantone verdienen aber um so mehr Vertrauen, als mit einem relativ feinmaschigen Lastenausgleich störende Belastungsunterschiede der Kantone vermieden werden.

Ich bin daher für Eintreten auf die Vorlage und weitgehend für deren Verabschiedung auf der Linie der ständerätlichen Fassung.

M. Dafflon: Nous assistons à une tentative pour attribuer des tâches nationales, dues à l'évolution des besoins, non plus à l'Etat fédéral qui les a assumées et continue de les assumer, mais aux collectivités, c'est-à-dire aux cantons, dont beaucoup seront hors d'état de les financer, contrairement aux affirmations de M. Jeanneret, porte-parole du groupe libéral, qui nous disait hier, avec une belle assurance, que ces cantons étaient à même de supporter de pareils sacrifices. C'est une prétendue solution qui n'est plus qu'un trompe-l'œil.

Il est vrai que, dès 1848, la Confédération s'est confinée dans les tâches essentielles de sa souveraineté: affaires étrangères, défense nationale, douanes, libre circulation des personnes et des biens. Puis, conformément à l'article 2 de la constitution de 1874, la Confédération a eu pour but d'accroître la prospérité commune. Cela démontre bien que, d'emblée, il était prévu que les progrès de la technique verraient naître de nouveaux besoins considérables et parfois impérieux, en particulier sur le plan social. Autrement dit, il n'était pas possible que les Suisses se contentent dans certains devoirs et certaines charges. Il fallait bien suivre le cours des temps, cela a été et reste une réalité.

Ce qui nous est proposé aujourd'hui, c'est un massif et brutal retour en arrière, ce qui s'appelle en bon français une politique fondamentalement et foncièrement réactionnaire. C'est ce à quoi, précisément, nous nous opposons, quant au principe même et quant aux modalités, en vous proposant le renvoi au Conseil fédéral, pour les raisons que MM. Carobbio et Braunschweig ont très bien exposées.

Une opposition générale, d'ailleurs, s'est assez largement manifestée lors de la consultation des cantons, des partis et des associations. En effet, cette nouvelle répartition des tâches consiste tout simplement à rejeter sur les cantons des dépenses dès longtemps engagées et portant toutes sur des ouvrages d'intérêt général ou sur des services sociaux: protection civile, enseignement, bourses d'étude, encouragement aux sports, protection de la nature, santé publique,

sécurité sociale, assurance-vieillesse, assurance-invalidité, prestations complémentaires, assurance-maladie, maisons de retraite, encouragement à la construction, transports publics, aide aux réfugiés, et nous en passons.

Parler de cantons forts à côté d'un Etat central fort, c'est se payer de mots. Dire que l'on veut fortifier leur économie, ce serait une plaisanterie plutôt cruelle, car l'on sait que nombre de cantons ne pourront pas reprendre les charges qu'on veut leur imposer. Mais c'est une autre forme d'ironie que d'ajouter – voir le message – que la Confédération veut ménager ses forces pour pouvoir s'occuper de problèmes futurs, entre autres la politique énergétique, tout cela après avoir supprimé l'impôt complémentaire sur la fortune, épargné les banques, alors que l'on se refuse à une progression sensible de l'impôt sur les forts revenus, que l'on continue à accorder des sommes folles pour les dépenses militaires et à brandir, comme une menace permanente, le déficit des finances fédérales sans rien entreprendre de sérieux pour y porter remède.

Dans de telles conditions, reporter en moyenne 300 millions de dépenses sur les cantons, auxquels il faudra ajouter les 370 millions annoncés aujourd'hui par le Conseil fédéral, ne peut pas apparaître comme une politique sérieuse.

Si la solution proposée par MM. Carobbio et Braunschweig n'est pas acceptée, nous ferons plusieurs propositions d'amendement, voire de non-entrée en matière pour certains des projets, et nous soutiendrons les positions progressivistes de la minorité.

Il est clair que, d'ici très peu de temps, le Conseil fédéral reviendra avec d'autres dépenses, avec d'autres transferts, avec d'autres charges pour les collectivités. Il faudra bien, un jour, poser les véritables problèmes afin de savoir si l'on veut revenir à une époque révolue ou si l'on veut prendre en compte le destin d'un Etat moderne.

Flubacher: Es ist bedauerlich, dass der Bund aus finanziellen Überlegungen bei der Aufgabenteilung die Kantone derart mehr belasten muss. Sparen beim Bund darf nicht nur aus Subventionsabbau und Verlagerung der Lasten auf Kantone und Gemeinden bestehen. Der Sparwille des Bundesrates kommt ungenügend zum Ausdruck. Die Bundesräte haben sich leider selbst zu Verwaltungsdirektoren degradiert. Sie befassen sich zu wenig mit der grossen Linie, kämpfen selber für kleinste Kredite ihrer Verwaltungen, identifizieren sich zu sehr mit ihren einzelnen Departementen. Die Schwierigkeiten in den Verwaltungsbereichen der Kollegen werden oft übersehen. So ist es nicht möglich, Prioritäten zu setzen. Wie sagte doch letztes Jahr ein Bundesrat resigniert vor der Finanzkommission: «Ich bin nun fast der einzige, der Opfer bringen muss.» Wenn ich trotz diesen Bedenken und trotz der Unmöglichkeit, den Bundesrat zu einem kollegialen Team zusammenschweissen, der Aufgabenteilung – mit einigen Ausnahmen – zustimme, so deshalb, weil ich hoffe, dass die Arbeit des Bundesrates in Zukunft wirkungsvoller werden möge. Es gibt Bereiche, wo die Aufgabenteilung problemlos vollzogen werden kann, zum Beispiel bei der AHV und den Ergänzungsleistungen oder bei den Stipendien. Da wird der Druck in den Kantonen selbst so gross sein, dass sie keine Abstriche werden machen können. Ich würde dies auf jeden Fall so auf unseren eigenen Kanton beziehen.

Anders ist es beim Wohnungsbau: Die überwiegende Zahl der Bürger hat eine günstige Wohnung oder hat ihr Einfamilienhaus. Diejenigen, die sich nach Eigentum sehnen, sind eine kleine Minderheit. Nur über den Bund kann der soziale Ausgleich geschaffen werden. Heute spricht man von einem verschnürten Paket, an dem im Interesse der Aufgabenteilung nicht gerüttelt werden dürfe. Vor zwei Jahren hat man den Anhängern der Bundeswohnbauförderung zugerufen: «Macht keine Opposition gegen die Aufgabenteilung! Über einzelne Punkte des Paketes kann man dann vernünftigerweise in den Räten diskutieren.» Man darf uns heute nicht vorwerfen, wir seien Gegner einer vernünftigen Aufgabenteilung. Der Kampf um die Zuteilung der Wohnbauförderung könnte den Tod der Aufgabenteilung bedeuten. Die Aktions-

gemeinschaft für eine wirksame Wohnbauhilfe, der gegen 40 gesamtschweizerische Organisationen, inklusive drei Parteien, angehören, wird sich kaum mit einem negativen Entscheid des Parlamentes abfinden.

Herr Künzi hat das Hohelied des Föderalismus der Kantone gesungen. Ich glaube ihm auch, dass es ihm damit ernst ist. Aber Herr Künzi, wenn Sie dann einmal bei Ihrem Stimmvolk antreten müssen, um 50 oder 100 Millionen Verbürgungskredite bewilligen zu lassen, dann nützt es nichts, wenn Sie überzeugt sind, dass Föderalismus im Gebiete der Wohnbauförderung richtig sei.

Ich möchte zum Schluss noch mit der Legende aufräumen, dass nur vier Kantone von der Bundeshilfe Gebrauch gemacht haben: Einzig Appenzell Innerrhodens hat davon nicht Gebrauch gemacht. Die anderen Kantone haben in mehr oder weniger grossem Umfang die Bundeswohnbauhilfe beansprucht, unter anderem auch dieser föderalistische Kanton Zürich, der allein letztes Jahr 591 Wohneinheiten und 63 Einfamilienhäuser bewilligt bekommen hat. Sicher müssen wir uns auch überlegen, was staatspolitisch sinnvoll ist. Im Jahre 1983 wurden 1343 Einfamilienhäuser zugesichert. Das gibt 1343 glückliche Leute!

Ich möchte Sie bitten, sich von dem Fanatismus der Finanzpolitiker etwas zu lösen und die Realitäten zu sehen. Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

M. Longet: Je veux bien admettre que l'opération dont on nous présente maintenant un premier train de mesures ait été conçue, au départ en tout cas, comme une réflexion sur le fédéralisme, mais il y eut comme une erreur d'aiguillage. Commencée en période d'euphorie, l'opération «répartition des tâches» n'est plus, aujourd'hui, en période d'économies, qu'un paravent à un désengagement social. En le constatant, nous ne faisons le procès de personne, mais force est de juger l'arbre à ses fruits.

Nous regrettons que le débat de fond ait été ainsi dévié, que l'on ait manqué cette occasion de redéfinir les bases de notre système politique, ce qui aurait dû commencer par une analyse de ce qui relève du droit à la solidarité et de ce qui relève du droit à la différence, l'un passant d'ailleurs souvent par l'autre, comme le montre l'exemple de la politique régionale. Aujourd'hui, le débat est en effet faussé.

Ceux-là même qui, au nom du fédéralisme, veulent le retrait de la Confédération d'un certain nombre de tâches sont les premiers à imposer à des communautés locales, qui des Kaiseraugst, qui des Rothenthurm. S'agit-il là simplement de deux conceptions différentes du fédéralisme? Les uns mettant l'accent sur tel aspect, les autres sur tel autre? Hélas! je crois que, dans la pratique, ceux qui se proclament les plus fédéralistes sont en réalité ceux qui le sont le moins. La preuve en est fournie chaque fois que ces fédéralistes patentés refusent, au niveau de leur canton, de prendre les responsabilités dont ils affirment pourtant qu'elles sont proprement cantonales. Combien de tâches ont dû être prises en main par l'Etat central, précisément parce que les cantons n'assumaient pas leurs responsabilités propres.

La comparaison de l'exécution de deux articles constitutionnels, concernant deux domaines très proches, à savoir la protection de la nature et celle de l'environnement, l'article 24^{sexies} et l'article 24^{septies}, est ici très instructive. En vigueur depuis vingt ans, l'article 24^{sexies} rappelle à l'adresse des cantons que la protection de la nature et du paysage est de la responsabilité primaire des cantons. Il suffit d'observer le paysage tel qu'il est aujourd'hui, vingt ans après le vote de cette disposition, pour constater combien peu cette responsabilité a été prise au sérieux.

Un des grands risques de l'opération «répartition des tâches» est précisément que de nombreux secteurs ne seront finalement pas couverts et que, par conséquent, des lacunes nouvelles, des inégalités injustifiées apparaissent dans la couverture sociale. Ceux qui n'ont que le mot de fédéralisme à la bouche sont les mêmes qui, dans nos conseils, empêchent les cantons d'aller plus loin, comme cela a été le cas tout récemment en matière de durée des vacances. Le fédéralisme, c'est aussi cela, garantir une

couverture minimale et autoriser les cantons à aller plus loin – et non à aller moins loin.

C'est en cela que la proposition de M. Braunschweig mérite tout notre appui. C'est d'ailleurs très exactement la solution qui a été retenue finalement, après bien des discussions, en matière d'aménagement du territoire, la Confédération exigeant qu'il y ait un aménagement, et en prévoyant les formes minimales, les cantons en définissant librement le contenu. Sur le fond, par rapport aux propositions qui nous sont faites, on observe, s'agissant de projets concrets, d'une part, que le désengagement de la Confédération ne concerne curieusement que des tâches sociales et éducatives et, d'autre part, que l'on entend cantonaliser ainsi essentiellement des tâches qui ne sont pas susceptibles d'un traitement cantonal différencié mais qui, par leur nature même, appellent des solutions nationales. En quoi le fait d'être handicapé, étudiant, délinquant, justifie-t-il un traitement différent, favorable dans un canton riche, défavorable dans un canton pauvre?

De deux choses l'une, soit la répartition des tâches aboutit à ce que, en définitive, les cantons deviennent libres de faire ou de ne pas faire ce que la Confédération fait aujourd'hui; il y aura alors régression sociale et inégalités injustifiées. Soit la répartition des tâches n'aboutit pas à cela et, dans ce cas, on se limitera à modifier l'étiquette des exécutants. En conséquence, qu'on la voie sous l'angle du fond ou sous celui de la forme, l'opération n'a pour nous guère d'intérêt. On ne résout pas les problèmes du fédéralisme en dégageant la Confédération de ses tâches propres de solidarité nationale mais, par exemple, en s'attaquant à la contradiction croissante entre une structure politique décentralisée, à laquelle nous tenons, et une concentration économique et un gigantisme technologique toujours plus marqués.

En conclusion, nous disons non à des mesures d'économie antisociales abusivement drapées dans le manteau du fédéralisme.

Weber-Arbon: Ich möchte auf zwei meines Erachtens gravierende Währschaftsmängel der bundesrätlichen Botschaft hinweisen.

1. Die ganze Darstellung der über 130jährigen Entwicklung unseres Bundesstaates oder der über 100 Jahre seit der Totalrevision im Jahre 1874 bezüglich der Kompetenzen des Bundesstaates beschränkt sich in der Botschaft auf zweieinhalb Seiten. Sie enthält zudem auf Seite 5 und 6 Schlagworte, unverarbeitet, die vielleicht einer Tageszeitung, aber nicht einer bundesrätlichen Botschaft anstehen würden. Es fehlt eine notwendige Analyse der Entwicklung, auch des Wandels des schweizerischen Föderalismus. Ich habe festgestellt, dass in den 110 seit der Totalrevision im Jahre 1874 durchgeführten Partialrevisionen bis heute 52 Bundesgesetzkompetenzen eingeführt worden sind. Interessant ist die Verteilung dieser Kompetenzen auf diese 110 Jahre. Von 1874 bis 1914 waren es deren 13, 1915 bis 1945 deren 10, und die weiteren 29 entstanden in den letzten 38 Jahren. Interessant ist auch eine Analyse der Intensität dieser Gesetzgebungskompetenzen, die der Bund erhalten hat. Es gibt imperative oder fakultative Gesetzgebungskompetenzen für den Bund. Es gibt eine Gruppe von Bestimmungen, die dem Bund die Kompetenz geben, bestimmte Materien zu fördern, zu unterstützen oder Beiträge zu geben. Neu taucht seit 1969 ein bisher unbekannter Begriff auf, nämlich die Kompetenz des Bundes zur Grundsatzgesetzgebung. Neu wäre auch eine Koordinationskompetenz des Bundes gewesen, wenn 1973 die Bildungsartikel nicht verworfen worden wären. Neu ist übrigens auch seit 1947 die Wendung in der Bundesverfassung, dass der Bund in bestimmten Materien, wo er gesetzgeberisch tätig sein soll oder kann, vorher die Kantone anzuhören hat. Sie sehen also: Die Verfassung ist föderalistischer geworden.

2. Ein weiterer gravierender Währschaftsmangel der Botschaft ist folgender: Nirgends wird der Frage nachgegangen, durch welche Kompetenzen des Bundes Impulswirkungen entstanden sind, Anregungen an die Adresse der Kan-

tone und ihre Gesetzgebung. Die Anreizfunktion des Bundes wird nicht dargelegt. Eine solche Analyse des Ist-Zustandes wäre staatspolitisch, staatsrechtlich wertvoll gewesen und hätte wohl in überzeugenderer Weise zur Vision führen können, der hier an diesem Pulte immer wieder grosse Bedeutung beigemessen worden ist. Man hat jetzt einfach ein paar Verfassungsnormen herausgepickt und als Objekte dieses Retourganges angepriesen.

Bei dieser Vorlage ergeben sich zwei Gruppen von Parlamentariern: einerseits die Gläubigen, die Vertrauensseligen, die alle sagen, die Kantone könnten die Aufgaben schon übernehmen, die der Bund bis jetzt innegehabt habe. Andererseits gibt es die Skeptiker, vielleicht die Realpolitiker, die einen Abfall der öffentlichen Leistungen befürchten.

Die Vorlage, welche es heute zu behandeln gilt, empfinde ich als ein verdecktes Essen. Das Menü könnte sogar ungeniessbar werden, und vor dieser Konsequenz möchte ich warnen.

Ich bitte Sie deshalb, dem Rückweisungsantrag unserer Fraktion zuzustimmen.

Schmid: Auch ich bin von der Vorlage des Bundesrates in keiner Weise überzeugt. Der Bundesrat gibt zwar hoch an: Er schreibt von einer konsequenten Bereinigung der Pflichtenhefte, er bezeichnet die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen als einen Schwerpunkt seiner Regierungspolitik, er will die Aufgaben der Kantone und die Aufgaben des Bundes in den Augen des Bürgers besser sichtbar machen.

Diese Vorlage lehne ich vor allem deshalb ab, weil sie nicht geeignet ist, die vom Bundesrat selbst gesteckten Ziele zu erreichen. Schauen Sie beispielsweise auf Seite 58 der Botschaft den Abschnitt über Jugend und Sport an. Zwar wird Vieles geändert gegenüber dem jetzigen Zustand, aber wenn Sie davon ausgehen, dass die Aufgaben der Kantone bzw. des Bundes besser sichtbar gemacht werden sollen, dann erreichen Sie das sicher dort überhaupt nicht. Es ist, wie schon bisher, ein Konglomerat von Aufgaben des Bundes und von Aufgaben der Kantone. Der Bürger wird nicht feststellen können, wer letztlich zuständig ist.

Ich frage mich, warum der Bundesrat nicht, wenn er sich schon solche Ziele setzt, auch Alternativen prüft. Warum wird beispielsweise nicht einmal die Frage aufgeworfen, ob man mit der in der Schweiz üblichen Art des Vollzugs bundesrechtlicher Vorschriften, nämlich des Vollzugs durch die Kantone, aufhören soll. Wir haben nur ganz wenige Beispiele, wo der Bund seine Aufgaben selbst vollzieht. Eines ist die Post; diese tritt dem Bürger unmittelbar gegenüber. Aber bei den meisten anderen Aufgaben sind es die Kantone, welche die Bundesaufgaben vollziehen.

So wird der Bürger, der im einzelnen nicht im Bild ist, kaum je feststellen können, ob es sich letztlich um eine Bundesaufgabe oder um eine kantonale Aufgabe handelt. Anders wäre das beim amerikanischen System, wonach Bundesaufgaben vom Bund und einzelstaatliche Aufgaben von den Einzelstaaten vollzogen werden. Kein Wort von dieser Alternative steckt in der Botschaft. Diese will zwar Vieles verändern; mehr Übersichtlichkeit wird aber damit nicht gewonnen. Da kommt mir unwillkürlich ein Ausspruch in den Sinn, den unser Kollege Eisenring schon vor einigen Jahren getan hat. Er hat nämlich einen Gesetzgebungsstopp gefordert in der Meinung, dass die Hektik der Regierungspolitik zu stark sei. Selbstverständlich ist dieser Gesetzgebungsstopp ein völlig übertriebenes Postulat. Aber auch ich bin der Meinung, dass es nicht darauf ankommt, dass laufend etwas gemacht wird, dass sich diese Regierung ständig rechtfertigt und zeigt, dass sie auch noch da ist; es kommt vielmehr darauf an, dass etwas Brauchbares vorgelegt wird; wenn die Regierung das nicht bieten kann, soll sie darauf verzichten, dem Parlament eine unzulängliche Vorlage zuzuleiten. Die Bürger dieses Landes sind nämlich froh, wenn sie in dem ohnehin komplizierten staatsrechtlichen und politischen Mechanismus wenigstens eine gewisse Stabilität und Kontinuität erkennen und die gleichen Aufgaben nicht immer

wieder anders gelöst werden, so dass sie ständig umlernen müssen.

Bleibt die Frage übrig, was denn die Wirkung dieser Vorlage ist. Herr Braunschweig hat es gesagt. Es wird letztlich ein Abbau bisheriger Sozialleistungen resultieren. Das braucht nicht in allen Kantonen der Fall zu sein. Es wird aber in einzelnen Kantonen der Fall sein. Wenn die Kommissionsprecher und auch verschiedene andere Votanten gesagt haben, das sei nicht beabsichtigt, so ist darauf hinzuweisen, dass es darauf nicht ankommt; wenn wir bisherige Bundesaufgaben an die Kantone zurückgeben, sind die Kantone souverän, auf diesem Gebiet zu machen, was sie wollen, und sie sind auch völlig frei, auf diesem Gebiet nichts oder bedeutend weniger zu machen als bisher mit dem Bund zusammen. Alles andere, was behauptet wird, ist Augenwischerei.

Ich stimme dem Antrag Braunschweig zu.

Loretan: Mit dieser im vorparlamentarischen und im parlamentarischen Stadium lange erdauerten Vorlage sind Kantone und Gemeinden angesprochen, zugunsten des Bundes mehr Lasten auf sich zu nehmen. Sie sind bereit dazu. Das haben wir mehrmals gehört. Auch die Gemeinden sind es, obschon sie damit rechnen müssen, dass die Kantone ihrerseits mit «Aufgabenteilungsübungen» versuchen werden, das ihnen vom Bund Aufgebürdete nach unten weiterzuschicken. Städte und Gemeinden werden sich zum Beispiel am Stipendienwesen oder an der Wohnbauförderung mehr beteiligen müssen. Man vergesse dabei aber nicht, dass der Verschuldungsgrad aller schweizerischen Gemeinden insgesamt mit rund 27 Milliarden Franken höher ist als derjenige des Bundes. Man vergesse ferner nicht, dass auf die Städte und Gemeinden auf dem Gebiete des Umweltschutzes erhebliche neue Aufgaben und Ausgaben zukommen. Kantone und Gemeinden sind aber wohl nicht nur um des Bundes willen zur Übernahme zusätzlicher Belastungen bereit, sondern auch in ihrem wohlverstandenen eigenen Interesse. Die Neuverteilung der Aufgaben eröffnet ihnen die Chance, sich vom Druck des Zentralstaates und der bundesstaatlichen Verbundwirtschaft etwas zu entlasten. Bestimmt erkennen sie auch die Notwendigkeit, dem Bund für die Erfüllung seiner vorrangigen Aufgaben, zum Beispiel für die Gesamtverteidigung, einen wirkungsvolleren Einsatz zu ermöglichen.

Wenn Kantone und Gemeinden bei der Neuverteilung der Aufgaben mitwirken, dann sind sie auch befugt, Zielsetzungen aus ihrer Sicht namhaft zu machen, ohne die es keine echte Entflechtung des Zuständigkeits- und Finanzierungswirrwarrs gibt. Es sind deren fünf:

1. Es ist Übereinstimmung zu erzielen zwischen Aufgabenerfüllung, Zuständigkeit und Finanzierung.
2. Es ist anzuerkennen, dass in Kantonen und Gemeinden unterschiedliche Lösungen für dasselbe Problem denkbar sind. Damit verträgt sich eben die Fixierung von Mindeststandards und von Rahmengesetzen schlecht. Hier vermögen die vorgeschlagenen Lösungen bei «Turnen und Sport» und bei den Ausbildungsbeiträgen nicht ganz zu befriedigen. Kollege Künzi hat sich bereits dazu geäußert. Soeben hat sich auch Kollege Hans Schmid negativ dazu ausgesprochen. Ich teile im Grundsatz seine Meinung. Wir kommen gerade bei «Turnen und Sport» nicht zu wesentlichen Entflechtungen, aber ich ziehe nicht denselben Schluss. Ich werde selbstverständlich dem Antrag Braunschweig nicht zustimmen, sondern ich werde den ersten bescheidenen Schritt mit diesem ersten Paket tun und dem gesamten Paket zustimmen. Auch die Aufgabenteilung muss offenbar in unserem Staatswesen schrittweise erfolgen. Das ist anscheinend unvermeidlich.
3. Vermehrte Bürgernähe bei der Aufgabenerfüllung der öffentlichen Hand. Dies setzt eben die vollständige Entflechtung bestimmter Aufgabengebiete voraus.
4. Vollständiger Abbau von Subventionen auf bestimmten Aufgabengebieten.

5. Entwirrung der finanziellen und administrativen Verflechtungen der Verwaltungsapparate in Bund und Kantonen. Zur letzteren Zielsetzung – Stellenabbau in der Bundesverwaltung als Folge der Aufgabenteilung – hat die vorbereitende Kommission auf meine Veranlassung hin einen zusätzlichen Bericht erhalten. Darin wird pro Aufgabengebiet, welches Gegenstand dieses ersten Massnahmenpaketes bildet, die personelle, stellenplanmässige Entlastung der Bundesverwaltung dargestellt. Diese Entlastung ist äusserst bescheiden, ja mager ausgefallen, so, wie sie prognostiziert wird. Brutto sind das 27 Stellen, netto 22 Stellen, d. h. fünf Stellen sollen für anderweitige Aufgaben in den entlasteten Bundesämtern verwendet werden. Allein 18 Stellen sollen beim Bundesamt für Wohnungswesen, im Rahmen einer umstrittenen Aufgabenteilung – wir haben das von Herrn Flubacher gehört – wegfallen.

Wir müssen angesichts dieses doch eher unbefriedigenden internen Spareffektes beim Bund verlangen, dass Bundesrat und Verwaltung die Stelleneinsparungen vor dem Inkrafttreten unserer Beschlüsse nochmals ernsthaft überprüfen mit dem Ziel, weitere Reduktionen vorzunehmen. Wenn für den Bund Aufgaben wegfallen und von den Kantonen übernommen werden, dann soll das in den Stellenplänen deutlich zum Ausdruck kommen. Mit meiner Fraktion bin ich für Eintreten und für ein konsequentes Durchziehen dieses ersten Paketes. Man kann nicht mit dem Zauberwort «Aufgabenteilung» während Jahren beim Volk, beim Stimmbürger, beim Steuerzahler Hoffnungen auf eine Entlastung des Bundes wecken und dann, wenn es darauf ankommt, vor dem eigenen Mut Angst bekommen.

Villiger: Gestatten Sie mir einige Bemerkungen zur staatspolitischen Bedeutung der Aufgabenteilung aus der Sicht eines vehementen Anhängers der ordnungspolitischen Idee des Föderalismus, also als einer, der noch dran glaubt, wie das vorher Herr Weber-Arbon definiert hat.

Es sind für mich vier Faktoren, welche die politische Überlegenheit des Föderalismus gegenüber der zentralen Steuerung des Staates begründen: Erstens wird durch die Dezentralisation der politischen Verantwortung auf autonome Machtzentren die politische Macht aufgeteilt, gebändigt oder sozusagen entgiftet. Zweitens werden wichtige Entscheidungen näher zum Bürger verschoben, was das Gemeinwesen – das ist hier schon gesagt worden – überschaubarer und auch besser kontrollierbar macht. Drittens sind für viele Probleme regionale Masslösungen möglich; was etwa für den Zürcher gut ist, braucht ja dem Waadtländer nicht unbedingt auch zu frommen. Viertens haben – meines Erachtens ein wichtiger Gesichtspunkt – Gliedstaaten und Gemeinden wiederum eigene Behörden und eigene Parlamente, die eigenverantwortlich denken und handeln und die eine unschätzbare wichtige politische Klasse bilden, ohne die die Schweiz um vieles ärmer wäre.

Damit der Föderalismus kreativ und lebendig bleibt, darf man diese politische Substanz nicht einfach austrocknen, indem man den unteren Ebenen ständig vorschreibt, wie sie ihre Probleme zu lösen haben. Ein reiner Vollzugsföderalismus und ein permanentes Dreinfunken über Rahmengesetze sind für mich degenerierte Föderalismusformen. Es sind deshalb zwei Voraussetzungen unabdingbar: Erstens muss die Verantwortung für die Problemlösung voll beim Gliedstaat, also beim Kanton liegen; zweitens müssen Träger der Verantwortung für Finanzierung und Problemlösung identisch sein, weil sonst ein häuslicheres Gebaren nicht gewährleistet ist. Darum müssen die Anträge Braunschweig und Carobbio abgelehnt werden, weil sie letztlich doch Ausdruck einer zentralistischen Mentalität sind, die meines Erachtens unser Land auf die Dauer nicht verträgt. Ich bin mir voll bewusst, dass der Föderalismus auf zwei Grenzen stossen kann. Einerseits können zentrale Lösungen effizienter sein – aber sie sind es nicht immer –, und andererseits ist eine in vielen Fällen durchaus anzustrebende Mindestversorgung an Staatsleistungen nicht unbedingt gewährleistet, vor allem dann, wenn einzelne Gliedstaaten wegen natürlicher Unterschiede der Finanzkraft zur

Lösung bestimmter Aufgaben ganz einfach nicht in der Lage sind. Aber hier muss ja eben der Finanzausgleich einspringen. Seine Verbesserung ist darum für mich eine der Voraussetzungen zum Gelingen dieses komplexen Vorhabens überhaupt. Wichtig scheint mir aber, dass diese Finanzübertragungen frei sind, weil ausschliesslich zweckgebundene Mittel mit echter Autonomie nicht vereinbar sind.

Was mich in dieser Debatte etwas bedrückt hat, ist der Mangel an Vertrauen zu den Kantonen, ja sogar zum kantonalen Stimmvolk, der bei vielen Voten durchschimmert. Wenn man die gewaltige Literatur liest, die uns von durch die Verlagerung betroffenen Subventionsempfängern zugestellt worden ist, könnte man fast meinen, die kantonalen politischen Instanzen seien allesamt völlig unmündig, unfähig und ohne jeden guten Willen. Kantonale Parlamente und Regierungen sind weder dümmere noch unpolitischer als wir, und sie sind auch nicht weniger engagiert! Ich habe im kantonalen Parlament des Standes Luzern wesentlich bessere Erfahrungen gemacht als anscheinend Frau Robert im Berner Parlament. Die kantonalen Behörden und Parlamente werden die Probleme vielleicht anders lösen, aber sicher nicht schlechter. Allerdings müssen die Kantone erkennen, dass auch sie herausgefordert sind. Gewisse Ermüdungserscheinungen beim Willen zur kantonalen Autonomie sind unverkennbar. Die hohle Hand darf nicht die einzige Gebärde des modernen Föderalismus werden. Ob es sich nun um Wohnbauförderung, Justizheime oder Stipendien handelt, die Kantone werden die Aufgaben anpacken müssen.

Ich bitte Sie also: Folgen Sie nicht jenen, die aus dieser Vorlage Stein um Stein herausbrechen wollen, bis das Gebilde einstürzt, akzeptieren Sie das im Grunde bescheidene Paket als Ganzes, schenken Sie den Kantonen etwas Vertrauen und zeigen Sie etwas Mut zum Unterschied!

Jung: Wir haben gestern und heute sehr viel und sehr geschickt über den Föderalismus und die Subsidiarität gesprochen. Doch wenn man die Flut der Anträge betrachtet, schwindet einem der Glaube, dass diese Worte auch ernst gemeint sind. Daran krankten wir; es ist meiner Meinung nach bedenklich, dass wir hier in diesem Saal so sehr die Götter beschwören, aber dann nicht bereit sind, die nötigen Schritte in die richtige Richtung zu tun. Wir können doch den Pelz nicht waschen, wenn wir ihn nicht nass machen!

Bei dieser Vorlage müssen wir die Proportionen sehen. Ein Leistungsabbau des Staates ist weder geplant noch vorgesehen. Hingegen werden nicht jeder Kanton und jede Gemeinde die gleiche Aufgabe gleich lösen wie der andere Kanton oder die andere Gemeinde. Bei der Vielgestaltigkeit unseres Landes ist das auch nicht notwendig. Preis und Chance des Föderalismus bestehen gerade darin, dass die Kantone und die Gemeinden gleiche Aufgaben verschiedenartig und unter Berücksichtigung der besonderen örtlichen und kantonalen Verhältnisse lösen können. Der echte Föderalismus setzt Vertrauen in den Leistungswillen und in die Leistungskraft der Kantone und Gemeinden. Wer dieses Vertrauen nicht besitzt, wer alles Glück und alles Heil im Zentralstaat sucht, wird dieser Neuverteilung kaum zustimmen können. Durch die Neuverteilung der Aufgaben soll der heute verfilzte Staat übersichtlicher, durchsichtiger, verständlicher, sparsamer, demokratischer werden und wieder näher an den Bürger heranrücken.

Man spricht heute soviel von der Staatsferne des Bürgers, von seiner beängstigenden Teilnahmslosigkeit allen politischen Dingen gegenüber. Ein wichtiger Grund liegt sicher darin, dass der Bürger diese kompliziert gewordene Staatsmaschinerie nicht mehr versteht. Ein weiterer Grund für diese Apathie dem Staat gegenüber mag auch darin liegen, dass der Bürger fürchtet, hier werde unrationell, langsam und ohne jegliche Rücksicht auf die sogenannte Kosten-Nutzen-Analyse gearbeitet.

Wie hier schon oft erwähnt: Die Neuverteilung der Aufgaben darf nicht einfach zu einem Defizittransfer zwischen dem Bund und den Kantonen werden. Der Bürger soll wieder

genau sehen, mit wem er es eigentlich zu tun hat, wenn er mit dem Staat in Berührung tritt. Administrativer und bürokratischer Ballast soll abgeworfen werden. Dadurch wird auch ein eigentlicher Spareffekt ausgelöst, denn dann müssen sich nicht mehr Gemeinden, Kantone und der Bund mit den gleichen Problemen einzeln befassen. In einer Zeit des Nullwachstums muss auch der Staat sichtbar sparen. Dies sieht der Bürger ein, wo immer im politischen Spektrum er auch stehen mag. Wenn die unteren Ebenen des Staates, die Gemeinden oder die Kantone, eine Aufgabe autonom lösen können, dann weiss der Bürger auch, worum es geht, und dann kann er seine demokratischen Mitwirkungsrechte direkt einsetzen.

Mein Heimatkanton ist sicher nicht auf Rosen gebettet, und trotzdem bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten. Ich habe das Gefühl, dass wir plötzlich vor dem eigenen Mut zurückschrecken. Wir dürfen doch dem Bürger nicht immer vorwerfen, nur dort zum Sparen bereit zu sein, wo es den anderen trifft. Zeigen wir doch Mut, aber auch eine gewisse Opferbereitschaft.

Deshalb bitte ich Sie, die eingereichten Anträge samt und sonders abzulehnen, dem Bundesrat treu zu bleiben und die Vorlage, so wie sie vorliegt, zu genehmigen, damit hier der richtige Schritt in die richtige Richtung getan wird und innert nützlicher Frist auch das zweite Paket, Aufgabenteilung, angegangen werden kann.

M. Gloor: Tout en constatant que les premières mesures pour la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons contribueront à alléger la charge financière fédérale d'environ 198 millions de francs en 1984, 219 millions de francs en 1985 et 183 millions de francs en 1986 à 1987, je me demande qui en fait fera les frais de ces opérations.

Si, aujourd'hui, je ne peux pas voter l'entrée en matière sur l'objet soumis à nos délibérations, c'est pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la suppression des subventions versées par la Confédération aux cantons tendant à soutenir leur budget de bourse est plus qu'une erreur, c'est une faute. La mauvaise situation financière de certains cantons mettra à rude épreuve la politique d'obtention des bourses pour les étudiants. C'est un effort d'ordre social qui est battu en brèche; on peut le regretter amèrement.

En ce qui concerne la proposition du Conseil fédéral, tendant à supprimer les subsides fédéraux aux maisons d'éducation pour enfants et adolescents, j'en tombe des nues, car dans le cadre d'un fédéralisme bien compris, j'ai toujours cru qu'au contraire il fallait, dans cet important domaine, faire une politique de mouvement tendant à augmenter l'appui financier de la Confédération mais pas du tout reporter cette charge sur les cantons. Dans cet important domaine, que feront les cantons financièrement pauvres? Ils reporteront ces charges sur les communes et ce n'est pas de cette manière que l'on pourra faire front objectivement au problème ainsi posé.

Qu'en est-il de la situation financière des communes dans ce projet? On ne s'en préoccupe guère, car toujours s'agissant des cantons pauvres ou de moyenne capacité financière, les charges financières seront reportées sur les communes. Je pense à toutes celles de l'arc jurassien et aux banlieues industrielles qui ont beaucoup de chômeurs et de lourdes charges sociales. Or, j'ai peine à comprendre nos collègues libéraux qui passent comme chat sur braises sur ce problème. Naïvement, je parlais de l'idée que la situation financière des communes était un point d'équilibre et de stabilité ainsi que de santé pour l'ensemble de notre pays. Alors je m'étonne de cette attitude et de celle de la majorité de ce conseil alors qu'on a entendu cette phrase d'une si grande élévation de pensée: «Qui gouverne dans ce pays?» C'est pour toutes ces raisons et de multiples autres d'ailleurs que je ne peux pas voter l'entrée en matière sur l'ensemble de ce projet.

Le président: Le débat d'entrée en matière est ainsi terminé. MM. Braunschweig et Carobbio se sont mis d'accord sur un

texte commun de proposition de renvoi du projet au Conseil fédéral.

M. Kohler Raoul, rapporteur: Le débat d'entrée en matière a été intéressant à suivre. Il a été le reflet du large éventail des opinions comme ce fut d'ailleurs le cas lors des délibérations générales d'entrée en matière au sein de notre commission.

Je n'entends pas passer en revue ici les points de vue qui ont été exprimés à cette tribune. La plupart d'entre eux ne sont, pour nous membres de la commission, pas nouveaux. Je les ai déjà exposés et j'ai dit hier ce qu'en pensait la majorité de la commission lors de mon rapport d'entrée en matière. Je me permets de ne pas y revenir.

Un mot seulement au sujet de la répartition des charges. Plusieurs orateurs ont prétendu que les cantons et surtout les cantons financièrement faibles ne seraient pas en mesure de trouver les moyens financiers qui devraient leur permettre d'assumer complètement les tâches qui leur sont déléguées.

Je vous invite à consulter à ce sujet le tableau des conséquences financières qui vous a été distribué à la session de décembre. Vous constaterez que la charge supplémentaire totale des cantons, qui résulte de la répartition des tâches telle que vous la propose la commission, est très faible. Elle est de 86,28 millions de francs pour l'ensemble des cantons en 1986/1987, ce qui représente le 0,44 pour cent de leur force fiscale. Pour ce qui concerne les cantons financièrement faibles, leur supplément de charges financières représentera le 0,31 pour cent de leur charge fiscale grâce, bien sûr, à l'effort qu'ont fait les cantons pour élargir et renforcer la péréquation financière intercantonale. Vous pouvez le constater, on ne peut pas de prétendre que pour des raisons financières, les cantons et surtout les cantons financièrement faibles ne pourront pas assumer les charges qui résultent de la nouvelle répartition des tâches.

Je constate avec plaisir que l'entrée en matière n'a pas été combattue. Presque tout le monde est favorable à la nouvelle répartition des tâches dans l'ensemble, mais on a surtout entendu des objections à l'égard des mesures partielles qui nous sont proposées.

J'en viens maintenant à la proposition commune de renvoi de MM. Braunschweig et Carobbio. Je vous invite à repousser cette proposition. M. Carobbio a déjà fait une proposition presque analogue en commission, ce qui n'a pas été le cas pour M. Braunschweig. M. Carobbio vous l'a dit, notre commission a repoussé sa proposition de renvoi par quinze voix contre une. Pourquoi faut-il repousser cette proposition de renvoi? J'y vois plusieurs raisons. Première raison: vous savez que pour arriver à faire des propositions concrètes pour un premier train de mesures visant à mieux répartir les tâches entre la Confédération et les cantons, il a fallu que ceux-ci se concertent, qu'ils trouvent un terrain d'entente et les mesures qui nous sont proposées sont faites, en quelque sorte, d'un commun accord entre la Confédération et les cantons. Or, pour ce qui est de l'harmonisation fiscale, vous n'ignorez pas qu'il a été possible de trouver un terrain d'entente, en ce qui concerne l'harmonisation fiscale formelle, mais que l'on est encore très loin d'avoir trouvé un accord sur une harmonisation fiscale matérielle. C'est dire que, si nous renvoyons le paquet de mesures au Conseil fédéral jusqu'à ce qu'il nous propose des mesures d'harmonisation fiscale matérielle, l'attente risque d'être fort longue. Deuxième raison: on a fait remarquer en commission qu'il ne fallait envisager l'élaboration de lois-cadres qu'avec beaucoup de réserve. Si une loi-cadre permet de fixer des exigences et des conditions valables pour tout le pays, il ne faut pas oublier qu'elle restreint sensiblement les compétences cantonales. Prévoir des lois-cadres va, en quelque sorte, à l'encontre des principaux objectifs de la nouvelle répartition des tâches, à savoir réduire l'interdépendance entre la Confédération et les cantons, et renforcer la souveraineté de ces derniers.

Enfin, une troisième raison plaide pour le refus de cette double proposition de renvoi, c'est qu'il faut absolument

que nous nous expliquions ici, dans ce conseil, sur chacun des éléments du premier train de mesures. Il ne faut pas que le débat soit esquivé par un renvoi; il faut qu'il ait lieu afin que l'on sache si l'on peut poursuivre le but que l'on s'est proposé d'atteindre avec la nouvelle répartition des tâches. Pour toutes ces raisons, je vous invite à rejeter les deux propositions de renvoi ou la double proposition de renvoi Braunschweig-Carobbio.

Nebiker, Berichterstatter: In der Eintretensdebatte kamen sicher fast alle Aspekte des komplexen Problems der Aufgabenverteilung zwischen Bund und Kantonen zum Ausdruck. Ich möchte mich nicht zu einzelnen Aspekten äussern. Dazu wird dann noch bei der Detailberatung Gelegenheit sein. Ich möchte mich deshalb auf einige allgemeine Bemerkungen beschränken.

Es ist richtig, wie dies viele Redner zum Ausdruck gebracht haben, dass man das Paket als Ganzes beurteilen muss. Man will nicht nur den Kantonen Aufgaben voll überbinden und Verantwortung übertragen, auch der Bund übernimmt in Bereichen, in denen er selbst entscheidet, ganz erhebliche Lasten: Stichwort AHV. Die Kantone erhalten damit mehr Bewegungs- und Entscheidungsfreiheit. Sie können die Prioritäten nach eigenen Entscheidungen setzen. Richtig ist aber auch, dass eine Neuverteilung der Aufgaben nicht in einem einzigen grossen Wurf realisiert werden kann. Beim ersten Paket geht es um einen ersten bescheidenen Schritt zu mehr Föderalismus. Für viele ist ja dieser Schritt schon zu gross. Die Bedenken, die bereits zu diesen ersten bescheidenen Massnahmen geäussert worden sind, zeigen, wie mühsam und schwierig der Weg ist.

Um kurz bleiben zu können, möchte ich mich vorwiegend mit den Bedenken, besonders auch mit den Rückweisungsanträgen Braunschweig und Carobbio, auseinandersetzen. In der Kommission wurde ein ähnlicher Antrag mit 15 gegen 1 Stimme abgelehnt. Ich kann also hier durchaus im Namen der Kommission sprechen.

Zuerst zum finanziellen Aspekt: Es wird befürchtet, dass die Kantone nicht in der Lage seien, die Mehrbelastung zu tragen. Das trifft ganz eindeutig nicht zu. Es geht gesamthaft beim ersten Paket per Saldo um 99 Millionen Franken. Wir haben den Kantonen im Rahmen von verschiedenen Sparpaketen schon wesentlich mehr zugemutet, und sie konnten auch damals die Aufgaben weiter erfüllen. In diesem Lichte ist die Mehrbelastung der Kantone bescheiden. Zudem haben sich alle Kantone im Vernehmlassungsverfahren bereit und imstande erklärt, die Mehrbelastung auf sich zu nehmen. Im Rahmen des Kontaktgremiums, in dem die Kantone vertreten sind, wurde eine tragbare Lösung gesucht und gefunden. Die Vorschläge sind in Zusammenarbeit mit den Kantonen getroffen worden. Man hat also nicht im luftleeren Raum legifert.

Was sehr wichtig ist: Der Finanzausgleich wird verbessert. Die finanzschwächeren Kantone erhalten mehr Bewegungsfreiheit, um ihre Aufgaben zu lösen. Man muss sich darüber im klaren sein, dass die Finanzierung dieser Aufgabenteilung eigentlich durch die finanzstarken Kantone erfolgt. Der finanzielle Bereich darf also nicht übertrieben werden.

Ich bitte Sie, in Ihrer Dokumentation, auf Seite 13 nachzuschlagen, welche finanziellen Auswirkungen nach dem Finanzausgleich und dem Ausgleich für Härtefälle noch übrigbleiben. Ich möchte nur einige Beispiele daraus zitieren. Man kann sich mehr darunter vorstellen, als wenn man allgemein einfach darüber theoretisiert. Zum Beispiel wird der Kanton Tessin mit der Aufgabenteilung des ersten Pakets mit rund 18 Millionen Franken belastet. Er erhält aber aus der Verstärkung des Finanzausgleiches und unter dem Titel «Härteausgleich» insgesamt 14 Millionen Franken, so dass die Nettomehrbelastung 4 Millionen Franken beträgt; und das erst nach 1990, wenn alle Massnahmen tatsächlich in Kraft treten.

Ein anderes Beispiel: Der Kanton Luzern wird aus der Aufgabenteilung mit 15 Millionen Franken mehr belastet. Als Finanzausgleich erhält er 10,8 Millionen und unter dem Titel «Härteausgleich» noch 1,2 Millionen. Insgesamt erhält er

also 12 Millionen, so dass die Nettomehrbelastung für den grossen Kanton Luzern noch 3 Millionen Franken ausmacht. Ein letztes Beispiel: Der Kanton Freiburg wird aus der Aufgabenverteilung mit 19,4 Millionen mehr belastet. Er erhält aber aus dem Finanzausgleich 15 Millionen und unter dem Titel «Härteausgleich» 2 Millionen. Netto verbleiben dem Kanton Freiburg 1,8 Millionen Mehrbelastung nach 1990. Es kann doch im ernst niemand mehr behaupten, das sei nicht tragbar.

Kurz: Die finanziellen Auswirkungen sind also bescheiden sowohl in bezug auf die Kantone als auch in bezug auf den Bund. Richtigerweise will man nicht mit dem «Vehikel» Aufgabenteilung die Bundesfinanzen sanieren. Das ist auch nicht möglich. Viel wichtiger ist die staatspolitische Bedeutung der Aufgabenteilung. Es geht um eine Entflechtung nach Sachbereichen. Man will, dass sich weniger Instanzen mit einer Aufgabe befassen. Das führt sicher zu weniger Bürokratie, zu klaren, verständlicheren Entscheidungsverfahren. Es geht nicht um Leistungsabbau. Die Kantone sind – wie schon erwähnt – bereit und in der Lage, die Aufgaben zu übernehmen. Sie wollen aber nicht nur Vollzugsorgan sein und nur bezahlen müssen. Sie wollen auch entscheiden können und Verantwortung tragen. Sie sind dazu auch in der Lage; sie haben Parlamente, Bürger und Regierungen, die sich durchaus ihrer Verantwortung bewusst sind. Zweifellos wird es unterschiedliche Lösungen geben. Aber gerade das entspricht der Vielfalt der Schweiz und der Idee des Föderalismus. Die Bedürfnisse sind schliesslich auch unterschiedlich.

Es geht bei dieser Aufgabenteilung auch ganz sicher nicht um einen Sozialabbau. Die Kantone sind nicht unsozialer als der Bund. Das ist eine Unterstellung, mit der man den Kantonen unrecht tut. Soziale Massnahmen sind auch nicht sozialer, wenn sie über einen Leisten geschlagen werden. Das führt eher zu deren Nivellierung. Soziale Leistungen sind dann wirklich sozial, wenn sie den jeweiligen Bedürfnissen der Bevölkerung angepasst sind.

Die finanzschwachen Kantone erhalten übrigens, wie schon erwähnt, über den Finanzausgleich die notwendigen Mittel, das zu tun, was wirklich notwendig ist. Wegen der staatspolitischen Bedeutung muss man aber auch mit Rahmengesetzen und Vorschriften von Mindestleistungen zurückhaltend sein. Dies widerspräche einer echten Aufgabenteilung. Die Kantone würden damit lediglich zu zahlenden Vollzugsorganen. Dagegen wehren sie sich zu Recht; das wäre eine unechte Aufgabenteilung. Ein Rahmengesetz ist übrigens in einem sehr heiklen Bereich, bei den Ausbildungsbeiträgen, vorgesehen.

Das erste Paket kann auch nicht überladen werden. Hier ist nur eine Politik der kleinen Schritte möglich. Abzulehnen ist deshalb auch im Rückweisungsantrag die Forderung nach materieller Steuerharmonisierung. Das wäre in höchstem Masse unföderalistisch und in unserer politischen Landschaft schlichtweg unrealisierbar. Wir haben schon viel erreicht mit einer gewissen formalen Steuerharmonisierung. Ich bitte Sie also im Namen der Kommission, den Rückweisungsantrag abzulehnen, auf die Vorlage einzutreten und ihr möglichst umfassend zuzustimmen.

Bundesrat Friedrich: Nach dieser kontroversen Eintretensdebatte möchte ich versuchen, einige Schwerpunkte zu setzen, wie sie der – nach dem Zeugnis von Herrn Nationalrat Schmid offenbar gänzlich unfähige – Bundesrat in aller Bescheidenheit sieht.

Im Rückblick auf die letzten 20 bis 30 Jahre stellen wir fest, dass die staatliche Tätigkeit andauernd zugenommen hat. Es stellt sich dabei immer mehr die Frage, welche staatliche Ebene eine gegebene Aufgabe wahrnehmen soll. Der Bundesrat bezeichnete bereits in den ersten Richtlinien der Regierungspolitik, nämlich 1968 bis 1971, dieses Problem als aktuelle Grundfrage unseres Staates; die Idee ist also nicht mehr ganz neu. Sie wurde von Herrn Ständerat Binder, damals Nationalrat, aufgegriffen. Seine mehrfach erwähnte Motion beauftragte den Bundesrat, neben einem informativen Bericht über den aktuellen Stand der Aufgabenteilung

erste Lösungsvorschläge für eine Neuverteilung der Staatsaufgaben auf Bund, Kantone und Gemeinden auszuarbeiten. Der Anstoss ging also – ich möchte das deutlich sagen – vom Parlament aus.

Es ging dabei zunächst um die Erarbeitung gewisser Grundlagen. In diese Richtung zielte eine Erhebung des Ist-Zustandes, die mittels Befragung von 12 Testkantonen durchgeführt wurde. Danach entstanden Elemente für eine Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen. In den Jahren 1977 und 1978 wurde darüber ein erstes Vernehmlassungsverfahren bei allen Kantonen durchgeführt. Der Erarbeitung konkreter Lösungen widmete sich dann in rund 40 Sitzungen die 1978 eingesetzte Studienkommission unter dem Vorsitz von Herrn Prof. Voyame, Direktor des Bundesamtes für Justiz. Um die Kantone in die Entscheidungsfindung einzubeziehen, wurde auf Regierungsebene das Kontaktgremium der Kantone geschaffen, mit dem – das ist wieder ein wesentlicher Punkt – alles im Detail besprochen wird. Und zwar nicht nur bis 1977, wie Herr Braunschweig behauptete, sondern bis in die jüngste Zeit hinein.

Eine Serie von Vorschlägen wurde dann im Bericht «Erste Vorschläge zur Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen» niedergelegt und 1980 in ein zweites, breit angelegtes Vernehmlassungsverfahren geschickt. Erst dessen Ergebnisse und die Weiterbearbeitung der Vorschläge führten zur vorliegenden Botschaft. Die Vorbereitungen sind also ausserordentlich intensiv durchgeführt worden.

Und nun ein paar grundsätzliche Bemerkungen: Bei der Neuverteilung der Aufgaben geht es, wie die Kommissionsprecher mit Recht unterstrichen haben, um einen ersten Schritt. Gesamthaft wird eine föderative Strukturbereinigung angestrebt. Das ist die Grundidee des Unternehmens. Die Aufgabenteilung im Bundesstaat soll eben nicht allein sektoriell angesehen werden, sondern als Ganzes gewürdigt und veränderten Verhältnissen angepasst werden. Das ist keine hochstaplerische Idee, Frau Nationalrätin Robert, sondern ein meines Erachtens notwendiges Unternehmen.

«Erster Schritt» bedeutet, dass föderative Ziele und Grundsätze einer zeitgemässen Aufgabenteilung praktisch-politisch angewendet werden. Gestützt auf die gemachten Erfahrungen soll ein zweites Paket von Massnahmen folgen. Die Aufgabenverteilung strahlt darüber hinaus auch auf die Gesamtheit der föderativen Aufgaben des Bundes aus. Die Gestaltung der Aufgabenteilung im Bundesstaat wird also eine Daueraufgabe bleiben. Dabei ist das schon erwähnte Subsidiaritätsprinzip wichtig: Was die Kantone tun können, das soll der Bund nicht an sich ziehen.

Wir haben uns daran gewöhnt, dass kantonale Kompetenzbereiche trotz allen verfassungsmässigen Garantien keineswegs tabu sind. Seit 1874 ist die Bundesverfassung mehr als hundertmal revidiert worden; ein grosser Teil dieser Revisionen betraf das föderative Verhältnis. Viele von ihnen übertrugen dem Bund neue Aufgaben. Der Bund stösst heute aber eindeutig an Grenzen: an finanzielle Grenzen, an personelle Grenzen. Wir erleben das in jeder Session wieder von neuem, und Herr Nationalrat Biel hat uns auch mit Recht darauf hingewiesen. Die Kantone beklagen sich demgegenüber über Autonomieverluste und über Einschränkungen ihrer Handlungsfreiheit. Unter dem primären Ziel der Erhaltung und Stärkung der föderativen Ordnung, mit dem Versuch einer gewissen Entflechtung, wird eine bessere Zuständigkeitsordnung angestrebt. Einerseits sollen die Verantwortungen deutlicher sichtbar werden, andererseits sollen Bund und Kantone etwas mehr Spielraum zugestanden erhalten. Die Kantone sollen nicht einseitig belastet werden – auch das haben die Sprecher der Kommission zu Recht gesagt –, sondern eben auch von Verpflichtungen befreit werden, die richtigerweise vom Bund allein zu erfüllen sind.

Unter dem Gesichtspunkt der Wirtschaftlichkeit der Aufgabenerfüllung geht es darum, unnötige Verflechtungen und damit auch unnötige Kontrollen und Vorschriften abzubauen, das System der finanziellen Beziehungen zwischen Bund und Kantonen zu vereinfachen, zu entbürokratisieren. Dadurch kann Aufwand vermieden und das Kostenbewusst-

sein nach dem Grundsatz der Übereinstimmung von Aufgaben- und Finanzierungszuständigkeit gefördert werden.

All das dient meines Erachtens der Leistungsfähigkeit des Staates und hat mit Leistungsabbau nicht das mindeste zu tun. Im Gegenteil: Das Ganze bringt einen Rationalisierungseffekt, und die Rationalisierung führt zu einer Leistungssteigerung. Das scheint mir ein sehr wesentlicher Gesichtspunkt zu sein.

Der Bundesrat will nicht, dass die Kantone letztlich nur noch für den Vollzug von Bundesrecht zuständig sind, so wichtig diese Aufgabe auch sein mag. Unsere Kantone sollen nicht zu französischen Departementen werden, sonst sind wir kein Bundesstaat mehr. Ebenso muss aber auch der Bund bestehende Aufgaben auf ihre Notwendigkeit und auf ihre Zuordnung hin überprüfen, wenn er sich eine minimale Fähigkeit bewahren will, auch neue Probleme anzupacken. Das ist ein Aspekt, der vom Parlament immer wieder geltend gemacht wird, vor allem im Zusammenhang mit dem Personalstopp. Hier wird ihm nun einmal Rechnung getragen. Ich bitte Sie, auch die Konsequenzen zu ziehen.

Es werden auch etwas mehr Bürgernähe und eine Herabsetzung der Regelungsdichte angestrebt. Die Aufgabenneuverteilung ist allerdings auch hier nur ein erster Schritt, und das Thema ist damit keineswegs erschöpft.

Obschon wir uns alle Föderalisten nennen, macht vielen ganz offensichtlich die Vorstellung, dass kantonale Zuständigkeiten wieder verstärkt werden sollen, gewaltige Mühe. Die Debatte hat es überdeutlich gezeigt.

Nach der Botschaft soll deshalb behutsam vorgegangen werden. Es sollen vor allem Aufgabenbereiche abgerundet werden, in denen die Kantone bereits tätig sind. Es erfolgt keine Rückkehr zum Nachwächterstaat. Der Bund stiehlt sich auch nicht aus seiner Verantwortung. Dies anhand der Vorschläge zu behaupten ist absurd. Nur ein kleiner Teil der Bundeszuständigkeiten ist von der Aufgabenteilung betroffen. Aber es geht darum, den Anfang zu machen, um den Gliedstaaten Aufgaben zu geben, die sie unter Berücksichtigung der lokalen und regionalen Bedürfnisse ebenso gut erfüllen können wie der Bund. Ich habe auch das Vertrauen – um das Wort wieder anzusprechen –, dass die Kantone es tun werden. Ich wende mich gegen die zahlreichen Misstrauensvoten an die Adresse der Kantone. Die Kantone verdienen sie nicht. Es gibt Leistungsbereitschaft in den Kantonen. Das ist keine blosse Vertrauensseligkeit, sondern praktisch-politische Erfahrung. Der Föderalismus ist auch nicht eine blosse Fiktion in diesem Lande, wie Frau Robert behauptet hat. Im übrigen ist Föderalismus auch nicht einfach eine Funktion der Wirtschaftslage, ein Element, das nur bei guter Wirtschaftslage zu spielen braucht und bei schlechterer Konjunkturlage einzumotten ist.

Die Aufgabenteilung ist Feinmechanik. Dazu zwei Hinweise: Erstens soll durch ein System von Übergangsfristen sichergestellt werden, dass die Kantone in bestimmten Bereichen genügend Zeit haben, sich auf die Übernahme der neuen Aufgaben vorzubereiten und nötigenfalls die gegenseitige Zusammenarbeit zu verbessern. Ich bitte Sie, diese Übergangsfristen zu beachten. Sie sind ein wichtiger Bestandteil der Vorlage.

Zweitens wird der Finanzausgleich – und das haben die Kommissionssprecher mit Recht unterstrichen – mit dem Kantonsanteil an der Wehrsteuer zugunsten der finanzschwachen Kantone ganz wesentlich verstärkt, damit auch sie in die Lage versetzt werden, die Aufgaben zu erfüllen. Das ist ein Akt der Solidarität der finanzstarken Kantone. Die finanzschwachen Kantone werden, wie Herr Nebiker das anhand von Zahlen gezeigt hat, in der Tat nur wenig zusätzlich belastet. Das müsste man Herrn Carobbio sagen, wenn er jetzt anwesend wäre.

Zum finanziellen Aspekt: Der schweizerische Föderalismus ist von gegenseitigen finanziellen Beziehungen so durchwirkt, dass jede Neuverteilung der Aufgaben zwangsläufig finanzielle Auswirkungen hat, und zwar je nach Kanton unterschiedliche. Dieses Problem ergibt sich aus der Verfilzung der Haushalte von Bund und Kantonen. Der Bundesrat

glaubt aber, dass er dem im Rahmen dieser Vorlage angemessenen Rechnung getragen hat.

Zum Saldo der Aufgabenteilung – in der Hoffnung, dass dieses Thema schon in der Eintretensdebatte erledigt werden kann: Nach der zweiten Verwerfung einer dauerhaften Bundesfinanzordnung im Mai 1979 sah sich der Bundesrat gezwungen, zusammen mit den Kantonsregierungen zu vereinbaren, dass die Aufgabenteilung in – wohlgemerkt – beiden Paketen zusammen den Bund maximal um 200 Millionen Franken entlaste. Durch die Aufhebung der Beiträge an private Zivilschutzräume im Rahmen der Sparmassnahmen 1980 ist der Bund ohne Mehrbelastung der Kantone bereits um 20 Millionen entlastet worden, so dass nun noch 180 Millionen übrigbleiben.

Trotz Änderungen an den einzelnen Vorlagen hinsichtlich der Übergangsfristen und trotz der unterschiedlichen Dynamik einzelner Aufgabengebiete wird auch beim zweiten Paket genau darauf geachtet werden, dass diese Grenze im Interesse von Bund und Kantonen eingehalten wird. Dieser Saldo und der Finanzausgleich sind ein Resultat, dem die Kantonsregierungen grundsätzlich zugestimmt haben. Es sollte daher nicht, wie das in der Kommission geschehen ist, später bei jedem Teilgebiet immer wieder einzeln gerechnet werden, wie stark ein Kanton belastet bzw. entlastet wird. Das Endresultat ist schlussendlich massgebend.

Noch ein Wort zur Grössenordnung der Lastenverschiebung in Ergänzung dessen, was die Kommissionssprecher bereits ausgeführt haben. Mir scheint das wichtig zu sein, damit man die Proportionen richtig sieht. Gemessen an den gesamten Transferzahlungen Bund/Kantone macht der Saldo der wechselseitigen Lastenverschiebung total etwa 4% aus, also ein Fünfundzwanzigstel. Gemessen an den Gesamtausgaben der Kantone macht er 0,6% aus, also sechs Tausendstel. Dabei ist – ich möchte das noch einmal sagen – zu berücksichtigen, dass die finanziell schwächeren Kantone durch den verbesserten Finanzausgleich eine wesentliche Unterstützung erhalten, dies in Form von frei verfügbaren Beiträgen anstelle von gebundenen.

Man kann also nicht ernsthaft behaupten, einzelne Kantone könnten ihre Aufgaben nicht mehr erfüllen. Ich möchte diese Zahlen der Weltuntergangsstimmung entgegenhalten, die Herr Braunschweig mit seiner Behauptung vom Sozialabbau verbreitet hat. Da stimmt nun ganz einfach der Massstab nicht mehr.

Und nun zum Konzept der ersten Massnahme. Für die Auswahl der verschiedenen Gebiete in der Botschaft war vor allem das Kriterium der sachlichen und politischen Dringlichkeit oder zumindest der politischen Machbarkeit massgebend. Ferner hat das Parlament im Zusammenhang mit dem Sparpaket 1980 den Bundesrat in den Übergangsbestimmungen verfassungsmässig damit beauftragt, den Weiterbestand der Kantonsanteile am Reingewinn der Alkoholverwaltung und am Reinertrag der Stempelsteuer im Zusammenhang mit der ersten Stufe der Aufgabenteilung neu zu prüfen, obschon diese beiden Dinge eigentlich nicht zur Aufgabenneuverteilung gehören. Das Parlament hat das aber so gewollt, und wir folgen daher diesem Auftrag. Der Ständerat hat beschlossen, auf diese rein finanzpolitische Frage nicht einzutreten, obschon die Verknüpfung mit der Aufgabenteilung, wie erwähnt, durch das Parlament erfolgte. Es ist ein eher unlogischer Beschluss, und Ihre Kommission ist denn richtigerweise auch auf diese Frage eingetreten.

In engem Zusammenhang mit den hier vorgeschlagenen Massnahmen stehen noch drei weitere Geschäfte, die ich kurz erwähnen möchte. Vorab zu nennen ist die Teilrevision der Krankenversicherung. Es wird dort vorgeschlagen, die Kantone an der Krankenversicherung stärker zu beteiligen. Dadurch ist es umgekehrt möglich, die Kantone bei der Finanzierung der AHV zu entlasten. Diese beiden Vorlagen sind eng miteinander verbunden und so abgesichert, dass sie nur gemeinsam oder gar nicht in Kraft treten können. Die Verwirklichung nur eines dieser beiden Vorschläge wäre entweder für die Kantone oder für den Bund nicht zumutbar. Die finanziellen Auswirkungen bei der Krankenversicherung

werden im ersten Paket Aufgabenteilung massgebend mitberücksichtigt. Dabei geht es weder gegen die AHV noch gegen die Krankenversicherung, wie behauptet wurde – das istbarer Unsinn –, sondern es geht um die Entflechtung entgegenlaufender Finanzströme. Das ist der Zweck dieser Übung.

Ferner ist auf das neue Jagdrecht hinzuweisen. Ein neues, stark föderalistisches Gesetz ist Ihnen unterbreitet worden. Schliesslich wird die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen im Bereiche des Hauswirtschaftsunterrichtes als Teil des ersten Paketes auf Verordnungsebene geändert werden.

Eine Bemerkung zum Rückweisungsantrag von Herrn Braunschweig (ich habe immer noch keine neuen Anträge erhalten und halte mich daher an die alten). Herr Braunschweig möchte mit seinem Rückweisungsantrag unter anderem die Schaffung von Rahmengesetzen verbinden und die Kantone auf gewisse Mindestleistungen verpflichten. Sehen Sie, Herr Braunschweig, genau das wollen wir eben nicht generell, weil sich das gegen eine Stärkung des Föderalismus richtet. Das ist das Gegenteil von Föderalismus. Wir wollen den Kantonen nicht die Hände binden und sie dann nachher noch zahlen lassen. Wir wollen Aufgabenzuständigkeit und Finanzzuständigkeit besser in Übereinstimmung bringen und damit die Selbständigkeit der Kantone wieder etwas anheben. Wir wollen auch das Kostenbewusstsein bei der Erfüllung staatlicher Aufgaben stärken. Es geht auch, wie Frau Blunschy und Herr Künzi betont haben, nicht darum, dass bestimmte Aufgaben nun nicht mehr erfüllt werden, sondern es geht darum, dass sie besser und rationeller verteilt werden. Das führt meines Erachtens im Endergebnis – ich möchte das noch einmal sagen – zu besseren staatlichen Leistungen.

Abschliessend möchte ich Ihnen noch einmal die Grundsätzliche, fünf Leitideen, in Erinnerung rufen: Erstens die Verstärkung der Verantwortung der Kantone. Zweitens die Entflechtung gewisser Beziehungen Bund/Kantone. Drittens – damit verbunden – die Vereinfachung der Verwaltung mit der Folge einer Rationalisierung und viertens – wiederum damit verbunden – die Erhöhung der Leistungsfähigkeit des Staates. Fünftens das Vertrauen in unsere Gliedstaaten, dass sie ihre Aufgaben erfüllen.

Ich bitte Sie, diese Grundsätze auch bei den einzelnen Vorlagen nicht zu vergessen und nicht dem Prinzip der Opportunität zu opfern; denn sonst bleibt der Föderalismus wirklich Lippenbekenntnis.

Ich ersuche Sie um Eintreten und Ablehnung der Rückweisungsanträge.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Braunschweig/Carobbio
(Rückweisung)

51 Stimmen
120 Stimmen

Dagegen

A

**Straf- und Massnahmenvollzug
Bundesgesetz über die Leistungen des Bundes für den
Straf- und Massnahmenvollzug**

**Exécution des peines et des mesures
Loi fédérale sur les prestations de la Confédération dans
le domaine de l'exécution des peines et des mesures**

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Pitteloud

Nichteintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Proposition Pitteloud

Ne pas entrer en matière

M. Kohler Raoul, rapporteur: L'exécution des peines et des mesures pénales incombe, selon l'article 64^{bis} de la constitution fédérale, aux cantons. La Confédération peut, selon le troisième alinéa de cet article, allouer aux cantons des subventions pour la construction d'établissements pénitentiaires et pour les réformes à réaliser dans l'exécution des peines. Cette disposition constitutionnelle a été concrétisée par la loi du 6 octobre 1966 sur les subventions fédérales aux établissements pénitentiaires et par l'ordonnance y relative.

En vertu de ces actes législatifs, la Confédération alloue actuellement des subsides pour la construction et l'agrandissement des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation, pour l'exploitation des maisons d'éducation pour enfants et adolescents ainsi que celle des établissements d'éducation au travail et pour la formation et le perfectionnement professionnels des personnes préposées à l'exécution des peines et des mesures pénales.

Le Conseil fédéral propose de supprimer les subsides fédéraux d'exploitation et de formation, mais de maintenir, par contre, les subventions à la construction et d'accorder de nouveaux subsides pour les projets pilotes pendant des périodes limitées. Cela revient à ne plus participer au financement de l'exécution ordinaire des peines et mesures et à financer uniquement les projets novateurs. Le Conseil fédéral fonde son intention de supprimer les subsides d'exploitation sur le fait que, tant l'exécution des peines que les mesures de rééducation des jeunes relèvent fondamentalement de la compétence des cantons. Une redistribution rationnelle des tâches implique donc que la Confédération ne finance plus ces tâches, mais aussi qu'elle renonce à prescrire des obligations aux cantons quant à la tenue des établissements. La suppression des subsides de formation du personnel pénitentiaire s'inspire du même point de vue. Dans cette optique, la Confédération ne devrait plus participer à la couverture des frais du Centre suisse de formation du personnel pénitentiaire. Le Conseil fédéral se fonde ici non seulement sur la compétence cantonale en matière d'exécution des peines, mais aussi dans les domaines de l'enseignement, de la santé et de la prévoyance.

Votre commission s'est largement ralliée aux propositions du Conseil fédéral, déjà approuvées par le Conseil des Etats. Elle a repoussé une proposition de non-entrée en matière par 17 voix contre 9; elle a adopté la décision A, au vote d'ensemble, par 15 voix contre 7. Elle vous proposera d'ailleurs, lors du débat de détail, diverses modifications s'écartant des décisions du Conseil des Etats. Outre les arguments de principe touchant à la répartition des tâches, abondamment discutés lors du débat d'entrée en matière. La commission a acquis la conviction que l'exécution des peines et mesures est précisément un des domaines où les cantons sont beaucoup plus proches des réalités que ne l'est la Confédération. Elle attend des cantons, plus particulièrement en Suisse alémanique, qu'ils fassent preuve de solidarité et qu'ils se montrent prêts à une meilleure collaboration. Les récentes propositions d'une commission formée des chefs des départements cantonaux de justice et police (la Commission Schlegel), en vue d'une entente administrative, autorisent un certain optimisme, même s'il se révèle impossible de parvenir à un véritable concordat sur les établissements pour jeunes en Suisse alémanique.

La majorité de notre commission pense que la suppression des subsides fédéraux d'exploitation et de formation ne conduira pas à une diminution des services pouvant nuire aux jeunes et aux délinquants; d'autant que la majorité de la commission vous propose de prolonger le délai transitoire jusqu'à fin 1989, c'est-à-dire trois ans de plus que ne l'a décidé le Conseil des Etats. On accorderait ainsi suffisamment de temps aux cantons pour se préparer à leurs nouvelles tâches.

Nebiker, Berichterstatter: Gemäss Artikel 64bis der Bundesverfassung ist der Straf- und Massnahmenvollzug Aufgabe der Kantone. Nach Absatz 3 dieses Artikels ist der Bund befugt, den Kantonen zur Errichtung von Anstalten und für

die Verbesserungen im Strafvollzug Beiträge zu gewähren. Im Bundesgesetz vom 6. Oktober 1966 über Bundesbeiträge an Strafvollzugs- und Erziehungsanstalten werden diese Beiträge geregelt. Heute gewährt der Bund Beiträge an die Errichtung und den Ausbau von Strafvollzugsanstalten und Erziehungsanstalten, an den Betrieb von Erziehungsheimen für Kinder und Jugendliche, von Arbeitererziehungsanstalten für junge Erwachsene und an die Aus- und Weiterbildung der im Straf- und Massnahmenvollzug tätigen Personen.

Die Anträge im Rahmen der Aufgabenteilung: Der Bundesrat und mit ihm die Kommissionsmehrheit schlagen vor, auf die Betriebs- und Ausbildungsbeiträge des Bundes zu verzichten. Die Baubeiträge sowie zeitlich befristete Beiträge an Modellversuche sollten hingegen weiterhin gewährt werden. Damit wäre der Bund nicht mehr an den laufenden Aufgaben des Straf- und Massnahmenvollzugs beteiligt, sondern würde sich auf die Beiträge an den Bau und Ausbau von Anstalten beschränken. Damit wird eine administrative Vereinfachung angestrebt, denn beim Betrieb muss jährlich immer wieder neu abgerechnet und kalkuliert werden, während es sich beim Ausbau und beim Bau von Anlagen um einmalige Aufgaben handelt.

Die Aufhebung der Betriebsbeiträge entspricht dem Prinzip der Aufgabenteilung. Strafvollzug und namentlich alle Erziehungsmassnahmen – und als das kann ja Strafvollzug namentlich bei Jugendlichen beurteilt werden – gehören grundsätzlich in die Kompetenz der Kantone. Auch die Ausbildung des Strafvollzugspersonals ist eine kantonale Angelegenheit. Die Kantone stehen den Erziehungsfragen näher als der Bund.

Diese grundsätzliche Auffassung, die Anwendung des Prinzips der Aufgabenteilung, hat bei den Kommissionsberatungen überwogen. Mit 17 zu 9 Stimmen wurde ein Nichteintretensantrag abgelehnt, und schliesslich wurde dem Beschluss A in der Gesamtabstimmung mit 15 zu 7 Stimmen zugestimmt. Allerdings ergaben sich verschiedene Änderungen gegenüber den Beschlüssen des Ständerates, auf die in der Detailberatung zurückzukommen sein wird.

Von der Kommissionsminderheit, die nicht eintreten oder die Betriebsbeiträge weiterführen wollte, wurde namentlich befürchtet, dass mit dem Wegfallen der Bundesbeiträge ein Leistungsabbau entstehe; und dies ausgerechnet in einem sehr komplexen Bereich, in dem trotz Bundesbeiträgen nicht alles zum besten gestellt sei. Im weiteren werde eine dringend notwendige Koordination unter den Kantonen erschwert. Die Betreuung von straffälligen und erziehungsschwierigen Jugendlichen sei ein Bereich, der im Interesse der ganzen Gesellschaft ausgebaut und verbessert werden sollte.

Die Mehrheit der Kommission ist aber nach eingehenden Befragungen zum Schluss gekommen, dass man den Kantonen durchaus volle Verantwortung für den Strafvollzug und die Erziehungsmassnahmen bei Jugendlichen übertragen darf und soll. Es besteht Gewähr dafür, dass die Kantone ihre Massnahmen unter sich koordinieren.

Mit den vorgeschlagenen Änderungen des Beitragssystems beim Straf- und Massnahmenvollzug wird der Bund um rund 44 Millionen Franken pro Jahr entlastet. Man darf diesen Beitrag aber nicht isoliert betrachten, denn er gehört in das Gesamtpaket, wo die Gesamtentlastung des Bundes nur 99 Millionen Franken ausmacht. Die Kantone sind bereit, im Rahmen der Aufgabenteilung diese Belastung auf sich zu nehmen. Sie sind dazu in der Lage – namentlich auch die finanzschwächeren Kantone – dank des verstärkten Finanzausgleichs. Ein Leistungsabbau zu Lasten der gefährdeten Jugendlichen ist deshalb nach Auffassung der Kommissionsmehrheit nicht zu befürchten. Man erwartet allerdings, dass die Deutschschweizer Kantone, dem Beispiel der Westschweiz folgend, die hier vorbildlich sind, ihre Zusammenarbeit verstärken. Konkrete Ansätze hierzu sind vorhanden. Damit sichergestellt ist, dass die Kantone die Weiterführung der Jugendheime auch ohne Betriebsbeiträge des Bundes gewährleisten können, beantragt die Kommissionsmehrheit zudem, die Übergangsfrist für die Gewährung von Beiträgen um drei Jahre, bis Ende 1989, zu verlängern. Im Namen der

Kommissionsmehrheit beantrage ich Ihnen Eintreten auf den Beschluss A, der bedeutet, dass die Baubeiträge des Bundes an Jugendheime im Straf- und Massnahmenvollzug beibehalten werden sollen. Hingegen werden die Betriebsbeiträge an die Heime und die Beiträge an das Ausbildungspersonal künftig ausschliesslich von den Kantonen zu tragen sein. Die kantonalen Behörden stehen näher an den Jugend- und Erziehungsproblemen, weshalb Gewähr geboten wird, dass die Jugendlichen nicht unter der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen zu leiden haben.

Ich beantrage Ihnen Eintreten und Ablehnung des Nichteintretensantrages Pitteloud.

Mme Pitteloud: Le code pénal suisse qui est entré en vigueur en 1942 contenait une idée fondamentale et nouvelle à l'époque, à savoir que l'on devait dorénavant éviter de placer des jeunes de moins de 18 ans dans des établissements de détention pour adultes. Ainsi fut donc décidée dès 1944, sous l'impulsion de la Conférence des directeurs de justice et de police, la création d'établissements pour adolescents particulièrement difficiles. Cette décision se fondait sur un article particulier sur les subventions qui avait été introduit dans le code pénal conformément à l'article 64^{bis} de la constitution fédérale, qui prévoit, comme le rapporteur de la commission vous l'a dit, que la Confédération peut allouer aux cantons des subventions pour la construction d'établissements pénitentiaires, de maisons de travail et de correction, ainsi que pour la réalisation de réformes dans le domaine de l'exécution des peines. Elle s'appuyait aussi sur plusieurs articles du nouveau code pénal qui confiaient à la Confédération la haute surveillance de l'exécution de cette loi.

L'expérience pratique a démontré que la formule consacrée «les cantons veillent à...» ne suffit pas à obtenir la réalisation de l'esprit et de la lettre de la loi. Trente ans plus tard, en 1971, dans le cadre de la révision partielle du code pénal, on créa, du moins nominalement, deux nouvelles sortes d'établissements, les maisons de thérapie et les maisons de rééducation, qui devaient remplacer les nécessaires établissements pour jeunes difficiles qui n'avaient jamais été réalisés. C'est le but du fameux article 93^{ter} du code pénal.

Fort de l'expérience passée – on avait beaucoup projeté mais peu réalisé – la Confédération accorda aux cantons un délai de dix ans pour la réalisation de ces établissements. Or, vous le savez comme moi, en novembre 1983, le Conseil fédéral a demandé et obtenu de ce conseil une prolongation de deux ans de ce délai. Nous avons combattu cette prolongation, car cela aurait signifié accepter aujourd'hui ce que le législateur de 1942 voulait éviter il y a quarante ans, soit de placer, faute de places, des adolescents en établissements de détention, même pour des délais courts. A-t-on vraiment cru à ce moment-là qu'un miracle allait se produire pendant ces deux ans alors qu'il ne s'était pas produit en quarante ans? Croit-on vraiment qu'il va se produire avec la nouvelle répartition des tâches?

La politique en matière d'exécution de mesures et de peines frappant des adolescents n'est certes pas un exemple probant de la volonté politique des cantons d'exécuter leurs tâches et d'exercer leurs compétences, pas plus d'ailleurs de la volonté de ces mêmes cantons de collaborer dans leur fédéralisme. Pourtant, depuis 1942, les praticiens se sont efforcés de définir un plan d'exécution et d'application des mesures prévues à l'égard des adolescents qui corresponde à la situation de ce pays. Cela ne leur a souvent pas été possible, en raison des structures fédéralistes et des moyens très divers des cantons. Récemment, on n'a pas pu élaborer un concordat intercantonal alémanique dans le domaine de l'exécution des peines et mesures à l'égard des adolescents, alors même que le message du Conseil fédéral table sur l'existence de ce concordat pour proposer la suppression des subventions d'exploitation accordées aux établissements d'éducation pour enfants et adolescents et aux maisons d'éducation au travail.

Pour notre part, nous estimons que le Conseil fédéral ne

peut se contenter de fixer abstraitement les principes de l'ordre légal sans en assumer aussi en partie les conséquences ni en surveiller l'application. L'Office fédéral de la justice est la seule instance qui, jusqu'à ce jour, a coordonné et donné une impulsion à une politique en matière d'exécution de mesures en faveur des jeunes. Il a contribué, par les subventions qu'il a versées, à améliorer la qualité des prestations des institutions qui se sont équipées pour répondre aux exigences fédérales: conception architecturale, formation du personnel éducatif, spécialisation en fonction d'un travail auprès d'enfants et d'adolescents de plus en plus difficiles. Il n'est pas concevable que la Confédération abandonne aujourd'hui ses responsabilités dans ce domaine car cela aurait entre autres pour conséquence: la renonciation à une vision globale en matière de politique sociale et de prévention de la délinquance.

La dimension des problèmes apparus ces dernières années – je pense ici notamment à la drogue, à la criminalité de très jeunes individus – justifie une action et une réflexion qui dépassent largement les frontières cantonales. Cela signifierait une diminution de la qualité des prestations fournies et, à long terme, l'augmentation de la délinquance et par conséquent celle des frais de l'administration carcérale. Cela signifierait aussi une disparité encore plus grande d'un canton à l'autre dans l'exécution des peines.

En ce qui concerne l'abandon des efforts d'unification entrepris au niveau de la formation professionnelle des travailleurs sociaux, le message signale que l'on aurait pu intégrer cette formation spécialisée à tout le reste du secteur de la formation professionnelle, qui est réglé principalement par le droit fédéral. Y a-t-il vraiment une différence entre un adolescent en difficulté bernois et un autre venant du canton de Zoug? Si oui, pourquoi admet-on qu'il soit placé dans un autre canton et, si tel n'est pas le cas, pourquoi ne pas unifier la formation de ceux qui vont devoir s'en occuper? Enfin, abandonner ces prestations signifierait une augmentation des prix de pension alors que c'est justement dans ce sens qu'une évolution défavorable se manifeste et que, d'ores et déjà, certains cantons, arguant de leur mauvaise situation financière, diminuent le taux de leurs contributions aux foyers privés et publics – nous en avons des exemples récents dans le canton de Vaud – ce qui aboutit à la fermeture de certaines maisons ou de certaines unités.

C'est sur la base de faits objectifs et non sur des déclarations d'intention que nous vous proposons de ne pas entrer en matière sur ce premier arrêté.

Schüle: Hier im Straf- und Massnahmenvollzug haben wir bereits den ersten Prüfstein: Haben wir wirklich das Vertrauen in die Kantone, dass sie ihren Aufgaben nachkommen? Unsere Fraktion sagt klar ja dazu, auch jetzt an erster Stelle zu diesem Verzicht auf die Betriebsbeiträge des Bundes. Hier geht es um eine kleine Minderheit von etwa 4000 Jugendlichen, also nicht um zwei Millionen Mieter, nicht um über eine Million AHV-Bezüger und nicht um eine Million Schüler und Studenten; nur eine kleine Minderheit, für die sich nach dem neuen Konzept der SP nicht einmal eine Abstimmung unter Namensaufruf lohnt. Das zeigt uns doch, was wir von dieser neuen Politik zu halten haben. Wir sehen von der FdP aus in dieser Aufgabe eine grössere Herausforderung der Kantone, diese 160 Justizheime weiterzuführen und zu koordinieren als bei der Wohnbauförderung, den Stipendien und der AHV. Der Strafvollzug ist aber klar eine Aufgabe der Kantone, ist er doch mit der Problemstellung der Bereiche Erziehung und Fürsorge eng verflochten. Wenn gesagt wird, die Kantone würden in Zukunft diese Aufgabe nicht lösen, weil eben heute schon Schwierigkeiten bestünden, so ist das nicht stichhaltig. Es ist darauf zu antworten, dass heute der Bund mit seinen Bau- und Betriebsbeiträgen an dieser Aufgabe beteiligt ist, ohne dass es deshalb optimal funktioniert. Andererseits ist der Erwachsenenstrafvollzug heute problemlos, obwohl die Kantone diesen Aufgabenbereich über die drei bestehenden Konkordate völlig allein lösen.

Wir haben in der Kommission Regierungsrat Krähenbühl

von Bern angehört. Er hat dazu ausgeführt: «Im Erwachsenenstrafvollzug ist die interkantonale Zusammenarbeit sehr gut und unbürokratisch.» Also dort, wo sich der Bund aus einer Aufgabe heraushält, funktioniert es gut. Diese Situation muss uns zu denken geben: Wo der Bund dabei ist, klappt es nicht, wo die Kantone selbständig handeln, läuft es problemlos und unbürokratisch. Darum ist es ein Fehlschluss zu sagen, die Situation verschlechtere sich notwendigerweise, wenn sich der Bund aus einer Aufgabe zurückziehe. Die heutige Situation spricht eher für das Gegenteil. Ich möchte dies auch belegen mit einem Zitat von der Stiftung für eidgenössische Zusammenarbeit. Sie hat im Juli 1983 in der Zusammenfassung der Ergebnisse einer Umfrage über die Aufgabenteilung bei allen Kantonen (bis auf zwei haben alle geantwortet) im Abschnitt «Straf- und Massnahmenvollzug» geschrieben: «Alle Kantone bringen zum Ausdruck, dass der Übernahme zusätzlicher Lasten, die aus der Abschaffung dieser Bundessubventionen resultieren, kaum politische Hindernisse im Wege stehen dürften.» Bei den Begründungen wird dann an erster Stelle erwähnt, dass eben die Ausgaben für die soziale Wiedereingliederung in den kantonalen Parlamenten generell nicht bestritten seien. Dies zeigt, dass der Wille bei den Kantonen vorhanden ist, diese Aufgabe zu lösen. Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg.

Heute behelfen sich die Deutschschweizer Kantone mit Verwaltungsvereinbarungen. In der Westschweiz ist eine Heimvereinbarung abgeschlossen worden, und sie scheint gut zu funktionieren. Auch in der Deutschschweiz wird man einen neuen Anlauf zu einem Konkordat nehmen müssen. Wir haben diesem Anliegen Rechnung getragen, indem die Kommission die Frist erstreckt hat, während der die Betriebsbeiträge noch weiter gewährt werden sollen. Gegenüber dem Bundesrat haben wir diese Frist um vier Jahre, bis Ende 1989, ausgedehnt; die Kantone haben also Gelegenheit, sich in dieser Zeit zu einem Konkordat zu finden. Unsere Fraktion ist überzeugt, dass eine tragfähige Lösung in dieser Zeitspanne gefunden werden kann.

In der Kommission ist vor allem noch eine Alternative zur Diskussion gestellt worden, nämlich der Vorschlag, nur noch reduzierte Betriebsbeiträge auszurichten. Zu diesem Vorschlag ist zu sagen, dass wir ausgerechnet den Grundgedanken der Aufgabenneuverteilung preisgeben würden. Wir wollen ja klare Verantwortungen schaffen, die deckungsgleich sind mit den finanziellen Verpflichtungen. Wenn wir nur die Betriebsbeiträge reduzieren, aber die Baubeiträge weiterführen, dann machen wir aus dem ganzen eine rein finanzpolitische Aufgabenteilung. Wir müssen aber den staatspolitischen Aspekt im Auge behalten.

Die Kantone sind nicht weniger sozial als der Bund, wenn sie eigenständig handeln müssen. Darum beantrage ich Ihnen namens unserer Fraktion, einzutreten und der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Le président: Le groupe démocrate-chrétien appuiera l'entrée en matière, mais soutiendra les propositions de minorité au chapitre 2^{bis}. Le groupe libéral soutiendra également l'entrée en matière.

Martignoni: Mit der ersten Vorlage zum Straf- und Massnahmenvollzug treten wir voll in die Problematik der Realitäten ein. Der Auftrag des Parlamentes in der Form der Motion Binder, der vor zehn Jahren erteilt wurde, zielte auf erste Lösungsvorschläge, um eine Neuverteilung der Staatsaufgaben zwischen Bund, Kantonen und Gemeinden auszuarbeiten. In der Entstehungsphase des Vorlagenpaketes wurde dabei häufig auch von einer Aufgabenteilungsphilosophie gesprochen. Diese Philosophie geht von der Grundmaxime aus, dass einerseits die Kompetenzen und damit die Verantwortung zwischen Bund und Kantonen wieder klarer abzugrenzen seien und dass andererseits die ganze Übung saldoneutral zu erfolgen habe.

Wir wissen, sind diese Maximen nicht voll realisiert. So enthält das erste Paket gewisse Korrekturen einer gewaltigen Umlagerung beim direkten und indirekten Finanzaus-

gleich mit dem Hauptgewicht einer Entlastung der Bundeskasse.

Nun wäre es einfach falsch, den Bundesrat quasi der gesetzgeberischen Geschäftigkeit ohne Resultate zu bezichtigen, wie dies Herr Kollega Schmid in der Eintretensdebatte getan hat. Nicht wahr, Herr Schmid, auch wenn der Genus vielleicht nicht stimmt: das Parlament hat doch eigentlich dem Bundesrat einen Auftrag erteilt. Das Parlament hat das Kind der Aufgabenteilung gezeugt. Der Bundesrat hat dann dieses Kind ausgetragen und zur Welt gebracht, und es wäre, glaube ich, jetzt nicht richtig, wenn das gleiche Parlament beim Taufakt nicht dabei sein würde, nur weil ihm das Aussehen dieses Kindes nicht gefällt.

In diese Zusammenhänge sind die Vorschläge über die Neuregelungen der Bundesleistungen für den Straf- und Massnahmenvollzug zu stellen.

Es ist davon auszugehen, dass der Massnahmenvollzug bei Kindern und Jugendlichen letztlich auch die Erziehung betrifft. Dies ist eine ganz klare Aufgabe der Kantone. Wenn heute einiges noch nicht befriedigt, dann ist das ein Ungenügen einiger Kantone. Diese Unzulänglichkeiten, welche aber nicht an die Wurzeln gehen, liessen sich offensichtlich auch mit Bundesmitteln und Bundeskontrollen nicht ausmerzen.

Die SVP-Fraktion verkennt nicht die Schwierigkeiten mit der Struktur der 46 staatlichen und der 116 privaten Heime, die mit grossem Einsatz eine wertvolle Aufgabe für rund 4500 Jugendliche erfüllen. Baubeiträge sind deshalb auch von Bundesseite nach wie vor nötig.

In der Kommission wurde aber mit Recht auf die teilweise sehr hohen Betriebskosten hingewiesen. Über diese vorgesehene Aufhebung der Betriebskostenbeiträge wird ja jetzt die hauptsächliche Auseinandersetzung erfolgen. Diese Aufhebung soll nicht ohne gewisse Kompensation stattfinden, indem neue Beiträge für Modellversuche ausgerichtet werden. Wenn aber eine wirkliche Aufgabenteilung erfolgen soll, die diese Bezeichnung auch verdient, so sollte sich der Bund dann konsequenterweise von immer neuen und teureren Vollzugsvorschriften distanzieren. So wird in einem Bundesentwurf betreffend Erziehungsheime für besonders schwierige Jugendliche, datiert vom 11. Juli 1983, vorgeschlagen, dass das Zahlenverhältnis zwischen pädagogisch-therapeutischem Personal und der Zahl der betreuten Jugendlichen mindestens 1 zu 1 betragen soll. Hinzu kommt also noch das übrige Personal für Betrieb und Administration. Mit derartigen Vollzugsvorschriften verhindert der Bund, dass die Kantone effektiv von ihrer grösseren Verantwortung und Bewegungsfreiheit auch wirklich Gebrauch machen können. Damit wird aber ein *circulus vitiosus* eingeleitet. Weil die Kantone Höchstanforderungen nicht erfüllen können oder wollen, kommen viele Leute auf die Idee, der Bund müsse sich nun eben noch stärker einschalten.

Die SVP-Fraktion ist für Eintreten auf die Vorlage. Sie ist der Auffassung, dass die deutschsprachigen Kantone, wie es die welschen übrigens beweisen, durchaus in der Lage sind, die Betriebskosten in einem adäquaten Rahmen gemeinsam mitzutragen. Es müssen ihnen aber ausreichende Fristen zur Verfügung stehen, um eine Regelung zu treffen. Nachdem der Gedanke eines Konkordates vorläufig Schiffbruch erlitten hat, ist eine Verwaltungsvereinbarung anzustreben. Bericht und Entwurf für eine Heimvereinbarung unter den Kantonen liegen vor. Ansätze zu einer gemeinsamen Verständigung unter den Kantonen sind also vorhanden.

Die SVP-Fraktion will den Kantonen auf dem wichtigen Gebiet der Jugendmassnahmen nicht nur eine Chance geben, sondern sie einladen, diese Lösung zu finden. Sie anerkennt die sehr schwierige Aufgabe und den Einsatz von Heimleitungen und Personal und ist überzeugt, dass die Kantone auf ihrem ureigenen Gebiet sachgerecht handeln können. Die Mittel stehen zur Verfügung durch die Verstärkung des direkten Finanzausgleichs auch für finanzschwache und kleinere Kantone; deren Institutionen, wie Parlamente, Landsgemeinden und Gemeinden, werden die Verantwortung für schwierige Jugendliche wahrnehmen müssen.

Ich möchte Ihnen namens der Fraktion beantragen, auf die Vorlage einzutreten. Ich werde mich zu meinem Detailantrag noch in der Detailberatung äussern.

Ruf-Bern: Die Fraktion der NA und Vigilants empfiehlt Ihnen grundsätzlich Zustimmung zum vorliegenden Bundesgesetz über die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug. Es erscheint uns aus systematischen und ebenso aus formalen Gründen als richtig, mit der beabsichtigten Aufgabenteilung eine Totalrevision des bisherigen Erlasses zu verbinden. Den generellen Anliegen der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen, nämlich der Stärkung des Subsidiaritätsprinzips und der finanziellen Entlastung des Bundes, wird mit den vorgeschlagenen Massnahmen im Bereiche des Strafvollzuges Rechnung getragen. Zentrale Aufgaben, die im Interesse des Landes liegen, sollen sowohl bei der Kompetenzverteilung als auch bei der Finanzierung in den Bereich des Bundes gehören. Andererseits sind die Kantone im Sinne des Subsidiaritätsprinzips aus staatspolitischen Gründen zu stärken und zu verselbständigen.

Aus den Bestimmungen von Artikel 64bis der Bundesverfassung erhält der Bund die Kompetenz, im Bereiche des Strafrechts nicht bloss gesetzgeberisch tätig zu sein und Rechtsnormen zu erlassen, sondern auch finanzielle Unterstützung an den Vollzug des Strafrechts zu gewähren. Die modifizierte Beibehaltung der Baubeiträge ist deshalb im Sinne einer Hilfe an die Kantone zur Anwendung der eidgenössischen Gesetzgebung gerechtfertigt. Die bisher ausgerichteten Betriebsbeiträge an Erziehungsheime für Kinder und Jugendliche sowie an Arbeitserziehungsanstalten entsprechen allgemeinen Fürsorgemassnahmen, die in die Zuständigkeit der Kantone fallen; richtigerweise wird deshalb auf sie verzichtet. Analog kann den Kantonen übertragen werden, im Rahmen der ihnen zustehenden Aufgabengebiete des Unterrichtes, der Erziehung und der Gesundheit die Ausbildung des Strafvollzugspersonals selbst vollumfänglich zu übernehmen. Gesamthaft lassen sich damit geschlossene, klar abgegrenzte Aufgabenbereiche auf den verschiedenen Stufen erreichen.

Trotz dieser grundsätzlichen Zustimmung sind zum Zweckartikel des Gesetzes und – damit verbunden – zur vorgesehenen Möglichkeit der Beitragsgewährung an Modellversuche im Strafvollzug einige kritische Bemerkungen angebracht. Gemäss Botschaft sollen die Bundesleistungen im Baubereich insbesondere dazu beitragen, «... ungünstige Folgen des Freiheitsentzuges zu verhindern». Wir hoffen, dass mit Hilfe des neuen Gesetzes künftig nicht fragwürdigen Versuchen die Türen geöffnet werden, mit denen teilweise schon im Ausland schlechte Erfahrungen gemacht werden mussten. Sollte mit der Verhinderung sogenannt ungünstiger Folgen die Gewährung von allzu vielen Bequemlichkeiten in den Gefängnissen und Anstalten anvisiert werden, so entspräche dies keineswegs dem Sinn und Geist der Bundesverfassung, die in Artikel 64bis Absatz 3 von einer Verbesserung im Strafvollzug spricht. Jede Strafe hat nach anerkannten Strafrechtstheorien eine resozialisierende, eine präventive, aber auch eine repressive Wirkung. Verbesserungen in diesem vorgegebenen Rahmen sind sicherlich möglich. Denkbar und wünschenswert wären etwa vermehrte Bewachungseinrichtungen unter Verwendung elektronischer Hilfsmittel zur Reduzierung der steigenden Zahl von Ausbrüchen, damit unsere Anstalten, vor allem jene für Schwerverbrecher, sicherer werden und sich die entsprechenden Gefahren für die Bevölkerung vermindern. Unsere Anstalten dürfen nicht, wie im Volk zu Recht etwa befürchtet wird, zu Ferienlagern pervertiert, die Strafe darf keinesfalls in ihrem Charakter als Busse denaturiert werden. Wäre dies der Fall und könnte die «weiche Welle», auch «liberaler Strafvollzug» genannt, die leider schon heute in gewissen Anstalten ihren Niederschlag findet, sich weiter ausbreiten, so würde die Wirkung unseres Strafrechtes grundsätzlich in Frage gestellt. Dies entspräche unter keinen Umständen dem Willen der Mehrheit des Schweizervolkes.

Aus Gründen der Verhandlungsökonomie nehme ich gleichzeitig kurz zu den verschiedenen Differenzen bei einzelnen Artikeln Stellung. Unsere Fraktion unterstützt die Vorschläge der Kommissionsmehrheit mit folgenden Ausnahmen: Bei Artikel 4 Absatz 3 (es geht um die Höhe der Baubeiträge) stimmen wir der Minderheit zu aus der Überlegung, dass die finanzpolitische Zielsetzung der Vorlage nicht durch einen zu tiefen Grenzwert der Beitragsberechtigung verwässert werden darf. Aus analogen Gründen befürworten wir bei den Übergangsbestimmungen in Artikel 18 Litera c – übereinstimmend mit dem Ständerat und der Minderheit 1 – den 31. Dezember 1986 als letzten Zeitpunkt für die Gewährung der bisherigen Betriebsbeiträge. Die Kantone erhalten damit genügend Zeit, sich dem neuen Bundesrecht anzupassen und notwendige Massnahmen zu ergreifen. Es gibt keinen objektiv stichhaltigen Grund, die Leistungen des Bundes zu verlängern, wenn man schon eine Entflechtung herbeiführen will.

Wir hoffen auf eine Berücksichtigung unserer Überlegungen durch den Bundesrat im Rahmen der künftigen Anwendung des neuen Gesetzes und beantragen Ihnen, im Sinne der dargelegten Ausführungen zu entscheiden.

Dünki: Die LdU/EVP-Fraktion ist für Eintreten auf die zur Diskussion stehende Vorlage. Die Mehrheit wird aber beim Straf- und Massnahmenvollzug die von Herrn Weber-Arbon gestellten Minderheitsanträge in bezug auf die Justizheime unterstützen. Unsere Überlegungen sind folgende: Der Bund soll und darf sich nicht – wie von der Kommissionsmehrheit beantragt – in beträchtlichem Ausmass von denjenigen Aufgaben zurückziehen, die er wirkungsvoller und mit geringerem personellem und finanziellem Aufwand lösen kann. Insbesondere soll er nach wie vor private Institutionen fachtechnisch, finanziell und moralisch unterstützen, wenn diese durch ihre Tätigkeiten die öffentliche Hand in grossem Ausmass entlasten. Dies besonders dann, wenn sie ihre Betriebe schliessen müssten, sollten die Beiträge der öffentlichen Hand nicht mehr fließen.

Eine Kantonalisierung lehnen wir mehrheitlich ab, wenn sie bloss gefordert wird, weil das bisherige Zusammenwirken von Bund und Kantonen schlicht als zu teuer empfunden wird, ohne dass genau abgeklärt ist, ob eine Zuweisung anstehender Aufgaben an die einzelnen Kantone oder an Regionen nicht noch aufwendiger würde. Die Beteiligung des Bundes an den Justizheimen ist um so berechtigter, als es sich bei diesen in der Regel um Einrichtungen handelt, welche nicht nur den Bedürfnissen eines einzelnen Kantons dienen, sondern regional oder sogar überregional genutzt werden. Ohne Zweifel ist es so, dass Kantone, Gemeinden, aber auch private Trägerschaften die Einrichtung und den Ausbau von als notwendig erachteten Heimen eher in Angriff nehmen, wenn sie mit der fachkundigen Beratung und der finanziellen Unterstützung durch den Bund rechnen können. Abklärungen haben ergeben, dass durch den Verzicht oder durch einen gravierenden Abbau von Betriebsbeiträgen an die Erziehungseinrichtungen 111 privat geführte Heime gefährdet werden. Sie stellen immerhin 68,8 Prozent aller Heimplätze zur Verfügung. Sie sind gut belegt und arbeiten kostengünstiger als die öffentlich-rechtlichen Heime. Eine grosse Anzahl dieser Heime müsste zwangsläufig bei Wegfall der Bundesbeiträge eine Schliessung oder eine Umfunktionierung in Erwägung ziehen.

Die privaten Heime gefährden heisst aber auch eine recht ansehnliche personelle und materielle Substanz aufs Spiel setzen. Eine Substanz, bestehend aus Personal, Grundbesitz, Mobilien und Immobilien, die, weil die öffentlich-rechtlichen Heime für den gesamten Jugendmassnahmenvollzug doch nicht ausreichen, dann im Nachhinein mit zusätzlichen Steuergeldern wieder neu geschaffen werden müsste. Der Jugendmassnahmenvollzug ist nach wie vor auf eine Vielfalt von Heimen angewiesen. Das bisherige Verbundsystem ist sinnvoll und entlastet schlussendlich den gesamten Finanzhaushalt. Die Ausrichtung von Bundesbeiträgen garantiert die notwendige Koordination der Justizheime durch das Bundesamt für Justiz. Das ist besonders wichtig.

Ich votiere im Sinne des Antrages Weber-Arbon dafür, dass zumindest die Betriebsbeiträge an die Justizheime beibehalten werden, und zwar nach dem Grundsatz, dass es sich hier um eine Gemeinschaftsaufgabe von Bund und Kantonen handelt. Die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen im Bereich der Erziehungseinrichtungen darf nicht ein rein finanzpolitischer Akt sein. Sonst wird sie, auch wenn wir dies nicht wollen, vorwiegend auf Kosten der verwaorsten Kinder und Jugendlichen vorgenommen. Ich ersuche Sie deshalb, die Minderheitsanträge zu unterstützen.

M. Darbellay: Je voterai l'entrée en matière en ce qui concerne la loi fédérale relative à l'exécution des peines. Je pense, cependant, qu'il faut admettre seulement ce qui est raisonnable et mon souci essentiel est le problème de la délinquance juvénile. Durant ce dernier demi-siècle, un pas important a été fait dans le sens de la prise en charge des jeunes. On a constaté que la prison était bien loin d'être une solution, bien loin d'être la panacée. On a, avec l'aide de la Confédération, créé de bons instruments de travail et de prise en charge. Il a fallu pour cela un environnement et un équipement de qualité mais dès que l'on parle de qualité, il faut aussi parler prix.

Le code pénal lui-même a prévu un certain nombre d'institutions par paliers; c'est ainsi que les cantons doivent créer des institutions d'éducation, d'éducation au travail, de thérapie et de rééducation. On vient de le rappeler, ils avaient jusqu'au 31 décembre 1983 pour exécuter ces tâches. Tout n'a pu être fait faute de moyens, faute aussi – il faut bien le dire – parfois de coordination, et c'est ainsi que l'année dernière nous avons prorogé ce délai pour l'établir au 31 décembre 1985. Mais soyons sans illusions; pendant ce temps, il ne se fait pas grand'chose. Je dirais que les cantons sont «dans l'expectative», même plus dans l'impasse. Ils ne sont pas prêts à s'engager sans savoir si la Confédération va continuer ou non à apporter ses subsides, et qu'en sera-t-il demain? Le problème risque d'être plus grave encore. La collaboration intercantonale risque donc – excusez l'expression – d'«en prendre un sacré coup». On a vu ce qui s'est passé jusqu'à maintenant en Suisse alémanique et l'on sait que pas davantage en Suisse alémanique qu'en Suisse romande, on est équipé d'une manière suffisante dans ce domaine-là. Par conséquent, on risque très sérieusement de revenir à la case de départ, de mettre en péril une collaboration bienvenue entre la Confédération et les cantons et entre les cantons eux-mêmes. Je pense qu'il est important que la Confédération ne se désengage pas au point où elle en est, mais qu'elle continue à porter le souci d'une bonne prise en charge de la jeunesse en difficulté. Si je puis me déclarer d'accord avec une diminution de la participation de la Confédération, en ce qui concerne les investissements, spécialement les subsides de peu d'importance, je pense, par contre, qu'il est primordial que la Confédération reste engagée en ce qui concerne l'exécution des peines des jeunes et en ce qui concerne la formation du personnel adéquat. C'est pourquoi je voterai aussi au chapitre 2^{bis} les propositions de minorité ayant trait à ces problèmes.

Präsident: Die Fraktion der PdA/PSA/POCH teilt mit, dass sie sich diesem Bundesbeschluss widersetzt, das Wort aber nicht verlangt.

M. Kohler Raoul, rapporteur: Dans le développement de sa proposition de non-entrée en matière, Mme Pitteloud a exprimé la crainte de voir la qualité des services diminuer, alors que la nécessité d'offrir des traitements spécialisés augmente. C'est pourquoi elle exige, et avec elle aussi M. Darbellay en particulier, le maintien des subsides fédéraux d'exploitation aux foyers pour adolescents. Elle doute de la volonté des cantons d'assumer pleinement les devoirs qui relèvent de la répartition des tâches dans le domaine de l'exécution des peines; elle doute aussi de leur volonté de

coopérer. Elle estime, en outre, que l'influence de l'Office fédéral de la justice sur les cantons doit être maintenue. Ces arguments ont été abondamment discutés en séance de commission. La majorité de la commission estime que les cantons seront à même de reprendre ces tâches abandonnées par la Confédération, étant donné que la redistribution des tâches les déchargera considérablement par ailleurs. Et cela est valable aussi pour les cantons à faible capacité financière, puisque la péréquation financière entre cantons doit être sensiblement améliorée par ce premier train de mesures.

La majorité de la commission pense qu'il n'y a pas lieu de craindre une diminution des services, néfaste aux jeunes en proie à des difficultés. La commission espère en outre que les cantons alémaniques suivront l'exemple romand et qu'ils renforceront leur collaboration. On observe déjà des efforts dans ce sens au sein de la Conférence des directeurs cantonaux de justice et police. Si la responsabilité entière en ce domaine doit être assumée par les cantons, on peut attendre d'eux qu'ils fassent preuve d'une plus grande initiative que cela n'a été le cas jusqu'à présent. Une majorité des membres de la commission a d'ailleurs déjà tenu compte des inquiétudes formulées, en prolongeant le délai transitoire pour l'octroi des subsides fédéraux, de trois ans par rapport à la décision du Conseil des Etats. L'échéance est ainsi reportée à fin 1989, ce qui devrait permettre aux cantons de se préparer à exploiter les foyers pour adolescents sans subsides fédéraux.

La commission arrive aux conclusions suivantes: les subsides fédéraux à la construction seront maintenus. Par contre, l'exploitation des foyers et la formation du personnel seront à l'avenir exclusivement réglées et financées par les cantons. Ceux-ci sont en effet mieux placés pour exécuter ces tâches courantes et c'est avec raison que l'on peut compter sur leur capacité d'assumer les tâches qui leur sont confiées. Nous sommes persuadés que les jeunes concernés n'auront pas à pâtir de la redistribution des tâches entre la Confédération et les cantons. Au nom de la commission, je vous invite à entrer en matière sur la révision de la loi sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures et de repousser la proposition de non-entrée en matière de Mme Pitteloud.

Nebiker, Berichterstatter: Ich beantrage Ihnen im Namen der Kommission, den Nichteintretensantrag von Madame Pitteloud abzulehnen. Nachdem wir in der generellen Eintretensdebatte das Problem Aufgabenteilung theoretisch behandeln konnten, wird es jetzt konkreter und damit auch härter. Aber ich möchte darauf hinweisen, dass Aufgabenteilung nach Sachbereichen erfolgen soll. Der Bund erhält bestimmte Aufgaben, und zwar die Aufgabe, etwas von A bis Z durchzuführen, und die Kantone erhalten bestimmte Aufgaben, die auch von Anfang bis Ende durchzuführen sind. Zu den kantonalen Aufgaben gehören in erster Linie Erziehung und Ausbildung, aber auch Strafvollzug, Strafbeurteilung in den ersten Instanzen und Strafverfolgung. Also alle Massnahmen, die mit dem Strafvollzug und mit der Erziehung und mit der Strafverfolgung usw. zusammenhängen, gehören in den kantonalen Bereich. Das ist nicht eine Flucht des Bundes aus diesen Aufgaben, sondern das ist eine sachliche Unterscheidung grundverschiedener Aufgaben. Es gibt also mehrere Gründe, die Betriebsbeiträge an die Jugendheime für Straf- und Massnahmenvollzug aufzuheben. Ein echtes Problem besteht allerdings unter den Kantonen in bezug auf die Koordination. Diese hat trotz den Bundesbeiträgen bisher in ungenügendem Masse stattgefunden; dazu muss man sich bekennen. Die Kantone sind nun dazu aufgerufen, diese Koordination besser zu realisieren. Aber dazu haben die Bundesbeiträge, wie das Beispiel zeigt, nichts beigetragen.

Ein Leistungsabbau in diesem heiklen Bereich des Straf- und Massnahmenvollzugs bei Jugendlichen ist nicht zu befürchten. Die Erziehung der nichtstraffälligen Jugend oder die Betreuung der Jugend mit gewissen Erziehungsschwierigkeiten ist und war ständig Sache der Kantone, und

die Kantone kamen mit diesem Problem gut zurecht. Es ist nicht einzusehen, weshalb die Kantone nicht auch selbständig die Erziehung der straffälligen Jugendlichen (also den Straf- und Massnahmenvollzug) verantwortungsbewusst und fachgerecht bewältigen können. Die Kantone stehen näher an den Problemen als der Bund. Der Straf- und Massnahmenvollzug bei Jugendlichen ist nicht in erster Linie eine Geldfrage; es kommt vielmehr auf das persönliche Engagement der Erzieher und Mitarbeiter in den Heimen an. Dieses kann auch der Bund nicht gewährleisten. Das können die Kantone viel besser mit dem direkten Kontakt, mit der Vertrautheit mit ihren eigenen Verhältnissen.

Ich möchte nochmals darauf hinweisen, dass der Verzicht auf die Betriebsbeiträge auch eine gewisse administrative Vereinfachung bedeutet. Betriebsbeiträge müssen ja jedes Jahr immer wieder abgerechnet werden. Es ist auch relativ schwierig, in gemischten Heimen die Aufteilung der Aufwendungen in subventionswürdige und nichtsubventionswürdige Zöglinge immer wieder durchzuführen. Alle Heime – diejenigen unter Ihnen, die Einblick in solche Heimabrechnungen haben, wissen das – müssen da komplizierte Abrechnungen erstellen, um überhaupt zu ihren Beiträgen zu gelangen. Da will man etwas vereinfachen, indem man sich auf die Baubeiträge beschränkt, die einfacher abzurechnen sind und relativ klar vom Bund beurteilt werden können.

Ich beantrage Ihnen also, auf den Beschluss A einzutreten, der beinhaltet, dass die Baubeiträge des Bundes beibehalten werden sollen, dass aber die Betriebsbeiträge an die Jugendheime gestrichen werden sollen.

Bundesrat Friedrich: Der Bund entrichtet heute dreierlei Beiträge: erstens an Errichtung und Ausbau von Strafvollzugs- und Erziehungsanstalten, zweitens an den Betrieb von Arbeitserziehungsanstalten sowie Anstalten für Kinder und Jugendliche und drittens an die Aus- und Weiterbildung der im Straf- und Massnahmenvollzug tätigen Personen. Wir möchten nun im Rahmen der Aufgabenteilung auf die Betriebsbeiträge verzichten. Damit entfällt auch die von Herrn Martignoni beanstandete Einflussnahme des Bundes auf den Betrieb solcher Anstalten durch Beitragsauflagen und Bedingungen; es gibt also da auch eine Vereinfachung. Es ist zuletzt betont worden, dass für die Aufhebung der Betriebsbeiträge an Erziehungsheime neben der gesetzlichen Kompetenzverteilung im Strafvollzug auch die Tatsache spricht, dass Erziehungsmassnahmen eben im allgemeinen Bestandteil der kantonalen Fürsorge sind: Fürsorge ist eine kantonale Angelegenheit. Die Verantwortung der Kantone wird mit diesen Vorschlägen gestärkt, und die finanziellen Leistungen des Bundes werden besser auf die gegebene Kompetenzverteilung abgestimmt. Auf der anderen Seite will der Bund einen gezielten Beitrag zur Erneuerung und Weiterentwicklung des Strafvollzuges leisten. Diesem Zweck dienen die neuen und zeitlich befristeten Beiträge an Modellversuche sowie die beizubehaltenden Baubeiträge.

Es ist klar, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht von heute auf morgen erfolgen können. Es werden deshalb Übergangsfristen vorgesehen, die von Ihrer Kommission verlängert worden sind. Ich darf noch darauf hinweisen, dass die Kantone heute schon den Löwenanteil für die Justizheime aufbringen. Sie haben zugesichert, dass sie auch die erweiterte Aufgabe erfüllen werden. Die gesamthaft geringe Mehrbelastung der Kantone durch die Aufgabeneuverteilung rechtfertigt einen Leistungsabbau nicht. Diese Tatsache ist von gewissen Heimkreisen geflissentlich übergangen worden. Es hat ja in letzter Zeit eine eigentliche Kampagne stattgefunden. Aber eine Aufgabenteilung, die sich ausschliesslich nach den Bedürfnissen gewisser Subventionsempfänger richten würde, wäre eine schlechte Aufgabenteilung. Eine Aufgabenteilung muss sich vielmehr an Grundsätzen orientieren, die für die überwiegende Mehrheit eine Antwort auf die Probleme bringt.

Mit Herrn Schüle mache ich weiter darauf aufmerksam, dass der Erwachsenenstrafvollzug keineswegs zusammengebro-

chen ist, obschon er vom Bund nicht mitfinanziert wird. Es ist richtig, was Madame Pitteloud erwähnt hat, dass mit den Bundesbeiträgen eine gewisse Koordinationsleistung erbracht wurde. Gerade die bestehenden Probleme zeigen aber mit aller Deutlichkeit, dass sich damit die Schwierigkeiten nicht haben überwinden lassen. Der Grund ist einfach: Der Bund befasste sich eben sektoriell mit einzelnen Kategorien von Heimen, während die Kantone nun integral zuständig sein sollen. Sie haben den Gesamtüberblick.

Zum neuesten Stand der Heimpolitik in den Kantonen: Die Justiz- und Polizeidirektoren der Kantone haben unter dem Vorsitz von Herrn Regierungsrat Schlegel aus St. Gallen schon vor längerer Zeit eine Kommission eingesetzt mit dem Auftrag, eine Vereinbarung zu entwerfen, welche die finanzielle Basis der Justizheime auch nach dem Wegfall der Bundesleistungen sichern und die Zusammenarbeit der Kantone in der Heimpolitik stärken soll. Eine solche Vereinbarung, die es unabhängig von der Aufgabenteilung ohnehin braucht, liegt jetzt vor. Sie hat in der Vernehmlassung unter den Kantonen breiteste Zustimmung gefunden. Nach Durchführung kleinerer Änderungen kann das Beitrittsverfahren in nächster Zeit eingeleitet werden. Unter den welschen Kantonen besteht schon eine gut funktionierende Vereinbarung ähnlicher Art. Sie sehen also, dass die Kantone willens und auch in der Lage sind, ihre Aufgaben in diesem Bereich zu erfüllen. Herr Regierungsrat Schlegel hat mir das in einem ausführlichen Bericht vom Januar dieses Jahres dargelegt.

Ich bitte Sie um Zustimmung zu den Beschlüssen der Mehrheit.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten)	107 Stimmen
Für den Antrag Pitteloud (Nichteintreten)	45 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1, 2 Abs. 1 Bst. a–f

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1, 2 al. 1 let. a–f

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 2 Abs. 1 Bst. g und Abs. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Weber-Arbon, Braunschweig, Carobbio, [Fischer-Weinfelden], Hubacher, [Loetscher, Morel, Muheim], Nauer, Nebiker, Vannay)

Abs. 1 Bst. g

Heime für Kinder und Jugendliche, die in ihrem Sozialverhalten erheblich gestört sind, sofern diese Heime auch strafrechtlich Eingewiesene aufnehmen.

Abs. 2

Streichen

Art. 2 al. 1 let. g et al. 2

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Weber-Arbon, Braunschweig, Carobbio, [Fischer-Weinfelden], Hubacher, [Loetscher, Morel, Muheim], Nauer, Nebiker, Vannay)

Al. 1 let. g

Etablissements pour enfants et adolescents dont le comportement social est gravement perturbé, lorsqu'ils accueillent aussi des personnes placées en vertu du code pénal suisse.

Al. 2

Biffer

M. Kohler Raoul, rapporteur: Je m'exprimerai au sujet de la lettre g du 1^{er} alinéa et sur l'alinéa 2. A la différence de l'actuelle loi du 6 octobre 1966 sur les subventions de la Confédération aux établissements servant à l'exécution des peines et mesures et aux maisons d'éducation, loi qui sera abrogée, le projet de loi sur les prestations de la Confédération n'accorde des subventions de construction qu'aux établissements servant à l'exécution des peines et des mesures mentionnées dans son article 2, 1^{er} alinéa.

Sous lettre g de ce 1^{er} alinéa, ce droit à des subventions est accordé à des établissements pour enfants et adolescents pour autant notamment qu'un tiers du total des journées de séjour résultent d'un placement en vertu du code pénal suisse. L'article 2, 2^e alinéa, donne à la Confédération la possibilité de subventionner des institutions qui s'occupent spécialement d'enfants et d'adolescents même si moins d'un tiers du total des journées de séjour résulte d'un placement en vertu du code pénal. Les établissements qui n'admettent pas de personnes placées en vertu de ce code, par exemple les maisons d'éducation, ne seront plus subventionnées. On vise donc pour l'essentiel à accorder un régime de faveur aux établissements indispensables à l'exécution des peines et des mesures.

Je vous invite à soutenir les propositions de la majorité de la commission.

Nebiker, Berichterstatter: In Artikel 2 Absatz 1 und 2 werden die Jugendheime aufgeführt, die noch Baubeiträge erhalten sollen. Unter Litera g wird nun festgelegt, dass Jugendheime nur dann noch Baubeiträge erhalten, wenn mindestens ein Drittel der Aufenthaltstage auf strafrechtlich eingewiesene Jugendliche entfällt. Diese Bestimmung von einem Drittel missfällt der Kommissionsminderheit. Das ist so eine statistische Zahl, die je nach der Belegung des Heimes erreicht oder nicht erreicht wird. Dadurch ist ein Baubeitrag von Zufälligkeiten abhängig. Allerdings wird diese Härtebestimmung in Absatz 2 etwas gemildert, deshalb muss man Absatz 1 und Absatz 2 zusammen beurteilen. In Absatz 2 kann der Bund nämlich, im Rahmen der verfügbaren Kredite, auch an Jugendheime Beiträge ausrichten, die zu wenig oder keine straffälligen Jugendlichen aufnehmen. Gedacht ist hier besonders an Jugendheime, die besonders gefährdete und schwererziehbare Jugendliche aufnehmen. Folglich wird die harte Bestimmung in Litera g etwas gemildert durch den Absatz 2. Die Minderheit der Kommission will nun allerdings diesen Abschnitt 2 streichen und aufführen, dass alle Jugendheime Ansprüche auf Beiträge erhalten, sofern sie strafrechtlich Eingewiesene aufnehmen, unabhängig von der Zahl, indem sie einfach bereit sind und auch dokumentieren, straffällige Jugendliche aufzunehmen. Diese Abänderung von Litera g erübrigt dann den Absatz 2 von Artikel 2, weil ja dann der Bund für alle Heime Beiträge leisten kann, die straffällige Jugendliche aufnehmen. Im Auftrag der allerdings sehr knappen Kommissionsmehrheit – 13 zu 12 Stimmen – beantrage ich Ihnen, die Formulierung des Bundesrates beizubehalten.

Weber-Arbon, Sprecher der Minderheit: Zu diesem Abschnitt über die Baubeiträge stelle ich einleitend einmal fest, dass das gestern und heute hier so herausgestrichene Dogma von der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen nun doch zu einer allein finanzpolitischen Übung zusammengesunken ist. Es geht ja hier nicht um die Streichung dieser Baubeiträge, das wäre eine konsequente Variante gewesen, die zur Diskussion hätte gestellt werden können, sondern es geht nur um die Frage der Quantifizie-

zung dieser Baubeiträge im Rahmen von Artikel 2. Sie haben aus den Kommentaren der Kommissionsprecher bereits entnehmen können, dass zu diesem Minderheitsantrag auch der Absatz 2 gehört. Das sind also materiell einheitliche Anträge, und ich spreche nachher nicht mehr zu Absatz 2. Die erste Frage, die sich hier stellt, lautet: Soll, im Gegensatz zum bisherigen Bundesgesetz von 1966, die Beitragspraxis für Baubeiträge aufgesplittet werden in eine Muss-Vorschrift einerseits und in eine Kann-Bestimmung andererseits? Das ist die Lösung des Bundesrates und der Kommissionmehrheit: imperative Fassung von Absatz 1 mit dem Katalog der Berechtigten, Absatz 2 eine Kann-Vorschrift. Warum soll der Bund nur Baubeiträge für die in dieser Liste genannten Heimtypen gewähren müssen, für diejenigen, die in Absatz 2 umschrieben sind, aber nicht? Wenn doch solche spezialisierte Einrichtungen schon erstellt werden müssen, so soll der Bund auch mitzuwirken haben, wie das bisher der Fall war. Diese Pflicht ist übrigens bundesverfassungsrechtlich ausdrücklich abgestützt. Es geht nicht an, dass sich der Bund dieser Aufgabe, die er seit Jahrzehnten hatte, plötzlich entschlagen kann. Also erster Vorschlag: einheitliche Muss-Bestimmung wie im bisherigen Gesetz von 1966.

Der Antrag der Kommissionsminderheit bringt aber noch ein Zweites: Mit Bezug auf die Heimumschreibung in Litera g soll eine Vereinfachung zum Tragen gebracht werden. Lesen Sie doch einmal diese Bestimmung nach, die der Bundesrat und die Kommissionmehrheit vorschlagen, Litera g: «Heime für Kinder und Jugendliche, in denen mindestens ein Drittel der Aufenthaltstage auf strafrechtlich Eingewiesene entfällt» usw. Stellen Sie sich einmal die Situation in der Praxis vor: Bevor ein solches Heim erstellt wird, soll bereits erklärt werden, dass mindestens ein Drittel der strafrechtlich Eingewiesenen hier Unterkunft findet.

Die Kommissionsminderheit schlägt eine Fassung vor, die einfach, klar, übersichtlich ist, die die Beitragspflicht des Bundes stipuliert bei Neubauten, bei Ausbauten, bei Umbauten, hier im Bereiche von Kinder- und Jugendheimen – nicht schlechthin notabene, sondern, auch darin akzeptiert die Minderheit das bundesrätliche Konzept, im Bereiche von Heimen für Kinder und Jugendliche, die in ihrem Sozialverhalten gestört sind, sofern diese Heime auch strafrechtlich Eingewiesene aufnehmen, ohne dass wir das auf diesen Drittel quantifizieren.

Eine letzte Bemerkung. Herr Nebiker als deutschsprechender Kommissionsreferent hat Sie darauf hingewiesen, dass sich Mehrheit und Minderheit recht naheliegen. Ich bin aufgrund des Kommissionsprotokolls auf das Verhältnis von 13 zu 12 gekommen. Sie können der Fahne übrigens auch entnehmen, dass hier wieder einmal eine interfraktionelle Struktur eines Kommissionsminderheitsantrages besteht. Ich stelle mit Vergnügen fest, dass auch Herr Nebiker selber als Kommissionsprecher mitunterzeichnet hat.

Ich bitte Sie also, diesem Antrag zuzustimmen. Auch diejenigen Vertreter unseres Rates, die dogmatisch vielleicht Bedenken haben könnten, dürften dieser Vereinfachung ohne weiteres ihre Zustimmung geben.

Ich bitte Sie also, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

M. Kohler Raoul, rapporteur: M. Rolf Weber regrette que l'on distingue entre les établissements selon que les journées de séjour, résultant d'un placement en vertu du Code pénal, atteignent un tiers du total ou non. Il estime que ce critère de distinction s'avérera arbitraire, voire inapplicable, notamment lorsque le nombre des placements en vertu du Code pénal varie durant la construction ou l'aménagement des bâtiments.

Aussi propose-t-il de donner au premier alinéa, lettre g, à tous les établissements pour enfants et adolescents, le droit d'obtenir des subventions de construction s'ils acceptent des placements en vertu du Code pénal. En conséquence, sa proposition conduit à la suppression du 2^e alinéa de cet article.

Notre commission a rejeté cette proposition par 13 voix contre 12. La majorité de la commission approuve la restric-

tion proposée par le Conseil fédéral et considère, compte tenu des renseignements obtenus par l'Office fédéral de la justice, que le critère du tiers du total des journées de séjour est parfaitement applicable.

Votre commission estime, dans sa majorité, que les établissements qui n'acceptent qu'un petit nombre de placements en vertu du Code pénal ne doivent pas pouvoir exiger de subventions de construction. Je vous invite à soutenir la proposition de la majorité de la commission, qui est aussi celle du Conseil fédéral et du Conseil des Etats.

Bundesrat Friedrich: Ich ersuche Sie, hier der Kommissionmehrheit und dem Bundesrat zu folgen. Herr Weber hat zwar recht: die Baubeiträge bleiben bestehen; es geht hier nicht um den Grundsatz, es geht um gewisse Modifikationen. Für Mehrheit und Bundesrat ist aber wesentlich, dass für eine Subventionierung auch die Gewähr besteht, dass dann in diesen Heimen wirklich strafrechtlich Eingewiesene aufgenommen werden. Diese Gewähr besteht nach dem Minderheitsantrag nicht. Dort genügt die blosser Deklaration der Bereitschaft, allenfalls strafrechtlich Eingewiesene aufzunehmen. Ob es aber dann tatsächlich geschieht, dafür besteht keinerlei Garantie.

Daher bitte ich Sie, der Mehrheit zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	74 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	72 Stimmen

Art. 2 Abs. 3

Antrag der Kommission

Streichen (siehe Art. 4 Abs. 3)

Art. 2 al. 3

Proposition de la commission

Biffer (voir art. 4 al. 3)

Entscheid siehe Art. 4 Abs. 3

Décision voir art. 4 al. 3

Art. 3, 4 Abs. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 3, 4 al. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 4 Abs. 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

Von den Baukosten wird im Einzelfall vorweg ein Betrag von 200000 Franken als nicht beitragsberechtigt abgezogen. Bundesbeiträge von weniger als 50000 Franken werden nicht ausgerichtet.

Minderheit

(Stucky, Biel, Bonnard, Flubacher, Gloor, Jeanneret, Kopp, [Loetscher], Loretan, Ruffy, Schüle, Vetsch)

An Baukosten von weniger als 500000 Franken werden keine Beiträge gewährt.

Art. 4 al. 3

Proposition de la commission

Majorité

Dans chaque cas, un montant de 200000 francs pour lequel aucune subvention ne sera allouée est déduit d'emblée des frais de construction. Il ne sera pas alloué de subventions fédérales d'un montant inférieur à 50000 francs.

Minorité

(Stucky, Biel, Bonnard, Flubacher, Gloor, Jeanneret, Kopp, [Loetscher], Loretan, Ruffy, Schüle, Vetsch)

Aucune subvention n'est allouée quand les frais de construction sont inférieurs à 500 000 francs.

Stucky, Sprecher der Minderheit: Ich begründe den Antrag der Minderheit, der dem Antrag des Bundesrates entspricht. Es geht hier um die Limite der Baubeiträge. Der Bundesrat und die Minorität schlagen Ihnen vor, dass wir Baukostenbeiträge erst ab einer halben Million an die Kantone auszahlen lassen, während der Ständerat und die Mehrheit diese Limite bei praktisch 250 000 Franken beschlossen haben (200 000 Franken als Limite, aber 50 000 Franken werden in keinem Falle ausbezahlt, also 250 000 Franken). Die Differenz ist nicht gewaltig. Wir haben das in der Kommission abgeklärt und festgestellt, dass für 33 Projekte, deren Baukosten jeweils weniger als 200 000 Franken betragen, Bundessubventionen von insgesamt 420 000 Franken ausgerichtet wurden. Es handelt sich also um Kleinstsubventionen. Im Durchschnitt sind das 14 000 Franken pro Projekt. Für zehn Projekte mit Baukosten von 200 000 bis 300 000 Franken wurden insgesamt 1 180 000 Franken und für zwei Projekte mit Baukosten zwischen 300 000 und 500 000 Franken insgesamt 350 000 Franken Bundessubventionen bezahlt. Bei 32 Projekten waren die Baukosten höher als 500 000 Franken; an diese wurden insgesamt 52 Millionen Franken Subventionen ausgerichtet. Ich wiederhole noch einmal: Die Baukosten von 45 Kleinstprojekten lagen unter einer halben Million, die Kosten von 32 Projekten über einer halben Million. Wir haben immer gesagt, von ganz links bis ganz rechts: Wir wollen mit diesen Bagatellsubventionen aufhören, weil sie zu einem grossen administrativen Aufwand führen, ohne dass vom Bund den Kantonen eine echte Hilfe gewährt wird. Man kann nämlich feststellen, dass es nicht nur eine Bauabrechnung gibt, sondern bei solchen Bauprojekten sehr oft auch zu einem Augenschein kommt, an dem dann nicht nur ein Beamter von Bern teilnimmt, sondern mehrere.

Auch aus kantonaler Sicht, und das ist einfach das Reziproke, kann man sagen, dass diese Beiträge keineswegs ins Gewicht fallen; bereits die Kontaktgruppe hatte bei den Kantonen festgestellt, dass sich mit diesen 500 000 Franken ohne weiteres leben lässt.

Es kommt aber noch eine zweite Überlegung dazu, nämlich, dass die ständerätliche Lösung (oder die Lösung der Mehrheit) zu gewissen Schwierigkeiten führt, vor allem im Schwellenbereich um 200 000 bis 250 000 Franken herum. Es besteht dann die Verlockung, etwas über diese Schwelle hinauszugehen und doch noch etwas Subventionsbeiträge zu erhalten. Es ist ja sehr einfach, in einem Bauprojekt ein bisschen mehr Kosten unterzubringen, auch wenn dabei nicht viel herauschaut.

Wir sollten aber dafür sorgen, dass man nicht die Kosten künstlich erhöht, sondern dass man hier klare Massstäbe setzt. Im übrigen ergibt die Ständeratsrechnung im Vergleich zum Vorschlag, den ich jetzt mache, bei 300 000 Franken einen kantonalen Beitrag von 16,7 Prozent, bei 400 000 Franken von 25 Prozent und bei 500 000 Franken von 30 Prozent; also ist auch das – wie gesagt – wirklich keine grosse Sache. Wenn wir echte Aufgabenteilung betreiben wollen, sollten wir mit der Kleinkrämerei, wie sie hier praktiziert wird, aufhören. Ich kann übrigens darauf verweisen, dass in der Kommission der Entscheid äusserst knapp fiel, nämlich mit 14 zu 13 Stimmen.

M. Kohler Raoul, rapporteur: Je voudrais d'abord dire quelques mots au sujet du 3^e alinéa de l'article 4, tel qu'il est proposé par le Conseil fédéral et approuvé par le Conseil des Etats. Notre commission estime que ce troisième alinéa est inutile. Le Conseil fédéral étant chargé de l'exécution, conformément à l'article 16 de la présente loi, il est également habilité à déterminer les frais de construction qu'il reconnaît comme tels.

En revanche, la limite au-dessous de laquelle aucune subvention fédérale n'est versée doit être fixée dans cet alinéa et non pas, comme l'a fait le Conseil des Etats, à l'article 2, 3^e alinéa.

La majorité de notre commission vous recommande d'approuver le texte adopté par le Conseil des Etats, à l'alinéa 3 de l'article 2. Il y est prévu de fixer la limite susmentionnée à 200 000 francs et d'interdire l'octroi de subventions inférieures à 50 000 francs. Cela permettra de supprimer les subventions mineures qui imposent de grandes charges à l'administration et n'ont en général que peu d'effet. Il ressort d'une statistique que le département a soumise à notre commission, que le nombre de demandes de subventions de construction pour des projets d'un montant inférieur à 200 000 francs, et qui ont été approuvées de 1979 à 1981, est à peu près égal à celui des subventions versées pour des projets entraînant des frais supérieurs à 500 000 francs. Les subventions payées pour la première catégorie de projets s'élèvent à 420 000 francs, soit, en moyenne, à 12 727 francs par requête, alors que celles qui ont été versées pour la seconde catégorie s'élèvent à 52 millions de francs, au total, soit en moyenne à 1 652 000 francs par requête.

La disposition adoptée par le Conseil des Etats et la clause de l'article 4, 1^{er} alinéa, selon laquelle une subvention fédérale ne doit être égale à 50 pour cent des frais de construction reconnus auront pour effet d'empêcher que de telles subventions ne soient versées lorsque ces frais sont inférieurs à 300 000 francs. Etant donné qu'il faut déduire 200 000 francs, quel que soit le montant des frais de construction, les subventions fédérales seront égales à 16,7 pour cent lorsque ces frais seront de 300 000 francs et à 49 pour cent lorsqu'une construction coûtera 10 millions de francs. Par sa proposition de minorité, M. Stucky veut au contraire rétablir la teneur initiale du projet du Conseil fédéral, bien que le chef du Département de justice et police ne l'ait pas maintenu dans la commission. On renoncerait à fixer un montant minimal pour les subventions et on se contenterait d'interdire toute aide fédérale pour les constructions coûtant moins de 500 000 francs. Cette proposition réduirait à peine les charges imposées à l'administration. En effet, sur les 77 requêtes approuvées en 1979 et 1981, deux seulement concernaient un projet dont les frais de construction étaient compris entre 300 000 et 500 000 francs.

La proposition de la minorité a surtout le désavantage de manquer de souplesse, parce qu'elle ne fixe pas le montant minimal des subventions. Dès que les frais de construction dépassent le demi-million, ne serait-ce que d'un franc, une subvention uniforme égale à 50 pour cent des frais est allouée. Il faut s'attendre à ce que de nombreux requérants s'ingénient à atteindre des frais dépassant la limite prévue pour pouvoir obtenir une subvention. La teneur adoptée par le Conseil des Etats permet d'éviter cette conséquence coûteuse qui peut être injuste dans certains cas limites.

Je vous invite donc à soutenir la proposition de la majorité de la commission.

Nebiker, Berichterstatter: Es geht bei diesen Vorschriften um das Vermeiden von Bagatellsubventionen. Die Kommissionmehrheit beantragt Ihnen, dem vom Ständerat beschlossenen Text zuzustimmen. Dieser sieht einerseits eine Franchise von 200 000 Franken vor. Damit werden Bagatellsubventionen vermieden, welche grossen Verwaltungsaufwand bringen, aber in der Regel wenig Wirkung haben.

Die vom Ständerat beschlossene Bestimmung und der in Artikel 4 Absatz 1 festgelegte Beitragssatz von 50 Prozent wird dazu führen, dass Bundesbeiträge erst bei Baukosten von mehr als 300 000 Franken zugewendet werden. Weil bei Baukosten in jeder Höhe eine Franchise von 200 000 Franken vorweg abgezogen werden soll, wird der Bundesbeitrag prozentual von 16,7 Prozent bei Baukosten von 300 000 Franken bis zu 49 Prozent bei Baukosten von 10 Mio. Franken und mehr anwachsen. Wir haben also mit dieser Kombination Franchise und Vorwegbeitrag gestaffelte Beitragssätze.

Der Minderheitsantrag Stucky will demgegenüber zur ursprünglichen Fassung des Bundesrates zurückkehren, die vom Vorsteher des Eidgenössischen Justizdepartementes jedoch nicht mehr aufgenommen worden ist, und nun in der Kommission wieder neu auftaucht.

Der Minderheitsantrag Stucky verzichtet auf eine Franchise und stellt nur eine Barriere auf: An Bauten von weniger als 500 000 Franken werden keine Bundesbeiträge mehr ausbezahlt.

Der Vorschlag der Kommissionsminderheit würde den Verwaltungsaufwand nur unwesentlich reduzieren: in den Jahren 1979 bis 1981 wurden von 77 Gesuchen lediglich zwei mit Baukosten zwischen 300 000 und 500 000 Franken bewilligt. Diese Lösung Stucky hat aber insbesondere den Nachteil der Starrheit, weil keine Franchise vorgesehen ist. Sobald die Baukosten eine halbe Million auch nur um einen Franken überschreiten, wird ein einheitlicher Subventionsatz von 50 Prozent ausbezahlt. Es ist vorzusehen, dass zahlreiche Gesuchsteller versuchen werden, möglichst die Grenze von einer halben Million Franken zu überschreiten, um in den Bereich der Subvention zu gelangen. Diese unwirtschaftliche und bei Grenzfällen auch ungerechte Konsequenz wird mit der flexibleren Fassung der Kommissionsmehrheit (ursprünglich des Ständerates) vermieden. Ich beantrage Ihnen, dem Antrag der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Bundesrat **Friedrich**: Die Kommissionssprecher haben das Wesentliche gesagt. Es geht um den Verzicht auf Bagatellsubventionen. An und für sich sind beide Vorschläge praktikabel. Der Bundesrat hat aber im Ständerat nicht mehr an seiner Formulierung festgehalten. Der Antrag der Kommissionsmehrheit scheint mir vor allem für Grenzfälle flexibler zu sein.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	97 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	41 Stimmen

Art. 2 Abs. 3 – Art. 2 al. 3

Gestrichen – Biffé

Abschnitt 2bis (neu)

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Weber-Arbon, Blunschy, Braunschweig, Carobbio, Hubacher, [Loetscher, Morel, Muheim], Nauer, Vannay, [Wilhelm])

Abschnitt 2bis: Betriebsbeiträge

Art. 4a Bereich

¹ Der Bund gewährt Betriebsbeiträge an besondere erzieherische Aufwendungen folgender öffentlicher und privater gemeinnütziger Einrichtungen, die:

a. junge Erwachsene zur Arbeitserziehung aufnehmen (Art. 100bis StGB):

b. sich verpflichten, Kinder und Jugendliche in Anwendung von Artikel 82ff und 89ff StGB aufzunehmen, und überwiegend solche oder erziehungsschwierige oder erheblich gefährdete Zöglinge aufzunehmen.

² Der Bund kann im Rahmen der verfügbaren Kredite Beiträge gewähren an den Betrieb von Einrichtungen nach Artikel 2 Absatz 2.

Art. 4b Voraussetzungen

¹ Der Bundesrat bestimmt die Voraussetzungen für die Ausrichtung der Beiträge sinngemäss nach Artikel 3.

² Er kann die Gewährung von weitem Voraussetzungen abhängig machen oder mit Auflagen verbinden.

Art. 4c Höhe der Beiträge

¹ Der Beitrag beläuft sich auf höchstens 40 Prozent der anerkannten Kosten für das erzieherisch tätige Personal.

² Der Bundesrat bestimmt die beitragsberechtigten Kosten und die Bemessungsgrundsätze für die Beiträge.

³ Artikel 75 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung gilt nicht.

Chapitre 2bis (nouveau)

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Weber-Arbon, Blunschy, Braunschweig, Carobbio, Hubacher, [Loetscher, Morel, Muheim], Nauer Vannay, [Wilhelm])

Chapitre 2^{bis}: Subventions d'exploitation

Art. 4a Domaine d'application

¹ La Confédération alloue des subventions d'exploitation pour des mesures éducatives spéciales aux établissements publics et privés qui:

a. assument l'éducation au travail de jeunes adultes (art. 100^{bis} CP);

b. s'engagent à accueillir principalement des enfants et des adolescents en application des articles 82ss et 89ss CP ou des pupilles difficiles à éduquer ou en sérieux danger.

² La Confédération peut, dans les limites des crédits disponibles, allouer des subventions pour l'exploitation d'établissements au sens de l'article 2, 2^e alinéa.

Art. 4b Conditions

¹ Le Conseil fédéral détermine les conditions mises à l'octroi des subventions allouées conformément à l'article 3.

² Il peut subordonner cet octroi à d'autres conditions ou l'assortir de charges.

Art. 4c Montant des subventions

¹ La subvention s'élève au plus à 40 pour cent des frais reconnus causés par le personnel chargé de l'éducation.

² Le Conseil fédéral détermine les frais donnant droit à des subventions et il fixe les bases de calcul des subventions.

³ L'article 75, 2^e alinéa, de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité n'est pas applicable.

Weber-Arbon, Sprecher der Minderheit: Es geht bei diesem Antrag – ich spreche zu den Artikeln 4a bis 4c – um eine sehr grundsätzliche Frage: Soll sich der Bund im Rahmen einer neuen Aufgabenverteilungs-Philosophie im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzuges von den Betriebsbeiträgen zurückziehen oder nicht? Schon im Ständerat wurde darüber aufgrund eines Antrages Gadiant (SVP) einlässlich diskutiert. Dieser Antrag lautete auf Beibehaltung der Betriebsbeitragspflicht und unterlag dort relativ knapp mit 20 zu 17 Stimmen. Er wurde in unserer Kommission von unserem früheren Kollegen Muheim etwas modifiziert wiederaufgenommen und unterlag in unserer Kommission knapp mit 13 zu 11 Stimmen.

Um was geht es? Seit 1942 ist unser Strafgesetzbuch in Kraft. Es enthält neben dem Erwachsenenstrafrecht je einen besonderen Abschnitt für Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene. Der Vollzug der Strafen und Massnahmen in allen Bereichen ist Sache der Kantone. Im Bereich des Erwachsenenstrafrechts darf heute, mehr als 40 Jahre nach Inkrafttreten des Strafgesetzbuches, festgestellt werden, dass der Strafvollzug spielt, nicht zuletzt aufgrund von drei gut funktionierenden interkantonalen Vollzugskonkordaten. Leider kann das gleiche nicht gesagt werden für den Vollzug des Jugendstrafrechtes mit den vom Bundesgesetzgeber vorgeschriebenen verschiedenen Heimen, wie Beobachtungsheimen, Erziehungsheimen für Kinder und Jugendli-

che, Anstalten für Nacherziehung, Therapieheime, Arbeits-erziehungsanstalten. Sie sollten alle von den Kantonen nicht nur erstellt, sondern auch betrieben werden. In der Praxis hat sich für alle diese Heimtypen der Ausdruck Justizheime eingebürgert, im Gegensatz eben zu den IV-Heimen, welche von der Invalidenversicherung getragen werden.

Wie es harzt mit der Realisierung dieser Heimtypen, bewies schlagartig die Diskussion in diesem Saal in der vorletzten Session, als es darum ging, den Kantonen gegenüber die zehnjährige Frist zur Errichtung von Therapieheimen um weitere zwei Jahre zu verlängern. Herr Schüle scheint diesen Beschluss vom 7. Oktober bereits vergessen zu haben. Ich möchte ihn nicht nur ihm, sondern auch seinen Anhängern, die von diesen Betriebskostenbeiträgen nichts wissen wollen, doch noch in Erinnerung rufen.

Interessant ist, dass zurzeit in der Schweiz 161 solche Justizheime existieren, wobei deren 116, das sind 72 Prozent, eine private Trägerschaft aufweisen. Bemerkenswert ist auch die Aufteilung dieser Heime nach Kantonen. Da gibt es ausgesprochene Heimkantone; wir können sie so bezeichnen. An der Spitze steht Waadt mit 33 Heimen, gefolgt von Zürich mit 27, Bern mit 16 und dem kleinen Kanton Genf mit 15. Andererseits haben wir acht Kantone, die überhaupt kein solches Heim besitzen. Dazu kommt weiter, dass in diversen Kantonen verschiedene Justizheime verschiedenen Departementen unterstehen. Für diesen Bereich, unter dem Gesichtspunkt der Koordination, taugt also das Organ der interkantonalen Direktorenkonferenz nicht, im Gegensatz zum Erwachsenenstrafrecht, wo alle Straf- und Massnahmenvollzugsfragen interkantonal von der Polizeidirektorenkonferenz behandelt werden können.

Fazit: Die interkantonale Koordination ist und bleibt eine äusserst mühsame Angelegenheit. Das beweist gerade auch das jüngste Schicksal eines Konkordatsentwurfes, ausgearbeitet von der Kommission Schlegel, die Herr Bundesrat Friedrich soeben auch zitiert hat, auf welche doch – das ging auch aus der bundesrätlichen Botschaft deutlich hervor – recht grosse Hoffnungen gesetzt worden sind. Der Versuch der Konkordatslösung, der durchgreifenden Koordinationsidee also, muss aufgrund der Antworten der verschiedenen kantonalen Regierungen als gescheitert betrachtet werden. Als Beispiel zitiere ich die Reaktion des Zürcher Regierungsrates. In der «Neuen Zürcher Zeitung» vom 22. Januar des letzten Jahres hiess es: «In seiner Stellungnahme zu diesem Entwurf zeigt sich der Regierungsrat am Zustandekommen einer interkantonalen Vereinbarung grundsätzlich interessiert. Der vorliegende Konkordatsentwurf geht allerdings weit über einen blossen Finanzausgleich zwischen den Kantonen hinaus und enthält Elemente einer umfassenden Heimpolitik. Der Regierungsrat legt jedoch Wert auf eine eigenständige Heimpolitik.» Das ist die Praxis zur Idee der interkantonalen Koordination.

Wir stellen also fest: Das Jugendheimkonkordat ist gestorben, bevor es überhaupt zur Welt gekommen ist. Der neue Versuch, der vorhin von Herrn Bundesrat Friedrich erwähnt wurde, ist eine reine Finanzvereinbarung, bei welcher das Motto lautet: «Den Letzten beißen die Hunde.» Wenn ein Kanton dieser Vereinbarung beiträgt, kann es dann leicht so herauskommen, dass die Gemeinde oder am Schluss eben die Familie des Betroffenen die Kosten zu tragen hat.

Wohin geht die Fahrt heute? Als alarmierendes Dokument zitiere ich Ihnen noch ein Zirkular der Zürcher Erziehungsdirektion an die privaten Jugendheime vom letzten Herbst: «Im Bereich der Jugendheime und Sonderschulen sind die staatlichen Betriebsbeiträge trotz rückläufigen Kinderzahlen im Zeitraum von 1975 bis 1982 ungefähr um das Doppelte gestiegen. Eine Ausgabensteigerung kann nicht weiter verkraftet werden. Wir sehen uns daher gezwungen, die staatlichen Betriebsbeiträge 1984, unter Beibehaltung der bisherigen Bemessungspraxis, generell um 10 Prozent zu kürzen.» Das ist der Kommentar zu dieser Vertrauenskundgebung, die hier immer wieder grossgeschrieben wird.

Leidige Feststellung und Schlussfolgerung: Ohne Steuerung und ohne Koordination durch den Bund sind die Kantone durch die ihnen gestellten Aufgaben offensichtlich

überfordert. Das ist der harte und der reale Kommentar zu dem immer wieder angepriesenen Glauben an die Kraft der Kantone, Bundesaufgaben selber übernehmen zu können. Es muss an dieser Stelle doch einmal betont werden, dass die Betriebsbeitragspraxis des Bundes nicht bloss Geldverteilung bedeutet. Das Bundesamt für Justiz hat immer wieder geschickt und effizient bei der Verbesserung des Heimwesens mitgeholfen. Ein Beispiel: Mit sogenannten Strukturprämien konnte erwirkt werden, dass die Schlafsäle aus den Heimen mit der Zeit verschwunden sind. Man kann sagen: Dem Bundesamt für Justiz kommt für unsere Heimpolitik eine ähnliche Funktion zu wie dem Bundesamt für Sozialversicherung im Bereich der IV-Heime. Das Verbleiben des Bundes als Koordinationsinstrument ist eine unbedingte Voraussetzung für das Funktionieren eines effizienten Jugendmassnahmenvollzuges.

Noch etwas zum Finanziellen: Der Bund will sich laut bundesrätlicher Botschaft mit dem Rückzug aus der Betriebskostenbeitragspflicht um 46 Millionen jährlich entlasten. Berechnungen haben gezeigt, dass die Heime ihre Kostgelder bei Wegfall der Bundesleistungen – hören Sie gut zu – um mehr als das Doppelte anheben müssten. Oder glauben Sie, dass die Kantone diesen Ausfall auf ihre Kappe nehmen würden? Die Antwort gibt das soeben erwähnte Zitat der Zürcher Erziehungsdirektion.

Bei dieser Gelegenheit noch ein anderes Zitat; es stammt von unserem Kollegen Martignoni, dem Finanzdirektor des Kantons Bern, der in einem Gespräch gesagt haben soll, dass ein Gemeinwesen einem anderen gegenüber nie altruistisch handle.

Diese vielleicht doch bedrückende Zukunftsvision bedeutet, dass die Kantone nicht bereit sind, die Kosten für die Unterbringung von Jugendlichen zu übernehmen, denen gegenüber gerichtliche Massnahmen verhängt worden sind. Es geht damit an die Grundfesten unserer Rechtsordnung, nämlich um deren Glaubwürdigkeit, weil eben der Vollzug von gerichtlichen Urteilen in Frage gestellt wird.

Zum Antrag selber: Anvisiert werden in Artikel 4a die verschiedenen Heimtypen, wie sie im Strafgesetzbuch aufgeführt sind. Die Pflicht zur Gewährung von Betriebsbeiträgen ist übrigens genau gleich formuliert wie im heute gültigen Gesetz von 1966.

Ein Wort noch zur Höhe der Beiträge nach Artikel 4c. Die Aufwendungen belaufen sich heute bei einem Subventionsatz von 30 bis 50% (Rechnung 1982) auf 33,4 Millionen Franken. Nach dem Antrag der Minderheit – wir sind also bereit, hier einen bestimmten Abbau in Kauf zu nehmen – wären es bei einem Satz von zwischen 25 und 40% noch 27 Millionen Franken.

Der Minderheitsantrag, den ich Ihnen hier vorgestellt habe, ist zu vergleichen mit Artikel 18. Dort können wir nachlesen, dass Mehrheit und Bundesrat das Leben der Betriebsbeiträge bloss bis Ende 1989 verlängern wollen. Der Ständerat wollte gar nur bis 1986 gehen. Wir von der Minderheit wollen nicht bloss eine Diskussion über die Dauer der Sterbehilfe; wir wollen Hilfe zum Weiterleben.

Darf ich Sie abschliessend noch darauf aufmerksam machen, dass es hier für 4000 bis 4500 betroffene Kinder und Jugendliche immerhin im weitesten Sinne um ein Stück gezielter Sozialpolitik geht. Ich bedaure, dass Herr Schüle diese Zahl ebenfalls genannt hat, aber so in einer wegwerfenden, bagatellisierenden Weise: wir hätten uns ja um diese paar tausend Kinder und Jugendliche im Rahmen eines Engagements finanzieller Art von Seiten des Bundes nicht zu kümmern. Es geht hier doch um den Kampf gegen die Aushöhlung des schweizerischen Heimwesens. Es geht umgekehrt um die Beibehaltung der Führungsfunktion des Bundes, der im Heimbereich weiterhin in der Lage sein sollte, den Überblick zu behalten.

Ich schliesse mit einem Zitat aus einem Aufsatz von Prof. Tuggener vom Pädagogischen Institut der Universität Zürich, der in der «Neuen Zürcher Zeitung» Ende November des letzten Jahres folgendes geschrieben hat: «Die Justizheime selbst müssen sich angesichts dieser Sachlage» – eben dieses Politikums, das wir heute behandeln – «als

verschaukelt vorkommen. Sie erleben sich als die Opfer eines geradezu grotesken Auseinanderklaffens von bundesrechtlich vorgeschriebenen Zielen und Massnahmen einerseits sowie den Mühseligkeiten und Zufälligkeiten eines föderalistisch delegierten Vollzugs andererseits. Diese Enttäuschung wird zur Verbitterung, wenn man sieht, welcher Chancen einer qualitativen Beeinflussung der Jugendheimpolitik man durch die beabsichtigte Streichung der Bundesbeiträge verlustig geht. Der Verweis auf die spontanen Selbstregulierungskräfte des Föderalismus muss aufgrund der Erfahrung der letzten 40 Jahre in diesem Bereich als im wahrsten Sinne des Wortes billige Ausflucht bezeichnet werden.»

Ich bitte Sie um Zustimmung zum Minderheitsantrag.

Martignoni: Die SVP-Fraktion unterstützt mehrheitlich den Antrag der Mehrheit der Kommission, d. h. also die Streichung der Bundesbetriebsbeiträge. Wir sind der Auffassung, dass die Kantone durchaus in der Lage und auch willens sind, die Betreuung ihrer Jugendlichen, die Schwierigkeiten haben und die wir durchaus ernst nehmen, mit eigenen Mitteln zu besorgen. Herr Weber, ich habe wirklich gesagt, und ich stehe dazu: Es gibt keinen Altruismus unter den Kollektiven. Das hat es nie gegeben, weder unter den Kantonen noch unter den Gemeinden und auch vertikal nicht. Aber ich glaube, diese Frage ist nicht ganz richtig gestellt. Hier geht es nämlich nicht um eine Frage von Altruismus oder Nichtaltruismus, sondern um eine Frage der Verantwortung gegenüber den eigenen Jugendlichen in den betreffenden Kantonen und in den betreffenden Gemeinden. Wir nehmen in den Kantonen in Anspruch, dass wir für diese Jugendlichen – auch wenn sie sich in geringer Zahl befinden – die Verantwortung wahrnehmen werden. Ich glaube, es geht um diese Frage. Ich bin sogar der Auffassung, dass bei einem Rückzug des Bundes aus den Betriebsbeiträgen die Kantone vielleicht gar in besserer Masse diese Verantwortung wahrnehmen können, nämlich ohne das Korsett von allzu engen bundesstaatlichen Vorschriften.

Im Grunde genommen haben wir, wie bei allen diesen umstrittenen Vorlagen, immer wieder die gleiche Frage vor uns: Soll und darf sich der Bund aus einem Tätigkeitsgebiet zurückziehen, das ursprünglich recht eigentlich Domäne der Kantone war und das auf Betreiben der Kantone zu einem Tätigkeitsgebiet der Bundes geworden ist? Und soll sich der Bund nun zurückziehen, damit die Kantone wieder die volle Verantwortung übernehmen können?

Unsere Fraktion bejaht diese Frage. Wir sind der Auffassung, dass der Bund zwar wertvolle Impulse gegeben hat für die Koordination der Betreuung dieser Jugendlichen, dass aber der Bund sich nun zurückziehen kann und diese Aufgabe wieder den Kantonen allein überlassen darf. Um diesen Rückzug des Bundes etwas zu erleichtern, haben wir seitens unserer Fraktion in den Übergangsbestimmungen zu Artikel 18 einen Antrag gestellt. Damit ich nicht noch einmal an die Rednertribüne gelangen muss, möchte ich diesen Antrag noch kurz hier begründen.

Unser Antrag zu Artikel 18 Übergangsbestimmungen ist der Versuch, dem Anliegen der Heime entgegenzukommen, ohne den Gedanken der Aufgabenentflechtung allzu sehr zu strapazieren. Der Antrag geht, wie derjenige der Minderheit I, vom Gedanken aus, dass die Betriebsbeiträge des Bundes aufzuheben seien. Wenn der Rat anders entscheidet, wenn der Rat also entscheidet, dass die Betriebsbeiträge des Bundes beizubehalten seien, entfällt natürlich diese Abstimmung über die Übergangsbestimmungen. Der Antrag zu Artikel 18 bezweckt einen finanziell schleifenden Übergang, d. h. so quasi eine Subventionentwöhnungskur. Erst ab 1990 sollen die Kantone mit ihren Betriebsbeiträgen an die 160 Heime auf eigenen Füßen stehen müssen. Aber schon vorher wird ein Entzug eingeleitet. Damit ist eine Pflicht geschaffen, die neue Aufgabe vor dem Auslaufen der Übergangsfrist anzupacken. Ab Inkrafttreten des Gesetzes bis Ende dieses Jahrzehntes sollen die Betriebsbeiträge des Bundes, und zwar in reduziertem Rahmen, nur noch für die

Kosten des erzieherisch tätigen Personals ausgerichtet werden. Sie machen allerdings das Schwergewicht der Ausgaben aus. Für das spezialisierte, erzieherische Personal wurden bisher 50 Prozent, für alle anderen in Erziehung und Unterricht Tätigen 30 Prozent Subventionen bezahlt. Im Übergang sollen es nach meinem Antrag 35 bzw. 20 Prozent sein.

Um es abschliessend noch einmal zu verdeutlichen: Die besondere Struktur der Jugendheime – zwei Drittel privat, ein Drittel staatlich – verlangt unweigerlich besondere Bestimmungen, wenn der Gesetzgeber nicht Institutionen und Leistungen gefährden will. Ein Übergang mit verminderten Bundesleistungen drängt sich auf, damit die Kantone eigene Aktivitäten entfalten. Dieses Vorgehen erscheint uns zweckmässiger als eine möglichst lange Übergangsfrist mit höheren Leistungen.

Ich ersuche Sie, dem Hauptantrag, d. h. dem Antrag der Mehrheit bei den Betriebsbeiträgen, und bei den Übergangsbestimmungen dem Antrag unserer Fraktion zuzustimmen.

Frau Stamm Judith: Ich setze mich ein für den Antrag der Minderheit: Beibehaltung der Betriebsbeiträge des Bundes für die Justizheime.

Wir sprechen hier über etwa 4000 Kinder, Jugendliche, junge Erwachsene, welche sich in 161 Justizheimen, über die ganze Schweiz verstreut, aufhalten. Der Anlass ihres Eintrittes ist eine oder sind mehrere Straftaten, ein jugendstrafrechtliches Verfahren, ein Jugendgerichtsurteil. Der Sinn des Aufenthaltes in diesen Heimen ist, ihnen zu helfen, damit sie nicht mehr delinquirieren, sie schulisch und beruflich so zu fördern, dass sie ihr Leben als Erwachsene selbstständig werden gestalten können. Es ist jeweils nicht einfach, einen geeigneten Platz zu finden für einen Jugendlichen, einen Platz, der frei ist und auch noch bezahlt werden kann.

Der Bund leistet Betriebsbeiträge, und der Bund koordiniert und beeinflusst über das Bundesamt für Justiz und dessen Sektion für Straf- und Massnahmenvollzug die Entwicklung auf dem Heimsektor. Durch Strukturbeiträge kann er positive Entwicklungen beeinflussen. Sie erinnern sich vielleicht an die vehemente Heimkritik, die in den siebziger Jahren geäußert wurde. Der Einfluss der Sektion für Straf- und Massnahmenvollzug hat hier geholfen, die Kritik aufzufangen. Diesen Mitarbeitern gebührt Dank, ebenso den Mitarbeitern in den Heimen.

Die Justizheime zu führen, die das Strafgesetzbuch uns vorschreibt, ist eine kantonsübergreifende Aufgabe. Der Bund kann sich hier nicht zurückziehen. Ein Kanton allein kann nicht alle Heimtypen führen. Selbst wenn er es könnte, kann er nicht alle seine Jugendlichen in diese Heime einweisen, denn sehr häufig ist die Distanz zum angestammten, krankmachenden Milieu ein sehr wichtiger Faktor. Mehrfach wurde jetzt das Jugendheimkonkordat angesprochen, das gescheitert ist. Es wurde auch die Übereinkunft der Westschweizer Kantone erwähnt. Die sechs Westschweizer Kantone haben übersichtlichere Verhältnisse. In der Deutschschweiz gibt es viel mehr Kantone, die sich zu beteiligen haben. Das «Heimgefälle» – der Unterschied zwischen Kantonen mit vielen Heimen, mit wenigen oder mit keinen Heimen ist sehr gross. Zudem ist in den einzelnen Kantonen bald der Erziehungsdirektor, bald der Fürsorgedirektor, bald der Justizdirektor für die Justizheime zuständig. Auch mit einer Übergangsfrist ist die Hoffnung auf eine neue, wirksame Konkordatslösung sehr klein.

Natürlich ist jetzt eine Verwaltungsvereinbarung für die finanziellen Seiten in Vernehmlassung. Es geht aber hier – und dies muss nochmals betont werden – nicht nur um die finanzielle Seite. Es geht vor allem auch um Koordination und Übersicht. Und diese Übersicht haben die Kantone nicht und werden sie auch nicht haben. Dieses Geschäft – Rückzug aus den Betriebsbeiträgen – eignet sich nicht für die Neuverteilung. Wieso soll, angesichts dieser 4000 betroffenen Kinder und Jugendlichen, der Einfluss des Bundes, der segensreich war, ohne Hoffnung auf eine effiziente Alterna-

tive abgebaut werden? Der Rückzug des Bundes bringt auch die Gefahr mit sich, dass die Kostgelder der Heime höher werden. Wir haben das gehört. Das hat zur Folge, dass die Versorger mit den Einweisungen noch zurückhaltender werden als bis jetzt oder das Billigere statt das Bessere wählen. Das ist nicht zugunsten der betroffenen Jugendlichen, die dann auf der Gasse bleiben, aber dafür später unsere Strafanstalten bevölkern.

Der Rückzug kann auch dazu führen, dass im schlimmsten Fall Heime geschlossen werden müssen, denn, wie wir gehört haben, werden 70 Prozent der Heime von privaten Trägerschaften geführt. Sie waren gut genug, diese Aufgaben zu übernehmen; wir können sie jetzt nicht im Stiche lassen. Diese private Trägerschaft ist übrigens auch der grosse Unterschied zum Erwachsenenstrafvollzug, der von den Kantonen getragen wird.

Aus diesen angeführten Gründen empfehle ich Ihnen – und ich weiss mich einig mit einer grossen Zahl von Kolleginnen und Kollegen in meiner Fraktion –, den Antrag der Minderheit zu unterstützen.

M. Pettipierre: La proposition de la minorité vous est connue ainsi que sa motivation. Je voudrais toutefois insister sur trois éléments qui me paraissent décisifs, pour appuyer la proposition de la minorité.

Tout d'abord, le problème posé déborde la question du désenchevêtrement des tâches; il déborde aussi celui d'une nouvelle répartition des charges financières entre la Confédération et les cantons. Ce qui est en question, c'est la continuité de l'action dans le domaine de la prévention des actes pénaux et de la protection de la jeunesse au sens large. Cette continuité dépend naturellement des ressources financières engagées mais aussi et surtout de la qualité de la coordination qui est assurée aujourd'hui pour la Confédération par l'Office fédéral de la justice. Le concordat intercantonal espéré ne verra très probablement pas le jour, pour autant qu'on le sache aujourd'hui, et la nouvelle répartition entraînerait la fin de l'action indispensable de l'Office fédéral de la justice.

On a parlé d'une convention intercantonale sur la répartition des frais mais une telle convention ne peut créer des conditions satisfaisantes d'ordre et d'harmonisation comparables à celles qui existent aujourd'hui par l'effet du travail de l'Office de la justice.

Deuxième élément: on vient de le dire, cent soixante maisons ou établissements s'occupant de jeunes adultes, d'enfants et d'adolescents, cent seize de ceux-ci exploités de façon privée. Cette formule a le double avantage d'éviter un transfert de plus à l'Etat d'une tâche d'intérêt public et de maintenir les coûts de fonctionnement au-dessous, pour autant qu'on en puisse juger, de ce qu'ils seraient dans un cadre strictement étatique. Il serait par conséquent doublement inopportun de prendre le risque de compromettre la situation actuelle qui, en termes relatifs il est vrai, est satisfaisante.

Troisième élément: le rôle de la prévention, qui est capital non seulement dans l'intérêt de ceux qui se trouvent impliqués parce que leur situation personnelle et sociale est difficile, mais aussi en vue de l'intérêt général. Notre société a avantage à agir assez tôt pour pouvoir ensuite éviter, dans toute la mesure possible, de devoir réprimer. Cette façon de faire est évidemment meilleure en termes d'utilité sociale et il se trouve qu'elle est également bonne en termes de dépenses publiques, puisqu'il est bien connu que la répression est loin d'être gratuite.

Il va sans dire que le projet qui nous est soumis par le Conseil fédéral et par la commission ne vise pas à mettre en cause la prévention ou à la remettre en cause, mais il se trouve qu'il en compromet en fait le développement, probablement même le maintien, pour des raisons qui ont déjà été exposées. Les motifs qui ont conduit en son temps à l'organisation telle qu'elle existe actuellement sont toujours valables. C'est pourquoi je souhaite que notre conseil adopte la proposition de la minorité représentée par M. Weber.

Lüchinger: Ich bin Präsident des Stiftungsrates eines Landerziehungsheimes, das auch Massnahmen des Jugendstrafrechtsvollzuges erfüllt. In dieser Funktion stellt mich der Minderheitsantrag von Herrn Kollege Rolf Weber vor eine Gewissensfrage. Mit der Erfahrung aus der erwähnten Aufgabe heraus muss ich einfach feststellen, dass die interkantonale Zusammenarbeit der deutschschweizerischen Kantone auf diesem Gebiet schlecht ist. Herr Kollege Weber hat uns zu Recht daran erinnert, dass wir im letzten Jahr den Kantonen die gesetzliche Frist für die Einführung von zwei neuen gesetzlichen Massnahmen des Jugendstrafrechtsvollzuges um zwei Jahre verlängern mussten, weil die Kantone diese Massnahmen, entgegen der gesetzlichen Auflage, nicht erfüllt haben. Der Bund hat bisher die Koordination ausgeübt, und es wäre im Interesse der Sache sicherer und sehr viel einfacher, wenn wir es bei der bisherigen Regelung belassen würden.

Ich optiere aber trotzdem für die konsequente Rückführung dieser Aufgabe an die Kantone. Wenn nämlich jeder da, wo er persönlich engagiert ist, den einfacheren Weg der Bundeslösung wählen wollte, kämen wir nie zur staatspolitisch geforderten Entflechtung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen. Diese staatspolitische Zielsetzung geht für mich eindeutig vor. Wenn wir aber so optieren, so übernehmen wir gleichzeitig die Verpflichtung, in unseren Kantonen dafür zu sorgen, dass diese ihrer Aufgabe auch wirklich nachkommen. Herr Schüle hat in seinem Votum in der Eintretensdebatte erklärt, dass es hier nur um eine kleine Minderheit geht, um etwa 4000 jugendliche Menschen. Es geht aber auch um Menschen, die nicht in der Sympathie der Bevölkerung stehen. Im Gegenteil: Kein Regierungsrat und kein kantonaler Parlamentarier kann sich in der Volks- und Wählergunst grosse Lorbeeren holen, wenn er sich in dieser Sache einsetzt. Meines Erachtens ist das auch ein Grund dafür, warum die Dinge in den Kantonen ungenügend gehandhabt werden.

Ich bitte Sie daher – ich habe diesen Appell im letzten Jahr schon einmal an Sie gerichtet –, in den Kantonen tätig zu werden, ihre Kantonalparteien zu mobilisieren, dafür zu sorgen, dass in Ihren kantonalen Parlamenten Vorstösse eingereicht werden usw. Herr Regierungsrat Künzi hat mir heute morgen noch gesagt, der Kanton Zürich werde dann schon dafür sorgen, dass es diesen Heimen gut gehe. Ich glaube daran, aber, Herr Weber hat es schon erwähnt, im letzten Jahr hat der Kanton Zürich seine Heimbeiträge um 10 Prozent gekürzt. Im gleichen Moment, in dem man an einen Wechsel dieser Aufgabe vom Bund zu den Kantonen denkt, kommt der Kanton Zürich und reduziert die Beiträge um 10 Prozent. Das ist nicht sehr verheissungsvoll. Ich glaube aber, ich vertraue darauf, dass die grossen Heimkantone, das sind insbesondere Bern und Zürich, ihre Aufgabe erfüllen werden. Etwas schwieriger wird es in den mittleren und in den kleineren Kantonen sein.

Ich stimme für die Mehrheit der Kommission. Ich tue es aber mit dem formellen Versprechen, nachher auch in meinem Kanton dafür zu sorgen, dass diese Aufgabe gelöst wird. Für alle diejenigen, die für die Mehrheit stimmen, kann die Aufgabe mit dieser Stimmabgabe nicht gelöst sein, sondern die Aufgabe fängt dann erst an – nicht im Bund, aber in Ihrem eigenen Kanton. Ich bitte Sie, diese Verpflichtung dann auch wahrzunehmen.

Eggl-Winterthur: Das Votum von Herrn Lüchinger hat mich eigentlich veranlasst, jetzt noch etwas zu sagen. Herr Lüchinger, ich möchte einfach feststellen, dass bis jetzt die Kantone relativ wenig für die Heimerziehung gemacht haben, insbesondere der Kanton Zürich. Als Präsident der Aufsichtskommission eines öffentlichen Heimes stelle ich fest, dass heute die Versorger wieder vermehrt auf die Preise schauen, die das Heim verlangt, und nicht auf die Qualität, die in diesem Heim angeboten wird. Dies ist eine schlimme Entwicklung, denn wir sollten darauf achten, dass der Jugendliche, sei es nun ein Mädchen oder ein Bursche, in ein Heim kommt, das seinen Bedürfnissen entspricht und wo richtig dafür gesorgt wird, dass er wieder in unserer

Gesellschaft Fuss fassen kann. Hier sehe ich eine grosse Gefahr. Ich möchte einfach darauf aufmerksam machen, Herr Lüchinger, dass gerade unter Führung Ihrer Fraktion, der auch Regierungsrat Künzi angehört, im Zürcher Kantonsrat bei den letzten Budgetdebatten die Kredite für die Heime gekürzt wurden. Die Regierung musste aufgrund dieser Kreditkürzungen den Heimen das berühmte Zirkular senden. Man sollte in der gleichen Partei nicht auf der einen Seite sagen, man setze sich ein, und auf der anderen Seite kürzt man die entsprechenden Kredite und spricht gleichzeitig noch von der Reprivatisierung. Ich möchte einfach bitten, politisch ehrlich zu sein.

Zweitens möchte ich darauf aufmerksam machen, dass die Aufhebung der Subventionen in gewissem Sinne ein Verstoß gegen Treu und Glauben ist. Ich möchte das Beispiel an einem Heim zeigen: Der Kanton ist ja nicht Heimträger, sondern es sind die Gemeinden oder private Institutionen. Wir selber in unserer Stadt konnten in der Hochkonjunktur noch ein solches Heim bauen. Aber als Mitglied einer Exekutive weiss man, dass die Städte in der ganzen Schweiz unter Verlust von Steuersubstrat leiden und immer mehr Schwierigkeiten haben, ihre Aufgaben zu finanzieren. Nun kommt dazu, dass ausser den Städten kaum andere Gemeinwesen in der Lage sind, solche Heime zu bauen. Wie geht das nun vor sich? Wenn eine Behörde die Initiative hat, ein solches Heim zu bauen, muss sie dem Parlament und Stimmbürger ganz klar sagen: so viel ist die Bausumme, so viel sind nachher die Betriebskosten. Die Betriebskosten steigen laufend. An diese Betriebskosten erhalten wir so viel Subventionen vom Bund und erhalten so viel Subventionen vom Kanton, und der Rest ist Aufgabe der Gemeinde.

Herr Bundesrat Friedrich als seinerzeitiges Mitglied unseres Parlamentes in Winterthur weiss, wie das zu und her geht. Wenn uns dazumal, als wir diesen Kredit im Gemeinderat behandelten, bereits gesagt worden wäre, wir bekämen nur die paar Prozent vom Kanton Zürich und vom Bund nichts, dann hätten wir heute kein Justizheim in unserer Stadt. Dem Bau hätte der Stimmbürger noch zugestimmt, aber die laufenden Betriebskostenbeiträge für ein solches Heim geben heute schon zur Diskussion in den Städten Anlass. Ich möchte Sie bitten, diese beiden Probleme zu berücksichtigen, wenn Sie in unserem Rat abstimmen.

Frau Uchtenhagen: Ich habe ähnliche Erfahrungen gemacht wie Herr Lüchinger. Aber – Herr Lüchinger – ich folge diesen Erfahrungen und lerne daraus! Haben Sie nicht gegen besseres Wissen gesprochen, wenn Sie tatsächlich solche Heime kennen? Gerade im Kanton Zürich sind infolge der jüngsten Kürzungen viele Heime in Not geraten! Wenn die therapeutischen Heime ihre Ziele erreichen wollen, dann müssen sie heute zum Teil sehr spezialisiert sein, sehr ausgerichtet auf ihre Pfleglinge, Gefährdeten oder bereits Straffälligen. Dazu braucht es sehr gutes Personal, relativ kleine Heime, und das ist teuer. Der Spardruck ist enorm.

Ich möchte auch noch darauf hinweisen, dass viele von diesen Heimen privat sind; sie arbeiten mit privaten Administrationen, im sogenannten Milizsystem. Wir kennen das ja alle. Wir sind häufig in solchen Institutionen ehrenamtlich tätig. Der Staat spart damit sehr viel Geld, aber irgendeinmal hört es meistens auf mit dem ehrenamtlichen Tätigsein, nämlich dann, wenn man praktisch nur noch damit beschäftigt ist, Spenden einzuziehen und betteln zu gehen. Ich mache das bei verschiedenen Institutionen seit Jahren. Ich glaube, wenn wir diese privaten Initiativen nicht entmutigen wollen, dann dürfen wir jetzt diesen Schritt nicht vollziehen. Ein Abbau der Bundessubventionen kann sich gegen die richten, die wir in unseren Staat integrieren, denen wir eine Chance geben wollen. Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag zu unterstützen.

M. Bonnard: C'est une question de principe qui se pose ici. Hier, dans le débat d'entrée en matière, le représentant de notre groupe a dit notamment que le projet du Conseil fédéral posait la question de la confiance que nous pou-

vions avoir dans les gouvernements cantonaux, dans les parlements cantonaux, dans les institutions cantonales. Il ne fait pas de doute que les établissements dont nous parlons ici jouent un rôle fort important dans le domaine de la prévention pénale et la question qui nous est posée est en définitive celle de savoir si oui ou non, une fois la Confédération désengagée de ce problème, les cantons acceptent de prendre la relève.

Il se trouve, par le hasard des circonstances, que j'ai présidé la Conférence des directeurs cantonaux de justice et police, au moment où commençaient à se discuter tous ces problèmes, et je puis dire ici que la volonté existe dans les cantons de suppléer la Confédération lorsqu'elle se retirera. Sans doute la Confédération a-t-elle joué un rôle utile au départ, elle a permis que ces différentes institutions se créent, se perfectionnent, s'équipent. En même temps, les cantons ont pris conscience du rôle extrêmement important que ces établissements sont appelés à jouer dans le domaine de la prévention pénale.

Aujourd'hui, il me paraît impensable que les parlements cantonaux acceptent une diminution de la qualité des institutions qu'ils ont mises sur pied. Peut-être aurait-ce été le cas il y a quinze ou vingt ans, mais aujourd'hui je prétends que ce n'est plus le cas. Je ne vois pas le Parlement du canton de Genève – M. Petitpierre en a parlé tout à l'heure – pas plus que ceux des cantons de Zurich, Neuchâtel, Vaud ou Argovie accepter que le gouvernement diminue ses prestations dans ce domaine. Certaines modifications auront peut-être lieu, dans les méthodes notamment, modifications qui sont peut-être nécessaires, il n'y aura pas pour autant une baisse de la qualité des établissements, nous pouvons ici aussi faire confiance aux cantons.

M. Kohler Raoul, rapporteur: Comme l'a montré le débat d'entrée en matière sur cette loi, la suppression des subventions d'exploitation versées aux maisons d'éducation pour enfants et adolescents et aux établissements d'éducation au travail pour jeunes adultes est la mesure la plus importante des dispositions destinées à assurer une nouvelle répartition des tâches touchant l'exécution des peines et des mesures. Il ressort des données qui vous ont été fournies sur les effets financiers des dispositions proposées que la suppression de ces subventions permettra à la Confédération d'économiser près de 44 millions de francs par an, à partir de 1990. Par sa proposition de minorité, M. Weber-Arbon demande, comme vous avez pu l'entendre, de maintenir pour l'essentiel les subventions fédérales d'exploitation. Celles-ci seraient simplement quelque peu réduites. Elles ne devraient pas excéder 40 pour cent des frais de personnel, ce qui représenterait encore une dépense de 27 millions de francs comme l'a déjà dit M. Weber.

Notre commission a soigneusement examiné cette question, elle a aussi pris l'avis d'experts qui ont adopté une attitude critique à l'égard du projet. Par 13 voix contre 11, elle s'est prononcée en faveur de la décision du Conseil des Etats qui est d'ailleurs conforme à la proposition gouvernementale. La commission connaît fort bien les difficultés qu'il faut résoudre pour créer et maintenir un nombre suffisant de maisons de thérapie et d'établissements servant à l'exécution des peines et des mesures réservées aux enfants et aux jeunes. Elle estime, dans sa majorité, que les cantons ont manifesté la volonté d'assumer entièrement ces responsabilités et qu'ils pourront, après une période de transition, qui durera jusqu'en 1989 si notre proposition à l'article 18c est adoptée, prendre en charge la totalité des frais d'exploitation. Il ne faut pas perdre de vue en effet l'ensemble des mesures envisagées. La nouvelle répartition des tâches apportera aussi des allègements aux cantons et renforcera la péréquation financière.

Les conditions qui permettront d'assurer une meilleure coordination entre les cantons, comme cela a été demandé en ce qui concerne les maisons d'éducation, pourront à notre avis être réunies d'ici la fin de cette décennie. Il n'est pas inutile de rappeler aussi que vingt et un cantons ont donné un avis favorable, lors de la procédure de consulta-

tion sur les mesures proposées. On ne saurait d'ailleurs résoudre, grâce à des subventions fédérales, les problèmes posés par l'exécution des peines encourues par les jeunes. Le soutien, l'engagement et la surveillance des cantons, qui connaissent mieux les particularités de chaque cas, sont indispensables en l'occurrence.

La Confédération n'évite d'ailleurs pas entièrement ses engagements. Elle continuera à verser d'importantes subventions de construction et le Conseil fédéral propose, dans les articles 5 à 7 qui suivent, de lui permettre de subventionner des projets pilotes.

En approuvant la proposition de la minorité, vous compromettriez une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine de l'exécution des peines et vous ne réduiriez que faiblement les charges fédérales. C'est pourquoi je vous prie de repousser les propositions de la minorité représentée par M. Weber-Arbon.

Nebiker, Berichterstatter: Es ist immer einfacher, neue Subventionen zuzusprechen, als bestehende Subventionen aufzuheben. Bei diesen Betriebsbeiträgen geht es tatsächlich um das Kernstück der Vorlage A. Die Kommissionmehrheit beantragt Ihnen mit dem Bundesrat, die Betriebsbeiträge aufzuheben. Das ist das eigentliche Kernstück, wie es sich schon bei der Eintretensdebatte gezeigt hat. Aus den Ihnen vorliegenden Zahlen über die finanziellen Auswirkungen geht hervor, dass der Bund durch die Aufhebung der Betriebsbeiträge ab 1990 jährlich etwa 46 Millionen Franken einsparen würde.

Der Minderheitsantrag Weber-Arbon schlägt nun vor, grundsätzlich an den Betriebsbeiträgen des Bundes festzuhalten. Sie sollen lediglich gegenüber dem geltenden Recht etwas beschränkt werden, und zwar auf höchstens 40 Prozent der Kosten des in der Erziehung tätigen Personals. Das würde wieder eine Mehrbelastung des Bundes von etwa 27 Millionen Franken bedeuten. Aber eine Vereinfachung des ganzen Systems oder eine eigentliche Aufgabenteilung würde damit natürlich nicht erreicht.

Die Kommission hat sich nach eingehenden Beratungen mehrheitlich – allerdings nur mit 13 gegen 11 Stimmen – entschieden, an der Aufhebung der Betriebsbeiträge festzuhalten. Wir waren uns durchaus bewusst, dass die Frage sehr schwierig ist, und haben dementsprechend auch Experten angehört, die dem ganzen Problem sehr kritisch gegenüberstehen. Die Kommission anerkennt die Schwierigkeiten bei der Schaffung und Aufrechterhaltung genügender und spezialisierter Therapie- und Strafvollzugsheime für Kinder und Jugendliche. Sie ist aber mehrheitlich der Auffassung, dass die Kantone nach einer Übergangsfrist – und diese soll ja verlängert werden – in der Lage sein werden, die Betriebskosten vollumfänglich zu tragen. Man darf den Gesamtzusammenhang nicht aus den Augen verlieren. Diese Bemerkung werden wir immer wieder anbringen müssen. Die Kantone werden im Gesamtpaket der Aufgabenteilung auch entlastet und der Finanzausgleich wird verstärkt. Das ist der Sinn des ganzen Paketes Aufgabenteilung. Bis Ende dieses Jahrzehntes sollen überdies die Voraussetzungen für eine verstärkte interkantonale Zusammenarbeit im Heimwesen geschaffen sein. Wir erinnern auch daran, dass sich im Vernehmlassungsverfahren 21 Kantone positiv geäußert haben. Sie sind also in der Lage, diese Aufgaben zu übernehmen. Man kann von den Bundesbeiträgen die Lösung des Problems im Jugendstrafvollzug nicht erwarten. Dazu braucht es vielmehr den Einsatz gerade der Kantone, die die Verhältnisse besser kennen. Ausserdem zieht sich der Bund nicht völlig zurück. Er leistet ja weiterhin namhafte Beiträge an die Bauten und Einrichtungen, und der Bundesrat schlägt dann in den folgenden Artikeln 5 bis 7 vor, dass der Bund auch Beiträge an Modellversuche leisten kann.

Noch eine kurze Bemerkung zum System der prozentualen Beiträge: In der Vergangenheit haben sich diese prozentualen Beiträge an die Personalkosten nicht in allen Teilen bewährt; denn das führte auch in gewissen Heimen – sicher

nicht überall – zu einer gewissen Überdotierung an Erziehern zulasten des Hilfspersonals, dessen Löhne ja nicht subventioniert werden.

Wenn Sie dem Antrag der Minderheit folgen, verhindern Sie, dass im Bereich des Strafvollzugs eine echte Aufgabenteilung der Kompetenzen von Bund und Kantonen und eine Entlastung des Bundes möglich wird.

Ich beantrage Ihnen im Auftrag der Kommissionmehrheit, dieser Streichung der Betriebsbeiträge zuzustimmen. Die Kantone sind bereit und in der Lage, diese Aufgabe zu übernehmen.

Bundesrat Friedrich: Ich habe nur wenige Bemerkungen anzubringen. Die Kommissionssprecher bemerken zu Recht, dass es hier nicht um den Grundsatz geht und dass der Antrag von Herrn Weber nun in eindeutigen Widerspruch zur Idee der Aufgabenteilung steht. Die angestrebte Entflechtung würde damit ganz sicher nicht erreicht. Ich habe Ihnen beim Eintreten gesagt, dass die Kantone schon heute den Löwenanteil für die Justizheime aufbringen und dass ihre Aufgabe nicht wesentlich wächst. Es ist also zweifellos nicht richtig, wenn behauptet wird, die Kantone könnten oder wollten diese Aufgabe nicht erfüllen. Es geht deshalb auch nicht darum, dass diese Aufgabe nicht mehr erfüllt würde, sondern dass sie von den Kantonen übernommen wird. Ich habe Ihnen im weiteren bereits gesagt, dass die Kommission unter Herrn Regierungsrat Schlegel eine Vereinbarung ausgearbeitet hat, die in der Übergangsfrist zum Spielen kommt. Es geht also nicht um das frühere, gescheiterte Konkordat, das von Herrn Weber zitiert wurde. Der genannte Zustand ist überholt. Die Vereinbarung der Kommission Schlegel liegt vor, und sie trägt auch der Tatsache Rechnung, dass es sich um eine kantonsübergreifende Aufgabe handelt.

Ich ersuche Sie um Zustimmung zur Mehrheit.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	90 Stimmen
Dagegen	81 Stimmen

Art. 5–7

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 5–7

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 7a (neu)

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Weber-Arbon, Blunsky, Braunschweig, Carobbio, Hubacher, [Loetscher, Morel, Muheim], Nauer, [Scherer], Vannay)

Titel

Beiträge an die Aus- und Fortbildung

Text

Der Bund fördert und unterstützt die Aus- und Fortbildung der im Straf- und Massnahmenvollzug tätigen Personen.

Art. 7a (nouveau)

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Weber-Arbon, Blunsky, Braunschweig, Carobbio, Hubacher, [Loetscher, Morel, Muheim], Nauer, [Scherer], Vannay)

Titre

Subventions pour la formation et le perfectionnement

Texte

La Confédération encourage et soutient la formation et le perfectionnement du personnel occupé à l'exécution des peines et des mesures.

Weber-Arbon, Sprecher der Minderheit: Ich muss mich entschuldigen, dass ich heute morgen dieses Rednerpult so intensiv frequentiere. Es wird bei dieser Vorlage A das letzte Mal sein.

Zu Artikel 7a folgendes: Unter dem Schlachtruf «Aufgabenentflechtung» will der Bundesrat in diesem Bundesgesetz im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzuges zwei «Liquidationsübungen» durchführen, nämlich die Aufhebung der Betriebsbeiträge (wir haben soeben darüber entschieden, in anderem Sinne), aber er will auch die Ausbildungsbeiträge streichen. Mein Antrag enthält nichts Neues, sondern bloss das, was bis jetzt gegolten hat (Art. 4 des Bundesgesetzes über Betriebsbeiträge an Strafvollzugs- und Erziehungsanstalten vom 6. Oktober 1966). Diese Bestimmung existierte übrigens bereits im Strafgesetzbuch von 1937, Artikel 390. Es hiess dort: «Der Bund fördert und unterstützt die Heranbildung und Fortbildung von Anstaltsbeamten.» Ich verweise auch auf Artikel 64bis unserer Verfassung, wo es heisst, dass der Bund befugt sei, den Kantonen für Verbesserungen im Strafvollzug Beiträge zu gewähren. Die Botschaft des Bundesrates (auf Seite 34) anerkennt ausdrücklich diese Verfassungsgrundlage.

Die Argumentation zur Streichung, wie sie der Bundesrat präsentiert und entwickelt hat, ist eigentlich beinahe perfid. Er sagt in der Botschaft, man hätte diesen Ausbildungsbereich auch bei der vom Bund bestimmten Berufsbildung regeln können. Er gehöre aber zum Strafvollzug, infolgedessen sei, der Entflechtungsphilosophie entsprechend, die Beitragsleistung hier völlig zu streichen. In der Kommission machte ein Mitglied mit Recht die etwas sarkastische Bemerkung: Wenn es um die berufliche Aus- und Weiterbildung im wirtschaftlichen Bereich geht, ist der Bund dabei mit finanziellen Beiträgen, geht es aber um den sozialen Bereich, Sektor Aus- und Weiterbildung von qualifiziertem Personal, dann zieht sich der Bund zurück.

Bagatellsubventionen, werden Sie vielleicht fragen? Zwei Millionen für den Bund, das ist wirklich eine Bagatelle, gemessen an den Zahlen, die uns vertraut sind. Ich möchte aber sagen: Für die Betroffenen ist das Gegenteil der Fall. In der Kommission haben wir erfahren, dass 1982 an die Stiftung Schweizerisches Ausbildungszentrum für das Strafvollzugspersonal 230 000 Franken gewährt worden sind. Der Bund soll einen Drittel der Kosten übernommen haben. Er war damit auch Mitglied des Organs dieser Stiftung. Sie spüren hier: die finanzielle Leistung bedingt auch eine Mitwirkung organisationsrechtlicher Art. Meine Frage: Hat der Bund nicht alles Interesse daran, mit dabei zu sein, wenn es um die Aus- und Weiterbildung von Männern und Frauen geht, welche an der Front zu stehen, tätig zu sein haben beim Vollzug des Schweizerischen Strafgesetzbuches, insbesondere hier des Straf- und Massnahmenvollzuges? Ist das nicht eine gute, ich würde sogar sagen, eine beglückende Interpretation des soeben genannten Verfassungsartikels 64bis, Absatz 2? Ich zitiere nochmals: Bundesbeiträge für die Verbesserung des Strafvollzuges. Wenn wir diesen Begriff der Verbesserung so interpretieren, dass wir sagen: Auch das Personal, das hier mit diesen verbesserten Methoden vertraut gemacht werden muss, soll diese Beitragsanteile haben.

Unsere Kommission – auch hier wieder ein sehr knappes Resultat – hat mit 11 zu 10 Stimmen zuungunsten der Minderheit entschieden. Ich möchte wünschen, dass es bei

diesem letzten von mir zu dieser Materie zu unterbreitenden Antrag gleich ausgeht, wie das vorhin bei Artikel 4a bis 4c der Fall war.

Mme Jaggi: Nous poursuivons cet exercice intitulé «nouvelle répartition des tâches», ce qui veut dire en fait «nouvelle répartition des charges financières entre la Confédération et les cantons».

La charge financière dont il est question ici, afférente à la formation du personnel travaillant dans les établissements d'exécution des peines et dans les maisons d'éducation, représente une somme modeste puisqu'elle est de l'ordre de 2 millions en chiffre rond. Malgré sa modestie, ce montant représente pour les institutions bénéficiaires, particulièrement pour les écoles d'éducateurs et d'assistants sociaux et pour le centre de formation du personnel pénitentiaire, une manne fédérale fort bienvenue; ils craignent à juste titre – et j'ai de la peine à partager l'optimisme de M. Bonnard sur ce point – que les cantons ne veuillent pas prendre la relève en cas de suppression de la subvention fédérale.

Il me paraît des plus important de s'arrêter au problème particulier de la formation du personnel pénitentiaire, qui bénéficie d'une subvention annuelle de l'ordre de 250 000 à 300 000 francs au maximum. Cette formation s'est longtemps faite ponctuellement, laissée qu'elle était à l'initiative des cantons jusqu'en 1979, année où a pu être mise sur pied une formation systématique ouverte à tous les nouveaux surveillants, conçue et organisée d'une manière uniforme sur l'ensemble du territoire. Depuis 1979, année où fut mis en exploitation le centre de formation du personnel pénitentiaire, plusieurs volées de surveillants ont suivi les cours. Plusieurs cours de perfectionnement et de recyclage ont également été organisés à l'intention du personnel en fonction.

Ces cours et cette formation, qui est une formation professionnelle, domaine d'intervention qui est du ressort des autorités fédérales dans le secteur général de l'éducation et de la formation, revêtent une importance toute particulière. En effet, les membres du personnel pénitentiaire accomplissent une tâche délicate et il n'est pas superflu qu'en plus du certificat de capacité que détiennent la plupart d'entre eux au moment de leur engagement, ils reçoivent une formation spécialisée comprenant non seulement des notions de droit par exemple, mais aussi des cours de psychologie.

La Confédération finance le tiers de dépenses résultant de cette partie harmonisée de la formation du personnel pénitentiaire. Or, on propose de supprimer cette contribution alors qu'elle a été promise aux cantons, qui, eux, assument le restant des frais conformément à la constitution.

Les cantons se sont engagés en commun sur une bonne voie et la Confédération les a appuyés jusqu'ici. C'est un début. L'appui qui a été apporté au centre de formation au cours de ses quatre premières années d'activité ne doit pas lui être retiré. C'est pourquoi je vous demande d'appuyer la proposition de minorité de M. Weber.

M. Bonnard: Tout à l'heure, j'ai évoqué le problème de la confiance qu'il faut accorder aux cantons. Il faut maintenant peut-être tenir compte d'un autre critère, celui de l'autorité la mieux placée pour prendre la décision.

Qu'en est-il en matière de formation et de perfectionnement professionnels des surveillants des établissements pénitentiaires? A notre avis, la formation dans ce domaine doit être axée sur la pratique et c'est dans cet esprit d'ailleurs que sont conçus tous les cours organisés par le centre de formation du personnel pénitentiaire: ils visent à permettre aux surveillants, dont la formation générale est souvent relativement modeste, de surmonter les difficultés pratiques auxquelles ils sont confrontés.

Or, qui a l'expérience pratique dans ce domaine? Ce n'est pas la Confédération, qui n'exploite elle-même qu'un seul établissement pénitentiaire, le Zugerberg, lequel reçoit un certain nombre de militaires. Tous les autres établissements pénitentiaires sont exploités par les cantons. Ce sont donc ces derniers qui ont l'expérience pratique, qui sont con-

frontés aux difficultés de gestion de ces établissements ou à celles qui peuvent découler du comportement de certains pensionnaires. Les cantons doivent par conséquent avoir la latitude d'organiser les cours comme ils l'entendent. Ils sont le mieux placés pour prendre des décisions et la Confédération peut, à mon avis, parfaitement se désengager de ce secteur sans risque aucun.

M. Kohler Raoul, rapporteur: Par ce nouvel article 7a, la minorité désire reprendre, sans modification, la disposition de la loi actuelle qui donne à la Confédération la compétence d'encourager la formation professionnelle et le perfectionnement des connaissances des personnes qui s'occupent de l'exécution des peines et des mesures. A l'appui de cette proposition, elle fait remarquer que la formation des cadres, notamment, n'a été entreprise que tardivement et que la Confédération doit soutenir la formation professionnelle et le perfectionnement des connaissances dans le domaine de l'assistance sociale, comme elle le fait pour l'économie. Notre commission a rejeté cette proposition par 11 voix contre 10. Elle admet, certes, comme la minorité, que la formation du personnel chargé d'exécuter les peines et les mesures a une grande importance, mais cette tâche peut parfaitement être confiée entièrement aux cantons, la Confédération ayant donné un soutien initial par sa participation au financement du Centre suisse de formation du personnel pénitentiaire. Cette solution correspond aussi à des propositions qui sont faites dans d'autres domaines, par exemple dans le secteur hospitalier. La formation du personnel destiné à accomplir ces tâches, qui incombent aux cantons et aux communes, devra aussi être réglée et financée par les cantons. Il s'agit en l'occurrence d'une charge de 1,4 million de francs pour la formation professionnelle des personnes qui s'occupent de l'exécution des peines et des mesures. Je vous invite à repousser la proposition de la minorité.

Nebiker, Berichterstatter: Beim Minderheitsantrag von Artikel 7a – vertreten durch Herrn Weber-Arbon – geht es darum, die im geltenden Gesetz enthaltenen Bundesbeiträge zur Förderung der Aus- und Fortbildung der im Straf- und Massnahmenvollzug tätigen Personen unverändert weiterzuführen.

Die Kommission hat diesen Antrag mit 11 zu 10 Stimmen abgelehnt. Sie ist mit der Minderheit allerdings darin einig, dass der Ausbildung des Strafvollzugspersonals grosse Bedeutung geschenkt werden muss. Diese Aufgabe kann aber ohne weiteres den Kantonen übertragen werden, nachdem der Bund namentlich durch die finanzielle Beteiligung am Ausbildungszentrum für das Strafvollzugspersonal eine Starthilfe gegeben hat.

Diese Lösung entspricht auch den Vorschlägen in anderen Bereichen. Wo Personal für die Erfüllung einer kantonalen oder kommunalen Aufgabe ausgebildet wird, wie beim Strafvollzug oder etwa im Spitalwesen, soll seine Ausbildung ebenfalls von den Kantonen geregelt und finanziert werden. Das ist nichts anderes als eine klare Aufgabenteilung, und man darf das nicht verwechseln mit der Berufsausbildung in wirtschaftlichen Berufen.

Man muss sich auch klar werden darüber, wenn man über den Minderheitsantrag entscheidet, um wieviel Geld es dabei geht. Für 1981 lauten die Zahlen wie folgt: Beiträge des Bundes an Schulen 1,42 Millionen und an Kurse 20 000 Franken. Wir haben uns hier doch ganz eindeutig mit gewissen Bagatellsubventionen zu befassen. Da muss neben den Kantonen noch eine weitere Stelle, eine Bundesstelle, Abrechnungen prüfen, ob nun gewisse Beiträge berechtigt sind oder nicht. Dazu sind die Kantone durchaus in der Lage. Sie sind sicher auch in der Lage, diese rund 1,4 Millionen Franken zu tragen, nachdem sie – wie das schon wiederholt gesagt worden ist – auch in anderen Bereichen entlastet werden.

Ich beantrage Ihnen daher, der Kommissionmehrheit zuzustimmen und den Minderheitsantrag des Herrn Weber abzulehnen.

Bundesrat Friedrich: Ich kann nur unterstützen, was Herr Bonnard gesagt hat: Es handelt sich hier wirklich um eine typische Aufgabe der Kantone, und die Kantone sind auch in der Lage, diese Aufgabe zu erfüllen. Es geht überdies, wie die Kommissionssprecher sagten, um sehr kleine Beträge, um eigentliche Bagatellsubventionen, und diese sind ja das Unrentabelste, das es überhaupt gibt.

Im weiteren mache ich Sie darauf aufmerksam, dass der Bund umgekehrt einen gezielten Beitrag leistet an die Erneuerung und Weiterentwicklung des Strafvollzuges. Diesem Zweck dienen die neuen, zeitlich befristeten Beiträge an den Modellversuch, die Sie in Artikel 5 bis 7 umschrieben haben.

Ich ersuche Sie meinerseits, der Kommissionmehrheit zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	79 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	75 Stimmen

Art. 8–17

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 8–17

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 18

Antrag der Kommission

Bst. a

Baubeiträge, für die das Beitragsgesuch vor dem Inkrafttreten des Gesetzes eingereicht wurde. Der Baubeginn muss spätestens zweieinhalb Jahre nach Inkrafttreten erfolgen;

Bst. b

... bis zum 31. Dezember 1986;

Bst. c

Mehrheit

... bis zum 31. Dezember 1989.

Minderheit I

(Loretan, Biel, Bonnard, Flubacher, Jeanneret, Kopp, Stucky, Vetsch)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit II

(Martignoni, [Fischer-Weinfeld], Nebiker)

Betriebsbeiträge für Einrichtungen, die im Zeitpunkt des Inkrafttretens beitragsberechtigt sind, bis zum 31. Dezember 1989. Diese Beiträge betragen 35 Prozent der Kosten für das spezialisierte erzieherisch tätige Personal mit einer vollständigen oder einer gleichwertigen Ausbildung und 20 Prozent der Kosten für andere Personen, die für Erziehung und Unterricht qualifiziert sind. Im übrigen werden die Beiträge nach dem bisherigen Recht ausgerichtet.

Antrag Ruf-Bern

Bst. c

Zustimmung zum Ständerat

Art. 18

Proposition de la commission

Let. a

Des subventions de construction, pour autant que la demande ait été déposée avant l'entrée en vigueur de la présente loi et que les travaux débutent au plus tard deux ans et demi après l'entrée en vigueur;

Let. b

Des subventions...
31 décembre 1986;

Let. c

Majorité
31 décembre 1989.

Minorité I

(Loretan, Biel, Bonnard, Flubacher, Jeanneret, Kopp, Stucky, Vetsch)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité II

(Martignoni, [Fischer-Weinfeld], Nebiker)

Des subventions d'exploitation pour les établissements qui peuvent y prétendre au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, jusqu'au 31 décembre 1989. Ces subventions s'élèvent à 35 pour cent des frais pour le personnel éducatif spécialisé, justifiant d'une formation complète ou jugée équivalente, et à 20 pour cent des frais pour les autres personnes qualifiées en matière d'éducation et d'enseignement. Pour le reste, ces subventions sont allouées conformément à l'ancien droit.

Proposition Ruf-Berne**Let. c**

Adhésion au Conseil des Etats

Le président: Les deux minorités et M. Ruf, qui avaient fait des propositions, les ont retirées. Il ne reste donc que la proposition de la majorité de la commission.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 19**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes

116 Stimmen
(Einstimmigkeit)

83.268

**Petition der Schweizerischen
Gefangenengewerkschaft.
Weitere Bundesbeiträge für Justizheime**
**Pétition du Syndicat suisse des détenus
tendant à obtenir que la Confédération
continue à verser des subventions
pour l'exploitation des maisons
d'éducation d'enfants et d'adolescents**

Herr Kohler Raoul unterbreitet namens der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Am 27. Juni 1983 hat die Schweizerische Gefangenengewerkschaft (SGG) die Bundesversammlung mit einer Petition aufgefordert, sich dafür einzusetzen, dass den Justizheimen weitere Bundesbeiträge zur Verfügung gestellt werden. Die Petition bezieht sich auf den vom Ständerat bereits gutgeheissenen Antrag des Bundesrates, im Rahmen der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen die Betriebsbeiträge des Bundes an Justizheime für Kinder und Jugendliche wegfällen zu lassen. Die Petenten bezweifeln, dass die Kantone diese bisherige Bundesaufgabe übernehmen werden und befürchten, dass insbesondere die Heime mit privaten Trägerschaften dadurch in ihrer Existenz bedroht werden. Dies würde zum Nachteil der betroffenen Kinder und Jugendlichen und zu gravierenden Fehlplatzierungen führen. Die Petenten stellen auch fest, dass die Kantone der Deutschschweiz entgegen ursprünglichen Erwartungen nicht dazu bereit seien, ein Jugendheimkonkordat abzuschliessen. Solange das Heimwesen noch nicht den vom Gesetz vorgeschriebenen Stand erreicht habe, dürfe sich der Bund deshalb seiner Steuerungsfunktion nicht entziehen.

2. Da sich die Petition auf das hängige Geschäft 81.065 bezieht, ist die vorberatende Kommission gestützt auf Artikel 40 Absatz 1 des Geschäftsreglementes des Nationalrates beauftragt worden, auch die Petition vorzubereiten und dem Rat Antrag zu stellen.

3. Die Kommission hat sich an ihren Sitzungen vom 7. April und 4. Juli 1983 mit der Neuverteilung der Aufgaben im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzuges befasst. Sie hat mehrheitlich beschlossen, dass sich der Bund in Zukunft darauf beschränken soll, Beiträge an den Bau von öffentlichen und privaten Justizheimen zu gewähren sowie Modellversuche zu unterstützen; hingegen soll er darauf verzichten, weiterhin Betriebsbeiträge auszurichten.

Die Mehrheit der Kommission ist mit dem Bundesrat und dem Ständerat der Auffassung, dass der Betrieb der Heime Sache der Kantone sein soll, die den wirklichen Verhältnissen näherstehen als der Bund. Sie geht davon aus, dass die Kantone die Leistungen des Bundes übernehmen werden, da diese im Rahmen der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen auch beträchtlich entlastet werden. Sie erwartet, dass sich auch die Kantone der deutschen Schweiz zu einer verstärkten interkantonalen Zusammenarbeit bereit finden, wie es in der Westschweiz und beim Strafvollzug der Erwachsenen bereits der Fall ist. Um die Kontinuität sicherzustellen, hat die Kommission im Gegensatz zum Beschluss des Ständerates mehrheitlich entschieden, dass die Betriebsbeiträge nicht schon im Jahre 1987, sondern erst ab 1990 entfallen sollen.

Eine Kommissionsminderheit will grundsätzlich an den Betriebsbeiträgen des Bundes festhalten. Sie befürchtet, dass viele Kantone aus finanziellen und politischen Gründen nicht in der Lage sein werden, in die Lücke des Bundes zu springen. Dadurch würde sich die im Interesse der gefährdeten Jugendlichen nötige Vielfalt der Therapieangebote vermindern, und bestehende Ungleichheiten unter den Kantonen würden sich verschärfen.

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.065
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.03.1984 - 08:00
Date	
Data	
Seite	24-51
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 221

Sechste Sitzung – Sixième séance**Dienstag, 13. März 1984, Vormittag****Mardi 13 mars 1984, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Gautier

81.065

**Bund und Kantone.
Neuverteilung der Aufgaben
Confédération et cantons.
Nouvelle répartition des tâches**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 116 hiervor – Voir page 116 ci-devant

Vorlagen Q, R, S und T – Projets Q, R, S et T**Kantonsanteile – Quotes-parts des cantons***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Eintreten (Zustimmung zum Entwurf)

Minderheit

(Bonnard, Carobbio, [Fischer-Weinfeld], Thévoz)

Nichteintreten

*Proposition de la commission**Majorité*

Entrer en matière (adhésion au projet)

Minorité

(Bonnard, Carobbio, [Fischer-Weinfeld], Thévoz)

Ne pas entrer en matière

Le président: Le débat d'entrée en matière sera commun pour les quatre arrêtés et lois Q, R, S et T. Les votes, naturellement, seront séparés sur chacune des quatre lois ou sur chaque arrêté.

M. Kohler Raoul, rapporteur: L'article 41^{bis}, 1^{er} alinéa, lettre a de la constitution, attribuée aux cantons le cinquième du produit et des droits de timbre. L'utilisation des recettes nettes retirées de l'imposition des boissons distillées est réglée à l'article 32^{bis}, 9^e alinéa de la constitution. La moitié de ces recettes est répartie entre les cantons, dont chacun est tenu d'employer au moins 10 pour cent de sa part pour combattre l'alcoolisme. Le peuple et les cantons ont accepté, lors de la votation du 30 novembre 1980, sur le programme d'économies, de suspendre le versement de la quote-part provenant des droits de timbre et de réduire provisoirement celui de la quote-part aux recettes d'imposition de l'alcool. Les dispositions transitoires de la constitution ont été complétées en conséquence par les articles 14 et 15, dans lesquels il est prévu que les quotes-parts des cantons ne doivent pas être versées intégralement de 1981 à 1985. L'Assemblée fédérale a été en même temps chargée de réexaminer la ventilation du produit net des droits de timbre et des recettes nettes de la Régie des alcools, dans le cadre des travaux relatifs à la première étape de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Le moment de ce réexamen par notre conseil est maintenant arrivé, puisque nous avons terminé hier l'examen des pre-

mières mesures pour une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. La décision de suspendre le versement de ces quotes-parts et de réexaminer s'il convenait de supprimer les premières et de réduire les secondes, lors de la discussion sur la nouvelle répartition des tâches, a été le fruit des délibérations menées au sein de l'Assemblée fédérale. Le Conseil fédéral avait proposé une solution définitive. C'est la raison pour laquelle nous avons traité cette affaire, bien que le paiement de ces quotes-parts ne touche pas la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Le Conseil fédéral demande que la question des deux quotes-parts des cantons soit définitivement réglée dans le sens de sa proposition antérieure. En l'occurrence, il attire l'attention sur la situation des finances fédérales qui reste précaire. Elle ne s'est pas améliorée de façon à permettre à la Confédération de renoncer à la mesure prévue qui lui donnera la possibilité de réduire son excédent de dépenses d'un montant de près de 290 millions de francs, en 1985. En outre, le Conseil fédéral rappelle qu'il a été à maintes reprises invité par les Chambres à équilibrer le budget, la dernière fois par une motion en décembre 1981. La suppression de l'une des quotes-parts et la réduction massive de l'autre se justifient d'autant plus, selon le gouvernement, que l'état des finances de la majorité des cantons est meilleur que celui des finances fédérales. Le Conseil fédéral propose de biffer dans la constitution la mention des quotes-parts des cantons au produit net des droits de timbre, selon l'arrêté Q et de modifier en conséquence la loi sur ces mêmes droits, selon l'arrêté R. Pour ce qui est de la quote-part réservée aux cantons sur les recettes nettes provenant de l'imposition des boissons distillées, la Conseil fédéral propose de ne la supprimer que dans la mesure où elle n'a pas une affectation déterminée. En revanche, les cantons continueront à toucher la dîme de l'alcool qu'ils doivent utiliser pour combattre l'alcoolisme. La subvention fédérale pour cette fin n'est pas modifiée. Elle reste fixée à 5 pour cent des recettes nettes provenant de l'imposition des boissons distillées. L'article 32^{bis}, 9^e alinéa de la constitution, conformément à l'arrêté lettre S et la loi sur l'alcool, conformément à l'arrêté T, doivent être révisés en conséquence. Par la même occasion, le Conseil fédéral demande l'autorisation de ne présenter à l'Assemblée fédérale qu'une fois tous les trois ans, son rapport sur l'utilisation de la dîme de l'alcool. Le gouvernement propose enfin l'abrogation des articles 14 et 15 des dispositions transitoires de la constitution, ainsi que des deux arrêtés fédéraux, en vertu desquels le versement intégral des deux quotes-parts réservé aux cantons a été suspendu.

Notre commission a décidé à une forte majorité soit 20 contre 5, 20 contre 4, 20 contre 6 et 20 contre 6 d'entrer en matière au sujet des arrêtés Q à T et de soutenir la proposition gouvernementale visant à l'abrogation de l'une des quotes-parts des cantons et à la réduction de l'autre. Elle s'oppose sur ce point au Conseil des Etats qui a refusé d'entrer en matière lors de la session de décembre 1982. Les arguments suivants ont déterminé la décision de la commission: l'état des finances fédérales ne permet pas de renoncer à rendre définitive cette mesure d'économie qui avait été prise en 1980 pour une période de cinq ans. Les délibérations qui ont eu lieu au cours de la dernière session, sur le budget de 1984, ont montré que nous ne pouvons nous attendre prochainement à une amélioration substantielle de la situation. Cela est d'ailleurs confirmé dans le plan financier de la Confédération pour les années 1985 à 1987, arrêté par le Conseil fédéral le 18 janvier de cette année. Ce plan montre que, pour réaliser l'équilibre de nos finances à partir de 1986 et 1987, il est indispensable de supprimer les quotes-parts des cantons aux droits de timbre et de réduire leur part aux bénéfices de la Régie des alcools. Dans son plan financier, le Conseil fédéral a prévu ces recettes en sa faveur à partir de 1985, et les a estimées au total à 410 millions de francs pour 1986. Les recettes supplémentaires de 350 millions de francs, envisagées par le Conseil fédéral et approuvées entre-temps par le souverain, provenant de la

taxe sur les poids lourds et de la vignette autoroutière ne suffiront pas à rétablir l'équilibre de nos finances. Il faudra donc encore consentir des efforts supplémentaires.

L'Assemblée fédérale elle-même a souvent demandé au Conseil fédéral de lui soumettre des propositions concrètes d'assainissement afin de rétablir l'équilibre budgétaire de la Confédération à moyen terme. La nouvelle réglementation concernant les quotes-parts des cantons a également été suggérée, à l'origine, dans deux motions déposées par les groupes démocrate-chrétien et radical. On comprendrait mal que le Parlement refuse maintenant de suivre le Conseil fédéral. S'il est conséquent, il doit approuver les propositions gouvernementales visant à rééquilibrer les finances de la Confédération.

Le fait que les cantons ont en général pu facilement se passer des recettes en question depuis 1981 a été déterminant pour la commission. Les cantons n'ont pas été obligés de majorer leurs impôts. Certains d'entre eux, le canton de Zurich par exemple, ont même pu les réduire entre-temps. En outre, la nouvelle répartition des recettes provenant des droits supplémentaires perçus sur les carburants leur procurera des moyens financiers importants. On peut donc exiger d'eux qu'ils contribuent à l'assainissement des finances fédérales en renonçant à leur quote-part au produit net des droits de timbre et aux recettes de la Régie des alcools. Pour toutes ces raisons, je vous invite à entrer en matière.

Nebiker, Berichterstatter: Es geht um die Beschlüsse Q bis T (Kantonsanteile an den Stempelabgaben und am Reingewinn der Alkoholverwaltung). Die heutige Situation ist so, dass gemäss Artikel 41bis den Kantonen ein Fünftel des Reinertrages der Stempelabgaben zusteht. Im weiteren ist in bezug auf die Verwendung der Reineinnahmen aus der fiskalischen Belastung gebrannter Wasser in Artikel 32bis der Bundesverfassung geregelt, dass die Kantone die Hälfte des Reinertrages erhalten, wobei jeder Kanton wenigstens 10 Prozent seines Anteiles zur Bekämpfung des Alkoholismus zu verwenden hat. Daher der Name «Alkoholzehntel»: ein Zehntel der Hälfte des Reinertrages.

Volk und Stände hatten in der Abstimmung vom 30. November 1980 über das Sparpaket 1980 mit grosser Mehrheit (rund 500 000 zu 1 000 000 Stimmen) einem befristeten Abbau der beiden Kantonsanteile zugestimmt. Das heisst, dass für die Jahre 1981 bis 1985 diese Kantonsanteile – also der Anteil an den Stempelabgaben und der Anteil am Gewinn der Alkoholverwaltung – nicht ausgerichtet werde. Die Bundesversammlung wurde gleichzeitig beauftragt, im Rahmen des ersten Paketes der Aufgabenverteilung zwischen Bund und Kantonen – also jetzt – die Frage der Kantonsanteile erneut zu überprüfen. Die Befristung und die Koppelung mit der Aufgabenteilung waren Ergebnisse der Beratung in der Bundesversammlung. Damit ist erklärt, weshalb wir uns heute mit den Kantonsanteilen zu befassen haben, obwohl die beiden Vorlagen mit der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen rein gar nichts zu tun haben. Es geht hier rein um finanzpolitische Massnahmen.

Der Bundesrat erneuert mit seinen Vorschlägen Q bis T seinen früheren Antrag, wonach die beiden Kantonsanteile definitiv aufgehoben werden sollen. Er verweist auf die nach wie vor prekäre Lage der Bundesfinanzen, die sich nicht so verbessert hat, dass der Bund auf die Entlastung von etwa 290 Millionen Franken (das ist der Betrag, der aus diesen beiden Vorlagen resultiert) verzichten könnte. Ausserdem ist der Bundesrat von den eidgenössischen Räten wiederholt aufgefordert worden, den Haushaltsausgleich anzustreben (zuletzt mit der Motion vom Dezember 1981). Die definitive Aufhebung der Kantonsanteile ist nach Auffassung des Bundesrates auch deshalb gerechtfertigt, weil die Finanzlage der meisten Kantone gesünder ist als jene des Bundes.

Der Bundesrat beantragt, den Hinweis in der Bundesverfassung auf den Kantonsanteil am Reinertrag der Stempelabgaben zu streichen (Beschluss Q) und das Bundesgesetz über die Stempelabgaben anzupassen (Beschluss R). Beim Reinertrag aus der fiskalischen Belastung gebrannter Was-

ser beantragt der Bundesrat, lediglich den zweckungebundenen Anteil der Kantone wegfällen zu lassen. Hingegen sollen die Kantone weiterhin den Alkoholzehntel erhalten, den sie zur Bekämpfung des Alkoholismus verwenden müssen. Der Beitrag des Bundes an die Kantone bleibt deshalb unverändert: 5 Prozent des gesamten Reinertrages aus der Alkoholsteuer (die 10 Prozent der Hälfte sind die 5 Prozent des Ganzen).

Artikel 32bis Absatz 9 der Bundesverfassung – im Beschluss S – und das Alkoholgesetz – im Beschluss T – sollen entsprechend geändert werden.

Der Bundesrat benützt übrigens die Revision des Alkoholgesetzes, um auch zu beantragen, dass er nur noch alle drei Jahre der Bundesversammlung über die Verwendung des Alkoholzehntels Bericht erstatten muss. Bis jetzt erfolgte diese Berichterstattung jedes Jahr.

In den Kommissionsberatungen wurde mit grossem Mehr (mit Stimmenverhältnissen von 20 bis 25 zu 4 Stimmen) beschlossen, auf die Beschlüsse Q bis T einzutreten und den Antrag des Bundesrates zu unterstützen, die Kantonsanteile definitiv aufzuheben.

Die Kommission setzt sich damit im Gegensatz zum Ständerat, der sich in der Dezembersession 1982 geweigert hatte, auf die Anträge des Bundesrates einzutreten. Für die Kommission waren dabei folgende Argumente begleitend:

1. Die Finanzlage des Bundes erlaubt es nicht, dass die im Jahre 1980 für fünf Jahre beschlossenen Sparmassnahmen wieder rückgängig gemacht werden. Die Beratungen des Budgets 1984 in der vorvergangenen Session haben gezeigt, dass wir in nächster Zeit nicht mit einer wesentlichen Verbesserung rechnen können. Auch aus dem publizierten Legislaturfinanzplan geht hervor, dass der Bund auf eine Kürzung dieser Kantonsanteile angewiesen ist.

2. Gerade die Bundesversammlung hat wiederholt vom Bundesrat verlangt, konkrete Sanierungsvorschläge zu unterbreiten und damit mittelfristig den Bundeshaushalt zu sanieren. Auch die Aufhebung der Kantonsanteile geht auf zwei Motionen der CVP- und der freisinnig-demokratischen Fraktion zurück.

Das Parlament sollte deshalb heute dem Bundesrat die Gefolgschaft nicht verweigern, und es sollte seinen Anträgen zur Entlastung der Bundesfinanzen zustimmen.

Entscheidend für die Kommission war auch, dass die Kantone im allgemeinen den Wegfall der Kantonsanteile seit 1981 gut verkraftet haben. In keinem Kanton mussten deswegen die Steuern angehoben werden, in einzelnen waren in dieser gleichen Periode sogar Steuersenkungen möglich. Schliesslich ist zu beachten, dass den Kantonen durch die Neuverteilung der Treibstoffzollzuschläge, die ja konkret in Aussicht steht, erhebliche zusätzliche Mittel zufließen werden, so dass es zu verantworten ist, diese Kantonsanteile (die ja schon für fünf Jahre weggefallen sind) jetzt definitiv zu streichen.

Ich beantrage Ihnen also im Namen der grossen Mehrheit der Kommission Eintreten und Zustimmung zu den Anträgen des Bundesrates.

M. Bonnard, porte-parole de la minorité: Nous vous proposons de ne pas entrer en matière sur ces quatre projets d'arrêté et de vous rallier ainsi à la décision du Conseil des Etats.

Comme vous le savez, les cantons ont droit à la moitié du bénéfice de la Régie fédérale des alcools et au cinquième du produit net du droit de timbre, ce qui représente pour eux une recette de 400 millions environ.

Dans le cadre du programme d'économies 1980, le peuple et les cantons ont décidé de supprimer ces recettes cantonales pour la période 1981 à 1985 et nous devons maintenant, parce que nous en avons reçu le mandat, réexaminer le problème. Cependant, réexaminer le problème ne signifie pas nécessairement modifier la situation actuelle, et en vous proposant de ne pas entrer en matière, nous vous demandons simplement de ne prendre aucune décision aujourd'hui et de renvoyer la question à son cadre naturel, qui est

celui des relations financières entre la Confédération et les cantons.

Vous avez entendu à de multiples reprises, au cours de ces derniers jours, les plaintes des adversaires du projet. A leur avis, le projet, qui visait à l'origine exclusivement à renforcer le fédéralisme, a été peu à peu détourné de son objectif premier pour devenir un moyen d'assainir les finances fédérales.

Cette critique, il faut le reconnaître, n'est pas dénuée de tout fondement. Le Conseil fédéral y a donné prise notamment en présentant dans chacun de ses plans financiers la modification qui nous est soumise aujourd'hui comme un des moyens d'assainir les finances fédérales.

Nous voulons, quant à nous, que la répartition des tâches reste au premier chef un moyen de renforcer la structure fédérative du pays. Nous voulons lui enlever tout caractère financier. En fait, vous le savez, le projet est pratiquement neutre du point de vue financier. Le coût de l'ensemble des tâches qui sont soumises à la nouvelle répartition s'élève à quelque 1700 millions de francs. Une fois les tâches réparties à nouveau entre la Confédération et les cantons, la charge de ces derniers s'accroîtra de 119 millions par an, et encore seulement lorsque toutes les nouvelles mesures seront entrées en vigueur. Il faut comparer ce montant aux 25 milliards que représente la totalité des budgets cantonaux d'une année; il n'en constitue que le 0,45 pour cent. D'où la conclusion que, effectivement, le projet qui nous est soumis est pratiquement neutre sur le plan financier.

Nous lui enlèverions ce caractère de neutralité si nous discutons aujourd'hui de la suppression définitive des parts cantonales aux bénéficiaires de la Régie des alcools et au produit net des droits de timbre. Nous donnerions vraiment de façon gratuite et inutile des arguments à ceux qui s'opposent à la nouvelle répartition des tâches. Vous l'avez entendu ces derniers jours, ces opposants ne font pas confiance aux cantons: ils sont persuadés que ceux-ci ne reprendront pas les tâches que la Confédération entend leur laisser. Ils le seront d'autant plus si, aujourd'hui, nous prenons la décision de supprimer définitivement les parts cantonales en cause.

Je l'ai dit, si cette décision devait être prise, elle devrait l'être dans son cadre naturel qui est celui des relations financières entre la Confédération et les cantons. Ces relations financières sont aujourd'hui dominées par cinq problèmes au moins. Il s'agit d'abord de celui qui découle de la réalisation du programme d'économies 1983 qui va nous être soumis et qui va charger définitivement les cantons de dépenses supplémentaires de l'ordre de 110 millions de francs. Deuxièmement, nous avons décidé, en 1983, d'accorder aux cantons une part importante du produit des droits de douane – 400 millions environ – d'où un bénéfice pour eux, mais nous débouchons de ce fait sur un troisième problème. On doit se demander en effet si les cantons ne devraient pas être contraints de rembourser ces 400 millions par un autre moyen pour décharger la Confédération, en prenant à leur charge d'autres dépenses. Le quatrième problème est le suivant. Il y a trois semaines, le peuple suisse et les cantons ont décidé le prélèvement d'une redevance sur le trafic lourd et sur le trafic autoroutier (vignette autoroutière). Ce faisant, il a en fait décidé de procéder à une ponction de 350 millions environ dans une matière fiscale qui était jusqu'ici réservée aux cantons. Notre décision va empêcher les cantons d'augmenter leurs propres taxes sur les véhicules à moteur et va même obliger certains d'entre eux à baisser leurs propres taxes, notamment sur les poids lourds. Je connais en tout cas un canton dans lequel la procédure est déjà en cours. Le cinquième problème est celui que nous examinons aujourd'hui.

Tous ces problèmes sont liés. Par exemple, une décision des cantons de compenser les 400 millions qu'ils vont recevoir au titre de la nouvelle répartition des droits sur les carburants pourrait exercer finalement une influence positive sur la décision de supprimer ou non les parts cantonales. Si nous supprimions les parts cantonales nous pourrions influencer défavorablement le programme complé-

mentaire d'économies 83. Cela me paraît suffisant pour montrer que, aujourd'hui, nous ne devons pas prendre de décision, mais renvoyer le problème notamment à l'examen de la législation d'application du nouveau droit constitutionnel sur les carburants.

Un dernier mot, si vous me le permettez. M. le président raisonne comme beaucoup, et notamment comme le Conseil fédéral, en disant que l'on peut bien supprimer ces parts cantonales puisque depuis cinq ans les cantons s'en passent. Ce raisonnement est malsain pour la démocratie et pour nos rapports avec les cantons. En définitive, il signifie que, pour obtenir la suppression de quelque chose, notamment d'une dépense fédérale, il suffit de la suspendre provisoirement. Ce procédé me paraît à la fois incorrect et déloyal.

Je vous invite à refuser l'entrée en matière et à reprendre le problème lorsque nous examinerons notamment l'affaire des droits sur les carburants.

Reichling: Die Absicht des Bundesrates zur Kürzung der Kantonsanteile bei den Stempelabgaben und am Reinertrag der Alkoholverwaltung ist uns seit längerer Zeit bekannt. Mit den Finanzperspektiven 1984 bis 1986 wurde diese Absicht konkretisiert. Die Finanzkommissionen der beiden Räte haben eingehend über die Finanzperspektiven beraten und im Rahmen dieser Perspektiven auch dieser Anteilskürzung zugestimmt.

Ich habe noch einmal das «Bulletin» der Nationalratsverhandlungen vom letzten Sommer nachgelesen und dort feststellen können, dass auch im Nationalrat – offenbar im Gegensatz zum Ständerat – diese Absicht der Anteilskürzungen nicht bestritten war. Ich habe insbesondere auch das Votum von Herrn Kollega Bonnard gelesen; er hat sich dort mit keinem Wort gegen diese Anteilskürzungen ausgesprochen. Er hat im Namen der liberalen Fraktion erklärt, sie seien gegen die Vignette, gegen die Schwerverkehrssteuer und gegen die Bankkundensteuer. Die Anteilskürzung bei den Stempelabgaben und beim Alkoholzehntel hat er in seinem Referat ausgelassen.

Ich finde, es geht hier um prinzipielle Fragen. Wir verlangen vom Bundesrat, dass er uns Finanzperspektiven und einen Finanzplan für die Legislatur vorlege. Wir verwenden verschiedene Tage für Kommissionssitzungen zur Beratung dieser Unterlagen. Für die Beratung der Finanzperspektiven hat unsere nationalrätliche Kommission zwei oder drei Sitzungen abgehalten. Am Schluss diskutieren wir das Geschäft im Rat und geben an den Bundesrat Empfehlungen für die von uns geforderte Sanierung des Bundeshaushaltes weiter. Wenn er dann die so sanktionierten Absichten konkret vorlegt, erhebt sich aus dem Parlament wieder ein grossangelegter Widerstand. Ich bin der Auffassung, dass wir unglaublich werden und dass es Zeitverschwendung ist, über diese langfristigen Finanzinstrumente Kommissionssitzungen abzuhalten, Ratsdebatten durchzuführen, um dann bei der Konkretisierung den Vorschlag einfach wieder abzulehnen.

Im Namen der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei kann ich Ihnen erklären, dass wir mit diesem Vorgehen nicht einverstanden, sondern dass wir der Auffassung sind, wir müssten dem Bundesrat dann, wenn die Absichtserklärungen vorliegen, unsere Meinung dazu sagen und nachher folgerichtig auf die Vorlagen eintreten oder sie bekämpfen, je nach dieser Vorankündigung. Aus diesen Gründen wird die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei bei allen vier Finanzvorlagen für Eintreten stimmen. – Beim Anteil an den Stempelabgaben unterstützen wir die Anträge des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit.

Beim Anteil des Reinertrages der Alkoholverwaltung liegen die Verhältnisse etwas anders. Hier muss gesagt werden, dass sich die Aufgaben der Kantone (und auch die Aufgaben der Gemeinden) im Bereiche der Suchtmittelbekämpfung in den letzten Jahren gewaltig ausgeweitet haben. Die Bewahrung unserer Jugend nicht nur vor Alkoholproblemen, sondern vor Drogen ganz allgemein, bildet heute eine sehr wichtige Aufgabe für Kantone und Gemeinden. Wir sind

deshalb der Auffassung, dass in diesem Bereich, wo die Kantone weiterhin zweckgebundene Anteile erhalten sollen, eine Ausweitung entsprechend den vermehrten Aufgaben gegeben ist. Wir unterstützen die Ausweitung des Anteiles am Reinertrag der Alkoholverwaltung von bisher 5 auf zukünftig 10 Prozent. Wir sind aber der Auffassung, dass diese Ausweitung nur gerechtfertigt ist, wenn auch die Mittelverwendung, der Zweck, auf die Bewahrung vor sämtlichen Suchtmitteln und auf die Bekämpfung der Folgen sämtlicher Suchtmittel ausgeweitet wird. Entsprechende Anträge habe ich im Namen unserer Fraktion eingereicht und werde sie in der Detailberatung vertreten.

Ich beantrage Ihnen, getreu unseren Stellungnahmen bei den Finanzperspektiven, auf alle vier Vorlagen einzutreten.

Le président: Le groupe démocrate-chrétien renonce à s'exprimer, mais vous recommande d'entrer en matière sur les quatre objets.

Zwygart: Die LdU/EVP-Fraktion ist für Eintreten auf diese vier Vorlagen. Ich möchte mich aber im besonderen zu den Abschnitten S und T äussern, zum Reinertrag aus der fiskalischen Belastung gebrannter Wasser.

Der ursprüngliche Sinn unserer Alkoholgesetzgebung war eindeutig. Man wollte eine wirksame Alkoholismusbekämpfung in die Wege leiten. Über Jahre hinweg hat der Bund (aber auch die Kantone) von diesem vielen Geld, das da eingegangen ist, profitiert. Mit der neuerlichen Revision will man helfen, Löcher in der Bundeskasse zu stopfen. Aber es fragt sich, ob dieser neu vorgezeichnete Weg nicht vom ursprünglichen Ziel zu weit wegführe. Entflechtung ist die eine Seite. Die andere Seite ist aber, ob das eingenommene Geld nicht wieder so verwendet werden soll, wie es die ursprüngliche Absicht der Gesetzgebung war, nämlich: Verhinderung und volle Bekämpfung des Alkoholismus.

Hier eine kleine Pressenotiz: «Bei mindestens jedem vierten Skiunfall ist Alkohol mit im Spiel. Das schätzen Ärzte, Versicherungen und Alkoholfachstellen. Gesamtschweizerische Untersuchungen gibt es nicht. Statistiker sind auf punktuelle Erhebungen angewiesen. In Arosa war während eines Winters bei 24 Prozent aller «Pisten-Crashes» Alkohol im Spiel.» Soweit die Pressenotiz.

Vermehrt haben sich die Kantone angestrengt, vorbeugende Massnahmen auf dem Gebiet der Drogenbekämpfung in die Wege zu leiten. Das sozialmedizinische Problem Nummer 1 aber bleibt der Alkoholismus mit Zehntausenden von Direktbetroffenen und Hunderttausenden von Indirektbetroffenen. Diese Betroffenheit hat sich durch die Hektik der heutigen Zeit verschärft. Mir geht es nicht nur um ein paar Millionen mehr oder weniger von Bundeseite, sondern um die Frage, ob es nicht auch und weiterhin Sache des Bundes ist, sich zu engagieren, und zwar markant. Wer sich an der Front irgendwo in diese Fragen hineinbegibt, der weiss, wie man sich da oft vorkommt im Kampf gegen Windmühlen. Weil es so schwierig ist, im Bereich der Drogenbekämpfung voranzukommen, ist es grundsätzlich falsch, wenn sich der Bund in nobler Zurückhaltung übt. Bei einer Volkskrankheit, wie sie die Drogen und im besonderen der Alkoholismus darstellen, ist es nur möglich, zu einer gewissen Verbesserung zu kommen, wenn das schweizerische Auffangnetz in der Vorsorge wie in der Fürsorge nicht Löcher aufweist. Dafür sind die Kantone und Gemeinden verantwortlich. Es ist anerkennenswert, dass der Bund weiterhin eine Geste tun will. Aber es braucht nicht nur ein Schrittlein von 5 Prozent, sondern eben den 10-Prozent-Schritt.

Ich hoffe, dass sich hier eine Mehrheit finden lässt, um dem Antrag vom Verteiler auf 10 zu 90 Prozent die nötige Unterstützung zu geben. Wenn wir sehen, wieviel Geld für Alkoholreklame aufgewendet wird, so kann der immerwährende Kampf gegen das Volksübel Alkoholismus nicht dadurch verbessert werden, indem man die finanzielle Basis einschränkt.

Die LdU/EVP-Fraktion ist also für Eintreten auf die Regelung, welche bis 1980 Gültigkeit hatte, aber andererseits eben doch dem Bund Rechnung trägt und ihm mehr Geld

zukommen lässt. Wir möchten deswegen den Antrag Hegg oder allenfalls den Antrag Reichling unterstützen, der zum Problem Alkoholismus steht und nicht verschämt auf die Seite blickt, wenn darüber gesprochen wird.

Neukomm: Die sozialdemokratische Fraktion hat sich eingehend über diese vier Buchstaben Q, R, S, T unterhalten. Sie kommt zum eindeutigen Schluss, dass auf die Vorlagen einzutreten sei. Persönlich meine ich, dass die Kantone vor allem vom Reinertrag des Bundes aus der fiskalischen Belastung der gebrannten Wasser künftig 10 Prozent statt 5 erhalten sollen; dieses Geld haben sie für die Bekämpfung des Alkoholismus aufzuwenden.

Als Präsident der parlamentarischen Gruppe für Alkohol- und Drogenfragen habe ich mich in den letzten Monaten mit Fachleuten auseinandergesetzt, die mir glaubhaft dargelegt haben, dass die jetzigen Zuwendungen in keiner Weise genügen, um den Alkoholismus konsequent zu bekämpfen. Die Alkoholbesteuerung ist eindeutig Sache des Bundes. Auch die Bekämpfung des Alkoholismus in seinen Wirkungen und Ursachen muss vom Bund wahrgenommen werden. Ich erinnere daran, dass der Ertrag aus gebrannten Wassern mehr als 300 Millionen Franken im Jahr beträgt. Aus der eigentlichen Biersteuer erhält der Bund 50 Millionen Franken, etwa 45 Millionen Franken sind es zusätzlich aus der Warenumsatzsteuer.

Seit 1890, also seit bald 100 Jahren, erhalten die Kantone Geld aus dem Reingewinn der Alkoholverwaltung. In den letzten 10 bis 20 Jahren sind die Aufgaben im Bereich der Bekämpfung des Alkoholismus stets grösser geworden. Vor allem der Jugendalkoholismus ist zu einem ernsthaften Problem geworden. Im Gespräch mit Fürsorgestellten, mit Alkoholfürsorgestellten, aber auch mit Gesundheits- und Fürsorgedirektoren muss ich immer wieder hören, dass viele Aufgaben nicht wahrgenommen werden können, weil das Geld fehlt. Vor allem bei Verkehrsunfällen, aber auch bei körperlich und psychisch Kranken spielt der Alkoholismus eine zentrale Rolle. Es ist Tatsache, dass in vielen Kantonen bedeutend mehr aus allgemeinen Mitteln aufgewendet werden muss, als der Alkoholzehntel an Einnahmen bringt. Der Alkoholzehntel – wir haben es gehört – beträgt rund 14 Millionen Franken. Das ist im Vergleich zu dem, was der Alkoholismus verursacht, viel zu wenig. Es werden pro Kopf der Bevölkerung etwa 800 Franken für Alkoholkonsum ausgegeben. Die gesamten Schäden des Alkoholismus betragen jedoch etwa 2 Milliarden Franken pro Jahr in unserem Land. Deshalb ist es lächerlich, nur 14 Millionen Franken abzuleiten für die Bekämpfung des Alkoholismus, Herr Prof. Roos, der neue Direktor des Bundesamtes für Gesundheitswesen, hat letzte Woche an der Diplomfeier der medizinischen Fakultät Bern auf eindrückliche Weise dargelegt, dass Prävention und Prophylaxe kostensenkende Massnahmen seien. Hier müsse mehr getan werden. Der Staat gebe für das Gesundheitswesen rund 13 Milliarden Franken aus, also 7 Prozent des Bruttosozialproduktes. Ich meine, dass gerade hier gespart werden kann, wenn wir endlich etwas mehr für die Vorsorge tun!

Hegg: Im Namen der Fraktion der Nationalen Aktion und Vigilants bitte ich Sie, auf die Abschnitte Q bis T einzutreten. Ich stelle aber Abänderungsanträge zu den Abschnitten S und T. Meine Detailanträge, die von der Fraktion der Nationalen Aktion und Vigilants unterstützt werden und auch der überwiegenden Meinung in der Gruppe für Alkohol- und Drogenfragen entsprechen, kommen einem Wunsch der kantonalen Fürsorgedirektoren entgegen, die glaubhaft und belegt mit Zahlen beteuern, dass die vorgeschlagenen 5 Prozent ihnen als Mittel nicht genügen, um die notwendigen und dringlichen Massnahmen zur Bekämpfung des Alkoholismus alle zu finanzieren.

Es wäre eine ausserordentlich unglückliche Wirkung dieser Art von «Neuverteilung der Aufgaben», wenn deswegen bei den Bekämpfungsmassnahmen gegen den Alkoholismus gespart werden müsste. Ich denke, es ist hier nicht nötig, ein Kolleg über die verheerenden Folgen des masslosen Alko-

holkonsums (gesundheitliche, geistige und soziale Folgen) zu halten.

Auch im Lichte grundsätzlicher Überlegungen ist die Kürzung der Kantonsanteile in dem vom Bundesrat beantragten Ausmass nicht vernünftig. Die Fragen der Gesundheit sollen Sache der Kantone sein und bleiben! Im Sinne des Verursacherprinzips – da sind wir uns wohl alle einig – müssen die Bekämpfungsmassnahmen gegen den Alkoholismus aus den fiskalischen Belastungen des Alkohols finanziert werden. So gesehen, zieht der Bund die Alkoholsteuern im Namen und Auftrag der Kantone ein. Es ist also nicht richtig, wenn er von diesem Geld soviel für sich selbst zurückbehält, dass die Kantone aus den ihnen zukommenden Anteilen die Massnahmen gegen den Alkoholismus kaum mehr finanzieren können. Die Bekämpfung des Alkoholismus hat hier einen Vorrang!

Die Finanzierung der AHV entspricht im übrigen durchaus nicht dem Verursacherprinzip, ganz im Gegenteil: Nichtalkoholiker leben nämlich länger. Eigentlich müssten aus diesen Geldern die Krankenkassen subventioniert werden. Nun, sei ihm, wie ihm wolle! Die Dinge sind nun einmal anders geregelt. Dass man aber den Kantonen vom Ertrag der Alkoholbesteuerung soviel wegnimmt, dass die Bekämpfungsmassnahmen gegen den Alkoholismus – eine echte Aufgabe der Kantone – darunter leiden, ist falsch.

Der Antrag zu Abschnitt T ist eine notwendige Folge des ersten Antrages. Ich werde dazu das Wort nicht mehr ergreifen, sondern bitte Sie schon jetzt, meinen beiden Anträgen zuzustimmen.

Nach reiflicher Überlegung möchte ich Ihnen auch empfehlen, meine Anträge den Anträgen von Kollege Reichling vorzuziehen. Ich gestehe gerne zu – oder ungern –, dass die Sucht nach illegalen Drogen und der Missbrauch von Medikamenten in unserem Volk ein ernsthaftes Problem ist. Ich befürchte aber, dass die Ausdehnung der Zweckbestimmung gemäss Antrag Reichling zu einer Verzettelung des Einsatzes der Mittel führen würde. Die Gefahr wäre gross, dass die Mittel in zu vielen verschiedenen Kanälen versickern würden.

Ausserdem muss ich Ihnen aus meinen Erfahrungen als Psychiater mitteilen, dass dem Alkohol – trotz der wachsenden Bedeutung der Süchte nach illegalen Drogen und des Medikamentenmissbrauches, die wir in letzter Zeit beobachten können – immer noch die überragende Bedeutung als schädigender Stoff für die Volksgesundheit zukommt. Zwar ist das Argument richtig, dass man illegale Drogen nicht besteuern kann und somit keine Mittel für deren Bekämpfung zu beschaffen sind. Trotzdem ist es besser, das Problem der Bekämpfung der Sucht nach illegalen Drogen in einem anderen Zusammenhang aufzugreifen.

Ein weiterer Sonderfall ist die Bekämpfung des Medikamentenmissbrauches. Hier müsste man eigentlich eine Sonderbesteuerung der Pharmaindustrie fordern.

Aber kurzum: Wenn Sie sich wirklich nicht dazu durchringen können, meine Anträge zu unterstützen, sind die Anträge Reichling natürlich immer noch besser als die Anträge des Bundesrates bzw. der Mehrheit der Kommission.

Ich fasse zusammen: Ich bitte Sie, auf die Vorlagen Q bis T einzutreten. Ausserdem bitte ich Sie, meinen Detailanträgen zuzustimmen und nur eventuell die Anträge Reichling denjenigen der Kommissionmehrheit vorzuziehen.

Le président: Le groupe PDC et le groupe PdT/PSA/POCH renoncent à prendre la parole. Le premier nous informe qu'il est favorable à l'entrée en matière et le second nous indique qu'il votera contre celle-ci.

Martignoni: Gestern hat ein hochgeschätzter Ratskollege von der «Gewerkschaft der Regierungsräte» gesprochen, und nun wagt es wiederum ein kantonaler Politprofi, an das Mikrofon zu treten! Ich bitte Sie immerhin um Verständnis dafür. Denn es geht ja schliesslich um die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen, und hier im speziellen Fall um die finanziellen Beziehungen zwischen Bund und Kanto-

nen. Dass sich die Vertreter der Kantone hier am Mikrofon und vor dem Rate äussern, ist sicher nicht nur legitim, sondern – ich möchte fast sagen – ihre Pflicht. Ich möchte aber noch weitergehen und sagen: Es gehört nebst der Überzeugung sicher auch dazu, dass wir Sie über die Situation und über die Sicht der Kantone orientieren.

Ich möchte Ihnen beliebt machen, auf die Anträge Bonnard insoweit einzutreten, als es sich um den Reinertrag an den Alkoholsteuern handelt. Denn gerade bei den Erträgen der Alkoholbesteuerung darf man festhalten, dass sehr viele sachliche Gründe dafür sprechen, dass die Kantone ihren Anteil behalten. Schon aus der Entstehungsgeschichte ist diese Feststellung gerechtfertigt. Mit Recht übernahm der Bund seinerzeit zentrale Aufgaben und damit auch finanzielle Verantwortungen. Heute ist indessen die Tendenz beim Bund unverkennbar, den Kantonen die Ausführung von Erlassen zu übertragen und den Kantonen Befehle zu erteilen, gleichzeitig aber die entsprechenden Einnahmen für Bundeszwecke und Bundesaufgaben zu verwenden. Gerade der Anteil beim Alkohol ist ein schlagendes Beispiel dafür. Im Jahre 1930 wurde der Kantonsanteil von 100 auf 50 Prozent reduziert, wobei von diesen 50 Prozent 10 Prozent für die Bekämpfung des Alkoholismus zur Verfügung zu stellen waren. Heute verbleiben – unter der jetzt geltenden befristeten Übergangsordnung – 5 Prozent des gesamten Reinertrages. Dies würde aber auch in Zukunft beispielsweise eine Abrechnung mit den Kantonen bedingen. Der ganze Verwaltungsapparat würde weiterhin funktionieren. Hinzu kommt, dass die Eidgenössische Alkoholverwaltung weiterhin auf die Mitwirkung der Kantone bei der Handhabung der Alkoholordnung angewiesen ist, was selbstverständlich nur dann hohe Effizienz sicherstellt, wenn auch die Kantone angemessen mitbeteiligt werden.

Aus der Sicht der Kantone tritt ein weiterer wichtiger Umstand hinzu. Wie wir aus Referaten der Vorredner gehört haben, ist der Alkoholismus eine Zeitkrankheit, und seine Bekämpfung berührt in allererster Linie die Kantone. Den Räten ist die Eingabe der kantonalen Fürsorgedirektoren bekannt, welche unter Hinweis auf die stark gestiegenen Kosten einer wirkungsvollen Bekämpfung des Alkoholismus vor einem Nachlassen der diesbezüglichen Anstrengungen warnen. Diese Seite der Problematik ist ja auch durch zwei entsprechende Anträge hier zur Diskussion gestellt.

Mit der Prophylaxe und der Behebung der gesundheitlichen Schäden ist es freilich für die Kantone bei weitem nicht getan. Es treten die volkswirtschaftlichen Beeinträchtigungen und all die Kosten bei gerichtlichen Verfahren hinzu. In Anwendung des Verursacherprinzips drängt sich die angemessene Beteiligung der Kantone an den Alkoholerträgen direkt auf, und das aus rein sachlichen Gründen. Gerade beim Alkoholmonopol besteht diese Aufgabenteilung bereits. Ihr nun dauernd die dafür benötigten Mittel zu entziehen und einseitig umzuverteilen, würde kaum im Sinne des Ganzen liegen.

Ich möchte Sie aus diesem Grunde bitten, auf die Anträge S und T gemäss Antrag Bonnard nicht einzutreten.

Mme Vannay: Acceptor d'entrer en matière sur la suppression de la part des cantons au produit net des droits de timbre et sur la nouvelle répartition des recettes nettes provenant de l'imposition des boissons distillées ne veut pas encore dire accepter ces projets.

Pour ma part, si je peux concevoir que l'on en parle, je ne pourrai pas les accepter au vote final, à supposer que l'on entre vraiment en matière.

Il faut se souvenir que le peuple suisse et les cantons ont accepté, le 30 novembre 1980, deux modifications de la constitution sur ces parts au produit des droits de timbre et aux bénéfices de la Régie fédérale des alcools. C'était pour assainir les finances fédérales, mais l'effort demandé était limité dans le temps, puisque les cantons renonçaient à leurs droits jusqu'à la fin décembre 1985. Cela signifiait, en d'autres termes, soit au début 1986 la situation redevient ce qu'elle était avant le vote de 1980 et les cantons touchent à nouveau leur part, soit on consulte une seconde fois les

citoyens pour qu'ils prolongent encore ou admettent, à titre définitif, cette perte fiscale des cantons. Cette question peut donc être posée à nouveau mais, en ce qui me concerne, je me rallierai à la proposition de M. Bonnard qui serait de reprendre la discussion dans un cadre plus approprié.

Cependant, si cette question est aujourd'hui posée, elle devra recevoir une réponse et, personnellement, je répondrai par la négative. Durant tout ce débat sur la répartition des tâches, certains – et j'en suis – ont essayé de montrer que l'on faisait une répartition des charges. La Confédération n'a cessé de faire des économies, de fausses économies, sans savoir si les cantons et les communes, ainsi que les organismes privés, seraient en mesure ou auraient la volonté politique de continuer de financer ce que la Confédération leur abandonnait si généreusement.

Certains représentants des cantons périphériques ont tiré la sonnette d'alarme en essayant de dire que, dans ces régions moins bien loties, on ne pourrait sans doute pas faire mieux que ce que l'on fait maintenant. A cela M. Stucky a répondu la semaine dernière que la Confédération ne pouvait pas dépenser l'argent qu'elle n'avait pas. Mais, Monsieur Stucky, la Confédération a de l'argent, et elle en a davantage aujourd'hui qu'hier. Je vous demande alors si les cantons financièrement faibles peuvent dépenser l'argent qu'ils n'ont pas et, plus encore, l'argent qu'on leur enlève?

On a aussi essayé de démontrer que, par le biais du renforcement de la péréquation financière, les cantons riches allaient faire des efforts supplémentaires en faveur des cantons bénéficiaires de la péréquation. C'est vrai, mais ce que l'on n'a pas dit, c'est que ces cantons riches sont, eux, déchargés par la nouvelle répartition des tâches, si bien que, tout compte fait, seuls quatre cantons, deux financièrement moyens: Appenzell Rhodes-Extérieures et Schaffhouse, et deux financièrement faibles: Appenzell Rhodes-Intérieures et Obwald, sortent de l'opération avec une diminution de leurs charges. Un exemple encore, Bâle, canton financièrement fort, aura une charge supplémentaire de plus de 0,44 pour cent de sa force fiscale, soit exactement la même charge supplémentaire que celle du Valais, canton financièrement faible. Le Jura verra sa charge plus fortement augmentée que celle de Zurich. On a ainsi modifié en mal la situation de 22 cantons. Maintenant, par les quatre arrêtés et lois, on voudrait retirer encore aux cantons 290 millions de francs qui resteront dans les caisses de la Confédération qui voudrait garder pour elle toutes les recettes des droits de timbre et celles de la Régie des alcools, à l'exception de la dîme.

C'est la raison pour laquelle je dis «non». Je demande de restituer aux cantons, à partir de 1986, cet argent dont ils auront grandement besoin, entre autres pour prendre le relai et assumer les tâches que nous leur offrons gracieusement depuis le début de la semaine dernière.

Frau Grendelmeler: «Genügen die Kantonsanteile, um den Alkoholismus in der Schweiz wirksam zu bekämpfen?» Diese Frage stellten sich die Verfasser des hier vorliegenden Berichtes gleich am Anfang ihrer Betrachtungen. Eine unüberhörbare Skepsis scheint mir da mitzuschwingen und ein durchaus berechtigter Zweifel, ob 14,5 Millionen Franken genügen, um die Kantone für ihre Bekämpfung des Alkoholismus wirksam auszurüsten. Schade, dass der Bundesrat seiner eigenen Skepsis nicht mehr Vertrauen schenkte. Halten wir nur ein paar wenige Fakten fest:

1. Alkohol ist die Droge Nummer 1 in der Schweiz.
2. Laut Schätzung der Fachstelle für Alkoholprobleme gibt es in der Schweiz 150 000 Alkoholiker; die Dunkelziffer ist höher. Viel wesentlicher jedoch scheint mir, dass 450 000 bis 600 000 Menschen zusätzlich vom Alkoholismus mitbetroffen sind. Das ist mehr als die Grösse der Stadt Zürich. Man stelle sich das bitte plastisch vor!
3. Die Schweiz belegte 1981 weltweit den stolzen siebten Platz im jährlichen Alkoholkonsum. Der Konsum beträgt je Einwohner 11,3 Liter (wohlverstanden reinen Alkohols), statistisch verteilt auf die ganze Bevölkerung vom Säugling bis

zum Greis. Jedes zehnte Bett in Männerabteilungen von Akutspitalern wird von einem alkoholkranken Mann belegt; und nachgewiesenermassen sterben jährlich – auch wieder statistisch nachgewiesen – über 1100 Menschen an den Folgen des Alkohols; 18,5 Prozent aller tödlichen Verkehrsunfälle gehen auf das Konto Alkohol. Das bedeutet, dass die gesamtgesellschaftlichen Kosten des Alkoholismus sich gesamtschweizerisch auf weit über 2 Milliarden Franken belaufen, berücksichtigt man die Auslagen wie auch die Mindereinnahmen. Soviel zur Kostenseite.

Der Alkohol ist eine legale Droge, die in unserer Gesellschaft fest verankert ist. Somit ist auch der Alkoholkonsum, ja sogar der Alkoholismus, akzeptiert. Diese Akzeptanz – ein Wort, das mir seit gestern sehr geläufig über die Lippen geht – darf aber nicht zum Freibrief werden für eine gewisse Doppelbödigkeit und Heuchelei. Mit Alkohol wird in diesem Lande sehr viel Geld verdient, nicht nur von privater Seite, auch vom Bund; hier ist für mich eine gewisse Schizophrenie spürbar, obwohl ich sonst diesen psychiatrischen Begriff nicht gerne strapaziere. Somit muss aber auch diese Akzeptanzgesellschaft – oder besser: diese permissive society – die Verantwortung für die Folgen dieser Haltung übernehmen. Das will heissen, Alkoholkonsum kann zu Alkoholismus führen, und dieser muss nach dem Verursacherprinzip bekämpft werden, aber im Unterschied zu den vorliegenden 5 Prozent des Reinertrages mit einem echten Alkoholzehntel, den wir den Kantonen überlassen müssen, vor allem (wie vorher sehr deutlich gesagt wurde) den finanzschwachen Kantonen. Die Kantone sind nicht imstande, ihre Aufgabe nach dem heutigen Stand der Erkenntnis zu lösen, wenn wir hier den Sparhebel ansetzen. Heute ist es so, dass viele durchaus vorhandene Aufklärungsprogramme für die Jugend, aber auch Therapiekonzepte, mangels finanzieller Mittel in den Kantonen nicht ausgeführt werden können. Behandlungen sollten jedoch aufgrund einer therapeutischen und nicht einer finanzpolitischen Indikation erfolgen. Ich bitte Sie deshalb, den Kantonen das nötige Instrumentarium zur Verfügung zu stellen, damit sie die Auswüchse unserer Alkohol-Akzeptanz auch wirksam bekämpfen können.

Ich bitte Sie also, auf die Vorlage zwar einzutreten, aber einem echten Alkoholzehntel zuzustimmen oder allenfalls den Antrag Reichling oder Hegg zu unterstützen.

Meyer-Bern: Auch ich bin für einen echten Alkoholzehntel. Wir haben jetzt in dieser Aufgabenverteilung einige Aufgaben vom Bund weggenommen und auf die Schultern der Kantone gelegt. Diese Lastenverteilung (diese Lastenverteilung, wie man sie eigentlich nennen müsste) trifft insbesondere die Fürsorgedirektoren, d. h. das Fürsorgewesen in den Kantonen. Wir haben 25 bis 27,5 Prozent Subventionen für den Bau von Altersheimen gestrichen; das macht immerhin bei einem Bauprogramm, wie es der Kanton Bern aufweist und das ungefähr zwischen 300 bis 350 Millionen Franken beträgt, einen recht grossen Teil aus. Wir haben die Ergänzungsleistungen verändert, und wir haben die Kantone (weil es offenbar fremdenpolizeilich nicht möglich ist, ein Asylantenwesen zu regeln) wiederum belastet.

So weit, so gut; aber jetzt kommt ein Artikel (dieser Artikel 32bis) der Bundesverfassung, der im Grunde genommen zwei Sachen will, nämlich einerseits Ordnung in die Produktion und den Handel der gebrannten Wasser bringen, andererseits geht er ganz klar auf eine Verminderung des Verbrauches, d. h. eben der Alkoholbekämpfung, aus.

Es darf deshalb ruhig davon ausgegangen werden, dass dieser Alkoholzehntel (der eben keiner mehr ist) dazu dienen sollte, die Kantone zu «veralimentieren», damit sie die Massnahmen zur Bekämpfung des Alkoholismus ergreifen können, und das tut er heute nicht mehr.

Ich habe hier ein Schreiben des Sekretärs der Fürsorgedirektion des Kantons Zürich an die Konferenz der kantonalen Fürsorgedirektoren, in dem geschrieben steht, dass gerade im privaten Alkoholbekämpfungsbereich die Subventionen von 40 auf 35 Prozent gekürzt werden müssen und dass

insbesondere für das nächste Jahr nochmals eine Kürzung zu erfolgen habe.

Zurzeit deckt der Bundesbeitrag beispielsweise im Kanton Bern noch 30 Prozent: 30 Prozent der Aufwendungen im betrieblichen Sektor der Alkoholmissbrauchsbekämpfung und 35 Prozent im baulichen Sektor.

Es ist bereits gesagt worden, unter welcher Not wir im Alkoholsektor leiden. Ich kann Ihnen sagen, dass die Front noch schwieriger wird. Seit 1975 hat sich der Anteil der 15- bis 20jährigen, die jeden Tag mindestens zweimal alkoholische Getränke zu sich nehmen, verdoppelt. Wir stellen zudem fest, dass die Alkoholfür- und -vorsorger vermehrt mit Polytoxikomanen zu tun haben. Also auch aus diesem Gesichtspunkt wäre es richtig, wenn dieser Alkoholzehntel ein echter Alkoholzehntel würde. 5 Prozent reichen einfach nicht aus; ich bitte Sie deshalb – ich muss aus diesen Gründen für Eintreten sein –, diesen Antrag auf 10 Prozent zu unterstützen.

M. Kohler Raoul, rapporteur: La majorité de notre commission reconnaît que la réglementation sur les quotes-parts des cantons n'a rien à voir avec la nouvelle répartition des tâches.

Le Parlement ayant toutefois lui-même, en 1980, décidé de suspendre le versement de ces quotes-parts et de régler définitivement la question dans le cadre des travaux relatifs à la première étape de la nouvelle répartition des tâches, nous devons nous prononcer aujourd'hui sur cette affaire. Nous n'avons pas à attendre le programme d'économies 1983, il est d'ailleurs connu, ou une réglementation détaillée de l'affectation de la surtaxe sur l'essence aux cantons avec compensation partielle, ou encore d'autres propositions de réglementation des rapports financiers entre la Confédération et les cantons, car nous serons toujours confrontés à des projets de nature politique qui auront des répercussions à la fois sur les finances de la Confédération et sur celles des cantons. La question des rapports financiers entre la Confédération et les cantons ne sera jamais définitivement réglée; il convient aujourd'hui de trancher dans un sens ou dans l'autre un problème qui est en suspens depuis 1981.

Un membre de notre commission a même été de l'avis que la teneur des articles 14 et 15 des dispositions transitoires de la constitution oblige l'Assemblée fédérale à entrer en matière maintenant et à se prononcer clairement sur le maintien des quotes-parts cantonales ou leur abrogation totale ou partielle.

Il est indispensable, de l'avis de certains membres, que le peuple et les cantons puissent ensuite se prononcer à ce sujet.

Notre commission estime, dans sa majorité, qu'il est exagéré de prétendre – comme cela a été dit au Conseil des Etats – que l'abrogation définitive de ces quotes-parts compromettrait l'approbation, lors de la votation populaire, du premier train de mesures concernant la nouvelle répartition des tâches. Elle a tenu à relever que la décision de suspendre le versement de ces quotes-parts avait tout de même été adoptée à une majorité particulièrement forte, lors de la votation populaire du 30 novembre 1980. Je vous en rappelle les scores: la suppression des parts cantonales au produit net des droits de timbre a été approuvée par 1,059 million de voix contre 515 000, et par vingt cantons contre trois; celle des parts cantonales aux bénéfices de la Régie des alcools par 1,127 million de voix contre 459 000, et par vingt et un cantons contre deux.

Notre commission comprend fort bien que les cantons désirent pouvoir de nouveau toucher les quotes-parts non affectées à une tâche déterminée auxquelles ils avaient droit. Nous faisons cependant remarquer, une fois de plus, que les cantons ont fort bien pu s'en passer, depuis 1981, et que leur situation est en général meilleure dans le domaine des finances que celle de la Confédération. Puisqu'ils auront des recettes nouvelles de 380 millions de francs, provenant des droits de douanes supplémentaires perçus sur les carburants, qu'ils ne devront compenser qu'en partie, soit pour

environ 210 millions de francs, selon le plan financier du Conseil fédéral, on peut leur demander de renoncer à leurs quotes-parts provenant des droits de timbre et du bénéfice de la Régie des alcools, pour contribuer ainsi à l'assainissement des finances fédérales.

On a relevé aussi, au sein de notre commission, que l'endettement de la Confédération est dû en partie au fait qu'elle a aidé les cantons et les communes à s'équiper.

Par conséquent, nous vous recommandons d'entrer en matière au sujet des propositions du Conseil fédéral et d'approuver, à titre définitif, la suppression de la quote-part des cantons au produit des droits de timbre et la réduction de celle qui leur était attribuée sur les recettes provenant de l'imposition des boissons distillées.

Nebiker, Berichterstatter: Ich möchte mich hier nur zu den Nichteintretensanträgen äussern. In bezug auf den Alkoholzehntel werde ich bei der Detailberatung sprechen. Die Minderheit, angeführt von Herrn Bonnard, beantragt Nichteintreten. Sie will heute im Zusammenhang mit dem Paket Aufgabenneuverteilung die Aufhebung dieser Kantonsanteile nicht behandelt wissen. Die Minderheit vertritt den an sich richtigen Standpunkt, dass diese vier Vorlagen, die vor uns liegen, nichts mit der Aufgabenneuverteilung zu tun hätten, dass es rein finanzpolitische Massnahmen seien. Trotzdem beantragt Ihnen die Kommissionsmehrheit, und zwar grossmehrheitlich, auf die Vorlagen einzutreten. Dies aus folgenden Gründen:

1. Es ist dieses Parlament selbst, das die Koppelung dieser Finanzvorlagen mit den Vorlagen der Aufgabenteilung verlangt hat. Der Bundesrat wollte 1980 die definitive Aufhebung der Kantonsbeiträge durchführen; das Parlament – Ständerat und Nationalrat – hat nur einer befristeten Aufhebung zugestimmt und verlangt, dass die definitive Aufhebung mit diesem ersten Paket Aufgabenneuverteilung gekoppelt werde. Es ist deshalb sicher nicht ganz richtig, wenn das gleiche Parlament wieder Nichteintreten entscheiden würde, nachdem es ausgerechnet diese vielleicht nicht ganz glückliche Koppelung verlangt hat. Aber wir stehen jetzt vor der Tatsache, dass wir definitiv entscheiden müssen.

2. Man muss nicht befürchten, dass das ganze Gesamtpaket Aufgabenteilung durch die Aufhebung der Kantonsanteile gefährdet würde. Ich möchte dabei nochmals daran erinnern, dass in den Volksabstimmungen vom 30. November 1980 beide Vorlagen, also Stempelabgabe und Alkoholanteil, ganz deutlich vom Stimmvolk angenommen wurden; die Stempelabgabe mit 1 059 000 gegen 515 000 Stimmen und die Frage der Beteiligung am Ertrag der Alkoholverwaltung mit 1 027 000 gegen 459 000 Stimmen.

3. Herr Bonnard hat aufgeführt, dass mit den kürzlich angenommenen Abgaben in bezug auf den Strassenverkehr der Bund zusätzliche Erträge erhalte, die an sich den Kantonen zustehen würden. Nach diesem Gesichtspunkt sollte man nun nicht dem Bund noch weitere Mittel zuhalten. Dazu muss man sagen, dass der Bund auch auf diese Erträge aus den Strassenverkehrsabgaben angewiesen ist, wie es die Finanzpläne deutlich machen. Auch mit diesen Erträgen ist der Bundeshaushalt noch nicht saniert. Im weiteren handelt es sich um eine vorübergehende Lösung, um Abgaben im Rahmen einer Übergangsbestimmung. Die Verteilung auf die Kantone soll dann im Rahmen der Gesamtverkehrskonzeption und allenfalls im Rahmen des zweiten Paketes Aufgabenteilung vorgenommen werden. Man kann natürlich nicht nur die finanziellen Mittel verteilen, sondern man muss parallel dazu auch die entsprechenden Aufgaben verteilen, so wie wir das heute mit der Vorlage Aufgabenteilung im Prinzip gemacht haben.

4. Die definitive Aufhebung der Kantonsanteile ist notwendig zur Sanierung des Bundeshaushaltes. Ich möchte das betonen. Sie ist aber auch gerechtfertigt wegen der günstigeren Finanzlage der Kantone und weil diese bei der Neuverteilung der Erträge aus den Treibstoffzuschlägen rund 400 Millionen Franken Mehrerträge erhalten werden. Es ist

also nicht so, dass sie nur belastet werden, sondern sie werden auch Mehrerträge erhalten; allerdings steht das Gesetz noch in Beratung.

5. Eine letzte Bemerkung zum Antrag von Herrn Martignoni, der lediglich auf den Anteil am Ertrag der Alkoholverwaltung nicht eintreten möchte. Da muss ich Sie daran erinnern, dass der Bund mit den zusätzlichen Mitteln, die ihm mit der definitiven Aufhebung des Anteiles am Alkoholertrag zustehen, nicht Beliebiges anfangen kann. Diese Mittel sind nach Bundesverfassung alle dazu bestimmt, die AHV zu finanzieren. Der Bund muss diese Mittel haben, weil im gleichen Aufgabenteilungspaket, das wir jetzt beraten haben, der Bund mit etwa 700 Millionen Franken bei der AHV belastet wird. Man muss dem Bund die entsprechenden Mittel zuhalten, und ein Teil derselben ist eben der Reinertrag aus der Alkoholverwaltung. Nachdem die Kantone von der Mitfinanzierung der AHV vollständig entlastet werden, ist es gerechtfertigt, dass man die entsprechenden Erträge dem Bund überlässt.

Ich beantrage Ihnen also namens der grossmehrheitlichen Kommission Eintreten auf alle vier Vorlagen und Zustimmung zu den Anträgen des Bundesrates.

Bundesrat Friedrich: Artikel 14 und 15 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung enthalten den ausdrücklichen Auftrag an das Parlament, die Frage der endgültigen Aufteilung der Kantonsanteile am Reinertrag der Stempelsteuer und am Reingewinn der Alkoholverwaltung im Rahmen des ersten Aufgabenteilungspaketes zu überprüfen.

Mit den Sparmassnahmen 1980 hatte der Bundesrat beantragt, diese Kantonsanteile definitiv aufzuheben. Dahinter standen vom Parlament überwiesene Motionen der CVP-Fraktion und der FDP-Fraktion. Es ging also um den Mehrheitswillen und einen ausdrücklichen Auftrag des Parlamentes. Das Parlament folgte dann allerdings dem Bundesrat unlogischerweise nicht ganz. Es stimmte zwar dem Abbau zu, aber nur im Rahmen einer auf fünf Jahre befristeten Lösung. Hinzu kam die Koppelung mit der Aufgabenteilung, d. h. die Bestimmung, wonach die Aufhebung im Rahmen der Arbeiten über die erste Stufe der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen zu prüfen sei. Die Koppelung beruht ebenfalls auf einem ausdrücklichen Auftrag des Parlamentes. Davon kann man sich nun nicht distanzieren.

Wie in der Botschaft dargelegt, beantragt Ihnen der Bundesrat mit Ausnahme des Alkoholzehntels die endgültige Aufhebung der beiden Kantonsanteile. Dafür sind verschiedene Überlegungen massgebend. Vor allem kann es sich der Bund nicht leisten, bereits getroffene Sparmassnahmen bei der gegenwärtigen Finanzsituation wieder rückgängig zu machen. Sie alle kennen die Finanzlage des Bundes. Der Bundeshaushalt ist von einer Sanierung noch ganz erheblich entfernt, trotz der Abstimmung vom 26. Februar. Wie die Kommissionssprecher bereits deutlich darlegten, haben die eidgenössischen Räte in der Wintersession 1981 eine Motion überwiesen, die den Willen zum Haushaltsausgleich ausdrückt und den Bundesrat beauftragt, im Rahmen der Finanzplanung konkrete Sanierungsvorschläge zu unterbreiten. Diese Motion ist nicht ganz einfach zu erfüllen, wie der Legislaturfinanzplan zeigt.

Es würde die finanzpolitischen Probleme noch vergrössern, wenn bereits erfolgte Ausgabenkürzungen wieder rückgängig gemacht würden. Die definitive Aufhebung der beiden Kantonsanteile wurde in der Finanzplanung des Bundes, wie das Herr Reichling richtig dargestellt hatte, als wesentliches Element berücksichtigt. Auch Ihre Finanzkommission unterstützt die Anträge des Bundesrates.

Ich begreife selbstverständlich die Finanzdirektoren, die sich für die Kasse ihrer Kantone wehren; aber es ist nun einmal Tatsache, dass sich die Kantone seit 1981 auf den Ausfall eingerichtet haben. Und viele Kantone konnten – trotz Überwälzung des Bundes – ihre Steuern reduzieren, und zwar ohne dass sich ihre Finanzlage drastisch verschlechtert hätte.

Der Bundesrat erwartet von Ihnen heute einen Entscheid in der Sache. Es geht – wie Herr Reichling gesagt hat – wirklich um eine grundsätzliche Frage: Steht das Parlament hinter den Vorstössen, die hier und jetzt eine Sanierung der Bundesfinanzen verlangen, oder sind das einfach Lippenbekennnisse? Die Finanzpolitik ist nicht nur eine Sache des Bundesrates, sondern ebenso eine Sache der eidgenössischen Räte. Ich darf Sie daran erinnern, dass Sie eidgenössische Parlamentarier sind und nicht nur Kantonsvertreter! Der Bundesrat stellt zum zweiten Male Antrag auf Aufhebung. Sie können diesen Antrag ablehnen, meinestwegen ganz oder teilweise, aber Nichteintreten bringt keine Lösung. Bei Nichteintreten, wenn Sie das Geschäft ständig hin und her schieben, erhöht sich einfach der administrative und politische Aufwand. Es ist ein Ausweichen vor der Verantwortung. Deshalb hat der Bundesrat die Frage nicht für das Anschlussprogramm zurückgezogen, wie es im Ständerat angeregt wurde, sondern hält an seiner Botschaft fest. Wenn einzelne unter Ihnen Schwierigkeiten in der Abstimmung befürchten, so ist es ohne weiteres möglich, die Abstimmung über die Kantonsanteile an einem anderen Datum – also nicht mit den übrigen Vorlagen dieses Paketes zusammen – durchzuführen. Das ist das kleinste Problem. Ich ersuche Sie mit allem Nachdruck, auf die Beschlüsse Q bis T einzutreten, wenn Sie es ernst meinen mit der Sanierung der Bundesfinanzen. Über die Anträge Hegg und Reichling werde ich mich in der Detailberatung äussern.

Le président: Je suggère la procédure suivante: la décision que nous allons prendre concernant l'entrée en matière sera valable pour les arrêtés Q et R. La majorité de la commission et le Conseil fédéral vous proposent d'entrer en matière, la minorité et le Conseil des Etats demandent de ne pas entrer en matière.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	141 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	28 Stimmen

Q

Bundesbeschluss über die Aufhebung des Kantonsanteiles am Reinertrag der Stempelabgaben **Arrêté fédéral supprimant la part des cantons au produit net des droits de timbre**

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I – III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I à III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamt Abstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	131 Stimmen
Dagegen	29 Stimmen

R

Bundesgesetz über die Stempelabgaben (StG)

Loi fédérale sur les droits de timbre (LT)

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I – III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I à III*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*Für Annahme des Gesetzentwurfes 140 Stimmen
Dagegen 24 Stimmen**S****Bundesbeschluss über die Neuverteilung des Reinertrages aus der fiskalischen Belastung gebrannter Wasser**
Arrêté fédéral fixant la nouvelle répartition des recettes nettes provenant de l'imposition des boissons distillées**T****Alkoholgesetz – Loi fédérale sur l'alcool***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Eintreten (Zustimmung zum Entwurf)

Minderheit

(Bonnard, Carobbio, [Fischer-Weinfeld], Thévoz)

Nichteintreten

*Proposition de la commission**Majorité*

Entrer en matière (Adhésion au projet)

Minorité

(Bonnard, Carobbio, [Fischer-Weinfeld], Thévoz)

Ne pas entrer en matière

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 111 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 40 Stimmen

Bundesbeschluss S – Arrêté fédéral S

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag Hegg**Art. 32bis Abs. 9*

... gebrannten Wasser erhalten die Kantone 10 Prozent, die sie für ...

*Antrag Reichling**Art. 32bis Abs. 9*

Vom Reinertrag des Bundes aus der fiskalischen Belastung der gebrannten Wasser erhalten die Kantone 10 Prozent, die sie für die Bekämpfung des Alkoholismus, des Suchtmittel-, Betäubungsmittel- und Medikamentenmissbrauchs in seinen Ursachen und Wirkungen verwenden. Die Mittel ...

Titre et préambule, ch. I*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition Hegg**Art. 32bis al. 9*

Le dixième des recettes nettes...

*Proposition Reichling**Art. 32bis al. 9*

Le dixième des recettes nettes...

... pour combattre dans leurs causes et dans leurs effets l'alcoolisme, l'abus des stupéfiants et autres substances engendrant la dépendance ainsi que l'abus des médicaments. Les cantons...

Reichling: Im Namen der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei beantrage ich Ihnen, dem Antrag Hegg auf Erhöhung des kantonalen Anteils von 5 auf 10 Prozent zuzustimmen. Hingegen sind wir nicht damit einverstanden, dass dieser erhöhte zweckgebundene Anteil der Kantone auf die Bekämpfung der Ursachen und Wirkungen des Alkoholismus allein beschränkt bleibt; wir sind also für eine Ausweitung der Zweckbestimmung auf die Ursachen- und Folgenbekämpfung von Drogen- und Medikamentenmissbrauch allgemein.

Es gilt heute als allgemein gesichertes Erkenntnis, dass für alle Suchtformen, vom Alkoholismus über den Medikamentenmissbrauch bis zur Drogensucht, die Ursachen die gleichen sind.

Ein Vorredner hat hier einen neuen Ausdruck geprägt, wenigstens war er mir nicht bekannt: Er hat von «Polytoxikomanen» gesprochen, d. h. von Leuten, die offenbar verschiedenen Suchtmitteln zugleich erlegen sind. Das dürfte doch mit Deutlichkeit zeigen, dass weder bei der Ursachenbekämpfung noch bei der Bekämpfung der Wirkungen überhaupt eine Grenze auf Stufe Kantone und Gemeinden gezogen werden kann.

Bei der Prävention ist das ganz deutlich: Sie können sich betreffend Ursachenbekämpfung wieder einmal den Bericht der Kantone über die Verwendung des Alkoholzehntels zu Gemüte führen. Was Sie dort unter Ursachenbekämpfung finden, dient praktisch vollumfänglich der Ursachenbekämpfung sämtlicher Suchtmittel, also nicht für den Alkohol allein. Dies ist auch angezeigt. Bei der Bekämpfung der Wirkungen dürften sich in grösserem Ausmass unterschiedliche Massnahmen aufdrängen; aber sie fallen heute doch allgemein in den gleichen Bereich.

Die Notwendigkeit verstärkter Massnahmen auf Stufe Kantone und Gemeinden ist wohl unbestritten. Es ist heute auch eine Tatsache, dass alle Kantone einen viel grösseren Betrag für die Ursachen- und Wirkungsbekämpfung im Bereich Alkoholismus und Drogen aufwenden, als ihnen aus dem zweckgebundenen Alkoholzehntel heute zur Verfügung steht. Die Ausweitung auf sämtliche Suchtmittel ist mir ein spezielles Anliegen, weil die Zusammenhänge und Überschneidungen gegeben sind. Die Finanzierungsmöglichkeiten sind auf Stufe der Kantone jedoch im Bereich der übrigen Drogen geringer als im Bereich des Alkoholismus. Ich bitte Sie aus diesen Gründen, meinen Anträgen, die ich im Namen der Fraktion eingereicht habe, zuzustimmen. Das Begehren ist übrigens nicht neu: Im Jahre 1981 hat der Nationalrat eine Motion Nebiker überwiesen, welche diese Ausweitung der Zweckbestimmung des entsprechenden Verfassungsartikels zum Ziele hatte. Der Nationalrat hat damals diese Motion überwiesen. Sie ist im Ständerat leider abgelehnt worden und hat also heute im Prinzip die Wirkung eines Postulates.

Zum Prozedere: Auf Verfassungsstufe sind der Kantonsanteil und die Zweckbestimmung im gleichen Artikel 32bis Absatz 9 geregelt. Deshalb betreffen dort die Anträge Hegg und Reichling den gleichen Artikel. Im Alkoholgesetz ist der Anteil im Artikel 44 Absatz 2 geregelt; das entspricht dem Antrag Hegg. Die Ausweitung der Zweckbestimmung ist im Artikel 45 Absatz 2 geregelt; das entspricht meinem Antrag. Im Gesetz ergänzen sich also die beiden Anträge Hegg und Reichling, während sie sich leider in der Verfassung offenbar entgegenstehen.

Ich möchte nun doch die Anhänger des Antrages Hegg sehr eindringlich bitten, nicht das ganze Vorhaben zugunsten der Suchtmittelbekämpfung in Frage zu stellen, indem sie stur an dieser Zweckbestimmung für Alkoholbekämpfung allein

festhalten. Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei wird der Ausweitung auf 10 Prozent nur zustimmen, wenn sie verbunden ist mit der Ausweitung der Zweckbestimmung. Dies ist uns ein echtes Anliegen, und wir bedauern, dass dieses Anliegen durch zu enge Grenzen gefährdet werden soll.

Hegg: Ich möchte an meiner Empfehlung festhalten, die Zweckbestimmung nicht auszuweiten. Auch ich weiss, dass das Problem der Polytoxikomanie, der Sucht nach verschiedenen Drogen, weitverbreitet ist. Ich muss Ihnen allerdings sagen, dass daran der Alkohol fast immer beteiligt ist. Wenn die Zweckbestimmung so bleibt, ist das kaum eine Einschränkung bei der Bekämpfung der Polytoxikomanie. Auf der anderen Seite geht der Antrag Reichling einfach zu weit bei der Medikamentensucht oder beim Medikamentenmissbrauch. Ich befürchte, dass dann eine genügende Konzentration der Mittel bei der Bekämpfung des Alkoholismus ausbleibt, wenn wir diese Zweckbestimmung so ausweiten. Ich möchte Ihnen deshalb weiterhin empfehlen, meine Anträge den Anträgen Reichling vorzuziehen.

Müller-Aargau: Ich spreche sowohl zum Antrag Hegg wie zum Antrag Reichling. Es geht mir um einen echten Alkoholzehntel.

Wir haben vorhin, im Eintreten, sehr viel über Alkoholprobleme gehört. Ich möchte noch einmal auf die Aufgabenteilung in diesem Zusammenhange zu sprechen kommen, auch wenn die Kommissionsprecher deutlich gesagt haben, dass es sich um eine reine Fiskalmassnahme handle. Links und rechts des Einganges dieses hehren Hauses haben wir zwei Symbolfiguren, den Historiker und den Politiker, als Elemente der Tradition und der Zukunftsperspektive. Beide Elemente sind in dieser Alkoholgesetzgebung enthalten. Dazu müssen wir das Ganze etwas analysieren oder vielmehr sogar sezieren.

Erstens zum Historischen: 1886 wurde die eidgenössische Alkoholordnung geschaffen, einerseits um die alten Ohmgelder der Kantone zu ersetzen, andererseits um den Alkoholismus zu bekämpfen. Die spätere Zweckbindung an die AHV ist etwas Zusätzliches, ohne dass die frühere Verpflichtung dadurch abgebaut worden wäre. Wenn nun die alte Verpflichtung, gebunden an die Alkoholsteuer, in ihrem ganzen Umfang erhalten werden soll, so beharren die Herren Hegg und Reichling nur darauf, dass eine Zweckentfremdung verhindert wird.

Zweitens zum Zukünftigen: Wir wollen eine grössere Durchsichtigkeit in unserem vielgestaltigen Gemeinwesen. Dass man nun darauf verzichtet, gleichsam die alten Ohmgelder an die Kantone zurückzubezahlen, geht in Ordnung. Dieses Relikt darf ruhig verschwinden, wir schneiden damit nur einen alten Zopf ab, nicht aber die ursprüngliche Auflage, die auch heute ihre volle Berechtigung hat, denn weitere Gelder zur Bekämpfung des Alkoholismus waren in der gesamten Rückerstattung an die Kantone enthalten. Wir halten daher an den 10 Prozent fest, denn ob 5 Prozent oder 10 Prozent vom Bund an die Kantone überwiesen werden, ändert an den Strukturen überhaupt nichts, und da entstehen auch keine zusätzlichen Reibungsverluste; im Gegenteil: teilweise finanziert dann der Bund, teilweise der Kanton die Tätigkeit im Dienste der Vorsorge. Nicht einmal das in der letzten Woche festgehaltene und von mir karkierte Prinzip «Wer zahlt, der befiehlt, und wer befiehlt, der zahlt» wird durchgezogen, obwohl Sie dieses Prinzip hier heilig gesprochen haben.

Ich fasse zusammen: Das Festhalten an 5 Prozent zweckgebundener Bundesgelder, überwiesen an die Kantone als sogenannten Alkoholzehntel, wohl in der Hoffnung, dass die Kantone aus eigenen Mitteln mindestens weitere 5 Prozent zuschiessen, ist nur eine Wiederaufnahme des alten Animationsmechanismus, den wir mit der jetzigen Übung an allen Orten, wo dies zu verantworten ist, abschaffen wollen. Kurz, die vorgeschlagene Regelung muss nicht nur als reine Fiskalangelegenheit entlarvt werden, wie Herr Nebiker gesagt hat, sondern als Verrat am immer wieder beschriebenen

Hauptanliegen der Klärung der Verhältnisse. Sollten die Gelder für die AHV und die Alkoholvorsorgepflicht nicht ausreichen, so sollen diese zweckgebundenen Steuern eben erhöht werden. Die Erhöhung der Schnapssteuer ist ein altes Anliegen unserer Fraktion – der Bundesrat hat ja die Kompetenz dazu.

Im empfehle Ihnen, den Alkoholzehntel nicht aufzuteilen in einen Zwanzigstel Bundesgeld und einen Zwanzigstel Kantongeld, sondern heute klar und einfach den echten Alkoholzehntel zu beschliessen, sei es in der Form des Antrages von Herrn Hegg oder des Antrages von Herrn Reichling.

Hösl: Ich unterstütze hier den Antrag Reichling, weil er sowohl sachlich als auch politisch richtig liegt. In der Tat ist auch der Alkohol eine Droge. Das ist bereits gesagt worden, ja die Volksdroge Nummer 1. Von den anderen Drogen, ob harte oder weiche, wird behauptet, dass sie in den besten Familien vorkommen können. Vielleicht ist aber dabei nicht alles so heil in diesen Familien, wie es Aussenstehenden erscheint. Sei dem so oder nicht, es bleibt die Tatsache, dass Kinder von Eltern, welche beide (oder eines davon) starke Trinker oder Raucher sind, als besonders drogenanfällig erscheinen. Zudem ist zu sagen, dass meistens bei den Jugendlichen der Alkohol die Einstiegsdroge ist, oft auch wieder die Ausstiegsdroge. Der Zusammenhang zwischen dem Alkohol und den anderen Drogen ist also von der Sache her eindeutig vorhanden.

Politisch haben die Kantone den klaren Auftrag, mit dem Alkoholzehntel den Alkoholismus zu bekämpfen. Nun haben aber die Kantone aufgrund des Bundesgesetzes über die Betäubungsmittel auch den Auftrag, die Drogen und deren Folgen zu bekämpfen. In Artikel 15a lauten die Abschnitte 1 und 2 wie folgt: «Zur Verhütung des Betäubungsmittelmissbrauches fördern die Kantone die Aufklärung und Beratung und schaffen die notwendigen Einrichtungen. Die Kantone sorgen für die Betreuung von Personen, die wegen Betäubungsmittelmissbrauches ärztliche Behandlung und fürsorgliche Massnahmen benötigen, und fördern die berufliche und soziale Wiedereingliederung.»

Die Kantone nehmen diese Aufgabe nicht leicht. Entsprechend ist auch viel Geld nötig. Wie bei den Jugendlichen, welche in Justizheime verbracht werden müssen, ist auch für Drogenabhängige leider das Verständnis der Öffentlichkeit nicht immer gross. Entsprechend haben es die verantwortlichen Behörden schwer, sich Geld für diese Aufgaben zu beschaffen. Daher ist es politisch richtig, wenn zweckgebundene Mittel zur Verfügung stehen. Nachdem – wie ausgeführt – der sachliche Zusammenhang zum Alkohol klar vorhanden ist, liegt es auf der Hand, dass der Alkoholzehntel die richtige Quelle für die Erfüllung dieser Aufgaben ist. Ich bin dabei der Ansicht, dass die Kantone weiterhin mindestens die Hälfte dieser 10 Prozent für die Bekämpfung des Alkoholismus einsetzen sollten. Ich glaube auch, dass sie es so halten wollen. Dazu – uns zu entscheiden: wieviel wohin – ? brauchen wir kein Bundeskorsett.

Ich bitte Sie, den Kantonen dieses Stück Selbständigkeit zu lassen. Das ist ja der Kernbegriff der Aufgabenteilung. In diesem Sinne stimme ich dem Antrag Reichling zu.

Frau Uchtenhagen: Ich möchte Sie ebenfalls bitten, dem Antrag Reichling zuzustimmen. Tatsache ist natürlich, dass der Alkoholmissbrauch immer noch das grösste Problem ist in der Schweiz. Ich würde auch meinen, dass man sicherstellen muss, dass ein Teil der Erhöhung der Bekämpfung des Alkoholismus zufließt, weil es für die anderen Zweckernachmal einfacher ist, Geld zu bekommen. Ich bin also für eine Erhöhung der Mittel, die der Alkoholbekämpfung dienen. Andererseits glaube ich, es wäre sinnvoll, wenn die Kantone eine gewisse Freiheit hätten, dieses Geld einzusetzen.

Tatsache ist eben, dass der Medikamentenmissbrauch ständig zunimmt und das Alter derjenigen, die Medikamente und Betäubungsmittel einnehmen, ständig absinkt. Wir sollten hier also Mittel zur Verfügung haben, um dieses Problem anzugehen. Auch bei der Bekämpfung der schweren Drogen brauchen wir dringend mehr Institutionen und mehr Mittel. In

gewissen Kantonen stehen diese zur Verfügung, in anderen ist es sehr schwer, solche Institutionen zu realisieren. Eine neue Studie des Nationalfonds, die noch nicht veröffentlicht ist, zeigt – das ist doch etwas recht Positives –, dass man auch bei jenen, die schwere Drogen nehmen, wie zum Beispiel Heroin, recht hohe Erfolgsquoten hat, wenn sie entzugswillig sind; sie geht bis 80 Prozent. Die landesübliche Meinung, dass man bei Heroinsüchtigen sowieso nichts machen kann, wird also in Kürze durch eine ganz grosse Studie widerlegt werden. Das gilt allerdings für jene, die bereit sind, eine Entziehungskur zu machen und auch nachher die Wiedereingliederung durchzuführen. Aber wir wissen, dass heute sehr viele Jugendliche, die an und für sich bereit sind, das auf sich zu nehmen, keine Möglichkeiten haben, weil es an Institutionen fehlt. Es scheint mir deshalb richtig zu sein, dass die Kantone eine gewisse Freiheit haben, die Mittel, die sie bekommen, auch für solche Suchtmittelbekämpfungen einzusetzen. Ich bitte Sie also, dem Antrag Reichling zuzustimmen, wobei ich ganz klar – Herr Bundesrat – sagen möchte, dass für die Alkoholbekämpfung in Zukunft mehr Geld zur Verfügung stehen sollte.

Wick: Ich möchte Sie ebenfalls bitten, den Antrag Reichling zu unterstützen, und zwar möchte ich noch auf etwas hinweisen: Alkohol ist die einzige sogenannte legalisierte Rauschdroge. Fast alle von uns sind ja durchaus nicht abgeneigt, einmal ein Gläschen Wein zu trinken. Das ist auch absolut in Ordnung. Aber Sie müssen jetzt sehen: Die anderen Drogen, die hier bekämpft werden sollen, sind ja alle illegal. Es ist also nicht möglich, vom Verursacherprinzip auszugehen und diese Drogen ebenfalls zu belasten. Deswegen müssen wir in den Kantonen das Geld zur Suchtbekämpfung dort verlangen können, wo es überhaupt erhältlich ist, und das ist eben beim Alkohol.

Sie wissen, dass sich diese Süchte sehr stark ausgebreitet haben. Ich möchte Sie nur auf den Haschischkonsum hinweisen, der ja immer stärker zugenommen hat, der auch eine ausgesprochene Einstiegsdroge zu härteren Drogen ist. Sie wissen, wie der Heroinmissbrauch zu ganz grossen, schwierigen Problemen, auch der Beschaffungskriminalität, führt; Sie wissen ebenfalls, dass diese Süchte am stärksten in den Agglomerationen florieren, besonders auch dort, wo ein Grenzübergang besteht, sei es (z. B. in Basel) ein direkter Grenzübergang oder wie in Zürich mit Kloten als grossem Flughafen. Alle diese Kantone sind sehr darauf angewiesen, dass sie auch Geld zur Verfügung haben für die Bekämpfung anderer Süchte als nur des Alkohols. Deswegen scheint mir der Antrag Reichling auf eine Ausweitung dieser Zweckbestimmung ausserordentlich sinnvoll, und ich möchte Sie bitten, diesen Antrag zu unterstützen.

M. Kohler Raoul, rapporteur: Je m'exprime ici sur les propositions que nous font MM. Hegg et Reichling aussi bien à l'arrêté S qu'à l'arrêté T. La proposition de M. Hegg et celle de M. Reichling dans sa première partie, où il est question du dixième des recettes nettes, sont identiques à la requête que les directeurs cantonaux de l'Assistance publique ont adressée à notre commission et qui vous est aussi parvenue au cours de la session précédente. La requête des directeurs cantonaux de l'Assistance publique vise à obtenir que le montant mis à la disposition des cantons par la Confédération pour combattre l'alcoolisme soit doublé. Pour situer la dimension du problème sous l'angle financier, il s'agit ici d'un montant de 15 millions de francs environ que l'on voudrait porter à 30 millions de francs. Le moment choisi par les directeurs cantonaux de l'Assistance publique pour faire leur démarche a surpris certains membres de la commission qui se sont étonnés d'une intervention aussi tardive. Elle est en effet postérieure aux délibérations qui ont eu lieu au Conseil des Etats. C'est un peu comme si l'on voulait tenter de détacher un wagon d'un train qui est déjà en marche. Notre commission a rejeté cette demande. Elle vous invite aussi à rejeter les propositions Hegg et Reichling (première partie). Pour des raisons financières d'abord: vous savez que la Confédération doit affecter ses recettes

nettes de l'imposition fiscale des boissons distillées au financement de l'AVS, conformément à l'article 34^{quater}, 2^o alinéa lettre b. Depuis 1981 la Confédération peut y verser le 95 pour cent du bénéfice de la Régie des alcools. On comprendrait mal qu'après avoir augmenté les charges financières de la Confédération dans le domaine de l'AVS, comme nous l'avons fait la semaine passée – charges qui croîtront encore fortement à l'avenir – qu'on limite maintenant les possibilités de financement de la Confédération, en réduisant sa part au bénéfice de la Régie des alcools. L'état des finances fédérales en souffrirait sans aucun doute. La deuxième raison du refus de la commission se fonde sur le principe même de la répartition des tâches. La lutte contre l'alcoolisme, dans ses causes et dans ses effets, est une tâche qui relève de la santé publique, elle est, de ce fait, de la compétence des cantons. Il leur appartient de financer cette tâche, ce qu'ils font maintenant déjà, la part du bénéfice de la Régie des alcools qui leur est actuellement attribuée ne suffisant pas depuis fort longtemps à couvrir toutes ces dépenses. (Pour mémoire, la part de la Confédération aux bénéfices de la Régie des alcools ne suffit pas non plus à couvrir les dépenses de l'AVS. La Confédération doit y affecter une partie de ses recettes générales.)

La commission n'a pas pu se prononcer sur la deuxième partie de la proposition Reichling. Je m'exprime donc ici à titre personnel. Dans la deuxième partie de sa proposition, M. Reichling désire étendre les domaines auxquels on pourrait affecter les parts cantonales aux bénéficiaires de la Régie des alcools. Je vous invite aussi à refuser cette partie-là de sa proposition. D'une part, la lutte contre l'abus des stupéfiants, contre l'abus des substances engendrant la dépendance, contre l'abus des médicaments n'a que peu de rapports directs avec l'activité de la Régie des alcools. D'autre part, les montants que les cantons touchent actuellement et qui doivent être utilisés pour combattre l'alcoolisme dans ses causes et dans ses effets ne suffisent pas à couvrir ne serait-ce que la moitié des dépenses des cantons à cet effet, comme le prouvent les deux exemples de Zurich et de Berne, cités dans la lettre que nous ont adressée les directeurs cantonaux de l'Assistance publique le 25 novembre 1983. Il est dès lors superflu d'étendre encore les domaines d'affectation des parts cantonales aux bénéficiaires de la Régie des alcools lorsque les frais résultant du premier de ces domaines, la lutte contre l'alcoolisme, ne sont pas et de loin couverts par ce transfert de la Confédération. Ce ne serait pas le cas non plus si l'on doublait les parts actuelles des cantons. Le montant des moyens mis à la disposition des cantons par le bénéfice de la Régie des alcools ne justifie pas l'extension du domaine de leur affectation. C'est pourquoi je vous invite à repousser tout à la fois les propositions de M. Hegg et les deux propositions en un seul article de M. Reichling pour les deux arrêtés.

Nebiker, Berichterstatter: In dieser Debatte bleibt mir auch gar nichts erspart: Ich muss jetzt sogar noch eine eigene Motion bekämpfen. Der Antrag auf Verdoppelung des Alkoholzehntels lag der Kommission schon in Form einer Eingabe der kantonalen Fürsorgedirektionen vor. Wir haben darüber beraten; ich kann Sie also im Namen der Kommission orientieren.

Die Kommission hat im wesentlichen aus drei Gründen Festhalten am Antrag des Bundesrates beschlossen:

1. Es geht bei dieser Vorlage – also auch beim Alkoholzehntel – primär um eine finanzpolitische Überlegung. Der Bund braucht zur Sanierung seiner Kasse schlichtweg mehr Mittel. Da hat man nun diesen Anteil am Ertrag der Alkoholverwaltung – zugunsten des Bundes – gestrichen, und man hält am bisherigen Alkoholzehntel fest.

2. Eine Überlegung, die in den Bereich der Aufgabenteilung geht: Bekämpfung des Alkoholismus und allenfalls Bekämpfung des übrigen Drogenmissbrauchs sind primär eine gesundheitspolitische Aufgabe, also im Sinne der Aufgabenteilung nach Sachbereichen eine Aufgabe der Kantone, und nicht des Bundes.

Sie sehen aus dem jährlichen Bericht im übrigen auch (über die Verwendung des Alkoholzehntels), dass dieser Alkoholzehntel in einzelnen Kantonen – natürlich bei weitem nicht in allen – nicht ganz über alle Zweifel erhaben ist. Man hat auch einfach «Zwecke erfunden», damit man vom Bund Geld erhalten und verwenden konnte. Es gibt also einzelne Gebiete – kleinere allerdings –, die nicht so ganz in den Rahmen der Zweckbindung passen. Da geht es zum Beispiel um die Finanzierung von Kinderhorten und Ähnlichem. Unter dem Titel Alkoholbekämpfung kann man wohl nicht alles subsumieren. Aber es waren einfach Gelder, die den Kantonen zur Verfügung standen, wofür sie nicht spezielle Budgetposten brauchten und die sie dann so unter der Hand verwendeten. Allerdings mussten sie im jährlichen Bericht über die Verwendung des Alkoholzehntels darüber berichten.

Andererseits haben aber die Kantone – das muss auch zugegeben werden – und müssen die Kantone zur Bekämpfung des Suchtmittelgebrauches wesentlich höhere Aufwendungen erbringen als diesen Alkoholzehntel. Der Alkoholzehntel, also die 5 Prozent – der gesamten Erträge –, macht 15 Millionen Franken aus. Es geht hier um 15 Millionen wie bisher oder um 30 Millionen, also die Verdoppelung des bisherigen Betrages. Dies, damit Sie auch über die Grössenordnung der Gelder im Bild sind!

Die Kantone wenden für die Suchtmittelbekämpfung mehr auf als diese 15 Millionen; das ist unbestritten. Das ist ja auch eine Aufgabe der Kantone. An sich wäre es sinnvoll – das ist eine persönliche Bemerkung –: wenn man den Alkoholzehntel schon verdoppelt, sollte man auch den Zweck etwas liberaler, etwas weiter machen, statt ihn wie bisher nur auf die Alkoholbekämpfung zu beschränken. In der Kommission selbst lag der Antrag Reichling nicht vor.

3. Schliesslich der letzte Grund für die ablehnende Haltung der Kommission: Ich weise Sie nochmals darauf hin, dass der Bund nach Verfassung den gesamten Ertrag aus der Alkoholverwaltung zur Finanzierung der AHV verwenden muss. Er kann also mit den Mitteln, die frei werden, nicht machen, was er will. Sicher ist das eine sinnvolle und zweckmässige Verwendung, nachdem der Bund nun die gesamte Finanzierung der AHV übernimmt. Und es ist auch von der Finanzlage der Kantone her gerechtfertigt, dass man ihnen, nachdem sie von den Beiträgen an die AHV in der Grössenordnung von gegen 700 Millionen Franken entlastet werden, nur noch den bisherigen Alkoholzehntel zukommen lässt. Ich beantrage Ihnen also im Namen der Kommission die Ablehnung der Anträge Hegg und Reichling.

Bundesrat **Friedrich**: Ich möchte zuerst gegenüber Herrn Hegg bemerken: Es ist in keiner Art und Weise eine Kürzung der bisherigen Beiträge erfolgt. Bisher waren es 10 Prozent von der Hälfte des Reinertrages, jetzt sind es 5 Prozent vom ganzen Reinertrag. Nach meinen mathematischen Kenntnissen kommt das im Ergebnis auf dasselbe heraus.

Der Bundesrat hat sich im 88. Bericht über den Anteil der Kantone am Reinertrag der Eidgenössischen Alkoholverwaltung von 1983 auf den Standpunkt gestellt, dass die Kantonsanteile zur Bekämpfung des Alkoholismus genügen. Er tut das auch jetzt. Umgekehrt muss er darauf aufmerksam machen, dass die Ausweitung, die beantragt wird, auf seiten des Bundes zu einem Einnahmehausfall von rund 14 bis 15 Millionen Franken führen würde.

Ich muss meinerseits betonen, dass der Reingewinn der Alkoholverwaltung vollumfänglich zur Finanzierung des Bundesbeitrages an die AHV verwendet wird. Dabei handelt es sich um eine eindeutige Bundesaufgabe, während umgekehrt, wie die Sprecher der Kommission durchaus zu Recht betont haben, das Gesundheitswesen Sache der Kantone ist. Es ist also meines Erachtens falsch, wenn hier nun so getan wird, als ob die Alkoholismusbekämpfung oder die Drogenbekämpfung primär eine Bundessache sei. Gesundheitspolitik ist wesensgemäss Sache der Kantone.

Weil der Bund in den letzten zehn Jahren die Alkoholabgaben heraufgesetzt hat, sind auch die für die Bekämpfung des Alkoholmissbrauchs reservierten Mittel ganz wesent-

lich angestiegen, und zwar von rund 6,5 Millionen im Jahre 1970 auf 14 bis 15 Millionen jährlich. Der Bund engagiert sich also beträchtlich stärker als in früheren Jahren.

Gestatten Sie mir – obschon es sich nicht um einen riesigen Betrag handelt – doch noch eine grundsätzliche finanzpolitische Bemerkung. Wenn Sie das Budget behandeln, dann beklagen Sie sich regelmässig über die schlechte Finanzlage des Bundes: Sie machen dem Bundesrat Vorwürfe, setzen gute Vorsätze in die Welt und verlangen vom Bundesrat zusätzliche Sparanstrengungen. Das Jahr hindurch aber wird die Bundeskasse bei jeder Gelegenheit hemmungslos mehr belastet, und beim nächsten Budget, wenn sich dann zwangsläufig die Folgen zeigen, beginnt das grosse Wehklagen wieder von vorn.

Ich mache mir keine Illusionen: es wird auch jetzt wieder so sein. Man kann selbstverständlich alle Wünsche, die an die Bundeskasse gerichtet werden, mit guten Gründen belegen. Aber die Konsequenz ist, dass diese Bundeskasse dauernd überlastet ist und dass wir nie zu einer Sanierung der Bundesfinanzen kommen.

Von den beiden Anträgen verdient meines Erachtens der Antrag Reichling – wenn schon – den Vorzug, weil er wenigstens den Zweck ausweitet; finanzpolitisch aber sind beide Anträge genau gleich zu beurteilen und meines Erachtens abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag Reichling	113 Stimmen
Für den Antrag Hegg	27 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag Reichling	94 Stimmen
Für den Antrag der Kommission	58 Stimmen

Ziff. II, III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II, III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	119 Stimmen
Dagegen	12 Stimmen

Bundesgesetz T – Loi fédérale T

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I–III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Hegg

Art. 44 Abs. 2

Der Reinertrag der Eidgenössischen Alkoholverwaltung geht zu 90 Prozent an den Bund und zu 10 Prozent an die Kantone.

Antrag Reichling

Art. 45 Abs. 2

Der Anteil der Kantone ist ausschliesslich zur Bekämpfung des Alkoholismus, des Suchtmittel-, Betäubungsmittel- und Medikamentenmissbrauchs in seinen Ursachen und Wirkungen zu verwenden. Die Kantone...

Titre et préambule, ch. I à III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Hegg**Art. 44 al. 2**

Les recettes nettes de la Régie reviennent à raison de 90 pour cent à la Confédération et de 10 pour cent aux cantons.

Proposition Reichling**Art. 45 al. 2**

Chaque canton est tenu d'employer intégralement sa part pour combattre dans leurs causes et dans leurs effets l'alcoolisme, l'abus des stupéfiants et autres substances engendrant la dépendance ainsi que l'abus des médicaments. Les cantons...

Präsident: In den Artikeln 44 und 45 gilt jetzt, nach dem vorhin getroffenen Entscheid, selbstverständlich die Version Reichling.

Angenommen gemäss Antrag Reichling**Adopté selon la proposition Reichling****Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble**

Für Annahme des Gesetzentwurfes	114 Stimmen
Dagegen	6 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats**Abschreibung – Classement**

Präsident: Der Bundesrat beantragt Ihnen, noch folgende Postulate abzuschreiben: Postulat Schaller (11.429), Eidgenössische Sozialwerke, Beiträge der Kantone; Postulat der freisinnig-demokratischen Fraktion (76.398), Bundesstaatlicher Finanzausgleich.

Zustimmung – Adhésion**Ordnungsantrag Günter (betreffend Botschaft über die Waldschäden)****Motion d'ordre Günter (concerne le message sur le dépérissement des forêts)**

Siehe Seite 1 hiervoor – Voir page 1 ci-devant

M. Robbiani, rapporteur: Au nom de la Conférence des présidents de groupe, je vous invite à repousser la motion d'ordre de M. Günter. Une mise au point s'impose: il s'agit de se prononcer sur une motion d'ordre qui porte sur l'ordre du jour de nos débats et non pas d'ouvrir ou d'entamer à nouveau un débat sur le dépérissement des forêts.

M. Günter fait trois propositions:

1. Discuter pendant la session de printemps des mesures envisagées par le Conseil fédéral pour protéger les forêts des parasites;
2. Mettre à l'ordre du jour de la troisième semaine, les mesures d'urgence pour la protection des forêts;
3. Discuter de sa motion d'ordre le premier mercredi de cette session. Cette dernière proposition est déjà caduque puisque nous n'en parlons qu'aujourd'hui seulement. En ce qui concerne les deux premiers points, je vous livre l'opinion de la Conférence des présidents de groupe: on ne peut discuter d'un message ni d'un projet d'arrêté fédéral urgent dont on ne connaît pas le contenu précis! En l'occurrence, on ne connaît que depuis hier la première série de mesures y relatives.

La rationalisation du travail parlementaire, qui est notre souci constant, ne justifie pas un débat ouvert, improvisé, spontané, intéressant, sans discussion de base et sans examen sérieux des intentions du gouvernement, dans le cadre d'une séance de commission.

A propos de la limitation de vitesse, le Conseil fédéral a demandé l'avis des cantons, des partis politiques et des associations. Aussi le Parlement se doit d'attendre plutôt que d'anticiper la consultation.

L'urgence des mesures à prendre pour protéger la forêt est reconnue par le Conseil fédéral. Hier, il a donc adopté un programme d'urgence en dix points, diversement apprécié, il faut le reconnaître. Une bonne partie de l'heure des questions a été consacrée à ce thème. Il a été question de limitation de vitesse, des émissions polluantes, des gaz d'échappement, de la protection de l'environnement. Les mesures plus urgentes, telles que celles visant à prévenir et à combattre les dégâts causés à la forêt par les causes naturelles et par les parasites, seront traitées au cours de la session extraordinaire de mai. Un mois d'attente c'est peu lorsqu'il s'agit de rattraper un retard de quelques générations!

Pour combattre l'épidémie de bostryches, le Conseil fédéral envisage des crédits extraordinaires que les cantons pourront utiliser avec effet rétroactif. En l'occurrence, les cantons ont déjà pris des mesures sans attendre ni le «Décalogue écologiste», ni le message, ni le décret urgent, ni notre éventuel débat! Voilà résumée l'opinion de la Conférence des présidents de groupe. Certes, fort heureusement, vous êtes libres d'avoir une autre opinion mais prenez garde à la prolifération d'une certaine pollution verbale!

Personnellement, je reconnais à M. Günter le mérite d'avoir essayé de provoquer une discussion sur un problème d'actualité qui reflète les préoccupations de chacun et aussi celles du Conseil fédéral si l'on se réfère aux intentions qu'il a exprimées hier. Ainsi, parmi les mesures souhaitables, propres à améliorer l'image, l'impact et l'efficacité du Parlement, on peut compter le souci largement répandu de donner des réponses immédiates aux problèmes urgents. Aujourd'hui, ce souci sera respecté, même si c'est en marge de la procédure souhaitée par M. Günter. Nous sommes persuadés qu'il en sera ainsi, même si le Parlement ne donne pas suite à la motion d'ordre de M. Günter.

Zusammenfassend: alle wünschbaren Auskünfte wurden erteilt. Es besteht sogar ein Zehnpunkteprogramm des Bundesrates.

Die Massnahmen zur Bekämpfung der Waldschäden, aber auch unsere Diskussion, müssen seriös vorbereitet werden. Für die ersten Sofortmassnahmen hat der Bundesrat bereits die finanziellen Beiträge bewilligt. Da es sich bei der Vorlage des Bundesrates zur Bekämpfung des Borkenkäfers um einen rückwirkenden Kreditbeschluss handelt und die Kantone bereits in der gewünschten Richtung tätig sind, ist ein Vorziehen der Beratungen nicht angezeigt.

Darum schlägt Ihnen die Fraktionspräsidentenkonferenz vor, den Ordnungsantrag Günter abzulehnen.

Jaeger: Im Gegensatz zu Herrn Robbiani möchte ich Ihnen beantragen, den Ordnungsanträgen der LdU/EVP-Fraktion zuzustimmen.

Ich habe heute Mühe mit der Argumentation des Herrn Robbiani. Wenn er als erstes Argument gegen den Ordnungsantrag unseres Kollegen Günter anführt, wir hätten unsere Arbeit zu rationalisieren, so möchte ich ihn fragen: «Warum haben Sie denn das nicht auch bei den verschiedenen Namensaufrufen bereits festgestellt?», denn wir haben immerhin mehr als eine Stunde Zeit verwendet, um abzustimmen. Wir haben offensichtlich keine Zeit, hier zu debattieren über Massnahmen, die gestern vom Bundesrat bekanntgegeben worden sind; ich muss Ihnen gestehen, dass ich das einfach nicht begreifen kann. Es ist auch nicht so, dass gestern ausreichend orientiert worden ist über das, was der Bundesrat im Sinne hat.

Ich möchte auch daran erinnern, dass Vorschläge zur Bekämpfung des Waldsterbens bereits in der letzten Sesssion, also vor mehr als einem halben Jahr, gemacht worden sind. Der Bundesrat hat bereits in der letzten Session und dann verschiedene Male wieder in den Medien bekanntgegeben, dass er gedenke, etwas zu unternehmen, unter anderem auch Sofortmassnahmen. Gestern hat er dann die Katze aus dem Sack gelassen: Wir haben erfahren, welche Beschlüsse vom Bundesrat gefasst worden sind. Wir haben aber leider auch erfahren müssen, dass gewisse Massnahmen vertagt wurden, und wir kommen

nicht darum herum, festzustellen, dass der Bundesrat offensichtlich Angst vor dem eigenen Mut bekommen hat, den er noch vor einigen Wochen am Fernsehen zum Ausdruck gebracht hatte.

Wir stellen ganz einfach fest, dass das Parlament via Medien über die Pläne des Bundesrates orientiert wird, dass wir aber nicht die Möglichkeit haben, innert angemessener Frist über die Vorschläge und Vorhaben des Bundesrates hier im Parlament zu diskutieren. Letzten Endes geht es doch auch um unsere Würde; es geht darum, dass wir uns nicht einfach über die Medien orientieren lassen, sondern hier die Möglichkeit haben, uns auseinanderzusetzen über Vorhaben, die – zugegebenermassen – umstritten sind. Gerade deshalb ist es doch wichtig, dass wir jetzt innert angemessener Frist darüber diskutieren können.

Noch etwas: Wir haben in den letzten Wochen festgestellt – gerade im Zusammenhang mit diesen Tempolimiten –, dass der Druck der Automobilverbände enorm, ja massiv geworden ist. Ich würde diesem Druck auch das Zurückkriechen des Bundesrats in Sachen Tempolimiten zuschreiben. Hier könnten jene, welche die andere Seite vertreten, dem Bundesrat Unterstützung geben.

Ich verstehe gerade Sie, Herr Robbiani, als Vertreter der sozialdemokratischen Fraktion nicht, dass Sie, die ja diese Massnahmen ebenfalls unterstützen, nicht zusammen mit uns sich dafür einsetzen, dass eben jetzt darüber diskutiert werden kann.

Zum Schluss: Ich bin überzeugt, dass man ausserhalb des Parlamentes nicht verstehen kann, dass wir in dieser Session keine Zeit finden, über ein so hochaktuelles Problem zu debattieren, uns über Vorschläge auseinanderzusetzen, die konkret vorliegen. Wir müssten sie nicht über das Knie brechen, wir haben es gestern gehört: Es sind in verschiedenen Bereichen sehr klare Vorstellungen vorhanden, in anderen wiederum nicht. Wir verstehen das nicht, und ausserhalb unseres Parlamentes wird das sicher auch nicht verstanden.

Vor den letzten Wahlen hat es noch ganz anders getönt. Ich möchte Sie deshalb bitten, jetzt konsequent zu sein und dem Ordnungsantrag von Kollega Günter zuzustimmen.

Frau Mauch: Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion möchte ich Sie bitten, dem Entscheid der Fraktionspräsidentenkonferenz zuzustimmen.

Noch so viele Worte – Herr Jaeger – retten den Wald nicht, das wissen Sie ganz genau. Wenn wir hier nochmals (wie schon im letzten Herbst) dem Bundesrat unsere Besorgnis über das Waldsterben ausdrücken, Forderungen wiederholen, die schon samt und sonders – die meisten mehrfach – in parlamentarischen Vorstössen deponiert sind, bringt das zwar dem Wald und uns ein bisschen Aufmerksamkeit, aber ganz bestimmt dem Wald keine Heilung. Alles, was an Massnahmen zur Verbesserung der lufthygienischen Situation gefordert wurde, ist dringender denn je. Aber das weiss der Bundesrat hoffentlich auch. Denn er hat von den erschreckenden Resultaten des Projektes «Sana Silva» Kenntnis genommen.

Es liegt uns im jetzigen Zeitpunkt vom Bundesrat nichts vor, das zu genehmigen oder zu diskutieren wäre. Der Bericht, der uns angekündigt wurde, ist offenbar noch nicht bereinigt. Das ist eine Folge der sehr knappen Personaldotierung der zuständigen Ämter. Das wiederum hat die Mehrheit des Parlamentes ihrer ungebrochenen Begeisterung für den Personalstopp zuzuschreiben. Wir brauchen jetzt nicht noch mehr Worte, sondern Taten.

Was in der Kompetenz des Bundesrats liegt, sollte er so rasch wie möglich tun. Das Parlament kann erst unter Beweis stellen, dass es den Ernst der Lage erfasst hat, wenn es darum gehen wird, Massnahmen – vor allem auch einschneidende Massnahmen – zu genehmigen. Die Stunde der Wahrheit findet nicht in dieser, sondern in der nächsten Session statt! Daher scheint es uns überflüssig, mit grossen Reden dem Volk Aktivität gegen das Waldsterben vorzugaukeln, insbesondere nachdem nun der Bundesrat seinen ganzen Mut gestern zusammengenommen hat und bezüglich

der Geschwindigkeitsbeschränkung auf den Strassen die einzige Massnahme, die sofort wirksam wäre, einem Vernehmlassungsverfahren entgegengeführt hat.

Der Wald stirbt; wir reden, wir forschen, wir lassen vernehmen. Ich hoffe, der Wald hat ein Einsehen.

Leuenberger Moritz: Die Meinung der sozialdemokratischen Fraktion haben Sie soeben durch das Votum von Frau Mauch erfahren. Dieser Beschluss wurde letzten Dienstag gefasst. Ich habe mich nicht sonderlich dagegen gewehrt, weil ich letzten Dienstag nämlich noch der Auffassung war, es brauche hier keine Diskussion, solange wir den Bericht des Bundesrates zu den ungefähr 90 parlamentarischen Vorstössen nicht vor uns haben.

Nun ging ich allerdings letzten Dienstag noch davon aus, dass jede politische Instanz ihre Verantwortung in dieser Frage voll tragen und auch wahrnehmen will. Aber erst seit gestern abend weiss ich, dass dies mindestens bei einer Instanz, nämlich beim Bundesrat, nicht der Fall ist.

Ich wusste nicht, dass der Bundesrat die einzige kurzfristig sofort in seiner Kompetenz durchzuführende Massnahme – entgegen vorherigen Versprechungen und entgegen klaren Äusserungen der politischen Parteien – nicht ergreifen will. Ich wusste auch nicht, dass der Bundesrat nicht weiss, wer für und wer gegen die Tempolimitierung ist. Hätte er mich gefragt, hätte ich es ihm sagen können: die Automobilverbände sind dagegen, und die Umweltschutzverbände sind dafür. Aber für diese Frage veranstaltet er nun noch ein Vernehmlassungsverfahren!

Ich wusste auch nicht, dass der Bundesrat seine Kompetenz und seine Verantwortung an die Kantone delegieren will, was ja im Klartext heisst: delegieren an die kantonalen Polizeidirektoren. Was aber bei den kantonalen Polizeikörpern für ein Grundsatz herrscht, wissen wir alle längst, nämlich *in dubio pro auto*.

Ich wusste auch nicht, dass sich der Bundesrat nicht einmal zu sagen getraut, was er selbst findet. Er entfacht eine Vernehmlassung, sagt aber gleichzeitig nicht, wo er steht. In dieser Pressemitteilung steht jedenfalls nicht, welche Meinung er hat. Vor jeder anderen Vernehmlassung sagt unsere Regierung zuerst, was sie findet. Hier sagt sie es nicht. Sie getraut sich nicht; die Kantone sollen es sagen.

Ich wusste nicht, dass der Druck der finanzstarken Verbände nun schon dermassen gross ist, dass offenbar auch der Bundesrat davor Angst hat. Ich wusste zwar, dass der «Tages-Anzeiger» von der AMAG bereits unter Druck gesetzt wurde: Wenn er für Tempo 100 schreibe, so würden sämtliche Autoinserate gesperrt, drohte die AMAG. Deswegen haben wir in dieser Zeitung diesbezüglich eine etwas laue Berichterstattung. Dass der Bundesrat aber an dieser Lauheit auch schon leidet und sich nicht getraut, seine Meinung zu sagen, wusste ich nicht.

Ich wusste auch nicht, dass ihm die Meinung von «Blick» offenbar wichtiger ist als die Erhaltung unserer Wälder.

Der Bundesrat will also eine Vernehmlassung. Er will wissen, was andere denken. Darum bin ich der Meinung, er soll auch wissen, was wir denken, was das Parlament denkt. Wir haben schon über X Postulate, deren Inhalt in die Kompetenz des Bundesrates fällt, gesprochen; der Bundesrat merkte so jeweils, wo wir stehen. Sagen wir ihm jetzt doch auch, was wir bezüglich Tempo 100 und Tempo 80 finden. Weil also gestern diese neue Situation entstanden ist, stimme ich – und ich bin überzeugt, der grosse Teil meiner Fraktion auch – nun entgegen dem Beschluss vom letzten Dienstag doch für den Ordnungsantrag Günter. *(teilweise Beifall)*

M. Houmard: Je soutiens la proposition de la Conférence des présidents. Les forestiers, l'industrie du bois, les cantons, comme d'ailleurs le Conseil fédéral, n'ont pas attendu cette motion d'ordre pour prendre des mesures d'hygiène sylvicole extraordinaires, qui s'imposent à la suite de l'évolution de l'état de santé de nos forêts.

Les premières mesures prises par le Conseil fédéral vont dans le sens souhaité par les gens de métier. Elles permet-

tent d'intensifier les soins sylvicoles et de lutter contre une propagation incontrôlée du bostryche. Les subventions fédérales prévues seront, selon nos renseignements, attribuées avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1984 en fonction de la capacité financière des cantons. Elles sont destinées aux forêts difficilement accessibles. Le traitement des surfaces boisées qui n'ont pas de dessertes valables occasionne des frais exceptionnellement élevés alors même que le propriétaire de forêts ne peut être rendu responsable de l'agressivité du bostryche.

Les mesures prévues par l'arrêté urgent permettront de lutter d'une part contre l'extension du bostryche typographe, qui attaque les arbres malades mais encore debout et limiteront d'autre part les dégâts causés aux grumes, c'est-à-dire aux bois abattus, par un autre insecte dénommé bostryche liséré. Celui-ci provoque une très forte dépréciation des bois d'œuvre si les grumes ne sont pas traités dès qu'apparaît un climat favorable au vol de ces insectes, c'est-à-dire au printemps. C'est sur ce point que M. Günter aurait raison de demander l'urgence si le Conseil fédéral et les professionnels n'avaient pas ordonné les mesures qui s'imposent. Mais, je le répète, les dispositions ont été prises afin d'éviter si possible – on ne peut pas le garantir – une extension sous forme d'épidémie. Etant donné que seules des mesures draconiennes permettront de lutter efficacement contre ces deux insectes, il était hautement souhaitable que cette lutte fût coordonnée au niveau cantonal et fédéral. L'aide de la Confédération, qui est de l'ordre de 50 pour cent, permettra d'exiger des propriétaires de forêts qu'ils réalisent des mesures d'hygiène qui s'imposent dans de telles circonstances. Je tiens donc à remercier le Conseil fédéral des mesures qu'il a prises à ce jour.

En tenant compte de la diversité des conditions d'intervention, c'est-à-dire en retirant la pomme de l'arrosoir pour faire des efforts là où cela est absolument nécessaire, le Conseil fédéral nous indique clairement les limites de l'intervention de l'Etat. Les mesures ne suffiront pas. Les cantons, les communes, comme les propriétaires de forêts, seront également mis à contribution. D'autre part, l'industrie du bois est appelée à collaborer; elle étudie actuellement les possibilités de prendre en charge de plus grandes quantités de bois. L'industrie du bois est prête à participer activement à la sauvegarde de notre aire boisée, mais cela implique un effort concerté de chacun dans une action de revalorisation de notre matériau indigène.

Pour conclure, je vous demande de traiter ce problème avec sérénité. Je l'ai dit à plusieurs reprises, la forêt n'est pas un instrument d'une politique ponctuelle; le traitement des forêts nécessite des actions ordonnées, réfléchies et exécutées en toute connaissance de cause. C'est dans cet esprit que je vous demande de ne pas donner suite à la motion d'ordre, mais d'encourager le Conseil fédéral à poursuivre, en matière sylvicole, une politique basée sur des éléments contrôlables.

Günter: Ich danke Ihnen für diese aufschlussreiche Diskussion. Insbesondere möchte ich Herrn Kollege Moritz Leuenberger für sein brillantes Votum danken, das ich auch goutiert hätte, wenn ich auf der anderen Seite gestanden wäre; da er aber auf meiner Seite steht, habe ich es natürlich noch viel mehr genossen.

Unser Antrag besteht aus zwei Teilen. Ich möchte mich zu diesen nochmals kurz äussern. Mit dem ersten Antrag wird Ihnen vorgeschlagen, den dringlichen «Bundesbeschluss über den Borkenkäfer» bereits in der jetzigen Session zu behandeln.

Was habe ich inzwischen über dieses Gesetz herausgefunden? Es besteht offenbar nach präsidialer Auskunft aus zwei Artikeln. Es ist eine kleine Sache, es geht nur um Geld, aber der Bundesrat entscheidet darüber leider erst am 19. März. Darum kann man – so heisst es – uns den Beschluss jetzt nicht vorlegen. Meine Feststellung ist: Der Bundesrat hätte natürlich problemlos ein so eindeutiges Gesetz, da niemand dagegen ist, bereits etwas früher behandeln können, wenn er gewollt hätte. Man hat uns auch erklärt, dass wir den

Ordnungsantrag ruhig zurückziehen könnten, denn es sei alles vorgekehrt, die Förster seien bestens orientiert, was da komme, und auch die Kantone wüssten, was sie zugute hätten. Die einzigen, die es offenbar nicht wissen, sind im Moment wir und vielleicht auch noch der Bundesrat, der erst am nächsten Montag darüber entscheidet.

Wie gesagt: Es geht um eine an und für sich kleine Sache, aber das ganze Prozedere ist doch äusserst seltsam, vor allem wenn man weiss, dass im Mai der Prioritätsrat offenbar der Ständerat ist. Ich weiss nicht, wie man die Beratung dann in drei Tagen durchpeitschen will. Wahrscheinlich wird die Vorlage am ersten Tag vom Ständerat beraten, am zweiten Tag wird unsere Kommission tagen, und am dritten Tag werden wir beschliessen; und daraus soll dann ein vernünftiges Gesetz entstehen. Sogar wenn wir jetzt entscheiden, das Gesetz sofort zu behandeln, haben wir immer noch dreimal mehr Zeit, als uns voraussichtlich in der Maisession zur Beratung dieses Geschäftes zur Verfügung stünde.

Nochmals: Für mich ist das an und für sich ein seltsames Geschäft. Ich gratuliere den Kantonen, dass sie schon gehandelt und nicht auf den Bund gewartet haben. Ich meine, in dieser Situation, wie wir die Geschäfte behandeln bzw. nicht behandeln, kann man dieses Vorgehen der Kantone wirklich begreifen.

Der zweite Antrag läuft darauf hinaus, dass wir uns über die Umweltmassnahmen, die Sofortmassnahmen, in der letzten Sessionswoche etwas unterhalten. Wir haben gestern die Ausführungen des Bundesrates zu Tempo 100 gehört, der sich aus meiner Sicht aus der Verantwortung wegsteht, unter gleichzeitiger Umgehung des Parlamentes.

Bis jetzt konnte man argumentieren: Tempo 100 ist eine Sache des Bundesrates, also hat das Parlament nichts dazu zu sagen. Ich wäre auch mit dieser Interpretation nicht einverstanden gewesen, denn es geht um etwas, was die Leute sehr stark beschäftigt, und das muss uns als Politiker im Rat auch beschäftigen. Aber nachdem man nun beschlossen hat, eine Vernehmlassung bei den Kantonen, Verbänden, Vereinen und Parteien durchzuführen, nur nicht beim Parlament, meine ich, sollte uns jetzt die Entscheidung wirklich relativ leicht fallen.

Herr Bundesrat Egli hat es gestern mit bewunderungswürdiger Offenheit gesagt: Tempo 100 sei dermassen umstritten, dass der Bundesrat trotz eindeutiger wissenschaftlicher Grundlage und Ausgangslage wegen der «Akzeptanz» im Volk nicht entscheiden wolle. Und er hat noch etwas Bemerkenswertes gesagt, nur in einem Satz. Ich weiss nicht, ob Ihnen das aufgefallen ist. Er hat einen Satz von sich gegeben, der sinngemäss heissen hat, das Vernehmlassungsverfahren sei auch so etwas wie eine Debatte hier im Ratsaal.

Wollen Sie sich das wirklich bieten lassen? Ich fürchte, dass Herr Bundesrat Egli recht hat, dass tatsächlich die Vernehmlassung wichtiger ist als unsere Debatte hier im Saal und dass die Meinung der Verbände wichtiger ist als die Meinung, die wir hier von uns geben. Aber wollen wir so kampfflos auf uns zukommen lassen und akzeptieren, dass uns vom Bundesratstisch aus erklärt wird: «Liebe Leute, die Verbände sind wichtiger, die fragen wir, euch fragen wir nicht. Wir beschliessen dann vielleicht im Mai, und hinterher, im Juni, könnt Ihr dann noch sagen, ob Ihr damit einverstanden gewesen wäret oder nicht?» Ich glaube, das dürfen wir auf keinen Fall auf uns sitzen lassen. Ich möchte Sie deshalb ersuchen, den beiden Teilen des Ordnungsantrages zuzustimmen.

Le président: Je vous rappelle les deux points de la motion d'ordre de M. Günter. Premièrement, le conseil devrait traiter, durant cette session, le projet d'arrêté concernant la lutte contre le bostryche, message que le Conseil fédéral abordera seulement dans sa séance de lundi prochain. Deuxièmement, le Conseil fédéral devrait renseigner le Parlement sur les mesures qu'il envisage de prendre dans la lutte contre le dépérissement des forêts.

Je mets donc aux voix l'ensemble de la motion d'ordre de M. Günter.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Günter
Dagegen

39 Stimmen
107 Stimmen

83.010

**Wissenschaftliche Forschung.
Beiträge 1984 bis 1987**

**Recherche scientifique.
Contributions 1984 à 1987**

Siehe Jahrgang 1983, Seite 1760 – Voir année 1983, page 1760

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1984
Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1984

Differenzen – Divergences

Art. 1 Abs. 1, 2, Art. 2, 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Columberg, Fischer-Häggingen, Mühlemann, Steinegger)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 1 al. 1, 2, art. 2, 3

Proposition de la commission

Majorité

Maintenir

Minorité

(Columberg, Fischer-Häggingen, Mühlemann, Steinegger)
Adhésion aux décisions du Conseil des Etats

M. Couchepin, rapporteur: En décembre 1983, notre conseil a eu à traiter de deux arrêtés consacrés aux contributions 1984 à 1987 pour la recherche scientifique, soit un arrêté A et un arrêté B. Dans les deux cas, nous avons créé une divergence avec le Conseil des Etats en augmentant les subsides destinés à la recherche.

L'arrêté A fixait les contributions en faveur du Fonds national de la recherche scientifique et en faveur des sociétés savantes. Pour le Fonds national, nous avons prévu un supplément de 110 millions de francs pour 4 ans, et 600 000 francs pour chacune des deux sociétés savantes bénéficiaires de ces subventions. L'arrêté B, quant à lui, traitait de la recherche sur le cancer.

Depuis lors, le Conseil des Etats s'est rallié à notre avis, en ce qui concerne l'arrêté B. Par contre, par une décision qu'il a prise par 24 voix contre 18, il a maintenu la divergence et s'en tient à la version du Conseil fédéral qui prévoit que le Fonds national doit recevoir 739 millions, durant la période 1984 à 1987, contrairement aux 849 millions que nous proposons.

Notre commission s'est réunie lundi. Elle a entendu M. Egli, conseiller fédéral, ainsi que le secrétaire du Fonds national de la recherche scientifique. Par 10 voix contre 4 et 2 abstentions, notre commission propose de maintenir la divergence et de nous en tenir à la décision qui fut la nôtre en décembre dernier, à savoir d'être plus généreux que le Conseil fédéral à l'égard du Fonds national et des sociétés savantes.

Très brièvement, voici quelques considérations qui ont incité la majorité de la commission à s'en tenir à la décision antérieure. Tout d'abord, nous ne sommes pas insensibles au problème de l'équilibre des finances fédérales, mais, face à cette nécessité d'équilibrer les finances fédérales, nous rappelons que la politique est en premier lieu affaire de choix et de priorité, et qu'il s'agit pour nous de marquer une priorité dans les dépenses de la Confédération en faveur de la recherche scientifique. Cette dernière, en effet, est l'un des moyens de combat pour maintenir l'économie à son haut niveau ainsi que notre compétitivité sur le plan international. Nous disons donc «oui» à l'équilibre des finances fédérales, mais nous prônons une priorité dans les choix, et tout particulièrement en ce qui concerne la recherche.

Deuxièmement, nous savons que, dans ce pays – et c'est très bien ainsi – les trois quarts des dépenses pour la recherche sont effectués par le privé. Nous savons aussi que le montant que nous voulons attribuer en plus au Fonds national et aux sociétés savantes constitue le un pour cent de l'ensemble des dépenses faites en faveur de la recherche dans notre pays. Toutefois, il y a lieu d'opposer à ce montant d'autres chiffres. Depuis 1979, les ressources du Fonds national de la recherche scientifique ont considérablement diminué en valeur réelle. En effet, si l'on additionne le recul de ces ressources, on aboutit à un total de 13 pour cent. Il faut également compter avec les conséquences de ce recul, la perte de 200 postes de chercheurs ainsi que celle d'un potentiel de recherche important. L'université recevant davantage d'étudiants, ce n'est pas le moment d'en diminuer la capacité de recherche.

Certains adversaires – de notre point de vue – pensent qu'en «serrant la vis» au Fonds national de la recherche scientifique on obtiendra plus d'efficacité de la part de cette organisation. Nous sommes convaincus que les ressources actuelles du Fonds national l'obligent déjà – et nous insistons sur ce point – à faire des choix. Le Fonds national, lui aussi, doit fixer des priorités. Quant à notre conseil et à notre commission, ils fixent la priorité en faveur des sciences techniques plus que dans le domaine des sciences humaines.

Pour toutes ces raisons, nous vous proposons de maintenir la divergence et de confirmer la décision qui fut la nôtre en 1983 et, partant, de maintenir le montant maximal de 849 millions en faveur du Fonds national et l'augmentation de 600 000 francs pour la Société helvétique des sciences naturelles et de 600 000 francs pour la Société suisse des sciences humaines.

Frau Segmüller, Berichterstatterin: Im Dezember hat unser Rat zwei Vorlagen betreffend die Beiträge an die Forschung für die Jahre 1984 bis 1987 zugestimmt. Es handelt sich um die Vorlagen A und B. Zwei Differenzen zum Ständerat haben wir geschaffen durch Erhöhung der Beträge in den Beschlüssen A und B. Der Ständerat hat in bezug auf die Krebsforschung im Differenzbereinigungsverfahren den Beschlüssen unseres Rates zugestimmt. Hier besteht also keine Differenz mehr. Hingegen hat der Ständerat mit 24 gegen 18 Stimmen beschlossen, beim Beschluss A betreffend die Beiträge an den Nationalfonds und die wissenschaftlichen Gesellschaften am Vorschlag des Bundesrates festzuhalten. Mit dieser Differenz haben wir uns heute zu befassen.

Ihre Kommission hat durchaus Verständnis für die Überlegungen betreffend die Lage der Bundesfinanzen, die den Ständerat bei seinem Beschluss geleitet haben. Es ist notwendig, im Finanzbereich Prioritäten zu setzen. Nach Ansicht Ihrer Kommission handelt es sich aber gerade bei der Forschung um eine solche Priorität. Es sei in Erinnerung gerufen: Seit 1979 musste der Nationalfonds 13 Prozent realen Verlust hinnehmen aufgrund der von uns verfügbaren Kürzungen. Dadurch wurden 200 Forschungsstellen weggekürzt. Es wurde auch die Meinung vertreten, dass erst durch die Beschränkung der Mittel im Nationalrat der Zwang zum Setzen von Prioritäten beim Nationalfonds geschaffen werde. Darauf ist zu erwidern, dass aufgrund der bereits

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.065
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.03.1984 - 08:00
Date	
Data	
Seite	135-150
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 228

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

81.065

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben
Confédération et cantons.
Nouvelle répartition des tâches

Siehe Seite 1256 hiervor – Voir page 1256 ci-devant

Beschlüsse des Ständerates vom 5. Oktober 1984

Décisions du Conseil des Etats du 5 octobre 1984

M. **Robbiani**: Je m'excuse d'interrompre le climat de satisfaction générale mais je n'ai jamais pris la parole lors de cette session et je profite de la «bonification du temps» pour une explication de vote sur la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, objet que mon groupe considère comme important et difficile à liquider simplement par le biais de la «gymnastique parlementaire».

Die sozialdemokratische Fraktion stellte sich grundsätzlich positiv zu der Aufgabenneuverteilung zwischen Bund und Kantonen. Dennoch, auch für uns gibt es ein Aber. Bei aller Wünschbarkeit der entsprechenden Diskussionen muss doch auch die Frage erlaubt sein, ob man an die Kraft der Kantone, alle diese Aufgaben zu bewältigen, glauben kann. Diesbezüglich war in der Diskussion einige Skepsis spürbar geworden. Daneben gibt es Leistungen, die aufgrund ihres Zweckes und ihrer Ausgestaltung beim Bund einfach besser aufgehoben sind, zum Beispiel die Ausbildungsbeiträge. In diesem Sinne sind wir glücklich, dass die Leistungen des Bundes im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzugs sowie der Wohnbauförderung nicht an die Kantone delegiert worden sind. Im Gegensatz dazu bedauern wir den Rückzug des Bundes aus den Bereichen Stipendienwesen und Altersheime. Darum werden wir Sozialdemokraten diese Vorlage ablehnen. Es bleibt uns zum Schluss nur, an die Kantone zu appellieren, ihre diesbezüglich gemachten Zusagen und Versprechungen auch tatsächlich zu realisieren.

Voilà le pourquoi du vote négatif des parlementaires socialistes à l'arrêté E et aux lois F, K et L.

A

Bundesgesetz über die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug

Loi fédérale sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes	177 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

B

Bundesgesetz über die Änderung der Zivilschutzgesetzgebung

Loi fédérale modifiant la législation sur la protection civile

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes	156 Stimmen
Dagegen	4 Stimmen

C

Bundesbeschluss über die Aufhebung der Beiträge für den Primarschulunterricht

Arrêté fédéral supprimant les subventions pour l'instruction primaire

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes	160 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

D

Bundesgesetz betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule

Loi fédérale subventionnant l'école primaire publique

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes	157 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

E

Bundesbeschluss über die Ausbildungsbeiträge

Arrêté fédéral sur les subsides de formation

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes	118 Stimmen
Dagegen	57 Stimmen

F

Bundesgesetz über die Ausbildungsbeiträge der Kantone

Loi fédérale sur les subsides de formation alloués par les cantons

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes	117 Stimmen
Dagegen	60 Stimmen

G

Bundesgesetz über die Förderung von Turnen und Sport

Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes	160 Stimmen
Dagegen	6 Stimmen

H

Bundesbeschluss über die Aufhebung der Beitragspflicht des Bundes im Gesundheitswesen

Arrêté fédéral supprimant l'obligation incombant à la Confédération d'allouer des subventions dans le domaine de la santé publique

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes	139 Stimmen
Dagegen	5 Stimmen

I

Bundesgesetz über die Aufhebung von Bagatellsubventionen im Gesundheitswesen

Loi fédérale supprimant des subventions mineures dans le domaine de la santé publique

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes	138 Stimmen
Dagegen	3 Stimmen

K

Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG)

Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes	142 Stimmen
Dagegen	51 Stimmen

<p>L</p> <p>Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELG) Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LPC)</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Gesetzentwurfes 133 Stimmen Dagegen 51 Stimmen</p>	<p>83.076</p> <p>Bundespers. Teuerungszulagen Personnel fédéral. Allocations de renchérissement</p> <p>Siehe Seite 1286 hiervor – Voir page 1286 ci-devant Beschluss des Ständerates vom 5. Oktober 1984 Décision du Conseil des Etats du 5 octobre 1984</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Beschlusentwurfes 151 Stimmen Dagegen 1 Stimme</p> <p><i>An den Bundesrat – Au Conseil fédéral</i></p> <hr/>
<p>M</p> <p>Asylgesetz – Loi sur l'asile</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Gesetzentwurfes 158 Stimmen Dagegen 1 Stimme</p>	<p>81.078</p> <p>Genossenschaft für Getreide und Futtermittel. Bundesgesetz Société coopérative des céréales et matières fourragères. Loi</p> <p>Siehe Seite 1154 hiervor – Voir page 1154 ci-devant Beschluss des Ständerates vom 26. September 1984 Décision du Conseil des Etats du 26 septembre 1984</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Gesetzentwurfes 172 Stimmen (Einstimmigkeit)</p> <p><i>An den Ständerat – Au Conseil des Etats</i></p> <hr/>
<p>P</p> <p>Bundesgesetz über den Finanzausgleich unter den Kantonen Loi fédérale concernant la péréquation financière entre les cantons</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Gesetzentwurfes 163 Stimmen Dagegen 1 Stimme</p>	<p>Q</p> <p>Bundesbeschluss über die Aufhebung des Kantonsanteiles am Reinertrag der Stempelabgaben Arrêté fédéral supprimant la part des cantons au produit net des droits de timbre</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Beschlusentwurfes 140 Stimmen Dagegen 22 Stimmen</p>
<p>R</p> <p>Bundesgesetz über die Stempelabgaben (StG) Loi fédérale sur les droits de timbre (LT)</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Gesetzentwurfes 154 Stimmen Dagegen 24 Stimmen</p>	<p>83.048</p> <p>Stärkung der Wirtschaft. Massnahmen II Renforcement de l'économie. Mesures II</p> <p>Siehe Seite 1336 hiervor – Voir page 1336 ci-devant Beschluss des Ständerates vom 5. Oktober 1984 Décision du Conseil des Etats du 5 octobre 1984</p>
<p>S</p> <p>Bundesbeschluss über die Neuverteilung des Reinertrages aus der fiskalischen Belastung gebrannter Wasser Arrêté fédéral fixant la nouvelle répartition des recettes nettes provenant de l'imposition des boissons distillées</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Beschlusentwurfes 144 Stimmen Dagegen 24 Stimmen</p>	<p>A</p> <p>Bundesbeschluss über Finanzierungsbeihilfen zugunsten wirtschaftlich bedrohter Regionen Arrêté fédéral instituant une aide financière en faveur des régions dont l'économie est menacée</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Beschlusentwurfes 175 Stimmen (Einstimmigkeit)</p>
<p>T</p> <p>Alkoholgesetz – Loi fédérale sur l'alcool</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Gesetzentwurfes 156 Stimmen Dagegen 20 Stimmen</p> <p><i>An den Bundesrat – Au Conseil fédéral</i></p>	<p>D</p> <p>Bundesgesetz über Investitionshilfe für Berggebiete Loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne</p> <p><i>Schlussabstimmung – Vote final</i> Für Annahme des Gesetzentwurfes 178 Stimmen (Einstimmigkeit)</p>

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.065
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1984 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1459-1460
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 800

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Guntern: Ich kann Ihnen sagen, dass das der Fall ist. Die Antwort von Herrn Bundesrat Aubert ist absolut in meinem Sinne. Erlauben Sie mir noch zwei Worte: Ich glaube, es ist richtig, dass man dahin wirkt, dass diese Institution erhalten bleibt und – das habe ich ebenfalls betont – dass die vertrauensbildenden Massnahmen und die Menschenrechte weiterhin die Hauptthemen dieser Konferenz darstellen müssen.

In bezug auf die Sowjets ist darauf hinzuweisen, dass die sowjetische Politik – meiner Auffassung nach – sehr weitgehend von objektiven Elementen und weniger von subjektiven abhängt. In dieser Beziehung ist sehr wahrscheinlich doch nicht so sehr viel zu erwarten.

Schluss der Sitzung um 11.20 Uhr

La séance est levée à 11 h 20

Dritte Sitzung – Troisième séance

Mittwoch, 1. Dezember 1982, Vormittag

Mercredi 1^{er} décembre 1982, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Weber

81.065

Bund und Kantone.

Neuverteilung der Aufgaben

Confédération et cantons.

Nouvelle répartition des tâches

Botschaft, Beschluss- und Gesetzentwürfe vom 28. September 1981 (BBI III, 737)

Message, projets de loi et d'arrêté du 28 septembre 1981 (FF III, 705)

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Donzé

Rückweisung an den Bundesrat mit dem Auftrag zur Unterbreitung einer Vorlage unter Berücksichtigung

- der Notwendigkeit einer Koordination von Aufgabenverteilung und Totalrevision der Bundesverfassung;
- der Notwendigkeit einer Koordination mit den verschiedenen Gesamtkonzeptionen, die in den letzten Jahren erarbeitet wurden;
- des Verhältnisses der vorgeschlagenen Massnahmen zu den Projekten für die Steuerharmonisierung und zum Subventionsgesetz;
- des Systems des Rahmengesetzes als Instrument für die Gewährleistung eines Mindeststandards an Leistungen auf dem ganzen Gebiet der Eidgenossenschaft;
- des Zieles der Erhaltung und Verstärkung der staatlichen Leistungsfähigkeit.

Proposition de la commission

Entrer en matière

Proposition Donzé

Renvoi au Conseil fédéral avec mandat de présenter un projet tenant compte

- de la nécessité de coordonner la nouvelle répartition des tâches avec la révision totale de la Constitution fédérale;
- de la nécessité de coordonner la nouvelle répartition des tâches avec les différentes conceptions globales élaborées ces dernières années;
- des relations entre les mesures proposées et les projets d'harmonisation fiscale et de loi sur les subventions;
- du système des lois-cadre comme instrument garantissant le maintien sur tout le territoire de la Confédération de prestations minimum;
- de l'objectif du maintien et du renforcement de l'efficacité de l'Etat.

Binder, Berichterstatter: Am 24. November 1981 hat der Bundesrat seine Botschaft über erste Massnahmen zur Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen veröffentlicht. Die Priorität zur Behandlung dieses ebenso wichtigen wie ambitionierten Massnahmenpaketes zur «Neugeburt des Föderalismus» fiel unserem Rat zu. Unsere Kommission, bestehend aus 15 Mitgliedern, hat innert Jahres-

frist an insgesamt neun ganzen Sitzungstagen, was der Belastung einer vollen Session entspricht, die 19 Verfassungs- und Gesetzesvorlagen, d. h. 6 Verfassungsrevisionen und 13 Gesetzesrevisionen, soweit vorbereitet, dass wir bereits heute vor den Rat treten können.

Die Zusammenarbeit in der Kommission war trotz unterschiedlicher Auffassungen gut, zielstrebig und effizient. Das Departement Furgler hat uns alle notwendigen weiteren Unterlagen rechtzeitig zur Verfügung gestellt. Vor allem möchte ich mich auch für die hohe Präsenz, die an diesen Sitzungen herrschte, bedanken.

Wir haben uns die Arbeit nicht leicht gemacht: Wir führten über das Gesamtpaket und über jede einzelne Vorlage umfassende Hearings durch. Dadurch erhielten wir eine sehr breite und tiefe Information. Wir konnten uns, was sehr wichtig ist, ein Bild darüber machen, wie die Kantone und die betroffenen Kreise auf das Vorhaben Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen reagieren. Bevor wir die einzelnen Verfassungs- und Gesetzesvorlagen behandelten, führten wir eine Art Grundsatzdebatte über das Problem Neuverteilung der Aufgaben an sich durch. Nach dieser Grundsatzdebatte stellte Herr Kollege Donzé einen Rückweisungsantrag an den Bundesrat, dies vor allem in der Meinung, der Bundesrat möge das Problem Neuverteilung der Aufgaben dem Parlament in Verbindung mit der Totalrevision der Bundesverfassung erneut unterbreiten. Wir haben, um diesen Rückweisungsantrag richtig zu behandeln, zunächst über Eintreten auf dieses Vorhaben Neuverteilung der Aufgaben überhaupt entschieden. Mit grosser Mehrheit ist auf dieses Paket eingetreten worden; der Rückweisungsantrag Donzé, der es auch dem Zweitrat verunmöglicht hätte, sich jetzt mit dem ersten Paket Neuverteilung der Aufgaben zu befassen, wurde mit 9 zu 3 Stimmen abgelehnt.

Ich schlage vor, und der Herr Präsident ist damit einverstanden, dass wir auch in diesem Rat zuerst eine Grundsatzdebatte führen, wie wir dies zum Beispiel bei der Beratung des Energieartikels getan haben. Über Eintreten müssten wir an sich nicht abstimmen, wenn nicht ein Globalantrag gestellt wird, es sei jetzt auf sämtliche 19 Vorlagen nicht einzutreten. Wir müssen hingegen bei jeder einzelnen Vorlage über Eintreten oder Nichteintreten entscheiden. Nachdem nun aber Herr Donzé seinen Rückweisungsantrag wiederum gestellt hat, stellt sich die Frage, ob wir vor Behandlung des Rückweisungsantrages über Eintreten auf das Gesamtpaket abstimmen müssen. Darf ich Sie bitten, sich diese Verfahrensfrage zu überlegen.

Gesamthaft gesehen ist die Kommission auf alle Vorlagen eingetreten, die in einem direkten Zusammenhang mit der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen stehen, ausgenommen die beiden Vorlagen über Wohnbauförderung. Hier wurde mit meinem Stichtentscheid Nichteintreten beschlossen. Die Kommission ist in einer ersten Lesung mit 7 zu 5 Stimmen auch auf die vier letzten Vorlagen des Paketes, d. h. auf die Vorlagen betreffend Reinertrag der Stempelabgaben und Reingewinn der Kantone am Ertrag der Alkoholverwaltung, eingetreten. In der zweiten Lesung wurde dieser erste Entscheid hingegen umgestossen und mit 9 zu 6 Stimmen beschlossen, auf diese Vorlagen über die endgültige Aufhebung der Kantonsanteile nicht einzutreten. Sie können dieser Situation entnehmen, dass die vorwiegend finanzpolitisch begründete, endgültige Aufhebung der Kantonsanteile in der Kommission eine gewisse Unsicherheit auslöste.

In dieser Grundsatzdebatte befasse ich mich nicht mit den einzelnen Vorlagen. Ich konzentriere mich auf folgende drei Fragen:

1. Ist der Föderalismus in unserem Land notleidend geworden?
2. Welches sind die Hauptziele der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen?
3. Ist man bei der Reform mit den ersten Massnahmen zur Neuverteilung der Aufgaben auf dem richtigen Weg?

1. Ist der Föderalismus notleidend geworden? Meine

Damen und Herren, Sie wissen, dass wir Schweizer in einem Staatswesen ganz besonderer Art leben. Unser Land hat eine jahrhundertelange Entwicklung hinter sich. Zuerst war das Haus und die Sippe. Die Gemeinschaftsaufgaben wurden hier gelöst. Dann kam die Genossenschaft. Das heute noch hochgehaltene genossenschaftliche Prinzip führte zur Gründung der ersten Gemeinden. Die Gemeinden schlossen sich, um grössere Aufgaben bewältigen zu können, in den alten Ständen zusammen, die die Vorgänger der heutigen Kantone sind. Und erst 1848, also relativ spät, entstand der Bundesstaat.

Die Bundesverfassung vom Jahre 1848 war ein Meisterwerk von fast einmaliger staatspolitischer Weitsicht und Klugheit. Die Schweiz blieb nicht ein lockerer Staatenbund; aber sie wurde auch nicht etwa nach französischem Vorbild zu einem zentralistischen Einheitsstaat umgestaltet. Unter Erhaltung der alten eigenständigen Strukturen der Kantone entstand 1848 ein neues Staatswesen, das vor allem auf die drei tragenden Säulen Freiheit, Solidarität und Föderalismus abgestützt wurde.

Das Prinzip des Föderalismus fand in Artikel 3 der Bundesverfassung seinen staatsrechtlichen Ausdruck. In diesem Föderalismusartikel wurde eine Generalklausel zugunsten der Kantone eingefügt. Ich zitiere: «Die Kantone sind souverän, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist, und üben als solche alle Rechte aus, welche nicht der Bundesgewalt übertragen sind.» Natürlich kann es sich hier, wie unser Kollege, Professor Aubert, in seinem Standardwerk über Bundesstaatsrecht richtig schreibt, nicht um eine echte Souveränität handeln. Aber die Wortwahl der Verfassungsväter von 1848 war doch sehr bedeutungsvoll. Die Eidgenossenschaft als Bundesstaat besteht neben der Eigenstaatlichkeit des Bundes aus 26 Kantonalstaaten mit 26 eigenen Verfassungen und 26 eigenen Steuersystemen. Diese Eidgenossenschaft besteht ferner aus rund 3000 Gemeinden, die über mehr oder weniger Autonomie verfügen. Das verfassungsrechtliche Prinzip des Föderalismus mit dem dreistufigen Staatsaufbau ist zu einem Lebenselement unserer staatlichen Gemeinschaft geworden. Gonzague de Reynold hat es so formuliert: «La Suisse sera fédéraliste ou elle ne sera pas.» Wir konnten in der Kommission der Formulierung von Herrn Bundesrat Furgler zustimmen, der erklärt hat: «Wir brauchen in diesem Land starke Menschen, starke Gemeinden, starke Kantone und auch einen starken Bund.»

Aber vor allem in den Nachkriegsjahren, insbesondere in den Wachstumsjahren 1950 bis 1970, mussten vom Staat grosse, neue Aufgaben übernommen werden. Die bisherigen staatlichen Infrastrukturen genügten den erhöhten Anforderungen des rasanten Bevölkerungs- und Wirtschaftswachstums nicht mehr. Der Bund, der ursprünglich nur sehr wenig Kompetenzen, so etwa in der Aussenpolitik und in der Landesverteidigung, besass, wurde zu einem Leistungsstaat par excellence ausgebaut. Trotz starrer Verfassung – Artikel 3 BV – wurden dem Bund stets neue Kompetenzen eingeräumt, und dank seiner grosszügigen Subventionspolitik sorgte der Bund auch dafür, dass in dieser Zeit der Herausforderung die Kantone in ihrem eigenen Aufgabenbereich die Infrastrukturprobleme bewältigen konnten. Heute ist der Bund fast omnipräsent. Es gibt kaum noch ein staatliches Tätigkeitsfeld, in dem der Bund nicht direkt oder indirekt seine Finger drin hätte.

Diese Entwicklung der Schweiz in Richtung Zentralstaat wurde zu Beginn der siebziger Jahre vom Bund und den Kantonen erkannt. Man begann von einer Krise des Föderalismus zu sprechen. Die Kantone spürten, dass sie an staatsrechtlicher Substanz und Eigenständigkeit immer mehr an den Bund abgeben mussten. Der Bund wurde zu einer riesigen staatlichen Transfermaschinerie umgebaut. Der Transferföderalismus ist aber kein echter Föderalismus mehr.

1950 betrug die Transferausgaben des Bundes noch 41 Prozent seiner Gesamtausgaben; sie stiegen bis 1960 auf 44 Prozent an, betrug 1970 59 Prozent und liegen heute bei rund 63 Prozent. In den 30 Jahren haben sich also die

Transferausgaben des Bundes um rund 22 Prozent erhöht. Zwei Drittel aller Bundesausgaben sind heute Übertragungen des Bundes an die Kantone und Gemeinden, an die Bundesbetriebe (AHV/IV, Bundesbahnen usw.) und an Dritte (Landwirtschaft, Krankenkassen, Ausland usw.). Die Kantone wurden mehr und mehr zu Subventionsempfängern des Bundes degradiert. Im Jahre 1950 bezahlte der Bund noch rund 318 Millionen oder 18 Prozent seiner Gesamtausgaben an die Kantone. Gemäss Budget werden im Jahre 1983 – trotz Subventionsabbau im Verlaufe der letzten Jahre und trotz vorübergehender Aufhebung der Kantonsanteile – diese Beiträge an öffentliche Haushalte rund 4,9 Milliarden Franken oder rund 25 Prozent der Bundesausgaben betragen.

Innert 30 Jahren sind also die Subventionen an die öffentlichen Haushalte, an die Kantone und Gemeinden, um 7 Prozent gestiegen. Rechnen Sie um, dann ist dies heute – verhältnismässig – eine Mehrbelastung des Bundes – nur wegen dieses Anwachsenden der Subventionen an die Kantone – von jährlich etwa 1,5 Milliarden Franken. Ich bitte Sie, sich diese Zahlen vorzumerken. Der Bund füllt also die Kantonskassen im Durchschnitt mit 21 Prozent. So erhalten die finanzstarken Kantone rund 13 Prozent ihrer Staatsausgaben vom Bund, die mittelstarken Kantone 24 Prozent und die finanzschwachen Kantone 34 Prozent. Es gibt Kantone, die mehr als die Hälfte ihrer Staatseinnahmen vom Bund beziehen.

Dieser Ist-Zustand des Föderalismus vermag niemanden zu befriedigen, weder den Bund noch die Kantone.

Subventionen mögen wohl das «Schmieröl» des Föderalismus sein. Aber Subventionen sind immer auch mit Bedingungen und Auflagen verbunden und schränken deshalb die Souveränität und die Autonomie der Subventionsempfänger ein. Subventionen führen zu einem bürokratischen Papierkrieg. Sie verzögern, sie verteuern sehr oft wichtige Investitionsvorhaben von Kantonen und Gemeinden und übrigen Subventionsempfängern.

Es gibt heute kaum mehr eine nach sachlichen staatsrechtlichen Grundsätzen ausgerichtete Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen. Die staatlichen Zuständigkeiten stimmen nicht mehr überein mit den finanziellen Möglichkeiten. Der Bund transferiert ohne innere Begründung Milliarden von Franken an die Kantone, und umgekehrt fließen wiederum ohne innere Begründung Milliarden von Franken von den Kantonen an den Bund. Die Grundsätze: «Wer befiehlt, der bezahlt» oder «Wer bezahlt, der befiehlt», gelten heute nicht mehr im Bereich der staatlichen Tätigkeit. Das Subsidiaritätsprinzip ist verblasst. Die Verflechtungen, die Verfilzungen, die Subventionsströme zwischen Bund und Kantonen sind unzählige, undurchschaubar und schaffen Verwirrung und Misstrauen zwischen Bund und Kantonen. Der Föderalismus ist tatsächlich in den Nachkriegsjahren notleidend geworden.

2. Welches sind die Hauptziele der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen? Die Hauptziele der Gesamtvorlage möchte ich in fünf Stichworten zusammenfassen.

1. Bei der Neuverteilung der Aufgaben müssen wir immer wieder das staatspolitische Ziel einer Stärkung des Föderalismus ins Zentrum aller unserer Überlegungen stellen. Schon Napoleon hat gesagt: «Die Natur hat Euer Land zum Föderalismus bestimmt.» Wir müssen am Ende dieses Jahrhunderts aufpassen, dass wir das Subsidiaritätsprinzip, den Föderalismus in unserem Land nicht zerstören oder unglaubwürdig machen. Wir müssen vielmehr immer wieder fordern und daran festhalten: Was der einzelne in seiner Eigenverantwortung tun kann, das soll er tun. Was die Gemeinde im Rahmen ihrer eigenen Möglichkeiten tun kann, das soll sie tun. Was der Kanton mit seiner eigenen Kraft tun kann, das soll er tun. Und nur was der einzelne, was die Gemeinde, was der Kanton nicht zweckmässig tun können, soll der Bund in sein eigenes Pflichtenheft übernehmen. Wir müssen also die Pflichtenhefte zwischen Bund und Kantonen genau überprüfen und bereinigen. Jedes

einigermassen gut geführte Unternehmen bereinigt von Zeit zu Zeit seine Pflichtenhefte. Es ist nicht einzusehen, aus welchen Gründen das Grossunternehmen Eidgenossenschaft eine solche Bereinigung der Pflichtenhefte nicht vornehmen sollte.

2. Es muss eine echte Entflechtung der Aufgaben stattfinden. Wer eine Aufgabe übernimmt, der soll auch bestimmen können, wie er diese Aufgabe löst. Und wer eine Aufgabe übernimmt, soll auch finanziell in der Lage sein, diese Aufgabe zu lösen. Nur das ist die richtige Definition des Föderalismus, und nur dieses Verhalten wertet die Kantone in ihrer staatsrechtlichen Substanz wieder auf. Nur so kann verhütet werden, dass die Kantone zu blossen Vollzugsanstalten des Bundes werden, wie es in der Botschaft heisst. Gegenüber dem blossen Subventionsabbau und gegenüber der Rahmengesetzgebung des Bundes ist also bei der Beratung der einzelnen Vorlagen etwas Zurückhaltung notwendig.

3. Ein Leistungsabbau des Staates ist weder geplant noch vorgesehen. Hingegen wird nicht jeder Kanton die gleiche Aufgabe ganz gleich lösen wie der andere Kanton. Bei der Vielgestaltigkeit unseres Landes ist das auch nicht notwendig. Preis und Chance des Föderalismus bestehen gerade darin, dass die Kantone und die Gemeinden gleiche Aufgaben verschiedenartig und unter Berücksichtigung der besonderen örtlichen und kantonalen Verhältnisse lösen können. Der Föderalismus setzt Vertrauen in den Leistungswillen und die Leistungskraft der Kantone und Gemeinden voraus. Wer dieses Vertrauen nicht besitzt, wer alles Glück und alles Heil im Zentralstaat sieht, wird dieser Neuverteilung der Aufgaben kaum zustimmen können. Gerade die letzten 20 bis 30 Jahre haben jedoch bewiesen, dass man dem Zentralstaat, dem Bundesstaat, d. h. dem Bund, zuviel aufgeladen hat und dass andererseits die Kantone und die Gemeinde viel selbstbewusster und auch viel leistungsfähiger sind, als man dies immer wieder behauptet hat. Die Kantone und die Gemeinden stehen heute denn auch finanziell besser und stärker da als der Bund.

4. Durch die Neuverteilung der Aufgaben soll der heute verfilzte Staat übersichtlicher, durchsichtiger, verständlicher, sparsamer, demokratischer werden und näher an den Bürger heranrücken. Man spricht heute so viel von der Staatsferne des Bürgers und von seiner beängstigenden Teilnahmslosigkeit allen politischen Dingen gegenüber. Die Gründe dafür, dass der Bürger nicht mehr wie zu Gottfried Kellers Zeiten mutig selber vor die Haustüre tritt und im Staat dafür sorgt, dass alles richtig läuft, mögen sehr mannigfaltig sein. Ein wichtiger Grund liegt aber sicher darin, dass der Bürger diese kompliziert gewordene Staatsmaschinerie mit seiner aufgeblähten und bürgerfremden Bürokratie nicht mehr versteht. Und ein weiterer Grund für diese Apathie dem Staat gegenüber mag auch darin liegen, dass der Bürger fürchtet, hier werde unrationell, langsam und ohne jegliche Rücksicht auf die sogenannte Kosten/Nutzen-Analyse gearbeitet. Die Neuverteilung der Aufgaben darf nicht einfach nur zu einem Defizittransfer zwischen Bund und Kantonen werden. Der Bürger soll wieder genau sehen, mit wem er es eigentlich zu tun hat, wenn er mit dem Staat in Berührung tritt. Administrativer und bürokratischer Ballast soll abgeworfen werden. Dadurch wird auch ein eigentlicher Spareffekt ausgelöst, denn mit dem gleichen Problem müssen sich nicht mehr die Gemeinde, der Kanton und der Bund befassen. In einer Zeit des Nullwachstums muss auch der Staat sparen. Dies sieht jeder Bürger ein, wo immer er im politischen Spektrum auch stehen mag. Wenn die unteren Ebenen des Staates, die Gemeinden oder die Kantone, eine Aufgabe autonom lösen können, dann weiss der Bürger auch, worum es geht, und dann kann er seine demokratischen Mitwirkungsrechte direkt einsetzen.

5. Damit diese staatspolitisch wichtige Zielsetzung einer Stärkung des Föderalismus überhaupt gelingen kann, muss der Finanzausgleich grosszügig ausgebaut werden. Und hier ist fast ein kleines helvetisches Wunder geschehen. Schauen Sie sich bitte die Tafel auf Seite 98 der Botschaft

über die finanziellen Auswirkungen der Neuverteilung der Aufgaben ganz genau, ruhig und gründlich an. Dann sehen Sie zum Beispiel, dass der grosse Kanton Zürich für die Jahre 1986/87 ohne zusätzlichen Finanz- und Härteausgleich mit rund 54 Millionen Franken entlastet würde, während er mit dem vorgesehenen zusätzlichen Finanz- und Härteausgleich mit jährlich rund 22,5 Millionen Franken mehr belastet wird. Andererseits würde der andere grosse Kanton, nämlich der Kanton Bern, ohne diesen zusätzlichen Finanz- und Härteausgleich mit jährlich 42,5 Millionen Franken belastet, mit dem zusätzlichen Finanz- und Härteausgleich jedoch nur mit jährlich 13 Millionen Franken.

Ich möchte an dieser Stelle vor allem den Finanzdirektoren der finanzstarken aber auch der mittelstarken Kantone danken, dass sie dem neuen Finanz- und Härteausgleich zugestimmt haben. Diesen Dank verdienen insbesondere die Finanzdirektoren des hohen Standes Zürich (also unser Kollege Herr Stucki) sowie der Stände Basel-Stadt und Basel-Land. Aber diesen Dank verdient auch mein Heimatkanton Aargau, der hier Wesentliches leistet.

Die für den Finanz- und Härteausgleich bestimmte Quote an der Wehrsteuer soll von bisher 7,5 auf 13 Prozent erhöht werden. Ohne Vorgabe der 70 Millionen Franken für das zweite Paket der Neuverteilung der Aufgaben beträgt die Mehrbelastung der Kantone im ersten Paket insgesamt rund 100 Millionen Franken. Konkret ausgerechnet beträgt die Mehrbelastung durch dieses erste Paket pro Kanton rund 0,5 Prozent seiner Steuerkraft. Auf rund 100 Steuerfranken tritt also eine Erhöhung von 50 Rappen ein. Die Kantone Appenzell-Ausserrhodod, Obwalden und vor allem Appenzell-Innerrhodod werden sogar um 0,32 bzw. 0,5 oder sogar 2,43 Prozent der Steuerkraft entlastet. Ich mag dies meinen Kollegen aus diesen finanzschwachen Kantonen herzlich gönnen. Die Vertreter dieser Kantone können an diesem Wochenende wirklich mit geschwellter Brust nach Hause fahren, wenn der Ständerat diesem ganzen ersten Massnahmenpaket Neuverteilung der Aufgaben zugestimmt hat.

Jedenfalls ist die immer wieder aufgestellte Behauptung geradezu lächerlich, der Bundesrat habe aus dem staatspolitischen Anliegen, das bei der Neuverteilung der Aufgaben im Zentrum aller Überlegungen stehen muss, einen finanzpolitischen Raubzug auf die Kantonsfinanzen eingeleitet. Bei dieser Betrachtungsweise habe ich allerdings die Frage der endgültigen Aufhebung der Kantonsanteile am Reingewinn der Alkoholverwaltung und am Reinertrag der Stempelsteuer bewusst nicht berücksichtigt. Es war unser Parlament, das bei der Beratung der Sparpakete 1980 eine Verknüpfung dieser rein finanzpolitischen Massnahmen mit der ersten Stufe der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen beschlossen hat. Es wird nun wieder Sache dieses Parlamentes sein, ob es glaubwürdig bleiben will. Dieses Parlament wird auch jetzt erneut darüber entscheiden müssen, ob die damals beschlossene Verknüpfung richtig und sinnvoll war. Wir haben hier in der Kommission einen Mehrheits- und einen Minderheitsantrag, und wir werden ganz sicher über diese beiden Anträge in der Detailberatung einlässlich diskutieren.

3. Ist man bei der Reform mit den ersten Massnahmen zur Neuverteilung der Aufgaben auf dem richtigen Weg? Als ich im Jahre 1971 die Motion über die Neuverteilung der Aufgaben einreichte, stand ganz eindeutig das staatspolitische Ziel, den Föderalismus als Grundpfeiler unserer Eidgenossenschaft wieder zu stärken, im Vordergrund aller Motive. Dabei wusste ich bereits, dass die Strukturen, wie sie während 130 Jahren gewachsen sind, nicht innert weniger Jahre vollständig verändert und neu gestaltet werden können. Im Verhältnis zwischen Bund und Kantonen besteht kein Altruismus. Niemand schenkt hier etwas. Die im Verlaufe der letzten Jahrzehnte immer reichlicher fliessenden Subventionsströme des Bundes sind für die Kantone und für die übrigen Nutzniesser so etwas wie eine Droge geworden. Die Entziehungskur braucht Geduld, braucht Zeit, Überredungskunst und politische Gestaltungskraft. Gerade weil die Aufgabenteilung an Bund, Kantone und Gemeinden

ein so schwierig zu lösendes Problem ist, will der Bundesrat etappenweise vorgehen. Obschon der jetzige Ablauf der Staatstätigkeit unübersichtlich, unwirtschaftlich und unüberschaubar ist, halten zunächst die Gemeinden, die Kantone und auch der Bund am heutigen Besitzstand fest. Schon im Jahre 1967 veröffentlichte der Bundesrat eine Botschaft über Einsparungen in den Bundesbeiträgen. Diese Botschaft beruhte auf den Erkenntnissen aus dem Expertenbericht der sogenannten Kommission Stocker. Dieser Bericht Stocker ist heute noch aktuell und lesenswert. Es heisst dort unter anderem: «Es ist einfacher und leichter, den Sparbedürfnissen schon bei der Einführung von neuen Subventionen anstatt erst im Zuge nachträglicher Überprüfung Rechnung zu tragen.»

Die gestützt auf den Bericht Stocker am 17. Januar 1967 eingeleitete Überprüfung der Bundessubventionen endete denn auch – wie einige Kollegen in diesem Rat noch aus eigener Erfahrung wissen – in einem vollständigen Fiasko. Im Verhältnis zwischen Bund und Kantonen und im Verhältnis zwischen dem Bund und den Subventionsempfängern überhaupt gilt die Feststellung von Conrad Ferdinand Meyer: «Und werden sie an den Moneten gekürzt, kommen sie wie brüllende Löwen gestürzt.»

In den durchgeführten Hearings wurde denn auch immer wieder grosse Klage darüber geführt, dass nun gewisse Aufgaben nach unten delegiert werden sollen. Das Zutrauen in die Leistungskraft und den Leistungswillen der Kantone und der Gemeinden war leider relativ gering. Eine weitere Schwierigkeit für die Neuverteilung der Aufgaben besteht darin, dass dieses Problem bis heute vorwiegend in wissenschaftlich-politischen Zirkeln behandelt wurde. Das Stichwort «Aufgabenteilung» sagt dem Bürger zunächst nichts. Das ist eine zu abstrakte Formulierung. Der Bürger interessiert sich für konkrete und hautnahe Fragen wie Hypothekenzins, Mietzins, Milchpreis, Steuern, Teuerungszulagen, Arbeitszeitverkürzung usw. Die Föderalismusdiskussion muss deshalb weniger akademisch geführt werden. Es muss uns im Rahmen unserer weiterer Diskussionen gelingen, dem Bürger verständlich und plausibel zu machen, dass es bei dieser Neuverteilung der Aufgaben schlussendlich um seine eigene Gemeinde, um seinen eigenen Kanton geht, wo er politisch die Übersicht hat und wo sein demokratisches Mitspracherecht ausgeprägter verankert ist als beim Bund.

Wenn man diese Ausgangssituation betrachtet, hat der Bundesrat das Problem richtigerweise sehr sorgfältig an die Hand genommen und mit der notwendigen Vorsicht vorangetrieben. Nach den umfassenden Vorarbeiten durch eine Arbeitsgruppe und durch die Studien der Kommission Voyame setzte Bundesrat Kurt Furgler im Juni 1978 das sogenannte «Kontaktgremium» ein. In diesem «Kontaktgremium» waren sämtliche Regierungen vertreten. Herr Bundesrat Furgler übernahm persönlich den Vorsitz. In 12, 13 oder 14 Sitzungen wurde dieses erste Massnahmenpaket für die Neuverteilung der Aufgaben durchberaten und von allen Kantonen angenommen. Die Einsetzung dieses «Kontaktgremiums» war meines Erachtens eine glanzvolle Idee des Bundesrates; sie ist Ausdruck der staatspolitisch richtigen Lagebeurteilung, dass die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen ohne die aktive Mitwirkung und Zustimmung der Kantone ein Glasperlenspiel im Sinne des gleichnamigen utopischen Romans von Hermann Hesse geblieben wäre.

Unsere Hearings mit den Vertretern der Regierungen haben auch ergeben, dass die Regierungen hinter dieser Gesamtvorlage stehen. Das erste Massnahmenpaket ist auf Seite 82 der Botschaft übersichtlich und klar dargestellt. Ausgangs- und Angelpunkt des ganzen Pakets ist die vollständige Übernahme der Kantonsbeiträge an die AHV durch den Bund. Diese Übernahme bringt dem Bund eine jährliche Mehrbelastung von rund 790 Millionen Franken. Diese Übernahme der Kantonsbeiträge an die AHV durch den Bund entspricht jedoch klassisch der Entflechtungsidee und dem Grundsatz «Wer befiehlt, soll auch bezahlen». In der gesetzgeberischen Ausgestaltung der AHV besitzen die

Kantone keine direkte Mitwirkungsmöglichkeit. Es ist deshalb nicht einzusehen, aus welcher inneren Begründung heraus die Kantone jährlich 790 Millionen Franken nach Bern transferieren müssen. Andererseits überträgt der Bund Kompetenzen und Aufgaben an die Kantone, und zwar in jenen Sachgebieten, die schon heute vor allem in die kantonale Hoheit gehören, also beim Strafvollzug, beim Zivilschutz, im Primarschulwesen, beim Hauswirtschaftsunterricht, bei den Stipendien, bei Turnen und Sport, im Gesundheitswesen, bei den Ergänzungsleistungen zur AHV, bei der Krankenversicherung, bei den Altersheimen, im Flüchtlingswesen und beim Wohnbau.

Gesamthaft gesehen werden finanzielle Beziehungen zwischen Bund und Kantonen in der Grössenordnung von 900 Millionen Franken entflochten. Oft wird eingewendet, diese erste Stufe der Neuverteilung der Aufgaben sei nur ein kleiner Schritt. Ich bin nicht ganz dieser Meinung. Immerhin müssen wir bereits bei dieser ersten Stufe der Aufgabenteilung insgesamt 19 Verfassungs- und Gesetzesänderungen durchziehen. Das ist für ein ohnehin überlastetes Milizparlament eine sehr aufwendige Sache. Übrigens, auch eine grosse Reise beginnt immer mit einem ersten Schritt, vielleicht auch nur mit einem kleinen ersten Schritt. Sicher aber ist, dass dieser erste Schritt, der mit dieser Gesamtvorlage getan wird, in die richtige Richtung geht. Gesamthaft gesehen möchte ich sagen: alles in allem kann dieses erste Paket der Neuverteilung der Aufgaben gefallen.

Deshalb empfehle ich Ihnen namens der Kommissionmehrheit bei der Beratung der meisten Vorlagen Eintreten auf diese Vorlagen.

Präsident: Ich erteile nun das Wort Herrn Donzé, damit er seinen Antrag begründen kann.

M. Donzé: L'essentiel des considérations que je vais faire, le Parti socialiste suisse et l'Union syndicale suisse les exprimaient déjà lors de la procédure de consultation. A la lumière de ce qu'ils disaient, on perçoit qu'il s'agit bien, comme le souligne le rapporteur M. Binder, d'un débat de principe sur le sens du fédéralisme.

Il est vrai qu'en lisant le message on peut même être tenté de trouver politiquement valables les arguments qui y sont exposés. Les propositions entendent mettre fin à une imbrication, quelque peu compliquée, des tâches et des responsabilités dans les relations plus spécialement financières entre les collectivités publiques, en l'occurrence essentiellement entre la Confédération et les cantons, en essayant de définir plus clairement les responsabilités de chacun. Mais si l'on analyse ce message plus en détail, on voit que les incidences des mesures projetées sur les plans social, économique et financier, conduisent à une conception de l'Etat – l'autonomie des cantons en constitue la base – qui pourrait marquer un retour à l'ancienne Confédération d'Etats. De l'avis du Parti socialiste et de l'Union syndicale suisse, ainsi que pour de nombreux citoyens, une telle conception pourrait conduire aussi à la négation d'un siècle de solidarité sociale.

Si nous voulons une réelle sécurité sociale, en même temps qu'une solidarité régionale, la responsabilité fondamentale – la constitution énonce aujourd'hui ce principe – doit être celle de l'Etat fédéral. Attribuer, dans les domaines cités, l'autorité autonome et exclusive aux cantons est, à mon avis, contraire au véritable fédéralisme, lequel consiste plutôt en une solidarité mutuelle pour la solution des grandes tâches sociales.

Il est vrai qu'aujourd'hui, étant donné l'interdépendance entre les compétences centrales d'orientation et la fédéralisation de l'exécution, il n'est plus guère possible de dissocier clairement les tâches de la Confédération et celles des cantons pour beaucoup de fonctions. L'Etat social moderne est chargé aujourd'hui de tâches de coordination. Ce système, il faut le répéter, a permis de freiner les effets d'un libéralisme excessif, en corrigeant ainsi les inégalités économiques et sociales non seulement entre les individus mais aussi entre les régions de ce pays. A revenir en

arrière, on viderait le fédéralisme de son sens réel en mettant en cause l'efficacité de l'Etat.

Essayons de définir celle-ci. A notre avis, elle se mesure à sa capacité de résoudre, dans un délai raisonnable et de manière concrète, les problèmes qui se posent à la collectivité.

Certes, le Conseil fédéral part de l'idée que le citoyen, par le biais de l'application de ces mesures, ne doit subir aucune réduction des prestations, et que les collectivités inférieures – cantons ou communes – doivent assumer entièrement les tâches qui leur sont confiées. C'est là le premier grand point sur lequel nous ne sommes pas du tout d'accord. Cette garantie que les cantons et les communes reprendront ces tâches n'est nullement fixée dans les lois relatives à cette nouvelle répartition. Ce ne pourrait être, dans certains cas, que des vœux pieux. Nous sommes certains que de nombreux cantons ne sont pas en mesure, ni politiquement ni financièrement, de remplir seuls les tâches qu'ils assument actuellement avec l'aide de la Confédération. Très souvent les tâches remplies par les cantons ne peuvent l'être aujourd'hui que grâce au stimulant, il faut le dire, que représentent les subventions fédérales. C'est pourquoi il aurait fallu, pour le moins, que la Confédération conserve la compétence de fixer, par des lois-cadre, les prestations sociales minimales des cantons, étant d'ailleurs entendu que ceux-ci pourraient aller au-delà de ces limites. En outre, toute la notion d'efficacité de l'Etat disparaît. A aucun moment, le message ne s'en inquiète; pour nous, c'est extrêmement grave.

Le message parle aussi de subventions mineures; j'ai en tout cas entendu cela souvent en commission. Or, même s'il s'agit de lois peu importantes, ce sont très souvent des mesures fondamentales pour le citoyen. Finalement, c'est de lui qu'il s'agit.

Après ce préambule, je voudrais passer en revue les principales lois qui nous sont présentées.

En ce qui concerne les bourses d'étude, la Confédération se retirerait en gardant la compétence pour les seules bourses accordées aux étudiants venant de l'étranger, cela progressivement d'ici 1985. A ce sujet, même si cela n'est pas encore clairement défini, je voudrais rappeler qu'en ce qui concerne les apprentis la loi sur la formation professionnelle est en vigueur depuis moins de trois ans. Arriverons-nous aussi à mettre en cause ces progrès précisément au moment où les jeunes passent très souvent d'un canton à l'autre pour y trouver du travail? Il me semble en tout cas que le moment est mal choisi. L'Association des étudiants suisses s'est déjà élevée avec force contre cette loi qui lui paraît, tout comme à nous, marquer un recul social considérable.

En ce qui concerne maintenant les maisons d'exécution des peines, que constate-t-on? La suppression des subventions fédérales pour leur exploitation menace en tout cas l'existence des institutions de droit privé, qui sont les plus nombreuses, 111 sur 170 je crois. Elles offrent les deux tiers des places disponibles. D'après leur association, vingt-neuf institutions prévoient leur fermeture si les subventions fédérales sont supprimées, car un canton à lui seul n'est pas en mesure d'entretenir et d'exploiter lui-même de telles institutions.

Le concordat en voie d'élaboration, dont on nous a beaucoup parlé, ne donne pas la garantie que ce ne seraient pas les mineurs abandonnés ou perturbés qui feraient les frais de la suppression des subventions fédérales. C'est un problème très important, aujourd'hui, que celui de l'encadrement des mineurs délinquants. Je pense vraiment que le moment est très mal choisi.

A propos de l'arrêté concernant le subventionnement des écoles d'étude sociale – il y va de sommes importantes, ces établissements étant considérés comme des institutions d'études supérieures – on peut même se demander si cette suppression n'est pas contraire aux principes ancrés dans la constitution fédérale. Dans ce domaine aussi, de nombreuses institutions crient déjà au secours: Pro infirmis, l'Association en faveur des jeunes inadaptés. Je ne sais pas

si l'exercice juridique vaut la peine de mettre en cause les progrès sociaux de cette nature.

En allant un peu plus loin, on voit que la suppression de subventions mineures en matière de santé peut évidemment être envisagée, il s'agit là de quelque chose d'assez simple. J'aurai pourtant de la peine à voter cette loi parce que la Confédération n'aura plus de réelle politique de la santé, c'est cela qui apparaît finalement. Tout le problème, important qui surgit aujourd'hui est celui de la prévention. Faut-il vraiment charger les cantons des problèmes de la prévention alors que ceux-ci sont actuellement traités sur le plan européen et même international?

Il en est de même en ce qui concerne le droit d'asile. Que se passe-t-il aujourd'hui? De plus en plus nombreux sont les réfugiés politiques qui cherchent à se fixer dans les pays démocratiques occidentaux. Beaucoup, ces temps-ci, viennent de Turquie, mais il en vient aussi des pays de l'Est, du Moyen-Orient, de l'Afrique noire, de l'Amérique latine. Ce problème, qui occupe d'ailleurs le Conseil de l'Europe, ne devrait pas être ramené à un problème cantonal. Sa portée est beaucoup plus vaste; il est dur et il sera encore plus dur à l'avenir pour les cantons d'être contraints de prendre en charge entièrement les réfugiés au bout de cinq ans. On nous dit qu'ils seront à ce moment-là incorporés à la vie économique mais, encore une fois, étant donné la situation actuelle, et tous les rapports internationaux l'indiquent, plusieurs cantons seront très durement frappés et je prétends, sans vouloir m'ériger en prophète de malheur, que la solidarité confédérale telle que nous la connaissons depuis dix ans dans ce domaine aurait dû être maintenue.

Cependant, c'est essentiellement dans le domaine du logement et de la sécurité sociale que la modification de la politique actuelle marquera la fin de la solidarité confédérale. La pénurie de logements reste forte, même très forte, dans certaines régions du pays et il est apparu à la majorité de la commission que la suppression des subventions fédérales signifierait un arrêt presque total de l'aide au logement en Suisse, les cantons n'étant pas en mesure de prendre la relève. En disant cela, je me place sur un plan très général et ne parle pas de mon canton, qui a légiféré en matière d'aide au logement et qui n'a eu que très rarement recours à l'aide de la Confédération. Celle-ci doit conserver son rôle de moteur et de guide, qui me semble fondamental. Même si l'aide fédérale, comme l'a dit M. Honegger, président de la Confédération, ne coûte pas très cher à la Confédération, elle reste un élément moteur important. C'est pourquoi la commission vous demande de ne pas entrer en matière sur cette modification de la loi.

Pour ce qui est des lois sociales, si le report de certaines charges sur les cantons, qui sera très lourd à supporter, permettra à la Confédération, une fois fait le calcul des «plus» et des «moins», de réaliser une économie de quelque 200 millions, il peut à mon avis aboutir à un démantèlement de notre Etat social moderne.

Certes, le message du Conseil fédéral ne fait pas état de la loi sur l'assurance-maladie mais, dans le calcul financier, la réduction des subventions dans ce domaine est chiffrée à 490 millions de francs, alors que les cotisations des assurés ne cessent d'augmenter. Celles-ci varient considérablement d'un canton à l'autre et les subventions fédérales versées jusqu'ici au titre de l'assurance-maladie ont permis dans une large mesure d'abaisser le montant des cotisations. Demander aux Chambres d'approuver une telle modification sans en fixer clairement le cadre légal et constitutionnel me paraît vraiment être une erreur.

Je rappelle qu'en vertu des dispositions transitoires de la constitution les prestations complémentaires à l'AVS constituent une tâche de la Confédération en attendant que l'AVS ou l'AI couvrent le minimum vital. Tout le monde sait que cet objectif est loin d'être atteint et pourtant, le Conseil fédéral nous propose de diminuer de moitié la participation fédérale. Il n'ose pas, bien sûr, s'attaquer à la disposition constitutionnelle elle-même sur l'AVS et l'AI. Néanmoins, il laisse entendre la suppression de celle-ci.

Que feront les cantons dans ce domaine? Continueront-ils

à s'en tenir, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, s'agissant des prestations, aux montants maxima prévus? Je n'en suis pas du tout certain et je crois que nous devons avoir quelque crainte pour les personnes âgées de cette génération, que ces dispositions constitutionnelles visaient précisément à protéger.

Mais en même temps, alors que partout, l'application des dispositions de l'article 155 de la loi sur l'AVS commençait vraiment à porter ses fruits, alors que s'érigeaient et se modernisaient des établissements corrects – je dis bien corrects parce que, il n'y a pas très longtemps, les établissements corrects d'accueil pour personnes âgées n'étaient pas très nombreux – on veut supprimer les subventions fédérales. A ce sujet, je dois dire que j'ai assez longtemps participé, comme conseiller d'Etat, à l'application de cette loi pour savoir que, comme dans le domaine du logement, la Confédération a, jusqu'ici, joué essentiellement un rôle de moteur et de guide très important et, très souvent, les offices spécialisés nous ont donné d'excellents conseils, ainsi qu'à tous les cantons. Or, cela ne sera plus possible si les subventions ne sont pas maintenues. Il faut aussi souligner qu'il y aura de plus en plus de personnes âgées grâce à la situation sanitaire de la population et je crois qu'on a tort de dire, comme l'a fait le représentant du Conseil fédéral en commission, que nous n'aurons plus beaucoup besoin de ces maisons et que les cantons peuvent donc prendre la relève pour l'essentiel, c'est-à-dire pour leur modernisation. Personnellement, je ne le crois pas – je peux me tromper – car l'évolution de la pyramide des âges montre que l'augmentation du nombre des personnes âgées va plutôt se poursuivre et ce problème, comme celui que pose l'arrivée dans l'AVS de la deuxième génération, est fondamental et concerne donc l'Etat central.

Il ne s'agit pas d'énoncer des théories sur le fédéralisme. Je crois que ces théories, qui sont très souvent passésistes et assorties de citations d'auteurs du XIX^e siècle, comme celles que nous a faites notre cher rapporteur, montrent bien que ce n'est plus de cela qu'il s'agit aujourd'hui. Il s'agit bien plutôt de défendre un Etat central moderne.

Excusez-moi de mettre un peu de passion dans mes propos, mais cela tient au fait que j'ai vraiment beaucoup œuvré dans ce domaine de l'aide à la vieillesse.

On nous dit que c'est en supprimant la participation des cantons au financement de l'AVS qu'une compensation partielle des charges sociales des cantons devrait être réalisée. En l'état, je considère cette opération comme un exercice de balançoire et, en même temps, comme une sorte d'attrape-nigaud, même si la Confédération doit, selon la constitution, veiller à la sécurité sociale collective alors que l'aide et l'assistance individuelles sont du ressort des cantons. Bien sûr, c'est ce que disent les textes. Mais comment, encore une fois, faire une distinction exacte? Sans la participation fédérale, personne ne peut garantir que les prestations sociales seront maintenues à leur niveau actuel. Pourquoi alors s'attacher, comme on le fait avec imprudence à mon avis, à des règles strictes quand on sait que les effets de leur application ne sont pas clairement présumables?

Cet ensemble de mesures, cet exercice de style essentiellement juridique devraient être cimentés par un certain nombre de dispositions financières. Certes, si toutes ces lois étaient votées, il faudra une compensation financière, et je crois que les dispositions sur la péréquation financière sont justes dans leur principe mais nous ne pouvons pas la voter non plus; refusant les principes, nous ne pouvons pas souscrire à ces dispositions financières. A ce propos, je pense que le Parti socialiste a toujours demandé une réelle harmonisation fiscale qui n'est pas réalisée. Il y a beaucoup de choses encore qui indiquent que l'on n'est pas très sûr de la situation des cantons. Je crois savoir qu'on met sur pied – et je n'en suis même pas certain – un modèle de comptes qui soit général pour la Confédération et les cantons, qui permette de dire vraiment quelle est la situation financière de chacun. D'ailleurs, sur les derniers projets de loi, nous avons été rejoints par d'autres commissaires,

essentiellement ceux qui représentent les cantons et qui ne veulent pas adhérer aux suppressions et aux modifications des quotes-parts à divers impôts.

A ce sujet, je voudrais dire pourquoi on doit faire cette péréquation. C'est parce que l'on voit bien que ces lois sociales modernes corrigent les inégalités et sont plus favorables aux cantons pauvres que ce ne sera le cas maintenant avec les nouvelles lois proposées, et je crois que cela est un enseignement en soi.

En résumé, je voudrais rappeler ce que répondait le Parti socialiste au moment de la consultation sur l'essentiel des points: «L'application des lois doit s'effectuer le plus près possible du citoyen.» De cela on est d'accord, c'est-à-dire à l'échelon qui est en contact direct avec la personne concernée et le bénéficiaire. Mais, jusqu'à présent, toute une partie de ces tâches sont remplies entièrement ou en partie par la Confédération et si elles sont transférées aux cantons, les droits, les prestations, la protection – je dis bien la protection – ne seront en aucun cas diminués. Ceci est particulièrement important pour la sécurité sociale, les bourses d'études, la construction de logements et l'exécution des peines. Il faut aussi dire que les cantons qui n'épuisent pas complètement leurs ressources fiscales ne seront pas injustement avantagés – c'est un problème qui, pour nous, devait être un préalable – par rapport à ceux qui le font. Et, lorsqu'une tâche spécifique assumée par un canton procure à d'autres cantons des avantages indéniables, il faudrait pouvoir dire dans la loi que ces cantons, qui ont ces avantages, doivent participer au financement et aux décisions. Il est vrai que c'est un peu corrigé par la nouvelle péréquation fiscale.

Enfin, je voudrais affirmer, avec le Parti socialiste suisse, que nous accordons la priorité au maintien et au renforcement de l'efficacité de l'Etat plutôt qu'au renforcement du régime fédératif, dans tous les cas où celui-ci ne garantit plus les prestations de solidarité d'un Etat modèle. C'est pour ces raisons, qu'en conclusion, je demande le renvoi du message au Conseil fédéral et je voudrais que celui-ci apporte, dans des nouvelles dispositions, la garantie du maintien sur tout le territoire de la Confédération, et par l'intermédiaire de lois-cadre, des prestations minimales. Je voudrais aussi qu'il fixe un nouveau cadre financier en définissant clairement les relations entre les mesures proposées, la péréquation financière et l'harmonisation fiscale matérielle.

Enfin, dans la demande de renvoi je me suis demandé – cela plus comme un symbole – si, dans les circonstances actuelles et alors qu'on étudie une nouvelle constitution fédérale, il faut s'attaquer, aujourd'hui, par ce biais, à d'importantes dispositions constitutionnelles. Je me demande également s'il est heureux de ne pas attendre que certaines conceptions globales soient proposées. Ceci est surtout valable pour le deuxième paquet. Je ne sais pas à quel moment il sera proposé, mais ce deuxième paquet comporte des dispositions sur les transports publics.

Je crois qu'il faudrait aussi – c'est ma dernière réflexion – que le but essentiel, aujourd'hui, soit l'assainissement des finances fédérales. Toutefois, je ne crois pas que c'est par ce biais, qui touche vraiment à la vie du citoyen, que l'on pourra y arriver. On nous dit que ce n'est pas le but de cette opération. Mais, malgré tout, si le reste n'est pas fait, il ne restera que cela, alors que les propositions de taxes, d'impôts sur les avoirs fiduciaires sont renvoyées aux calendes grecques. En conclusion, je pense que le moment n'était pas venu de présenter ces dispositions, en tout cas pas de cette manière.

Gadient: Mit der Aufgabenteilung bietet sich Gelegenheit, Wesen und Funktionen von Bund und Kantonen im Rahmen der Eidgenossenschaft zu überdenken und zu diskutieren, alles im Hinblick auf die Grundsatzfrage nach möglichen Strukturverbesserungen in unserem Staatswesen. Dass es eine erstrangige Aufgabe des Parlamentes ist, sich mit diesem so viel staatspolitische Substanz aufweisenden Anliegen zu befassen, scheint mir selbstverständlich. Das Vorha-

ben ist spruchreif, und eine Rückweisung ist keineswegs erforderlich. Indessen wird bei jeder einzelnen Vorlage genau zu prüfen sein, ob deren Ausgestaltung wirklich zur Erhaltung und Stärkung der föderativen Ordnung mit einem starken Bund, starken Kantonen und starken Gemeinden beiträgt, wie dies in der Botschaft als Zielsetzung entsprechend dem Grundgedanken der Motion Binder anspruchsvoll und überzeugend formuliert wird. Dabei darf nicht vergessen werden, dass es auch in Zukunft viele Aufgaben geben wird, die nur gemeinsam von Bund und Kantonen wirksam erfüllt werden können.

Auch darf Verbesserung der Wirtschaftlichkeit der bundesstaatlichen Aufgabenerfüllung nicht einfach Leistungsabwälzung auf die untere Stufe bedeuten. Die Erhaltung des Leistungsniveaus bleibt zentrales Anliegen. Von Ausradieren eines Jahrhunderts sozialer Solidarität aber, Herr Kollege Donzé, kann erstens doch keine Rede sein. In diesem Sinne bedaure ich, dass in der Kommission – bei einzelnen Vorlagen – auf die Erhaltung des Leistungsniveaus abzielende Übergangsregelungen deutlich abgelehnt worden sind. So sollen nach Antrag von Bundesrat und Kommission die bisherigen Aufwendungen der Kantone für Stipendien eingestellt werden. Wenn jedoch die Stipendiaten aus den finanzschwachen Kantonen nicht diskriminiert werden sollen, bedarf das Stipendienwesen einer nachhaltigen Förderung durch den Bund, und die gegenteilige, vorweg ordnungspolitische Begründung in der Botschaft vermag nicht zu überzeugen. Die Ausrichtung von Bundesbeiträgen nach der Finanzkraft der Kantone ist deshalb auch in Zukunft unerlässlich. Die heutigen Bundessubventionen bringen je nach Finanzkraft mit 20 bis 60 Prozent den notwendigen Ausgleich im Interesse der weniger bemittelten Studierenden. Bei einer Übergangslösung von zum Beispiel fünf Jahren hätte man einem Leistungsabbau vorbeugen können, der nicht in Kauf genommen werden darf. Ohne diese Gewähr kann ich der betreffenden Vorlage nicht beiflichte. Diese Überlegungen gelten sinngemäss auch für die Ergänzungsleistungen zu AHV und IV, die einen integrierenden Bestandteil der kollektiven Sicherheit bilden. Es handelt sich um verfassungsmässige Bedarfsleistungen im Rahmen und als Bestandteil der ersten Säule der sozialen Vorsorge ohne Fürsorgecharakter im Sinne von Artikel 34quater der Bundesverfassung. Gerade auch deshalb muss es Verpflichtung des Bundes sein, einen sonst möglichen Leistungsabbau zu verhindern.

Herr Bundesrat Furgler hat in der Kommission betont, dass die Zuständigkeiten des Bundes dort nicht abgebaut werden dürfen, wo die einheitliche und wirksame Durchsetzung auf zentraler Ebene nötig ist, wo eine Aufgabenverschiebung zur Zersplitterung, zu Leistungsabfall oder zu einer Beeinträchtigung der Effizienz der staatlichen Funktionen führen könnte. Gerade diese Leitlinie gilt es zu beachten, und gerade deshalb wird im Zusammenhang mit dem Straf- und Massnahmenvollzug ein Minderheitsantrag vorgelegt, der dem anderenfalls dort drohenden Leistungsabfall begegnen will. Die Aufgabenteilung ist in ihrer staatspolitischen Dimension für unser Land von erstrangiger Bedeutung, und ich hoffe, dass es in der parlamentarischen Beratung gelingen wird, die Vorlage konsensfähig zu machen. Das aber erreichen wir nur, wenn die Entflechtungsoperation strikte auf die staatspolitisch anerkanntswerte Zielsetzung ausgerichtet bleibt. Der einzelne Bürger und die in Frage kommenden Institutionen müssen die Gewähr haben können, dass sie aufgrund der Aufgabenteilung nicht mit einer merklichen Verschlechterung der ihnen zukommenden Leistungen zu rechnen haben. Das gilt es im Konsens zu erreichen; eine Rückweisung der Gesamtvorlage dient diesem Ziel in keiner Weise.

Abschliessend noch eine Bitte an den Bundesrat: In allen Vorlagen ist vorgesehen, dass er das Inkrafttreten derselben bestimmt. Ich mache darauf aufmerksam, dass die Kantone zum Vollzug und zur Umsetzung der Aufgabenteilung auf kantonale und kommunale Ebene ebenfalls entsprechend Zeit brauchen. Sie kennen die diesbezüglichen Anforderungen der kantonalen Gesetzgebung. Ich wäre

Herrn Bundesrat Furgler zu Dank verpflichtet, wenn er hier die Zusicherung abgeben könnte, dass die erwähnten kantonalen Erfordernisse sorgfältig geprüft und berücksichtigt werden.

Ich schliesse mit dem Dank des Kantons Graubünden an den Bundesrat für seinen Vorschlag, die Kultur- und Sprachförderung finanziell wirksam an die Hand zu nehmen und zum Gegenstand einer separaten, von der übrigen Aufteilung losgelösten Vorlage zu machen.

M. Dreyer: Lorsque notre éminent collègue M. Binder a déposé sa motion, c'était à la session de décembre 1971, cette motion fut bien accueillie; elle portait d'une excellente idée parce que la nécessité de procéder à un examen de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons n'était alors pas du tout contestée. Cet examen est peut-être encore nécessaire aujourd'hui, nous ne le contestons pas en soi, car l'accroissement des compétences de la Confédération est dans certains cas de nature à menacer le fédéralisme qui est à la base des structures de notre Etat. Cet accroissement peut conduire aussi à une centralisation des pouvoirs qui nuit à l'exécution des décisions en raison de la distance qui sépare le citoyen du pouvoir fédéral, il ne tient pas toujours suffisamment compte des particularismes cantonaux qui font la richesse de notre pays. On peut dire, avec un homme célèbre dont j'ai oublié le nom, que la centralisation c'est «l'apoplexie au centre et la paralysie aux extrémités».

Les travaux préparatoires du projet qui nous est soumis aujourd'hui ont exigé un effort considérable et nous devons remercier M. Furgler, conseiller fédéral, ainsi que tous ceux qui l'ont assisté dans cette tâche très difficile. Le dispositif mis en place par le chef du département a bien fonctionné. Soit la Commission d'étude que présidait avec beaucoup de compétence M. le professeur Voyame, directeur de l'Office fédéral de la justice, soit le Groupe de contact des cantons qui a marqué un grand intérêt pour un dialogue de longue haleine entre l'état-major du Conseil fédéral et les représentants des gouvernements cantonaux, tous ont permis d'avancer pas à pas et sans précipitation dans un examen méthodique des solutions possibles, mais l'enthousiasme du départ s'est estompé au fur et à mesure que l'on pénétrait dans l'examen des problèmes concrets. En effet, au fur et à mesure de l'avancement des travaux se dégageait le sentiment que la nouvelle répartition des tâches qui devait être à l'origine une opération de politique générale pure prenait l'allure d'une nouvelle répartition des charges et devenait également une opération de politique financière. C'est qu'entre-temps la situation financière de la Confédération s'était détériorée à tel point que le Conseil fédéral s'est vu contraint de rechercher la diminution des dépenses dans tous les azimuts.

Le Conseil fédéral ne cache pas cet aspect du problème dans son message, il en fait l'aveu, et les cantons paraissent l'avoir admis dans leur majorité, sous réserve du renforcement de la péréquation financière. Dès lors, l'un des buts essentiels de la nouvelle répartition des tâches, à savoir le renforcement de la structure fédéraliste, est compromis par les conséquences financières que certaines dispositions entraîneraient pour les cantons en général et surtout pour les cantons financièrement faibles qui seront proportionnellement plus durement frappés que les autres. Pour ces cantons, le principe d'une concordance entre les tâches matérielles et la prise en charge de ses conséquences financières n'est pas réalisable. Il aurait pour effet d'alourdir une fiscalité cantonale déjà très supérieure à la moyenne helvétique. D'autre part, on peut craindre que dans certains de ses domaines d'application la nouvelle répartition des tâches ne pénalise les cantons qui ont pris du retard dans leurs infrastructures alors que d'autres, plus avancés, ont déjà profité de l'encouragement de la Confédération.

Dans le domaine social, notamment pour ce qui a trait à la sécurité sociale, à l'encouragement à la construction de logements et à l'accession à la propriété, aux bourses

d'études, les propositions pour une nouvelle répartition des tâches mettent fortement à contribution certains cantons, elles vont compromettre l'acquis social, et elles risquent bien de se traduire par une réduction des prestations. Je me réserve d'y revenir dans la discussion de détail, mais d'ores et déjà je me permets de vous mettre en garde parce que j'ai le sentiment que nous allons sacrifier les nécessités de l'avenir au profit de mesures commandées par le temps présent. Le virage que nous allons prendre dans certains secteurs sociaux va nous imposer une direction irréversible et nous n'avons pas le droit, dans ce domaine, de jouer aux apprentis sorciers.

Enfin, chacun s'accorde à admettre qu'à un déplacement des charges doit correspondre un déplacement des compétences. Si la nouvelle répartition des tâches doit renforcer comme on le dit le fédéralisme et redonner à ce mot tout son sens, dans les domaines où les cantons sont en mesure d'assumer leurs tâches, elle doit comporter également une nouvelle répartition des compétences. Ce principe ne semble pas être retenu là où il pourrait l'être, indépendamment de toute considération financière, puisque même lorsque les subventions fédérales seraient supprimées, la Confédération serait encore dotée de compétences sous prétexte d'harmonisation et de coordination. J'en veux pour preuve ce qui est proposé dans le sport à l'école, pour ne citer qu'un exemple.

Permettez-moi de conclure par une réflexion quelque peu désabusée. On parlera beaucoup de fédéralisme au cours de ces débats. N'a-t-on pas salué le projet pour une nouvelle répartition des tâches comme un renouveau du fédéralisme? L'expérience que nous allons faire va nous démontrer qu'il ne suffit pas, par un réflexe viscéral ou par une démarche purement doctrinale, d'énoncer des principes à première vue séduisants. Il faut encore en mesurer les conséquences pratiques et politiques car transférer une tâche sur le papier c'est facile, mais il sera beaucoup plus difficile d'en garantir la continuité sur le terrain. Si nous devons procéder à une nouvelle répartition des tâches, nous devons aussi éviter de compromettre cette délicate opération par des erreurs qui ne trouveront peut-être pas grâce devant le peuple et les cantons.

Je souhaite que ces sentiments et ces précautions inspirent nos débats et nos décisions, cela dans l'intérêt bien compris de nos institutions.

Andermatt: Die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen ist eine staatspolitische Notwendigkeit. Diese Notwendigkeit wurde vom Bundesrat schon in den Regierungsrichtlinien von 1968 aufgezeigt. Bereits damals erklärte der Bundesrat, dass bei allen neuen Aufgaben geprüft werden soll, ob sie auf Bundesebene zu lösen seien oder ob sie nicht ebensogut oder sogar besser durch die Kantone verwirklicht werden können.

Die Motion unseres Kollegen Binder veranlasste dann, den Bundesrat von den verbalen Äusserungen zur Tat zu schreiten und das schwierige Unterfangen umfassend an die Hand zu nehmen. Der Umfang der Arbeiten und auch die beanspruchte Zeit zeigen, dass im Laufe der letzten 30 Jahre sich eine sehr komplizierte Verflechtung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen entwickelt hat. Die Verflechtung erfolgte von Bundeseite her in grösserer Masse als von seiten der Kantone. Der Rechtsstaat und Sozialstaat Schweiz ist heute nicht mehr ein Schirm und Schutzschild über den Kantonen. Der Rechtsstaat und Sozialstaat Schweiz hat sich als Netz eng über die Kantone ausgebreitet, und Teile dieses Netzes sind wie bei einem medizinischen Bild in den Körper der Kantone hineingewuchert. Würde der Prozess nicht aufgehalten, so würde er über kurz oder lang die Kantone um ihre Eigenständigkeit bringen. Die Souveränität der Kantone würde untergehen und einer totalen, technisch-administrativen und auch finanziellen Abhängigkeit vom Bund weichen.

An dieser Stelle wollen wir uns erinnern, dass die Schweiz durch den Zusammenschluss von politisch souveränen Kantonen entstanden ist. Wir sind nicht eine aus einer ein-

heitlichen Sprache und Kultur und auch nicht eine aus einem einheitlichen Gebiet entstandene Nation. Es waren deutsch-, französisch- und italienischsprachige Regionen, die sich aus politischen Überlegungen nicht mit den eigenen Sprachregionen zusammenschliessen wollten. Wir Schweizer sind eine Nation aus Minderheiten, wir sind eine politische Nation.

Ein solches Gebilde ist gegenüber Zentralisierungstendenzen besonders empfindlich. Die Beschränkung der Souveränität der einzelnen Glieder muss daher behutsam und sparsam erfolgen. Diesem Aspekt haben wir alle in den letzten Jahren bei unserer Arbeit vielleicht doch zu wenig Beachtung geschenkt, und ich bin mit dem Bundesrat einig, wenn er in der Botschaft schreibt: «Die Kantone, durch die Hilfe des Bundes staatspolitisch eingeschlafert, erwachen; sie erkennen, dass ihre Eigenständigkeit gefährdet ist, und besinnen sich auf ihre Rolle im Bundesstaat. Die Stimmen, die vom Staat mehr Bürgernähe fordern, mehren sich. Probleme, die man während längerer Zeit zentral und einheitlich lösen wollte, werden wieder vermehrt auf lokaler und regionaler Ebene diskutiert.»

Verglichen mit anderen europäischen Industriestaaten ist die Schweiz historisch bedingt immer noch sehr föderalistisch organisiert. Wir dürfen feststellen, dass wir im Vergleich mit anderen Staaten eine bescheidene Bürokratie haben. Wir dürfen glücklicherweise auch feststellen, dass wir – nicht wie andere Staaten – den «point of no return» noch nicht erreicht haben. Dennoch muss auch uns die neue Erkenntnis von namhaften europäischen Wirtschafts- und Gesellschaftspolitikern aufhorchen lassen. Sie prognostizieren für die nächsten 50 Jahre wachsenden Widerstand gegen den Zentralismus, gegen die Bürokratie. Sie fordern die Hinwendung zu kleinen Einheiten, zur Bürgernähe und damit mehr gelebte Demokratie in überblickbaren Räumen. Was anderswo nur sehr schwierig und nur über sehr lange Zeit verwirklicht werden kann, dürfte bei uns leichter realisierbar sein. Es ist dies für uns – neben einer staatspolitischen Notwendigkeit – eine grosse Chance. Wir können noch auf gutem Boden wenden und in die gute Richtung weiterfahren. Das Wendemanöver muss aber gelingen. Die Vorschläge des Bundesrates scheinen mir eine gute Voraussetzung. Es ist sicher richtig, dass der Bundesrat ein behutsames Vorgehen in Etappen vorschlägt. Störend bei diesem staatspolitischen Manöver wirkt sich heute die prekäre Situation der Bundesfinanzen aus, und wir riskieren heute, dass die Aufgabenteilung nicht mehr als staatspolitischer, sondern auch als finanzpolitischer Akt behandelt wird. Die Schuld an dieser Entwicklung trägt für dieses Mal nicht so sehr der Bundesrat, sondern das Parlament, das den Bundesrat beauftragt hat, zusammen mit dem ersten Massnahmenpaket auch Vorschläge für die Weiterverwendung der Stempelabgaben und des Reingewinnes der Alkoholverwaltung zu unterbreiten. Wir wollen hier festhalten, dass die Fragen um diese beiden Geschäfte nicht Gegenstand der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen sind und dass sie diese Aufgabenteilung auch nicht beeinflussen dürfen, auch nicht im Falle, dass der Ständerat zur Auffassung kommen sollte, die angeführten Geldquellen sollen auch nach 1985 beim Bund bleiben.

Mit dem ersten Massnahmenpaket wollen wir erstens eine Entflechtung und damit eine klare Zuständigkeitsordnung, zweitens eine bürgernähere Erledigung der Aufgaben und drittens eine Stärkung der souveränen Kantone und auch der Gemeinden erreichen. Was wir nicht wollen (der Bundesrat schlägt auch nichts dergleichen vor), wäre ein einseitiger Ausgabentransfer auf eine tiefere Ebene. Wir wollen eine echte Aufgabenteilung, und wir sind überzeugt, dass die Kantone die Aufgaben auch an die Hand nehmen und lösen werden.

Im Interesse unserer föderalistischen Ordnung, im Interesse unseres Landes müssen wir an diese Aufgaben herangehen und sie einer Lösung entgegenführen. Wir können Herrn Donzé nicht folgen, wenn er mit der Aufgabenteilung die Gefahr eines Abbaus von sozialen Leistungen verbindet. Die Kantone als starke eigenständige Körperschaften

nehmen schon heute notwendige soziale Funktionen wahr und werden es weiter tun. Was in vielen Fällen wegfällt, ist der grosse Reibungsverlust, den wir heute feststellen müssen.

Ich bitte Sie, den Rückweisungsantrag von Herrn Kollege Donzé abzuweisen und auf die einzelnen Massnahmen zur Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen einzutreten.

M. Aubert: J'aimerais m'adresser d'abord à ceux qui trouvent les projets du Conseil fédéral trop mous. J'aimerais ensuite m'adresser à ceux qui trouvent les projets du Conseil fédéral trop durs. J'aimerais enfin m'adresser à ceux qui font grief au Conseil fédéral et à la commission d'avoir, avec la répartition proposée, entrepris une opération financière plutôt que politique.

A ceux qui trouvent que la répartition des tâches, telle qu'elle est proposée aujourd'hui, est trop molle, trop modeste, je dirai qu'ils ont raison: ces projets sont modestes. Mais on peut expliquer cette modestie.

Première cause: notre système référendaire, qui fait qu'aucune modification politique substantielle n'est réalisable chez nous, du moins dans un court laps de temps. Mais ce n'est évidemment pas cette explication que j'apporterai ici; elle n'est que trop connue. Il y a deux autres explications, qui se rapportent davantage au problème spécifique qui nous occupe aujourd'hui. C'est d'abord la nature des choses, et c'est ensuite l'influence que l'administration fédérale et les administrations cantonales n'ont pas manqué d'exercer sur toute l'affaire.

D'abord la nature des choses. Toute structure fédérative est essentiellement compliquée. Une société politique, et c'est particulièrement vrai de la société politique fédérative, est comme un organisme vivant, qui pousse des ramifications en tous sens. Il serait vain de vouloir les éliminer toutes. On peut bien dire, sur le papier, ceci appartient à la Confédération, cela appartient aux cantons. Dans la réalité, il en va autrement. Rien n'est clair et, s'il me fallait résumer d'une phrase le sentiment que j'ai de cette difficulté, je dirais que, dans une structure fédérative, c'est la complexité qui est naturelle et la simplicité qui serait artificielle. Mais il y a une autre explication à la modestie des projets. Les règles qui régissent les rapports entre la Confédération et les cantons ont atteint aujourd'hui un tel degré d'opacité qu'il n'y a plus guère, pour les comprendre, que les fonctionnaires qui les appliquent, les fonctionnaires de l'administration centrale et ceux des administrations cantonales. Le Conseil fédéral n'en a qu'une vue globale, c'est-à-dire sommaire. Quant aux membres de l'Assemblée fédérale, il en ont une idée encore plus distante, c'est-à-dire encore plus confuse. Ce sont vraiment les fonctionnaires qui connaissent le mieux l'agencement subtil des rapports entre la Confédération et les cantons. Il était donc inévitable qu'ils exercent une influence au moins indirecte sur les travaux préparatoires.

J'ai eu l'honneur d'appartenir au groupe d'études présidé par M. Voyame, directeur de l'Office de la justice, ce groupe qui a préparé les avant-projets dont nous discutons aujourd'hui. Nous avons vu les fonctionnaires de l'administration fédérale. Ils ont tous justifié devant nous l'actuelle complexité des rapports. Et, comme cette complexité a presque toujours une raison soutenable, ils ont finalement été assez convaincants. Puis nous nous sommes tournés vers les fonctionnaires des cantons. Là, je m'attendais un peu, abstraitement, naïvement dirai-je, à ce qu'ils témoignent d'une certaine irritation à l'égard du réseau de règles et de surveillance dont la Confédération les entoure. Eh bien! pas du tout. En les entendant, je me suis aperçu qu'ils supportaient fort bien la surveillance fédérale.

Était-ce la force de l'habitude, étaient-ce des liens d'amitié, était-ce simplement cette commodité qui permet à des fonctionnaires cantonaux de dire à leurs administrés: «S'il n'en tenait qu'à moi, je vous donnerais satisfaction, mais j'en suis empêché par l'autorité fédérale»? Je ne veux pas chercher ici la raison. Je constate simplement que les fonc-

tionnaires fédéraux savent justifier toutes les complications et que les fonctionnaires cantonaux les supportent très bien.

Pour rémuer cette montagne d'inertie – inertie intelligente, je veux bien – il aurait fallu une volonté politique très forte. Il aurait fallu un Alexandre tranchant d'un coup d'épée le nœud gordien; il aurait fallu un Bonaparte tapant sur la table devant les juristes qui lui faisaient le code civil. Nous n'avons pas eu d'Alexandre, nous n'avons pas eu de Bonaparte dans le Conseil fédéral et je pense finalement que c'est une bonne chose pour notre pays. Mais il aurait au moins fallu que chaque conseiller fédéral donne un ordre à ses subordonnés, l'ordre d'entreprendre véritablement le désenchevêtrement dont on a si souvent parlé. Cet ordre n'a pas été donné et voilà pourquoi les projets qui nous sont présentés sont modestes.

Je vais maintenant m'adresser à ceux qui trouvent que les projets du Conseil fédéral sont trop durs. C'est en particulier à mon estimé collègue de Genève que je parle, à M. Donzé qui nous propose de renvoyer l'ensemble des projets au Conseil fédéral. Il est vrai que, si modestes soient-elles, ces propositions ont suscité pas mal de critiques dans toutes sortes de milieux. Il y avait les responsables des établissements chargés de l'exécution des peines et mesures prononcées en vertu du droit pénal fédéral; il y avait les personnes qui sont particulièrement intéressées aux bourses d'études; il y avait les personnes qui s'occupent de la politique du logement. Nous avons reçu un courrier épais, assez impressionnant, que les membres de la commission ont lu avec attention.

Pour bien faire comprendre les griefs qui sont faits aux projets par ceux qui les trouvent trop durs, je veux rappeler quel est le but de l'opération. Il y a aujourd'hui des subventions fédérales dans beaucoup de domaines. Or qui dit subvention fédérale dit, presque nécessairement, réglementation fédérale, examen par l'autorité fédérale des projets qui doivent être subventionnés, un examen par l'autorité fédérale des comptes, une fois que l'objet a été réalisé, etc. Bref, une législation fédérale et des contrôles fédéraux.

Ce que le Conseil fédéral a voulu faire et ce que la majorité de la commission du Conseil des Etats vous recommande de faire, c'est de supprimer certaines de ces subventions, afin de supprimer aussi certaines de ces réglementations et de ces surveillances.

M. Donzé disait tout à l'heure: «C'est une opération juridique.» Il employait même l'adjectif pour disqualifier l'entreprise. En fait, l'affaire est plus que juridique, ce que nous cherchons à faire est quelque chose de politique. Pourquoi? Parce que nous estimons qu'il est bon, dans ce pays, qu'il n'y ait pas un seul centre de décision, à Berne, mais qu'il y en ait plusieurs, à Genève, à Lausanne, à Neuchâtel. Ce n'est pas une simple question de droit, c'est un but politique et nous y tenons.

Alors, quand je lis l'épais courrier que j'ai reçu, je m'aperçois que les griefs qui sont adressés au Conseil fédéral et à la commission se résument à deux. La méfiance à l'égard des cantons: ils ne prendront pas la relève. La crainte des inégalités: les cantons prendront la relève, mais leurs réglementations seront diverses. J'aimerais reprendre ces deux points, car tout est là. Si nous nous laissons influencer par eux, nous pouvons faire nos bagages, c'en est fini de la répartition des tâches!

Premier grief: on n'a pas confiance dans les cantons, ils ne prendront pas la relève. C'est d'abord oublier ce que nous verrons encore tout à l'heure, le côté financier de la chose. Les cantons sont déchargés d'une masse énorme, qui est leur contribution de 5 pour cent aux dépenses annuelles de l'assurance-vieillesse et survivants, ils sont déchargés de 800 millions de francs. En contrepartie, ils feront quelque chose, ils l'ont dit dans le groupe de contact, ils l'ont dit dans la consultation et nous sommes certains qu'ils le feront. Et puis, finalement, il faut savoir ce que nous pensons des cantons, s'ils sont encore capables de vigueur ou si ce sont des corps exsangues.

Je passe au deuxième grief, qui me paraît le plus important,

la crainte des inégalités. La question de savoir si les cantons prendront la relève était une question de foi, le grief d'inégalité est une question de principe. Il y a une antinomie entre une structure fédérative, d'une part, et l'égalité, que M. Donzé appelait la solidarité, d'autre part. Vous ne pouvez pas réduire totalement cette antinomie, elle est dans le système de la Confédération suisse. Je conviens qu'il y a des domaines où l'égalité et la solidarité sont nécessaires, pour des prestations standards du type des rentes de l'assurance-vieillesse et survivants, des rentes de l'assurance-invalidité. Là, c'est vrai, on ne peut pas admettre qu'il y ait des différences d'un canton à l'autre, ces rentes doivent être les mêmes dans l'ensemble du pays. D'ailleurs, nous ne demandons aucun démantèlement dans ce domaine, au contraire, puisque nous demandons que la Confédération assume la charge des cantons. Mais, dans tous les autres domaines, ceux qui n'appellent pas impérieusement la standardisation, nous sommes en présence du dilemme que notre collègue Donzé nous a montré. Si vous voulez que tous les citoyens de ce pays, dans les trois mille communes et les vingt-six cantons, bénéficient de prestations identiques de la part des collectivités publiques, vous devez tourner le dos à la répartition des tâches, vous devez demander une unification législative totale, et cela ne suffira pas, vous devez encore demander une centralisation administrative totale. Si c'est cela, votre idée de l'égalité et de la solidarité, il faut supprimer cette structure fédérative et faire de la Suisse un Etat vraiment unitaire. En revanche, si vous croyez qu'une totale égalité n'est pas en tous points nécessaire – d'ailleurs elle n'existe pas, puisque à côté des prestations publiques, qu'on peut imaginer égales, il y a les prestations privées, qui seront toujours inégales – si vous croyez que, même dans les rapports avec les collectivités publiques, une certaine inégalité est permise, alors vous vous rappellerez la signification véritable du fédéralisme, vous revigorez les cantons et vous accepterez d'en payer le prix, car ces cantons feront naturellement des lois quelque peu différentes les unes des autres.

Un mot encore sur la solution intermédiaire des lois-cadre. C'est aussi une tentation de dire que l'on va rendre des compétences aux cantons, mais qu'il y aura une législation fédérale pour les encadrer. La notion, je le sais, a beaucoup de succès depuis une trentaine d'années. Mais elle, non plus n'est pas vraiment satisfaisante, parce que, finalement, elle institue un système où la Confédération commande et où les cantons en sont réduits à obéir et à payer. Et ce n'est pas ce que nous voulons.

J'aimerais enfin m'adresser à ceux qui accusent les promoteurs d'une nouvelle répartition des tâches de faire une opération financière plutôt que politique. Je crois que, pour apprécier cette critique, il faut avoir les chiffres bien présents à l'esprit.

Le premier, le chiffre-pivot, c'est cette somme annuelle de 800 millions de francs dont la Confédération déchargera les cantons. Nous sommes peut-être même au-dessous de la réalité, l'AVS a une dynamique propre, on peut la calculer dans une certaine mesure, on n'en est jamais tout à fait sûr; 800 millions, pour moi, c'est un minimum. Voilà ce que prend la Confédération et c'est normal car, dans ce domaine de l'AVS, les cantons n'ont rien à dire et presque rien à faire.

En contrepartie, les cantons reprendront certaines tâches, pour en être les maîtres, et les charges qui s'y rapportent. En additionnant ces charges – et si l'on tient compte aussi de la révision de l'assurance-maladie, dont nous ne sommes pas saisis aujourd'hui – nous arrivons à 900 millions de francs. La Confédération prend à sa charge 800 millions et en remet 900 à la charge des cantons. Différence, 100 millions. Je regrette ce solde, j'aurais préféré qu'il n'y en ait aucun, que l'opération soit pure, que la nouvelle répartition des tâches soit simplement une répartition de compétences à laquelle on ne puisse reprocher, fût-ce le moins du monde, d'être financière. Mais admettons ces 100 millions. Que signifient 100 millions dans les finances de la Confédération et dans celles des cantons?

Ici, je voudrais vous présenter deux images. Première image: essayez de concevoir les dépenses annuelles de la Confédération, 20 milliards, et celles additionnées des cantons, 25 milliards. Supposez que tout cela soit réduit et qu'on puisse dire que la somme annuelle que paie la Confédération soit de 100 francs et la somme annuelle de tous les cantons 125 francs. Comparée aux 100 francs de la Confédération et aux 125 francs des cantons, la répartition des tâches porterait sur 4 fr. 50, le solde de la répartition, sur 50 centimes. C'est comme si, des 100 francs de la Confédération, vous descendiez à 99 fr. 50 et si, des 125 francs des cantons, vous montiez à 125 fr. 50. Qu'on ne prétende pas alors que l'opération est financière!

Ma deuxième image – mais il s'agit plutôt d'une triste réalité –, c'est le gouffre des finances fédérales, le gouffre annoncé dans les perspectives financières. Même si le Conseil fédéral assombrit quelque peu le tableau, il reste quelque chose de très grave: si nous ne faisons rien, les déficits annuels, dans trois ans, seront de l'ordre de deux milliards et demi de francs. Avec le solde, un peu «impur» j'en conviens, de 100 millions, on n'a vraiment pas résolu la question financière de la Confédération. Deux milliards et demi appellent d'autres mesures que la répartition des tâches.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que je souhaite, pour que l'on voie bien que la répartition des tâches n'est pas la solution au problème financier de la Confédération, l'ajournement de nos décisions relatives aux parts des cantons au produit d'impôts fédéraux. Il s'agit là de projets qui n'ont rien à voir avec la répartition des tâches.

Je conclus en disant que nous sommes en présence de propositions assurément modestes, mais qui impliquent un certain principe auquel nous sommes attachés. C'est parce que je suis attaché à ce principe que j'accepterai l'entrée en matière sur tous les projets qui se rapportent à la répartition des tâches. C'est parce que j'y suis attaché que je n'accepterai aucune des propositions substantielles d'amendement qui nous sont faites par nos collègues, ni évidemment, pour commencer, la proposition de renvoi de M. Donzé. Et c'est parce que je désire séparer clairement le politique du financier que je demande qu'en ce qui concerne la participation des cantons au produit d'impôts fédéraux, nous remettons la discussion à un autre jour, jour grave, en 1984 probablement, où nous chercherons à régler la situation financière respective de la Confédération et des cantons.

Stucki: Mit dem ersten Paket der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen soll ein sorgfältig vorbereitetes Reformwerk nunmehr dem politischen Entscheid zugeführt werden. Es ist das Ergebnis einer langjährigen Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen im Rahmen von Expertenkommissionen wie auch im Rahmen des Kontaktgremiums, in dem ja alle Kantonsregierungen vertreten waren. Die staatspolitischen Ziele der Stärkung unserer föderativen Ordnung, aber auch die Steigerung der Wirtschaftlichkeit und Leistungsfähigkeit der öffentlichen Aufgabenerfüllung stehen im Mittelpunkt. Ich möchte dazu keine weiteren Ausführungen machen, nachdem der Herr Kommissionspräsident diese Zielsetzungen sehr zutreffend dargestellt hat und auch weitere Votanten das getan haben.

Nun hat ein derartiges Reformpaket selbstverständlich auch seine finanzpolitischen Aspekte. Das kam auch in den bisherigen Voten zum Ausdruck: einerseits im Verhältnis zwischen Bund und Kantonen und andererseits der Kantone unter sich. In verschiedenen aufeinanderfolgenden Phasen ist die Saldoproblematik zwischen Bund und Kantonen eigentlich zu sehr in den Mittelpunkt gerückt worden. Die Aufgabenteilung darf allerdings nicht nur an den rund 100 Millionen Franken Lastenverschiebung zwischen Bund und Kantonen gemessen werden, sondern man muss hier beachten, dass dies das saldierte Ergebnis eines wesentlich grösseren und komplexeren Gefüges darstellt. In finanzpolitischer Hinsicht ebenso entscheidend ist auch die Tatsache, dass für die Mehr- und Minderbelastungen der

einzelnen Kantone aus der Aufgabenteilung ein Lösungsmodell entwickelt werden konnte, das die finanzpolitische Komponente unter den Kantonen nicht nur entschärft, sondern die unabdingbaren Voraussetzungen für die Realisierung dieser Aufgabenteilung erst schafft.

Die Bereitschaft der Kantone, ohne Bundesmittel über den ihnen zustehenden Einnahmenanteil an der Wehrsteuer – also an diesen 30 Prozent der Wehrsteuereinnahmen – den Ausgleich durch erhebliche Leistungen der finanzstärkeren zugunsten der finanzschwächeren Kantone sicherzustellen, darf man wohl als glaubwürdigster politischer Beweis dafür werten, dass die Kantone bereit sind, dieses Reformwerk zu tragen und auch zu realisieren. Dies sollte auch von jenen Kritikern beachtet werden, die bezüglich der Leistungsfähigkeit der Kantone zur Erfüllung dieser oder jener zusätzlichen Aufgabe Zweifel hegen. Mit diesem umfassenden finanziellen Ausgleichssystem wird zumindest der finanzpolitischen Argumentation, einzelne, vor allem finanzschwächere Kantone könnten die nun auf sie zukommenden Aufgaben nicht erfüllen, der Boden entzogen und damit auch dem Rückweisungsantrag von Herrn Kollege Donzé. Etwas Zweites, auch in der finanzpolitischen Richtung: Der wichtigste Entscheid im Vergleich zu den bundesrätlichen Anträgen stellt die Unterstützung des Nichteintretens bei der definitiven Streichung der Einnahmenanteile an den Stempelabgaben und am Reinertrag der Alkoholverwaltung dar. Hier vertreten wir eine vom Bundesrat abweichende Meinung.

Die finanzpolitische Szene Bund/Kantone ist nach wie vor durch alles andere als durch Klarheit gekennzeichnet. Bei den finanzpolitisch wichtigen Verkehrsabgaben steht durch die Volksabstimmung eine baldige Klärung bevor (Februar 1983). Die für den Saldoausgleich zwischen Bund und Kantonen wichtige Regelung bei den Treibstoffabgaben und bei der Übernahme des Nationalstrassenunterhaltes steht jedoch noch aus. Die entsprechende Gesetzgebung wird hier noch geschaffen werden müssen. Zudem sind die damit verknüpften finanziellen Kompensationsfragen zwischen Bund und Kantonen – um es höflich auszudrücken – kontrovers. Derartige Kompensationsforderungen stehen nicht nur im neuesten bundesrätlichen Finanzplan, sondern auch offensichtlich bei den Verfassungsartikeln für die GVK noch zur Diskussion. Auch die Tragweite des Anschlussprogramms für die Kantone, das für 1983 vom Bundesrat in Aussicht gestellt ist, ist nach wie vor offen. Es steht für uns ausser Zweifel, dass die Kantone einen erheblichen Beitrag zur Lösung der Probleme des Bundesfinanzhaushaltes leisten müssen. Es wäre jedoch verfehlt, von den Kantonen im heutigen Zeitpunkt eine derartige Vorleistung, wie es der Verzicht auf diese Kantonsanteile wäre, zu verlangen und damit – und das scheint mir das Wesentliche zu sein – dieses erste Paket der Aufgabenteilung, das ja keineswegs finanzpolitisch motiviert ist, zu belasten oder eben gar zu gefährden. Es gehört zum Wesen dieses Saldoproblems, dass es die Restgrösse einer umfassenden finanzpolitischen Ordnung darstellt und daher schon allein von der Logik der Sache her gesehen nicht gewissermassen am Anfang gelöst werden kann.

Zu Recht hat daher die Kommissionsmehrheit einen Nichteintretensantrag bezüglich dieser Kantonsanteile gestellt. Für den Bund hat das keine nachteiligen finanziellen Folgen, da die heute gültigen Beschlüsse bis Ende 1985 gelten. In der Zwischenzeit (Behandlung dieser Vorlage im Zweitrat, allfällige Differenzbereinigungen in unserem Rat) wird zweifellos eine Klärung der übrigen finanzpolitisch relevanten Aspekte erfolgen können.

Abschliessend, mit Ausnahme dieser letztgenannten vier Vorlagen bezüglich der Einnahmenanteile, befürworte ich das Eintreten auf die übrigen 15 Vorlagen.

Cavelty: Oberster Zweck unseres Staates ist gemäss Bundesverfassung die Beförderung der gemeinsamen Wohlfahrt. Dies steht in Artikel 2 der Bundesverfassung. Ein Mittel zu diesem Zweck ist das Prinzip der Subsidiarität, das sich bundesweit im Föderalismus und kantonsintern in der

Gemeindeautonomie äussert. Dies geht aus Artikel 3 BV hervor.

Der Föderalismus ist demnach nicht Selbstzweck, sondern nur Mittel zum Zweck. Das heisst: Föderalismus und Gemeindeautonomie haben sich der allgemeinen Wohlfahrt unterzuordnen. Föderalismus ja, aber nur wenn und soweit er der staatlichen Aufgabenerfüllung förderlich ist. Der Weg einer Trennung der Zuständigkeiten ist deshalb überall dort vorzuziehen, wo die sachgerechte Erfüllung einer Aufgabe durch die Kantone gewährleistet ist. Bei der Verfolgung des Zieles, die föderalistische Struktur des Bundesstaates zu stärken, müssen wir die Grenzen des Föderalismus erkennen. Herr Aubert hat zu Recht von einer «complexité» gesprochen. Die ordnende Funktion des Bundes kann heute nicht mehr wegfallen. Dazu ist das Leben zu komplex geworden. Die Funktion des Bundes aber soll eine ordnende, nicht eine dirigistische sein.

Die Kantone beschreiten bei der Aufgabenerfüllung gelegentlich den Weg des Konkordates. Dies scheint mir dort richtig zu sein, wo sich einzelne Regionen, Landesteile oder Kulturkreise zu einer den speziellen Anschauungen und Bedürfnissen angepassten Aufgabenerfüllung zusammenschliessen. Weniger einleuchtend ist mir die Rolle von gesamtschweizerischen Konkordaten, dies besonders dann, wenn sie rechtsetzender Natur sind und für den Bürger direkte Rechte und Pflichten begründen. Es gilt hier meines Erachtens zu vermeiden, dass zwischen dem Bund und den Kantonen ein drittes Gebilde, eben das Konkordat, zu einer festen staatlichen Institution wird. Denn im Grunde genommen ist das Konkordat kein sehr demokratisches Gebilde. Selbst wenn es der Mitwirkung der Kantonsparlamente bedarf, besteht diese Mitwirkung letztlich in einer pauschalen Zustimmung oder Ablehnung, ohne Modifizierungsmöglichkeit durch die Parlamentarier. Ist es einmal zustande gekommen, so schwebt es gewöhnlich ausserhalb der üblichen parlamentarischen Mitwirkung und Kontrolle. In solchen Fällen von gesamtschweizerischen Konkordaten mit rechtsetzendem Charakter ist meines Erachtens die Aufgabenerfüllung durch den Bund einer solchen durch die Kantone vorzuziehen.

Aufgabe des Bundes ist es in jedem Fall, dafür zu sorgen, dass soziale und territoriale Gerechtigkeit herrschen und dass in der Förderung der gemeinsamen Wohlfahrt kein ungerechtes Gefälle zwischen armen und reichen Kantonen und Regionen entsteht. Hier muss vor allem der Finanzausgleich eingreifen, und zwar in Respektierung der Eigenständigkeit der Kantone in der Weise, dass das Schwergewicht der ausgleichenden Bundesbeiträge auf solche zur freien Verfügung der Kantone gelegt wird. Ich stimme also den Ausführungen von Herrn Stucki in dieser Beziehung zu.

Beim Stichwort Finanzausgleich ist hier der Platz, um den finanzstarken Kantonen Dank und Anerkennung für ihr gezeigtes Wohlwollen entgegenzubringen.

Wendet man bei den einzelnen Revisionsvorlagen des ersten Paketes die hier geschilderten Prinzipien an, so bleibt meines Erachtens nur eine Vorlage, die zu eventuellen Zweifeln am Können oder Wollen der Kantone Anlass gibt. Es ist dies die Vorlage betreffend die Wohnbauförderung. Bei einer weiteren Vorlage, nämlich jener betreffend Stipendien, konnten wir uns anlässlich der Hearings mit verschiedenen Kantonsvertretern davon überzeugen, dass die Kantone gewillt und auch in der Lage sind, die notwendigen Leistungen selbst zu erbringen. Ich selber bin damit einverstanden, dass nebst Stipendien dann vor allem auch Darlehen gewährt werden sollen.

Noch ein Wort zu den Konsequenzen der Aufgabenteilung: Diese bringt auf Bundesebene grosse Arbeit, aber vor allem auch in den einzelnen Kantonen. Herr Kollege Gadiant hat bereits darauf hingewiesen, dass die Kantone mit Bezug auf die Gemeinden die gleiche Übung durchziehen müssen. Sie brauchen also Zeit, um dies zu tun. Eine weitere Konsequenz daraus ist meine Bitte, das zweite Paket nicht mit «furglerischem» Tempo zu bringen und durchzuziehen.

Zum Schluss bleibt mir nichts anderes als festzustellen,

dass ich für Eintreten bin und dem Bundesrat und seiner Equipe für die Vorlage danke.

Frau **Lieberherr**: Die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen soll nach Auffassung des Bundesrates vornehmlich drei Ihnen bereits bekannten Zielen dienen, nämlich der Erhaltung und Stärkung der bundesstaatlichen Ordnung, der Erhaltung und Steigerung der staatlichen Leistungsfähigkeit und der Garantierung der Wirtschaftlichkeit der bundesstaatlichen Aufgabenerfüllung. Dabei ist erkannt worden, dass sich unter diesen drei Zielen Konflikte ergeben können, die zu einer abwägenden Entscheidung zwingen. Eine neue bundesstaatliche Aufgabenteilung müsste dazu führen, dass auch die finanziell schwächeren Glieder des Bundesstaates über so viele Mittel verfügen, dass sie ihre Pflichtaufgaben erfüllen und ihnen zusagende, angemessene Lösungen treffen können.

Diese dreifache Zielsetzung lag auch den ersten Vorschlägen der Studienkommission vom 31. Juli 1979 zugrunde. Bei der Betrachtung der bundesrätlichen Botschaft vom 28. September 1981 fällt auf, dass die Akzente wesentlich verschoben sind. Jetzt werden die staatspolitischen Aspekte der föderativen Ordnung als hauptsächliches Ziel in den Vordergrund gestellt, währenddem die Leistungsfähigkeit des Staates und auch die Wirtschaftlichkeit der Staatstätigkeit völlig in den Hintergrund treten. Statt dessen werden vor allem finanzpolitische Aspekte hervorgehoben. Dabei geht es um eine Entlastung der Bundesfinanzen, verbunden mit einem gewissen Finanzausgleich, der den Kantonen die neuen Aufgaben schmackhaft machen soll. Die Sanierung der Bundeskasse darf aber nicht Ziel der Massnahmen zur Neuverteilung der Aufgaben sein. Vielmehr müssen neben den staatspolitischen Gesichtspunkten meines Erachtens von unserer Seite vor allem die Leistungsfähigkeit des Staates, d. h. des Bundes und der Kantone hervorgehoben werden.

Das hauptsächliche Ziel der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen soll gemäss bundesrätlicher Botschaft die Erhaltung und Weiterentwicklung der föderativen Ordnung sein. Man will die Kantone als Staaten aufwerten und ihnen ursprünglich kantonale Zuständigkeiten wieder übertragen. Eventuell sollen die Kantone auch von der Beteiligung an Aufgaben entbunden werden, die richtigerweise allein vom Bund wahrgenommen werden sollten. Man will also die Kompetenzen entflechten. Dabei geht man von der heutigen Kompetenzordnung des Artikels 3 der Bundesverfassung aus, wonach die Kantone souverän sind, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist, und als solche alle Rechte ausüben, die nicht der Bundesgewalt übertragen sind.

Man übersieht aber, dass es heute praktisch kaum mehr Aufgaben gibt, die ein Kanton völlig selbständig sinnvoll lösen könnte. Die Grundidee des schweizerischen Bundesstaates bedeutet nicht nur die Freiheit der Kantone vom Bund, sondern auch eine Beteiligung der Kantone am Bund. Es ist sicher zu begrüssen, dass das Verhältnis von Bund und Kantonen neu durchdacht wird. Im Vordergrund muss dabei aber die Kooperation von Bund und Kantonen stehen, um eine wirksame Bewältigung der dem Staate obliegenden Aufgaben sicherzustellen.

Es ist auch richtig, dass die Aufgabenteilung im Bundesstaat eine gewisse Durchlässigkeit und Beweglichkeit aufweisen soll. Bund und Kantone tragen gemeinsam die Verantwortung für die Erfüllung der Staatsaufgaben. Der Föderalismus kann den Anforderungen der Gegenwart und Zukunft nur entsprechen, wenn er kooperativ ist. Die Sozialdemokraten müssen daher auf diese Kooperation grösstes Gewicht legen. Die Expertenkommission für die Vorbereitung der Totalrevision der Bundesverfassung hat in ihrem Bericht von 1977 Ausführungen zur Lage des Schweizer Föderalismus gemacht, die in dieser Richtung gehen. Die Botschaft des Bundesrates zur Neuverteilung der Aufgaben weicht davon ab und huldigt eher einem rückwärtsgerichtetem Föderalismus als einem zukunftsorientierten.

Unser sehr verehrter Präsident der vorberatenden Kommis-

sion hat ja diesbezüglich Zitate von Staatsmännern aus dem 18. Jahrhundert gemacht. Diese Zeit ragt in die vorindustrielle Epoche hinein, und ich glaube, derartige Zitate können für unser Jahrhundert nicht mehr Gültigkeit haben. Die Botschaft des Bundesrates stellt fest, dass der Schweizer Bundesstaat heute in verschiedenen Krisen steckt; so in einer Koordinationskrise, zum Beispiel auf dem Gebiet des Bildungswesens und der Steuern. Auch eine Leistungs-krise mache sich da und dort bemerkbar, indem wichtige Staatsaufgaben nicht mehr oder nur noch unzureichend erfüllt werden könnten, und endlich steckten die Kantone zum Teil in einer Vollzugskrise, da sie kaum mehr in der Lage seien, die ihnen übertragenen Aufgaben zu erfüllen. Die Expertenkommission schlägt daher vor, Bund und Kantone die Hauptverantwortung für gewisse Aufgabenbereiche zuzuweisen, für die aber das andere Gemeinwesen eine Nebenverantwortung zu tragen habe. Für die kantonalen Aufgaben wurde dem Bund im neuen Verfassungsentwurf vorbehalten, durch Rahmengesetze Mindestanforderungen festzulegen und die Koordination zwischen den Kantonen sicherzustellen. Den Kantone wurde der Vollzug von Bundesrecht zugewiesen, soweit der Bund dies nicht notwendigerweise selber tun muss. Wenn man schon gewisse Aufgaben, wie zum Beispiel die Stipendien und den Volksschulunterricht ganz auf die Kantone übertragen will, dann müsste die Möglichkeit bestehen, von Bundes wegen Mindestleistungen zu sichern und eine sinnvolle Koordination herbeizuführen.

Wenn unser Kollega Aubert vorhin meinte, dass schlussendlich das Übertragen der finanziellen Leistungen, die Beoder Entlastung ungefähr gleich bleibe, muss ich ihm einfach entgegenhalten, dass in den meisten Bereichen dann jeweils die Kantone zuständig sind, die kantonalen Parlamente. Ob die kantonalen Parlamente immer bereit sein werden – unser Kollega aus dem Kanton Zürich nickt, er wird dazu immer bereit sein, das nehme ich gerne zur Kenntnis –, die Aufgaben voll zu übernehmen, ist nach meinem Dafürhalten noch eine offene Frage. Ich mache hier nur auf die sogenannten Justizheime für Jugendliche aufmerksam. Ob da die namhaften Beiträge immer zugesprochen werden, ist meines Erachtens heute noch absolut offen. Sicher ist richtig, die Aufgabenkompetenz des Bundes und der Kantone auch mit der Finanzierung in Übereinklang zu bringen. Es gilt jedoch zu beachten, dass in den Kantonen bisher mit Hilfe des Bundes zahlreiche Aufgaben angepasst und gelöst wurden, die den Willen und die Möglichkeiten der Kantone allein überstiegen hätten. Auf alle Fälle wäre eine ganze Reihe von Kantonen nicht in der Lage gewesen, diese Aufgaben selbständig an die Hand zu nehmen. Die Impulswirkung von Bundesleistungen zur Lösung von Problemen darf nicht ausser acht gelassen werden. Aus diesem Grunde sind wir dagegen, dass zum Beispiel bei den Stipendien, beim Wohnungsbau, bei den Justizheimen usw. die Bundesbeiträge ganz oder teilweise abgebaut werden. Wenn diese Bundesleistungen wegfallen, sind viele, vor allem die finanzschwachen Kantone, nicht mehr in der Lage und vielleicht auch nicht willens, die Aufgaben in bisherigem Masse zu erfüllen.

Nachdem auf Bundesstufe die Haushaltsanierung über Mehreinnahmen teilweise gescheitert ist, besteht die Gefahr, dass an die Aufgabenteilung zu grosse finanzpolitische Erwartungen geknüpft werden. Vorerst ist es falsch, in der Aufgabenteilung lediglich den Saldo der verschobenen Transferströme zu betrachten, der sich in Bund und Kantone mit jeweils rund 2 Prozent der Steuereinnahmen in relativ bescheidenem Rahmen bewegt. Im Mittelpunkt der Aufgabenteilung stehen nicht Salden, sondern die durch Kompetenzverschiebungen verschobenen Umsätze. Die Salden sind auch schwer abzuschätzen, weil durch die neue Kompetenzausscheidung die effektive Kompetenzausübung der neu zuständigen Körperschaften schwer abzuschätzen und im Interesse der echten Autonomiesteigerung vor allem darauf zu achten ist, dass kein Transferabbau bei gleichzeitiger Aufrechterhaltung der Vorschriften über Versorgungsstandards betrieben wird.

Schliesslich darf der Betrag der Neuverteilung der Aufgaben auch nicht überschätzt werden. Unter den stillschweigenden, aber immerhin typischen Rahmenbedingungen des Verzichts auf tieferegreifende strukturelle Reformen und dem zunehmenden Wunsch nach einheitlichen Versorgungsverhältnissen ist der Spielraum notgedrungen sehr begrenzt. Mit der Aufgabenteilung kann daher weder der gordische Knoten der Finanzengpässe durchhauen, noch die Frage nach dem tragbaren Verhältnis öffentlicher und privater Leistung geklärt werden. Es geht in unserem Land nicht um ein Mehr oder ein Weniger, sondern um die Rationalisierung der öffentlichen Aufgabenerfüllung. Es ist nicht zu bestreiten, dass die wachsenden Bundesdefizite ein schwerwiegendes Problem darstellen. Mit Sporbemühungen im Sinn einer effizienteren, rationelleren Leistungserstellung ist diese Aufgabe aber nicht zu lösen. Seit längerer Zeit bemüht sich die öffentliche Hand auf allen Ebenen mit Erfolg, Leistungen kostengünstiger anzubieten. Diese Anstrengungen sind sicher fortzusetzen. Dabei lassen sich nur Franken-, nicht aber Milliardenbeträge einsparen. Man kann das Bundesdefizit nur in den Griff bekommen, wenn man entweder auf einen Teil der bisherigen staatlichen Leistungen verzichtet oder dem Bund jene Mittel zugesteht, die er für die Erhaltung des bisherigen Leistungsniveaus benötigt.

Neben Leistungsabbau und Steuererhöhung gibt es keine dritte Möglichkeit. In diesen Bereichen haben die Sozialdemokratische Partei und die Gewerkschaften immer eine sehr klare Haltung eingenommen; es ist uns nicht vorzuerwerfen, wir würden nicht für eine Aufgabenaufteilung eintreten, sofern damit nicht ein sozialer Abbau betrieben werden kann. Wenn Sie uns bei der Neubeschaffung von Mitteln unterstützen, werden auch wir in der Lage sein, zukünftig einer derartigen Aufgabenaufteilung zuzustimmen.

Wir Sozialdemokraten sind, wie unser Kollega Donzé das bereits ausgeführt hat, also nicht gegen ein Überdenken der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantone, hegen aber den sich verstärkenden Verdacht, es werde uns unter föderalistischen Vorwänden ein Sozialabbau schmackhaft zu machen versucht.

Ich beantrage Ihnen daher, die Botschaft des Bundesrates über erste Massnahmen zur Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantone gemäss Antrag unseres Kollegen Donzé an den Bundesrat zur Überarbeitung im Sinne eines zukunftsorientierten kooperativen Föderalismus zurückzuweisen.

Meier: Über die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantone ist viel geschrieben und diskutiert worden. Weitgehend ist man sich in der staatspolitischen Zielsetzung einig. Die Zweckmässigkeit der Überprüfung der Verflechtung zwischen Bund und Kantone findet breite Zustimmung, ebenso die Notwendigkeit der Entflechtung. Indem im Zusammenhang mit diesen Fragen die finanzpolitischen Überlegungen leider ständig mehr an Gewicht gewinnen, werden weder die Diskussion noch die Lösungen erleichtert. Während man sich im Grundsatz weitgehend einig ist, weil jedermann die starken Verflechtungen und all die damit verbundenen Nachteile bejahen muss, sind die Einwände und die Ablehnung gegen verschiedene vorgeschlagene Massnahmen zahlreich.

Immerhin, und das muss festgestellt werden, hat bis jetzt niemand andere konkrete Vorschläge in bezug auf die Frage unterbreitet, wo denn sonst mit der Entflechtung Ernst gemacht werden sollte. Wichtig scheint mir auch der Grundsatz, dass bei allen zukünftigen Beschlüssen nicht neue Verflechtungen eingegangen werden.

Ich bin für Eintreten auf alle Vorlagen mit Ausnahme der Beschlüsse über die Aufhebung der Kantonsanteile am Reinertrag der Stempelabgaben und der Alkoholverwaltung, die ausgeklammert werden sollten.

Herr Kollega Stucki hat aus der Sicht eines finanzstarken Kantons die Situation treffend dargelegt; und sie kann auch aus den Überlegungen eines finanzmittelstarken, nicht finanzhalbstarken Kantons nur bestätigt werden. Es geht

den Kantonen keineswegs darum, sich um alle Mehrleistungen zu drücken. Ging man ursprünglich im Kontaktgremium von der Voraussetzung aus, dass die Lösung sowohl dem Bund wie den Kantonen keine Mehrbelastung bringe, zeigten sich die Kantone auch nachher kooperativ und bereit, die ihnen allein übertragenen Aufgaben ordnungsgemäss zu lösen, auch wenn ihnen eine Mehrbelastung von rund 200 Millionen auferlegt wurde.

In diesem Zusammenhang möchte ich die Gelegenheit benützen, Herrn Bundesrat Furgler und seiner Kommission für den partnerschaftlichen Geist zu danken, der im Kontaktgremium herrschte. Er war ein wesentlicher Grund, dass man zu einem guten Ende kam. Und ich möchte immerhin festhalten, dass die Finanzdirektorenkonferenz den neuen Finanzausgleich nicht nur akzeptiert hat, sondern dass es sogar die Vorschläge der Finanzdirektorenkonferenz waren, den Finanzausgleich so zu konzipieren, und dass das den finanzschwachen Kantonen erst die Zustimmung ermöglichte. Die Ausklammerung der beiden Vorlagen rechtfertigt sich aus verschiedenen Gründen: Die Aufhebung steht in keinem direkten Zusammenhang mit der Aufgabenteilung und gefährdet sie. Herr Kollege Stucki hat bereits darauf hingewiesen, dass die Mittel – die rund 330 Millionen – dem Bund weiterhin verbleiben. Bis zum Ablauf der Befristung und Inkrafttreten der Neuverteilung der Aufgaben kann hier bestimmt eine Lösung gefunden werden. Wir müssen zugeben, dass im Beschluss die Befristung besteht und die Regelung nur Gültigkeit hat bis zum Inkrafttreten des ersten Paketes der Aufgabenteilung, längstens bis Ende 1985; und es ist nicht zu bestreiten, dass in verschiedenen Motionen gefordert wurde, beide Anteile dauernd dem Bund zu überlassen.

Aber Sie müssten für die berechtigten Bedenken der Kantone auch Verständnis haben. Ich möchte daran erinnern, was Herr Kollege Stucki ausgeführt hat im Zusammenhang mit den Treibstoffzollzuschlägen, mit der Gesamtverkehrskonzeption, mit den diskutierten Verkehrsabgaben usw., und es sind noch weitere Gründe, die die Kantone unsicher machen: Wir haben in der Kommission ein Papier erhalten, das eine Übersicht über die Massnahmen des Bundes mit den finanziellen Auswirkungen für die Kantone gibt, und das zeigt klar auf, was im damaligen Zeitpunkt beabsichtigt war. Immerhin ist das Subventionsgesetz mit Null eingesetzt.

Im Papier über die Finanzplanperspektiven heisst es unter dem Titel Subventionsgesetz: «Damit werden die Voraussetzungen für eine sparsame und wirtschaftliche Verwendung von Bundesgeldern verbessert.» Diese Forderung ist sicher zu unterstützen, aber sie muss ja unter diesem Titel auch entsprechende finanzielle Auswirkungen haben, gegen die wir uns bestimmt nicht zum vornherein wenden. Sodann ist auch darauf aufmerksam zu machen, dass in den Finanzplanperspektiven der Bundesrat beabsichtigt, seinen hälftigen Anteil an den Krankenkassensubventionen über Lohnpromille zu finanzieren. Bei den Verhandlungen im Kontaktgremium war von einer solchen Lösung nie die Rede. Wenn diese Lohnpromille allenfalls mit den AHV/IV-Beiträgen erhoben werden sollen, und zwar als allgemeine Lohnprozente, sind sie vom steuerbaren Einkommen wohl voll abzugsfähig und verursachen deshalb sowohl bei den Kantonen wie den Gemeinden bedeutende Steuerausfälle. Im Zusammenhang mit dem Ausgleich der kalten Progression soll der Einnahmeausfall durch geeignete Massnahmen aufgefangen werden. Denkt man an eine Verschärfung des Steuertarifs? Auf diese Weise würde aber einmal mehr das Steuersubstrat der Kantone geschmälert. Es kann ja wohl kaum die Meinung des Gesetzgebers sein, einerseits die Folgen der kalten Progression zu mildern und andererseits den Steuerzahler sogleich durch reale Steuererhöhung wieder entsprechend zu belasten.

Diese und die bereits genannten Gründe lassen es als angezeigt erscheinen, über die Streichung der Kantonsanteile bei den Stempel- und Alkoholsteuern nicht jetzt zu entscheiden. Und ich möchte im Zusammenhang mit der Gröszenordnung der Transferleistungen des Bundes an die Kantone und den Vergleichen mit zurückliegenden Jahrzehnten

folgendes richtigstellen: Es sind doch nicht reine Einnahmen der Kantone, die ihnen seitens des Bundes zufließen. Diese Zahlungen gehen doch in grösstem Masse an Gemeinden, Korporationen und einzelne weiter, begleitet von namhaften Subventionen der Kantone, so dass man nicht nur mit dieser imponierenden Zahl von Milliardentransferleistungen aufwarten kann. Und ein wesentlicher Teil dieser Leistungen betrifft den Nationalstrassenbau, den die Kantone sicher im Landesinteresse vollziehen. Ich glaube, das muss hier ebenfalls berücksichtigt werden.

Ich muss in diesem Zusammenhang einmal mehr den Wunsch äussern, dass über die Fragen der Gesamtbestrebungen zur Sanierung der Bundesfinanzen und den dabei den kantonalen Haushalten unter den verschiedensten Titeln insgesamt zugeordneten Opfern, partnerschaftliche Lösungen anzustreben sind. In dieser nicht leichten Aufgabe muss endlich ein Konsens gefunden werden. Ich stelle mir vor, dass nach dem Vorliegen des Berichtes aufgrund des Postulates Guntern die Frage an die Hand genommen werden könnte und hoffe, dass das ähnlich wie im Kontaktgremium mit den Kantonen beraten und entschieden werden könnte.

Ich beantrage Ihnen Eintreten auf alle Vorlagen, Vorschläge der Aufgabenteilung, und aus den dargelegten Gründen Ausklammerung der Beschlüsse über die Streichung der Kantonsanteile.

M. Raymond: La nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, à l'origine de laquelle se trouve la motion de notre collègue M. Binder, aurait pu être la grande œuvre politique aboutissant, à la fin de la décennie en cours, au 700^e anniversaire de la fondation de la Confédération suisse.

Force nous est de reconnaître que, avec le premier train de mesures qui nous est proposé aujourd'hui, nous restons bien en retrait de ce qui serait souhaitable et réalisable. Pourtant, l'opération était, me semble-t-il, bien partie. Le problème posé était clair et les intentions de départ étaient pures, particulièrement en la personne de M. Furgler, conseiller fédéral, de la commission d'experts présidée par M. Voyame, ainsi que du groupe de contact des cantons. Les raisons de redéfinir les tâches de la Confédération et des cantons sont remarquablement bien rappelées au chiffre 211 du message du Conseil fédéral du 28 septembre 1981. J'en résumerai cinq pour mémoire:

1. Le but principal d'une nouvelle répartition des tâches est de maintenir et de renforcer notre structure fédéraliste, qui doit reposer sur un Etat central fort et sur des cantons forts.
2. Par la suppression d'actes administratifs trop nombreux et qui font double emploi, on doit encourager l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités des autorités fédérales d'une part, et cantonales d'autre part.
3. A l'égard des citoyens, un nouveau partage des compétences a pour but de rendre plus facilement identifiables les attributions respectives de la Confédération et des cantons. Cette transparence nouvelle doit faire place à l'enchevêtrement actuel.
4. Le renforcement du fédéralisme permet aux citoyens et à leurs représentants d'adresser leurs revendications à une collectivité publique qui leur est plus proche, par conséquent mieux placée pour les satisfaire.
5. L'attribution de nouvelles tâches à la Confédération et l'enchevêtrement qui en est résulté ont été souvent l'aboutissement d'une constatation de fait où les prestations fournies par les pouvoirs publics variaient d'un canton à l'autre, ce qui était insupportable aux esprits égalitaires et centralisateurs. Il en est résulté une foule de lois de subventionnement qui pourraient toutes être remplacées (si l'on n'admet pas cela, l'opération de répartition est condamnée) par un simple renforcement de la péréquation financière entre les cantons.

Ces différents objectifs nous montrent bien que la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons est une œuvre de nature essentiellement politique. Elle ne peut aboutir que si elle est conduite par des hommes qui ont une vision politique des problèmes et non une vision technique ou administrative. C'est ainsi qu'il convient de lutter contre le réflexe d'autodéfense de tous ceux, et ils sont nombreux, qui préfèrent la sécurité d'une subvention fédérale résultant des textes légaux actuels, à la reprise d'une telle subvention par les cantons, qu'ils considèrent comme hypothétique.

Une seule chose devrait nous retenir si nous voulons des tâches, c'est de nous fonder toujours sur le pouvoir de décision, lequel se situera, en fin d'opération, au carrefour entre la réussite ou l'échec de l'ensemble de cette opération.

Quant aux questions financières, comme l'a montré notre collègue M. Aubert, elles ne doivent être adaptées qu'ensuite, suivant le bilan global du transfert des pouvoirs de décision que nous aurons convenu.

Si l'on regarde maintenant les propositions qui nous sont faites, force nous est de reconnaître que les bonnes intentions de chacun et les principes pourtant simples que j'ai rappelés n'ont pas donné jusqu'ici des résultats exaltants. Ainsi en est-il par exemple dans les trois domaines suivants, qui sont loin d'être les seuls.

En matière d'exécution des peines, non seulement on n'a pas osé aller jusqu'à la suppression des subventions à la construction, mais on voit apparaître une nouvelle intervention fédérale sous la forme d'une aide d'exploitation aux projets pilotes.

Dans le cas des bourses d'études, qu'on appelle subsides de formation, on décide que ce sont les cantons qui paieront, mais parce qu'on ne leur fait pas confiance ou parce qu'ils ont peur de cette responsabilité, on précise à l'article 29^{quater}, 2^e alinéa, de la constitution qui nous est proposée que la Confédération «édicte des principes sur l'aptitude à bénéficier des subsides».

Le problème est le même en ce qui concerne les prestations complémentaires à l'AVS-AI. Au lieu de supprimer les subventions fédérales, on les diminue, mais on maintient la réglementation fédérale et l'enchevêtrement législatif est donc poursuivi et maintenu.

En fait, à deux reprises seulement sur l'ensemble du projet, il y a répartition claire des compétences: d'abord lorsqu'on veut donner à la Confédération seulement des recettes définitives, en matière de bénéfices de la Régie des alcools et du droit de timbre, ensuite lorsqu'on la charge seule de contribuer au financement de l'AVS en faisant progressivement passer sa part de 15 pour cent aujourd'hui à 20 pour cent des dépenses annuelles de cette assurance. Dans ces cas-là, vraiment on désenchevêtre.

Mais les cantons, eux, ne sortent guère renforcés, dans leurs compétences décisionnelles, par l'ensemble du projet. Que s'est-il donc passé entre les bonnes intentions du début et la minirépartition de ce premier train de mesures? Simplement, on se heurte à des obstacles de taille que je veux citer car il faudrait pouvoir les vaincre pour que les étapes subséquentes conduisent à de meilleurs résultats.

Il faut d'abord souligner le conservatisme forcé dont font preuve les organes de la Confédération et des cantons, en particulier de l'administration. Pour beaucoup, l'idée de ne plus pouvoir s'appuyer sur les prescriptions fédérales, l'idée que la Confédération ne contrôlera plus le travail effectué au niveau cantonal en assumant financièrement la responsabilité de ce travail, comme aussi l'idée de ne plus toucher certaines subventions de la Confédération dans des domaines particuliers apparaissent sortir du champ d'entendement de nombre de fonctionnaires supérieurs, voire de nombre de conseillers d'Etat actuels, et anciens hélas.

On peut citer maintes interventions et réactions significatives de responsables cantonaux, conseillers d'Etat ou chefs de service, en matière de sport et de bourses d'études par exemple, qui sont proprement terrorisés à

l'idée que la Confédération ne pourrait plus subventionner leurs protégés et qui, d'autre part, ne se sentent pas à même d'assumer seuls leurs responsabilités.

On devrait accorder – je le dis sous forme de boutade – la semaine de 40 heures au fonctionnaire cantonal qui est prêt à assumer une responsabilité complète dans son domaine et celle de 35 heures au fonctionnaire fédéral qui ferait en sorte de restituer totalement des activités au niveau cantonal.

Enfin, il nous faut constater, et la proposition de renvoi de M. Donzé nous le confirme, que les partisans de l'égalité ou de l'égalitarisme s'opposent par principe à un renforcement du fédéralisme. L'histoire et la géographie nous démontrent pourtant à l'envi que plus on centralise, plus les écarts entre les régions et entre les cantons s'élargissent, et plus les fossés se creusent à l'intérieur de la Suisse. L'exemple de la France est d'ailleurs là pour nous le montrer.

Certes, je comprends qu'une nouvelle répartition des tâches, qui suppose une certaine démobilitation des interventions de la Confédération, puisse faire peur aux cantons financièrement faibles, lesquels ne veulent pas lâcher la certitude des subventions fédérales pour une amélioration qu'ils croient hypothétique de la péréquation. Là aussi, il faut améliorer le climat politique. Il y a une confiance à retrouver. Sans elle, la répartition des tâches ne sera pas, lorsque d'autres trains de mesures auront été admis, ce cadeau du 700^e anniversaire de la Confédération suisse. C'est dès lors parce que le présent projet, bien que nettement insuffisant, porte en lui des germes de promesses futures que je vous recommande de repousser la demande de renvoi au Conseil fédéral, présentée par M. Donzé, et d'entrer en matière sur chacun des projets qui nous sont proposés, à l'exception des projets de nature financière dont l'examen, comme je l'ai dit au cours de cet exposé, doit être renvoyé à plus tard.

Knüsel: Ich glaube, wir stehen am Wegkreuz zu einer langen Wanderung zum föderativen Gedanken, der sich grundsätzlich in den Gemeinden, in den Dörfern, in den Kantonen abspielen soll. Gestatten Sie mir, dass ich als ehemaliges Exekutivmitglied einer Kantonsregierung das Bekenntnis ablege: Subvention ist eine Droge; derjenige, der sie bezieht, ist drogenabhängig, und ich darf Ihnen sagen, ich bin seit einem Jahr trocken.

Es ist in der Debatte auf den Verfassungsartikel 3 hingewiesen worden. Es gibt aber auch einen Verfassungsartikel 4, und der beschäftigt mich ausserordentlich stark. Dieser besagt, dass jeder Bürger vor dem Gesetze gleich ist. Ich interpretiere ihn mit Bezug auf die Nutzenstreuung. Frau Lieberherr hat darauf hingewiesen, dass es ab und zu in den Kantonen vorkommt, dass die Legislative nicht mitspielt. So können zwischen den Kantonen Differenzen entstehen, die sich mit der Zeit nicht gut auswirken. Ich denke vor allem an Massnahmen, die sich als einkommenspolitisch relevant erweisen. Frage: Besteht die Möglichkeit, mit Bezug auf die noch kommenden Pakete, dass dem Bund eine Schiedsfunktion zukommt, die erlaubt, gravierende Divergenzen zwischen den Kantonen überhaupt nicht erst entstehen zu lassen? Das könnte beispielsweise auf dem Gebiete des Straf- und Massnahmenvollzuges der Fall sein, aber auch bei der Förderung des Wohnungsbaus usw. Ich bin Herrn Bundesrat Furgler dankbar für ein klärendes Wort in dieser Richtung. Denn der Glaube an die Schiedsfunktion im breitesten Volk ist allgemein doch grösser als man heute wahrhaben will.

Und ein zweites Element: Wir haben eine Reihe von grossen, schwerwiegenden Vorlagen, die in den nächsten Jahren vors Volk müssen. Und es ist heute schon im Zusammenhang mit der Aufgabenteilung Bund und Kanton im Volk die Rede vom Abbau auf den verschiedensten Gebieten. Dieser Angst müssen wir entgegenreten. Wir müssen Verfilzungen, die im Laufe der letzten Jahrzehnte stattgefunden haben, wieder entflechten.

Ich bin für Eintreten.

Piller: Erlauben Sie mir, dass ich als Nichtkommissionsmitglied in der allgemeinen Diskussion auch noch kurz das Wort ergreife, obwohl bereits vieles gesagt wurde, das mich als Vertreter eines finanzschwachen Kantons beschäftigt. Ich denke hier besonders an das eindrückliche Votum meines Kollegen Dreyer.

Wenn ich mich richtig erinnere, ging man ursprünglich an das Problem der Aufgabenentflechtung heran mit der Idee, Bund und Kantone, den Staat transparenter und leistungsfähiger zu machen. Diese Absichtserklärung von seiten des Bundesrates hatte ich damals gerne zur Kenntnis genommen, denn ich bin für einen leistungsfähigen und einen transparenten, bürgernahen Staat. Leider stelle ich heute fest, dass meine Erwartungen nicht in Erfüllung gingen, da mit diesem ersten Paket eher eine Aufgabenabwälzung vom Bund auf die Kantone und von dort dann vermutlich auf die Gemeinden und den einzelnen Bürger stattfindet, als eine echte Aufgabenentflechtung. Sie werden verstehen, dass ich als Vertreter eines finanzschwachen Kantons sehr sensibel auf solche Tendenzen reagiere, und ich bin sehr froh, dass auch Kollegin Lieberherr und Kollege Donzé, Vertreter von finanzstarken Kantonen, meine Befürchtungen teilen. Unser Staat, der sich in einem langen historischen Prozess vom Staatenbund zum Bundesstaat entwickelt hat, räumt den Kantonen ein weitgehendes Selbstbestimmungsrecht ein, und dies ist gut so. Artikel 3 unserer Bundesverfassung hat für mich einen grossen Stellenwert. Dieser Staat wurde aber doch bis heute immer wieder gestärkt durch die Solidarität unter den Gliedern. Der Artikel 2 unserer Verfassung spricht nicht von ungefähr von der Beförderung der gemeinsamen Wohlfahrt. Herr Kollege Cavelti hat darauf bereits hingewiesen.

Wenn ich dieses erste Paket der geplanten Aufgabenverteilung näher betrachte und wenn gewisse politische Kräfte und Strömungen in unserem Staate weiter an Gehör gewinnen, so stelle ich mir die Frage, ob dem Artikel 2 künftig noch genügend nachgelebt werden wird, oder ob nicht immer mehr Egoismus anstelle von Solidarität tritt. Von den verschiedenen Massnahmen, die uns in diesem ersten Paket unterbreitet werden, führen fast alle zur vermehrten Belastung der Kantone, wenn die heutigen Leistungen aufrechterhalten bleiben. Es wird aber doch wohl so sein, dass einige Kantone zu einem echten Leistungsabbau schreiten werden, weil sie ohne Steuererhöhungen diese zusätzlichen Leistungen nicht mehr erbringen können. Insbesondere wird dies im Bereiche der Sozialausgaben und im Unterrichts- und Stipendienwesen der Fall sein. Es findet letztlich eine Abwälzung auf den einzelnen statt, was die Schwächsten in unserem Staate verhältnismässig am härtesten treffen wird. Wenn wir bedenken, dass die finanzschwachen Kantone heute bereits in diesen Bereichen zum Teil einen echten Rückstand aufweisen, werden künftig diese Disparitäten noch stärker werden und nicht, wie es wünschenswert wäre, abgebaut werden. Meines Erachtens sind Bundessubventionen nicht *a priori* etwas Schlechtes, im Gegenteil. Sie wurden geschaffen, um solche Disparitäten abzubauen. Ich bin deshalb schon etwas erstaunt, wenn man von Subventionen als Drogen spricht, von denen man hoffnungslos abhängig werden könnte.

Denken wir beispielsweise an die Stipendien. Hier wird es dann so sein, dass künftig noch weniger Kinder aus bescheidenen Verhältnissen, wohnhaft in finanzschwachen Kantonen, zu unseren höheren Bildungsstätten Zugang haben. Demgegenüber soll – wenn ich es richtig verstanden habe – der Bund weiterhin an Ausländerstudenten die doch recht gut dotierten Stipendien ausrichten. Dürfen wir uns dann noch verwundern über fremdenfeindliche Töne, wenn meine Befürchtungen tatsächlich eintreffen, dass fähige Schweizerkinder nicht mehr studieren können? Ich möchte hier daran erinnern, dass bereits heute in finanzschwachen Kantonen die Stipendien so tief sind, dass Jugendliche nur noch studieren können, indem sie Zusatzarbeiten während des Studiums ausführen. Da der Arbeitsmarkt immer problematischer wird, wird es bereits heute für diese Jugendlichen sehr schwierig. Wenn der Abbau im Stipendienwesen

weiter vor sich geht durch die Kürzung der Bundesleistungen, sehe ich echt schwarz. Unsere Jugend sollte hinsichtlich Bildungschancen in der ganzen Schweiz gleichgestellt sein. Die Kürzungen der Bundesleistungen bedeuten für mich einen grossen Rückschlag in diesen Bestrebungen.

Zu Turnen und Sport: Welchem Kanton kann man es verargen, wenn er diese Kürzungen von seiten des Bundes nicht voll kompensiert, weil er scheinbar dringlichere Aufgaben zu lösen hat? Turnen und Sport war aber Gegenstand einer eidgenössischen Volksabstimmung, und das Schweizervolk wünschte, dass die Appenzeller, die Freiburger, die Zürcher und die Basler Jugend eine ähnliche Sportförderung erhalten.

Die Liste der möglichen negativen Auswirkungen dieses ersten Paketes könnte noch verlängert werden. Denken wir an den Nachholbedarf einiger Kantone im Zivilschutzbereich, in der Wohnbauförderung. Denken wir an die Gefährdung der heute noch dringend benötigten Ergänzungsleistungen in der AHV. Wer gibt uns die Sicherheit – und hier liegt meines Erachtens das Kernproblem –, dass auch die finanzschwachen Kantone künftig die vollen Beiträge ausbezahlen? Müssen wir nicht zwangsläufig mit Rentenkürzungen rechnen?

Darf ich Sie einfach noch auf folgende Tatsache aufmerksam machen? Die vorgesehene Aufgabenteilung des ersten Paketes belastet beispielsweise die Kantone Wallis, Freiburg, Basel-Stadt, Zürich und Genf prozentual zur heutigen Steuerkraft ungefähr gleich stark. Die Steuerlast ist aber bereits heute bei den beiden erstgenannten Kantonen viel höher als bei den letzteren. Die ersteren werden kaum Steuererhöhungen beschliessen können, wurden doch in beiden Kantonen bereits Volksinitiativen eingereicht, um die hohen Steurlasten zu senken. Es wird somit in diesen beiden Kantonen – auf alle Fälle in meinem Kanton – zu einem echten Leistungsabbau kommen. Viel schlimmer würde das Ganze noch, wenn der vom Bundesrat und von der Finanzdirektorenkonferenz unterstützte zusätzliche Finanzausgleich, der dem fakultativen Referendum unterstellt ist, mit Erfolg bekämpft würde. Was würde dann geschehen?

Ich werde aus all diesen Überlegungen für Rückweisung stimmen. Ich bin davon überzeugt, dass unser Staat durch solche Massnahmen, wie sie vorgeschlagen werden, nicht besser, nicht transparenter, nicht effizienter wird, sondern dass er hinsichtlich Solidarität verarmt. Der Weg muss umgekehrt verlaufen. Unser Staat muss gerade heute, wo wachsende wirtschaftliche Schwierigkeiten sich immer mehr abzeichnen, leistungsfähiger werden. Einer schleichenden Rückkehr zum Staatenbund, einem schleichenden Sozialabbau in schwächeren Kantonen und Regionen unseres Landes kann ich nicht zustimmen.

Hefti: Bundesrat Ritschard hat seinerzeit betont, die heutige Vorlage bringe nicht nur eine Reduktion gewisser Bundesbeiträge, sondern durch die Verlagerung von Kompetenzen vom Bund auf die Kantone werde auch die Bundesverwaltung entlastet, und das werde sich zusätzlich zugunsten der Bundesfinanzen auswirken. Ich möchte den Bundesrat anfragen, ob dieses Ziel nach wie vor besteht und sich der Bundesrat dafür einsetzt, dass es erreicht wird, auch wenn dabei gegen eine in gewissen Bundesämtern herrschende Mentalität angekämpft werden muss?

Präsident: Wenn das Wort aus der Mitte des Rates nicht mehr verlangt wird, möchte ich, bevor ich das Wort Herrn Bundesrat Furgler erteile, unserer Ratskollegin Frau Bauer zum heutigen «runden» Geburtstag recht herzlich gratulieren. Wir wünschen ihr einen guten Start ins neue Dezenium und für die kommenden Jahre ein allgemeines Wohlergehen. *(Beifall)*

Bundesrat **Furgler:** Die Debatte, die Sie soeben führten, eingeleitet durch die staatspolitisch bedeutsamen Worte des Kommissionspräsidenten, Herrn Binder, hat gezeigt, dass wir uns hier um eine für unseren Staat ganz entscheidende Neuorientierung bemühen. Es kann nicht bestritten

werden, dass unser Bundesstaat seit 1848 eine ausserordentlich segensreiche Entwicklung durchgemacht hat. Wir haben allen Grundwerten, die in den von Ihnen mehrfach zitierten Artikeln 2, 3 und 4 der Verfassung umschrieben sind, zum Durchbruch verholfen. Eine moderne Industriegesellschaft, eingebaut in einen Rechtsstaat mit tiefer sozialer Verpflichtung, steht vor uns. Vor allem die Jahre der Hochkonjunktur haben es aber mit sich gebracht, dass dieser Industriestaat für viele unübersichtlich geworden ist. Die Bezugspunkte zwischen Bürger und Gemeinden, Bürger und Kanton, Bürger und Bund einerseits und die Verflechtung zwischen dem einzelnen Kanton sowie zwischen Kantonen und Bund andererseits führten zu einer Summe von Ordnungsvorschriften, die vom Bürger sehr oft als Hemmnisse empfunden werden, die ihm vor allem auch die Einsicht in das politische Geschehen erschweren. Er fühlt sich durch mancherlei Bande gefesselt, weiss nicht, wie er sie lösen kann und nimmt dann an seinem Staat nicht mehr teil. Alle Parteien, die hier vertreten sind, vor allem alle Regierungsparteien, haben mehrfach zum Ausdruck gebracht, dass diese zu dichte Verflechtung der Beziehungen zwischen Gemeinden, Kantonen und Bund dem eidgenössischen Prinzip nicht dienlich, sondern gefährlich sei. Wir lebten während rund zehn Jahren der Hochkonjunktur in einer Phase, in der man glaubte, alles sei möglich. Man hat zu leicht das Prinzip bejaht, dass jeder einen Drittel bezahlt, dann gehe es: die Gemeinde einen Drittel, der Kanton einen Drittel und der Bund den restlichen Drittel. Solange die Kassen voll waren und die Quellen flossen, war das praktikabel. Mit der Zeit empfanden das aber alle Drittelsspendler als problematisch und im Moment, da die Quelle versiegte, sogar als nicht mehr möglich. Man begann die Durststrecke zu spüren.

Und man verspürte ein Zweites: wir sind – und hoffentlich werden wir es nie – kein Zentralstaat. Wir haben seit der Gründung unserer Eidgenossenschaft eine ganz einmalige Art Staatsverständnis. Der Bürger übernimmt eine grosse eigene Verantwortung. Er hat in erster Linie für sich selbst zu sorgen. Er hat für seine Familie zu sorgen, auch für die berufliche Ausbildung seiner Kinder. Und dort, wo er allein nicht durchkommt, hat er eine Gemeinde, die ihm hilft. Und dort, wo die Gemeinde nicht mehr zu Rande kommt, ist sie in einem Kantonsverband von den anderen Bürgern solidarisch mitgetragen. Und nur dort, wo der Kanton aus eigener Kraft mit all seinen Bürgern es nicht zu tun vermag, soll der Bund tätig werden. Das gilt seit 1291. Musterbeispiel im Bereich der Massnahmen, die zur Erhaltung der Unabhängigkeit und Freiheit nötig sind. Musterbeispiel im Bereich einer modern konzipierten Aussenpolitik, mit Einschluss der Entwicklungshilfe: Teilhabe, Teilnahme an der Völkergemeinschaft. Aber ebenso deutlich ein Musterbeispiel dort, wo es um eine einwandfreie Rechtsordnung geht, die dazu beiträgt, dass im ganzen Land möglichst gerechte Zustände erreicht werden.

Das heute in der Debatte mehrfach erwähnte Subsidiaritätsprinzip hat in all diesen 700 Jahren – zumindest in den Erklärungen der Politiker jeweils am 1. August und am Bettag – nichts an Bedeutung eingebüsst. Es besagt nichts anderes als das, was ich soeben auszuführen versuchte. Es enthält die Verpflichtung für jeden von uns, nicht bei allem und jedem mehr zu fordern, sondern vielleicht etwas mehr zu tun und auch zu geben.

Als man zu Beginn der siebziger Jahre ein Sichentfremden vom Staat verspürte, hat der Bundesrat in seinen Richtlinien festgehalten, dass man die Staatsaufgaben überdenken müsse, sie seien zu eng verwoben und verflochten, widersprächen dem Subsidiaritätsprinzip, widersprächen dem Bündnisprinzip. Herr Binder hat in seiner damaligen Motion in prägnanten Worten die Forderungen aufgestellt, die – ich wiederhole es – alle Regierungsparteien zu den ihren gemacht haben.

Wie war ich doch überrascht, in der heutigen Debatte auf eine geschlossene Ablehnung einer Partei zu stossen, die diese Regierung ja mitgestaltet. Die gleiche Partei, die in ein paar lesenswerten und heute noch aktuellen Sätzen im Ver-

nehmlassungsverfahren dem Sprechenden folgendes schrieb: «Die SPS billigt den Gedanken einer Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen aus zwei Gründen:

a. Die gegenwärtige Verflechtung der Kompetenzen macht das Verhältnis zwischen Bund und Kantonen unübersichtlich. Das wirkt sich zum Nachteil eines dynamischen und erfinderischen Föderalismus aus. Unter dem Vorwand, dass derjenige, der zahlt, auch befiehlt, verstärkt der Bund seine Kontrollen und gibt den Kantonen oft das Gefühl, dass sie nur subalterne Ausführungsorgane sind. Andererseits haben kantonale Behörden häufig die Tendenz, die Verantwortung auf den Bund abzuschieben, indem sie gegenüber ihren Bürgern fatalistisch erklären: Wir können nichts dafür, Bern entscheidet.

b. Die politische Diskussion wird an Klarheit gewinnen, wenn die staatlichen Aufgaben klar und rationell zwischen den Gemeinwesen der Kantone und des Bundes aufgeteilt sind. Die kantonalen Parlamente und auch das Volk werden besser verstehen, in welchen Gebieten sie tätig sein können, wo sie einen Einfluss ausüben können und nach welchen Prioritäten die dem Kanton zur Verfügung stehenden Mittel einzusetzen sind.» (Ende des Zitats).

Ich fühlte mich verpflichtet, nachdem Herr Donzé, Frau Lieberherr und Herr Piller wesentliche Fragen in dieser Richtung gestellt haben, unter Hinweis auf ein Papier zu antworten, das von ihnen, neben der Botschaft des Bundesrates, sicher als bedeutsam gewichtet wird.

Ich verkenne keineswegs, dass eine Frage von mir zu beantworten bleibt, auf die Herr Donzé sehr direkt hingewiesen hat. Gefährden wir den Leistungsstaat, ja oder nein? Ich möchte diese Frage nachher auch mir, bei den einzelnen Kapiteln, stellen, und Ihnen die Antwort zu geben versuchen.

Der Bundesrat ist überzeugt, dass mit den Änderungen, die wir vorschlagen, keineswegs ein Abbau dessen droht, was wir miteinander auch für die Zukunft erhalten wollen. Herr Reymond hat auf die diesbezüglichen bundesrätlichen Erklärungen verwiesen (Botschaft, Separatausgabe deutsch, Seite 33/34). Die Neuverteilungsgrundsätze bleiben für die Verwirklichung der ganzen Operation verbindlich. Es geht uns tatsächlich darum, die Frage zu beantworten, wer kann was – sofern es als Bundesaufgabe oder als Kantonsaufgabe erkannt ist – für den Bürger besser erfüllen.

Nehmen Sie das Beispiel der AHV: Wir stellten bei der Überprüfung unserer Rechnungen und unserer Pflichtenhefte fest, dass in diesem Bereich die Kantone hunderte von Millionen zu bezahlen, aber beim Entscheid über den Ausbau der AHV nichts zu sagen haben. Nach unserem einfachen Führungsprinzip, dass derjenige, der für etwas verantwortlich ist, auch die entsprechende Rechtsordnung gestalten und die entsprechenden Finanzpositionen bereitstellen soll, fühlten wir uns verpflichtet zu sagen: «Hier sollen die Kantone entlastet werden.» Das wirkt sich in der zweiten Hälfte dieses Jahrzehnts in der Grössenordnung von 800 Millionen Franken aus. Es ist ein typisches Beispiel für eine Sanierungsmassnahme, die von uns allen – ich glaube auch von Herrn Donzé – bejaht wird.

Nehmen Sie ein zweites Beispiel: Wir haben bei den Primarschulschubventionen festgestellt, dass wir hier Geld nach dem französischen Ausdruck, den wir häufig gebrauchen, «arroser le terrain» vergeuden. Das «arroser le terrain» kann an und für sich sehr wohltuend sein, wenn ein kleines Pflänzchen auch noch etwas Wasser erwischen will. Aber als Startprinzip für unsere Schulpolitik ist es sicher nicht geeignet.

Wir haben aber nicht nur diese Subventionen zum Abbau vorgeschlagen. Wir haben auch gesagt, der föderalistische Staatsgedanke verlange einen besseren Schutz der sprachlichen Minderheiten. Also haben wir hier sehr, sehr zeitgerecht, um nicht zu sagen rasch, dafür gesorgt, dass diese Minderheiten – vor allem die Rätoromanen und die Italicnsprachigen – wesentlich mehr Mittel erhalten. Ich

nehme an, dass Herr Cavelti seinen Hinweis, man solle mein Tempo nicht übernehmen, nicht auf die nun sehr rasch wirksam gewordene Massnahme für seinen Kanton interpretieren möchte. Aber das sind eben die berühmten Nuancen: sobald es um jeden von uns geht, pflegt man das Tempo anders zu wählen, als wenn es um die anderen geht. Ich wollte an diesem Beispiel einfach sichtbar machen, dass es um etwas staatspolitisch Entscheidendes geht. Der Bürger wird verspüren, dass der Bundesrat und das Parlament den Aufbau der Eidgenossenschaft jedem einzelnen näher bringen möchten: eigene Verantwortung, kantonale Verantwortung, Bundesverantwortung.

Der Reichtum unseres Staates ohne Rohstoffe besteht ja in der schöpferischen Kraft der Menschen der verschiedenen Zivilisationen, Kulturen, Sprachen und Konfessionen. Diese Vielfalt wird besser zum Tragen kommen, wenn wir die Pflichtenhefte so bereinigen.

Ich habe auch die Überlegungen von Frau Lieberherr sehr ernst genommen. Sind wir den Grundsätzen, die im Vernehmlassungsverfahren besonders herumgeschoben wurden, untreu geworden: Neuordnung, Verstärkung des föderalistischen Staatsgedankens, wirtschaftskonformes, sinnvolles, rationelles Handeln? Ja oder nein? Ich meine, dass Sie bei der Detailberatung der einzelnen Vorlagen jede Ihrer Fragen, verehrte Frau Ständerätin, bejahen dürfen. Jede einzeln!

Mit Hilfe des Finanzausgleichs – und da darf ich auch die Freiburger Ständeherrn beruhigen – können wir jede Umschichtung für die Kantone erträglich, verkraftbar machen. Ich benütze meinerseits die Gelegenheit, für die hervorragende Zusammenarbeit mit allen kantonalen Regierungen im Kontaktgremium, dem viele der hier anwesenden Ständeherrn angehören, zu danken. Ich danke auch der Finanzdirektorenkonferenz, die ihrerseits schöpferisch an der Reform des Finanzausgleichs mitgewirkt hat. Es gibt keinen einzigen Kanton, der die Aufgabenneuverteilung finanziell nicht verkraften könnte. Alle Regierungen haben im Kontaktgremium zugestimmt. Es wäre merkwürdig, wenn nun hier völlig andere Erklärungen abgegeben würden. Geht es nicht staatspolitisch um etwas sehr Bedeutsames? Ich meine, um den Mut zum Wagnis! Ich war überrascht, feststellen zu müssen, dass immer wieder die Frage auftaucht: «Ja, werden die Kantone die neuen Aufgaben überhaupt erfüllen?» Meine Damen und Herren, wenn wir es den Kantonen nicht zutrauen, dass sie die neuen Aufgaben meistern, dann ist natürlich in diesem Föderalismus der Wurm. Und da müsste er entfernt werden! Wenn wir nichts zu ändern wagen, weil wir den Kantonen nichts zutrauen, dann würde ich eine derartige Diskrepanz zwischen unserem immer wiederholten Bekenntnis zum föderativen Staatsaufbau und der Wirklichkeit empfinden, dass wir mit allen Regierungsparteien die Frage stellen müssten: «Was nun?»

Der Bundesrat – und zwar alle sieben Bundesräte – traut den Kantonen das zu. Wir erhoffen uns davon, dass der Bürger sich seinem eigenen Staat wieder näher fühlt. Er überblickt ohne Zweifel die Gemeinden besser, er kann im Kanton durch seine Parlamentarier die eigenen Ideen zum Ausdruck bringen, wie Sie es hier tun. Wir werden so die entscheidenden Positionen der sozialen Sicherheit (AHV, IV) um so besser erfüllen können. Das ist eine wichtige Feststellung, die mit der Sorge zusammenhängt, die einzelne von Ihnen sichtbar machten, ob denn nachher nicht ein Leistungsabbau erfolgen werde.

Kampf der Zersplitterung: noch einmal verweise ich auf das, was wir im Subventionsbereich erleben mussten, Sie und ich. Ich möchte nicht bei jeder Subvention von Drogen sprechen. Herr Piller, Sie haben recht: es gibt Subventionen, die wir auch in Zukunft leisten wollen. Aber wir haben vermutlich übermarcht, damals, als wir genügend Geld hatten. Wir müssen in Zukunft die Frage härter stellen: Geht es auch ohne Leistungen des Staates? Und, bezogen auf den Bund: Geht es ohne Bundesleistung? Das wird junge Menschen wieder dazu bringen, sich stärker zu engagieren und auch ihren Teil der Verantwortung mitzutragen. Und es wird

uns im Bund erlauben, typische Bundesaufgaben – und zwar im nationalen wie im internationalen Bereich – besser zu erfüllen. Die Trilogie «Föderalismus, Wirtschaftlichkeit, Leistungsfähigkeit» – über die sich Frau Lieberherr besorgt zeigte – wird in dem Ihnen unterbreiteten Paket nicht zu kurz kommen. Sie haben einen Beweis bereits erbracht: beim Zivilschutz. Der einzelne, der ein Haus baut, erhält für seinen privaten Schutzraum keine Staatsleistungen mehr. Wir haben damit für die Kantone 40 Millionen gespart und für den Bund 20 Millionen. Die auf diese Weise frei werden Gelder können wir für die nötigen öffentlichen Schutzanlagen einsetzen. Es ist ein Beispiel dafür, wie sinnvoll Aufgaben neu verteilt werden können.

Wir haben uns im Kontaktgremium bemüht, allen Kantonen gewisse entscheidende rechtliche Grundlagen zur Verfügung zu stellen. Wir gingen aber nicht so weit, dass wir den Kantonen etwa nicht zutrauen würden, für ihre eigene Jugend die übrigen Stipendien zu erhalten. Wohl aber mussten wir, bestärkt durch die Beratungen in der Kommission – ich denke an das Votum von Herrn Generali –, feststellen, dass die Kantone verschieden operieren wollen: die einen mehr mit Stipendien, die anderen auch mit Stipendien und Darlehen. Jeder Kanton möge einfach seine Pflicht tun, und zur Pflicht gehört ohne Zweifel, dass man den jungen Menschen die Bildungsmöglichkeit erleichtert. Aber etwas Wichtiges muss hier beigefügt werden: die Väter und Mütter sind von dieser Pflicht auch nicht dispensiert. Es handelt sich nicht einfach um eine Staatsaufgabe! Unsere Generation ist herangewachsen in einer Zeit, da die Stipendien keineswegs den heutigen Stand erreichten. Missverstehen Sie mich bitte nicht! Ich will die Zeit nicht zurückdrehen. Aber unsere Eltern haben sogar in der Wirtschaftskrise alles daran gesetzt, um uns ausbilden zu lassen. So möchte ich für die Zukunft einfach sagen: Neben dem, was die Eltern in ihren eigenen Verantwortungsbereichen zu tun haben, werden die Gemeinden und die Kantone tätig sein müssen. Diese Neuordnung geht also nicht zu Lasten der künftigen jungen Generationen.

Im Sportbereich haben wir am dreistündigen wöchentlichen Turnunterricht in allen Kantonen festgehalten. Das ist die Richtschnur, die man nicht preisgeben wollte. Aber im übrigen kann kein Mensch bestreiten, dass die Sportorganisationen in den Kantonen und in den Gemeinden tätig sind. Wir haben vom Bund aus gesehen ein fundamentales Interesse daran, den Breitensport wie den Spitzensport zu fördern. Beides ist möglich mit dieser Neuordnung. Ich komme in der Detailberatung darauf zurück. Schon hier darf ich aber sagen: die Eidgenössische Turn- und Sportkommission, die in den Vorberatungen durch den Präsidenten, Herrn Möhr, und Herrn Wolf, den Direktor der Eidgenössischen Turn- und Sportschule, eine wichtige partnerschaftliche Rolle erfüllte, ist voll und ganz Mitträger der Neukonzeption.

Im Gesundheitsbereich wurden die Kantone – und das entspricht auch unserem föderalistischen Prinzip – stärker engagiert, wo es um die Gesundheitspolitik geht. Dort ist der Bund in der ähnlich unangenehmen Lage wie die Kantone bei der AHV. Wir haben nämlich dort keinen eigenen Entscheidrahmen, sondern nur den Zählrahmen, und der wird von anderen gesteuert. Und das ist nicht klug, das ist keine gute Staatspolitik. Weil wir nun aber nicht alles den Kantonen überantworten konnten, entschlossen wir uns zu einer Gemeinschaftslösung: jeder übernimmt 50 Prozent. Das wird bei der Vorlage über die Krankenversicherung durchberaten werden müssen. Staatspolitisch gesehen ist dies von zentraler Bedeutung, weil auf diese Art und Weise Sie im Parlament, und wir in der Regierung, echt mitentscheiden können. Für die Krankenkassen wird das leicht praktikabel, ebenso leicht wie jetzt, weil das Bundesamt für Sozialversicherung eine Art Clearingstelle ist. Die Gelder der Kantone werden dort einfließen, die Gelder des Bundes werden dort einfließen, und die Empfänger werden die Kassen sein; es ist also nichts Kompliziertes.

Noch zur Sorge einzelner Ratsmitglieder bezüglich Solidarität. Ich darf am Beispiel der Familienzulagen sichtbar

machen, wie schon bisher Bund und Kantone zu einem echten Miteinander kamen. Sie wissen, dass wir nur für die landwirtschaftlichen Arbeitnehmer eine Bundesleistung haben. Trotz weitergehendem Kompetenzartikel, der dem Bund direkte Leistungen ermöglicht, haben alle 26 Kantone moderne, fortschrittliche Familienzulagengesetze geschaffen. In dieser Weise schwebt uns die Verstärkung der Sozialpartnerschaft vor, unter Wahrung der staatspolitischen Verantwortlichkeiten. Auch das wollte ich hier noch erwähnen.

Ich darf die Frage von Herrn Hefti beantworten. Wir sind im Bundesrat nach wie vor überzeugt, dass die verbesserte Aufgabenzuweisung ähnlich wie in einer Unternehmensführung indirekt grosse Auswirkungen auch im Finanzbereich haben wird. Wenn alles zu dicht normiert ist und keiner mehr die Frage beantworten kann: Wer macht was? Wer ist für was verantwortlich? ist dies Ausdruck – auch im Unternehmen – einer schlechten Kostenstruktur. Diese Gefahr haben wir im Bund erkannt. Daher sind wir überzeugt, dass unsere Verwaltung – der ich übrigens für die faire partnerschaftliche Mitarbeit bei der Ausarbeitung unserer Vorschläge danke – letzten Endes finanziell entlastet wird. Das gleiche geschieht in den Kantonen. Ohne klare Zuweisung der Aufgaben werden Sie eine klare Finanzpolitik nicht verwirklichen können.

Zur Frage von Herrn Knüsel – im Anschluss an die Betrachtungen von Herrn Donzé, von Frau Lieberherr und von Herrn Piller –, ob der Artikel 4 BV nicht etwas unters Eis gerate: «Alle Schweizer sind vor dem Gesetze gleich.» Sie werden mir beipflichten, ebenfalls Ihr Kanton, dem Sie so lange als Regierungsrat dienen durften. Dieser Gleichheitssatz hat mit Gleichmacherei nichts zu tun. Es muss in Kauf genommen werden, dass die Kantone gewisse Probleme verschieden lösen. Ich war überrascht, festzustellen, wie beispielsweise im Kanton Uri die Sanitätskosten weit tiefer liegen, weil der Urner sich selbst mehr zutraut, bevor er ins Spital geht. Diese Lebenshaltung vom Bund aus umkehren zu wollen, wäre wohl das Ungeschickteste, was man tun könnte. Ich beantworte die Frage mithin so: Die eidgenössische Solidarität – Herr Donzé, Frau Lieberherr und Herr Knüsel – darf unter keinen Umständen leiden, wenn wir die Aufgaben neu verteilen, ganz im Gegenteil! Indem wir den Bund von Unnötigem entlasten, wird er mehr Kraft haben, das Urprinzip der Schweiz, nämlich die Solidarität, vor allem in den grossen Sozialwerken auch in Zukunft zu verwirklichen.

Als Zwischenbilanz darf ich festhalten: Entscheidend ist und bleibt, wie Herr Binder gesagt hat, das Staatspolitische. Es steht im Zentrum. Sie werden den föderalistischen Staatsgedanken stärken, Sie werden unseren Staat dem Bürger näher bringen, Sie werden den Gemeinden und den Kantonen eine bessere Übersicht über ihre eigenen Kompetenzbereiche geben, und das wird zu einem verstärkten eidgenössischen Staatsbewusstsein führen. Dabei wiederhole ich auch hier, dass kein Leistungsabbau damit verbunden ist, wohl aber eine Übergabe der Verantwortung in einzelnen Bereichen an den dafür Zuständigen. Ich verweise auf das, was Herr Aubert gesagt hat. Ohne den Bundesrat mit Alexander und Napoleon auch nur in Verbindung zu bringen, hat Herr Aubert in lebenswürdiger Weise die Möglichkeiten einer solchen Reform im helvetischen Alltag aufgezeigt.

Nun zu den Kantonsanteilen: Stempel und Alkohol. Ich begreife, dass Herr Stucki und Herr Meier hier noch ein Rückzugsgefecht liefern, wenn ich das so deuten darf, oder dass sie sogar ernsthaft siegen wollen. (*Heiterkeit*) Aus der Sicht des Bundesrates möchte ich folgendes sagen: Sie haben in den Finanzdebatten immer wieder übereinstimmend festgestellt: eine Sanierung des Bundeshaushaltes ohne Zuweisung der Finanzquellen Alkohol und Stempel an den Bund ist nicht möglich. Heute scheinen Sie diese Feststellung etwas zu bereuen. Wenn ich vorhin ein Papier der sozialdemokratischen Partei zitiert habe, möchte ich jetzt eine Motion der christlichdemokratischen Fraktion zitieren. Sie hat im Jahre 1979 unter dem Titel «Bundeshaushalt, Ein-

sparungen» ganz vehement gefordert: «Der Bundesrat wird ersucht, als Sofortmassnahme ein Programm zur Erzielung von jährlichen Einsparungen im Betrage von 1 Milliarde Franken auszuarbeiten und die dafür notwendigen Verfassungs- bzw. Gesetzesänderungen vorzulegen. Es soll die folgenden Massnahmen enthalten:

Dauermassnahmen

- a. Streichung von Bagatellsubventionen;
- b. Streichung der Bundesbeiträge auf den Gebieten der Volksschule, der Straf- und Erziehungsanstalten sowie der privaten Zivilschutzbauten im Sinne der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen;
- c. Streichung der Anteile der Kantone am Gewinn der Alkoholverwaltung (unter Ausnahme des Alkoholzehntels) und am Ertrag der Stempelsteuer usw.»

Wir haben diese Motion, die beide Räte geschlossen überwiesen haben, wie es sich gehört, ernst genommen und uns sofort an die Ausarbeitung der entsprechenden Vorlagen gemacht. Sie haben dann später, nicht wir, vom gleichen Bundesrat verlangt, dass er auch noch Finanzperspektiven ausarbeite, die das Gleichgewicht im Bundeshaushalt bereits für 1986 verwirklichen. Im Zusammenhang mit diesen Finanzperspektiven haben wir dann auf neue Vorlagen hingewiesen, für die jeweils im Einzelfall sofort ein Ausgleich gefunden werden müsste: Leistungen an die Kantone müssten dann kompensiert werden. Sie sehen also, dass Sie selber den Bundesrat zu weiteren Vorlagen verpflichtet haben. Sie werden dieser Kausalität zweifellos Rechnung tragen! Wenn Sie eine frühere Motion durch eine spätere etwas anders bewerten, dann dürfen Sie den Bundesrat, der Ihre erste Motion ernst genommen hat, nachher nicht desavouieren, wenn er die Vorlage bringt. Ich glaube nicht, dass man so zu einer wirklichen Flurbereinigung im Finanzbereich gelangen kann. Die Zeitenfolge Ihrer Vorstösse ist so, wie ich sie soeben schilderte. Und weil auch Sie nicht sagten, dass wir auf die fraglichen 280 Millionen verzichten könnten, möchte ich Ihnen folgendes zum Überlegen geben: Die Kantone haben sich bereits daran gewöhnt, dass sie diese Quelle nicht mehr haben. Was man nicht mehr hat, das verträgt man in der Zukunft leichter. (*Heiterkeit*) Es ist also nicht ein neues Auf-etwas-verzichten-Müssen. Wir benötigen aber diese 280 Millionen ganz dringend. Ich fühle mich hier als Vertreter des Finanzchefs. Wir sind ja in einem einzigen Team, und er würde für die Aufgabenteilung sicher gleich sprechen, wie ich es jetzt für die Finanzordnung tue. Nachdem Sie selbst dem Bundesrat einen entsprechenden Auftrag erteilt haben, scheint es mir sinnvoll zu sein, dass Sie jetzt auch beschliessen.

Was soll man auf morgen verschieben, wenn man das Gute heute tun kann? Sie sind entschlossen, das Gute zu tun. Ich hoffe es zumindest. Wie wir mit dem Kontaktgremium der Kantone – Herr Meier hat darauf verwiesen – all diese Fragen in vielen, vielen Sitzungen ausdiskutiert haben, wird es auch in Zukunft geschehen müssen, damit die Kantonsregierungen das rechtzeitig mitdenken, was wir gemeinsam zu beschliessen haben.

Ich komme zum Schluss. Mit der Rückweisung – hier wende ich mich gegen den Antrag von Herrn Donzé – gewinnen wir gar nichts. Die Dinge sind reif. Wir haben ein Jahrzehnt an diesem Paket gearbeitet, und wir haben – eine originelle Neuerung in unserem Bundesstaat – mit den Kantonsregierungen jeden Teil der Staatsaufgaben durchortet. Das sollte man in der Bilanz nun nicht einfach mit Null einstufen.

Ich komme bei den einzelnen Kapiteln darauf zu sprechen. Jetzt möchte ich Sie ersuchen, den Antrag von Herrn Donzé abzulehnen und auf die einzelnen Vorlagen einzutreten.

Präsident: Herr Donzé möchte nach der Stellungnahme des Bundesrates eine Erklärung abgeben.

M. Donzé: Je regrette un peu que M. Furgler, conseiller fédéral, utilise des citations tronquées pour ridiculiser les

députés. Devant cette situation, je me sens obligé de vous donner connaissance de la position du Parti socialiste. Je ne vous lirai pas le texte en entier parce que cela prendrait beaucoup de temps, ennuyerait beaucoup de monde et serait désobligeant, et je ne veux pas recourir à ce genre d'obstruction. Je vous citerai simplement deux phrases tirées des conclusions, qui montrent bien que ce que j'ai dit correspond à la position du Parti socialiste, confirmée encore récemment et qui est également celle de l'Union syndicale suisse: «L'activité de la Confédération a une fonction compensatrice sur le plan régional et social, en quelque sorte pour remplacer l'harmonisation fiscale qui fait défaut et pour les inégalités régionales et sociales inhérentes à la libre croissance économique. Tant les paiements de transfert de la Confédération aux cantons que les contributions des cantons à la Confédération ont une telle fonction compensatrice.» C'était là l'esprit de mon intervention et c'était essentiellement ces points que je vous demandais de renvoyer au Conseil fédéral.

Je vous lis ensuite les remarques finales: «Le Parti socialiste suisse considère le paquet de mesures proposées par la commission d'étude comme étant irréalisables du point de vue politique, national, régional et social; en particulier, il estime que ce genre – et j'insiste sur ce point – de nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons ne constitue pas un moyen acceptable pour l'assainissement des finances fédérales.»

Ce n'est pas la première fois qu'un parti qui appartient au gouvernement ne participe pas entièrement à l'une de ses décisions. Je ne voudrais pas rappeler à M. Furgler sa position en matière d'avortement ni les positions prises au moment où il était encore peut-être possible d'assainir les finances fédérales. Je ne pense pas qu'il faille voir dans cette attitude du Parti socialiste un manque de solidarité. Il est des moments où un parti, même lorsqu'un de ses représentants prend une certaine position à l'intérieur du Conseil fédéral, peut avoir une autre idée. Je crois que cela fait partie de notre philosophie politique. Le consensus a certaines limites et je crois qu'on doit voir les choses de cette façon.

Je suis d'autre part un peu étonné que M. le représentant du Conseil fédéral n'ait pas répondu à M. Reymond, dont la conception du fédéralisme va très loin et qui, dans sa péroraison, a mis en cause l'activité des conseillers d'Etat et des hauts fonctionnaires fédéraux. Il nous dit ce qu'il voudrait, lui: c'est vraiment un retour à un cantonalisme absolu qui conduirait à la situation d'avant 1848. C'est vraiment la pensée de la Ligue vaudoise toute crue qui nous a été servie là et, sur ce point, Monsieur le représentant du gouvernement, vous auriez pu au moins vous exprimer. Cela aurait rassuré les députés, qui, bien sûr, voteront comme vous l'avez demandé; de vous entendre dire que vous n'êtes pas d'accord d'aller si loin.

Bundesrat Furgler: Nachdem Herr Donzé mir ausdrücklich noch einmal die Frage stellte, weshalb ich nicht eine andere Erklärung abgegeben hätte, möchte ich folgendes festhalten: Er hat vermutlich den Teil meiner Ausführungen überhört, in dem ich unsere Interpretation des Föderalismus deutlich auch als eine solidarische Verpflichtung dargestellt habe, dort den Interessenausgleich zu wagen, zu verwirklichen, wo er dem Bündnisgedanken entspricht. Ich werde also nie einen Partikularismus vertreten, wenn ich die neue Aufgabenverteilung sichtbar mache. Nur scheint mir – und da unterscheiden wir uns bei der Lagebeurteilung –, dass die Verantwortlichkeiten der Kantone, die wir ihnen in diesem Paket zumuten, von den Kantonen durchaus getragen werden können. Also keine Zerstörung des Bündnisgedankens, vielmehr eine Verstärkung des Föderalismus, weil jeder seine eigene Verantwortung als freier Mensch tragen soll, weil die Gemeinden, die Kantone und der Bund ihre Aufgaben erfüllen sollen. Dies mag Ihnen zeigen, wie meilenweit ich entfernt bin von einem Föderalismus, der Partikularismus oder Zerstörung der Eidgenossenschaft bedeutete. Ich habe im übrigen auch die Intervention von Herrn Reymond nicht so verstanden; er wollte in seiner Sprache

vielmehr sichtbar machen, dass man hier dem Föderalismus etwas mehr zumuten kann als jene, die eher zentralistisch denken, glauben.

Präsident: Das Wort wird nicht mehr verlangt. Eine Abstimmung über Eintreten zum gesamten Paket findet nicht statt. Man kann den Antrag Donzé werten wie man will, es ist und bleibt ein Ordnungsantrag. Wenn auch unser Reglement diesen Fall einer Sammlung von Einzelvorlagen nicht speziell regelt, muss aus unserem Reglement, aus dem Reglement des Nationalrates und aus der Praxis gelesen werden, dass der Antrag Donzé jetzt zur Abstimmung kommen muss.

Wird diese Auffassung bestritten? – Sie stimmen dieser Art Erledigung zu. Wir stimmen ab.

Abstimmung – Vote

Für den Rückweisungsantrag Donzé	8 Stimmen
Dagegen	30 Stimmen

N

Wohnbauförderung – Encouragement à la construction de logements

Bundesbeschluss über die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen in der Wohnbauförderung

Arrêté fédéral concernant la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine de l'encouragement à la construction de logements

Antrag der Kommission

Mehrheit

Nichteintreten

Minderheit

(Letsch, Andermatt, Aubert, Kündig, Meier, Stucki)

Eintreten

Proposition de la commission

Majorité

Ne pas entrer en matière

Minorité

(Letsch, Andermatt, Aubert, Kündig, Meier, Stucki)

Entrer en matière

Präsident: Die Kommission stellt den Antrag, zuerst die Vorlage N und O zu behandeln, weil dort eine Minderheit Eintreten beantragt. Wenn Eintreten beschlossen würde, könnten diese Vorlagen nicht behandelt werden, weil die Kommission nach dem Beschluss auf Nichteintreten die Vorlagen nicht durchberaten hat. Damit gebe ich das Wort frei zur Vorlage N. Der Kommissionspräsident hat das Wort.

Binder, Berichterstatter: Ich habe bereits im Eintretensreferat erklärt, dass die Kommission auf alle Vorlagen, die eigentlich die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen betreffen, eingetreten ist. Ausgenommen davon sind diese Vorlagen N und O, also die Verfassungsbestimmung über die Wohnbauförderung und das Gesetz über die Wohnbau- und Eigentumsförderung. Diese beiden Vorlagen, die uns hier unterbreitet werden, sind in der Öffentlichkeit und in den interessierten Kreisen sehr hart umstritten.

Die Kommission hat sich deshalb die Mühe genommen, gerade dieses Problem sehr einlässlich nach allen Seiten abzuleuchten. Wir haben hier Hearings durchgeführt, mit Herrn Fritz Berger, früher Delegierter für Wohnungswesen, mit Herrn Regierungsrat Ducret (Genf), Herrn Dr. Fritz Nigg, Zentralsekretär des schweizerischen Verbandes für Wohnungswesen, und mit Herrn Regierungsrat Tobias Kuoni

aus Graubünden, ferner mit Herrn Fürsprecher Thomas Guggenheim, dem gegenwärtigen Direktor des Bundesamtes für Wohnungswesen.

Etwas überraschend war für uns, dass hier bei diesem Thema die Experten und die Politiker im Gegensatz zu den anderen Vorlagen praktisch einhellig die Meinung vertreten haben, dass der Bund sich im jetzigen Zeitpunkt aus diesem Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetz nicht zurückziehen könne. Alle Experten haben das gesagt, Herr Regierungsrat Kuoni aus dem Kanton Graubünden etwas weniger deutlich, weil diese Wohnbauförderung in den Berggebieten weiterhin beibehalten werden soll.

Die Kommission hat eine sehr einlässliche, harte Diskussion geführt. Es ist sicher, dass das Wohnen zu den wesentlichen Grundbedürfnissen des Menschen gehört. Es steht auch fest, dass in allen umliegenden Staaten die öffentlichen Hände riesige Summen für die Wohnbauförderung aufwenden und trotzdem dieses Wohnbauproblem nicht vollständig bewältigen können.

In der Schweiz haben wir keine dramatischen Verhältnisse im Sektor Wohnungsbau. In unserem Land lag und liegt der Wohnungsbau vor allem bei den privaten Bauträgern. Und in unserem Land wurden im Verlaufe der letzten zehn Jahre etwa 550 000 Wohnungen gebaut. Das ist eine ganz bemerkenswerte Leistung, die auch hier anerkannt sei; es ist eine Leistung vor allem von privaten Bauträgern. Einige Procente waren allerdings auch sozialer Wohnungsbau. Aber auch in unserem Land, vor allem in den Ballungszentren, treten trotz der aktiven privaten Wohnungspolitik immer wieder Engpässe auf, vor allem dann, wenn die neuen Wohnungen, wie jetzt, wegen der hohen Hypothekarzinsen und der hohen Baukosten, sehr teuer werden. In solchen Zeiten der Wohnungsnot muss der Staat auch bei uns subsidiär und helfend eingreifen.

An sich ist die Überlegung richtig, dass primär die Kantone und die Gemeinden die Wohnbauförderung vorantreiben sollten, denn die Raum- wie die Ortsplanung, so wie die ganze Erschliessungspolitik liegen bei den Gemeinden und bei den Kantonen. Auch die Übersicht über die Wohnbauverhältnisse ist in den Kantonen und in den Gemeinden ausgeprägter vorhanden als beim Amt für Wohnungswesen in Bern.

Sie können aber der Botschaft oder den Protokollen der Kommission entnehmen, dass leider nur sehr wenige Kantone und Gemeinden ohne eine minimale Starthilfe des Bundes eine aktive Wohnbaupolitik betrieben und eine eigene Gesetzgebung aufgebaut haben. Es ist eine Tatsache – ich möchte sagen, es ist leider eine Tatsache –, dass vor allem der soziale Wohnungsbau von den Gemeinderäten und Gemeindebehörden nicht aktiv vorangetrieben wird, weil die Gemeinden gute Steuerzahler in ihren Gemeinden wünschen und nicht Mieter im sozialen Wohnungsbau. Ich erlaube mir, diese Feststellung zu machen. Sie werden sie ebenfalls in ihren eigenen Gemeinden machen müssen, wenn Sie die Situation überblicken.

Die Kommission hat mit meinem Stichtscheid – man hat mich in der Kommission in diese üble Situation gedrängt – Nichteintreten auf diese beiden Vorlagen über den Abbau der Wohnbauförderung durch den Bund beschlossen. Diese Mehrheit ist der Meinung, dass im jetzigen Zeitpunkt auf diese Vorlagen nicht einzutreten sei, weil wir jetzt wieder Wohnungsnot haben und weil es nicht verstanden würde, wenn der Bund gerade jetzt sich zurückziehen würde. Die Gründe für diesen Beschluss waren kurz gefasst folgende:

1. Als die Vorlage konzipiert wurde, hatten wir noch einen erheblichen Leerwohnungsbestand in der Schweiz. Weil die Hypothekarzinsen damals bei etwa 4 Prozent lagen, wurde viel und preisgünstig gebaut. Heute haben wir aber in den Agglomerationen wieder eine Mangelsituation im Wohnungsbau. Es besteht vor allem ein Mangel an preisgünstigen Wohnungen. Die jungen Leute und die jungen Ehepaare erhalten heute kaum mehr eine Wohnung zu erschwinglichen Mietzinsen. Ich behaupte, dass bei den Jugendlichen eine gewisse Missstimmung besteht, weil die-

ser Staat nicht in der Lage ist, den jungen Leuten zu angemessenen Zinsen Wohnungen zur Verfügung zu stellen. Es wäre deshalb falsch, wenn gerade jetzt der Bund sich von der Wohnbauförderung und von der Anfangsverbilligung der Wohnungen zurückziehen würde.

2. Das neue Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetz wurde in den Jahren 1974 bis 1980 relativ wenig angewendet, weil auch auf dem Wohnungsmarkt eine sogenannte Schönwetterlage herrschte. Dieses Gesetz kann erst jetzt seine Bewährungsprobe bestehen. Das Gesetz ist für eine Mangellage, wie wir sie jetzt feststellen, gedacht. Gerade in diesen Monaten gehen – wie man uns gesagt hat – beim Bundesamt für Wohnungswesen monatlich mehr als 150 Gesuche ein. Auch private Bauträger – und das ist neu – beginnen sozialen Wohnungsbau zu betreiben.

3. Das Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetz beruht auf der an sich bestechenden Idee, dass man die Anfangsmieten verbilligen will, während dann in den folgenden Jahren die Mieten immer wieder angehoben werden. Das anfangs bereitgestellte öffentliche Kapital wird zum grössten Teil im Verlaufe der Zeit wieder zurückbezahlt. Dieses Konzept stammt meines Wissens primär von Herrn Fritz Berger, der einer der besten Kenner der Wohnbauprobleme in unserem Land ist. Diese Idee bringt meines Erachtens eine absolut kostengünstige Wohnbaupolitik und kann für den Staat eigentlich nur eine positive Lösung sein. Andere Staaten investieren viel mehr in den Wohnungsbau als wir, nur mit viel weniger Effizienz.

4. Mit einem Anteil von 15 Prozent am Sozialprodukt verfügt die Bauwirtschaft über eine erhebliche gesamtwirtschaftliche Bedeutung. Auch konjunkturpolitisch kann deshalb der Wohnungsbau nicht einfach aus den Bundesausgaben ausgeklammert werden. Wir sollten uns dies gerade jetzt sehr wohl überlegen, da wir bereits wieder von Arbeitsbeschaffungsprogrammen sprechen. Hier können wir mit relativ geringen Bundesmitteln hohe Investitionen auslösen.

Das waren die Gründe, die die knappe Kommissionsmehrheit – das gebe ich zu – veranlasst haben, im jetzigen Zeitpunkt auf diese beiden Vorlagen nicht einzutreten. Ich bitte Sie, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Letsch, Sprecher der Minderheit: In der soeben abgeschlossenen Eintretensdebatte ist fast von allen Rednern – ich möchte sagen – das Hohelied des Föderalismus gesungen worden. Ich habe mir mein Bekenntnis zum Föderalismus aufgespart, bis es darum geht, nicht bloss im allgemeinen, sondern auch im speziellen ja zur Neuverteilung der Aufgaben zu sagen, ja zur Entflechtung und ja zu den Kantonen als eigenständige Staaten. Was wird denn eigentlich von der Mehrheit der Kommission Entscheidendes vorgebracht, das gegen den Antrag des Bundesrates spricht, es sei die Verantwortung für die Wohnbauförderung voll den Kantonen zu übertragen? Ich sehe im wesentlichen drei Gründe:

Im Vordergrund steht erstens die Angst, es würden weniger Wohnungen, vor allem weniger preisgünstige Wohnungen, gebaut, wenn der Bund sein Engagement aufbebe. In einem Dokument, das wir erhalten haben, wird behauptet – Beweise fehlen allerdings –: «Die Wohnbauhilfe des Bundes ist eine unerlässliche Voraussetzung, um eine regional ausgewogene, ausreichende Versorgung auch wirtschaftlich schwächerer Bevölkerungskreise mit erschwinglichen Neubawohnungen zu gewährleisten.» Soweit diese Behauptung.

Es ist also jene Befürchtung, der wir bei der Beratung des ganzen Paketes auf Schritt und Tritt begegnen und die sich mit dem Schlagwort des Leistungsabbaus zusammenfassen lässt. Demgegenüber muss auch an dieser Stelle betont werden, dass es nicht darum geht, ob der Staat sich weiterhin in der Wohnbauförderung engagieren soll, sondern lediglich darum, dass es künftig die Kantone und Gemeinden sind, nicht mehr der Bund, denen die Verantwortung obliegt. Die Kantonsvertreter haben in den

Hearings fast ausnahmslos versichert, sie seien bereit und in der Lage, auch diese ihnen neu übertragenen Aufgaben zu übernehmen. Natürlich ist es dann möglich, dass nicht jeder Kanton dieselbe Regelung trifft, wie sie heute der Bund kennt. Wenn wir aber nicht bereit sind, unterschiedliche, d. h. im Grunde genommen massgeschneiderte, auf die Bedürfnisse jedes Kantons zugeschnittene Regelungen zu akzeptieren, dann taugt der Föderalismus wirklich bald nur noch als Aushängeschild für 1.-August-Feiern. Angst vor Leistungsabbau verträgt sich ausserdem schlecht mit dem Vertrauen in den Bürger, von dem unsere direkte Demokratie lebt und die wir ja auch nicht als museumsreif qualifiziert haben möchten.

Ein zweiter Grund, der für die Beibehaltung des Status quo geltend gemacht wird, sagt, dass die Bundeshilfe noch relativ jung sei und sich nun bewähren soll. Demgegenüber ist daran zu erinnern, dass wir in der Euphorie der Hochkonjunktur einfache Aufgaben im Übermass dem Bund übertragen haben – das haben sowohl der Kommissionspräsident als auch Herr Bundesrat Furgler deutlich gesagt –, was eben den Zentralstaat aufgebläht und die Autonomie der Kantone geschwächt hat. Natürlich gibt es Aufgaben, denen sich auch im föderativen Staat der Bund allein oder gemeinsam mit den Kantonen anzunehmen hat. Der Bundesrat legt aber in der Botschaft recht eindrücklich dar, weshalb ausgerechnet die Wohnbauförderung eine klassische Aufgabe der Kantone und Gemeinden ist. Ich verzichte auf Zitate. Ebenso machten die Hearings deutlich, wie unerschiedlich die Verhältnisse nicht bloss von Kanton zu Kanton, sondern zum Teil sogar innerhalb der Kantone sind. Es sei an die Voten der Herren Berger und Regierungsrat Kuoni erinnert. Daraus zog dann unser Kollege Egli, logisch wie er immer ist, folgende Konsequenz: «Von der Sache her ist sie (die Wohnbauförderung) genau auf den politischen Tätigkeitsbereich der Kantone zugeschnitten. Der Antrag des Bundesrates liegt richtig.» Und ich möchte ergänzen: Das gilt auch in Zeiten angespannten Wohnungsmarktes. Über diese Richtigkeit können meines Erachtens auch allenfalls noch offene, mehr administrative Fragen nicht hinwegtäuschen, Fragen die im Rahmen der Detailberatung dann zu klären wären. Zuerst aber muss Eintreten beschlossen werden.

Schliesslich hat der Schweizerische Baumeisterverband einen fast originell anmutenden dritten Grund entdeckt, weshalb die Wohnbauförderung Sache des Bundes bleiben soll. In einem Brief vom 26. November schreibt er, es scheine ihm nicht gerade sinnvoll, dem weiter arbeitenden Bundesamt für Wohnungsbau ausgerechnet die Hauptaufgabe wegzunehmen – als ob ein Bundesamt, wenn es entlastet oder von Aufgaben befreit wird, einfach so weiterbestehen müsste, wie es einmal war. Es ist mir schleierhaft, wie gerade ein Verband, der in seiner Branche zu Recht Strukturbereinigungen fordert, Bundesämter zementieren will. Ich danke Herrn Bundesrat Furgler für seine Antwort auf die diesbezügliche Frage von Herrn Hefti.

Zusammenfassend und abschliessend halte ich das Wohnungsproblem – es besteht ein Wohnungsproblem – für eine geradezu klassische Aufgabe der Kantone und Gemeinden. Hier können Behörden und Bürger ihren Bedürfnissen entsprechend entscheiden. Der Wille dazu ist offensichtlich vorhanden. Wenn wir diesen Stein aus dem Mosaik des ersten Paketes der Aufgabenverteilung herausnehmen, so ist im Grunde genommen schwer einzusehen, weshalb andere Aufgaben, ebenfalls aus Angst vor angeblichem Leistungsabbau, nicht auch beim Bund belassen werden sollten. Dann müssten wir aber auch – und diese Konsequenz bitte ich zu beachten – jene sehr gewichtigen Vorlagen neu überdenken, welche die Kantone finanziell entlasten; denn es sind ja gerade diese Entlastungen, zusammen mit dem grosszügigen Ausbau des Finanzausgleichs, die einerseits die staatspolitisch unbestrittene Entflechtung ermöglichen sollen und andererseits die Kantone in die Lage versetzen möchten, wichtige Aufgaben weiterhin grosszügig ihren Bedürfnissen entsprechend zu erfüllen.

Aus diesen grundsätzlichen Erwägungen bitte ich Sie, dem Antrag des Bundesrates und der Minderheit der Kommission zuzustimmen und auf die Vorlage einzutreten.

Frau **Lieberherr**: Nach den Vorschlägen des Bundesrates soll die Wohnbauförderung in Zukunft den Kantonen übertragen werden. Der Bund würde nur noch für Massnahmen zur Verbesserung der Wohnverhältnisse in den Berggebieten sowie im Bereich der Wohnungsmarkt- und -bauforschung zuständig bleiben. Diese Kantonalisierung hat die ständerätliche Kommission mit Stichentscheid des Präsidenten richtigerweise abgelehnt.

Die Wohnbauförderung war in unserem Jahrhundert noch nie eine rein kantonale Angelegenheit: Seit 1919 hat der Bund periodisch den Wohnungsbau gefördert. Eine ausdrückliche Verfassungsgrundlage wurde 1945 geschaffen. Sie war damals Teil des Familienschutzartikels. Ich finde das sehr interessant, weil der Bezug zur Familie damit zum vornherein gegeben ist. Die Bundeskompetenzen wurden dann 1972 erweitert und in den klaren Auftrag umgewandelt, Massnahmen zur Förderung zu treffen, besonders auch zur Verbilligung des Wohnungsbaus sowie des Erwerbs von Wohnungs- und Hauseigentums.

Rund zwei Drittel der Stimmbürger haben vor zehn Jahren dem Bund diesen erweiterten und dauernden Auftrag erteilt. Nun soll dem Volk nicht einmal mehr die Möglichkeit gegeben werden, auf seinen eindeutigen Entscheid zurückzukommen. Er würde nämlich automatisch ausser Kraft gesetzt, wenn der Stimmbürger die Bundeskompetenz zur Verbesserung der Wohnverhältnisse in Berggebieten annähme. Diese Konsequenz wird dem Bürger verheimlicht. Der «Goodwill» gegenüber der Bergbevölkerung würde missbraucht, um der Wohnbauförderung für weite Kreise den Boden zu entziehen.

Die Kantone brauchen aber einen Bund, der ihre Bestrebungen auf dem Gebiete des Wohnungsbaus fördert und ergänzt. Der klare Verfassungsauftrag, den der Bund erhalten hat, wirkt sich nicht zu Lasten der kantonalen und kommunalen Befugnisse aus. Gerade um eine unerwünschte Verlagerung der Kompetenzen zu vermeiden und die Eigenständigkeit der Kantone in der Wohnbauförderung zu wahren, bestimmen Verfassung und Gesetz, dass der Bund gegebenenfalls selbständig tätig werden soll. Die Kantone sind frei zu entscheiden, ob und in welcher Form sie selbst Wohnbauförderung betreiben wollen. Sie zu vermehrter und durchaus eigenständiger Förderungstätigkeit anzuregen, war ein ausgesprochenes Anliegen des Gesetzgebers.

Die Wohnbauförderung und die Regelung des Mietwesens sind die zwei tragenden Säulen der Wohnungspolitik. Ein ausreichendes Angebot an preisgünstigen Wohnungen erlaubt es, die reglementierenden Eingriffe in den Wohnungsmarkt und die Mietverhältnisse in Grenzen zu halten. Letztlich ist die Wohnbauförderung die einzige Alternative zur behördlichen Mietzinskontrolle und ihren abschreckenden Wirkung auf den Bau neuer Wohnungen. Der Bund ist in vielen Tätigkeitsbereichen, diesen Wohnungsbau betreffend, aktiv, so in der Raumordnung, im Verkehr, im Umweltschutz, in der Energie und in Konjunkturfragen. Die Förderung und Verbilligung des Wohnungsbaus muss nach wie vor Aufgabe des Bundes sein, damit auch in Zukunft die Koordination und eine ausreichende Berücksichtigung des Wohnungswesens durch die verschiedenen Bundesstellen möglich bleiben.

Die Mehrheit der Kantone wäre zudem nicht in der Lage, innert zweier Jahre die notwendigen Gesetze zu schaffen. Es ist aber unwahrscheinlich, dass die Kantone, die bisher wenig oder nichts getan haben – das sind eine ganze Reihe von Kantonen –, sich plötzlich aufgeschlossen zeigen und eine bundesgesetzähnliche Leistung anbieten. Es ist klar: Die Kantone müssen vermehrt den Wohnungsbau des kleinen Mannes fördern, sei dies als Ergänzung zur Bundeslösung oder unabhängig davon. Es ist aber nicht denkbar, dass die Stimmbürger in Kantonen und Gemeinden bereit sind, Vorschüsse für Landerwerb und -erschliessung sowie Bürgschaften über Dutzende von Millionen zu leisten. Der

Wohnungsbau für Leute mit bescheidenen finanziellen Einkünften steht in Gefahr, wenn dieser Vorlage zugestimmt wird.

Unser Kommissionspräsident hat in seinen Ausführungen darauf hingewiesen, wie schwierig es gerade heute wieder ist, billigen Wohnraum zu bekommen, und wie gerade junge Leute benachteiligt sind, weil sie unter Umständen die teureren Wohnungen nehmen müssen, wodurch junge Familien belastet werden. Wohnungspolitik ist ein wichtiger Teil, ich würde sogar sagen, eine wichtige Säule einer Familienpolitik.

Ein grosser Teil der Unzufriedenheit der jungen Leute, gerade in grösseren Agglomerationen, beruht darin, dass es beinahe unmöglich ist, guten Wohnraum zu tragbaren Zinsen zu erhalten.

Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion bitte ich Sie, dem Nichteintreten zuzustimmen und damit dem Ausstieg des Bundes aus der Wohnbauförderung einen Riegel zu stellen.

Bundesrat Furgler: Der Bundesrat verkennt die zentrale politische Bedeutung des Wohnungsproblems in keiner Weise. Es geht nicht um die Frage «nichts mehr oder alles?», sondern «wer soll das Wohnungsproblem lösen?» Wir haben zu unserer eigenen Überraschung festgestellt, dass eine Minderzahl der Kantone überhaupt kantonale Vollzugsgesetze will. Es sind deren sieben von 26 Kantonen. Offensichtlich wurde der Impuls, den der Bund geben wollte, von einer Mehrzahl der Kantone nicht aufgefangen. Auch in den Vernehmlassungsverfahren ist, wie heute, eine unterschiedliche Meinung zum Ausdruck gekommen: im ersten Vernehmlassungsverfahren von 1977/78 sprachen sich 16 Kantone für die Überführung in die kantonale Kompetenz aus. Zwei Kantone optierten für eine Rahmengesetzgebung des Bundes. Ein Kanton wollte den Vollzug den Kantonen übertragen. Und nur ein Kanton (FR) war für die Beibehaltung des Status quo. Im zweiten Vernehmlassungsverfahren von 1980 haben sich alle Kantone, mit Ausnahme von Solothurn und Freiburg, positiv zu einer Übertragung der allgemeinen Wohnbauförderung an die Kantone geäussert.

Wir stellen fest, dass bisher der Bund, die Kantone und die Gemeinden tätig waren und dass merkwürdigerweise von der offerierten Bundeshilfe von 19 Kantonen kein Gebrauch gemacht wurde. Im Jahre 1980 wurde der Wohnungsbau von Kantonen und Gemeinden mit rund 235 Millionen Franken unterstützt. Spitzenreiter entsprechend der Bedeutung ihrer Agglomeration sind die Kantone Zürich und Genf. Ihre Hilfe erstreckte sich vor allem auf Mietzinszuschüsse, sozialen Wohnungsbau sowie auf die Wohnbauförderung ohne Einkommenslimiten, ferner auf Eigentumsförderung, Sanierung der Wohnverhältnisse in Berggebieten und die Wohnungsfürsorge. Der Bund leistete an die vorerwähnten Aufwendungen 30 Millionen Franken. Die eigene Wohnbauförderung des Bundes belief sich auf 26 Millionen Franken. Wenn ich diese Beträge werte, einfach um Ihnen ein Bild zu zeichnen, dann sehen Sie, dass rund vier Fünftel der Ausgaben für die Wohnbauförderung schon heute auf die Kantone und Gemeinden entfallen. Die Neuverteilung betrifft nur einen Teil der gesamten Wohnbauförderung aller drei staatlichen Ebenen, nämlich die bisherige, nur von sieben Kantonen benutzte allgemeine Wohnbauförderung des Bundes. Auf die Berghilfe hat Herr Binder bereits verwiesen; die Wohnbauförderung in Berggebieten würde wie bisher weitergeführt.

Ich möchte nicht so tun, als ob diese bisherige Bundesleistung einfach unwirksam geblieben wäre. Das gut geführte Bundesamt für Wohnungswesen hat mit den Bundesmitteln viel getan. Aber es bleibt die Frage: warum hat denn die Mehrheit der Kantone nicht mitgezogen? Vielleicht waren es Probleme des zentralen Vollzugs, eines Konkurrenzempfindens im Bereich der Kantone? Wer weiss es genau?

Sicher ist eines: die Kantone und die Gemeinden verspüren, wie ihre ureigenen Wohnbedürfnisse überhaupt zu gewichten sind. Sie haben dementsprechend ganz enge

Berührungspunkte zu den eigenen Kompetenzen, auf die auch Herr Letsch verwiesen hat. Ich erwähne die Steuerpolitik. Die Kantone setzen den Eigenmietwert fest. Die Raumplanung wird, soweit nicht Grundsätze zu erlassen sind, von ihnen verwirklicht. Das Baurecht – das klassische Instrument der Kantone –, die Landerschliessung, die Infrastruktur, Strassen, Wasserversorgung usw.: bei allen Instrumenten liegt das Schwergewicht heute schon in der Hand der Kantone. Das war vermutlich ausschlaggebend bei der Stellungnahme der Kantone zu unserer Anfrage, ob sie dieses Gebiet in Zukunft schwergewichtig selber leiten und bearbeiten wollen. Es gibt keinen eigentlichen nationalen Wohnungsmarkt, das war eine weitere Feststellung, die wir bei der Lagebeurteilung treffen mussten. Es gibt regional derart grosse Verschiedenheiten, dass die dort zuständigen Behörden weit besser helfen können.

Ich möchte nicht weiter ausholen. Sie haben im Dialog zwischen Befürwortern und Gegnern die gegensätzlichen Argumente gehört. Ich möchte nur noch etwas beifügen: für mich, der ich bis zu meinem Eintritt in den Bundesrat als Präsident einer Wohnbaugenossenschaft selbst sehr aktiv im sozialen Wohnungsbau tätig war, bleibt das Erlebnis bestehen. Ich ziehe daraus einen Schluss: man müsste in jenen Bereichen privat wieder weit mehr tun und die verfügbaren Mittel der Kantone und Gemeinden in diese Kanäle einfliessen lassen. Die private Initiative mit oder ohne Staatsleistungen würde hier, vor allem im Interesse der jungen Mitbürger, ein wesentlich besseres Resultat möglich machen. Nur auf den Staat warten, sei es auf den Kanton, auf die Gemeinde oder auf den Bund, wird zur Bewältigung des Wohnungsproblems nicht genügen.

Es ist an Ihnen zu entscheiden, ob Sie dem Antrag des Bundesrates zustimmen wollen oder nicht.

Präsident: Wir stimmen ab. Die Mehrheit der Kommission beantragt Ihnen Nichteintreten, die Minderheit Eintreten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Nichteintreten)	16 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Eintreten)	20 Stimmen

O

Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetz

Loi fédérale encourageant la construction et l'accession à la propriété de logements

Antrag der Kommission

Mehrheit

Nichteintreten

Minderheit

(Letsch, Andermatt, Aubert, Kündig, Meier, Stucki)

Eintreten

Proposition de la commission

Majorité

Ne pas entrer en matière

Minorité

(Letsch, Andermatt, Aubert, Kündig, Meier, Stucki)

Entrer en matière

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Nichteintreten)	12 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Eintreten)	21 Stimmen

Präsident: Die beiden Vorlagen gehen an die Kommission zurück.

An die Kommission – A la commission

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

Schluss der Sitzung um 12.25 Uhr

La séance est levée à 12 h 25

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Donnerstag, 2. Dezember 1982, Vormittag

Jeuudi 2 décembre 1982, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Weber

Abstimmung über eine Sondersession Votation sur une session spéciale

Präsident: Ich habe Ihnen bereits bekanntgegeben, dass der Nationalrat mit 107 zu 60 Stimmen die Durchführung einer Sondersession beschlossen hat. Unser Büro hat bereits unter dem Regime von Kollege Dreyer beschlossen, dass wir – falls der Nationalrat positiv entscheiden sollte – dem Vorhaben keine Opposition machen würden. Dieser Entschluss schien schon deshalb gerechtfertigt, weil wichtige Geschäfte für den Ständerat spruchreif sind. Sie sehen das aus dem provisorischen Programm, das wir Ihnen haben austeilen lassen. Herr Präsident Dreyer hat in der Koordinationskonferenz (Konferenz zwischen den Fraktionspräsidenten des Nationalrates und dem Büro des Ständerates) vom 18. November mündlich in diesem Sinne Bescheid gegeben.

Das Büro hat am letzten Dienstag den gefassten Beschluss noch einmal bestätigt und beantragt Ihnen heute, der Durchführung einer Sondersession ebenfalls zuzustimmen. Wir glauben auch, dass wir den Entscheid ohne weitere Diskussion fällen sollten. Der Ordnung halber frage ich sie aber an, ob sich noch jemand dazu äussern wolle.

Bürgi: Ich möchte mich nicht dazu aussprechen, indessen wäre mir daran gelegen, dass der Rat Gelegenheit zu einer Abstimmung erhält. In diesem Sinne stelle ich Ihnen den Antrag, im Januar keine Sondersession durchzuführen.

Abstimmung – Vote

Für Durchführung einer Sondersession	18 Stimmen
Dagegen	13 Stimmen

Präsident: Wir werden diesen Entscheid dem Nationalrat mitteilen.

81.065

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 584 hiervor – Voir page 584 ci-devant

A

**Straf- und Massnahmenvollzug
Exécution des peines et mesures**

**Bundesgesetz über die Leistungen des Bundes für den
Straf- und Massnahmenvollzug**

**Loi fédérale sur les prestations de la Confédération dans
le domaine de l'exécution des peines et mesures**

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1982
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.065
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	01.12.1982 - 08:00
Date	
Data	
Seite	584-607
Page	
Pagina	
Ref. No	20 011 154

Ch. III*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

20 Stimmen

Dagegen

5 Stimmen

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen**Le débat sur cet objet est interrompu**Schluss der Sitzung um 11.15 Uhr**La séance est levée à 11 h 15***Fünfte Sitzung – Cinquième séance****Montag, 6. Dezember 1982, Nachmittag****Lundi 6 décembre 1982, après-midi**

17.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Weber

81.065

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben**Confédération et cantons.****Nouvelle répartition des tâches***Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 607 hiervor – Voir page 707 ci-devant

F**Bundesgesetz über die Ausbildungsbeiträge der Kantone****Loi fédérale sur les subsides de formation alloués par les cantons**

Binder, Berichterstatter: Dieses Gesetz ist die logische Konsequenz des neuen Verfassungsartikels 27quater, den Sie anlässlich unserer letzten Sitzung angenommen haben. Ein Nichteintretensantrag ist in der Kommission nicht gestellt worden. Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen**Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière**Detailberatung – Discussion par articles***Titel und Ingress, Art. 1, 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 3***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Lieberherr, Donzé, Weber)

Abs. 1

Ausbildungsbeiträge werden in Form von Stipendien ausgerichtet. In Ausnahmefällen können Darlehen bewilligt werden.

Abs. 2

Die Stipendien sollen zusammen mit den Eigenleistungen und den Zuwendungen Dritter die Ausbildungs- und Lebenshaltungskosten decken.

Art. 3*Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Lieberherr, Donzé, Weber)

Al. 1

Les subsides de formation sont alloués sous la forme de bourses. Des prêts peuvent être accordés dans des cas exceptionnels.

Al. 2

Les bourses, ajoutées aux prestations propres et aux allocations de tiers, doivent couvrir les frais de formation et d'entretien.

Frau **Lieberherr**, Sprecherin der Minderheit: Ich habe einen Minderheitsantrag gestellt, diesen Artikel 3 zu erweitern, und zwar aus folgenden Gründen: Wenn die Koordination der Kantone wirklich ein Anliegen ist – und das scheint mir ein Gebot der Gerechtigkeit zu sein –, so muss der Bund das vorgesehene Rahmengesetz noch erweitern, sonst tritt der angeblich vorrangige staatspolitische Aspekt hinter den finanzpolitischen Aspekten zurück. In diesem Rahmengesetz müssten folgende Punkte zusätzlich geregelt werden:

Zu Absatz 1 von Artikel 3: Ausbildungsbeiträge sollten in erster Linie in Form von Stipendien ausgerichtet werden, Darlehen dagegen nur in Ausnahmefällen, zum Beispiel wenn eine grössere Anwartschaft in Aussicht steht. Darlehen sind besonders in Familien, die in bescheidenen Verhältnissen leben, eine Barriere, weil sie gezwungen werden, vorübergehend grössere Schulden zu machen.

Beim Absatz 2 geht es um eine Umschreibung der Leistungen. Es sollten gesetzliche Vorstellungen im Leistungsbe-
reich vorgesehen sein, und zwar wären vom Bund Minimalleistungen vorzuschlagen. Diese könnten, so wie ich es vorschlage, so definiert werden, dass mit einer zumutbaren Beteiligung der Eltern, mit den Beiträgen von privater Seite und den eigenen Bemühungen sowie mit den Stipendien die Lebenshaltungskosten gedeckt werden könnten.

Sie sehen, dass in meinem Antrag zwei Elemente enthalten sind: auf der einen Seite, sollen mit allen Einkünften zusammen die Lebenshaltungskosten gedeckt werden; auf der anderen Seite sind auch eine Beteiligung von dritter Seite – zum Beispiel von den Eltern –, aber auch eigene persönliche Bemühungen vorgesehen.

Ich betrachte das als wichtige Ergänzung des vorgesehenen Artikels 3, und ich bitte Sie, meinen Anträgen zuzustimmen.

Binder, Berichterstatter: Ich bitte Sie, den Antrag von Frau Kollegin Lieberherr abzulehnen. Die Kommission hat sich mit diesem Antrag einlässlich befasst. Sie konnte sich aber mit der Stipendienphilosophie von Frau Lieberherr nicht einverstanden erklären.

Wenn wir das Stipendienwesen grundsätzlich den Kantonen überlassen, dann müssen wir uns auch daran halten, dass die Kantone grundsätzlich bestimmen können, wie diese Stipendien und Leistungen ausgerichtet werden. Gerade hier gilt wieder der Grundsatz: Wer zahlt, befiehlt. Die Kantone bezahlen (und sie sind nach diesem Finanzausgleich auch in der Lage zu bezahlen), also sollen sie im Grunde genommen auch festlegen können, wie sie diese Leistungen an die Studenten erbringen.

Den Kantonen ist also eine möglichst grosse Autonomie in der konkreten Ausgestaltung der Stipendiengesetzgebung zu gewähren. Mit der Verpönung der Studiendarlehen, wie sie im Antrag von Frau Lieberherr, namentlich in Absatz 1, zum Ausdruck kommt, ist die Kommissionsmehrheit nicht einverstanden. Wir liessen uns in der Kommission erklären und konnten feststellen, dass sich in vielen Kantonen – ich verweise zum Beispiel neuestens auf den Kanton Tessin – gerade die Studiendarlehen sehr gut bewährt haben. Wir sollten hier den Kantonen die Freiheit gewähren, Darlehen auszurichten.

Zum Absatz 2. Ich weiss, dass es gerade in diesem Rat sehr viele Mitglieder gibt – ich selber gehöre auch zu ihnen –, die als Werkstudenten einen grossen oder den grössten

Teil der Studienkosten selbst verdient und sich nicht primär auf den Staat und dessen Hilfe abgestützt haben. Ich glaube, diese Kollegen sind heute noch stolz auf ihre damalige Leistung, die sie an die Studienkosten selber erbracht haben. Gerade hier gilt der Grundsatz: Was der einzelne tun kann, soll er tun. Das ist eine von uns aus gesehen richtige und notwendige Subsidiarität.

Aus diesen Gründen hat die Kommission den Antrag Lieberherr mit 10 zu 3 Stimmen abgelehnt. Ich möchte Sie bitten, diesen Antrag ebenfalls abzulehnen.

Stucki: Ich bitte Sie auch meinerseits, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen. Mit dem Antrag von Frau Lieberherr soll das Prinzip im Gesetz verankert werden, dass die Stipendien zusammen mit den Eigenleistungen Ausbildungs- und Lebenshaltungskosten decken und nur in Ausnahmefällen in der Form von Darlehen gewährt werden sollen.

Gegen diesen Vorschlag spreche meines Erachtens grundsätzliche Bedenken. Der Bundesrat würde bei dieser Formulierung mehr Kompetenzen erhalten, als er sie unter der heute geltenden Förderungsgesetzgebung mit erheblichen Bundesbeiträgen hat. Es ist nicht akzeptabel und geht einfach nicht an, die Bundesbeiträge abzuschaffen (ich halte das für richtig in diesem Zusammenhang), aber gleichzeitig die Normendichte des Bundes erheblich zu steigern. Als allgemeine Leitlinie ist das Prinzip in der Zielrichtung sicher richtig, dass Eigenleistungen, Stipendien und Studiendarlehen zusammen die Ausbildungs- und Lebenshaltungskosten decken sollen. Den Kantonen muss aber insbesondere die Freiheit belassen werden, das Verhältnis zwischen Stipendien und Studiendarlehen zu regeln. Der allgemein gehaltene Text der Kommissionsminderheit ruft entweder nach umfassenden Verordnungen des Bundes oder einer Flut von Prozessen beim Bundesgericht wegen Verletzung in der Tat wenig klarer bundesrechtlicher Anforderungen an die Stipendiengewährung. Beides ist mit den allgemein gestellten Zielen der Aufgabenteilung unvereinbar.

Im übrigen ist die Erziehungsdirektorenkonferenz bestrebt und auch durchaus in der Lage, mit dem bereits vorhandenen Mustergesetz für die Stipendien der Kantone und den ergänzenden Empfehlungen das Harmonisierungsziel zu erreichen. Auf diesem Weg sind bereits wichtige Fortschritte erzielt worden. Das Vertrauen in die Kantone rechtfertigt es, auf diesem Weg weiterzuschreiten und der Kommissionsmehrheit und dem Bundesrat zu folgen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	25 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	6 Stimmen

Art. 4*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 5***Antrag der Kommission**Mehrheit*

... Ausbildungsstätten, die vom Bund oder vom Kanton anerkannt sind.

Minderheit

(Stucki, Donzé, Gadiant, Kündig)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 5*Proposition de la commission*

Majorité

... des établissements reconnus par la Confédération ou par le canton.

Minorité

(Stucki, Donzé, Gadiet, Kündig)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Stucki, Sprecher der Minderheit: Hier geht es um die Frage, ob eine gegenüber heute zusätzliche Bundeskompetenz geschaffen werden soll. Das ist nach unserer Meinung nicht nötig. Unseres Erachtens hat der Bundesrat hier zu Recht in seinem Antrag die Anerkennung für die Stipendienberechtigung bei den Bildungsanstalten den Kantonen überlassen. Wie in der Botschaft zutreffend dargestellt wird, sind die tatsächlichen Verhältnisse derart vielgestaltig, dass sie vom Bundesgesetzgeber nicht mit einer grundsätzlichen Norm erfasst werden können.

In erster Linie ist einmal darauf hinzuweisen, dass bisher aus dem Fehlen einer Bundeszuständigkeit zur Festlegung der Bildungseinrichtungen, für die Stipendien ausgerichtet werden, keine praktischen Probleme entstanden sind. Auch in der Kommissionsbehandlung wurde diese Tatsache von keiner Seite in Frage gestellt. Die heutige Regelung mit der kantonalen Kompetenz zur Anerkennung von Bildungsstätten im Stipendienwesen hat funktioniert; eine eidgenössische Kompetenz entspricht daher nicht einem praktischen Bedürfnis. Die Kantone selber sind an gegenseitigen Regelungen interessiert. Es ist überhaupt kein Problem, im Rahmen der Erziehungsdirektorenkonferenz den Weg zu finden, um die entsprechenden Abmachungen zu treffen.

Die Ausübung dieser Kompetenz wäre überdies in der Fassung des Mehrheitsantrages der Kommission völlig unklar. Man müsste sich die Fragen stellen, ob etwa die Gewährung von Bundesbeiträgen an die Einrichtungen (zum Beispiel an die Hochschulen) oder die Anerkennung der Ausbildung (als eidgenössischer Fachausweis) die Grundlage der Anerkennung bildet. Oder besteht beispielsweise die Meinung, dass der Bund in eigener Kompetenz die kantonale Pflicht zur Stipendiengewährung auf Ausbildungsstätten ausdehnen würde, was dann von den Kantonen eben stipendiert werden müsste? Also eine Kompetenz auf den Bund übertragen, für die er weder Beiträge gewährt, noch eidgenössische Fähigkeitsausweise ausstellt.

Schliesslich ist es auch aus staatspolitischen Gründen verfehlt, dem Bund Kompetenzen in einer Angelegenheit einzuräumen, an der er im Vollzug weder finanziell noch organisatorisch beteiligt ist. Das wäre wirklich unter der Rubrik «Vollzugsföderalismus» einzureihen, zumal wenn eben die Sache in der Praxis durchaus funktioniert. Im übrigen ist auch hier darauf hinzuweisen, dass sich die Erziehungsdirektorenkonferenz mit diesen Fragen befasst und im Sinne von Empfehlungen die Harmonisierung erreicht werden kann. Heute richtet sich die Anerkennung weitgehend nach den Empfehlungen der interkantonalen Stipendien-sacharbeiter-Konferenz; es braucht somit nicht einmal ein Konkordat, um das Problem zu lösen.

Im Blick auf diese Sachlage ersuche ich Sie, dem bundesrätlichen Antrag zuzustimmen, der übereinstimmt mit dem Minderheitsantrag der Kommission.

Binder, Berichterstatter: Es handelt sich hier nicht um ein sehr zentrales Problem. Aber ich habe schon wiederholt darauf hingewiesen, dass natürlich in diesem Land jeder Kanton (an sich richtigerweise) die Auffassung vertritt, gerade er hätte das beste aller möglicher Schulsysteme. Der Antrag der Mehrheit ist eigentlich auf Erfahrungen in früheren Jahrzehnten zurückzuführen. Es ist in der Kommission darauf hingewiesen worden, und ich weiss es aus eigener Erfahrung im Kanton Aargau: Es hat lange Zeit Kantone gegeben, vor allem im Mittelland, die sich grundsätzlich geweigert haben, an Studenten aus diesen Kantonen Stipendien auszurichten, die innerschweizerische Gymnasien besucht haben. Das war eine Situation, wie wir sie

noch vor 20 bis 30 Jahren kannten. Die Kommissionsmehrheit fand deshalb, dass der Bund auf diese im Grunde genommen nicht sehr offene und liberale Haltung gewisser Kantone einen sanften Druck ausüben soll. Deswegen wurde formuliert, es sollen für die Ausbildung in Ausbildungsstätten, die vom Kanton oder vom Bund anerkannt sind Ausbildungsbeiträge ausgerichtet werden.

Der Bund kann so im Rahmen von Richtlinien, wie das die Erziehungsdirektorenkonferenz ohnehin zu tun gedenkt, einen gewissen Einfluss nehmen, damit nicht gewisse Kantone nur dann Stipendien ausrichten, wenn kantonale Ausbildungsstätten besucht werden. Es ist also eine relativ offene, liberale Haltung, die da die Kommissionsmehrheit vertritt.

Ich möchte Sie bitten, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	18 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	13 Stimmen

Art. 6–11**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 6 à 11**Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté**Art. 12****Antrag der Kommission**

Mündige Bewerber mit einem eidgenössisch oder kantonal anerkannten Abschluss der Erstausbildung, die vor Beginn ...

Art. 12**Proposition de la commission**

Les requérants majeurs au bénéfice d'un certificat de première formation, reconnu par la Confédération ou un canton, qui, avant le début d'une autre formation...

Angenommen – Adopté**Art. 13****Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Hefti**Abs. 2**

Gegen letztinstanzliche kantonale Entscheide ist bei Verletzung von Bundesrecht die Beschwerde ...

Art. 13**Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Hefti**Al. 2**

Lorsque des dispositions de droit fédéral sont lésées, le recours est...

Präsident: Bei Absatz 2 liegt ein Antrag Hefti vor. Herr Hefti ist erkrankt. Wir wünschen ihm gute Genesung. Ich frage, ob jemand aus dem Rate den Antrag Hefti übernehmen will. Anderenfalls stimmen wir über diesen Antrag ab, wenn nicht noch das Wort dazu gewünscht wird. Herr Binder hat das Wort.

Binder, Berichterstatter: Wenn Herr Hefti hier gewesen wäre, hätte ich Ihnen beantragt, diesen Antrag Hefti abzuweisen, allerdings in der Meinung, dass diese Frage noch

einlässlich geprüft wird, vor allem im Nationalrat; *prima vista* bin ich der Meinung, dass dieser Antrag Hefti eher eine Einschränkung bringt.

Ein Beispiel: Wenn kantonales Recht verletzt wird, sogar willkürlich verletzt wird, dann wäre nach der Formulierung, die Herr Hefti hier vorschlägt, wahrscheinlich nicht einmal mehr die staatsrechtliche Beschwerde möglich, d. h. die Rechtsmittel würden eingeschränkt. Das will wahrscheinlich Herr Hefti gar nicht. Aber er kann seinen Antrag nicht begründen. Herr Bundesrat Furgler hat mir zugesichert, dieses Problem werde von seinen Juristen nochmals genau geprüft; allenfalls werde die Verwaltung selber im Nationalrat einen entsprechenden Antrag stellen. Ich bitte Sie, den Antrag Hefti abzulehnen.

Bundesrat **Furgler**: Ich bin gerne bereit, das für den Zweitrat noch einmal zu prüfen. Aber ich empfinde mit dem Kommissionspräsidenten, dass der Antrag von Herrn Hefti mit Bezug auf Artikel 104 OG keinen Fortschritt bringt. Bei der in Zuständigkeitsfragen zulässigen Verwaltungsgerichtsbeschwerde werden die Beschwerdegründe durch den Antrag Hefti nicht geändert. Er ist insofern unnötig. Bei der staatsrechtlichen Beschwerde wird, wie Herr Binder gesagt hat, die Rüge der Verletzung von kantonalem Recht ausgeschlossen. Das erscheint mir systemwidrig und gerade in einem Gebiet hauptsächlich kantonaler Zuständigkeit unerwünscht. Ich würde also heute ebenfalls für Ablehnung plädieren, bin aber wegen der Abwesenheit des Antragstellers gerne bereit, dieses Problem im Zweitrat noch einmal zu behandeln.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Hefti 3 Stimmen
Dagegen 24 Stimmen

Art. 14

Antrag der Kommission

Abs. 1

Der Bundesrat führt statistische Erhebungen über den Bereich der Ausbildungsbeiträge durch.

Abs. 2–3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 14

Proposition de la commission

Al. 1

Le Conseil fédéral ordonne des relevés...

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 15

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 16

Antrag der Kommission

..., die bis zum 31. Dezember 1985 ausgerichtet werden.

Art. 16

Proposition de la commission
jusqu'au 31 décembre 1985.

Angenommen – Adopté

Art. 17

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes 27 Stimmen
Dagegen 5 Stimmen

G

Turnen und Sport – Gymnastique et sports

Bundesgesetz über die Förderung von Turnen und Sport Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports

Binder, Berichterstatter: Eintreten auf diese Vorlage war in der Kommission nicht bestritten. Ich bitte Sie, ebenfalls einzutreten.

Bundesrat **Furgler**: Gestatten Sie mir, angesichts des hohen Stellenwerts, den der Bundesrat Sport und Spiel beimisst, ein paar Worte zum Eintreten: Es war zu Beginn der Aufgabenteilung eine leise Unruhe – vor allem auch in Sportkreisen – dahingehend festzustellen, ob denn nicht erst vor kurzer Zeit Geschaffenes unnötigerweise wieder in Frage gestellt werde. Mir liegt daran, auf die grossen Fortschritte hinzuweisen, die in den letzten zehn Jahren durch den Bund, durch Magglingen, durch die Sportverbände und die Kantone im Interesse unserer Jugend verwirklicht werden konnten. Ich wage von einem eigentlichen gesellschaftlichen Wandel zu sprechen und füge bei, dass wir ein grosses Interesse daran haben, den Wert des Sportes immer wieder in Erinnerung zu rufen.

Sie kennen den Artikel 27quinquies BV und das Gesetz, das nunmehr zehn Jahre in Kraft ist. Sie kennen vor allem Magglingen mit allem, was es geschaffen hat. Im Bereich der Lehrmittel erscheint mir das, was Magglingen für alle Kantone verwirklicht hat, als sehr bedeutsam; es wird durch die Aufgabenverteilung nicht gefährdet. Ich wage sogar zu behaupten, dass das schweizerische Sportkonzept, das als Ergebnis jahrelanger Bemühungen zwischen Bund, Kantonen und freien Sportvereinigungen zustande kam, heute und in Zukunft unerlässlich bleibt.

Weit über die ursprünglichen Gedanken der Wehrtauglichkeit hinausgehend, die an Bedeutung nichts verloren haben, ist Sport heute für jede Erziehungstätigkeit unerlässlich. Wir können uns keine moderne Erziehung ohne gleichzeitige Förderung von Spiel und Sport vorstellen. Die Entwicklung zum Breitensport gilt es auch weiterhin in Bund und Kantonen zu pflegen – schwergewichtig in den Kantonen und Gemeinden, schwergewichtig auch in den freien Vereinigungen, sogar ohne jede Sporthilfe, basierend auf der Initiative der einzelnen Menschen. Es soll also nicht nur Normen geben, sondern auch viel private Initiative!

Angesichts dieser begrüssenswerten Entwicklung geht es bei der Neuverteilung der Aufgaben nicht darum, Fortschritte in Frage zu stellen, sondern sie zu vertiefen und – entsprechend dem föderativen Aufbau unserer Eidgenossenschaft – die Gemeinden und die Kantone noch mehr in ihrem Bestreben zu stärken, vor allem der schulpflichtigen Jugend zu helfen, in dieser Industriegesellschaft sportlich tätig zu sein.

Wir beseitigen mit der Aufgabenverteilung eine administrative Verflechtung, die uns nicht nötig scheint. Wir beseitigen eine zu hohe Regelungsdichte. Ich denke vor allem an die föderativen Elemente, die wir besser ins Licht rücken. Denken Sie an Turnen und Sport in der Schule und an den grossen Bereich «Jugend und Sport». Wir möchten mit die-

ser sinnvollen Neuverteilung auch alle drei Träger unseres Bundesstaates, nämlich die Gemeinden, die Kantone und den Bund, davor bewahren, sich des Sportes aus falsch verstandenem Staatsinteresse zu bedienen, wie dies in diktatorischen Regimes immer wieder der Fall ist. Dafür haben wir nichts übrig. Der *homo ludens* – wenn Sie Huizinga gelesen haben – bleibt Ihnen in Erinnerung, und Sie selbst verspüren wohl dann und wann das Bedürfnis, sich selbst noch spielerisch oder sogar im Sport zu betätigen.

Mit Bezug auf die Lehrmittel möchte ich hier ein paar Sätze aus dem Buch «Turnen und Sport in der Schule», herausgegeben von der ETS Magglingen, zitieren, die sogar für uns Erwachsene von Bedeutung sind, obwohl dieses Buch für die Erst- bis Viertklässler geschrieben worden ist: «Die Einschränkung des kindlichen Bewegungslebens durch den Schuleintritt wird durch unsere Lebensweise und die Umweltverhältnisse zusätzlich verschärft. Zum Schulsitzen kommt das Sitzen vor dem Fernsehgerät und im Auto sowie die Einengung des Bewegungsraumes durch den Strassenverkehr und die allgemeine Verstädterung unserer Siedlungen. Gleichzeitig ist bei abnehmender körperlicher Leistung oft eine durch unser Wohlleben geförderte übermässige Ernährung festzustellen. Die Folgen dieser Umstände sind offensichtlich: leistungsschwache Kreislauforgane, Muskelschwäche, eingeschränkte Gelenkfunktionen, Koordinationsschwächen und eine in den letzten Jahren auch auf dieser Stufe auffällige Zunahme der Übergewichtigkeit und der dadurch verursachten Bewegungsträgheit.»

Sie spüren, dass das Buch sogar uns Eltern noch einiges zu sagen hat. Wir sind brennend daran interessiert, dass Magglingen, das in Europa weite Beachtung gefunden hat, im Dienste unserer Jugend erhalten bleibt.

Turnen und Sport an Volks- und an Mittelschulen soll verstärkt werden. Die Kantone bilden ja auch unsere Lehrer aus. Wir werden das noch vertieft weiterpflegen. Dort, wo es um die Förderung der Lehrer geht, bleibt uns Magglingen in seiner vollen Bedeutung erhalten.

Wir haben im Interesse aller eine Bestimmung beibehalten: die drei obligatorischen Turnstunden. Nach langer Diskussion, auch in der Kommission, im Kontaktgremium mit allen 26 Regierungen, kamen wir zur Überzeugung, dass hier das einmal Erreichte nicht preisgegeben werden sollte.

Es liegt auch im Interesse der Kantone, dass dort, wo man wegen einer Reduktion der Anzahl Turnstunden allzu leicht geneigt wäre, eine Turnhalle nicht zu bauen, dieser Entscheid zu entsprechenden Investitionen zwingt. Bei der Ausbildung darf ich noch einmal sagen, dass wir alles daran gesetzt haben, um den positiven Einfluss von Magglingen sowohl auf die Hochschulen als auch auf die Fortbildung unserer Lehrkräfte zu erhalten.

Diese wenigen Gedanken wollte ich beifügen, damit man in der ganzen Schweiz weiss, dass wir durch die Neuaufteilung nicht den Sport gefährden, sondern fördern und die Sportverbände ermutigen, ihr gutes Werk weiterzuführen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 1

Antrag der Kommission

Art. 4

Der Bund kann den freiwilligen Schulsport koordinieren.

Art. 5

Abs. 1

... betrauten Lehrkräfte koordinieren.

(Die Änderung in Abs. 3 betrifft nur den französischen Text)

Art. 14

Abs. 3

... Oberaufsicht über die Ausbildung von Turn- und Sportlehrern an Hochschulen und über Turnen und Sport an Berufsschulen ...

Für den Rest von Ziff. 1: Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. I

Proposition de la commission

Art. 4

La Confédération peut coordonner le sport volontaire à l'école.

Art. 5

Al. 1

... l'enseignement de l'éducation physique.

Art. 5

Al. 3

.... Dans les limites des crédits disponibles, la Confédération fait organiser par les associations nationales des cours et des réunions de perfectionnement.

Art. 14

Al. 3

... les universités et sur l'éducation physique dans les écoles professionnelles, ...

Pour le reste du chiffre 1: Adhérer au projet du Conseil fédéral

Art. 4

Binder, Berichterstatter: Im Sinne der fachkundigen und engagierten Ausführungen von Herrn Bundesrat Furgler und gestützt auf die Hearings, die wir durchgeführt haben, schlagen wir hier eine Änderung vor; wie wollen eine neue Bestimmung in dieses Bundesgesetz aufnehmen, mit der Formulierung: «Der Bund kann den freiwilligen Schulsport koordinieren.»

Es ist grosser Wert darauf gelegt worden, dass der Bund auch hier bei diesem freiwilligen Schulsport noch gewisse Einwirkungsmöglichkeiten hat. Diese Koordinationsaufgabe will der Bund gerne übernehmen.

Ich möchte Sie bitten, diesem Antrag zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

Art. 5 Abs. 3 – Art. 5 al. 3

Präsident: Hier ist im französischen Text eine redaktionelle Bereinigung vorgenommen worden.

Angenommen – Adopté

Art. 8

Gadient: Trotz des allgemeinen bundesrätlichen Credo zur Sportförderung ist mir im Zusammenhang mit Artikel 8 an einer Klarstellung gelegen: Der Schweizer Sport ist schweizerisch strukturiert, es gibt nur schweizerische Turn- und Sportverbände, und diese sind die Partner des Förderauftrages des Bundes und damit auch der Kantone. Diese Partnerschaft kommt auch in der J+S-Leiterausbildung zum Ausdruck. Durch die Aufgabenteilung darf diese für den Schweizer Sport so wichtige Zusammenarbeit nicht gestört oder gar beeinträchtigt werden. Durch die koordinierte Leiterausbildung hat der Sport auch im gesellschafts-

politischen Bereich, und damit in der Führung von Jugendlichen, einen ganz bedeutenden Beitrag geleistet. 1980 leiteten 46 414 J+S-Leiter 15 074 Sportfachkurse mit 341 079 Teilnehmern in 10 272 104 Trainings zu anderthalb Stunden. 1981 stieg die Teilnehmerzahl bereits auf 359 414 Teilnehmer in 16 436 Sportfachkursen.

Die Eidgenössische Turn- und Sportkommission befürchtet nun, je nach Interpretation des neu formulierten Artikel 8 des Bundesgesetzes über die Förderung von Turnen und Sport, dass Einschränkungen abgeleitet werden könnten, die an die Substanz von Jugend und Sport greifen. Jugend und Sport lebt von der Initiative und den Fähigkeiten der J+S-Leiterinnen und -Leiter. Diese sind es, die den Jugendlichen Sport als sinnvolle Freizeitgestaltung anbieten. Sie unterstützen damit die Breitenentwicklung des Sportes, indem sie das sportliche Können schulen, die Leistungsfähigkeit entwickeln, das Verhalten, vor allem die Fähigkeit zur Zusammenarbeit und fairen Auseinandersetzung, fördern.

Nur in ihrem Sportfach ausgebildete J+S-Leiter können den Jugendlichen Sportunterricht erteilen. Das Angebot an Sportfächern umfasst zurzeit 25 Sportarten. Die Ausbildung der Jugendlichen erfolgt in Sportfachkursen in aufgeteilter Form oder im Lager. In diesen Ausbildungskursen erlebt der Jugendliche sein Sportfach im ganzen Umfang, als Einführung in die Sportart, als Schulung, Training und Anwendung, d. h. im Wettkampf, im Test, im Meisterschaftsspiel, als Lagerleben oder als Bergtour. Im Mittelpunkt steht das Sporterlebnis in der Gemeinschaft. Den Jugendlichen soll sinnvolle Sporttätigkeit zur Lebensgewohnheit werden. Ich bin überzeugt, dass der Sport in der heutigen Zeit (und zwar der Sport, wie wir ihn verstehen, und wie ihn Tausende von Jugendlichen erleben) entscheidend zur Jugendförderung, zur sinnvollen Freizeitgestaltung und Gesunderhaltung beiträgt.

Mit «Jugend und Sport» unterstützen wir die Vereine und ihre Jugendorganisationen in ihrer Arbeit mit den Jugendlichen ganz wesentlich. Gerade heute sollten wir solche Institutionen, die durch gut ausgebildete Leiter Jugendliche in eine Gemeinschaft aufnehmen und im Freizeitbereich ausbilden und anleiten, erhalten und fördern. Deshalb ist vorweg die bisher bewährte Praxis der Leiteraus- und Fortbildung auf der Grundlage konstruktiver Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen beizubehalten.

Herr Bundesrat Furgler hat uns in der Kommission bestätigt, dass Artikel 8 keineswegs einschränkend interpretiert werden soll. Im Hinblick auf die Bedeutung dieser Bestimmung bitte ich ihn, dies hier zu bestätigen, da eine solche Aussage eine Grundlage für die Gewährleistung einer Leiteraus- und Fortbildung im Sinne aller interessierten Kreise bilden wird.

Bundesrat **Furgler**: Sie haben soeben bei Artikel 2 Absatz 3 mit Bezug auf die Lehrmittel in der Zielrichtung von Herrn Gadiant entschieden. Sie haben bei der Ausbildung der Lehrkräfte im Artikel 5 in der gleichen Blickrichtung einen wichtigen Entscheid gefällt, und ich bin mit dem Fragesteller der Auffassung, dass Artikel 8 nur so interpretiert werden kann. Die jugendpolitische Institution «Jugend und Sport» wurde seinerzeit vor allem aus Gründen der Landesverteidigung ins Leben gerufen. Sie hat insoweit nach wie vor grosse Bedeutung, aber wir haben den Fächer ausgeweitet, auch wenn einzelne Bestrebungen mit der Wehrfähigkeit heute nichts mehr zu tun haben. Diese Motivation sowie die Möglichkeit aller, sich an «Jugend und Sport» zu beteiligen, wird beibehalten.

Obschon die Tätigkeit des Bundes in diesem Teilbereich entscheidend sein wird, wollen wir sichtbar machen, dass es – im Vergleich zu heute – eine noch deutlicher herauszuschälen- de Verantwortung der Kantone gibt. Entsprechend dem Staatsaufbau kommt ja auch bei «Jugend und Sport» den einzelnen Gemeinden, den Kantonen, den freien Organisationen, dem Sport eine grosse Bedeutung zu. Diese vertikale Aufteilung findet sich auch in der Ausbildung wieder: Basisausbildung in der kantonalen Hoheit und

im Bereich der Verbände. Aber was alle Kantone und Gemeinden immer wieder betonten und was Sie als Sportsleute wissen: die Kaderausbildung bereitet Mühe. Und um diese Kaderausbildung kümmert sich der Bund. Er hat dafür mit Magglingen ein ideales Institut, das in die Regionen hinausstrahlt.

Fazit: Die Kader- und die höhere Leiteraus- und Fortbildung bleiben in der Zuständigkeit des Bundes; wir werden auf Verordnungsstufe die genauen finanziellen Schlüsse miteinander erarbeiten. Herr Gadiant kann demzufolge beruhigt sein; es wird im Sinne seiner Überlegungen entschieden werden.

Angenommen – Adopté

Art. 14 Abs. 3 – Art. 14 al. 3

Binder, Berichterstatter: Hier handelt es sich lediglich um eine Harmonisierung in der Terminologie mit Artikel 6 Absatz 2.

Angenommen – Adopté

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für die Annahme des Gesetzentwurfes

26 Stimmen
(Einstimmigkeit)

H

Gesundheitswesen – Santé publique

Bundesbeschluss über die Aufhebung der Beitragspflicht des Bundes im Gesundheitswesen

Arrêté fédéral supprimant l'obligation incombant à la Confédération d'allouer des subventions dans le domaine de la santé publique

Binder, Berichterstatter: Das Gesundheitswesen ist grundsätzlich kantonale Sache. Die Kantone sind stolz auf diese Hoheit. Um dies auch verfassungsrechtlich beim Bund klarzustellen, soll Artikel 69bis Absatz 2 entsprechend abgeändert werden. Die finanzielle Unterstützung des Bundes soll wegfallen, und es heisst jetzt: «Die Kantone vollziehen diese Bestimmungen.»

Die Kommission ist auf die Vorlage eingetreten, hat die Vorlage durchberaten und hat am Schluss der Vorlage ohne sehr grosse Diskussion – Herr Donzé hat etwas Bedenken geltend gemacht – mit 11 zu 2 Stimmen zugestimmt. Ich möchte Sie bitten, auf die Vorlage einzutreten.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für die Annahme des Beschlusentwurfes 25 Stimmen
Dagegen 5 Stimmen

I

Bundesgesetz über die Aufhebung von Bagatellsubventionen im Gesundheitswesen**Loi fédérale supprimant des subventions mineures dans le domaine de la santé publique**

Binder, Berichterstatter: Es handelt sich hier um Bagatellsubventionen im Gesundheitswesen. Eintreten war nicht bestritten. Die Kommission hat der Vorlage am Schluss mit 10 zu 0 Stimmen zugestimmt.

Wir haben zwei kleine Änderungen vorgenommen. In Artikel 14 und in Artikel 4 Absatz 2 wollten wir klarstellen, dass die Tuberkulose- und Rheuma-Ligen grundsätzlich gleich zu behandeln sind. Der Bund soll in Zukunft die Bundesbeiträge den Dachorganisationen ausbezahlen, die sie als Kostenbeitrag für Massnahmen von gesamtschweizerischer Bedeutung auch an regionale oder lokale Organisationen weiterleiten können.

Ich möchte Sie bitten, auf die Vorlage einzutreten und den Abänderungsanträgen in Artikel 14 und Artikel 4 zuzustimmen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

*Detailberatung – Discussion par articles***Titel und Ingress**

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. I

Antrag der Kommission

Art. 14

... Kontrolle der Tuberkulose, die von gesamtschweizerischer Bedeutung sind, Beiträge von höchstens ...

Art. 4**Abs. 2**

Der Bund kann gemeinnützigen privaten Fürsorgeorganisationen für Massnahmen zur Rheumabekämpfung, die von gesamtschweizerischer Bedeutung sind, Beiträge von höchstens ...

Für den Rest von Ziff. I und Ziff. II: Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. I

Proposition de la commission

Art. 14

... de contrôle de la tuberculose qui sont d'importance nationale. Ces subventions...

Art. 4**Al. 2**

La Confédération peut allouer aux œuvres d'assistance privées d'utilité publique des subventions pour les mesures de lutte contre le rhumatisme qui sont d'importance nationale. Ces subventions...

Pour le reste des ch. I et ch. II: Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für die Annahme des Gesetzentwurfes 30 Stimmen
(Einstimmigkeit)

K

**Alters- und Hinterlassenenversicherung/Altersheime
AVS/Maisons de retraite****Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG)****Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)**

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Donzé

Nichteintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Proposition Donzé

Ne pas entrer en matière

Binder, Berichterstatter: Diese Vorlage ist an sich das Kernstück des gesamten Massnahmenpaketes, jedenfalls in finanzieller Hinsicht. Die AHV ist also nicht nur die erste Säule im Sozialversicherungswesen, sondern diese Vorlage ist auch die erste Säule des gesamten Massnahmenpaketes. Mit dieser Säule – möchte ich sagen – steht und fällt alles. Die Vorlage entspricht genau den Vorstellungen einer echten Entflechtung zwischen Bund und Kantonen. Sie wissen, dass die Gesetzgebungskompetenz bei der AHV ausschliesslich Sache des Bundes ist.

Die Kantone haben in der AHV überhaupt keine gesetzgeberische Mitwirkungsmöglichkeit. Dem Grundsatz «Wer befiehlt, soll bezahlen» entsprechend ist deshalb in keiner Weise einzusehen, dass die Kantone jährlich gegen 800 Millionen Franken nach Bern transferieren.

Herr Donzé hat – bereits in der Kommission, glaube ich – jedenfalls auch jetzt einen Nichteintretensantrag gestellt. Wenn Sie diesem Antrag zustimmen würden, könnten Sie diese ganz Operation «Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen» abbrechen! Denn auf diesen 790 Millionen Mehrbelastung des Bundes beruht die ganze Saldorechnung, die bei diesem ersten Paket vorgenommen worden ist. Die Kommission hat deshalb dieser zentralen Vorlage, die an sich Ausgangspunkt für das ganze Massnahmenpaket war, zugestimmt, und zwar mit 11 zu 2 Stimmen.

Als ein gewisses Gegengewicht will sich der Bund dann bei den Krankenkassen entlasten. Das Gesundheitswesen untersteht den Kantonen. Die Kantone besitzen die Tarifautonomie. Sie sind auch für die Spitäler zuständig und bestimmen die Spitaltaxen. Deshalb sollen die Kantone die Hälfte der bisherigen Bundesbeiträge an die Krankenkassen übernehmen. Die jährliche Entlastung des Bundes beträgt hier 490 Millionen Franken. Über diese hälftige Übernahme der Bundesbeiträge durch die Kantone wird aber nicht im Rahmen dieses Paketes entschieden, sondern im Rahmen der Beratungen über die Vorlage des Krankenkassengesetzes.

Rein theoretisch könnte man natürlich argumentieren, die Krankenkassen seien im Grunde genommen Sache der Kantone, weil die Tarifhoheit bei den Kantonen liegt, weil die Spitäler kantonale Sache sind usw. Also sollten die Kantone

auch sämtliche Beiträge an die Krankenkassen bezahlen. Aber bei einer vollständigen Belastung der Kantone mit den Beiträgen an die Krankenkassen würde die Saldorechnung zwischen Bund und Kantonen – 100 Millionen Mehrbelastung der Kantone im ersten Paket – nicht mehr stimmen. Deshalb ist hier ein gewisses Zusammenwirken zwischen Bund und Kantonen weiterhin notwendig. Ich möchte Sie bitten, auf diese Vorlage einzutreten.

M. Donzé: Au moment du débat d'entrée en matière, je m'étais déjà exprimé au sujet des dispositions de cette loi, qui comme le dit le président de la commission, représente l'un des «morceaux» – si l'on ose s'exprimer ainsi – les plus importants qui nous est soumis.

Sur le plan financier, je dirai que la diminution de la participation des cantons à l'AVS, voire sa suppression, apparaît en quelque sorte comme un parallèle avec d'autres dispositions telles que la suppression ou la très forte diminution des subventions fédérales à l'assurance-maladie, qui ne nous est pas encore proposé directement sous forme de loi mais dont il est déjà tenu compte dans le calcul financier! Ceci, à mon avis, représente un obstacle à une juste compréhension de l'ensemble du problème.

Je voulais souligner aussi qu'à plusieurs reprises, nous avons réclamé une meilleure coordination de la fiscalité dans les cantons, au niveau de l'harmonisation matérielle. D'autre part, nous n'ignorons pas que la suppression des parts cantonales va modifier aussi la situation fiscale des cantons. Ce point aurait dû être présenté en même temps que ce premier paquet – c'est la raison pour laquelle d'emblée ce n'est pas la non-entrée en matière qui a été proposée mais le renvoi au Conseil fédéral.

D'autre part, lors des discussions sur le deuxième pilier, chacun s'accordait à dire qu'il fallait mettre en place des structures propres à résoudre les problèmes de gériatrie et de gérontologie et ce, avec l'idée qu'ils s'agissait là – c'est ainsi que je l'ai compris – de mesures qui devaient être introduites dans la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants. A ce propos, certaines mesures ont été introduites récemment, en particulier les subventions à la construction d'établissements et de maisons d'accueil pour personnes âgées. Or voilà que maintenant l'on nous propose de supprimer toutes ces subventions dans un proche avenir!

Mes nombreux rapports avec le service fédéral concerné, m'amènent à reconnaître qu'il s'est vraiment comporté comme un guide entraînant et efficace pour les cantons, en ce qui concernait la construction des maisons pour personnes âgées: certes, parfois on nous assurait que notre conception de la chose était par trop vaste, mais quelquefois aussi le sort des personnes âgées était bien défendu puisque l'on nous faisait modifier certains plans. Je n'ai pas eu du tout le sentiment que ce service était empêtré dans le fatras de la bureaucratie. Il m'est apparu alors dans toute son utilité. C'est pourquoi, en l'occurrence, il me semble qu'ici l'on abandonne tous les problèmes humains de l'AVS, on laisse de côté l'esprit de solidarité pour risquer d'aboutir à une AVS convertie en une simple assurance impersonnelle.

Comme M. Furgler nous l'a fait observer en séance de commission, dans le domaine des maisons pour personnes âgées, les besoins diminuent: en effet, une bonne partie ont été satisfaits et un grand effort sera apporté en vue d'intensifier les soins à domicile; tout cela dépendra de la nouvelle loi sur l'assurance-maladie. Néanmoins, je voudrais corriger cette notion-là en essayant d'expliquer les problèmes du quatrième âge qui sont d'actualité. Je prends l'exemple de mon canton: on y trouve plus de 40 000 personnes bénéficiaires de l'AVS sur 350 000 habitants. Au terme d'études extrêmement poussées – elles sont notoirement connues d'ailleurs et faites sous l'autorité du professeur Junod qui est un gériatre de réputation mondiale – on peut conclure que sur ces 40 000 habitants, un dixième seulement – si l'on peut dire! – a besoin de l'intervention de l'Etat pour se loger d'une manière ou d'une autre. Mais 4 pour cent, d'entre eux, soit environ 1600 personnes, ont

besoin d'être accueillies, car ces personnes ne sont plus en mesure de subvenir seules aux actes essentiels de l'existence. Pourtant, en fait, on recense 8000 à 9000 octogénaires à Genève, ce qui signifie qu'il serait faux de prétendre que la majorité des personnes âgées est abandonnée par les familles. Cependant les besoins en la matière sont bien réels et ils vont aller en s'accroissant, car le nombre des octogénaires va, lui aussi, encore augmenter. On ne peut faire de prévisions à très long terme, mais au moins pour les quatre ou cinq prochaines années. Cela signifie que les soins à domicile ont certainement leur importance mais qu'ils ne résoudre pas tous les problèmes: parallèlement, la modification de la pyramide des âges ne cessera de réclamer l'intervention de la collectivité.

En l'occurrence, ce service fédéral qui était vraiment – je le répète – un guide et un moteur va disparaître. Les cantons en sont-ils vraiment arrivés à pouvoir se passer absolument de lui? Les cantons vont-ils avoir les moyens de faire face à ces besoins? Personnellement, je ne le crois pas. C'est pour toutes ces raisons que je demande au conseil de ne pas entrer en matière.

Bundesrat Furgler: Es geht hier ohne Zweifel um eine Pièce de résistance der ganzen Vorlage. Ich begrüße es, dass Herr Ständerat Donzé seine Bedenken noch einmal plastisch vorgetragen hat. Das erleichtert uns den Entscheid. Herr Donzé befürchtet, dass gleichsam die Philosophie des Sozialwerkes gefährdet werde. Mit Blick auf die Altersheime spricht er von einer «gefährlichen Aufgabe der Solidarität». Wenn das zutreffen sollte, dann müssten wir nein sagen. Ich versuche deshalb den Nachweis zu erbringen, dass nach Auffassung des Bundesrates und auch Ihrer Kommission – wie Herr Kommissionspräsident Binder bereits festgehalten hat – weder eine Schwächung des «eidgenössischen Geistes» noch eine Benachteiligung der Empfänger der Leistungen befürchtet werden muss, wenn Sie diese Neuverteilung der Aufgaben wagen.

Unbestritten ist die Tatsache, dass mit dem Entscheid im Jahre 1948 das soziale Netz in der Schweiz überhaupt erst zustande kam. Die AHV ist und bleibt das erste umfassende und für alle Bevölkerungsschichten obligatorische Versicherungswerk auf dem gesamten Gebiet der Eidgenossenschaft. Es hat sich sehr segensreich ausgewirkt. Denken Sie auch an die Mittel, die durch dieses Werk bis in die Bergtäler geflossen sind und weiterhin fließen werden.

Ich meine auch, dass die AHV das im Volk am stärksten verankerte Sozialwerk der Schweiz ist. Es ist eine Art Massstab, vielleicht manchmal auch Schaustück, des Sozialstaates Schweiz.

Die Aufgaben der AHV werden in erster Linie durch Beiträge der Arbeitgeber und Arbeitnehmer und in zweiter Linie durch die öffentliche Hand finanziert. Der Beitrag des Bundes macht im Jahr 1982 15 Prozent der jährlichen Ausgaben der AHV aus, der Beitrag der Kantone 5 Prozent. Mit diesen Beitragssätzen, die wir im Rahmen der 9. AHV-Revision festgesetzt haben, konnten wir das finanzielle Gleichgewicht, um das wir während geraumer Zeit bangten, wieder sicherstellen. Resultat nach fünfjähriger defizitärer Phase: Es wurde vor zwei Jahren erstmals wieder ein Überschuss erzielt. Wir wollen ja nicht, dass – wie im Ausland – dieses Kernstück des sozialen Rechtsstaates Schweiz gefährdet wird.

Der Beitrag des Bundes belief sich dementsprechend im Jahre 1981 auf 1416 Millionen Franken; die Kantone berappten ihrerseits einen entsprechenden Betrag. Ursprünglich haben die Kantone die AHV deshalb mitfinanziert, weil sie durch die Versicherung teilweise – Herr Binder hat darauf hingewiesen – von Fürsorgeaufgaben entlastet wurden. Im Bundesrat schien uns, dass sich die AHV dermassen entwickelt und auch verselbständigt hat, dass heute das Argument, die Kantone sollten beteiligt werden, weil sie einen Teil ihrer Fürsorgeaufgaben nicht mehr bezahlen müssen, hinfällig geworden ist. Uns kam auch das Argument zu Hilfe, dass die Kantone am Entscheidprozess praktisch nicht beteiligt sind. Sie und der andere Rat entscheiden aufgrund

eigenen Willens oder nach Antrag des Bundesrates über die Beteiligung der Kantone an der Finanzierung der AHV. Die Kantone sind nur im Vollzug engagiert. Liegt es nicht in der Logik der Aufgabenteilung, dass wir dieses Werk übernehmen – natürlich bleiben Arbeitnehmer- und Arbeitgeberbeiträge – und die Kantone entlasten und ihnen dafür mehr Aufgaben zuweisen? Wir wollen die Reduktion in zwei Phasen vornehmen: Zuerst soll der Kantonsbeitrag auf 1,5 Prozent gesenkt werden (weil auf der anderen Seite der Bilanz für den Straf- und Massnahmenvollzug und für die Ausbildungsbeiträge Übergangsfristen vorgesehen sind), danach wird der Bund 20 Prozent der Ausgaben übernehmen – also seine bisherige Leistung, ergänzt durch die vollen bisherigen kantonalen Leistungen.

Ich darf die noch mit sich Ringenden hier im Saal darauf aufmerksam machen, dass diese Massnahme bereits früher verlangt wurde. Ich denke an zwei Postulate der Herren Ständerat Wenk und Nationalrat Schaller aus dem Jahre 1973.

Fazit: Die Kantone werden entlastet, ohne dass die eidgenössische Solidarität im geringsten darunter leidet. Die frei werdenden Mittel sollen von den Kantonen in ihrem eigenen Bereich so eingesetzt werden, dass Werke, für die sie nicht nur zur Finanzierung zuständig sind, sondern auch zum Entscheid, noch besser gedeihen.

Das erlaubt mir auch ein kurzes Wort zu den Altersheimen, über die sich Herr Donzé ebenfalls besorgt geäußert hat. Die von der Mitfinanzierung der AHV befreiten Kantone können, wie ich bereits andeutete, die frei werdenden Mittel besser für die Sozialpolitik auf kantonaler Ebene einsetzen. Vor allem auch für die Altershilfe, für Bau und Betrieb von Altersheimen, Gemeindehilfsdienste, Freizeitgestaltung. Ich werte mit Herrn Donzé die Fragen, die das vierte Alter mit sich bringt, vor allem in den Grossagglomerationen – er wies auf die 8000 bis 9000 über Achtzigjährigen in seinem Heimatkanton hin –, als hochbedeutsam.

Aber es scheint dem Bundesrat, dass wir mit der Neuverteilung gerade die Probleme in diesem Bereich durch die Kantone besser lösen können, weil sie über ausgeprägtere Orts- und Personenkenntnisse verfügen als der Bund. Es sind typische Massnahmen, die dezentral massgerecht durchgeführt werden können und sollen. Die bisherigen Leistungen des Bundes werte ich als Starthilfe. Und als Starthilfe haben sie sich bewährt.

Wenn Sie das alles überlegen, kommen Sie zum Schluss, dass die Neuordnung bei der AHV und bei der Altershilfe sinnvoll ist, und dass in bezug auf die Gesundheitspolitik, in der die Kantone allesamt ihre Eigenständigkeit wahren wollen, die dem Parlament unterbreitete Neuordnung der Krankenversicherung ebenfalls von staatspolitischer Bedeutung ist.

Ich ersuche Sie, den Vorschlägen des Bundesrates und Ihrer Kommission zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten)	35 Stimmen
Für den Antrag Donzé (Nichteintreten)	8 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. I

Antrag der Kommission

Art. 155

Abs. 1

... Sozialversicherung bis zum 31. Dezember 1984 eingereicht wurde. ...

... zum 31. Dezember 1986 erfolgen.

Für den Rest von Ziff. I: Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. I

Proposition de la commission

Art. 155

Al. 1

... annoncé jusqu'au 31 décembre 1984, ...

... d'ici au 31 décembre 1986.

Pour le reste du ch. I: Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. II

Antrag der Kommission

Die Bundesversammlung kann unter Ausschluss des Referendums insoweit einen Kantonsbeitrag an die jährlichen Ausgaben der Alters- und Hinterlassenenversicherung festlegen und den Bundesbeitrag entsprechend herabsetzen (Art. 103 AHVG), als die Massnahmen der ersten Stufe der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen in den Bereichen Straf- und Massnahmenvollzug, Zivilschutz, Volksschule, Ausbildungsbeiträge, Turnen und Sport, Gesundheitswesen, Alters- und Hinterlassenenversicherung/Altersheime, Ergänzungsleistungen AHV/IV, Unterstützung von Flüchtlingen, Wohnbauförderung und Krankenversicherung nicht oder nur teilweise verwirklicht werden. Dieser Kantonsbeitrag beträgt höchstens 5 Prozent.

Ch. II

Proposition de la commission

L'Assemblée fédérale peut prescrire par voie d'arrêté fédéral de portée générale non soumis à référendum que les cantons contribueront aux dépenses annuelles de l'assurance-vieillesse et survivants et réduire d'autant la contribution de la Confédération (art. 103 LAVS), dans la mesure où les propositions de la première étape de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans les domaines de l'exécution des peines et des mesures, de la protection civile, de l'école obligatoire, des subsides de formation, de l'assurance-vieillesse et survivants/maisons de retraite, des prestations complémentaires AVS/AI, de l'aide aux réfugiés, de l'encouragement à la construction de logements et de l'assurance-maladie ne sont pas réalisées ou ne le sont qu'en partie. Cette contribution cantonale s'élève au plus à 5 pour cent.

Binder, Berichterstatter: Das ist eine wichtige Bestimmung. Sie wissen, wir beraten jetzt alle Vorlagen in diesem Paket. Aber über alle Vorlagen kann einzeln abgestimmt werden, bei Verfassungsvorlagen obligatorisch, bei Gesetzesvorlagen, wenn das Referendum ergriffen wird. Nun wäre es theoretisch möglich, dass eigentlich nur diese Vorlage angenommen würde. Das brächte dann dem Bund eine Mehrbelastung von 790 bis 800 Millionen Franken. Das wäre natürlich angenehm für die Kantone, aber es wäre katastrophal für den finanziell notleidenden Bund. Und deshalb ist hier eine Schutzklausel aufgenommen worden (möchte ich sagen) zugunsten des Bundes.

Wir haben diese Klausel noch etwas verbessert: zuständig ist nicht der Bundesrat, sondern zuständig ist die Bundesversammlung. Die Bundesversammlung kann am Schluss, wenn man die Übersicht hat, welche Vorlagen angenommen

wurden und welche nicht, dafür sorgen, dass der Saldo wieder ausgeglichen wird. Das ist der Sinn dieser relativ komplizierten Formulierung, die Sie hier haben.

Angenommen – Adopté

Ziff. III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. III

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	34 Stimmen
Dagegen	8 Stimmen

L

Ergänzungsleistungen AHV/IV

Prestations complémentaires à l'AVS/AI

Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELG)

Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LPC)

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Donzé

Nichteintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Proposition Donzé

Ne pas entrer en matière

Blinder, Berichterstatter: Bei der Ergänzungsleistungen AHV/IV bezahlt heute der Bund an die Kantone, abgestuft nach ihrer Finanzkraft, 30 bis 70 Prozent der Aufwendungen. Diese Beiträge sollen nun auf 10 bis 35 Prozent herabgesetzt werden. Die Einsparungen des Bundes betragen rund 190 Millionen Franken. Der Bund bezahlte heute etwa 52 Prozent der Ergänzungsleistungen. Nach neuem Recht würden die Bundesbeiträge noch 20 Prozent der Ergänzungsleistungen betragen.

Zu dieser Vorlage ist zu sagen, dass der Bund durch diese Ergänzungsleistungen den Kantonen und Gemeinden weitgehend Lasten abgenommen hat, die früher Lasten der Armenunterstützung waren. Der Bund möchte diese Ergänzungsleistungen nicht einfach voll in die Verantwortung der Kantone übergeben, sondern sich weiterhin mit diesen 20 Prozent beteiligen, um damit sicherzustellen, dass diese absolut notwendigen Ergänzungsleistungen auch tatsächlich ausgerichtet werden.

Herr Donzé hat einen Nichteintretensantrag gestellt. Ich bitte Sie, diesen Antrag abzulehnen. Die Kommission hat mit 10 zu 2 Stimmen Eintreten beschlossen und am Schluss der Vorlage mit 8 zu 3 Stimmen zugestimmt.

M. Donzé: Les dispositions transitoires de la constitution sont très claires; elles disent que les prestations complémentaires sont confiées à la Confédération jusqu'à ce que les rentes de l'AVS et de l'AI soient suffisantes pour vivre. Je faisais partie des optimistes, à un moment donné, qui croyaient que les rentes AVS et la participation des retraites privées conduiraient assez rapidement à une diminution des personnes ayant besoin des prestations complémen-

taires. J'ai suivi ce problème d'assez près, année après année, et je constatais en effet que moins – mais pas beaucoup moins – de nouveaux venus s'inscrivaient aux prestations complémentaires. Ce que l'on voyait surtout, c'était que la pyramide des âges se modifiait: si le nombre des nouveaux bénéficiaires diminuait chaque année, ceux qui restaient, par les années qui s'accumulaient, étaient toujours plus nombreux. Cela est extrêmement important, je le répète, et j'ajoute que très souvent, maintenant, deux générations sont au bénéfice de l'AVS, soit des personnes âgées de 80 ans et plus, et d'autres, des femmes par exemple, qui ont atteint 62 ans. Cela pose de gros problèmes. Je voudrais dire aussi qu'une diminution, même très faible, des prestations complémentaires – qui deviendront cantonales pour une partie plus importante – peut conduire nombre de personnes, nombre de familles à l'assistance, à cause du prix que demandent les homes pour recevoir ces gens. Je me suis beaucoup occupé de la question de la fixation des coûts de pension. On est toujours pris entre la volonté d'économiser sur le budget et de fixer un prix de pension d'un certain montant. Mais les bénéficiaires pouvaient payer eux-même une grande partie du montant grâce aux prestations complémentaires. Or, on nous propose maintenant, non pas de supprimer la disposition constitutionnelle, mais de raboter, en quelque sorte, pour faire une économie qui n'est pas mince. La Confédération ne s'engage plus que pour la moitié de ce qu'elle a accordé jusqu'à aujourd'hui. J'ai bien peur que cette diminution aggrave de très nombreux cas car une économie de 170 à 190 millions n'est pas rien. Ces montants devraient être compensés par la participation des cantons, mais ces derniers n'ont pas l'obligation de reprendre ces frais à leur charge. M. Furgler, conseiller fédéral, nous a dit ne pas craindre que certains cantons renoncent. Personnellement, je ne pense pas qu'ils renonceront, mais je crois que, vu leurs difficultés budgétaires, ils ne s'engageront plus pour le maximum comme cela était le cas jusqu'à présent, lorsque la Confédération apportait une large contribution. Cette loi est importante et je crains qu'elle ne conduise, dans certains cas, dans les villes en particulier, à une dégradation du climat social, car – je le répète – beaucoup de familles risquent de dépendre des prestations de l'assistance. En conséquence, je vous demande de ne pas entrer en matière.

Bundesrat Furgler: Nur wenige Bemerkungen. Es geht ja um einen politischen Entscheid.

Wenn wir die AHV als den Hauptpfeiler unseres Sozialversicherungssystems bewertet haben, kann man bei den Ergänzungsleistungen füglich von einem kleinen, aber wichtigen Zwischenträger sprechen. Dieser Zwischenträger stützt gerade dort, wo die Einsturzgefahr am grössten ist, nämlich bei den sozial schwachen Gruppen. Ziel ist und bleibt, ergänzend zu den Rentenleistungen und zu weiterem Einkommen, die Sicherung eines angemessenen Existenzbedarfs. Herr Donzé hat auf den Artikel 11 der Übergangsbestimmungen unserer Bundesverfassung verwiesen. Wir haben nach langer Beratung im Bundesrat erkannt, dass es doch zweckdienlich sei, diesen Artikel stehen zu lassen. Man hätte sich ja auch eine Variante vorstellen können, in der man die Verfassungsnorm zu Lasten der Kantone geändert hätte. Wenn man das nicht will, wenn man die Bedürftigkeit mancher nach wie vor bejaht, dann darf man doch wohl mit Blick auf die im AHV-Bereich soeben beschlossenen Massnahmen den 26 Kantonen zutrauen und zumuten, dass sie diesen schwachen Gliedern die Ergänzungsleistungen zusprechen, auch wenn der Bundesbeitrag kleiner wird. Es geht um eine politische Wertung und, was mir bedeutsam scheint, vor allem im Ständerat, um ein Vertrauen gegenüber den Kantonen. Wie wollen Sie den Bundesstaat ausgestalten, wenn Sie einerseits Mittel für diese Stände frei stellen und andererseits doch nicht ganz glauben, dass sie ihrer Verantwortung nachkommen? Der Bundesrat möchte Sie ersuchen, seinen Anträgen zu

entsprechen, wobei ich noch einmal abschliessend betone: Ich würde es als katastrophal werten, wenn trotz der freigestellten Mittel die Kantone dem Sinn von Artikel 11 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung zuwiderhandeln, diese Mittel nicht einsetzen und damit jenen, die nicht auf das Existenzminimum kommen, die entsprechende Ergänzungsleistung vorenthielten. Ich ersuche Sie, den Anträgen, wie sie von Herrn Kommissionspräsident Binder vertreten worden sind, zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten)	28 Stimmen
Für den Antrag Donzé (Nichteintreten)	9 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Antrag Egli

Ziff. Ibis

Die Bundesversammlung kann unter Ausschluss des Referendums Beiträge von mindestens 10 und höchstens 70 Prozent festlegen, falls die im Rahmen der ersten Stufe der Neuverteilung der Aufgaben vorgesehene Aufhebung des Beitrages der Kantone an die Finanzierung der Alters- und Hinterlassenenversicherung nicht verwirklicht wird.

Proposition Egli

Chiff. Ibis

L'Assemblée fédérale peut prescrire par voie d'arrêté fédéral de portée générale non soumis à référendum des contributions d'au moins 10 pour cent et d'au plus 70 pour cent, dans le cas où la suppression de la participation des cantons au financement de l'assurance-vieillesse et survivants prévue dans le cadre de la première étape de la nouvelle répartition des tâches n'est pas réalisée.

Egli: Mein Antrag verfolgt die Absicht, eine Lücke auszufüllen, welche die Kommission erst am Schluss ihrer Beratungen entdeckt hat. Es handelt sich um dieselbe Problematik, die Ihnen der Herr Kommissionspräsident bereits anhand der vorhergehenden Vorlage dargestellt hat. Es wäre möglich, dass eine dieser Vorlagen aus dem ganzen Paket sich «selbständig machen» könnte. Im äussersten Falle wäre denkbar, dass alle Vorlagen, die die Kantone mehr belasten, angenommen und die Vorlagen, die die Kantone entlasten, verworfen würden. Das würde das finanzielle Gleichgewicht, das mit diesem ganzen Paket angestrebt wird, stören. Teilweise hat man dieser Möglichkeit bereits Rechnung getragen. So mit der Bestimmung unter Ziffer II bei der Vorlage zum AHV-Gesetz, wie soeben vom Herrn Kommissionsreferenten erläutert. Eine analoge Bestimmung enthält die Vorlage über die Teilrevision der Krankenversicherung, die zurzeit beim Nationalrat liegt. Auch dort wird in der Übergangsbestimmung vorgesehen, dass die Bundesversammlung eine andere Lösung treffen könnte, wenn das Paket über die Neuverteilung der Aufgaben eine andere Wendung nähme als es heute beabsichtigt ist. Nun werden mit diesen beiden vorsorglichen Massnahmen nur jene beiden Vorlagen erfasst, welche die grössten finanziellen Umschichtungen zur Folge haben, nämlich die Vorlage zum AHV-Gesetz und jene betreffend die Krankenversicherung. Sie stellen aber fest, dass wir eine weitere Vorlage im ganzen Paket haben, die eine nicht unbedeutende finanzielle Auswirkung haben wird, nämlich rund 200 Millionen Franken zur Entlastung des Bundes; das ist diese

Vorlage, die wir jetzt beraten. Wir erachten es deshalb als notwendig, dass auch bei dieser Vorlage eine analoge Vorkehr getroffen wird. Mein Antrag zielt darauf ab, die Kantone zu Lasten des Bundes zu begünstigen, falls sie nicht von ihren Beiträgen an die AHV befreit werden.

Wie bereits erwähnt, konnte die Kommission dazu nicht mehr Stellung nehmen, weil wir erst am Schluss unserer Beratung dieses Problems gewahr wurden. Aber mit Zustimmung der Kommission – glaube ich sagen zu dürfen – habe ich versucht, in Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Justiz eine Formulierung zu finden. Mein Antrag ist das Ergebnis dieses Bemühens. Auch wenn dieser noch nicht der Weisheit letzter Schluss sein sollte, geht es mir doch darum, zum mindesten eine Differenz zu schaffen, damit der Nationalrat dieses Problem neuerdings studiert. Ich möchte Sie daher bitten, meinem Antrag in diesem Sinne zuzustimmen.

Binder, Berichterstatter: Herr Egli mit seinem scharfen Verstand hat tatsächlich diese Lücke in der zweiten Lesung entdeckt, als wir praktisch bald am Schlusse der Beratungen standen. Wir haben dann das Problem in der Kommission diskutiert und sind zur Auffassung gelangt, wenn wir vorhin schon eine Schutzklausel zugunsten des Bundes in die Gesetzgebung eingefügt hätten, dann wäre es richtig und fair, auch den Kantonen gegenüber eine solche Schutzklausel zu gewähren. Dieser Text ist vom Justizdepartement ausgearbeitet worden. Die Kommission hat mich ermächtigt, im Namen der Kommission dem Antrag Egli zuzustimmen. Ich möchte Sie bitten, in diesem Sinne zu befinden.

Bundesrat Furgler: Ich kann mich der Überlegung von Herrn Ständerat Egli anschliessen. Ich bedanke mich, dass er zusammen mit dem Bundesamt für Justiz die entsprechende Norm weiterbearbeitet hat. Es ist sicher zweckmässig, dass man eine Differenz schafft und so dem Zweirat Gelegenheit gibt, diesem Problem volle Beachtung zu schenken. Wir möchten ja nicht einen Raubzug auf die Kantone durchführen, sondern beabsichtigen ein faires Verteilen der Aufgaben. Ich stimme zu.

Präsident: Diese neue Einschlebung von Ziffer Ibis wird nicht bestritten. Sie haben zugestimmt.

Angenommen – Adopté

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	31 Stimmen
Dagegen	6 Stimmen

M

Unterstützung von Flüchtlingen – Aide aux réfugiés Asylgesetz – Loi sur l'asile

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Titel und Ingress, Ziff. I bis III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I à III*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*Für Annahme des Gesetzentwurfes 32 Stimmen
(Einstimmigkeit)**Präsident:** Auf die beiden Wohnbauvorlagen N und O haben wir bereits Eintreten beschlossen, worauf sie an die Kommission zurückgewiesen worden sind.**P****Finanzausgleich – Péréquation financière
Bundesgesetz über den Finanzausgleich
unter den Kantonen****Loi fédérale concernant la péréquation entre les cantons****Binder, Berichterstatter:** Die Vorlage enthält folgenden Vorschlag: Erhöhung der Quote an der Wehrsteuer für Finanzausgleich und Härtefälle von bisher 7,5 Prozent auf 13 Prozent. Ich verweise auf die Botschaft Seite 98. Die Kommission hat kleine redaktionelle Änderungen mit den eingrenzenden Wörtern «mindestens» und «höchstens» angebracht und der Vorlage mit 9 zu 1 Stimmen zugestimmt. Ich habe mich in meinem Votum in der Grundsatzdebatte bereits sehr einlässlich mit der Vorlage Finanzausgleich auseinandergesetzt. Ich möchte die damaligen Ausführungen nicht wiederholen. Ich kann deshalb jetzt ganz kurz sein.

Bei den egoistischen Mechanismen in der Schweiz, die zwischen Bund, Kantonen und Gemeinden bestehen, ist diese Vorlage – das wiederhole ich – sozusagen ein kleines helvetisches Wunder. Ich möchte erneut den Finanzdirektoren danken, und zwar allen Finanzdirektoren der finanzstarken, der mittelstarken und der finanzschwachen Kantone, dass sie es fertiggebracht haben, ein solches neues Finanzausgleichssystem zu finden. Bei der Bewältigung der nun den Kantonen neu übertragenen Aufgaben sind praktisch alle Kantone gleichgestellt. Die finanzschwachen Kantone sind nicht mehr belastet als die finanzstarken. Diese Wahrheit muss immer wieder gesagt werden, weil auch immer wieder versucht wird zu behaupten, die finanzschwachen Kantone würden unter diesem Massnahmenpaket mehr leiden als die finanzstarken Kantone. Ich verweise Sie auf die Tabelle, Seite 98 der Botschaft. Die Mehrbelastung beträgt im ersten Paket rund 100 Millionen Franken für alle Kantone zusammen, und sie macht rund 0,5 Prozent der Steuerkraft der Kantone aus. Das sind 50 Rappen auf 100 Franken. Soviel sollte die vermehrte Souveränität und Eigenständigkeit allen Kantonen wert sein – den finanzstarken, mittelstarken und finanzschwachen.

Ich bitte Sie, auf diese Vorlage, die sehr wichtig ist und die es allein ermöglicht, dass wir weiterhin eine ausgeglichene Situation in der Eidgenossenschaft haben, einzutreten und ihr zuzustimmen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen**Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière**Detaillierung – Discussion par articles***Titel und Ingress***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Ziff. I***Antrag der Kommission**Art. 9**Abs. 1*

- a. mindestens zehn Dreizehntel . . .
- b. höchstens drei Dreizehntel . . .
- . . . Dreissigstel (Art. 8) im Verhältnis zur Steuerkraft besonders stark belastet werden.

*Für den Rest von Ziff. I und Ziff. II: Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates***Ch. I***Proposition de la commission**Art. 9**Al. 1*

- a. Dix treizièmes au moins sur la base...
- b. Trois treizièmes au plus à chaque canton qui doit supporter, par rapport à sa force fiscale, une charge financière...

*Pour le reste du ch. I et du ch. II: Adhérer au projet du Conseil fédéral**Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*Für Annahme des Gesetzentwurfes 31 Stimmen
Dagegen 3 Stimmen**Q****Kantonsanteile – Quotes-parts des cantons****Bundesbeschluss über die Aufhebung des Kantonsanteils am Reinertrag der Stempelabgabe****Arrêté fédéral supprimant la part des cantons au produit net des droits de timbre***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Nichteintreten

Minderheit

(Letsch, Andermatt, Binder, Generali, Kündig)

Eintreten

*Proposition de la commission**Majorité*

Ne pas entrer en matière

Minorité

(Letsch, Andermatt, Binder, Generali, Kündig)

Entrer en matière

Binder, Berichterstatter: Es ist bei mir reklamiert worden, weil ich von «halbstarken» Kantonen gesprochen habe. Offiziell spricht man von «mittelstarken» Kantonen. Auch der Kanton Aargau gehört zu diesen Kantonen; ich wollte diese also sicher nicht diskriminieren.

Zu den Kantonsanteilen möchte ich allgemein sprechen: Das betrifft die Vorlagen Q, R, S und T. Wir werden nachher allerdings einzeln über Eintreten oder Nichteintreten abstimmen müssen. Herr Stucki hat einen Nichteintretensantrag für alle vier Vorlagen gestellt.

Wo ich persönlich stehe, sehen Sie auf der Fahne (nämlich bei der Minderheit); aber ich werde als Kommissionspräsident die Auffassung der Mehrheit vertreten, und zwar so gut wie möglich.

Diese vier Vorlagen des Massnahmenpaketes, d. h. die Vorlagen betreffend endgültige Aufhebung der Kantonsanteile

am Reinertrag der Stempelabgaben und am Reinertrag der Alkoholverwaltung, waren zunächst richtigerweise nicht im ersten Paket «Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen» enthalten. Diese Vorlagen haben an sich mit der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen nichts zu tun. Es handelt sich vorwiegend um finanzpolitische Operationen, nämlich um eine Entlastung des Bundes im Betrage von jährlich zirka 290 Millionen Franken. Die unbefristete Aufhebung dieser Kantonsanteile war denn ursprünglich nach Vorschlag des Bundesrates Bestandteil des Sanierungskonzeptes für den Bundeshaushalt. Im Rahmen des Sparpaketes 1980 haben die beiden Räte der Aufhebung der beiden Kantonsanteile bis Ende 1985 zugestimmt. Gleichzeitig hat das Parlament jedoch beschlossen, die Frage der endgültigen Aufhebung der Kantonsanteile sei im Rahmen der Arbeiten über die erste Stufe der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen erneut zu prüfen. An diesen Beschluss des Parlaments hat sich der Bundesrat gehalten und uns die vier Vorlagen über die endgültige Aufhebung dieser Kantonsanteile zur Annahme unterbreitet.

In der ersten Kommissionslesung der Vorlage hat Herr Kollege Stucki einen Nichteintretensantrag auf alle vier Vorlagen über die Kantonsanteile gestellt. Dieser Nichteintretensantrag ist damals in der Kommission einlässlich diskutiert und in der Sitzung vom 2. November mit 7 zu 5 Stimmen abgelehnt worden. Wir haben dann die vier Vorlagen durchberaten und mit grossen Mehrheiten angenommen. Anlässlich der zweiten Lesung vom 15. November 1982 hat Kollege Meier einen Rückkommensantrag auf diese Vorlagen gestellt. Der Rückkommensantrag ist mit 11 zu 4 Stimmen angenommen worden. Mit 9 zu 6 Stimmen wurde der in erster Lesung gefällte Entscheid umgestossen: Nichteintreten wurde beschlossen. Die Gründe der Kommissionsmehrheit für das Nichteintreten sind folgende:

1. Die Aufhebung der Kantonsteile hat mit der Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen nichts zu tun und würde dieses grosse Vorhaben, das ohnehin sehr viel Aufklärungsarbeit braucht, nur unnötigerweise gefährden und politisch belasten.
2. Es ist heute nicht der richtige Zeitpunkt, über die Frage der endgültigen Aufhebung der Kantonsanteile zu entscheiden. Diese Frage gehört zum Themenkreis Anschlussprogramm und soll bei der Beratung des Anschlussprogrammes endgültig verabschiedet werden.
3. Der Finanzplanbericht des Bundesrates vom 4. Oktober 1982 hat in den finanziellen Beziehungen zwischen Bund und Kantonen neue Unsicherheiten gebracht. Bevor diese Unsicherheiten beseitigt sind, dürfen die Kantonsanteile nicht endgültig aufgehoben werden.
4. Mit dem Postulat unseres Kollegen Guntern, das wir angenommen haben, soll der notwendige Überblick über die finanziellen Beziehungen zwischen Bund und Kantonen geschaffen werden. Die Zeit des gegenseitigen Schlagabtausches zwischen Bund und Kantonen in Sachen Finanzen muss endlich überwunden werden. Es fehlt uns heute noch ein klares und verbindliches Gesamtkonzept, und deshalb empfiehlt Ihnen die Kommissionsmehrheit Nichteintreten auf diese Vorlage.

Letsch, Sprecher der Minderheit: Im Gegensatz zur Mehrheit unserer Kommission ist die Minderheit, zusammen mit dem Bundesrat, der Auffassung, dass auf alle diese Vorlagen einzutreten sei und die Kantonsanteile nun definitiv wegfallen sollen. Es ist zwar richtig (und das war anfänglich auch mein Eindruck), dass die Frage der Kantonsanteile und jene der Aufgabenteilung in keinem direkten Zusammenhang miteinander stehen und an sich getrennt behandelt werden könnten. Drei Gründe veranlassen mich aber, heute zugunsten des Bundesrates zu votieren. Der erste Grund: Der Zusammenhang mit dem ersten Paket der Aufgabenteilung ist nicht vom Bundesrat erfunden, sondern vom Parlament, insbesondere vom Ständerat, gefor-

dert worden und heute in Artikel 14 der Übergangsbestimmungen zur Bundesverfassung ganz klar verankert. Als nämlich im Rahmen der Sparmassnahmen 1980 der Bundesrat die heute zur Diskussion stehenden Kantonsanteile bereits damals definitiv streichen wollte, war es der Ständerat, der sich der Auffassung insbesondere unserer Kollegen Meier und Stucki anschloss. Ich zitiere Herrn Meier aus der Debatte vom Frühjahr 1980: «Es ist deshalb unerlässlich», sagte er, «dass die Streichung der Kantonsanteile . . . befristet wird und vorläufig nur bis zum Inkrafttreten der Aufgabenteilung gelten soll». Dabei war ganz klar (um nun die Worte von Herrn Stucki zu gebrauchen) «die erste Stufe der Aufgabenteilung» gemeint.

Urheber dieser Verbindung Kantonsanteile/Aufgabenteilung, waren also nicht der Bundesrat, sondern der Ständerat und im Hintergrund natürlich die Kantonsregierungen. Im Nationalrat hat es Herr Leo Weber sehr klar gesagt, ich zitiere ihn: «Der Ständerat hat dies nicht aus eigenem Antrieb getan, sondern auf Veranlassung der Kantonsregierungen. Nachdem man ihnen das, nämlich die Befristung bis zur ersten Phase der Aufgabenteilung, mehr oder weniger zugesichert hatte, haben sie den Widerstand aufgegeben.» Soweit Herr Leo Weber. Und aufgrund dieser Ausgangslage wäre es heute nun nicht sonderlich konsequent, die Frage der Kantonsanteile erneut auszuklammern. Warum aber sollen sie nun definitiv gestrichen werden?

Ich komme damit zum zweiten Grund, der für die Anträge des Bundesrates spricht. An sich war es in den bereits erwähnten Debatten im Jahre 1980 unbestritten, dass es sich bei den Stempelabgaben und beim Reinertrag der Alkoholverwaltung um Bundeseinnahmen handelt, die (vom Steuersubstrat her gesehen) keine Beteiligung der Kantone erfordern; im Gegensatz etwa zur direkten Bundessteuer. Natürlich sind solche nicht zweckbestimmten, frei verfügbaren Einnahmen für die Kantone willkommen und bequem. Um die damals befristete Streichung allenfalls wieder rückgängig machen zu können, stellten die Finanzdirektoren denn auch in Aussicht, im Rahmen des ersten Pakets der Aufgabenteilung – und nun zitiere ich nochmals Herrn Meier – «zusätzliche finanzielle Lasten zu übernehmen». Solche Angebote wurden indessen bis heute nicht gemacht. Vielmehr blieb es bei den damals schon bekannten Vorlagen, über die wir heute nun beraten. Die Kantone haben es also meines Erachtens versäumt, diese Geste des guten Willens rechtzeitig zu tun. Ich verstehe deshalb den Bundesrat, dass er jetzt die Frage der Kantonsanteile definitiv regeln möchte.

Dazu kommt noch ein dritter Grund: Finanzpolitisch besteht heute und morgen kein Anlass, den Kantonen diese paar 100 Millionen Franken wieder zurückzugeben. Ihre Finanzlage hat sich erfreulicherweise strukturell verbessert. Zudem stehen ihnen, wenn die Vorlage über die Neuregelung der Treibstoffzölle angenommen wird, über 400 Millionen Franken zusätzliche Einnahmen in Aussicht. Diese sind zwar zweckgebunden, machen aber allgemeine Steuermittel frei, um andere Aufgaben zu finanzieren, oder den Steuerzahler zu entlasten.

Sollten Volk und Stände im Februar 1983 die Zustimmung zu dieser Neuregelung verweigern, so stünde der Nationalrat bei der Beratung des Aufgabenteilungspaketes vor einer neuen Situation und könnte die Lage dann zumal überprüfen. Wir haben aber heute keinen Anlass, unseren Entscheid zu vertagen. Vielmehr sollten wir angesichts der vielen Unsicherheiten und Provisorien in der Bundesfinanzpolitik wenigstens bezüglich der Kantonsanteile nun einmal Klarheit schaffen. Die Taktik der Finanzdirektoren lässt sich offenbar doch mehr und mehr vom Motto leiten: «Morgen, morgen, nur nicht heute.» So war es auch, als es um die Kompensationspflicht der höheren Treibstoffzollerträge ging. Und jetzt vertröstet man den Bundesrat auf das Anschlussprogramm. Diese Taktik wirkt aber allmählich nicht mehr überzeugend.

Deshalb bitte ich Sie, auf die zur Diskussion stehenden Vorlagen bezüglich der Kantonsanteile einzutreten und im Sinne der Anträge des Bundesrates zu entscheiden.

Stucki: Ich bitte Sie, den Kommissionsmehrheitsantrag zu unterstützen – also auf diese Vorlagen nicht einzutreten. Im Rahmen der Sparmassnahmen 1980 hat die Bundesversammlung zwar beschlossen – richtigerweise auch zitiert von Herrn Letsch –, die Einnahmenanteile an den Stempelabgaben und am Reinertrag der Alkoholverwaltung bis spätestens Ende 1985 zu streichen und die dauernde Streichung im Rahmen der ersten Stufe der Aufgabenteilung – also im Rahmen der Vorlagen, die wir nun beraten haben – zu überprüfen; ich möchte das betonen: «zu überprüfen» ist beschlossen worden.

Diesem Beschluss lag damals natürlich die aus heutiger Sicht zu optimistische Auffassung zugrunde – das war übrigens auch im Zusammenhang mit der erwähnten Motion der Fall –, dass die allgemeine Saldoproblematik zwischen Bund und Kantonen bis zur Beschlussfassung über das erste Paket der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen der politischen Reife entgegengeführt werden könnte. Die für heute erhoffte Klärung ist leider nicht eingetreten. Die erhofften klaren Randbedingungen für die Beurteilung dieser Weiterführung oder Nichtweiterführung der Kantonsanteile liegen nicht vor. Die finanzpolitisch wichtige Kompensationsfrage bei den Verkehrsabgaben wird vom Bundesrat sowohl im neuen Finanzplan vom Oktober 1982 als auch im kürzlich veröffentlichten Wortlaut der GVK-Verfassungsartikel aufgeworfen, ohne dass über die bundesrätlichen Vorstellungen bezüglich Höhe und Form der Kompensation nur im geringsten Klarheit bestünde. Es ist auch nicht klar, in welchem Ausmass die Kantone vom geplanten Anschlussprogramm, das vom Bundesrat auf 1983 in Aussicht gestellt ist, betroffen werden.

Dies ist unter anderem mit ein Grund, dass zum Beispiel der Bundesrat beantragt, die Kürzungsbeschlüsse der Bundesbeiträge nochmals zu verlängern, nachdem seinerzeit eben auch angenommen wurde, dass die Sache bis 1983 klargestellt sei. Man kann es den Kantonen sicher nicht verargen, wenn sie bei dieser Sachlage bezüglich der Kantonsanteile nicht bereit sind, einen Blankocheck für eine völlig offene finanzpolitische Diskussion im Vorfeld der Saldovereinbarungen einzulösen. Die Kantone sind nicht bereit, die Katze im Sack zu kaufen.

Im Zusammenhang mit der Eintretensdebatte vom vergangenen Mittwoch haben wir vom Bundesrat das geflügelte Wort gehört, die Kantone hätten sich ja inzwischen an die nicht mehr zur Verfügung stehenden Kantonsanteile gewöhnt. Ich betrachte diesen Hinweis eher als humoristische Einlage und gestatte mir in diesem Zusammenhang einige Zahlenhinweise, schon deshalb, weil auch Herr Letsch von der strukturellen Verbesserung der Kantonsfinanzen gesprochen hat.

Die Voranschlagszahlen aller Kantone zusammengerechnet zeigten zum Beispiel für das Jahr 1980 noch einen Ausgabenüberschuss von 800 Millionen Franken auf. Bereits die Voranschläge 1982 zeigen ein Defizit aller Kantone von 1,25 Milliarden. Und die Voranschläge für das kommende Jahr, also 1983, zeigen insgesamt Defizite von 1,43 Milliarden Franken. Also soweit diese sogenannte Angewöhnungsübung, Herr Bundesrat. Diese Einnahmenanteile wurden nicht verkraftet, sondern sie kommen hier ganz offensichtlich zum Ausdruck durch entsprechend höhere Defizite der Kantone.

Ein weiteres Beispiel: Ein Vergleich der Defizite des Voranschlages des Bundes mit den Voranschlägen der Kantone für das Jahr 1983 zeigt, dass der Bund knapp 1 Milliarde Defizit budgetiert, während eben, wie erwähnt, die Kantone zusammengerechnet ein Defizit von 1,43 Milliarden veranschlagen. Beizufügen ist, dass zum Beispiel die Schulden von Bund, Kantonen und Gemeinden ungefähr gleich hoch sind.

Nochmals zwei Zahlen: Zieht man von den Passivzinsen die Aktivzinsen ab, ergibt sich per Ende 1981 im Vergleich zu den Steuereinnahmen beim Bund eine Nettozinsbelastung von 3,3 Prozent. Für die Kantone beträgt sie 3,7 Prozent. Das sind Zahlen aus der Statistik der Eidgenössischen Finanzverwaltung.

In finanzieller Hinsicht ist zudem wesentlich, dass das Nichteintreten im jetzigen Zeitpunkt bis Ende 1985 überhaupt nichts an den Rechnungsabschlüssen von Bund und Kantonen ändert, weil ja bis zu diesem Zeitpunkt der Bundeskasse diese Mittel ungeschmälert zufließen.

Es steht im übrigen ausser Zweifel, dass die Kantone willens sind, einen substantiellen Beitrag an die Lösung der finanzpolitischen Probleme des Bundeshaushaltes im Rahmen einer angemessenen Opfersymmetrie aller betroffenen Kreise zu leisten. Damit wird nochmals unterstrichen, dass dieser Nichteintretensantrag der Kommissionsmehrheit kein endgültiges Nein zur Streichung der beiden Einnahmenanteile bedeutet, sondern wegen der völlig offenen und ungeklärten Saldoproblematik zwischen Bund und Kantonen nur ein Nein zur Streichung im jetzigen Zeitpunkt. Das wichtige staatspolitische Anliegen der Aufgabenteilung soll zudem nicht durch eine finanzpolitische Ausmarchung, welche in einen ganz anderen Zusammenhang gehört, belastet oder unter Umständen sogar gefährdet werden. Wir werden jedenfalls noch rechtzeitig Gelegenheit haben, im Rahmen des Anschlussprogramms – das insbesondere eine finanzpolitisch tragfähige Übersicht über die Vorstellung des Bundesrates zur Saldoproblematik zwischen Bund und Kantonen vermitteln sollte – diese Fragen erneut anzugehen und rechtzeitig zu entscheiden. Ich meine, ein etwas behutsames Vorgehen ist meines Erachtens schlussendlich für die Bundesfinanzen längerfristig gesehen ertragreicher als ein übereiltes Einsparen auf Schienen, die mit Sicherheit Entgleisungselemente enthalten.

In diesem Sinne, meine ich, tun wir gut daran, entsprechend dem Kommissionsmehrheitsantrag auf die vier Vorlagen nicht einzutreten.

Präsident: Herr Finanzdirektor Meier hat das Wort.

Meier: Nachdem uns der Herr Präsident so begrüsst, ist es nicht mehr notwendig, dass wir uns als Mitglieder der Finanzdirektorenkonferenz im Rate vorstellen.

Es mag nachgerade langweilig wirken, immer wieder über Einzelmassnahmen, über Aufhebung von Anteilen, Kompensationen usw. hier zu streiten. Aber leider müssen wir das, weil wir hinsichtlich einer Gesamtkonzeption im Geben und Nehmen zwischen Bund und Kantonen auch heute noch keinen Schritt weiter sind, wie das Herr Kollege Stucki dargelegt hat. Herr Letsch hat recht, wenn er sagt, dass die Befristung damals auf Wunsch und Antrag der Finanzdirektoren zustande kam. Ich glaube übrigens, aus seinen Ausführungen zwischen den Zeilen immer noch ein gewisses Verständnis für die Kantone entnehmen zu können. Es ist eben so, dass die Gesamtklärung nicht erreicht wurde und in der Zwischenzeit wesentliche neue Unsicherheitsfaktoren hinzugekommen sind. Herr Kollege Stucki hat darauf aufmerksam gemacht. Allein was aus dem grünen Papier Finanzplanperspektiven unter dem Titel «Direkte Bundessteuer» an Unsicherheiten hervorgeht, wie der Anteil der Kantone allenfalls zurückgeht, wie unser soeben beschlossener neuer Finanzausgleich dann aussieht und was für Massnahmen der Bundesrat beabsichtigt, um die Ausfälle zu decken, muss doch Verständnis für die Kantone erwecken, dass wir im heutigen Zeitpunkt nicht ja sagen können.

Man müsste sich auch fragen, ob in Anbetracht dieser Situation allenfalls eine weitere Befristung notwendig werden könnte. Ich glaube, Herr Kollege Stucki und ich stehen nach wie vor zu dem, was wir im Zusammenhang mit den früheren Beratungen erklärt haben, auch hinsichtlich einer Kompensation der Benzinzollzuschläge. Nachdem aber alle vier Vorlagen jetzt diskutiert werden, möchte ich noch einige spezielle Ausführungen zu den Kantonsanteilen am Reinertrag des Alkoholmonopols machen.

Aus historischer Entwicklung der Steuerhoheit in diesem Bereich ist ein solcher Anteil durchaus gerechtfertigt. Die Entstehung des eidgenössischen Alkoholmonopols geht auf eine Bundesverfassungsrevision des Jahres 1885 und den Erlass eines Bundesgesetzes im Jahre 1886 zurück. Zweck dieser Erlasse war die Bekämpfung des Alkoholis-

mus. Die Kantone erhoben vor 1885 Eingangsgebühren auf geistigen Getränken, also kantonale Zölle auf Spirituosen. Diese kantonalen Einnahmen fielen mit der Schaffung des eidgenössischen Monopols vollkommen weg. Dafür wurde den Kantonen der 100prozentige Ertrag des eidgenössischen Alkoholmonopols zugewiesen, wovon 10 Prozent zur Bekämpfung des Alkoholismus zu verwenden waren. Diese Regelung blieb bis 1930 unverändert. In diesem Jahr wurde dann ein neuer Bundesverfassungsartikel über das Alkoholmonopol angenommen. Die Besteuerung der gebrannten Wasser wurde wesentlich erweitert, der Anteil der Kantone am Reinertrag des Alkoholmonopols auf 50 Prozent reduziert. Den Kantonen konnte damit indessen der finanzielle Besitzstand gewahrt werden. 10 Prozent der Kantonsanteile waren nach wie vor für die Bekämpfung des Alkoholismus einzusetzen.

Der Bund beabsichtigt, dass in jedem Fall den Kantonen der Alkoholzehntel (5 Prozent des gesamten Reinertrages) für die Bekämpfung des Alkoholismus erhalten bleiben soll. Dies würde auch in Zukunft in diesem Bereich eine Abrechnung mit den Kantonen bedingen.

Schliesslich ist die Eidgenössische Alkoholverwaltung für die Handhabung der Alkoholordnung auf die Mitwirkung der Kantone angewiesen, die nur dann gewährleistet und effizient ist, wenn die Kantone am Alkoholmonopol angemessen beteiligt und interessiert sind.

Ich bitte Sie, aus den bereits von Herrn Kollega Stucki vorgebrachten Überlegungen der Mehrheit der Kommission zuzustimmen.

M. Aubert: Si je prends la parole pour soutenir la majorité de la commission, ce n'est pas parce que les arguments de M. Stucki et M. Meier n'auraient pas été suffisants, mais c'est pour rappeler à cette assemblée qu'il y a aussi, pour refuser l'entrée en matière, des personnes qui ne sont pas chefs d'un département des finances. Celui qui vous parle est simplement soucieux du succès de la nouvelle répartition des tâches et il lui paraît qu'en associant à l'ensemble des projets dont nous avons délibéré jusqu'à maintenant ceux qui traitent de la part des cantons au produit d'impôts fédéraux, nous mettons en danger l'entreprise.

M. Letsch, tout à l'heure, a justifié l'entrée en matière en trois points que j'aimerais reprendre après lui.

Il a d'abord dit: «Nous devons faire quelque chose.» C'est vrai, la constitution fédérale nous l'impose même par les articles 14 et 15 des dispositions transitoires. Il a rappelé le jumelage auquel nous avons procédé, il y a deux ans. Il a même souligné, malicieusement, que ceux qui s'étaient employés à ce jumelage n'étaient autres que certains chefs de départements des finances. Il aurait aussi pu dire que d'autres trouvaient que le jumelage était malheureux, fondamentalement faux. Je crois que notre conseil, au printemps 1980, a eu tort de lier la question des parts des cantons avec celle de la répartition des tâches. C'était une erreur. Une erreur qui, heureusement, n'a laissé dans les textes qu'une empreinte légère. La constitution nous dit simplement de réexaminer la question des parts. Eh bien! réexaminons et concluons en disant que nous ne voulons pas entrer en matière aujourd'hui. Je ne me sens pas lié par ce qui a été pensé en 1980.

Le deuxième argument de M. Letsch consiste à dire: «Si les cantons avaient fait un effort supplémentaire pour prendre à leur charge encore d'autres tâches, on pourrait songer à leur restituer, dès 1986, ces deux parts dont ils sont temporairement privés. Mais les cantons n'ont pas fait grand-chose, sie haben etwas versäumt, ils doivent donc être punis. Nous allons leur montrer ce que nous pensons d'eux en rendant définitive la suppression temporaire de leurs parts.» Je comprends l'argument, mais je le trouve dangereux. Voyez-vous, l'entreprise de la répartition des tâches contient de nombreuses dispositions constitutionnelles, qui sont soumises au référendum obligatoire, et de nombreuses dispositions législatives, qui sont exposées au référendum facultatif. Nous aurons donc des votes populaires et je puis vous assurer que, parmi ces votes popu-

lares, il y en a qui seront fortement disputés. Nous avons déjà eu un avant-goût de cela en entendant nos collègues du Parti socialiste, en particulier M. Donzé. Nous savons qu'il y aura des attaques contre plusieurs des projets. Pour résister à ces attaques, il faudra bien que ces projets trouvent des défenseurs, et ces défenseurs, vous les cherchez dans le camp des fédéralistes. Alors, j'estime un peu risqué de leur dire, comme pour les décourager: «Vous n'en avez pas fait assez.» C'est possible que, d'un point de vue théorique, les cantons n'en aient pas fait assez, mais nous avons besoin d'eux pour faire réussir l'entreprise. Voilà pourquoi je trouve que la stratégie de M. Letsch est dangereuse.

Enfin, le troisième argument part de notre vote du mois de septembre, où nous avons donné aux cantons une part appréciable du produit des droits d'entrée sur les carburants sans obtenir d'eux la moindre compensation. Il y a eu le projet du Conseil fédéral, qui n'a même pas passé au Conseil national; il y a eu la motion de M. Letsch, qui n'a pas rencontré l'agrément de ce conseil. Avec M. Letsch, je regrette ce qui s'est passé et je pense, ici encore, que c'était une erreur; il fallait que les cantons fassent quelque chose en contrepartie de ce qu'ils recevaient. Ils ne l'ont pas fait, c'est décevant. Mais ce n'est pas parce qu'une erreur a été commise au mois de septembre qu'il nous faut en commettre une nouvelle aujourd'hui. On ne corrige pas une faute par une autre faute.

J'arrive maintenant à la raison positive qui doit nous conduire à dissocier fondamentalement la répartition des tâches de la part des cantons au produit des droits de timbre et au bénéfice de la Régie fédérale des alcools. La répartition des tâches, telle que nous l'avons opérée jusqu'aujourd'hui, est une entreprise à peu près neutre du point de vue financier. J'ai essayé de le dire il y a quelques jours. La Confédération assumerait 800 millions de francs de plus par année et les cantons en reprendraient environ 900. On n'est même pas sûr de ces chiffres. En tout cas, la différence n'est pas grande. Cent millions, dit le message du Conseil fédéral, et je doute même qu'une telle somme soit atteinte. Jusqu'à maintenant, donc, nous avons échappé au reproche de faire une politique financière avec la répartition des tâches. Si tout ce que nous avons adopté jusqu'à maintenant trouve grâce devant le corps électoral, on ne pourra pas nous accuser d'avoir fait une opération financière. Mais je crains que le grief de mélanger le financier et le politique ne gagne en consistance le jour où nous aurons associé à la répartition des tâches la question des parts des cantons aux produits d'impôts fédéraux. En effet, cela fera 300 millions de plus. Quatre cents avec le solde de 100 millions. Dans les milieux fédéralistes de la Suisse romande, que je connais un peu, après avoir salué l'idée de M. Binder, il y a dix ans, on a été, plus tard, beaucoup plus sceptique. On s'est dit qu'il ne s'agissait plus d'une répartition des tâches, mais d'une répartition des charges. Il me semble que les projets dont nous avons délibéré jusqu'à maintenant ne justifient pas ce grief. Mais ils finiront par le mériter, si vous faites la funeste association.

En conclusion, il est fort possible qu'un jour les cantons doivent définitivement renoncer à ces parts, le problème devra de toute façon être revu, nous avons jusqu'à la fin de l'année 1985 pour le faire. Mais, s'il vous plaît, ne le tranchez pas aujourd'hui, si vous ne voulez pas mettre en danger toute l'entreprise. Voilà pourquoi je me suis joint à la majorité de la commission.

Guntern: Erlauben Sie mir, dass ich zu diesem Problem noch das Wort ergreife. Ich habe im September ein Postulat begründet, das eine Gesamtschau über die finanziellen Auswirkungen der verschiedenen Vorlagen auf die Kantone verlangt. Vor wenigen Tagen habe ich von Herrn Bundesrat Ritschard ein Schreiben bekommen, worin er sagt: «Mit Ihrem Postulat ersuchen Sie den Bundesrat, in einem Bericht darzulegen, in welcher Weise die Kantone an der Sanierung der Bundesfinanzen mitzutragen haben. Das Postulat wurde am 21. September 1982 im Ständerat über-

wiesen.» Es wird dann weiter geschrieben: «Im heutigen Zeitpunkt halten wir eine Beantwortung Ihres Postulates für verfrüht. Zu vieles ist gegenwärtig im Fluss: Aufgabenteilung, erstes Paket im Erstrat, Ausarbeitung der Botschaften zu einem Anschlussprogramm und zur GVK.»

Es sind aber nicht nur die von Herrn Bundesrat Ritschard erwähnten Probleme hängig, sondern noch dazu das Subventionsgesetz, die Bankkundensteuer, die Warenumsatzsteuer auf Energie und die formelle Steuerharmonisierung. Ich glaube daher, dass in diesem Zeitpunkt die Gesamtschau nicht vorhanden und es daher sehr schwierig ist, Entscheide zu Lasten der Kantone zu fällen.

Ich meine, dass die Kantone bei anderen Gelegenheiten gezeigt haben, dass sie bereit sind, an der Sanierung des Bundeshaushaltes mitzuhelfen. Ich möchte nicht allzu weit zurückgehen, aber wir haben schon in den siebziger Jahren notrechtliche Kürzungen der Kantonsanteile beschlossen. Wir haben beispielsweise 1978 37 Subventionsgesetze abgeändert, mit sehr grossen Belastungen für die Kantone, und Sie erinnern sich sicher an das Sparpaket 1980. Auch damals sind die Stempel- und Alkoholabgaben für eine befristete Zeit zugunsten des Bundes abgegeben worden. Im heutigen Zeitpunkt besteht diese Übersicht nicht. Ich habe eine Zusammenstellung über die finanziellen Auswirkungen bekommen, aufgelistet und aufgearbeitet auf den 26. November 1982. Es ist die Zusammenstellung, die damals der Kommission ausgehändigt worden ist. Auch da sehen wir, dass innerhalb dieser kurzen Frist von sechs Monaten schon recht grosse Veränderungen in der Belastung der Kantone respektive der Entlastung des Bundes eingetreten sind.

Ich glaube, dass wir diesen Entscheid nicht im Zusammenhang mit dieser Aufgabenteilung Bund/Kantone fällen können, sondern dass wir das auf einen späteren Zeitpunkt verschieben müssen.

Bundesrat Furgler: Diese interessante Debatte zeigt folgendes: die Aufgabenteilung, der wir uns während Tagen widmeten, hat klare Marksteine für die staatspolitische Entwicklung der Eidgenossenschaft zum Inhalt. Hier mache ich eine Trennwand und sage: die finanzpolitische Aufgabe, die uns jetzt gestellt ist, haben Sie selbst gestellt. Der Bundesrat hat sie sich ebenfalls stellen müssen, weil nach allen Regeln der Finanzpolitik und der Staatspolitik ein ausgeglichener Bundeshaushalt unerlässlich ist. Wenn wir diese Trennwand für einen Moment wieder entfernen – ich habe sie aufgestellt, um sichtbar zu machen, dass wir nichts vermischen –, dann spüren Sie, dass man ohne weiteres beide Probleme einer Lösung entgegenführen kann, ohne sich nahher dem Vorwurf auszusetzen, man hätte gleichsam Grenzen verschoben, die Aufgabenteilung unklar gemacht oder aber die Finanzpolitik so vorangetrieben, dass dies zu Lasten der Kantone geschehen wäre.

Lassen Sie mich diesen Standpunkt kurz erläutern. Sie selbst haben in Übereinstimmung mit dem Bundesrat und in Kenntnis des Bundesfinanzhaushaltes verlangt, dass man das Problem der Alkohol- und der Stempelsteuern erneut prüfe. Sie sind bei den Beratungen im Ständerat – es wurde mehrfach zitiert – zum Entschluss gekommen, dass dieser Ertrag bis und mit 1985 dem Bund gehören soll. Sie haben aber die Befristung einzig und allein deswegen eingeführt, um – zusammen mit der Neuverteilung der Aufgaben – das ganze Problem noch einmal sorgfältig durchdenken zu können. Das tun wir. Das ist der Wille, der auch in der Botschaft seinen Niederschlag gefunden hat.

Nun habe ich aber eine tiefe Sorge: Herr Guntern machte dies besonders deutlich sichtbar. Seitdem Sie so entschieden haben, sind einige Jahre verstrichen. Sie haben mit einer neuen Motion den Bundesrat beauftragt, Finanzperspektiven zu erstellen. Sie liegen in hoffnungsvollem Grün vor Ihnen. Leider liegt das Defizit, in Vorwegnahme der Arbeitshypothese, dass uns der Ertrag der Stempel- und der Alkoholsteuer verbliebe, immer noch über 1 Milliarde. Sie haben in der Kommission eine Zusammenstellung erhal-

ten, wie sich die Massnahmen des Bundes mit finanziellen Auswirkungen auf die Kantone präsentieren – ein Papier, bei dem sich der Bundesrat behaften lässt, enthaltend die Wirkungen der Sparmassnahmen 1980, der Weiterführung der Sparmassnahmen 1980, der Aufgabenteilung, des Subventionsgesetzes, der Verkehrsabgaben, der Neuregelung der Treibstoffzölle, der GVK. Nun hat Herr Guntern gesagt, seither sei weiteres dazugekommen. Er hat recht, und ich erkläre Ihnen lediglich: finanzrelevante Massnahmen werden immer wieder beschlossen werden. Was mich in der jetzigen Debatte etwas überrascht, vor allem auch an den Ausführungen der Herren Finanzdirektoren, die das aus ihrer profunden Sachkenntnis heraus noch einmal unterstrichen haben, ist der Hinweis darauf, dass wir wegen später ausgelösten Operationen – Beispiel Finanzperspektiven, Beispiel Postulat Guntern – früher erteilte Aufträge nunmehr nicht vollziehen sollen.

Es wurde heute von niemandem gesagt, dass der Bund für die Genesung der Bundesfinanzen die 280 oder 290 Millionen Franken nicht haben sollte. Kein Redner hat das gesagt. Es wurde nur argumentiert, dass man jetzt nicht entscheiden wolle, weil manches im Fluss sei. Darf ich die Gegenfrage an Sie stellen: Sollten wir nicht einmal mit dem, was wir als richtig erkannt haben, beginnen, diese rund 280 Millionen Franken nunmehr dem Bund übertragen, ihm dann aber auch sagen: Du hast sie jetzt; wir behaften Dich dabei, marschiere in Richtung ausgeglichenes Budget?

Wir kommen sonst in einem Jahr nur wieder mit der gleichen Sachvorlage. Hat das betriebswirtschaftlich einen Sinn? Ist das Arbeitsökonomie? Ich hörte von gar niemandem den Hinweis darauf, dass man uns diese Millionen nicht geben will. Und Sie sehen sie auch in dem mehrfach erwähnten grünen Papier aufgelistet: Fortsetzung der Kantonsanteilkürzung bei Stempel- und Alkoholsteuern, korrekt gemäss Ihrem Antrag.

Wenn ich das so bedenke und noch einmal fein säuberlich trenne – Neuverteilung der Aufgaben: staatspolitisch klar; davon getrennt: die Finanzpolitik –, dann darf ich doch meine Überzeugung als Bundesrat äussern, gleichsam in Vertretung des Finanzchefs, dass ja eine gute Finanzpolitik auch gute Staatspolitik ist. Das, was wir staatspolitisch mit der Aufgabenteilung verwirklichen, wird in keiner Weise gefährdet, wenn wir unseren Bundeshaushalt so rasch als möglich sanieren. Warum das Gute verschieben?

Ich entschuldige mich, wenn ich vor ein paar Tagen sagte, verehrter Herr Ständerat Stucki, die Kantone hätten sich an den Verzicht bereits gewöhnt. Ich nahm das an, weil ich die Kantonsfinanzen ja studiert habe, und ich habe persönlich die Erfahrung gemacht: Was man nicht mehr hat, tut nicht ganz so weh, wie wenn man es noch geben müsste. Bleiben Sie doch bei dem, was Sie vor zwei Jahren als richtig erkannt haben. Es war ja auch sehr bedeutsam, dass Ihre Kommission in einem ersten Entscheid mit einem ganz klaren Mehr dem Bund diese Mittel beliess. Dann kam eine Phase, wo die Grosswetterlage nicht gleich günstig war, wo mit Rückkommen die Gewichte noch einmal etwas verschoben wurden.

Darf ich auch zwei Parteien noch einmal daran erinnern, dass sie diese Massnahmen vom Bundesrat mit Motionen verlangten: die verehrte freisinnig-demokratische Partei und die verehrte CVP. Dies geschah mit so deutlichen Motionen, dass ich vermutlich jedes Mitglied dieser Parteien geradezu verletzen würde, wenn ich sie noch einmal zitierte. Wenn dem so ist, dann muss man doch ohne Zweifel die Bedeutung eines gesunden Bundesfinanzhaushaltes erkennen, wie ich es darzustellen versuchte.

Ich erkenne keineswegs die Situation der Kantone. Wir sind in unserem Bundesstaat aufeinander angewiesen. Wir haben ein fundamentales Interesse daran, dass es den Kantonen gut geht. Aber ich glaube, die Kantone ihrerseits sind auch brennend daran interessiert, dass wir den Bundesfinanzhaushalt so rasch als möglich ausgeglichen präsentieren. Hier sind wir in unseren Interessen deckungsgleich. Und vergessen Sie bitte nicht, wenn Sie entscheiden: die definitive Aufhebung der beiden Kantonsanteile wurde in

der Finanzplanung und neu jetzt auch in den Finanzperspektiven als wesentliches Element berücksichtigt.

Schlussfolgerungen: Ich messe den Betrachtungen von Herrn Aubert grosse Bedeutung bei. Ich habe aber die Hoffnung, dass wir durch kluge, sachbezogene, ruhige Information das, was ich als zwei ganz getrennte Aufgaben sichtbar machte, auch dem Volk darstellen können. Es ist auch ohne weiteres möglich, dass man die Vorlagen der Aufgabenteilung dem Souverän nicht am gleichen Tag unterbreitet.

Ich habe für diesen Gedanken sehr viel übrig und glaube, damit könnten wir das Dilemma überwinden, weil dann jedermann spürt: das sind zwei getrennte Fragen. Dies ist ohne weiteres möglich, weil die Aufhebung der Kantonsanteile auch einen Bezugspunkt zum Anschlussprogramm hat. Aber es erschiene mir, nachdem alle Elemente für die Lagebeurteilung und die Entschlussfassung vorhanden sind, fast als Zeitverschwendung, wenn wir das gleiche noch einmal durchdiskutieren müssten. Der Bundesrat wird ohne Zweifel Herrn Guntern viele Details, bezogen auf sein Postulat, mitteilen, aber er wird die mehrfach erwähnten Zahlen ebenso wiedergeben, wie ich es jetzt getan habe. Er, ich und wir alle wissen nicht, was Sie in der Zwischenzeit noch neu ausgabenrelevant beschliessen. «Die Katze im Sack», das möchte ich Ihnen nicht zumuten. Mir kommt es vielmehr so vor: Sie gaben dem Bundesmäuschen vor zwei Jahren eine Speckschwarte, und Sie lassen jetzt die 26 Kantonskätzchen frei, damit die Speckschwarte dem Mäuschen wieder entzogen wird. Wenn dann die Maus auch noch eingeht, wäre das doch zu schade. Aber ich möchte in keiner Weise dramatisieren. Ich habe keinen Katzenjammer und hoffe, dass Sie ebenfalls in der gleichen frohen Gemütslage sind.

Warum etwas Gutes nicht sofort tun? Ich bitte Sie, so zu handeln. Unsicherheit vermag ich nicht zu erkennen. Ich versuche nicht, die Aufgabenteilung in diese Finanzvorlage einzubinden, aber ich sage: Es gibt zwei getrennte Kapitel, die geschrieben werden müssen. Und damit keine Missstimmung und kein Missverständnis entstehen, würde ich den Gedanken von Herrn Aubert so interpretieren, dass unter keinen Umständen beide am gleichen Tag zur Abstimmung gebracht werden.

Damit hätten wir, glaube ich, eine gute Lösung gefunden. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie so entscheiden wollten. Die Bundesfinanzen lassen keinen anderen Antrag des Bundesrates zu. Ich bin übrigens froh, dass auch von keinem Vertreter der Mehrheit gesagt worden ist, diese beiden Quellen müssten inskünftig nicht dem Bund zukommen. Ich ersuche Sie um diesen Entscheid.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Nichteintreten) 21 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Eintreten) 14 Stimmen

R

Bundesgesetz über die Stempelabgaben Loi fédérale sur les droits de timbre

Antrag der Kommission

Mehrheit

Nichteintreten

Minderheit

(Letsch, Andermatt, Binder, Generali, Kündig)

Eintreten

Proposition de la commission

Majorité

Ne pas entrer en matière

Minorité

(Letsch, Andermatt, Binder, Generali, Kündig)

Entrer en matière

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Nichteintreten) 21 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Eintreten) 14 Stimmen

S

Bundesbeschluss über die Neuverteilung des Reinertrages aus der fiskalischen Belastung gebrannter Wasser Arrêté fédéral fixant la nouvelle répartition des recettes nettes provenant de l'imposition des boissons distillées

Antrag der Kommission

Mehrheit

Nichteintreten

Minderheit

(Letsch, Andermatt, Binder, Generali, Kündig)

Eintreten

Proposition de la commission

Majorité

Ne pas entrer en matière

Minorité

(Letsch, Andermatt, Binder, Generali, Kündig)

Entrer en matière

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Nichteintreten) 21 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Eintreten) 15 Stimmen

T

Alkoholgesetz – Loi fédérale sur l'alcool

Antrag der Kommission

Mehrheit

Nichteintreten

Minderheit

(Letsch, Andermatt, Binder, Generali, Kündig)

Eintreten

Proposition de la commission

Majorité

Ne pas entrer en matière

Minorité

(Letsch, Andermatt, Binder, Generali, Kündig)

Entrer en matière

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Nichteintreten) 20 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Eintreten) 15 Stimmen

Abschreibung – Classement

Präsident: Es wird Ihnen noch beantragt, das Postulat Wenk (11.425) sowie das Postulat Knüsel (77.403) abzuschreiben.

Zustimmung – Adhésion

An den Nationalrat – Au Conseil national

Schluss der Sitzung um 19.50 Uhr

La séance est levée à 19 h 50

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1982
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.065
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.12.1982 - 17:00
Date	
Data	
Seite	629-645
Page	
Pagina	
Ref. No	20 011 157

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

81.065

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben
Confédération et cantons.
Nouvelle répartition des tâches

Siehe Jahrgang 1982, Seite 60 – Voir année 1982, page 607

Beschluss des Nationalrates vom 6./13. März 1984

Décision du Conseil national des 6/13 mars 1984

Differenzen – Divergences

A

Straf- und Massnahmenvollzug.
Bundesgesetz über die Leistungen des Bundes
für den Straf- und Massnahmenvollzug
Exécution des peines et des mesures.
Loi fédérale sur les prestations de la Confédération
dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures

Binder, Berichterstatter: Darf ich zunächst ein kurzes einleitendes Votum abgeben, um Sie über den Stand der Differenzen im allgemeinen zu informieren.

Das staats- und finanzpolitische Grossunternehmen Neuverteilung der Aufgaben, dem insbesondere unser Rat im Interesse der Stärkung des Föderalismus seine besondere Aufmerksamkeit geschenkt hat und weiterhin schenken muss, ist ins Stadium des Differenzbereinigungsverfahrens eingetreten. Unsere Kommission hat in Zusammenarbeit mit Herrn Bundesrat Friedrich, dem ich bei dieser Gelegenheit für sein Engagement in diesen staatspolitisch wichtigen Fragen herzlich danken möchte, sich grosse Mühe gegeben, dem Nationalrat weit entgegenzukommen, um wenn möglich noch in dieser Session – sicher aber in der Dezember-session dieses Jahres – sämtliche Vorlagen zu bereinigen und die Schlussabstimmungen durchzuführen.

Bei der Aufhebung der Kantonsanteile muss dann die Abstimmung des Volkes und der Stände im Jahre 1985 durchgeführt werden, weil gemäss Artikel 15 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung diese Aufhebung nur mit Wirkung bis Ende 1985 rechtsgültig ist.

Die Vorlagen des ersten Paketes der Aufgabenteilung lassen sich in bezug auf Verwirklichung in folgende Gruppen einteilen:

1. Bereits in Kraft gesetzt ist die Vorlage J «Sprachliche Minderheiten».

2. Bereits zwischen beiden Räten bereinigt sind die Vorlagen C und D¹ (Volksschule), G (Turnen und Sport) H (Gesundheitswesen), M (Flüchtlinge) und P (Finanzausgleich).

Bei diesen Vorlagen könnte sofort die Schlussabstimmung stattfinden.

3. Nicht bereinigte Vorlagen: Zustimmung zum Nationalrat wird von unserer Kommission bei folgenden Vorlagen beantragt: Vorlagen E und F (Ausbildungsbeiträge), Vorlage I (Gesundheitswesen), Vorlagen Q und R (Kantonsanteil Stempelabgaben) und die Vorlage S (Kantonsanteil Alkohol).

Sollten Sie den Anträgen der Kommissionsmehrheit überall folgen, verbleiben dann noch folgende Differenzen: Vorlage A (Straf- und Massnahmenvollzug), Vorlage B (Zivilschutz), Vorlage K (AHV/Altersheime), Vorlage L (Ergänzungsleistungen), Vorlagen N und O (Wohnbauförderung) – wahrscheinlich die gewichtigste Differenz – und Vorlage T (Kantonsanteil Alkohol). Hier sind zum Teil neue Differenzen geschaffen worden.

Dies wollte ich einleitend zu Ihrer Information sagen, damit Sie den Stand der heutigen Situation im Differenzbereinigungsverfahren kennen.

Art. 2 Abs. 3, 4 Abs. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 2 al. 3, 4 al. 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Zur Vorlage A (Straf- und Massnahmenvollzug). Hier haben wir eine Differenz bei Artikel 2 Absatz 3 und Artikel 4 Absatz 3. Diese beiden Bestimmungen stehen in einem inneren Zusammenhang. Gemäss Beschluss des Nationalrates wird unsere Formulierung von Artikel 2 Absatz 3 in Artikel 4 Absatz 3 wörtlich übernommen. Demnach soll Artikel 2 Absatz 3 gestrichen und Artikel 4 Absatz 3 neu formuliert werden.

Die Kommission beantragt Zustimmung zum Nationalrat.

Angenommen – Adopté

Art. 4a–4c

Antrag der Kommission

Mehrheit

Streichen

Minderheit

(Gadient, Cavelti, Meylan, Stucki, Weber)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 4a à 4c

Proposition de la commission

Majorité

Biffer

Minorité

(Gadient, Cavelti, Meylan, Stucki, Weber)

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Diese Differenz ist wesentlich. Der Nationalrat hat einen neuen Abschnitt 2bis «Betriebsbeiträge» eingefügt. Gestützt auf einen Antrag Weber-Arbon hat der Nationalrat diesen Beschluss mit 90 zu 81 Stimmen gefasst und die Artikel 4a bis 4c in die Vorlage aufgenommen.

Die Frage der Betriebsbeiträge an die Justizheime ist schon in unserer ersten Behandlung der Vorlage sowohl in der Kommission wie im Plenum dieses Rates sehr einlässlich und sehr kontradiktorisch diskutiert und behandelt worden. Der ähnlich lautende Antrag des Kollegen Gadient über die Beibehaltung der Betriebsbeiträge wurde damals von unserem Rat mit 20 zu 17 Stimmen abgelehnt.

Unsere Kommission beschloss mit 7 zu 5 Stimmen Festhalten am ersten Entscheid und Ablehnung des nationalrätlichen Beschlusses. Kollege Gadient und vier weitere Kommissionsmitglieder reichten einen Minderheitsantrag ein und wollen dem Nationalrat zustimmen.

Zunächst ist der Klarheit halber festzuhalten – und ich möchte ich Sie bitten das zu beachten –, dass der Bund nach wie vor Baubeiträge für Justizheime gemäss Artikel 2 bis 4 dieser Vorlage ausrichtet. Streitig ist also lediglich Abschnitt 2bis (Betriebsbeiträge).

Die Kommissionsmehrheit findet, dass es sich hier um eine grundsätzliche Frage der Neuverteilung der Aufgaben handelt. Mit der Zustimmung zum Nationalrat und zum Antrag der Kommissionsminderheit würde ein wesentliches Ziel der Entflechtung nicht erreicht. Es geht, um dies erneut klarzustellen, hier nicht um den Abbau von staatlichen Leistungen im Bereich der Jugendheime. Schon heute tragen die Kantone die Hauptlast für diese Heime. Ferner haben sich die Kantone ausdrücklich bereit erklärt, die entsprechenden Mehrleistungen zu übernehmen. Dafür erfolgt eine Entla-

stung der Kantone in anderen Aufgabenbereichen, insbesondere bei der AHV.

Seit unserer letzten Beratung ist das geplante Konkordat über die Justizheime gescheitert. Aber – und das muss anerkannt werden – die Kantone haben nicht geschlafen. Sie haben anstelle des Konkordates am 7. Juli 1983 eine interkantonale Vereinbarung über Vergütungen an Betriebsdefizite und die Zusammenarbeit zugunsten von Jugendheimen und Behinderteneinrichtungen (Heimvereinbarung) endgültig bereinigt. Das Beitrittsverfahren zu dieser Vereinbarung läuft seit sechs Monaten und findet bei den Kantonsregierungen gute Aufnahme. Dank der langen Übergangsfrist – gemäss Artikel 18 Absatz 1 Litera c leistet der Bund noch Betriebsbeiträge bis 31. Dezember 1989, also noch mehr als fünf Jahre – ist es unseres Erachtens allen Kantonen möglich und zumutbar, der Vereinbarung beizutreten.

Das Konkordat ist vor allem gescheitert, weil die welschen Kantone bereits eine Vereinbarung abgeschlossen hatten und weil insbesondere der Kanton Bern nicht zwei unterschiedliche Rechtsetzungsformen einführen wollte. Mit der genannten Vereinbarung konnte ein wesentlicher Fortschritt gegenüber dem heutigen Rechtszustand erzielt werden. Die Vereinbarung umfasst nämlich neben den eigentlichen Justizheimen rund 800 Sonderschulen und Heime für Invalide. Den Kantonen ist es damit erstmals gelungen, eine umfassende Heimkonzeption mit einer entsprechenden Koordination zu entwerfen und in die Tat umzusetzen, sofern sie der Vereinbarung beitreten. Diese Entwicklung beweist, dass die Kantone im Gebiet der Jugendheime und der Behinderteneinrichtungen ihre Eigenverantwortung erkannt und auch anerkannt haben. Unter diesen Umständen besteht nach Meinung der Kommissionsmehrheit absolut kein Anlass, weiterhin – d. h. auch nach dem 31. Dezember 1989 – Betriebsbeiträge an die Kantone für Justizheime auszurichten und damit gegen die Idee der Aufgabenteilung zu verstossen. Gerade in der Heimpolitik besteht aller Anlass, Vertrauen in den Leistungswillen und die Leistungskraft der Kantone zu haben.

In diesem Sinne bitte ich Sie, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Gadient, Sprecher der Minderheit: Der Beschluss des Nationalrates entspricht dem seinerzeit im Ständerat knapp unterlegenen Minderheitsantrag. Er beschränkt sich jedoch auf den Grundsatz, während der ständerätliche Minderheitsantrag die Beitragsvoraussetzungen im einzelnen umschrieben hat. Substantiell sind demnach beide Lösungen dekungsgleich. Die Kommissionsminderheit ist der Überzeugung, dass heute dem Nationalrat zugestimmt werden sollte. Dafür sprechen hauptsächlich zwei Argumente: Bei der Einführung der linearen Subventionskürzung durch den Bund hat die Mehrzahl der Kantone den Ausbau der Bundessubventionen an die Justizheime vorerst aufgefangen. In der Zwischenzeit haben jedoch viele Kantone sogar ihre Betriebsbeiträge an die Justizheime reduziert, was zu einem Anwachsen der Kostgelder geführt hat. Die Kostgelder wirken heute fast durchwegs prohibitiv. Sollten die Betriebsbeiträge des Bundes ausfallen, so steigen die Kostgelder noch einmal gewaltig an. Die Heime fallen dann als Präventiveinrichtungen im Sinne von Artikel 64bis Absatz 3 BV überhaupt dahin. Die fatalen Folgen einer solchen Entwicklung muss ich diesem Rat im Hinblick auf die seinerzeitige Debatte nicht noch einmal vor Augen führen. Das Hauptargument liegt jedoch auf einer anderen Ebene: Der Vollzug von Jugendmassnahmen ist eine überregionale Aufgabe. Weil ein einzelner Kanton gar nicht in der Lage ist, alle vom Gesetzgeber verlangten Heime auf eigenem Gebiet zu errichten oder gar zu betreiben, bedarf es einer koordinierenden und planenden überkantonalen Instanz, dies insbesondere auch, weil acht Kantone über keine Heime verfügen. Aber auch ausgesprochen starke Heimkantone sind auf die Zuweisung in ausserkantonale Heime angewiesen, weil nur dann eine sach- und fachgerechte Unterbringung gewährleistet ist. Ich erinnere daran, dass sogar der Kanton

Zürich 40 bis 50 Prozent seiner Zöglinge ausserkantonallyazieren muss. Die Heimmachfrage, die Nachfrage nach solchen Plätzen, erfordert eine Differenzierung, die der einzelne Kanton zu tragbaren Bedingungen nicht zu bieten vermag.

72 Prozent aller Justizheime haben private Trägerschaften. Dies entspricht der schweizerischen Auffassung von Hilfe und Fürsorge für die Benachteiligten. Das ist durchaus positiv zu werten und zu begrüssen, aber die überkantonale Koordination wird gerade dadurch zur zwingenden Notwendigkeit. Das Bundesamt für Justiz hat sich in diesem Bereich in den vergangenen Jahren eine detaillierte Übersicht geschaffen und ist heute als sachkompetente Führungsinstanz allgemein anerkannt. Man darf nicht vergessen, dass die Justizheime nicht wie die Strafanstalten im Erwachsenenstrafvollzug den Justizdirektoren, sondern in allen Kantonen den verschiedensten Departementen unterstehen. Der eingeschlagene Weg der Koordination hat sich bewährt, und dieses Bewährte darf in diesem wichtigsten Bereich nicht dem erheblichen Risiko eines höchst ungewissen Experiments geopfert werden.

Anlässlich der letzten Verhandlung in diesem Rat hat uns der damalige Departementschef, Herr Bundesrat Furgler, seine Überzeugung dargelegt, dass ein künftiges, damals in Vorbereitung stehendes Heimkonkordat – anstelle des Bundesamtes für Justiz – die Koordinations- und überkantonalen Finanzierungsprobleme regeln werde.

Viele sind ihm in dieser Auffassung – im Vertrauen auf dieses Konkordat – gefolgt. Inzwischen haben wir es mit einem völlig anderen Sachverhalt zu tun. Die Kantone haben dem von der Kommission Schlegel vorgelegten Konkordatsentwurf ihre Gefolgschaft versagt, weil sie ein rechtsetzendes Konkordat aus Gründen der Eigenständigkeit in der Heimpolitik abgelehnt haben. Die nun von den Kantonen akzeptierte und vom Herrn Kommissionspräsidenten soeben erwähnte Heimvereinbarung ist eine ausschliessliche Verwaltungsvereinbarung und regelt nur den interkantonalen Geldtransfer für ausserkantonale Plazierungen, verfügt aber nicht über das zwingend erforderliche Koordinationsinstrument, denn die blossе Absicht, koordinative Aufgaben zu übernehmen, wie das Artikel 4 dieser Heimvereinbarung deklariert, gewährleistet eine solche noch keineswegs.

Der Vergleich mit der welschen Schweiz, den wir hier soeben gehört haben, hinkt, denn in der Deutschschweiz ist das Gefälle zwischen den Kantonen und damit die Problematik einer Koordination ungleich viel grösser, verfügen doch acht Deutschschweizer Kantone über keine Justizheime. Aber auch der Hinweis auf die IV-Heime greift daneben, weil hier nicht Gleiches mit Gleichem verglichen wird. Wie Sie bereits wissen, liegen die 151 Justizheime der ganzen Schweiz in nur 17 Kantonen. Demgegenüber sind die etwa 900 IV-Heime über alle Kantone verstreut. Die IV-Heime, Behinderteneinrichtungen sind in den kantonalen Verwaltungen und in der Bevölkerung integrierter, viel integrierter als die Justizheime. Insbesondere kennen alle Kantone die IV-Sonderschulen und Sonderschulheime, und diese Schulen gehören sozusagen zum Schulinventar eines jeden Kantons. Gerade in diesem Bereiche war es ein Hauptanliegen der Kantone, die verbleibenden Restdefizite auf die Verursacher zu verteilen, d. h. also, dass die Heimvereinbarung im heutigen Sinne lediglich den Geldtransfer zwischen den Kantonen zu regeln hat. Die Regelung der Defizitrechnung bedeutet gleichsam den kleinsten gemeinsamen Nenner zwischen dem Problem Justizheime und dem Problem Behindertenheime/IV-Heime. Es ist bei allem guten Willen völlig ausgeschlossen, dass die Vereinbarungsorgane die wesentlichen strukturellen Koordinationsaufgaben bei den Justizheimen kantonsüberschreitend bewältigen könnten. Aus all diesen Gründen ersuche ich Sie mit der Kommissionsminderheit höflich, dem Nationalrat und dem Minderheitsantrag beizupflichten.

Mme **Bauer**: Je voudrais soutenir la proposition de la minorité de la commission qui est aussi, il faut le souligner, celle du Conseil national et ceci pour trois raisons principales. Premièrement, la situation financière des cantons, nous le savons tous, varie de manière considérable et la suppression par la Confédération des subventions d'exploitation versées aux maisons d'éducation pour enfants et adolescents, ainsi qu'aux établissements d'éducation au travail pour jeunes adultes aurait des conséquences négatives à plusieurs niveaux. Déjà, plusieurs cantons ont annoncé qu'ils ne seront pas en mesure de suppléer aux subventions fédérales, si celles-ci devaient être supprimées. Dès lors, les foyers d'accueil se verraient contraints soit de réduire le nombre de places, alors que déjà toutes les demandes ne peuvent être satisfaites, soit d'engager du personnel non qualifié, soit encore d'augmenter les prix de pension qui atteignent déjà, dans certains cas, des montants élevés.

On a calculé, à Genève par exemple, que si les subventions fédérales avaient été supprimées en 1983, il eût fallu majorer certains prix journaliers de pension de 70 francs et même davantage. Le clivage entre les huit cantons qui n'ont pas de maisons subventionnées par le Département fédéral de justice et police sur leur territoire et les cantons qui en comptent plusieurs en serait aggravé et l'on peut craindre que les premiers renoncent à placer leurs jeunes en difficulté dans un autre canton auquel il faudrait verser des montants qui peuvent être considérés à bon droit comme prohibitifs.

Deuxième raison. Sait-on qu'en 1983 seulement, le nombre des maisons JP, subventionnées par le Département fédéral de justice et police, a diminué de dix unités, passant de 161 à 151? Pour des raisons financières, dix foyers, dont huit privés, ont été fermés ou restructurés, réduisant ainsi le nombre des places disponibles. En outre, six autres maisons craignent d'être acculées à la même extrémité, si la Confédération renonçait à son soutien financier. Cela serait d'autant plus regrettable, il faut le souligner, que les foyers privés pratiquent généralement des prix inférieurs à ceux qui sont pris en charge par l'Etat cantonal et fédéral. Il faut noter enfin que ces économies à court terme sur les maisons d'accueil à l'intention de la jeunesse, se traduiront inéluctablement par des dépenses accrues lorsqu'il s'agira de placer dans des établissements pénitentiaires les adultes délinquants qu'un certain nombre d'entre eux seront devenus. Ils reviennent infiniment plus cher à la collectivité, faut-il le rappeler?

Troisième argument qui nous paraît enfin déterminant: s'agissant de protection de la jeunesse et de prévention, il faut admettre qu'en l'absence d'un concordat intercantonal dont certains doutent qu'il voie jamais le jour, seul l'Office fédéral de justice et police peut assurer de garantir la coordination, l'harmonisation et la continuité nécessaires à la mise en œuvre de mesures éducatives véritablement efficaces.

C'est pour ces raisons que je vous propose de voter les propositions de notre minorité.

Steiner: Beim ersten Durchgang dieses Geschäftes im Ständerat – es war der 2. Dezember 1982 – habe ich den Minderheitsantrag Gadiant auf Beibehalten dieser Beiträge mit Wort und Stimme unterstützt. Ich tue dies heute wiederum, verzichte indessen auf die Wiederholung meiner damaligen sechs Argumente, obwohl sie heute noch gelten. Ich erinnere heute lediglich an die leidige Tatsache, dass die nun über 40jährigen Erfahrungen im Vollzug beim Erwachsenenstrafrecht einerseits und diejenigen beim Vollzug im Jugendstrafrecht andererseits vollständig auseinandergehen. Dies ist erklärbar aus der Verschiedenheit der zu Betreuenden samt der verschiedenen Zielsetzung, der Verschiedenheit der zu betreuenden Personen – man denke an die Erziehungsfunktion – und der Verschiedenheit der betroffenen staatlichen Organe mit Konkordatslösungen auf der einen Seite und des Scheiterns solcher Bemühungen auf der anderen Seite, allerdings etwas relativiert durch die heutigen Ausführungen des Herrn Kommissionsprechers. Probleme und Politik um die Jugendheime sind nicht lösbar,

sind nicht denkbar ohne Steuerung und ohne Koordination durch den Bund, was zu beweisen ist. Verzichten wir heute mit dem Streichen der Betriebsbeiträge darauf, schaffen wir ferner für die sogenannten Justizheime eine ungerechte Schlechterstellung gegenüber den Heimen mit den IV-Beiträgen des Bundes. Herr Nationalrat Weber-Arbon gab bei den Beratungen im Nationalrat ein starkes und umfassendes Votum zur gesamten Problematik ab. Er stützte sich dabei unter anderem auf einen Artikel in der «NZZ» eines Spezialisten, des Zürcher Prof. Heinrich Tuggener. Ich bin zusätzlich dazu im Besitz eines persönlichen Briefes dieses Professors. Dieser Brief endet mit der sorgenvollen und fast resignierenden Feststellung, dass die Heimerziehung, die ohnehin ein wenig geliebtes Kind von Gesellschaft und Staat sei, heute unter bedeutend schwierigeren Bedingungen geleistet werden müsse als noch vor zehn Jahren. Solche Überlegungen eines Mannes von der Front geben mir zu denken.

Ich möchte sie mit der Zustimmung zum Minderheitsantrag Gadiant im Interesse aller betroffenen Kreise unterstützen, auch im Sinne der Stellungnahme meines Standes Schaffhausen in dieser Sache.

Miville: Ich bin eine kurze Zeit meines Lebens Amtsvormund gewesen, und aus dieser beruflichen Sphäre sind mir Eindrücke haften geblieben, die mich dazu führen, Ihnen heute meine dringende Hoffnung auszusprechen, dass Sie dem Beschluss des Nationalrates zustimmen. Er entspricht dem, was uns anlässlich unserer ersten Beratung Herr Kollege Gadiant empfohlen hat und wofür er sich heute wiederum eingesetzt hat.

Wer ist von dem Beschluss, den wir heute zu fassen haben, betroffen? Es sind über 4000 straffällig gewordene Jugendliche, die eine intensive pädagogisch-therapeutische Behandlung brauchen, die wir jedenfalls nicht in Gefängnissen sehen wollen, ohne erzieherische Betreuung und mit schlechtem Einfluss seitens erwachsener Insassen, wie das früher war und heute immer wieder vorkommt, weil es oft sehr schwierig ist, in einem geeigneten Heim einen Platz zu finden, vor allem für die sogenannten Schwersterziehbaren. Man unterscheidet zwischen Beobachtungsheimen und Aufnahmeheimen, Durchgangsheimen, Therapieheimen, Anstalten für Nacherziehung und Arbeitserziehungsanstalten. Es gibt die verschiedensten Typen, und man fasst sie zusammen unter dem Begriff «Justizheime», 161 an der Zahl, davon 116 mit privater bzw. gemeinnütziger Trägerschaft. Ich sage das, um einem Teil unseres Rates zuzurufen: Es geht hier nicht um «weniger Staat», wenn wir dem Beschluss des Nationalrates widersprechen würden. Dieser Entscheid des Nationalrates nimmt einen Abbau der Bundessubventionen auf diesem Sektor durchaus in Kauf. Nach den neuen Ansätzen würden statt etwa 33 Millionen noch ungefähr 27 Millionen Franken geleistet. Aber wir wehren uns gegen den völligen Rückzug des Bundes aus dieser Aufgabe. Wir wollen auf diesem Gebiet keine Vollzugskrise riskieren, wie sie vom sanktgallischen Justizdirektor Florian Schlegel in Aussicht gestellt worden ist, der für den völligen Wegfall der Bundessubventionen «ein Heimsterben grösseren Ausmasses» angekündigt hat. Regierungsrat Schlegel weiss, wovon er spricht. Seit Jahren bemüht er sich um Fragen der Koordination und des gegenseitigen Finanzausgleichs auf dem Gebiete der Jugendheimpolitik. Es gab den Entwurf zu einem interkantonalen Heimkonkordat Schlegel, das nicht zustande gekommen ist, und jetzt ist man um eine gesamtschweizerische Heimvereinbarung bemüht, die auch wieder den Namen Schlegel trägt.

Ich kenne diese Materie, weil ich wegen des Einbezugs der erwachsenen Behinderten in diese Vereinbarung seit Jahren an kantonalen Vernehmlassungen mitwirke. Weiter gibt es bereits ein welsches und ein nordwestschweizerisches Heimabkommen, die beide zufriedenstellend funktionieren. Aber gerade, weil mir diese Dinge bekannt sind, kann ich Ihnen folgendes sagen:

1. Die Heimvereinbarung Schlegel tritt frühestens auf 1986 in Kraft.

2. Sie regelt nur die gegenseitige Abgeltung von Restdefiziten pro Fall unter den Kantonen. Sie ist also kein Mittel zur Steuerung und Koordination einer schweizerischen Heimpolitik, wie wir das im Grunde brauchen und wie sie vom Bundesamt für Justiz bisher in einer positiven Weise gefördert worden ist, in einer Weise, die nicht selten auch zu Einsparungen geführt hat. Ich könnte Interessierten in Ihrem Rate hier mit Beispielen dienen.

3. Ob diese Heimvereinbarung ab 1986 «spielen» wird und auch unsere nordwestschweizerische Heimkonvention aufrechterhalten werden kann, hängt nicht zuletzt von unseren heutigen Beschlüssen ab. Denn wenn der Bund hier überhaupt nicht mehr subventioniert, schlägt sich das pro Fall und Tag – je nach Heimkategorie – in Mehrkosten von 50 bis 100 Franken nieder. Es entstehen dann Restdefizite, die nicht mehr von allen Kantonen genehmigt werden.

Ein Beispiel, Herr Kollega Meier: Ich bin Vorstandsmitglied des Basler Vereins für Jugendfürsorge, der unter anderem das Landerziehungsheim Erlenhof in Reinach BL betreibt. Ohne Bundessubventionen wird der Kanton Glarus dort für einen von ihm eingewiesenen Insassen (Kostgeld und Restdefizit zusammen) 150 Franken pro Tag zahlen müssen, und das wird er vermutlich nicht mehr wollen, Heimvereinbarung hin oder her. Genau das ist es, was wir verhindern wollen: eine Überbelastung der kleinen und mittleren Kantone. Wir wollen ein enges Zusammenwirken der Kantone, von denen ja nicht jeder sämtliche in Frage kommenden Heimtypen für sich erstellen und betreiben kann. Wir wollen, dass man die passenden Heimtypen anderer Kantone in Anspruch nehmen und mit Insassen belegen kann, und das muss zu tragbaren Tarifen möglich sein.

Heimerziehung ist weder Strafvollzug noch Fürsorge noch Schulwesen. Sie kann unter keinem dieser Titel einfach den Kantonen angehängt werden. Es kann in diesem Bereich nicht auf die ordnende, anspornende, zuweilen auch mahnende Mitwirkung des Bundes verzichtet werden. Wer hier sagt: Die Kantone wollen und werden mit dieser Aufgabe allein fertig werden, übersieht einiges: Erstens werden sich hier nicht alle Kantone gleichviel leisten können, und das führt dann eben zu unterschiedlichen Leistungen; da und dort zu Reduktionen des erzieherischen Standards, zu Benachteiligungen einer Randgruppe von ohnehin Benachteiligten. Zweitens handelt es sich hier um eine Materie, bei der sich die Kantone schon bisher nicht allzu glorios hervorgetan haben. Sie haben es in 40 Jahren nicht zustande gebracht, einen vom Strafgesetzbuch klar normierten Auftrag zur Schaffung bestimmter Heimtypen für besonders schwierige Jugendliche zu erfüllen.

Ein trauriges Beispiel für die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen ist die Tatsache, dass Ende 1983 die zehnjährige Frist abgelaufen ist, in der diese Kantone gemäss Artikel 93ter des Strafgesetzbuches Therapieheime und Anstalten für Nacherziehung schwierigster und permanent fluchtgefährdeter Jugendlicher hätten errichten müssen. Doch die Frist musste um zwei Jahre erstreckt werden, weil die vier bisher geschaffenen Heime den Bedarf in keiner Weise zu decken vermögen, so dass man, der Platznot gehorchend, immer noch und immer wieder Jugendliche in Haftanstalten für Erwachsene steckt. Das alles geschieht zulasten von sozial nicht angepassten Jugendlichen, von Erziehungsschwierigen, Drogen- und sonstige Geschädigten, von Jugendlichen aus schlechten Familienverhältnissen, wofür sie nun ja wirklich nichts können. Was an diesen jungen Menschen nicht getan, gefördert, geheilt und aufgebaut wird, kommt später die Gesellschaft teuer zu stehen. Davon bin ich überzeugt.

Es wird uns entgegengehalten: Dann müssen eben die Kantone finanziell vermehrt einsteigen. Aber sie haben auch ihre Sparprogramme. Im Nationalrat ist das Beispiel des Kantons Zürich – mit seinen 27 Heimen erheblich belastet – zitiert worden, der seine Betriebsbeiträge 1984 generell um 10 Prozent gekürzt hat. Um all das geht es bei diesem unserem heutigen Beschluss. Es geht aber nicht nur um das Geld – obwohl die Mehrbelastung durch den Wegfall der Bundes-

subventionen zum Beispiel den Kanton Bern für seine 16 Heime 3,8 Millionen Franken kosten wird –, sondern um die Erhaltung einer schweizerischen Heimstruktur, die durch die Jahrzehnte hindurch mit grosser Mühe aufgebaut worden ist, weiter um die Sicherung und Fortführung der interkantonalen Zusammenarbeit auf diesem Gebiet. Es soll nicht soweit kommen, dass wir am Ende in unserem Lande noch ein paar heimautarke Kantone haben, während die anderen es im Hinblick auf ihre Finanznöte bei ihren bisherigen Aufwendungen für kantonseigene Heime bewenden lassen. Für uns handelt es sich heute darum, einen vom Gesetz verlangten ausreichenden Bestand an qualifizierten Heimen für den jugendfürsorglichen und jugendstrafrechtlichen Massnahmenvollzug sicherzustellen. Ich bitte Sie, den Entscheid in humaner und zugleich staatsbürgerlicher Verantwortung zu fällen.

Lauber: Ich spreche ebenfalls für den Minderheitsantrag und werde mich kurz fassen.

Als zweisprachiger, bevölkerungsschwacher Kanton ist der Kanton Wallis auf die Koordination im Jugendmassnahmenvollzug angewiesen. Unsere Jugendstrafbehörden müssen, soll es zu keinen Fehlplazierungen kommen, auch ausserkantonal plazieren können. Ebenso notwendig ist es auch, dass unsere fünf Justizheime von ausserkantonalen Versorgern mitberücksichtigt werden. Die ungleichmässige Verteilung der 151 Justizheime auf die Kantone hat zur Folge, dass die Kantone bei einer allfälligen Streichung der Bundesbeiträge ungleich getroffen werden. Der pauschale Ausgleich durch andere Einnahmen, zum Beispiel die AHV, vermag den Einnahmefehl nur sehr unterschiedlich zu kompensieren. Wer bis jetzt die Justizheime auf seinem kantonalen Territorium kannte und diese Institutionen durch kantonale Subventionen und Beiträge gestützt und gefördert hat, wäre beim Wegfall der Bundesbeiträge benachteiligt. Das Strafgesetz sieht nach wie vor Erziehungsheime vor. Die bestehenden Heime sollen und müssen weiterbetrieben werden, auch zum Nutzen der Kantone ohne Justizheime.

Wir können mit Sicherheit sagen, dass der Wegfall der Betriebsbeiträge des Bundes die Kostgelder erheblich ansteigen lassen würde. Die Heime würden zur Hilfe in letzter Not und würden nur noch dann benutzt, wenn es für viele junge, sozial geschädigte Kinder und Jugendliche bereits zu spät ist. Dieser ungunstigen Entwicklung kann auch die Heimvereinbarung keinen Einhalt gebieten, sollte der Bund sich aus der Leistung von Betriebsbeiträgen zurückziehen. Unser Kanton ist heute bereits der Westschweizer Konvention angeschlossen und wird aller Voraussicht nach auch der Heimvereinbarung beitreten. Weil aber beide interkantonalen Vereinbarungen lediglich den Geldtransfer bei ausserkantonalen Plazierungen regeln, sind der Kanton Wallis und andere Kantone nach wie vor auf die finanzielle Unterstützung durch den Bund angewiesen.

Ich bitte Sie im Interesse aller Kantone, aller Justizheime und nicht zuletzt auch der betroffenen Jugendlichen und Kinder, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Meier Hans: Nachdem mich Herr Miville angesprochen hat, bevor ich mich überhaupt zur Vorlage geäussert habe, bin ich verpflichtet, einige Bemerkungen anzubringen.

Man hat nun so getan, als ob bei der heutigen Lösung alles befriedigend geregelt sei. Das ist doch keineswegs der Fall. Man darf auch nicht behaupten, wenn die Bundesbeiträge wegfallen, würden Mehrkosten erwachsen, die niemand zahle. Ich muss feststellen, dass hier ein abgrundtiefes Misstrauen gegenüber den Kantonen laut wird, das nicht verständlich ist. Wenn ein Kanton einen Kantonsbewohner in eine Anstalt einweisen muss, die in einem anderen Kanton liegt, ist er sich bewusst, dass er auch für die Kosten aufkommen muss. Wenn Sie glauben, dass sich hier Missstände ergeben könnten, sind Sie ja stimmberechtigt in Ihrem Kanton, zum Teil noch Behördemitglieder, und könnten auf dieser Ebene die nötigen Schritte unternehmen. Ich bin mehr als erstaunt, dass man hier nun Bedenken hat gegenüber den Kantonen ob ihrer finanziellen Lage, und

zwar von den genau gleichen Kreisen, die von allem Anfang an für die Streichung der Kantonsanteile am Alkoholmonopol und an der Stempelabgabe eingetreten sind, die Hunderte von Millionen praktisch mit einem Federstrich den Kantonen kürzen wollten; von Leuten, die für die Kompensation bei den Treibstoffzollzuschlägen eintreten. Rechnen Sie diese Kürzungen oder die Höhe der Kompensationsforderung gegenüber den Kantonen auf und vergleichen Sie, was nach Botschaft bisher der Bund an diese Heime gezahlt hat: Das sind 44 Millionen Franken im Jahr, und nach der Aufstellung des Bundesamtes für Justiz würde das 1990 nach Inkrafttreten aller Massnahmen 52 Millionen Franken ausmachen für 26 Kantone. Stellen Sie dem nun gegenüber, was Sie den Kantonen als Opfer zugemutet haben bei den anderen Beschlüssen – wir stimmen ebenfalls heute zu – wie Streichung der Anteile am Alkoholmonopol und den Stempelabgaben und vergleichen Sie das mit der Grössenordnung, über die wir heute diskutieren. Dabei wurde ja unterstrichen, dass die bisherigen Massnahmen noch bis 1989 weiterlaufen.

Sie dürfen doch die Sache nicht so darstellen, als ob man kein Verständnis gegenüber diesen bedauernswerten Menschen hätte oder nicht Rücksicht nähme auf die finanziellen Möglichkeiten der Kantone. Der Herr Kommissionspräsident hat ja darauf hingewiesen, dass in anderen Sektoren ganz namhafte Entlastungen auf die Kantone zukommen, die man wiederum sehen muss mit den Mehrbelastungen, zum Beispiel unter diesem Titel.

Aus all diesen Überlegungen stimme ich für den Mehrheitsantrag der Kommission.

Frau **Meier** Josi: Leider teile ich den Optimismus meines Namensvetters im Hinblick auf eine Neuverteilung dieser Aufgabe nicht. Verschiedene Vorredner haben auf die Gefahren hingewiesen, die ein Koordinationsverlust seitens des Bundes mit sich bringt.

Ich bitte Sie ebenfalls, der Minderheit zuzustimmen, weil ich feststelle, dass nicht nur ein Koordinationsverlust droht; vielmehr riskieren Sie, die im Jugendstrafrecht vorgesehenen Qualitätsziele weitgehend aufzugeben, letztlich aber geben Sie trotz allen gegenteiligen Behauptungen – sicher ohne es zu wollen – junge Menschen auf.

Ich möchte Ihnen das Anliegen konkret an einem Luzerner Heim aufzeigen, das in den Kommissionsberatungen offenbar unvollständig und zum Teil verzerrt dargestellt wurde, nämlich das Therapieheim in Kastanienbaum. Es ist, wie die meisten dieser Heime, privat und nicht kantonal oder gemeindeeigen. Es ist das einzige Therapieheim für gefährdete Mädchen und junge Frauen in der deutschen Schweiz. Mit dem teuren Verhältnis, ein Betreuer pro Pflegekind, entspricht es genau den Bundesrichtlinien. Das ist auch nötig, weil die Eingewiesenen rund um die Uhr betreut werden müssen und es sich um vielfach gefährdete handelt, die zum Beispiel vor lauter Angst der Magersucht verfallen. Es sind Jugendliche, die verschiedene Mängel aufweisen. Das Bedürfnis für dieses Heim ist schon dadurch ausgewiesen, dass es 1983 im Schnitt zu 87 Prozent besetzt war, währenddem Spitäler in der Regel auf etwa 70 Prozent kamen. An die Pflegekosten von rund Fr. 262.55 pro Tag zahlten die Betroffenen 100 bis 120 Franken. Der Bund zahlte rund 80 Franken und mein Kanton rund 20 Franken. Einzig Solothurn half ihm noch dabei. Es stimmt leider nicht, dass die Bereitschaft der Kantone zum Mittragen bei dieser Sorte Heime im Steigen begriffen ist. Wir hören vielmehr von Weisungen bestimmter Kantone, dieses Heim zum Beispiel in Zukunft nicht mehr zu beschicken. Das bedeutet heute schon, dass man privat um Spenden betteln muss. Wer nun bei der heutigen Finanzsituation für mehr und mehr Heime in immer kürzeren Abständen privat betteln gehen muss – und dazu gehöre ich auch –, der weiss, dass die Bereitschaft zur Hilfe für gefährdete Jugendliche keineswegs steigt, sondern resignierend sinkt. Das erwähnte einzige Heim seiner Art ist auf der Abschlusliste. Es wird, wenn seine Tagespauschalen um 80 Franken ansteigen – was der Kanton Luzern nicht auffangen kann und andere offenbar nicht wollen –,

noch weniger Einweisungen bekommen und dadurch prohibitiv teurer. Man wird Alternativen vorziehen, denn selbstverständlich gibt es Alternativen. Eine heisst Hospitalisation in einer psychiatrischen Klinik, was dann pro Tag mehr kostet und noch länger dauert. Die zweite, sehr tragische, heisst Absinkenlassen ins Milieu und in die Drogenszene. Es geht also nicht um 30 oder 40 Millionen, es geht um junge Menschen.

Um ihretwillen bitte ich Sie um ein *sacrificium intellectus*. Stimmen Sie doch dem Nationalrat zu, damit wir diese Differenz bereinigt haben.

Bundesrat **Friedrich**: In dieser Sache sind auch Sie vermutlich mit zahlreichen persönlichen Interventionen, mit Briefen und mit Zeitungsartikeln überschüttet worden. Es ist eine sehr aktive Interessenvertretung am Werk gewesen. Ich möchte Sie mit dem Kommissionspräsidenten noch einmal darauf hinweisen, dass es zunächst nicht um kleine Details, sondern um eine grundsätzliche Frage geht. Mit unseren Vorschlägen zur Aufgabenneuverteilung – das gilt allgemein – beabsichtigen wir nicht, eine staatliche Aufgabe abzubauen; ich möchte das noch einmal mit aller Deutlichkeit betonen. Aber diese Aufgabe soll in Zukunft von den Kantonen anstelle des Bundes erfüllt werden; das ist die eigentliche Philosophie der Aufgabenteilung. Diese Philosophie möchte ich allen diesen düsteren und teilweise dramatischen Prophezeiungen, die hier laut geworden sind, gegenüberstellen. Mit Herrn Ständerat Meier möchte ich meinerseits zum Ausdruck bringen, dass hier offensichtlich ein tiefgreifendes Misstrauen gegen die Kantone, die nicht fähig sein sollen, solche Aufgaben zu lösen, zum Ausdruck kommt, und ich bin erstaunt, dass dieses Misstrauen gegen die Kantone ausgerechnet im Ständerat derart artikuliert wird.

Es ist falsch, wenn man in einem Einzelfall gewissermassen den Saldo zu Gunsten oder zu Lasten der Kantone errechnet und dann sein Urteil fällt. Sie müssen das Gesamtpaket und den Gesamtsaldo betrachten, und dieser Gesamtsaldo ist Ihnen allen bekannt. Die Weiterführung dieser Betriebsbeiträge an die Justizheime stünde in einem ganz krassen Widerspruch zur Idee der Aufgabenteilung und verhindert vor allem auch – und das ist ja ein Hauptziel dieser Aufgabenteilung – die angestrebte Entflechtung zwischen Bund und Kantonen, die sich letzten Endes für beide wahrscheinlich auch finanziell positiv auswirkt.

Neben diesen Überlegungen darf ich als Vertreter des Bundesrates in aller Bescheidenheit noch darauf hinweisen, dass durch einen Entscheid zugunsten der Minderheit natürlich auch die Entlastung des Bundes in keiner Weise mehr im vorgesehenen Ausmass erreicht würde; und Sie sind ja nebenbei auch noch eidgenössische Parlamentarier und ebenfalls mitverantwortlich für die Bundesfinanzen.

Die Befürworter von Betriebsbeiträgen machen geltend, dass eine Koordination auf Bundesebene angesichts des nicht zustande gekommenen Konkordats notwendig sei. Es ist richtig – der Kommissionspräsident hat das gesagt –, dass ein solches Konkordat nicht zustande gekommen ist, aber das ist eben nur die halbe Wahrheit. Zu betonen ist, und auch da möchte ich nochmals unterstreichen, was der Kommissionspräsident gesagt hat, dass eine interkantonale Heimvereinbarung abgeschlossen wurde, die gegenüber dem heutigen Zustand nicht nur eine einheitliche und ausgewogene Regelung der Kostenfrage bringt, sondern gleichzeitig – und das ist einer der grossen Vorteile dieser Vereinbarung – den Geltungsbereich auf etwa 800 Sonderschulen und Heime für Invalide ausdehnt. Man muss diese Leistung der Kantone und diesen Fortschritt auch einmal sehen, dann steigt vielleicht das Vertrauen in die Leistungsfähigkeit der Kantone wieder etwas.

Im übrigen sind mit den kantonalen Verbindungsstellen und zwei schweizerischen Konferenzen wichtige koordinierende Organe geschaffen worden. Eine Koordination ist also auch nachher da. Es stimmt ganz einfach nicht, wenn das Bundesamt für Justiz wegfällt, dass es nachher an jeglicher

Koordination fehle. Auch da kommt wieder das Misstrauen gegenüber den Kantonen zum Ausdruck.

Die Rechtsform der Vereinbarung wurde derjenigen des Konkordates aus ganz praktischen Gründen vorgezogen, vor allem, weil der Kanton Bern als zweisprachiger Kanton bereits der Vereinbarung der welschen Kantone angeschlossen ist. Mit einer Vereinbarung auch für die deutschschweizerischen Kantone konnte erreicht werden, dass nicht die gleiche Materie je nach Region in unterschiedliche Rechtsformen gekleidet ist.

Sie haben in der Erstberatung dieser Angelegenheit die staats- und finanzpolitische Bedeutung der Frage erkannt und sind den bundesrätlichen Anträgen gefolgt. Ich bitte Sie mit der Kommissionsmehrheit, an ihrem damaligen Entscheid festzuhalten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	13 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	28 Stimmen

Art. 18

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Weber, Dreyer, Meylan)

b. ... bis zum 31. Dezember 1989;

Art. 18

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Weber, Dreyer, Meylan)

b. 31 décembre 1989;

Binder, Berichterstatter: Die nächste Differenz haben wir bei Artikel 18 Buchstabe b. Hier wird die Übergangsfrist für Beiträge an Bildungsstätten geregelt. Der Bundesrat hatte ursprünglich den Endtermin auf den 31. Dezember 1984 vorgeschlagen. Der Nationalrat verlängerte die Frist bis 31. Dezember 1986. Die Mehrheit der Kommission möchte hier keine Differenz zum Nationalrat schaffen und stimmt dem 31. Dezember 1986 zu. Die Kommissionsminderheit unter Führung von Herrn Weber möchte die Frist nochmals um drei Jahre, nämlich bis 31. Dezember 1989, verlängern. Ich bitte Sie, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Weber, Sprecher der Minderheit: Die Angelegenheit ist so komplex, dass ich drei Sätze mehr sagen muss, als mir lieb ist. Die Angelegenheit ist aber auch so wichtig, dass ich Sie bitten möchte, sich ernsthaft mit meinem Anliegen auseinanderzusetzen.

Bei dieser Gesetzesrevision geht es in diesem speziellen Punkt unter anderem um die Entlastung oder Befreiung des Bundes bei den Baubeiträgen für Heime und Anstalten, bei den Betriebsbeiträgen für Heime und Anstalten und bei den Ausbildungsbeiträgen für Heime und Erziehungsschulen. Zu diesen grundsätzlichen Entlastungen in allen drei Bereichen will ich mich nicht mehr äussern; in einem Punkt haben wir ja soeben entschieden. Der Übergang der Aufgabe an die Kantone wird schwer sein. Wir haben vom Misslingen des Konkordates gehört. Der Übergang wird etwas Zeit brauchen, damit das Weiterfunktionieren der Einrichtungen gewährleistet werden kann. Diesen Überlegungen will man in Artikel 18 unter dem Randtitel «Übergangsbestimmung» Rechnung tragen, indem die Fristen etwas erstreckt werden.

Buchstabe a regelt den Auslauf der Baubeiträge. Der Zeitpunkt ist fixiert mit dem Einreichen des Gesuches und mit

dem Baubeginn. Buchstabe c erstreckt die Betriebsbeiträge für bestehende Einrichtungen; gemäss Litera b sollen aber die Ausbildungsbeiträge an Heimerziehereschulen nur noch bis 1986 ausgerichtet werden. Um diese Frist allein geht es bei meinem Antrag.

Die Kommissionsminderheit möchte die Streichung der Beiträge an die in der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft der Heimerziehereschulen zusammengeschlossenen 15 Ausbildungsstätten, die sich über das ganze Land verteilen und allen Kantonen direkt oder indirekt zugute kommen, erst auf den 31. Dezember 1989 wirksam werden lassen. Damit könnte die Finanzierung in der Zwischenzeit neu geregelt und gesichert werden. Gute Worte genügen nicht, es müssen auch Taten folgen.

Die Subventionierung der Erzieherausbildungen durch den Bund fliesst aus drei verschiedenen Quellen:

Die erste Quelle (und das ist wichtig, dass wir das beachten): IV-Beiträge. Es sind dies Beiträge an die Kosten der Aus- und Weiterbildung von Lehr- und Fachpersonal zur Betreuung, Ausbildung und beruflichen Eingliederung Invalider. Dazu ist zu bemerken: Es ist vorgesehen, mit dem zweiten Paket der Aufgabenverteilung auch diese Beiträge zu streichen. Man will aber gleichzeitig eine Lösung suchen, um die Dachorganisationen mit ihren koordinierenden und standartherhaltenden Funktionen zu erhalten.

Zweite Quelle: Beiträge aus dem Departement des Innern. Es handelt sich um Beiträge an die Betriebsausgaben in Prozenten der Ausbildung für Sozialarbeiter aufgrund des Bundesbeschlusses 1979 über die Unterstützung der Schulen für soziale Arbeit. Der Subventionserlass ist bis 31. Dezember 1984 befristet und soll Ende dieses Jahres ablaufen. Auch hier will man für den Übergang Zeit gewinnen.

Der Bundesrat hat diese Absicht in die Tat umgesetzt und der Bundesversammlung – unabhängig von diesem zur Beratung stehenden Geschäft – eine Vorlage, nämlich 84.004, unterbreitet, mit welcher die Frist bis 31. Dezember 1989 verlängert werden soll. In der Übersicht zu dieser Botschaft, die ich erwähnt habe, heisst es: «Die Unterstützung der Ausbildungen im sozialen Bereich steht gegenwärtig bei der Vorbereitung des zweiten Massnahmenpaketes für eine Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen zur Diskussion. Nach den bisher entwickelten Vorstellungen soll der Bund von dieser Aufgabe gänzlich entlastet werden. Eine neue Lösung wird indessen in den nächsten Jahren kaum in Kraft treten. Deshalb wird beantragt, die Geltungsdauer des Bundesbeschlusses vom 5. Oktober 1979 um fünf Jahre zu verlängern.»

Auf Seite 5 der Botschaft wird die Verlängerung wie folgt begründet: «Der geltende Bundesbeschluss ist bis zum 31. Dezember 1984 befristet. Bis zur Ablösung durch die Kantone werden aber noch einige Jahre vergehen. Um keine Finanzierungslücken entstehen zu lassen, sollte die bisherige Bundesunterstützung über 1984 hinaus sichergestellt werden. Es scheint daher gerechtfertigt, den geltenden Bundesbeschluss um weitere fünf Jahre zu verlängern. Sollte dereinst die Aufgabenteilung im angestrebten Sinne entschieden werden, würde sich eine Übergangsregelung erübrigen, der Bundesbeschluss also einfach auslaufen. Es handelt sich demnach um die aller Voraussicht nach letztmalige Verlängerung.»

Die Schulen für soziale Arbeit sind noch nicht stark im kantonalen Bildungssystem verankert wie andere Schulen. In vielen Fällen ist nicht einmal die Beteiligung des Standortkantons dauerhaft geregelt. So steht es auch sinngemäss in der Botschaft.

Die dritte Quelle: Beiträge aus dem Justiz- und Polizeidepartement, wie sie jetzt zur Diskussion stehen. Um diese geht es bei dieser Vorlage. Die Beiträge werden aufgrund des Bundesgesetzes über Betriebsbeiträge an Strafvollzugs- und Erziehungsanstalten aus dem Jahre 1966 ausgerichtet, und zwar pro Kopf der Absolventen, die nach ihrer Ausbildung in eine Institution des Straf- und Massnahmenvollzuges eintreten. Die Finanzierung der Schulen ist wie die Verschieden-

heit der Zusammensetzung der Trägerschaft sehr unterschiedlich.

Wir sehen also: Die drei Quellen sollen unterschiedlich abgestellt werden, d. h. in einem Fall ist der Nationalrat jetzt aufgerufen – er wird in der dritten Woche, glaube ich, die Vorlage behandeln –, die Frist bis 1989 zu verlängern. Die Finanzierung der Schulen ist wie die Zusammensetzung der Trägerschaft sehr unterschiedlich.

Mit unserem Antrag wollen wir folgendes erreichen:

1. Gleichbehandlung der Erzieherausbildungen und der Sozialarbeiterausbildungen. Ein Teil der SAH-Ausbildungsstätten bildet neben Sozialpädagogen, Erziehern, auch Sozialarbeiter aus, sei dies in gleichen, partiell gleichen oder unterschiedlichen Ausbildungsgängen. So gehören denn auch 5 der 15 SAH-Schulen, d. h. Heimerzieher Schulen, der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft der Schulen für Sozialarbeiter an. Umgekehrt sind fünf der neuen SASSA-Schulen im SAH eingegliedert. Die Streichung eines Teils der Bundesbeiträge an die Erzieher Schulen zu einem früheren Zeitpunkt, also bevor die anderen massgebenden Beiträge an die Sozialarbeiterausbildung auslaufen, müsste man als willkürlich ansehen.

2. Adäquate Bedingungen für die Übernahme der Aufgabe durch die Kantone, Regelung auf interkantonalen Ebene en bloc und nicht für jedes Detail besonders, und Vergrößerung der Zeitmarge für die Erarbeitung einer Regelung. Die bisherigen Bemühungen um Konkordate haben gezeigt, dass solche schwierig sind und Zeit brauchen. Vermutlich hat man im Nationalrat im Zeitpunkt, als für die Betriebsbeiträge die Frist bis 1989 erstreckt wurde – dem unsere Kommission zustimmen beantragt –, vergessen, einen analogen Antrag unter Litera b einzubringen. Es ist etwas Wichtiges unter Eis geraten. Jetzt haben wir die Gelegenheit, eine Korrektur vorzunehmen.

Ich ersuche Sie nicht, die Kantonalisierung in diesem Bereiche zu verhindern, aber ich ersuche Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen und für den Übergang genügend Zeit einzuräumen.

Bundesrat **Friedrich**: Darf ich klarstellen, dass es hier nur um die Beiträge aus dem Justiz- und Polizeidepartement geht. Das andere ist völlig separat. Dass der Nationalrat die Frist bereits erstreckt hat, ist gerechtfertigt, weil sich die Behandlung dieser Vorlage verzögert hat. Umgekehrt sollten wir nicht zu lange Übergangsfristen festlegen. Irgendwann soll diese Aufgabenteilung auch einmal in Kraft treten. Im übrigen geht es bei diesen Beiträgen um sehr kleine Beträge, die selbst für die Kantone keine grosse Rolle spielen.

Ich bitte Sie, der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	22 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	10 Stimmen

B

Zivilschutz. Bundesgesetz über die Änderung der Zivilschutzgesetzgebung

Loi fédérale modifiant la législation sur la protection civile

Art. 62 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 62 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Hier haben wir eine Differenz bei Artikel 62. Durch die verzögerte Inkraftsetzung der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen ist die vom Bun-

desrat vorgesehene Übergangslösung für die Finanzierung der Überlebensnahrung überflüssig geworden. Im Einverständnis mit dem Bundesrat stimmt deshalb unsere Kommission den vom Nationalrat vorgenommenen Anpassungen zu.

Angenommen – Adopté

Art. 69a Abs. 1 Bst. b

Antrag der Kommission

Festhalten

Antrag Lauber

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 69a al. 1 let. b

Proposition de la commission

Maintenir

Proposition Lauber

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Der Nationalrat schlug eine stärkere Auffächerung der Bundesbeiträge vor, nämlich 30 bis 70 Prozent statt 55 bis 65 Prozent, wie wir es beschlossen haben. Damit sollten die finanzschwächeren Kantone, die sich im Rückstand befinden, etwas bevorzugt werden. Unsere Kommission beschloss aus grundsätzlichen Überlegungen Festhalten am ursprünglichen Entscheid. Der Finanzausgleich soll nach unserer Meinung gesamthaft festgelegt und nicht bei jeder Einzelvorlage wieder separat behandelt und, wie hier, verstärkt werden. Das Festhalten wurde von der Kommission mit 7 gegen 5 Stimmen beschlossen.

Lauber: Ich habe keinen schriftlichen Antrag hinterlegt. Es geht ja nicht um eine Änderung in textlicher Hinsicht. Ich möchte Ihnen beantragen, der Fassung des Nationalrates zuzustimmen, und zwar aus folgenden Gründen:

Die nationalrätliche Kommission, die sich mit dem Zwischenbericht des Bundesrates zum Stand des Zivilschutzes zu befassen hatte, hat eine stärkere Auffächerung dieser Bundesbeiträge vorgeschlagen. In der Tat werden mit dem Vorschlag des Nationalrates die heute noch unterschiedlichen Ansätze für die beim Bevölkerungsschutz bedeutungsvollen öffentlichen Schutzräume jenen für die Schutzanlagen der örtlichen Schutzorganisationen gleichgestellt. Durch die stärkere Auffächerung der Bundesbeiträge werden zugegebenermassen die finanzschwachen Kantone etwas bevorzugt. Diese Kantone haben ein wesentlich höheres Schutzplatzdefizit, und es wäre angebracht, dieses Manko besser auszugleichen. Wenn dadurch die finanzstarken Kantone etwas mehr belastet werden, so scheint dies aus zwei Gründen vertretbar:

Einmal ist die Mehrbelastung relativ bescheiden und verteilt sich zudem auf einen Zeitraum von mindestens zehn Jahren. Sodann ist der heutige beachtliche Stand an Schutzräumen in diesen Kantonen weitgehend durch die starke private Bautätigkeit der vergangenen Jahre entstanden. Die Schutzräume wurden damit finanziell wesentlich von den privaten Bauherren mitgetragen, die für die Kosten der seit dem 1. Januar 1981 neu entstehenden Pflichtschutzräume sogar voll aufzukommen haben. Die öffentliche Hand wurde beim Bau von Schutzräumen für die Bevölkerung gerade in den finanzstarken Kantonen wesentlich mehr entlastet als in den finanzschwachen, so dass der vorgeschlagenen Regelung nach Fassung des Nationalrates zuzustimmen wäre. Ich beantrage Ihnen also Zustimmung zur Fassung des Nationalrates.

Bundesrat **Friedrich**: Ich beantrage Ihnen, dem Antrag von Herrn Lauber und damit auch dem Nationalrat zu folgen. Dasselbe gilt bei Artikel 5 des Schutzbaugesetzes. Meine Ausführungen sind für diese beiden Bestimmungen gültig. Der Zwischenbericht des Bundesrates vom Januar

1983 zum Stande des Zivilschutzes hat deutlich aufgezeigt, dass alle zwölf Kantone, deren prozentuales Schutzplatzdefizit das eidgenössische Mittel übersteigt, entweder der Gruppe der finanzschwachen oder dann derjenigen im unteren Bereich der mittelstarken Kantone angehören. Der Bundesrat erklärte daher in seinem Bericht zum Stande des Zivilschutzes, es müsse geprüft werden, wie diesen Kantonen besser geholfen werden könne.

Die nationalrätliche Kommission unter Frau Nationalrätin Aubry hat diese Idee aufgenommen; in einer Motion hat sie eine Änderung des Artikels 69a Zivilschutzgesetz und des Artikels 5 Schutzbautengesetz beantragt. Mit diesem vom Nationalrat übernommenen Vorschlag sind zwei Ziele anvisiert worden: Einmal eine Gleichsetzung der Beitragssätze für öffentliche Schutzräume mit denjenigen für die Organisationsanlagen, sodann eine grössere Auffächerung der Beitragssätze gegenüber den Kantonen.

Der Bundesrat begrüsst diese Regelung ausdrücklich. Er ist der Überzeugung, dass sie einen gangbaren Weg darstellt zu einem rascheren und konsequenteren Abbau des Schutzplatzdefizites in den betreffenden Kantonen. Für den Bund – das muss betont werden – entstehen keine Mehrkosten. Es geht um eine andere Verteilung. Den Umstand, dass die finanzstarken Kantone in Zukunft etwas geringere Beiträge erhalten werden, erachten wir als verantwortbar. Herr Lauber hat es bereits gesagt: Diese Kantone haben nicht nur ihre öffentlichen Schutzbauten bereits weitgehend realisiert, sondern sie konnten ihre Schutzplatzbedürfnisse im wesentlichen noch mit Pflichtschutzräumen abdecken, die in der Zeit der Bauhochkonjunktur entstanden und vom Bund bis zum 1. Januar 1981 mitfinanziert worden sind. Die finanzstarken Kantone, die weiter waren in der ganzen Entwicklung, haben also von jener Bundesfinanzierung bereits in entsprechendem Masse profitiert.

Ich ersuche Sie daher, dem vom Nationalrat vorgeschlagenen Weg zu folgen, und zwar im Interesse des Schutzes unserer Bevölkerung und damit auch im Interesse der Gesamtverteidigung. Die neue Regelung liegt – ich möchte das noch einmal sagen – natürlich vor allem im Interesse der finanzschwachen und der mittelstarken Kantone, damit sie ihren Rückstand in der Bereitstellung der Schutzplätze eher aufholen können.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	16 Stimmen
Für den Antrag Lauber	18 Stimmen

Art. 69a Abs. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 69a al. 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Hier handelt es sich um eine kleine Differenz. Der Nationalrat stimmte der flexibleren Lösung des Bundesrates zu. Demnach ist Pauschalisierung dort einzuführen, wo sie zweckmässig ist. Die Kommission schlägt vor, dem Nationalrat und dem Bundesrat zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag der Kommission

Abs. 3

Festhalten

Abs. 4

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 4

Proposition de la commission

Al. 3

Maintenir

Al. 4

Adhérer à la décision du Conseil national

Abs. 3 – Al. 3

Binder, Berichterstatter: Der Nationalrat war der Meinung, es handle sich hier nur um eine redaktionelle Frage, und hat Artikel 4 Absatz 3 gestrichen. Unsere Kommission konnte sich dieser Auffassung nicht anschliessen. Es handelt sich hier um eine Kompetenz der Kantone. Auch wenn von dieser Kompetenz bisher nie Gebrauch gemacht worden ist, sollte sie doch nicht aufgehoben werden. Die Idee der Aufgabenteilung beruht auf dem Grundsatz, den Kantonen seien mehr Entscheidungsbefugnisse zu übertragen. Dieser Idee widerspricht der Streichungsbeschluss des Nationalrates. Die Kommission beantragt Ihnen deshalb, bei Artikel 4 Absatz 3 an unserem Beschluss festzuhalten.

Angenommen – Adopté

Abs. 4 – Al. 4

Binder, Berichterstatter: Die Kommission stimmt dem Streichungsbeschluss des Nationalrates zu.

Hefti: Welches sind die Gründe für diese Streichung?

Binder, Berichterstatter: Die Gründe sind in der Kommission nicht weiter diskutiert worden. Man hat wohl gefunden, dass es selbstverständlich sei, dass der Bundesrat diese Vorschriften erlassen kann. Deshalb hat der Nationalrat Absatz 4 gestrichen. Wir haben uns dieser Meinung angeschlossen.

Präsident: Ist Herr Hefti von der Antwort befriedigt?

Hefti: Ich entnehme der Antwort, dass der Bund schon jetzt diese Kompetenz hat, und damit bin ich befriedigt.

Angenommen – Adopté

Art. 5 Abs. 1

Antrag der Kommission

Festhalten

Art. 5 al. 1

Proposition de la commission

Maintenir

Binder, Berichterstatter: Dieses Problem haben wir vorhin schon behandelt. Ich beantrage auch hier Zustimmung zum Nationalrat.

Bundesrat **Friedrich**: Logischerweise müssten Sie hier gleich entscheiden. Es wäre völlig unlogisch, wenn verschiedene Ansätze angewendet würden. Es geht auch hier darum, die finanzschwachen und die mittelstarken Kantone durch diese grössere Auffächerung besser unterstützen zu können. Es ist die gleiche Problematik wie vorhin bei Artikel 69a.

Angenommen gemäss Beschluss des Nationalrates

Adopté selon la décision du Conseil national

Ziff. III Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. III al. 2*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Hier haben wir ursprünglich im Absatz 2 eine Bestimmung aufgenommen. Der Nationalrat hat diese Bestimmung gestrichen. In der Kommission ist uns erklärt worden, die sogenannte Überlebensnahrung sei heute bereits ausgeliefert. Wir können deshalb diese Bestimmung streichen.

*Angenommen – Adopté***E**

Ausbildungsbeiträge – Subsidies de formation
Bundesbeschluss über die Ausbildungsbeiträge
Arrêté fédéral sur les subsides de formation

Art. 16*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Hier haben wir eine Differenz in Artikel 16. Der Nationalrat hat wiederum wegen des Rückstandes im Zeitplan die Übergangsfrist verlängert, nämlich bis 31. Dezember 1988. Die Kommission beantragt Zustimmung zum Nationalrat.

*Angenommen – Adopté***F**

Bundesgesetz über die Ausbildungsbeiträge der Kantone
Loi fédérale sur les subsides de formation alloués par les cantons

Art. 5*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Die ursprüngliche bundesrätliche Lösung liess den Kantonen mehr Spielraum als der Beschluss des Ständerates. Der Nationalrat hat geschlossen für die aus der Sicht der Aufgabenteilung reinere und konsequentere Lösung entschieden und die von uns eingefügte Anerkennung durch den Bund weggelassen. Auch die Erziehungsdirektoren haben sich für den ursprünglichen Vorschlag des Bundesrates entschieden. Unter diesen Umständen mussten wir dem Nationalrat einräumen, dass er für einmal föderalistischer entschieden hat als der Ständerat. Sogar so etwas kann in unserem Staatswesen ausnahmsweise vorkommen.

Wir beantragen Ihnen Zustimmung zum Nationalrat.

*Angenommen – Adopté***Art. 12***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Der Ständerat hat den Begriff der Erstausbildung eingeführt. Dieser Begriff könnte zu Unklarheiten führen und den Wechsel des stipendienrechtlichen Wohnsitzes mündiger Bewerber unnötig erschweren.

Wir beantragen deshalb, dem nationalrätlichen und bundesrätlichen Beschluss zuzustimmen.

*Angenommen – Adopté***Art. 13***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Diese Bestimmung ist unnötig und stellt auch ohne ausdrückliche Erwähnung geltendes Recht dar.

Die Kommission beantragt Ihnen, der Streichung von Artikel 13 zuzustimmen.

*Angenommen – Adopté***Art. 14***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Die Differenz ist geringfügig. Auch wir geben der flexibleren Kann-Formulierung den Vorzug und beantragen Zustimmung zum Nationalrat.

*Angenommen – Adopté***Art. 16***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Dies ist wegen des Rückstandes auf den Zeitplan wiederum eine Anpassung der Übergangsfrist.

Wir beantragen Zustimmung zum Nationalrat.

*Angenommen – Adopté***I**

Bundesgesetz über die Aufhebung von Bagatellsubventionen im Gesundheitswesen

Loi fédérale supprimant les subventions mineures dans le domaine de la santé publique

Art. 14, Art. 4 Abs. 2*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 14, art. 4 al. 2*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Die beiden Bestimmungen stehen in einem inneren Zusammenhang; ich nehme zu beiden Stellung.

Der Nationalrat hat die Bundesbeiträge nicht nur auf Massnahmen von gesamtschweizerischer Bedeutung, sondern gleichzeitig auch auf Dachorganisationen beschränkt. Rheuma- und Tuberkulose-Ligen sind damit gleichgestellt. Der Bundesrat begrüsst diese Korrekturen. Wir beantragen Ihnen, dem Nationalrat zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

Ziff. Ibis*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. I^{bis}*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Dies ist eine neue abstrakte Norm, die der Nationalrat eingefügt hat. Praktisch ist die Norm jedoch nur für den Kanton Jura von Bedeutung. Ihm soll wie den übrigen Kantonen die Möglichkeit gegeben werden, mit Unterstützung des Bundes die nötigen Laboratorien zu schaffen und einzurichten.

Unsere Kommission beantragt Zustimmung zum Nationalrat.

*Angenommen – Adopté***K****Alters- und Hinterlassenenversicherung/Altersheime****Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG)****Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)****Art. 103***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Die stufenweise Reduktion der kantonalen Beiträge an die AHV muss korrigiert werden. Die erste Herabsetzung kann infolge der Verzögerung bei der Teilrevision der Krankenversicherung und wegen der verlängerten Übergangsfristen, die Sie beschlossen haben, aus Rücksicht auf den Gesamtsaldo erst im Jahre 1986 erfolgen. Bei zusätzlichen Verzögerungen käme die Sicherheitsklausel gemäss Ziffer II dieser Vorlage zur Anwendung. Die Kommission beantragt Zustimmung zum Nationalrat.

*Angenommen – Adopté***Art. 155 Abs. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 155 al. 1*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté***Ziff. II***Antrag der Kommission*

Festhalten

Ch. II*Proposition de la commission*

Maintenir

Binder, Berichterstatter: Das ist die sogenannte Sicherheitsklausel. Diese Sicherheitsklausel – ich möchte das betonen – ist von ganz zentraler Bedeutung in diesem ganzen Paket der Neuverteilung der Aufgaben.

Der Ständerat hat die sogenannte Enumerationsmethode gewählt. Der Nationalrat verzichtete auf diese Aufzählung. Der Unterschied zwischen den beiden Formulierungen liegt

sodann in der wichtigen Kompetenzfrage. Nach Vorschlag des Ständerates ist die Bundesversammlung zur Kompensation zuständig, nach Vorschlag des Nationalrates der Bundesrat. Obwohl nach Darstellung des Bundesrates zwischen den beiden Vorschlägen materiell kein Unterschied besteht, möchte unsere Kommission hier einstimmig an der Kompetenz der Bundesversammlung festhalten. Bei negativen Volksentscheiden oder zeitlichen Verzögerungen soll das Parlament wieder angegangen werden.

Die Kommission beantragt Ihnen deshalb Festhalten an unserem ursprünglichen Beschluss.

*Angenommen – Adopté***L****Ergänzungsleistungen AHV/IV****Prestations complémentaires à l'AVS/AI****Bundesgesetz über die Ergänzungsleistungen (ELG)****Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LPC)****Ziff. Ibis***Antrag der Kommission*

Festhalten

Ch. I^{bis}*Proposition de la commission*

Maintenir

Binder, Berichterstatter: Hier haben wir eine Differenz. Es geht um die analoge Sicherheitsklausel wie bei der AHV und den Altersheimen, der Sie soeben in unserer ursprünglichen Formulierung zugestimmt haben.

Die Kommission beantragt Ihnen deshalb hier ebenfalls Festhalten am ursprünglichen Beschluss des Ständerates.

*Angenommen – Adopté***N****Wohnbauförderung – Encouragement à la construction de logements****Bundesbeschluss über die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen in der Wohnbauförderung****Arrêté fédéral concernant la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine de l'encouragement à la construction de logements***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Festhalten

Minderheit

(Weber, Cavelti, Dreyer, Ducret, Gadiant, Meylan)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates (Nichteintreten)

*Proposition de la commission**Majorité*

Maintenir

Minorité

(Weber, Cavelti, Dreyer, Ducret, Gadiant, Meylan)

Adhérer à la décision du Conseil national (Ne pas entrer en matière)

Binder, Berichterstatter: Die Vorlage N steht in einem engeren Zusammenhang mit der Vorlage O. Hier besteht die

zweite grosse Differenz zu den Vorschlägen des Nationalrates.

Unser Rat hat in der letzten Beratung der Vorlage Eintreten beschlossen. Der Nationalrat hat in namentlicher Abstimmung mit 114 gegen 77 Stimmen Nichteintreten auf die Vorlage N und in gewöhnlicher Abstimmung mit 104 gegen 72 Stimmen Nichteintreten auf die Vorlage O beschlossen. Unsere Kommission beantragt Ihnen, mit 7 gegen 6 Stimmen – Sie sehen, wie knapp es wiederum zugeht – am Ständeratsbeschluss festzuhalten und den Nichteintretensbeschluss des Nationalrates abzulehnen.

Die Diskussion «Wohnbauförderung» ist sehr breit geführt worden. Neue Argumente für die eine oder andere Lösung können kaum mehr gefunden werden. Die Argumente und Gegenargumente für oder gegen Eintreten sind also gewechselt worden in den Medien und in den Räten; wahrscheinlich ist bei Ihnen die Meinung auch schon gemacht. Ich möchte Sie deshalb nicht mit einem langen und langweiligen Plädoyer für die Vorschläge der Kommissionen belästigen. In der Kommission hat Herr Bundesrat Friedrich die fünf wichtigsten Argumente, die für die Übertragung der Wohnbauförderung an die Kantone sprechen, nochmals angeführt. Es sind vor allem folgende:

1. Die Kantone sind für die Übernahme dieser Aufgabe bereit. Im Vernehmlassungsverfahren 1980 haben sich nur die beiden Kantone Freiburg und Solothurn dagegen ausgesprochen. Es ist hier auch einmal darauf hinzuweisen, dass die Finanzlage der Kantone sich im Verlaufe der letzten Jahre gegenüber dem Jahre 1980 verbessert hat. Das gleiche kann vom Bund nicht gesagt werden. Schon damals waren die Kantone – mit zwei Ausnahmen – stark mehrheitlich der Meinung, sie seien durchaus fähig und in der Lage, diese Aufgabe Wohnbauförderung zu übernehmen. Das ist das erste und meines Erachtens doch sehr wichtige Argument für die Kommissionen.

2. Die Wohnbauförderung weist einen engen inneren Zusammenhang mit den eigenständigen Verantwortlichkeiten der Kantone in den Sektoren Planung und Baurecht auf und ist sozusagen auf die kantonale Rechtsordnung zugeschnitten. Das gesamte Planungs- und Baurecht ist im Grunde genommen zentral bei den Kantonen angesiedelt. Es ist deshalb sinnvoll, dass die Fragen der Wohnbauförderung von den Kantonen behandelt werden.

3. Kantone und Gemeinden leisten schon heute sehr viel in der Wohnungspolitik. Es ist in der Kommission insbesondere auf die Beispiele der Kantone Zürich, Genf und Bern hingewiesen worden. Die Verhältnisse sind sehr unterschiedlich. Wenn Sie den Kanton Zürich bezüglich Wohnbauförderung mit dem Kanton Appenzell-Innerrhoden vergleichen, dann haben Sie zwei Welten vor sich. Im Kanton Zürich ist es absolut notwendig, dass Wohnbauförderung betrieben wird, im Kanton Appenzell-Innerrhoden ist die Wohnbauförderung wahrscheinlich kein sehr grosses politisches Problem. Auch dieses Argument spricht also dafür, die Kantone in der Wohnbauförderung einzuschalten.

4. Mit der Übergangsfrist bis 1986 werden alle Kantone in die Lage versetzt, die erforderlichen Anschlussmassnahmen vorzubereiten. Kein Kanton wird finanziell überfordert werden, wenn wir die Wohnbauförderung auf die Kantone übertragen. Die entsprechenden Mehraufwendungen der Kantone sind übrigens – das muss wieder einmal gesagt werden – in der Saldoabrechnung berücksichtigt worden. Das heisst: weil man hier die Kantone mehr belastet, werden sie in anderen Sektoren entsprechend entlastet.

5. Der Bund engagiert sich weiterhin in Berggebieten und in der Forschung auch auf dem Sektor Wohnbauförderung. Diese Argumente haben die Kommissionen bewegt, festzuhalten an unseren ursprünglichen Beschlüssen. Die Kommission ist auch der Meinung, dass die Kantone den Gesamtaufwand, der heute jährlich 20 bis 30 Millionen Franken beträgt, tragen können.

Ich bitte Sie, der Kommissionen zuzustimmen.

Weber: Herr Dreyer ist als Sprecher der Minderheit bestimmt worden.

M. Dreyer, porte-parole de la minorité: Le rapporteur vient de nous rappeler que tout avait été dit pour et contre l'entrée en matière sur ces deux arrêtés, que la discussion était pratiquement épuisée et que l'on ne pourrait rien dire de nouveau. Il nous incitait en cela à être bref; je le serai, mais j'ai la prétention d'apporter quelque chose de nouveau en rapport à ce qui a été dit lors de nos précédents débats, et surtout en rapport au message du Conseil fédéral. En effet, la situation en matière de logement a profondément évolué depuis la parution de ce message et l'aide fédérale est plus nécessaire que jamais. D'ailleurs, l'un des arguments avancés par le rapporteur au sujet de la prise de position des cantons n'est plus valable car, lorsque les cantons avaient été consultés sur ce premier volet de la répartition des tâches, tous sauf deux avaient accepté la proposition du Conseil fédéral. Aujourd'hui, si l'on consultait les cantons, la réponse serait peut-être inversée parce que presque tous veulent profiter de l'aide fédérale même et surtout les cantons qui croyaient pouvoir s'en passer à l'époque. Le Conseil national, dans sa grande majorité, avait bien compris ce changement de situation puisque c'est par 114 voix contre 77 qu'il a décidé de ne pas entrer en matière.

Alors que l'un des arguments du Conseil fédéral résidait dans l'utilisation relativement faible et inégale de l'aide fédérale depuis son instauration en 1976, la situation tendue qui règne sur le marché du logement a provoqué une véritable vague de demandes, à tel point que l'office fédéral compétent est submergé et que l'aide a dû être contingentée sévèrement, faute de crédits suffisants. En cela je ne fais que prendre une considération émise par le Conseil fédéral lorsqu'il a répondu à M. Meizoz demandant que les crédits soient rallongés à cet effet.

L'aide fédérale a aussi un aspect sympathique et positif parce qu'elle encourage aussi l'accession à la propriété. Or, il ne faut pas hésiter à le reconnaître: nous sommes un peuple riche et un peuple de locataires à raison de 70 pour cent. Aucun pays d'Europe occidentale ne connaît un pourcentage aussi faible de propriétaires. Ce phénomène socio-politique n'est pas à notre honneur. L'amélioration de l'imposition fiscale ne suffira pas, à elle seule, à le corriger. Il faut y ajouter l'aide fédérale qui a eu, au cours des dernières années, un effet extrêmement bénéfique. En cela je ne fais que reprendre d'ailleurs le plaidoyer que tint ici M. Brugger, conseiller fédéral, dans sa présentation du système que l'on nous propose d'abandonner aujourd'hui.

Il faut maintenir l'aide fédérale pour des motifs d'ordre politique et d'opportunité. Tout d'abord, il me paraît politiquement faux, dans les circonstances actuelles, de donner l'impression à l'opinion publique que nous entendons modifier fondamentalement la politique de la Confédération dans ce domaine, alors que plus on va de l'avant plus on doit constater que les loyers dans les immeubles neufs ont atteint, à des degrés divers, des niveaux quasi inaccessibles, et que le coût de construction aboutit à un phénomène semblable en freinant l'accession à la propriété. L'opinion publique est sensibilisée par ce problème. Nous commettrions une grave erreur politique de l'ignorer, car ce serait mettre en péril inutilement le climat social du pays, et cela compte. D'autre part, suivre la proposition du Conseil fédéral compromettrait le sort de la répartition des tâches. Il y a lieu de considérer ici un motif d'opportunité, si nous voulons éviter que le peuple et les cantons, qui seront appelés à se prononcer sur l'ensemble de la répartition des tâches, soient heurtés par la décision que nous aurions prise dans le domaine du logement. Nous ne pouvons pas courir le risque de faire échouer le tout. J'en suis certain, ce sera là l'une des pierres fondamentales de l'édifice de la répartition des tâches.

Enfin, je me permets de souligner qu'un certain nombre d'entre nous avaient, au début de nos débats, une attitude réservée, négative même sur bien d'autres propositions du Conseil fédéral. Dans l'idée de faire aboutir le premier volet

de la répartition des tâches, sans le vider de sa substance, nous avons fait beaucoup de concessions. Le Conseil fédéral devrait avoir la sagesse d'en faire au moins une, et je dis cela dans l'intérêt de l'ensemble comme j'ai essayé de le démontrer dernièrement.

Pour tous ces motifs, je vous prie de suivre la proposition de la minorité de la commission en adhérant à la décision du Conseil national de ne pas entrer en matière.

Stucki: Schon das letzte Mal habe ich mich entschieden für das Eintreten auf diese Vorlage geäußert und bin der Meinung, dass wir bei diesem letzten Beschluss vom Dezember 1982 bleiben sollten. Es sind neben anderen namentlich drei Gründe, welche nach wie vor Gültigkeit haben, um an unserem Beschluss festzuhalten.

1. Durch die voll an die Kantone gehende Verantwortung bei der Wohnbauförderung, die mit dieser Vorlage beabsichtigt ist, wird die Zuständigkeit der Kantone im raumplanerischen Bereich und im Baurecht – also Zonenpläne, Quartierpläne, Baubewilligungsverfahren, Basiserschliessungen, Entscheidungen über Basiserschliessungen – komplettiert. Die Kantone sind dann im ganzen Bereich voll verantwortlich und werden diese Verantwortung wie bisher wahrnehmen.

2. Es gibt keinen nationalen Wohnungsmarkt. Die Bedürfnisse, wie der Herr Kommissionspräsident das ausgeführt hat, sind doch von Region zu Region unterschiedlich, und die Wohnbauförderung hat deshalb wegen der ständig wechselnden und auch regional äusserst verschiedenen Bedürfnisse möglichst flexibel zu sein. Das kann in den Kantonen zweckmässiger getan werden. Dort, wo Wohnbauförderung wirklich nötig war und ist, wurde diese Aufgabe auch bisher zweifellos schon von den Kantonen wahrgenommen.

3. Ich bin auch der Meinung, dass die Mehrbelastung der Kantone durchaus verkraftbar ist. Wir haben doch gesamthaft in den Kantonen auch ein Ausgabenvolumen von etwa 24 bis 25 Milliarden. Hier geht es um einen Ausgabenbetrag von 20 bis 30 Millionen, also um einen relativ kleinen Betrag, der durch die Kantone zu übernehmen wäre.

Nun ist in diesem Zusammenhang mit der Frage der Tragbarkeit daran zu erinnern, dass die Mehrbelastung, die sich aus der ganzen Aufgabenteilung ergibt, seinerzeit natürlich diskutiert und darüber abgestimmt wurde im Rahmen des verstärkten horizontalen Finanzausgleichs. Das dürfen wir nicht ausser acht lassen. Im Rahmen der Verstärkung des Finanzausgleichs sollte es vor allem auch den finanzmittelstarken und finanzschwachen Kantonen möglich sein, diese zusätzliche Aufgabe, zusammen mit allen anderen Positionen der Aufgabenteilung, zu übernehmen.

Wir haben nie daran Anstoss genommen, dass man hier im Rahmen der Aufgabenteilung eine kräftige Aufstockung der Finanzausgleichsleistung der finanzstarken Kantone ins Auge fasst. Noch vor einigen Jahren wurde ein Sechstel unseres Wehrsteueranteils in diese horizontale Finanzausgleichsübung eingebracht. Heute ist es ein Viertel unseres Wehrsteueranteils und künftig – das ist ja nicht mehr umstritten – wird es fast die Hälfte sein. Man muss das auch im Gesamtsaldo sehen. Man kann deshalb zweifellos auch die Frage bejahen, ob sowohl die finanzmittelstarken als auch die finanzschwachen Kantone diese Mehrbelastung tragen können. Sie können dies, weil ihnen eine massive zusätzliche Finanzausgleichsleistung zukommt.

Ich bitte Sie deshalb, auch wegen diesem Gleichgewicht, dem Antrag der Kommissionmehrheit zuzustimmen, also festzuhalten an unserem bisherigen Beschluss.

Cavelty: Das Aussteigen des Bundes aus der Wohnbauförderung hat meines Erachtens drei Komponenten. Erstens eine sozialpolitische, zweitens eine formell-praktische und drittens eine gesellschaftspolitische. Zwei davon – um auf das Votum von Herrn Präsident Binder zurückzukommen –, die ich jetzt erwähne, scheinen mir neu zu sein.

1. Bei der sozialpolitischen Frage schliesse ich mich den

Ausführungen von Herrn Dreyer an. Es gehört zu den wesentlichen Aufgaben des Bundes, das Grundbedürfnis des Menschen nach einem Dach über dem Kopf zu befriedigen. Dieses Argument ist zugegebenermassen nicht neu.

2. Zum formell-praktischen Punkt sei auf zwei Dinge hingewiesen:

a. Der Wohnbau- und Eigentumsartikel in der Bundesverfassung ist erst im Jahre 1972 von Volk und Ständen angenommen worden, und zwar wuchtig. Diesen Artikel bereits nach zwölf Jahren wieder zu streichen, trägt nicht zur besonderen Glaubwürdigkeit unserer Volksrechte bei.

b. Der Nichteintretensbeschluss des Nationalrates wurde in namentlicher Abstimmung mit 77 zu 114 Stimmen gefasst. Es ist meines Erachtens ausgeschlossen, dass der Nationalrat bei diesem Stimmenverhältnis und bei Namensabstimmung auf diesen Beschluss wieder zurückkommt. Ein Festhalten unsererseits bedeutet nur eine Verlängerung des Verfahrens. Dies dient nicht der Verbesserung unseres Images.

3. Zur gesellschaftspolitischen Komponente: Der Artikel 34sexies, um dessen Streichung es hier geht, sieht nicht nur Massnahmen zur Verbilligung des Wohnungsbaus vor, sondern erwähnt ausdrücklich auch Massnahmen des Bundes zur Förderung des Erwerbs von Wohnungs- und Hauseigentum. Diesem Aspekt des Eigentums ist in der Diskussion bisher in beiden Räten meines Erachtens zu wenig Rechnung getragen worden. Auch wer – besonders mit Blick auf das Investitionsbedürfnis der Versicherungen und der Banken – der Meinung ist, in Zukunft gebe es genug Wohnungen, muss sich überlegen, ob es uns – dem Bund – gleichgültig sein kann, in wessen Eigentum diese Wohnungen stehen. Wir wissen, dass das Investitionsbedürfnis aus Geldern der zweiten Säule jährlich ungefähr 10 Milliarden Franken ausmachen wird. Diese Zahl wird stimmen, denn sie stammt von einem, der es wissen muss, nämlich von Herrn Kollega Kündig. Diese 10 Milliarden Franken gehen gezwungenermassen zu einem wesentlichen Teil in den Wohnungsbau. Ist es dann bei dieser künftigen Konkurrenzsituation einem Privaten noch möglich, Wohnungseigentum oder gar ein Häuschen zu erwerben? Ist es nicht vielmehr Sache des Bundes – und da ist der Zusammenhang –, für Möglichkeiten des privaten Wohnungs- und Hauseigentums besorgt zu sein? In diesem Sinne hat Artikel 34sexies, den die Mehrheit unverständlicherweise streichen will, eine fundamentale gesellschaftspolitische Bedeutung zum Schutz und zur Förderung des Eigentums von Privaten.

Meines Erachtens ist dies auch vom Grundsatz der Aufgabenteilung her eine typische Aufgabe des Bundes und nicht der Kantone, die dieser Aufgabe gar nicht gewachsen sein können. Unter diesem Aspekt gesehen müsste man einen Artikel 34sexies geradezu neu schaffen, wenn wir ihn nicht schon hätten. Und nun wollen Sie hingehen und diesen Artikel streichen. Das scheint mir ganz quer in der Landschaft zu liegen.

Ich bitte um Zustimmung zum Nationalrat und zu unserer Kommissionsminderheit.

Meier Hans: Ich fasse mich kurz: Es ist nicht einzusehen, weshalb der Bund vor allem in den Agglomerationen den Wohnungsbau noch fördern soll. Dort ist der Boden knapp und teuer, der Leerwohnungsbestand steigt verschiedentlich langsam, und man klagt ständig über die «Verbetonierung» der Landschaft. Die Kantone sollen die Förderung selbst und in jenen Regionen und Gemeinden besorgen, wo sie es als notwendig und wünschbar erachten. Von der Grössenordnung her ist dies ohne weiteres möglich. Herr Kollege Stucki hat darauf hingewiesen. Im Gegensatz zu Herrn Cavelty kann man die Frage stellen: Ist es nicht Sache der Kantone, hier für das Notwendige zu sorgen? Aus all diesen Überlegungen beantrage ich, an unserem früheren Beschluss festzuhalten.

M. Meylan: Je ne reprendrai pas les arguments qui ont d'ailleurs très bien été développés par le président de la

commission, mais le vote sur ce point ne peut pas intervenir sans qu'un représentant des élus socialistes n'ait répété clairement ce que vous a dit tout à l'heure M. Dreyer. Indépendamment de tous les arguments techniques, il faut compter avec l'argument de l'opportunité politique. Par conséquent, si, par malheur, cette concession n'était pas faite, ce que j'entends dire dans les milieux de l'Union syndicale suisse notamment me conduit à penser que tout le «paquet» pourrait être mis en cause. Il existe, en politique, des éléments qui ne sont plus complètement rationnels, mais qui touchent profondément les personnes dans leur conscience et dans leur volonté de réparer un certain nombre d'injustices. En l'occurrence, ce problème de l'aide au logement est devenu – à tort ou à raison – dans la conscience de beaucoup, une pierre de touche.

Comme cela a été dit au sein de la commission, on fera valoir la majorité qui a prévalu au Conseil national qui ne changera pas sa façon de voir. J'attire donc votre attention sur ceci: ou bien cette hypothèse est juste et à quoi cela sert-il de ne pas céder aujourd'hui ou alors c'est le Conseil national qui aura quand même le dernier mot puisque l'accord des deux conseils est nécessaire pour supprimer l'aide fédérale au logement. Je le répète et je voulais que cela soit inscrit au *Bulletin officiel*.

Bundesrat Friedrich: Der Kommissionspräsident hat die Argumente aufgezählt, die für die Übertragung der Wohnbauförderung auf die Kantone sprechen. Ich möchte das nicht wiederholen, lediglich auf einen Punkt nochmals kurz hinweisen, nämlich auf die erklärte Bereitschaft der Kantone, diese Aufgabe zu übernehmen. Herr Ständerat Dreyer, uns gegenüber ist eine andere Haltung von Kantonen bisher in keiner Weise manifestiert worden. Wir müssen also davon ausgehen, dass diese Bereitschaft nach wie vor vorhanden ist.

Nun ein paar Bemerkungen zu einigen Argumenten der Gegner einer Kantonalisierung. Es kommt immer wieder zum Ausdruck, dass die Wohnbauförderung eigentlich eine gemeinsame Aufgabe von Bund, Kantonen und Gemeinden sein sollte. Ich möchte darauf hinweisen, dass sich auch nach unseren Vorschlägen der Bund nicht völlig zurückzieht; der Bund steigt nicht einfach aus. Vielmehr konzentriert er sich auf die Wohnbauförderung in den Berggebieten, weil wir glauben, dass das dort aus den verschiedensten Gründen besonders notwendig ist. Er beteiligt sich auch weiterhin an der Forschung.

Es wird in dieser Diskussion immer wieder geltend gemacht, die Wohnbauförderung des Bundes habe weitere kantonale Massnahmen ausgelöst. Dem ist entgegenzuhalten, dass die Instrumente des Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetzes so konzipiert sind, dass die Massnahmen des Bundes über die Köpfe der Kantone hinweg direkt Anwendung finden. Die Massnahmen des Bundes üben also kaum irgendwelche Anreizfunktionen zu weiteren Massnahmen der Kantone aus, vielmehr sind sie sehr oft eine Konkurrenz zu kantonalen Massnahmen.

Wir sind überzeugt, dass die Kantone auch in diesem Bereich ihre Aufgabe wahrnehmen werden. Daher sind auch die von Vertretern der Bauwirtschaft in diesem Zusammenhang oft vorgebrachten konjunkturpolitischen Gründe gegen die Vorlage nicht überzeugend. Die Kantone können ebensogut Investitionen im Bausektor auslösen wie der Bund. Im übrigen kann der Bund nötigenfalls gestützt auf den Konjunkturartikel, wenn das aus solchen Gründen notwendig wäre, entsprechende Massnahmen zugunsten der Bautätigkeit einleiten.

Ich möchte Sie schliesslich noch auf die jüngst publizierten Zahlen über die Bautätigkeit in unserem Lande hinweisen. Nach den Angaben des Bundesamtes für Konjunkturfragen hat das Volumen der Bauvorhaben 1984 gegenüber dem Vorjahr für Mehrfamilienhäuser um 12,2 Prozent auf 8,5 Milliarden und für Einfamilienhäuser um 10,5 Prozent auf 5,1 Milliarden zugenommen. Die Situation hat sich also tatsächlich geändert, wie Herr Ständerat Dreyer sagte, aber in sehr positiver Richtung, indem mehr gebaut wird und nicht weni-

ger. Das sind noch einige Überlegungen zu gegnerischen Argumenten.

Im übrigen möchte ich Sie mit der Kommissionsmehrheit ersuchen, an Ihrem früheren Beschluss festzuhalten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	23 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	19 Stimmen

O

Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetz

Loi fédérale encourageant la construction et l'accession à la propriété de logements

Antrag der Kommission

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Weber, Cavelty, Dreyer, Ducret, Gadiet, Meylan)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Majorité

Maintenir

Minorité

(Weber, Cavelty, Dreyer, Ducret, Gadiet, Meylan)

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Diese Vorlage O steht in Zusammenhang mit der Vorlage N. Ich nehme an, dass der Beschluss, den wir vorhin gefasst haben, auch für die Vorlage O gilt. Ich beantrage Festhalten.

Le président: Je considère que la décision prise pour la lettre N est également valable pour la lettre O.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 11.30 Uhr

La séance est levée à 11 h 30

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.065
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.09.1984 - 08:00
Date	
Data	
Seite	435-447
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 866

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Dritte Sitzung – Troisième séance**Mittwoch, den 19. September 1984, Vormittag****Mercredi 19 septembre 1984, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Debétaz

81.065

**Bund und Kantone.
Neuverteilung der Aufgaben
Confédération et cantons.
Nouvelle répartition des tâches***Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 435 hiervor – Voir page 435 ci-devant

*Différences – Divergences***Q****Kantonsanteile – Quotes-parts des cantons
Bundesbeschluss über die Aufhebung des Kantonsanteils
am Reinertrag der Stempelabgaben
Arrêté fédéral supprimant la part des cantons au produit
net des droits de timbre***Antrag der Kommission*Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
(Eintreten)*Proposition de la commission*Adhérer à la décision du Conseil national
(Entrer en matière)

Binder, Berichterstatter: Auf diese Vorlage ist, wie Sie wissen, unser Rat in der ersten Lesung nicht eingetreten. Massgebend waren – nicht zuletzt unter dem Einfluss der Finanzdirektoren, die in unserer Kommission markant vertreten sind – vor allem die Argumente, dass diese Kantonsanteile sachlich keinen inneren Zusammenhang hätten mit dem Problem der Aufgabenteilung, sondern dass sie rein finanzpolitisch motiviert seien. Sodann herrschte damals, Ende 1982, als wir die Vorlage beraten haben, noch dichter Nebel in den finanziellen Beziehungen zwischen Bund und Kantonen. An sich haben diese Argumente auch heute noch eine gewisse Bedeutung. Aber durch entsprechende Motionen, insbesondere der CVP-Fraktion und der FDP-Fraktion, hat das Parlament selber die Aufhebung der Kantonsanteile mit der Neuverteilung der Aufgaben verbunden. Es sei insbesondere in diesem Zusammenhang auch auf Artikel 15 Absatz 2 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung hingewiesen.

Ferner ist in den finanziellen Beziehungen zwischen dem Bund und den Kantonen in letzter Zeit doch zumindest eine kleine und teilweise Klärung eingetreten. So hat unser Rat selber in der Sommersession dieses Jahres mit grosser Mehrheit die vom Bundesrat vorgeschlagene Kompensation bei den Treibstoffzöllen abgelehnt. In der Kommission wurde mit aller Klarheit und Bestimmtheit festgehalten, dass diese Kompensation nach wie vor abzulehnen sei. Nur unter diesen Umständen, und weil der Bund ab 1. Januar 1986 nicht einfach eine Mehrbelastung von etwa 400 Millionen Franken tragen kann, ist die Kommission mit 9 zu 3 Stimmen, bei einer Enthaltung, auf diese Vorlage und auch auf die nächste Vorlage eingetreten. Dabei wurde auch berück-

sichtigt, dass gemäss Artikel 21 des Gesetzes über den Geschäftsverkehr zwischen den Räten eine Vorlage von der Geschäftsliste gestrichen wird, wenn ein Rat ein zweites Mal einen Nichteintretensentscheid fällen würde. Wenn Sie also heute wiederum Nichteintreten beschliessen würden, dann wäre das Thema Kantonsanteile erledigt. Der Bundesrat müsste allenfalls mit einer neuen Vorlage an das Parlament gelangen.

Die Kommission spricht mit dem Eintretensentscheid gegenüber dem Bundesrat aber den bestimmten Wunsch aus, dass nun endlich ein Gesamtkonzept über die finanziellen Beziehungen zwischen Bund und Kantonen ausgearbeitet, entwickelt und gegenseitig abgestimmt wird. Unter diesen Voraussetzungen haben auch die Finanzdirektoren in unserer Kommission für Eintreten gestimmt. Ich möchte ihnen für diese staatspolitische Haltung meinen besten Dank aussprechen.

Die Kommission beantragt Eintreten.

Stucki: Im Zusammenhang mit dem heutigen Antrag der Kommission auf Eintreten auf die beiden Einnahmenanteilsvorlagen, also definitive Streichung des Anteils der Kantone an den Stempelabgaben bzw. Reduktion des Anteils am Reinertrag aus der fiskalischen Belastung der gebrannten Wasser, ist doch darauf hinzuweisen, dass mit dem seinerzeitigen Nichteintretensantrag im Dezember 1982 nicht ein grundsätzliches Verbot verbunden war, über diese Sache mit den Kantonen zu einem späteren Zeitpunkt reden zu können. Wir haben damals ganz klar zu verstehen gegeben, dass die definitive Regelung dieser Einnahmenanteile weniger Bestandteil der Aufgabenteilungsübung an sich sei als vielmehr eine Sache des übergeordneten Saldoausgleichs zwischen dem Bund und den Kantonen. 1982 befriedigte insbesondere die vom Bundesrat vorgelegte Übersicht über die Gesamtmassnahmen im Finanzbereich in keiner Weise. Völlig offen waren die Abstimmungsergebnisse wichtiger Vorlagen wie der Treibstoffbesteuerung, der Vollzugsgesetze zum Nationalstrassenunterhalt, des Anschlussprogramms und anderes mehr. Inzwischen hat sich einiges davon, mindestens teilweise, geklärt: hinsichtlich Treibstoffzoll, auch die Regelung beim Nationalstrassenunterhalt kennen wir heute. Das Anschlussprogramm ist uns auch bekannt. Man sieht ungefähr die Marschrichtung und die entsprechenden Auswirkungen auf die Kantone. Klare Haltung der Kantone und vor allem auch unseres Rates besteht hinsichtlich der Kompensationsforderung, die abgelehnt wird. Dann steht in Aussicht ein erhöhter Anteil am Reingewinn der Nationalbank, obwohl dies wahrscheinlich volkswirtschaftlich eher problematisch ist. Aber die Kantone werden diese «Morgengabe» kaum ausschlagen. Aus all diesen Gründen bin ich heute auch der Meinung, dass der Zeitpunkt gekommen ist, dass die Kantone in der Frage der beiden Kantonsanteile ihre bisherige Position, ihre negative Haltung, ändern können, also für Eintreten auf die Vorlagen votieren können. Dabei muss aber betont werden, dass auch vom Bundesrat und insbesondere vom Chef des Finanzdepartementes als Gegenleistung für diese Goodwill-Aktion eine etwas flexiblere und verständnisvollere Haltung erwartet wird für die bevorstehenden Gespräche hinsichtlich der noch offenen finanzpolitischen Fragen und Probleme zwischen dem Bund und den Kantonen.

Ich stimme für Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

M. Ducret: M. Binder, président de la commission, a parfaitement exprimé le sens du débat tenu en séance de commission; je serai donc bref mais je voudrais cependant signaler la curiosité représentée par la lettre Q, comme par les lettres R et suivantes. En effet, le titre du projet parle de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, tandis que les lettres en question traitent de la répartition des recettes. On constate d'ailleurs que cette répartition s'effectue à sens unique puisque ces recettes, qui revenaient aux cantons depuis longtemps, sont désormais versées à la Confédération. Il ne s'agit donc pas d'une répartition mais

bien de recettes cantonales que la Confédération tient à conserver. Cette première remarque est importante, car elle montre de quelle façon le Conseil fédéral a procédé dans le domaine des recherches d'économies, pour l'établissement de son budget.

D'autre part, je vous rappelle qu'il y a eu tout d'abord les mesures d'économies qui ont comporté de fortes diminutions de subventions pour un certain nombre de tâches que les cantons ont dû reprendre, soit plus de 100 millions de francs. Actuellement, la répartition des tâches se compose de deux groupes, soit la vraie répartition des tâches qui va charger les cantons d'un certain nombre de millions, plus la reprise de ces recettes qui représente, à elles seules, 350 millions de francs. Il faut compter aussi avec les nouvelles mesures d'économies à prendre, qui concerneront notamment les universités et l'agriculture.

En l'occurrence, nous risquons, comme on l'a déjà fait, de se moquer un peu des directeurs des finances des cantons parce qu'ils prennent souvent la parole. Mais si les directeurs cantonaux des finances s'expriment d'abondance, c'est parce qu'aucun fil ne réunit les projets du Conseil fédéral, à l'exception des contacts avec lesdits directeurs. Ainsi, le problème soulevé tout à l'heure par M. Stucki, qui est celui de la compensation financière au sujet des droits sur l'essence, a été porté à notre connaissance parce que les retombées financières ont fait l'objet de deux demandes, l'une émanant de notre regretté conseiller fédéral, M. Ritschard, et l'autre de M. Schlumpf, président de la Confédération.

Or, ce que nous demandons aujourd'hui – comme nous l'avons déjà fait en séance de commission – c'est une réponse du Conseil fédéral à la question de savoir à combien s'élèvera la facture totale. En séance de commission, je me suis abstenu de m'exprimer sur la lettre Q, mais je vous informe que si nous ne recevons pas aujourd'hui de réponse complète, je m'opposerai à la suppression de la part des cantons au produit net des droits de timbre et à celui de l'alcool.

Arnold: Ich habe das Bedürfnis, zum Verhältnis Bund/Kantone in diesem Zusammenhang noch zwei Dinge zu sagen, zuerst als Mitglied der ständerätlichen Kommission betreffend koordinierte Verkehrspolitik. Auch ich bin der Meinung, es sei nicht mehr von Kompensation im Verkehrsbe- reich zu sprechen. Hingegen kann das nicht heissen, dass die Frage einer vermehrten Beteiligung der Kantone an den Kosten des öffentlichen Regionalverkehrs damit abgeschlossen sei. Diese Frage wird Gegenstand einer separaten Vorlage sein. Wenn heute der Kommissionspräsident sagt, es werde auf die Kompensation verzichtet, kann das meines Erachtens nur heissen, dass man nicht einen Zusammenhang konstruiert zwischen dem Verzicht der Kantone hier bei den Alkohol- und Stempelabgaben und den Verkehrsleistungen.

Meine zweite Bemerkung betrifft die Frage des Konzeptes für die gegenseitigen Leistungen von Bund und Kantonen. Ich habe hier, etwas abweichend vom Kommissionspräsidenten, die Vorstellung, es sei ein Dauerprozess, das Verhältnis zwischen Bund und Kantonen immer wieder zu überprüfen und abzuwägen. Es scheint mir nicht möglich, dass man in einem bestimmten Zeitpunkt einen Strich zieht und sagt: Von jetzt an hat der Bund nichts mehr von den Kantonen zusätzlich zu fordern, jetzt ist alles gegenseitig bereinigt. Es werden immer wieder neue Aufgaben auftauchen, und bei diesen neuen Aufgaben wird man fragen müssen: Sind sie eine Sache der Kantone oder des Bundes, oder müssen beide finanziell dazu beitragen? Ich habe diese Vorstellung über die Aufgabenteilung Bund/Kantone.

M. Aubert: Je propose de refuser l'entrée en matière. Contrairement à plusieurs membres de ce conseil, je n'ai pas changé d'opinion depuis le mois de décembre 1982. Je considère toujours que ces projets, tout intéressants et tout justifiés qu'ils sont dans le fond, n'ont pas leur place ici. C'est pourquoi je vous prie de ne pas entrer en matière.

Dans l'hypothèse où cette dernière charge se heurterait à un mur, je souhaite que les votes populaires qui porteront sur ces dispositions constitutionnelles aient lieu un autre jour que ceux qui porteront sur la répartition des tâches au sens étroit du terme. Je demande à Monsieur le conseiller fédéral s'il peut me donner une assurance en ce sens.

Binder, Berichterstatter: Ich möchte Herrn Arnold lediglich sagen, dass er mich wahrscheinlich etwas missverstanden hat. Es war in der Kommission die Meinung, dass bei einem Verzicht der Kantone auf diese Einnahmen andererseits die Sicherheit bestehen sollte bezüglich Kompensation der Treibstoffzolleinnahmen. Zudem vertritt unsere Kommission die Auffassung, dass zwischen dem Bundesrat und den Finanzdirektoren überhaupt einmal Klarheit bestehen sollte, wie die finanziellen Beziehungen zwischen Bund und Kantonen heute geregelt werden müssen. Es ist selbstverständlich, dass es sich hierbei um einen Dauerprozess in jedem Staat handelt: Wenn neue Aufgaben auf den Staat zukommen, muss immer wieder überprüft werden, wer zu bezahlen hat. Es liegt also kaum eine Differenz zwischen den Auffassungen von Herrn Arnold und der Kommission vor.

Bundesrat Friedrich: Zunächst möchte ich noch einmal klarstellen, dass es nicht der Bundesrat ist, der diese beiden Vorlagen mit der Aufgabenteilung verbunden hat, sondern es war das Parlament. Es waren Motionen, wie der Kommissionspräsident bereits gesagt hat, der CVP- und der FDP-Fraktion, die den Bundesrat beauftragten, diese Frage der Kantonsanteile im Zusammenhang mit der Aufgabenteilung wieder zur Diskussion zu bringen. Wir haben also lediglich einen Auftrag des Parlamentes ausgeführt.

In der ersten Beratung über die Kantonsanteile am Reinertrag dieser fiskalischen Belastung der gebrannten Wasser und der Stempelabgaben haben Sie es abgelehnt, auf diese Vorlage einzutreten. Ausschlaggebend war vor allem die insbesondere von den kantonalen Finanzdirektoren vorgebrachte, und wie ich glaube, nicht unberechtigte Meinung, es herrsche zu wenig Klarheit über verschiedene Massnahmen des Bundes mit finanziellen Auswirkungen für die Kantone.

Darf ich nun darauf hinweisen, dass Ihnen inzwischen der Finanzplan für die Jahre 1985 bis 1987 vorgelegt wurde, ausserdem die Botschaften zum Anschlussprogramm, zum Treibstoffzollbeschluss und zu den Bundesbeschlüssen über Kompensation der Mehrleistungen des Bundes. Damit ist in sehr wichtigen Punkten doch einigermaßen Klarheit geschaffen, und die grössten Steine sind aus dem Wege geräumt.

Was die heutige Situation anbelangt, so möchte ich unterstreichen, dass sich Bund und Kantone seit der befristeten Aufhebung der Kantonsanteile im Rahmen der Sparmassnahmen 1980 auf diesen Zustand eingestellt haben. Ich muss seitens des Bundesrates mit aller Deutlichkeit sagen, dass es sich der Bund aus seiner Finanzlage heraus nicht leisten kann, 1986 eine neuerliche Belastung von über 400 Millionen Franken auf sich zu nehmen. Darf ich Ihnen doch mit allem Nachdruck die Finanzsituation des Bundes hier in Erinnerung rufen und Sie auch um etwas Verständnis bitten für diese Finanzsituation des Bundes und nicht nur für die Finanzsituation der Kantone. Der Bund ist auf diese Mittel angewiesen. Aus seiner Sicht bedeutet die Aufhebung der Kantonsanteile nicht eine Einsparung, sondern die Weiterführung des heutigen Zustandes. Ein neuerlicher Nichteintretensentscheid würde ein neues Loch in die ohnehin strapazierte Bundeskasse reissen, das dann irgendwie mit zusätzlichen Massnahmen wieder gestopft werden müsste. Ich habe den Wunsch nach einer Art Gesamtkonzept dieser finanziellen Beziehungen zwischen Bund und Kantonen bereits in der Kommission entgegengenommen und an den Finanzminister weitergeleitet. Ich nehme dieses Begehren heute noch einmal entgegen. Sie werden Verständnis dafür haben, dass ich nicht in der Lage bin, Ihnen heute so etwas wie ein Gesamtkonzept zu präsentieren. Im übrigen bin ich mit Herrn Arnold der Auffassung, dass das nicht ein für

immer abgeschlossener Prozess sein kann, sondern eine laufende Angelegenheit ist.
Ich bitte Sie dringend um Eintreten auf diese Vorlage.

M. Aubert: Le chef du département pourrait-il me donner l'assurance que le Conseil fédéral usera de sa compétence pour fixer la date du scrutin sur ces objets à un autre moment que les scrutins sur la répartition des tâches à proprement parler?

Bundesrat Friedrich: Mir scheint dieses Vorgehen durchaus vernünftig zu sein, weil es sich um zwei sehr verschiedene Materien handelt, und ich habe mich im Bundesrat bereits in diesem Sinne ausgesprochen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten)	30 Stimmen
Dagegen	7 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I–III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I à III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes	31 Stimmen
Dagegen	5 Stimmen

R

Bundesgesetz über die Stempelabgabe (StG)

Loi fédérale sur les droits de timbre (LT)

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
(Eintreten)

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

(Entrer en matière)

Binder, Berichterstatter: Die Kommission hat mit der gleichen Argumentation wie bei der Vorlage Q beschlossen, Ihnen Eintreten zu beantragen und die Vorlage so zu genehmigen, wie sie vom Bundesrat und vom Nationalrat beschlossen worden ist.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le Conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I–III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I à III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	29 Stimmen
Dagegen	6 Stimmen

S

Bundesbeschluss über die Neuverteilung des Reinertrags aus der fiskalischen Belastung gebrannter Wasser

Arrêté fédéral fixant la nouvelle répartition de recettes nettes provenant de l'imposition des boissons distillées

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
(Eintreten)

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

(Entrer en matière)

Binder, Berichterstatter: Die Kommission beantragt Ihnen, auf die Vorlage einzutreten, wiederum mit der gleichen Argumentation wie bei den Vorlagen Q und R.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le Conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I–III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I à III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Binder, Berichterstatter: Zu Artikel 32bis Absatz 9: Der Nationalrat hat den «Alkoholzehntel», wie man ihn nennt, gegenüber den Vorschlägen des Bundesrates verdoppelt und eine Zweckerweiterung auf andere Suchtmittel-, Betäubungsmittel- und Medikamentenmissbräuche beschlossen. Der Bundesrat hat selbstverständlich keine Freude an diesem Beschluss des Nationalrates. Der Ausfall für die Bundeskasse beträgt, gestützt auf diesen Beschluss, jährlich rund 14 Millionen Franken. Die Kommission beantragt Ihnen nach einlässlicher Diskussion, dem Nationalrat zuzustimmen. Die gesundheitlichen und die volkswirtschaftlichen Schäden des Alkoholismus und des Missbrauchs von Suchtmitteln, Betäubungsmitteln, Medikamenten usw. nehmen besorgniserregende Ausmasse an. Wir sind der Meinung, dass die Kantone hier mehr tun können und mehr tun müssen.

Wir beantragen Ihnen deshalb, dem Nationalrat zuzustimmen.

Bundesrat Friedrich: Ich möchte dazu nur sagen, dass der Bundesrat, wie der Präsident richtig bemerkt hat, keine sehr grosse Freude an diesem Antrag hat, weil das die Bundeskasse wieder 15 Millionen Franken kostet. Aber ich mache daraus keine Grundsatzfrage. Die Grundsatzfrage ist vorhin entschieden worden, und wenn schon dieser Alkoholzehntel verdoppelt wird, dann bin ich auch der Meinung, dass die Zweckerweiterung gemäss Nationalrat vorgenommen werden soll.

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes	31 Stimmen
Dagegen	5 Stimmen

T

Alkoholgesetz – Loi fédérale sur l'alcool

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
(Eintreten)

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national
(Entrer en matière)

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le Conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 44

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3, 4

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

... geht zu 90 Prozent an den Bund und zu 10 Prozent an die Kantone.

Art. 44

Proposition de la commission

Al. 1, 3, 4

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

... à raison de 90 pour cent à la Confédération et de 10 pour cent aux cantons.

Binder, Berichterstatter: Dieser Artikel 44 Absatz 2 muss geändert werden. Der Nationalrat hat übersehen, dass der Aufteilungsschlüssel im Alkoholgesetz der Verfassungsbestimmung Artikel 32bis Absatz 9 anzupassen ist; demnach gehen 90 Prozent an den Bund und 10 Prozent an die Kantone.

Wir beantragen Ihnen Zustimmung zu unserer Formulierung.

Bundesrat **Friedrich**: Einverstanden!

Angenommen – Adopté

Art. 45

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

Der Anteil der Kantone ist zur Bekämpfung ...

Abs. 3

... des Anteils der Kantone. (Rest des Absatzes streichen)

Art. 45

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

Chaque canton est tenu d'employer sa part pour ...

Al. 3

... que les cantons ont fait de leur part. (Biffer le reste de l'alinéa)

Abs. 1 – Al. 1

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Binder, Berichterstatter: Hier ist ebenfalls eine Anpassung vorzunehmen. Im Verfassungsartikel fehlt das Wort «ausschliesslich». Wir beantragen Ihnen, den Begriff «ausschliesslich» hier zu streichen.

Angenommen – Adopté

Abs. 3 – Al. 3

Binder, Berichterstatter: Bei Artikel 45 Absatz 3 ist eine Abänderung vorzunehmen. Diese Abänderung ist auf der Fahne nicht enthalten; aber die Verwaltung hat festgestellt, dass wir die Anpassung vornehmen müssen. Artikel 45 Absatz 3 soll lauten: «Der Bundesrat unterbreitet der Bundesversammlung alle drei Jahre einen Bericht über die Verwendung des Anteils der Kantone.» Die Beifügung «zur Bekämpfung des Alkoholismus» muss gestrichen werden. Denn Sie haben vorhin beschlossen, dass eine Zweckerweiterung vorgenommen wird. Die von mir vorgeschlagene Änderung drängt sich demnach wegen dieser Zweckerweiterung auf. Das ist eine rein formelle Sache. Ich möchte Sie bitten, der Änderung zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

Ziff. II, III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. II, III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes

32 Stimmen

Dagegen

6 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

84.038

**Zivilschutzzentrum Schwarzenburg.
Zusatzkredit****Centre d'instruction de la protection civile
à Schwarzenburg. Crédit additionnel**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 1. Mai 1984 (BBI II, 245)

Message et projet d'arrêté du 1^{er} mai 1984 (FF II, 253)

Beschluss des Nationalrates vom 17. September 1984

Décision du Conseil national du 17 septembre 1984

Antrag der Kommission

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer à la décision du Conseil national

Mme Bauer, rapporteur: La commission du Conseil des Etats s'est réunie le mardi 14 août 1984, à Berne, puis à Böisingen, afin d'examiner différents messages du Conseil

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.065
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.09.1984 - 08:00
Date	
Data	
Seite	448-451
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 867

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

81.065

**Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben
Confédération et cantons.
Nouvelle répartition des tâches**

Siehe Seite 587 hiervor – Voir page 587 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 27. September 1984
Décision du Conseil national du 27 septembre 1984

A

**Bundesgesetz über die Leistungen des Bundes für den
Straf- und Massnahmenvollzug
Loi fédérale sur les prestations de la Confédération dans
le domaine de l'exécution des peines et des mesures**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 41 Stimmen
(Einstimmigkeit)

B

**Bundesgesetz über die Änderung der Zivilschutzgesetz-
gebung
Loi fédérale modifiant la législation sur la protection civile**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 42 Stimmen
(Einstimmigkeit)

C

**Bundesbeschluss über die Aufhebung der Beiträge für
den Primarschulunterricht
Arrêté fédéral supprimant les subventions pour l'instruc-
tion primaire**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 42 Stimmen
(Einstimmigkeit)

D'

**Bundesgesetz betreffend die Unterstützung der öffentli-
chen Primarschule
Loi fédérale subventionnant l'école primaire publique**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 42 Stimmen
(Einstimmigkeit)

E

**Bundesbeschluss über die Ausbildungsbeiträge
Arrêté fédéral sur les subsides de formation**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 31 Stimmen
Dagegen 5 Stimmen

F

**Bundesgesetz über die Ausbildungsbeiträge der Kantone
Loi fédérale sur les subsides de formation alloués par les
cantons**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 31 Stimmen
Dagegen 8 Stimmen

G

**Bundesgesetz über die Förderung von Turnen und Sport
Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 39 Stimmen
(Einstimmigkeit)

H

**Bundesbeschluss über die Aufhebung der Beitragspflicht
des Bundes im Gesundheitswesen**

**Arrêté fédéral supprimant l'obligation incombant à la Con-
fédération d'allouer des subventions dans le domaine de
la santé publique**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 39 Stimmen
(Einstimmigkeit)

I

**Bundesgesetz über die Aufhebung von Bagatellsubventio-
nen im Gesundheitswesen**

**Loi fédérale supprimant des subventions mineures dans le
domaine de la santé publique**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 40 Stimmen
(Einstimmigkeit)

K

**Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversi-
cherung (AHVG)**

**Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants
(LAVS)**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 36 Stimmen
Dagegen 6 Stimmen

L

**Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hin-
terlassenen- und Invalidenversicherung (ELG)**

**Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assu-
rance vieillesse, survivants et invalidité (LPC)**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 33 Stimmen
Dagegen 5 Stimmen

M

Asylgesetz – Loi sur l'asile

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 39 Stimmen
(Einstimmigkeit)

P

**Bundesgesetz über den Finanzausgleich unter den Kan-
tonen**

**Loi fédérale concernant la péréquation financière entre
les cantons**

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 41 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Q

Bundesbeschluss über die Aufhebung des Kantonsanteiles am Reinertrag der Stempelabgaben
Arrêté fédéral supprimant la part des cantons au produit net des droits de timbre

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 33 Stimmen
 Dagegen 9 Stimmen

R

Bundesgesetz über die Stempelabgaben (StG)
Loi fédérale sur les droits de timbre (LT)

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 33 Stimmen
 Dagegen 9 Stimmen

S

Bundesbeschluss über die Neuverteilung des Reinertrages aus der fiskalischen Belastung gebrannter Wasser
Arrêté fédéral fixant la nouvelle répartition des recettes nettes provenant de l'imposition des boissons distillées

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 31 Stimmen
 Dagegen 10 Stimmen

T

Alkoholgesetz – Loi fédérale sur l'alcool

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 33 Stimmen
 Dagegen 10 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

83.076

Bundespensional. Teuerungszulagen
Personnel fédéral.
Allocations de renchérissement

Siehe Seite 554 hiervor – Voir page 554 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 2. Oktober 1984
 Décision du Conseil national du 2 octobre 1984

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 26 Stimmen
 Dagegen 6 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

81.078

Genossenschaft für Getreide und Futtermittel.
Bundesgesetz
Société coopérative des céréales
et matières fourragères. Loi

Siehe Seite 513 hiervor – Voir page 513 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 5. Oktober 1984
 Décision du Conseil national du 5 octobre 1984

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 41 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

83.048

Stärkung der Wirtschaft. Massnahmen II
Renforcement de l'économie. Mesures II

Siehe Seite 557 hiervor – Voir page 557 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 27. September 1984
 Décision du Conseil national du 27 septembre 1984

A

Bundesbeschluss über Finanzierungsbeihilfen zugunsten wirtschaftlich bedrohter Regionen
Arrêté fédéral instituant une aide financière en faveur des régions dont l'économie est menacée

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 35 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

D

Bundesgesetz über Investitionshilfe für Berggebiete
Loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 40 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

E

Bundesgesetz über die Bürgschaftsgewährung in Berggebieten
Loi fédérale encourageant l'octroi de cautionnements dans les régions de montagne

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 40 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

F

Bundesbeschluss über die Innovationsrisikogarantie für kleine und mittlere Unternehmen
Arrêté fédéral instituant une garantie contre les risques à l'innovation pour petites et moyennes entreprises

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 26 Stimmen
 Dagegen 14 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

84.003

Nationalstrassennetz. Transjurastrasse
Réseau des routes nationales. Transjurane

Siehe Seite 346 hiervor – Voir page 346 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 24. September 1984
 Décision du Conseil national du 24 septembre 1984

Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.065
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1984 - 08:00
Date	
Data	
Seite	592-593
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 906

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.